

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA FAUNE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
1996-1997**

**TOME
1**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 1996-1997

DOCUMENT I

DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

PARTIE I : DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

DOCUMENT I : DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

<u>MINISTÈRE</u>	<u>Annexe</u>	<u>Page</u>
1. Organigramme du Ministère	1.1	2
2. Publications du Ministère	1.2	4
3. Voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 1995	1.3	16
4. Dépenses en publicité et articles promotionnels pour 1995-1996 et les prévisions 1996-1997.	1.4	38
5. Sondages effectués en 1995-1996	1.5	43
6. Liste des études commandées par le Ministère pour l'exercice 1995-1996	1.6	45
7. Contrats de 2 000,00 \$ à 24 999,99 \$ octroyés à des professionnels et à des firmes depuis le 1 ^{er} avril 1995.	1.7	49
8. Contrats qui ont fait l'objet d'un supplément par rapport au montant initial, depuis le 1 ^{er} avril 1995.	1.8	77
9. Montant global pour l'exercice 1995-1996 des dépenses de photocopies, télécopie, téléphonie cellulaire, téléavertisseurs, mobilier de bureau, fournitures, frais de transport, d'hébergement et de repas et dépenses pour la participation à des congrès, colloques, sessions de perfectionnement ou ressourcement.	1.9	81
10. Liste des véhicules fournis aux employés	1.10	83
11. Nombre de personnes dont la cotisation fut payée par l'employeur qui sont membres de corporations professionnelles ou de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et le montant payé à chacun des clubs ou corporations.	1.11	132
12. Nombre et répartition du personnel masculin et féminin, jeunes de moins de 30 ans, personnes handicapées, anglophones, autochtones et communautés culturelles, par catégorie d'emplois pour 1995-1996.	1.12	134
13. Pour chacun des mois de l'exercice 1995-1996, nombre de jours de congé de maladie, vacances, heures supplémentaires réalisées et répartition de la rémunération de ces heures.	1.13	136
14. Informations concernant l'effectif du Ministère pour 1995-1996.	1.14	143
15. Liste des baux pour les espaces loués par la SIQ.	1.15	150
16. Mise à part la SIQ, identification des firmes qui, en 1995-1996, ont loué des espaces au Ministère et ventilation des coûts.	1.16	152
17. Contrats octroyés à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques au cours de l'exercice financier 1995-1996.	1.17	158

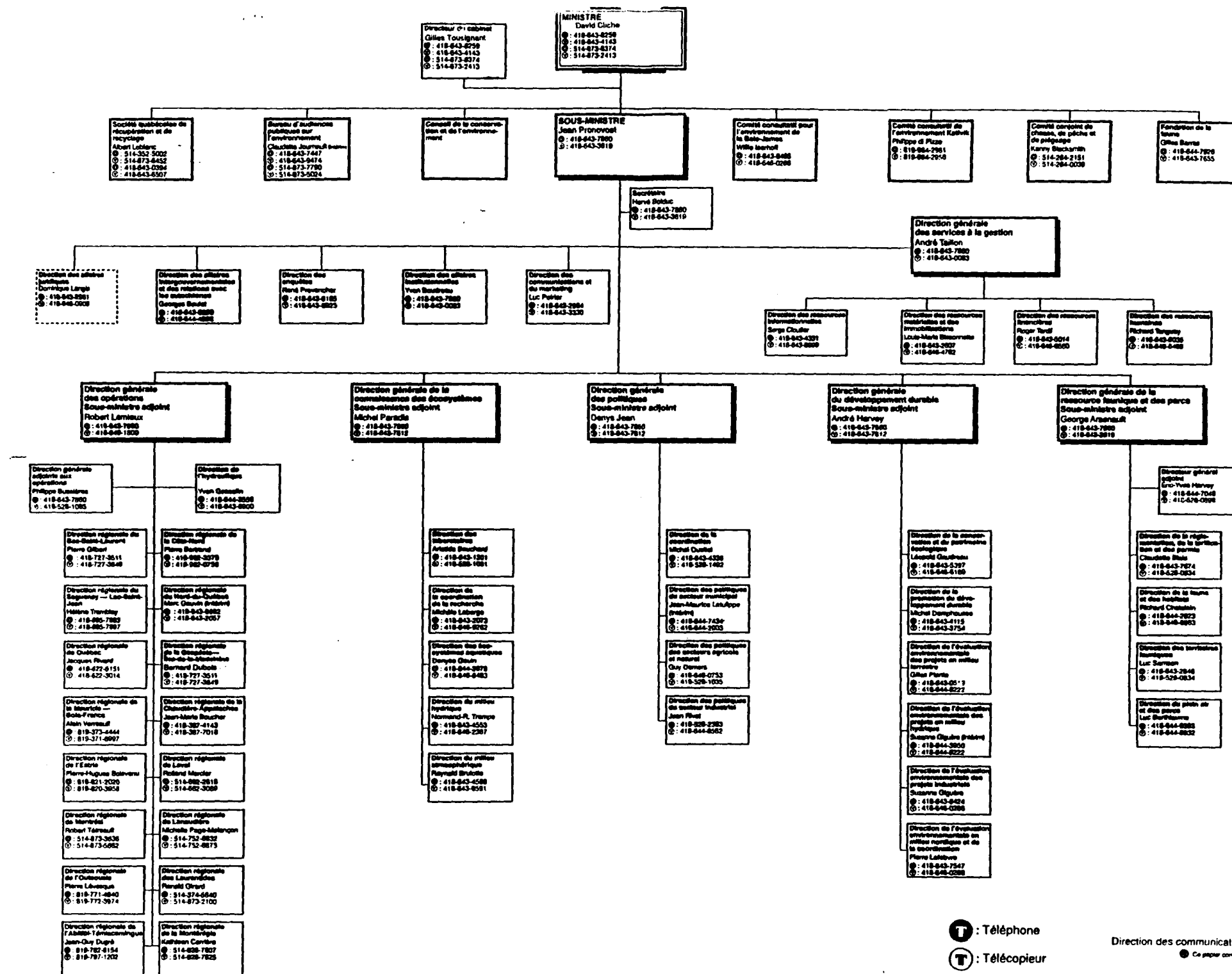
27 JAN 1997

	<u>Annexe</u>	<u>Page</u>
18. Liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1995-1996 et prévisions pour 1996-1997.	1.18	160
19. Liste du personnel du cabinet du Ministre	1.19	162
20. Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1995-1996.	1.20	166
21. Subventions versées en 1995-1996 à même le budget discrétionnaire du Ministre et du Ministère.	1.21	168
22. Prévisions des crédits périmés par programme-élément pour l'exercice financier 1995-1996.	1.22	173
23. Transferts du gouvernement fédéral dans le cadre des programmes à frais partagés pour 1995-1996.	1.23	175
24. Bilan des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal.	1.24	186
25. Liste des membres du personnel permanent, occasionnel, ou contractuel libéré ou embauché pour des opérations reliées aux activités référendaires ou préréférendaires.	1.25	188
26. Personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique.	1.26	190
27. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois.	1.27	192
28. Liste du personnel hors structure rémunéré par le Ministère et qui n'occupe aucun poste dans le Ministère.	1.28	194
29. Personnel rémunéré par le Ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.	1.29	196
30. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au Ministère.	1.30	198
31. Cadres et hauts fonctionnaires (adm. d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés ou mis à pied.	1.31	200
32. Liste du personnel par catégorie d'emplois qui reçoit une double rémunération (fonction vs régime de retraite)	1.32	202
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		205
Société québécoise de récupération et de recyclage		272
Fondation de la Faune		289

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.1

ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.2

PUBLICATIONS DU MINISTÈRE 1995-1996

Liste des publications du ministère

TITRE	TIRAGE	IMPRIMEUR	COÛT GLOBAL ¹	DISTRIBUTION
Action-environnement. Répertoire des productions réalisées par les organismes environnementaux en 1993-1994	1 200	Laurentides inc.	2 811,50 \$	Les organismes environnementaux.
Annuaire hydrologique 1993- 1994	200	Copies de la Capitale inc.	1 270,00 \$	Institutions gouvernementales et péri-gouv., consultants, milieu universitaire, associations
Antenne	25	Non imprimé et diffusé par FacsRoute	NIL	Personnel du ministère
Bilan annuel de conformité environnementale - secteur minier 1993	600	LeRoy Audy	2 046,00 \$	Médias, spécialistes, entreprises du secteur, population
Caractéristiques morphologiques de l'écaille de l'éperlan arc-en-ciel	50	Copies de la Capitale inc.	239,00 \$	Milieu scientifique
Carte des stations forestières de la forêt Montmorency : note explicative	250	CopieXPress	588,50 \$	Ingénieurs forestiers, aménagistes, écologistes, enseignement collégial et universitaire
Centenaire des parcs - Programmation	28 000	Laurentides inc.	4 350,00 \$	Clientèle des parcs québécois
Choix stratégiques 1996-1998 et les grands enjeux	4 000	Copies de la Capitale inc.	10 924,63 \$	Personnel du ministère

¹ Le coût global inclut les frais de graphisme, mise en page, photogravure et impression.

Liste des publications du ministère

TITRE	TIRAGE	IMPRIMEUR	COÛT GLOBAL	DISTRIBUTION
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James, rapport annuel 1993-1994	400	Copies de la Capitale inc.	2 245,23 \$	Gouvernement et groupes d'intérêt
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James, rapport annuel 1994-1995	450	Copies de la Capitale inc.	1055,00 \$	Gouvernements et groupes d'intérêt
Contamination des cours d'eau par les pesticides dans les régions de culture intensive de maïs au Québec	200	Impressions Stampa	2 014,50 \$	Gouvernements et groupes d'intérêt
Convention sur la diversité biologique (espagnol)	200	Copies de la Capitale inc.	6 685,22 \$	Groupes d'intérêt
Convention sur la diversité biologique	800	Fonds de reprographie	339,90 \$	Groupes d'intérêt
Convention sur la diversité biologique, stratégie de mise en oeuvre au Québec : État de situation	espagnol 300	Copies de la Capitale inc.	440,00 \$	Organismes internationaux dont des délégués provenant de 117 pays
Découvrez votre vraie nature - Les parcs québécois	90 000	L'Éclaireur	32 597,50 \$	Clientèle des parcs québécois
Des gestes qui rapportent	100	Fonds de reprographie	25,10 \$	Personnel du ministère
Espèces menacées ou vulnérables au Québec (9 fiches)	1 000	Imprimerie Laurentides	1 938,00 \$	Milieu spécialisé, public intéressé

Liste des publications du ministère

TITRE	TIRAGE	IMPRIMEUR	COÛT GLOBAL	DISTRIBUTION
Évaluation de la capacité des milieux naturels à épurer les eaux usées des résidences isolées	100	Copies de la Capitale inc.	440,00 \$	Intervenants de l'aménagement et de la gestion des territoires
Évaluations environnementales (bulletins)	3 000	Fonds de reprographie	585,00 \$	Promoteurs, consultants, associations professionnelles, groupes environnementaux, etc.
Guide d'entreposage de déchets dangereux et gestion des huiles usées	200	Copies de la Capitale inc.	497,00 \$	Gouvernement et milieux spécialisés
Guide de consommation du poisson de pêche sportive en eau douce 1995	5 000	Les Publications du Québec	1 220,00 \$	Grand public
Impact de l'utilisation des pesticides dans la culture du maïs	9 000	J. B. Deschamps inc.	6 146,00 \$	Producteurs de maïs et intervenants connexes
Info-Mobilité	16	Non imprimé, Diffusé par FacsRoute	NIL	Personnel du ministère
Inondations dans le bassin de la rivière Saint-Jean à l'Anse-Saint-Jean	3 000	Imp. Laurentides	1 366,67 \$	Municipalités et résidents du secteur

Liste des publications du ministère

TITRE	TIRAGE	IMPRIMEUR	COÛT GLOBAL	DISTRIBUTION
Inondations dans le bassin de la rivière du Sud et du Bras Saint-Nicolas à Montmagny	500	Imp. Laurentides	1 471,67 \$	Municipalités et résidents du secteur
Inondations dans le bassin de la rivière Matane à Matane	500	Imp. Laurentides	1 366,67 \$	Municipalités et résidents du secteur
Inondations dans le bassin de la rivière Saguenay à Petit-Saguenay	500	Imp. Laurentides	1 366,67 \$	Municipalités et résidents du secteur
Inondations dans le bassin des rivières Chicoutimi et du Moulin à Laterrière et à Chicoutimi	500	Imp. Laurentides	1 366,67 \$	Municipalités et résidents du secteur
Inondations le long du fleuve Saint-Laurent à Pointe-du-Lac	500	Imp. Laurentides	250,00 \$	Municipalités et résidents du secteur
Interventions forestières expérimentales à Anticosti - Projet conjoint MEF-MRN	12 000	Imp. La Renaissance	874,50 \$	Municipalités et résidents du secteur
Inventaire aérien de l'original dans la zone 10 en janvier 1991	135	Copies de la Capitale inc.	772,22 \$	Biologistes et aménagistes
Inventaire aérien de l'original dans la zone de chasse 01 à l'hiver 1992	135	Copies de la Capitale inc.	449,73 \$	Biologistes et aménagistes

Liste des publications du ministère

TITRE	TIRAGE	IMPRIMEUR	COÛT GLOBAL	DISTRIBUTION
L'évaluation environnementale au Québec, procédure applicable au Québec méridional	500	Copies de la Capitale inc.	669,00 \$	Spécialistes en environnement
L'évaluation environnementale au Québec, procédure applicable au Québec méridional	200	Copies de la Capitale inc.	413,00 \$	Grand public, partenaires
La faune et vous (dépliant)	2 500	Imp. LuCar	487,00 \$	Étudiants du secondaire
La Plume verte (Journal interne) (10 numéros)	4 200	Imprimerie Laurentides	16 837,00 \$	Personnel du ministère
La situation de l'ail des bois (<i>Allium tricoccum</i>) au Québec	500	Copies de la Capitale inc.	802,00 \$	Public en général
Les exigences du Ministère de l'Environnement et de la Faune pour l'obtention d'un certificat d'autorisation	12 000	LuCar Inc.	977,00 \$	Tous les demandeurs de certificats d'autorisation
Les nombres chromosomiques des plantes vasculaires susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables au Québec	125	Copies de la Capitale inc.	494,50 \$	Universitaires, botanistes amateurs, "conservationnistes"

Liste des publications du ministère

TITRE	TIRAGE	IMPRIMEUR	COÛT GLOBAL	DISTRIBUTION
Matières résiduelles (16 bilans régionaux)	1 100	La Renaissance inc.	1 221,00 \$	Participants aux consultations publiques
Matières résiduelles - dépliant	33 000	La Renaissance inc.	7 490,00 \$	Participants aux consultations publiques et le grand public
Mérite environnemental 1996	10 000	Imprimerie Laurentides	1 870,00 \$	Associations professionnelles groupes environnemental, industries, monde municipal, secteur de l'éducation, sociétés publiques et population en général
Mise en oeuvre d'action 21 au Québec	3 000	Imprimerie Vitray	17 870,00 \$	Partenaires (organismes environnementaux et fauniques, associations professionnelles, ministères, associations industrielles et commerciales + Écosommet + congrès de L'UICN
Opération regroupement	6	Non imprimé et diffusé par FacsRoute	NIL	Personnel du ministère
Pêche à la journée	33 000	La Renaissance inc.	9 429,00 \$	Pêcheurs

-6-

Liste des publications du ministère

TITRE	TIRAGE	IMPRIMEUR	COÛT GLOBAL	DISTRIBUTION
Place à la biodiversité	250	Imp. A la Page	1 877,75 \$	partenaires (ministères et organismes) et spécialistes de l'entente Saint-Laurent Vision 2000
Place à la biodiversité - Atelier du volet Biodiversité	300	LuCar inc.	849,00 \$	Personnel des ministères et organismes partenaires du volet Biodiversité de Saint-Laurent Vision 2000
Plan d'intervention pour la survie du suceur cuivré	400	Fonds de reprographie	920,00 \$	Biologistes et aménagistes
Plan de gestion des populations de lynx du Canada au Québec	500	CopieXPress	2 000,00 \$	Biologistes et aménagistes
Point de vue et priorités du personnel (Synthèse des propositions, tableaux et annexes)	100	Copies de la Capitale inc.	612,00 \$	Personnel du ministère
Politique de réhabilitation des terrains contaminés	200	Copies de la Capitale inc.	330,00 \$	Milieu spécialisé
Pour une gestion durable et responsable de nos matières résiduelles	12 000	Imprimerie LeRoy Audy	25 193,00 \$	Participants aux consultations publiques
Pour une gestion durable et responsable de nos matières résiduelles solides (Document de pré-consultation)	75	LeRoy Audy	627,08 \$	Partenaires en gestion des matières résiduelles
Pour une gestion durable et responsable de nos matières résiduelles	5 000	Fonds de reprographie	5 307,00 \$	Participants aux consultations publiques

10

Liste des publications du ministère

TITRE	TIRAGE	IMPRIMEUR	COÛT GLOBAL	DISTRIBUTION
Programme Action- Environnement 1995-1996	1 500	Imp. Laurentides	3 130,75 \$	Organismes environnementaux
Programme et résumés - colloque annuel de Vision Science Tecs	300	Imp. A la Page	790,00 \$	Interne : les participantes et participants au colloque annuel de Vision Science Tecs
Qualité des eaux de la rivière Chaudière 1976-1988	200	Copies de la Capitale inc.	1682,15 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles et environnementaux
Qualité des eaux de la rivière St-François, 1976 à 1991	200	Copies de la Capitale	1 302,00 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles et environnementaux
Qualité des eaux du bassin de la rivière des Outaouais, 1979-1994	5 000	Imprimerie Deschamps	6 785,00 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles et environnementaux
Qualité des eaux du bassin de la rivière Etchemin 1979-1994 - brochure	5 000	Richard Vézina	5 691,00 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles et environnementaux

Liste des publications du ministère

TITRE	TIRAGE	IMPRIMEUR	COÛT GLOBAL	DISTRIBUTION
Qualité des eaux du bassin de la rivière Etchemin 1979-1994	200	Copies de la Capitale inc.	827,00 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles, environnementaux
Qualité des eaux du bassin de la rivière Etchemin 1979-1994	100	Copies de la Capitale inc.	827,00 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles, environnementaux
Qualité des eaux du bassin de la rivière Richelieu, 1979-1991	200	Copies de la Capitale inc.	1485,75 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles, environnementaux
Qualité des eaux du bassin de la rivière Sainte-Anne 1979-1994	3 000	Impressions Piché inc.	5 362,00 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles, et environnementaux
Qualité des eaux du bassin de la rivière Saint-Charles 1979-1995	5 000	Impressions Piché inc.	6 929,00 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles et environnementaux
Qualité des eaux du bassin de la rivière Saint-Charles 1979-1995	400	Copies de la Capitale inc.	1 852,50 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles et environnementaux
Qualité des eaux du bassin de la rivière Sainte-Anne, 1979 à 1994	200	Copies de la Capitale inc.	882,30 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles, environnementaux et fauniques
Qualité des eaux du fleuve Saint-Laurent 1990-1991	200	Copies de la Capitale inc.	781,10 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles, environnementaux et fauniques

Liste des publications du ministère

TITRE	TIRAGE	IMPRIMEUR	COÛT GLOBAL	DISTRIBUTION
Qualité des eaux du fleuve Saint-Laurent dans la région de Québec 1990 à 1994. Mise à jour des données concernant le phosphore, les coliformes fécaux et les matières en suspension.	125	Copies de la Capitale inc.	524,00 \$	Intervenants municipaux, industriels, agricoles, environnementaux et fauniques
Rapport d'analyse environnementale	500	Copies de la Capitale inc.	302,08 \$	Groupes environnementaux
Rapport d'évaluation des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux du PAEQ, année 1993	550	Copies de la Capitale inc.	1 478,00 \$	Groupes d'intérêt, municipalités, ministères et organismes, consultants, médias, etc.
Répertoire des spécifications à caractère environnemental	500	LuCar inc.	9 563,00 \$	Fournisseurs auprès du gouvernement du Québec et autres entreprises intéressées
Réserves écologiques (Pochette de 53 fiches)	1 000	Impressions Piché inc.	13 056,00 \$	Groupes écologistes et public
Sommaire de la qualité des eaux de précipitation - 1992-1993	200	Copies de la Capitale inc.	1 374,00 \$	Scientifiques, M.E.F., universités, centres de recherche, autres provinces, fédéral, groupes environnementaux, médias

1/3

Liste des publications du ministère

TITRE	TIRAGE	IMPRIMEUR	COÛT GLOBAL	DISTRIBUTION
Tirage au sort - Chasse contingentée du cerf sans bois, saison 1995	11 000	Impressions le Renouveau	2 069,50 \$	Chasseurs de cerf
Tirage au sort - Piégeage des animaux à fourrure	350	Fonds reprographie	387,20 \$	Piégeurs
Utilisation d'éléments morphologiques de l'écaille pour distinguer trois types de saumon atlantique (salmo salar) : anadrome, d'eau douce et d'élevage	150	Copies de la Capitale inc.	406,00 \$	Bibliothèque nationale du Québec, autres bibliothèques et universités
Virage - Bulletin d'information	18	Non imprimé et diffusé par FacsRoute	NIL	Personnel du ministère
Visa pour dons de terrains ou de servitudes ayant une valeur écologique	4 000	Imprimerie Laurentides	1 205,00 \$	Clientèle du ministère
Vision Science (5 numéros)	4 000	Imprimerie Le Renouveau	1 137,50 \$	Personnel scientifique du ministère
Vision Science Tec - Colloque annuel - Environnement et Faune - Des approches complémentaires	1 000	Imprimerie LuCar	852,79 \$	Personnel scientifique du ministère

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.3

VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1995

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS TOTAUX RÉELS	
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE		OBJET
01	01	BERTHIAUME LUC	DIRECTEUR	WHITE POINT (N.E.)	17 AU 22 SEPT 95	REUNION DE LA COMMISSION DES RIVIERES DU PATRIMOINE CANADIEN REUNION DU CONSEIL FEDERAL/PROVINCIAL DES PARCS CONFERENCE FEDERALE/PROVINCIALE DES PARCS	1 653,65
01	01	CANAC-MARQUIS PIERRE	BIOLOGISTE	TORONTO (ONT)	19 AU 22 AOUT 95	ASSISTER A UNE REUNION DU "CANADIAN ADVISORY COMMITTEE". CE COMITE TRAVAILLE A L'ELABORATION DE NORMES TECHNIQUES SUR LES ENGINS DE PIEGEAGE. CES TRAVAUX SONT COORDONNES PAR L'OFFICE DES NORMES GENERALES DU CANADA. LE GOUVERNEMENT QUEBECOIS AINSI QUE NEUF AUTRES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX ONT LA FERME INTENTION D'UTILISER CES NORMES DANS L'ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE REGLEMENTATION SUR LES ENGINS DE PIEGEAGE. IL S'AGIT D'UNE PREOCCUPATION MAJEURE QUI SERVIRA A STIMULER LE DEVELOPPEMENT ET LA COMMERCIALISATION DE NOUVEAUX PIEGES. CETTE PREOCCUPATION EST PARTAGEE PAR LE MIN. DES AFFAIRES INTERNATIONALES DANS LE CADRE DU REGLEMENT 3254/91 DE L'UNION EUROPEENNE SUR L'IMPORTATION DE FOURRURES.	865,46
01	01	CANAC-MARQUIS PIERRE	BIOLOGISTE	TORONTO (ONT)	25 AU 27 FEV 96	ASSISTER A UNE REUNION DU "CANADIAN ADVISORY COMMITTEE". CE COMITE TRAVAILLE A L'ELABORATION DE NORMES TECHNIQUES SUR LES ENGINS DE PIEGEAGE. SE REFERER A LA DESCRIPTION DU DEPLACEMENT DE MONSIEUR CANAC-MARQUIS DU 19 AU 22 AOUT 95.	960,00 ESTIME
01	01	CARON FRANCOIS	BIOLOGISTE	HALIFAX (N.E.)	11 AU 17 MARS 96	PARTICIPER A UNE REUNION DU COMITE SCIENTIFIQUE SUR LES POISSONS ANADROMES ET CATADROMES (CAFSAC) - GESTION DU SAUMON (QUEBEC-CANADA) DRESSER LE BILAN ANNUEL DES STOCKS CANADIENS, SUR SON UTILISATION ET OBTENIR DE L'INFORMATION SUR LES PECHEES DE SAUMONS AU LABRADOR	1 995,00 ESTIME
01	01	CHATELAIN RICHARD	DIRECTEUR	RIVERHURST (SAS)	11 AU 16 JUIN 95	PARTICIPER A LA REUNION ANNUELLE FED./PROV. DES DIRECTEURS DE LA FAUNE DU CANADA	2 324,55
01	01	CHATELAIN RICHARD	DIRECTEUR	DIGBY (N.E.)	17 AU 19 JUILLET 95	PARTICIPER A LA REUNION ANNUELLE DU COMITE CONJOINT "PCHE" (PLAN CONJOINT DES HABITATS DE L'EST)	860,24
01	01	CHATELAIN RICHARD	DIRECTEUR	WINNIPEG (MAN)	4 AU 6 OCT 95	PARTICIPER AU COMITE D'ORIENTATION SUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE APPROCHE NATIONALE EN MATIERE DE PROTECTION DES ESPECES MENACEES ET DE GESTION DES OISEAUX MIGRATEURS AVEC ENVIRONNEMENT CANADA ET LES DIRECTEURS DE LA FAUNE PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX ——TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR ENVIRONNEMENT CANADA	0,00

27 JAN 1996

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION				DESCRIPTION	COÛTS TOTAUX RÉELS
NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
ME	BIOLOGISTE	FREDERICTON (N.B.)	29 AVRIL AU 6 MAI 95	ASSISTER A LA 31 ^{ème} CONFERENCE NORD-AMERICAINE SUR L'ORIGINAL	682,44
	BIOLOGISTE	HALIFAX (N.E.)	20 AU 23 AOÛT 95	ASSISTER A LA 87 ^{ème} ASSEMBLEE ANNUELLE DE L'INSTITUT FORESTIER DU CANADA DONT LE THEME EST: "L'AMENAGEMENT INTEGRE DES RESSOURCES "RESULTATS EN ACTION"	1 069,68
	CHEF DE SERVICE	OTTAWA (ONT)	27 AVRIL 95	REUNION DE TRAVAIL AVEC LE MINISTERE DES PECHEES ET OCEANS ET LES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX DES REGLEMENTS DE PECHE SUR DES MODIFICATIONS AYANT ETE APPORTEES A LA LOI DES PECHEES	595,73
	BIOLOGISTE	SACKVILLE (N.B.)	13 AU 16 NOV 95	PARTICIPER A LA RENCONTRE ANNUELLE DE L'EQUIPE PANCANADIENNE DE RETABLISSEMENT DU PLUVIER SIFFLEUR DE L'ATLANTIQUE (ESPECE MENACEE) - PARTICIPATION DU QUEBEC A LA PROTECTION DE L'ESPECE ET DE SON HABITAT AUX ILES-DE-LA-MADELEINE	908,21
ES	BIOLOGISTE	GUELPH (ONTARIO)	13 ET 14 FEV 96	PARTICIPER A UNE REUNION DE L'EQUIPE NATIONALE SUR LE PLAN DE RETABLISSEMENT DE LA TORTUE-MOLLE A EPINES CONSIDEREE COMME ESPECE MENACEE AU CANADA. UNE COLLABORATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE AVEC L'EQUIPE NATIONALE DE RETABLISSEMENT DE CETTE ESPECE EST A METTRE EN PLACE AFIN DE PROFITER MUTUELLEMENT DES TRAVAUX DE RECHERCHE ET D'AMENAGEMENT QUI SERONT ENTREPRIS. CE PREMIER ECHANGE SERA SUIVI D'UNE ANALYSE DE NOS ACTIONS RESPECTIVES AFIN D'Y DECELER LES TRAVAUX QUI POURRAIENT ETRE PARTAGES.	986,17
ILLES	BIOLOGISTE	DIGBY (N.E.)	10 AU 15 SEPT 95	ASSISTER AU "NORTH EAST DEER TECHNICAL COMMITTEE" EN REPRESENTANT LE QUEBEC ET EN Y PRESENTANT LES RESULTATS DE LA CHASSE AU CERF DE 1994	926,13
ILLES	BIOLOGISTE	KENORA (ONT)	5 AU 9 FEV 96	AVEC LES REPRESENTANTS DES AUTRES PROVINCES PARTICIPER A UNE REUNION AYANT POUR BUT DE FAIRE LE POINT SUR LA GESTION ET LA PROTECTION DES POPULATIONS D'OURS NOIRS AU NIVEAU NATIONAL	1 429,95
	INGENIEUR	EDMONTON (ALBERTA)	11 AU 16 NOV 95	MISSION SUR LA GESTION INTEGREE DE DEUX (2) TERRITOIRES FORESTIERS PUBLICS EN ALBERTA	971,09
L	BIOLOGISTE	WINDSOR (ONT)	3 AU 7 DEC 95	PARTICIPER A TITRE DE REPRESENTANT MINISTERIEL A UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LA SYNTHESE DES CONNAISSANCES DU DORE JAUNE DIRIGE PAR LE MINISTERE DES RESSOURCES NATURELLES DE L'ONTARIO	470,45

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01	01	POTVIN FRANCOIS	ING. FORESTIER	EDMONTON (ALB)	11 AU 16 AOUT 95	ASSISTER AU 2ième SYMPOSIUM MARTRES 1995 QUI REUNIT LES SPECIALISTES DE LA MARTRE D'AMERIQUE, DU PEKAN ET DES ESPECES APPARENTÉES. IL S'AGISSAIT D'OBTENIR L'INFORMATION LA PLUS RECENTE SUR LA MARTRE ET LE PEKAN (TRAVAUX DE RECHERCHE ET D'AMENAGEMENT). PRESENTER UNE COMMUNICATION SUR UNE PARTIE DES RESULTATS DE L'ETUDE CONDUITE EN ABITIBI, DE 1990 A 1994, SUR L'IMPACT DE LA COUPE A BLANC. ETABLIR DES CONTACTS AVEC LES CHERCHEURS QUI UTILISENT LA GEOMATIQUE POUR ETUDIER L'HABITAT DE LA MARTRE.	1 193,12
01	01	TRAVERSY NORMAND	COORDONNATEUR	SACKVILLE (N.B.)	13 AU 17 AOUT 95	PARTICIPER AU 2ième ATELIER NATIONAL SUR LES HABITATS AFIN DE PROMOUVOIR L'ECHANGE D'IDEES ET DE SAVOIR FAIRE DANS LE BUT DE FAVORISER UNE CERTAINE CONCERTATION POUR LA CONSERVATION DES HABITATS EN REGARD DES OBJECTIFS ENONCES DANS LA STRATEGIE CANADIENNE DE LA BIODIVERSITE	488,28
01	01	ALLEN ROCH BEAUDET THERESE EMOND CAROL	CHARGE DE PROJET CHARGÉE DE PROJET CHARGE DE PROJET	PARC PURACE (COLOMBIE)	31 JAN AU 30 MARS 96	AGIR A TITRE CONSEIL DANS L'ELABORATION D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE POUR LE PARC DE PURACE (COLOMBIE) ET SA ZONE PERIPHERIQUE EN TENANT COMPTE DES BESOINS DES COMMUNAUTES LOCALES AUTOCHTONES ET NON-AUTOCHTONES ———FRAIS AERIENS ASSUMES PAR LE M.A.I. ———TOUS LES AUTRES FRAIS SONT ASSUMES PAR LE GOUVERNEMENT COLOMBIEN	0,00
01	01	CANAC-MARQUIS P.	DIRECTEUR	PAYS UNION EUROPEENNE	14 OCT AU 4 NOV 95	CAMPAGNE EUROPEENNE D'INFORMATION SUR LE PIEGAGE DES ANIMAUX A FOURRURE VISANT A FAIRE MODIFIER L'INTERPRETATION DU REGLEMENT 3254/91 DE L'UNION EUROPEENNE PORTANT SUR L'IMPORTATION DES FOURRURES SAUVAGES PAR LA COMMISSION A L'ENVIRONNEMENT DE L'UNION EUROPEENNE ———TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LE GOUV. FEDERAL	0,00
01	01	CARON FRANCOIS	BIOLOGISTE	COPENHAGUE (DANEMARK)	2 AU 12 AVRIL 95	ASSISTER A LA REUNION ANNUELLE DU COMITE SCIENTIFIQUE DU SAUMON DE L'ATLANTIQUE DU CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'EXPLORATION DE LA MER (C.I.E.M.). DRESSER LE BILAN DES STOCKS AU NIVEAU MONDIAL ET ECHANGE SUR LA PROBLEMATIQUE DU SAUMON.	4 886,36
01	01	CHATELAIN RICHARD	DIRECTEUR	BRISBANE (AUSTRALIE)	16 AU 30 MARS 96	PARTICIPER A TITRE DE REPRESENTANT DES PROVINCES AU SEIN DE LA DELEGATION CANADIENNE A LA CONFERENCE TRIENNALE DES PARTIES DE LA CONVENTION "RAMSAR" RELATIVE AUX ZONES HUMIDES D'IMPORTANCE INTERNATIONALE ———50% DES COUTS SONT ASSUMES PAR ENVIRONNEMENT CANADA	3 591,00 ESTIME
01	01	COTTON FAY	BIOLOGISTE	BURLINGTON (VERMONT)	24 AU 26 MAI 95	ASSISTER A LA 1ière REUNION DU "LAKE CHAMPLAIN BASIN ZEBRA MUSSEL TASK FORCE" "LA PREVENTION DE LA DISPERSION DE LA MOULE ZEBREE DANS NOS PLANS D'EAU" ———VEHICULE DU GOUVERNEMENT	126,98

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01	01	COTTON FAY	BIOLOGISTE	BURLINGTON (VERMONT)	21 JUIN 95	ASSISTER A LA 2i ^{ème} REUNION DU "LAKE CHAMPLAIN BASIN ZEBRA MUSSEL TASK FORCE" "LA PREVENTION DE LA DISPERSION DE LA MOULE ZEBREE DANS NOS PLANS D'EAU" ——VEHICULE DU GOUVERNEMENT	122,82
01	01	COTTON FAY	BIOLOGISTE	BURLINGTON (VERMONT)	26 JUILLET 95	ASSISTER A LA 3i ^{ème} REUNION DU "LAKE CHAMPLAIN BASIN ZEBRA MUSSEL TASK FORCE" "LA PREVENTION DE LA DISPERSION DE LA MOULE ZEBREE DANS NOS PLANS D'EAU" ——VEHICULE DU GOUVERNEMENT	154,72
01	01	COTTON FAY	BIOLOGISTE	BURLINGTON (VERMONT)	17 ET 18 OCT 95	ASSISTER A LA 4i ^{ème} REUNION DU "LAKE CHAMPLAIN BASIN ZEBRA MUSSEL TASK FORCE" "LA PREVENTION DE LA DISPERSION DE LA MOULE ZEBREE DANS NOS PLANS D'EAU" ——VEHICULE DU GOUVERNEMENT	153,47
01	01	CRETE MICHEL	BIOLOGISTE	FAIRBANKS (ALASKA)	12 AU 18 AOUT 95	PARTICIPER A LA 2i ^{ème} CONFERENCE "INTERNATIONAL ARTIC UNGULATE CONFERENCE" ——FRAIS AERIENS DEFRAYES PAR L'UNIVERSITE LAVAL	1 040,58
01	01	CRETE MICHEL	BIOLOGISTE	HADLEY (MASS)	12 ET 13 FEV 96	PARTICIPER A L'ATELIER SUR LES BESOINS DE RECHERCHE DES CARNIVORES DU NORD- EST DE L'AMERIQUE DU NORD. OBTENIR DES CONNAISSANCES RELIEES A LA GESTION DES CARNIVORES EXPLOITES COMME ANIMAUX A FOURRURE (LYNX DU CANADA, LYNX ROUX, PEKAN, MARTRE, COYOTE). ——VEHICULE DU GOUVERNEMENT	150,82
01	01	GUAY JEAN-PIERRE	CHARGE DE PROJET	AUVERGNE (FRANCE)	23 MAI AU 7 JUIN 95	MISSION DANS LE CADRE DU PROJET 4.1.15 "RELATIONS ENTRE PARCS" INSCRITE A LA PROGRAMMATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DE COOPERATION FRANCO-QUEBECOISE REPRESENTER LE QUEBEC AUX ASSISES LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASSOCIATION FRANCE-QUEBEC ——FRAIS D'HEBERGEMENT ASSUMES PAR LA MAISON DU QUEBEC A PARIS	509,00
01	01	JOLICOEUR HELENE	BIOLOGISTE	FAIRBANKS (ALASKA)	15 AU 22 JUILLET 95	ASSISTER A LA 10i ^{ème} CONFERENCE INTERNATIONALE "BEAR RESEARCH AND MANAGEMENT"	1 523,00
01	01	LAFOND RENE	BIOLOGISTE	ITACA (N.Y.)	20 AU 22 MARS 96	PARTICIPER A UN SYMPOSIUM SUR LE CONTROLE DE LA RAGE ——FRAIS DE TRANSPORT ASSUMES PAR AGRICULTURE CANADA	585,00
01	01	LARUE PIERRE	ING. FORESTIER	WHITE MOUNTAINS (N.H.)	3 AU 5 DEC 95	PRENDRE CONNAISSANCE DES MODELES INNOVATEURS DE GESTION INTEGREE DES RESSOURCES FORESTIERES (MATIERE LIGNEUSE-FAUNE-PAYSAGE ETC) APPLIQUES SUR DES TERRES PUBLIQUES AU NEW-HAMSHIRE ——VEHICULE DU GOUVERNEMENT	179,00

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS TOTAUX RÉELS	
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01	01	LEBEL JEAN-PIERRE	BIOLOGISTE	DEARBORN (MICHIGAN)	4 AU 8 MARS 96	PARTICIPER A LA 61ème CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA MOULE ZEBREE	2 401,00 ESTIME
01	01	LEGAULT MICHEL	BIOLOGISTE	DETROIT (MICHIGAN)	3 AU 6 DEC 95	ASSISTER AU "WALLEY REGULATIONS SYMPOSIUM" QUI SE TIENDRA DANS LE CADRE DU "57th MIDWEST FISH AND WILDLIFE CONFERENCE"	1 609,45
01	01	TURGEON YVAN	BIOLOGISTE	CLERMONT-FERRAND (FR)	11 AU 18 NOV 95	FOURNIR ASSISTANCE TECHNIQUE AU CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE DANS LE DOS-SIER DE LA CONSTRUCTION D'UNE PISCICULTURE A HAUT-ALLIER (FRANCE) ——TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LE CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE, FRANCE	0,00
01	01	TURGEON YVAN	BIOLOGISTE	CLERMONT-FERRAND (FR)	25 AU 30 NOV 95	FOURNIR ASSISTANCE TECHNIQUE AU CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE DANS LE DOS-SIER DE LA CONSTRUCTION D'UNE PISCICULTURE A HAUT-ALLIER (FRANCE) ——TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LE CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE, FRANCE	0,00
01	01	TURGEON YVAN	BIOLOGISTE	CLERMONT-FERRAND (FR)	17 AU 24 FEV 96	FOURNIR ASSISTANCE TECHNIQUE AU CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE DANS LE DOS-SIER DE LA CONSTRUCTION D'UNE PISCICULTURE A HAUT-ALLIER (FRANCE) ——TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LE CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE, FRANCE	0,00
01	01	TURGEON YVAN	BIOLOGISTE	CLERMONT-FERRAND (FR)	5 AU 9 MARS 96	FOURNIR ASSISTANCE TECHNIQUE AU CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE DANS LE DOS-SIER DE LA CONSTRUCTION D'UNE PISCICULTURE A HAUT-ALLIER (FRANCE) ——TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LE CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE, FRANCE	0,00
01	02	BROCHU CHARLES	CHEF DE MODULE	EDMONTON (ALB)	20 AU 25 AOUT 95	PARTICIPER A LA 151ème "INTERNATIONAL SYMPOSIUM ON CHLORINATED DIOXINS AND RELATED COMPOUNDS".	1 873,21
01	02	GIRARD GERMAIN	INGENIEUR	WELLAND (ONT)	13 AU 17 NOV 95	VISITE D'UN SITE EXPERIMENTAL DE DRAGAGE DANS LE CADRE D'UN PROJET DE RE-CHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT AFIN DE MAXIMISER LES RESULTATS EN EVITANT LES DUPLICATIONS DE TRAVAUX. VALIDER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE ET TECHNOLOGIQUE DE L'AMPHIBEX POUR LE DRAGAGE DES SEDIMENTS CONTAMINES.	582,42
01	02	LACHANCE ANDRE	TECHNICIEN				
01	02	GUAY ISABELLE	BIOLOGISTE	ST-ANDREWS (N.B.)	30 SEPT AU 6 OCT 95	REUNION ANNUELLE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES RECOMMANDATIONS POUR LA QUALITE DE L'EAU (CCME) - ASSISTER AU 22ième ATELIER DE TOXICOLOGIE AQUATIQUE - ASSISTER AU 3ième COLLOQUE SUR LES ETUDES DE SUIVI DES EFFETS ENVIRONNEMENTAUX	1 241,35
01	02	JACQUES GHISLAIN	CHEF DE SERVICE	TORONTO (ONT)	8 ET 9 MAI 95	REUNION DU COMITE ET ATELIER DE TRAVAIL SUR LA MESURE DES COMPOSES D'AZOTE EN AIR AMBIANT (GAZEUX ET PARTICULAIRES)	846,61

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01	02	LAPIERRE LOUISE	CHARGÉE DE PROJET	HALIFAX (N.E.)	15 AU 21 JANV 96	DONNER UNE CONFERENCE ET PRESENTER UN "POSTER" LORS DE LA 2ième REUNION NATIONALE SUR LES SCIENCES DU RESEAU D'EVALUATION ET DE SURVEILLANCE ECOLOGIQUE -----TRANSPORT ET HEBERGEMENT ASSUME PAR ENVIRONNEMENT CANADA (SAUF UNE JOURNEE)	150,00 ESTIME
01	02	LEMIRE ROGER	BIOLOGISTE	WATERLOO (ONT)	4 AVRIL 95	DANS LE CADRE DU MANDAT SUR LE PROCHAIN RAPPORT NATIONAL 1996 SUR L'ETAT DE L'ENVIRONNEMENT, PARTICIPER A UNE REUNION SUR LE CHAPITRE SAINT-LAURENT/GRANDS-LACS AVEC ENVIRONNEMENT CANADA, LE MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ENERGIE DE L'ONTARIO ET DES CONSULTANTS -----TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR ENV. CANADA	0,00
01	02	LEMIRE ROGER	BIOLOGISTE	WINNIPEG (MAN)	22 AU 24 OCT 95	ASSISTER AU 4ième ATELIER DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE RAPPORT SUR L'ETAT DE L'ENVIRONNEMENT - INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX EN RETIRER L'INFORMATION SUPPLEMENTAIRE QUI NOUS PERMETTRA D'AVOIR UNE VISION PLUS GLOBALE SUR L'ETAT DE L'ENVIRONNEMENT	1 439,86
01	02	MARTEL LOUIS	TOXICOLOGUE	VANCOUVER (C.B.)	4 AU 9 NOV 95	PARTICIPER AU 2ième CONGRES MONDIAL DE LA SOCIETE DE TOXICOLOGIE ET DE CHIMIE ENVIRONNEMENTALE (SETAC)	900,00
01	02	TREMPE NORMAND	DIRECTEUR	TORONTO (ONT)	23 AU 25 OCT 95	REUNION DES ADMINISTRATEURS DES ENTENTES FEDERALES/PROVINCIALES SUR LES RESEAUX HYDROMETRIQUES	1 026,77
01	02	WALSH PIERRE	BIOLOGISTE	TORONTO (ONT)	2 AU 5 MAI 95	REUNION AVEC ENVIRONNEMENT-ONTARIO - RENCONTRE EXPLORATOIRE SUR L'HARMONISATION DES OBJECTIFS ET CRITERES DE QUALITE DE L'AIR SUR LES SUBSTANCES TOXIQUES REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL FEDERAL-PROVINCIAL SUR LES OBJECTIFS NATIONAUX DE QUALITE DE L'AIR	1 244,15
01	02	WALSH PIERRE	BIOLOGISTE	TORONTO (ONT)	25 ET 26 MARS 96	PARTICIPER A UN ATELIER SUR LES BESOINS EN DEVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE NECESSAIRE A LA GESTION DES POLLUANTS ATMOSPHERIQUES DANGEREUX	1 110,00
01	02	WALSH PIERRE	BIOLOGISTE	VICTORIA (C.B.)	28 OCT AU 2 NOV 95	REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL FEDERAL/PROVINCIAL SUR LES OBJECTIFS DE QUALITE DE L'AIR - PARMI LES POINTS IMPORTANTS POUR LE QUEBEC NOTONS L'ETUDE DES COÛTS ECONOMIQUES DES EMISSIONS DE FLUORURE PAR LES ALUMINERIES -----FRAIS DE TRANSPORT ASSUMES PAR ENVIRONNEMENT CANADA	734,75

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01	02	BASTIEN CHRISTIAN	TOXICOLOGUE	NANCY (FRANCE)	10 AU 17 JUIN 95	MISSION DU SECTEUR ENVIRONNEMENT DU PROGRAMME DE COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE FRANCO/QUEBECOIS AVEC L'IRH PORTANT SUR LE DEVELOPEMENT EN METROLOGIE ET EN ECOTOXICOLOGIE RELATIVEMENT A LA CARACTERISATION DES LIEUX CONTAMINES DANS LE CADRE DE L'EVALUATION DES RISQUES -----COUTS DES FRAIS AERIENS ASSUMES PAR LE M.A.I. -----UNE PARTIE DES FRAIS DE SEJOUR EST ASSUMEE PAR LA FRANCE	663,34
01	02	BATTAT AVIVA	CHARGEЕ DE PROJETS	NOUVELLE-ORLEANS (LS)	24 AU 28 MARS 96	PARTICIPER AU CONGRES NATIONAL DE "L'AMERICAN CHEMICAL SOCIETY" ET PRESENTER UNE CONFERENCE SUR NOTRE ETUDE EN DEPISTAGE ANALYTIQUE -----TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR "L'AMERICAN CHEMICAL SOCIETY"	0,00
01	02	BOUCHARD ARISTIDE THELLEN CLAUDE	DIRECTEUR CHIMISTE	PARIS ET NANCY (FRANCE)	4 AU 12 NOV 95	MISSION DU SECTEUR ENVIRONNEMENT DU PROGRAMME DE COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE FRANCO/QUEBECOISE AVEC L'IRH PORTANT SUR LE DEVELOPPEMENT EN METROLOGIE ET EN ECOTOXICOLOGIE RELATIVEMENT A LA CARACTERISATION DES LIEUX CONTAMINES DANS LE CADRE DE L'EVALUATION DES RISQUES -----LES FRAIS AERIENS SONT ASSUMES PAR LE M.A.I.C.C. -----UNE PARTIE DES FRAIS DE SEJOUR EST ASSUMEE PAR LA FRANCE	1 564,65
01	02	CHABOT LOUIS	INGENIEUR	DENVER (COL)	16 AU 21 MAI 95	REPRESENTER EXCLUSIVEMENT LES USAGERS QUEBECOIS DU SATELLITE "GOES J" FORMATION SUR LES CONNAISSANCES ET PRATIQUES CONCERNANT SON UTILISATION	1 724,00
01	02	DUPONT JACQUES	ANALYSTE	PARIS (FRANCE)	10 AU 17 SEPT 95	PARTICIPER AUX REUNIONS DES COMITES DE DIRECTION, DE PROMOTION ET DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA REVUE DES SCIENCES DE L'EAU. CETTE REVUE EST UNE REVUE SCIENTIFIQUE FRANCO-QUEBECOISE INDEPENDANTE D'UNE UNIVERSITE OU D'UN ORGANISME DESIGNE. -----TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LA REVUE DES SCIENCES DE L'EAU	0,00
01	02	GARIEPY STEPHANE	INGENIEUR	SANDTOWN (DELAWARE)	29 ET 30 AOUT 95	VISITES DE SITES D'EXPERIMENTATION DANS LE CADRE DU PROJET DE RECHERCHE EXPLORATOIRE EN ENVIRONNEMENT "RECIRCULATION DES EAUX DE LIXIVIATION" -----FRAIS AERIENS ASSUMES PAR LE PROMOTEUR	144,22
01	02	JOUBERT GERALD	BIOLOGISTE	BLOOMINGTON (MINN)	12 AU 15 SEPT 95	ASSISTER A LA CONFERENCE DU "AIR WASTE MANAGEMENT ASSOCIATION" SUR LES ODEURS AVEC UN IMPORTANT VOLET SUR L'OLFACTOMETRIE	2 297,30
01	02	MARTEL LOUIS	TOXICOLOGUE	TOULOUSE (FRANCE)	2 AU 9 SEPT 95	MISSION DU PROGRAMME DE COOPERATION FRANCO-QUEBECOISE PORTANT SUR LE DEVELOPEMENT D'OUTILS ET ESSAIS BIOANALYTIQUES VISANT A EVALUER LA TOXICITE DE SEDIMENTS. -----FRAIS DE SEJOUR ASSUMES PAR LA FRANCE -----TRANSPORT AERIEN ASSUME PAR LE M.A.I.	285,67

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01	02	PARADIS MICHEL	SMA CONN. ECOSYST.	TUNIS (TUNISIE)	25 NOV AU 2 DEC 95	DANS LE CADRE D'UNE MISSION ORGANISEE PAR UN CONSORTIUM DE FIRMES COMPOSE DE ROCHE - SIAL GEOSCIENCES ET DE VIASAT-GEO-TECHNOLOGIE - PRESENTATION DU PLAN GEOMATIQUE GOUVERNEMENTAL QUEBECOIS LORS D'UN SEMINAIRE ET RENCONTRES AVEC DES HAUTS FONCTIONNAIRES DES MINISTERES TUNISIENS DE L'ENVIRONNEMENT - DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT —LES FRAIS DE TRANSPORT ET D'HEBERGEMENT SONT ASSUMES PAR LE CONSORTIUM	144,13
01	03	ANCTIL CONRAD	CHEF DE SERVICE	REGINA (SASK)	21 AU 23 AOUT 95	ASSISTER A UNE REUNION DU COMITE NATIONAL AIR ISSUES COORDINATING COMMITTEE (NAICC) EN REGARD DES EMISSIONS ACIDES, DES CHANGEMENTS CLIMATOLOGIQUES, LA COUCHE D'OZONE, ETC.	1 755,18
01	03	CARRIERE KATHLEEN ROCHELEAU FRANCOIS	DIRECTEUR COORDONNATEUR	TORONTO (ONT)	18 SEPT 95	DANS LE CADRE D'UNE JOURNEE D'ECHANGE ET D'INFORMATION SUR LE PLAN D'ACTION SUR LES GRANDS LACS ET SAINT-LAURENT VISION 2000 PERMETTRE AUX REPRESENTANTS DU COMITE D'HARMONISATION DU VOLET PROTECTION DE RENCONTRER LEURS VIS-A-VIS ONTARIENS	976,27
01	03	DEMERS GUY	DIRECTEUR	OTTAWA (ONTARIO)	21 ET 22 MARS 96	ASSISTER AUX ATELIERS ORGANISES PAR LE NATIONAL AGRICULTURE ENVIRONMENT COMMITTEE (NAEC) POUR PRENDRE CONNAISSANCE DU CONTENU DU RAPPORT SUR LE "RIGHT TO FARM AGRICULTURAL PRIVATE AND ISSUES"	1 339,00 ESTIME
01	03	DUROCHER HENRI	CHEF DE SERVICE				
01	03	CHAMPAGNE DANIEL	CHIMISTE	EDMONTON (ALB)	14 AU 19 OCT 95	PARTICIPER A UNE REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL FEDERAL/PROVINCIAL SUR LES SUBSTANCES APPRAUUVISSANT LA COUCHE D'OZONE - DISCUTER DES ELEMENTS QUI SERVIRONT A LA BONIFICATION DU PROGRAMME CANADIEN DE PROTECTION DE LA COUCHE D'OZONE	1 126,48
01	03	DUPONT JACQUES	INGENIEUR	TORONTO (ONT)	15 AU 17 MAI 95	PARTICIPER A L'ATELIER DE TRAVAIL SUR LES PRECIPITATIONS ACIDES ET PARTICIPER A UNE REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE A LONG TERME EN TEMPS QUE MEMBRE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES EMISSIONS ACIDES	745,17
01	03	EMOND CAROL PATOINE MICHEL	INGENIEUR INGENIEUR	OTTAWA (ONT)	12 AU 14 JUILLET 95	ASSISTER A LA CONFERENCE INTER-PROVINCIALE "CARC SITTING LIVESTOCK AND POULTRY FACILITIES" - PRESENTER L'APPROCHE DU QUEBEC ET PRENDRE CONNAISSANCE DES EXPERIENCES DES DEUX AUTRES PROVINCES CANADIENNES LES PLUS AVANCEES DANS LE DOMAINE AGRO-ENVIRONNEMENTAL	570,98

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS TOTAUX RÉELS	
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE		
01	03	GAGNON DIANE	INGENIEURE	DOWNSVIEW (ONT)	20 ET 21 AVRIL 95	FAIRE LE POINT SUR LA QUESTION DES POLLUANTS ATMOSPHERIQUES TOXIQUES EN PARTICIPANT A UN ATELIER SUR LA COORDINATION ET LA GESTION DE CES POLLUANTS ET FORMULER DES SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS PRELIMINAIRES AU NATIONAL AIR ISSUES COORDINATING COMMITTEE (NAICC)	817,31
01	03	GAUCHER MARCEL	CHEF DE DIVISION	FREDERICTON (N.B.)	9 AU 11 JUILLET 95	REUNION DU COMITE FEDERAL/PROVINCIAL/TERRITORIAL SUR LA LUTTE ANTIPARASITAIRE (PESTICIDES)	992,11
01	03	GAUCHER MARCEL	CHEF DE DIVISION	OTTAWA (ONT)	22 AU 26 OCT 95	REUNION ANNUELLE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES RESPONSABLES DU CONTROLE DES PESTICIDES - REUNION DU COMITE FEDERAL/PROVINCIAL/TERRITORIAL SUR LA LUTTE ANTIPARASITAIRE	898,41
01	03	GIGNAC CLAUDE	CHIMISTE	VANCOUVER (C.B.)	17 AU 22 OCT 95	PARTICIPER AU 3ième COLLOQUE SUR LE DRAINAGE MINIER ACIDE EN COLOMBIE BRITANIQUE - PARTICIPER AUX COMITES DE PREDICTION ET DE MONITORING "NEDEM" - PARTICIPER AU COMITE DE GESTION COMME MEMBRE DU COMITE	1 204,06
01	03	JALBERT JEAN-MARC	CHEF DE SERVICE	FREDERICTON (N.B.)	7 AU 9 MAI 95	PARTICIPER A LA RENCONTRE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES DECHETS SOLIDES - CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME)	988,82
01	03	JALBERT JEAN-MARC	CHEF DE SERVICE	TORONTO (ONT)	23 AU 26 JAN 96	PARTICIPER A LA RENCONTRE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION DES DECHETS (CCME) ET A LA RENCONTRE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EMBALLAGE. DISCUTER DES STRATEGIES DE REDUCTION DES DECHETS (VERRE, PLASTIQUE, ETC.)	963,13
01	03	CARRIERE KATLEEN ROCHELEAU FRANCOIS	DIRECTEUR COORDONNATEUR	VANCOUVER	28 MARS AU 2 AVRIL 96	ASSISTER A LA 4ième CONFERENCE ET EXPOSITION COMMERCIALE "GLOBE 96" ET PARTICIPER A UNE RENCONTRE D'ECHANGES AVEC LES REPRESENTANTS DU PLAN D'ACTION SUR LA RIVIERE FRASER ———LES FRAIS SONT ASSUMES PAR ENVIRONNEMENT CANADA	
01	03	LAVERGNE JEAN	INGENIEUR	TORONTO (ONT)	18 ET 19 AVRIL 95	SUITE A UNE REQUETE DU CCME, REPRESENTER LE QUEBEC A L'ATELIER DE TRAVAIL SUR LES NOx ET LES COV EN REGARD DU DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE POUR LE PROGRAMME SMOG	772,46
01	03	LECOURS MARTIN	INGENIEUR	TORONTO (ONT)	14 AU 17 JUIN 95	PARTICIPER A LA 2ième RENCONTRE SUR LE PROCESSUS D'OPTIONS STRATEGIQUES (POS) CONCERNANT LE TETRACHLOETHYLENE UTILISE DANS L'INDUSTRIE DU NETTOYAGE A SEC	820,29

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01	03	LECOURS MARTIN	INGENIEUR	TORONTO (ONT)	25 AU 27 AOUT 95	PARTICIPER A UN ATELIER DE TRAVAIL SUR LA FORMATION ET LA CERTIFICATION DES OPERATEURS D'EQUIPEMENT DE NETTOYAGE A SEC -----FRAIS DE TRANSPORT ET D'HEBERGEMENT ASSUMES PAR ENVIRON- NEMENT CANADA ET PAR LE "CENTER FOR EMISSIONS CONTROL"	127,85
01	03	LECOURS MARTIN	INGENIEUR	VANCOUVER (C.B.)	1 AU 5 NOV 95	PARTICIPER A LA 3ième RENCONTRE SUR LE PROCESSUS D'OPTIONS STRATEGIQUES (POS) EN REGARD DES SOLVANTS UTILISES DANS LE NETTOYAGE A SEC, SUR LE PLAN DE GESTION DES COV/NOx ET SUR LE PROJET DE MODIFICATION DU REGLEMENT SUR LA QUALITE DE L'ATMOSPHERE	1 232,09
01	03	MORISSETTE MICHEL	INGENIEUR	WATERLOO (ONT)	14 ET 15 MAI 95	PARTICIPER AU COLLOQUE SUR LES SYSTEMES ALTERNATIFS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES - ENLEVEMENT DES SUBSTANCES NUTRITIVES ET DES ORGANISMES PATHOGENES	1 029,46
01	03	NADEAU BENOIT	INGENIEUR	TORONTO (ONT)	1 ET 2 NOV 95	REUNION DU "HAZARDOUS WASTE TASK GROUP" (GROUPE DE TRAVAIL DU CCME SUR LA GESTION DES DECHETS DANGEREUX)	725,31
01	03	ROCHELEAU FRANCOIS	COORDONNATEUR	WINDSOR (ONT)	21 AU 23 AOUT 95	PARTICIPER A UN ATELIER USEPA/ENVIRONNEMENT CANADA SUR LA STRATEGIE POUR L'ELIMINATION VIRTUELLE DES SUBSTANCES TOXIQUES PERSISTANTES POUR LES GRANDS-LACS	960,91
01	03	ST-MARTIN HENRI	CHEF DE SERVICE	OTTAWA (ONT)	24 ET 25 OCT 95	PARTICIPER A UNE REUNION DU CONSEIL DE LA QUALITE DES EAUX DES GRANDS LACS	629,82
01	03	TREMBLAY R. HELENE	TOXICOLOGUE	FREDERICTON (N.B.)	4 AU 6 OCT 95	PARTICIPER A LA RENCONTRE BIANNUELLE DU SOUS-COMITE FEDERAL/PROVINCIAL SUR L'EAU POTABLE POUR L'ELABORATION DES RECOMMANDATIONS POUR L'EAU POTABLE -----FRAIS AERIENS 840,00\$ ASSUMES PAR LE GOUV. FEDERAL	439,90
01	03	TRUDEL CLAUDE	INGENIEUR	TORONTO (ONT)	29 AU 31 OCT 95	PARTICIPER A UNE RENCONTRE PLANIFIEE PAR ENVIRONNEMENT CANADA SUR LA GESTION DU BIOGAZ GENERE PAR LES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE - TOUTES LES PROVINCES CANADIENNES SONT INVITEES DE MEME QUE LES FOURNISSEURS ET INSTALLATEURS D'EQUIPEMENTS - VISITE D'INSTALLATION DE CAPTAGE -----FRAIS AERIENS REMBOURSES PAR LE GOUV. FEDERAL (627,67)	292,42
01	03	BEAULIEU DENIS	SPC. SC. PHYSIQUE	KANSAS CITY (MISS)	25 AU 28 MARS 96	ASSISTER A LA CONFERENCE "WASTE COMBUSTION IN BOILERS AND INDUSTRIAL FURNACES" - ACQUERIR ET METTRE A JOUR LES CONNAISSANCES SUR L'UTILISATION DE RESIDUS DANS LES EQUIPEMENTS INDUSTRIELS	2 500,00 ESTIME

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

VOYAGES HORS QUÉBEC

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01	03	BEAULIEU MICHEL	CHARGE DE PROJET	PAYS BAS (MAASTRICH...)	27 OCT AU 8 NOV 95	PARTICIPER A LA 5ième CONFERENCE INTERNATIONALE "FIRST RESEARCH CENTER KARLSRUHE-NEEDERLAND ORGANIZATION FOR APPLIED RESEARCH" (FZK/TNO) SUR LES SOLS CONTAMINES - RENCONTRE AVEC LES REPRESENTANTS DE L'ORGANISME DE RECHERCHE "RIVM" ET DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT NEERLANDAIS	2 216,40
01	03	BEGIN ROCK	BIOLOGISTE	SAN DIEGO (CAL)	23 AU 28 AVRIL 95	ASSISTER AU 3ième SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LA BIORESTAURATION	2 584,92
01	03	BILODEAU COLIN BOURRET MICHEL	INGENIEUR INGENIEUR	SANDTOWN (DELAWARE)	29 ET 30 AOUT 95	VISITES DE SITES D'EXPERIMENTATION DANS LE CADRE DU PROJET DE RECHERCHE EXPLORATOIRE EN ENVIRONNEMENT "RECIRCULATION DES EAUX DE LIXIVIATION" ———FRAIS ASSUMES PAR LE PROMOTEUR	0,00
01	03	BOIES RAYNALD	INGENIEUR	SAN DIEGO (CAL)	9 AU 15 DEC 95	SUIVRE UN COURS DE "L'U.S. ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY (EPA - SOURCES AND CONTROL OF VOLATILE AIR POLLUANT" DANS LE BUT DE FORMER UN SPECIALISTE ET APPROFONDIR L'EXPERTISE DANS LE DOMAINE DE LA REDUCTION ET DE LA PREVENTION DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES DE COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS (COV)	1 740,80
01	03	BOULANGER DANIELLE JALBERT JEAN-MARC	INGENIEURE INGENIEUR	ETATS NOUV. ANGLETERRE	2 AU 7 OCT 95	ETABLIR DES CONTACTS AVEC LES RESPONSABLES AMERICAINS DES ETATS LIMITOPHES OEUVRANT DANS LE DOMAINE DES BOUES ET ACQUERIR DES CONNAISSANCES TANT SUR LE PLAN DES NORMES ET DES MODES DE GESTION QUE SUR LE PLAN DU DEVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	2 375,02
01	03	LAVERGNE JEAN	CHIMISTE	VIENNE (AUTRICHE)	29 MARS AU 5 AV. 96	ASSISTER A LA 7ième "GLOBAL WARMING INTERNATIONAL CONFERENCE & EXPO" AFIN D'ACQUERIR DES CONNAISSANCES AU SUJET DES APPROCHES DES POLITIQUES ET DES STRATEGIES D'INTERVENTION DANS LE CADRE DE LA PROBLEMATIQUE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	2 400,00 ESTIME
01	03	LARUE MICHEL	INGENIEUR	SAN ANTONIO (TEXAS)	18 AU 23 JUIN 95	PARTICIPER A LA 88ième CONFERENCE DE "AIR AND WASTE MANAGEMENT ASSOCIATION"	2 892,68
01	03	LATULIPPE J.M.	DIRECTEUR	PARIS ET CABOURG (FRANCE)	6 AU 16 NOV 95	ECHANGER LES INFORMATIONS RELIEES A LA GESTION INTEGREE DE L'EAU PAR BASSIN VERSANT AVEC LES PARTENAIRES DU GROUPE R.E.S.E.A.U.X. QUI EUX-MEMES GERENT CE TYPE DE DOSSIER ———TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR L'AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE	0,00
01	03	LATULIPPE J.M.	DIRECTEUR	MEXICO (MEXIQUE)	24 AU 30 MARS 96	ECHANGER DES INFORMATIONS RELIEES A LA GESTION INTEGREE DE L'EAU PAR BASSIN VERSANT AVEC LES PARTENAIRES DE D'AUTRES PAYS MEMBRES DE L'OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU QUI EUX-MEMES GERENT CE DOSSIER	À VENIR

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01	03	PARENT GILBERT	SPC. SC. PHYSIQUES	CHIGACO (ILL)	17 AU 21 JUIN 95	PARTICIPER AU 7ième SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LES RESIDUS AGRO-ALIMENTAIRE	1 778,63
01	03	ROBERT ROBERTE	PROFESSIONNELLE	ATLANTA (GEORGIE)	6 AU 11 MAI 95	PARTICIPER A LA CONFERENCE ENVIRONNEMENTALE DE L'ASSOCIATION TECHNIQUE DE L'INDUSTRIE DES PATES ET PAPIERS (TAPPI)	2 950,21
01	03	SIMARD GEORGES	INGENIEUR	ANKARA (TURQUIE)	13 AU 22 OCT 95	PRESENTER LA REGLEMENTATION QUEBECOISE SUR LES DECHETS SOLIDES DANS LE CADRE D'UN COLLOQUE ORGANISE PAR UN CONSORTIUM D'ENTREPRISES QUEBE- COISES ET L'ILLER BANK (BANQUE TURQUE) ——TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT DEFRAYES PAR "CELDEX"	0,00
01	03	ST-LAURENT SERGE	CHIMISTE	NANCY (FRANCE)	24 NOV AU 2 DEC 95	PRESENTATION D'UNE CONFERENCE A L'OCCASION DU CONGRES INTERNATIONAL "SOLIDIFI- CATION ET STABILISATION DES DECHETS"	2 872,46
01	03	ST-MARTIN HENRI	CHEF DE SERVICE	WASHINGTON (D.C.)	4 AU 6 AVRIL 95	PARTICIPER A LA REUNION DU CONSEIL DE LA QUALITE DE L'EAU DES GRANDS LACS ET A LA REUNION SEMI-ANNUELLE DES COMMISSAIRES DE LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE	1 595,38
01	03	TREMBLAY.R HELENE	TOXICOLOGUE	NOUVELLE-ORLEANS (LS)	13 AU 17 SEPT 95	ASSISTER AU 3ième SYMPOSIUM INTERNATIONAL PORTANT SUR L'UTILISATION DU BIOXYDE DE CHLORE DANS LE TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE ET LES EAUX USEES	2 002,73
01	04	BERUBE MARIO	CHEF DE SERVICE	TORONTO (ONT)	11 AVRIL 95	AUX FINS DE PLANIFIER LES ACTIVITES POUR LA PROCHAINE ANNEE, PARTICIPER A UNE RENCONTRE DU COMITE DE DIRECTION DU GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL SUR L'EMBALLAGE (CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT) ——FRAIS AERIENS (592,36) ACQUITTES SUR BUDGET 94.95	650,41
01	04	BERUBE MARIO	CHEF DE SERVICE	TORONTO (ONT)	4 AU 6 OCT 95	RENCONTRE DU COMITE DE DIRECTION DU GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL SUR L'EMBALLAGE - CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT. CETTE RENCONTRE S'INSCRIT DANS LA POURSUITE DE NOTRE ENGAGEMENT ENVERS LE CCME DANS LE CADRE DES TRAVAUX RELIES AU PROTOCOLE NATIONAL SUR L'EMBALLAGE	1 013,63
01	04	BRISSON SYLVIE	CHARGE D PROJET	OTTAWA (ONT)	27 ET 28 AVRIL 95	CONFERENCIERE INVITEE PAR LES ORGANISATEURS DES ATELIERS SUR LES ETUDES DE CYCLE DE VIE DANS LE CADRE D'UNE CONFERENCE AU "ONE DAY WORKSHOP-ENVIRONMENTAL LIFE-CYCLE MANAGEMENT"	341,51
01	04	JOLY ROBERT	CHEF D'EQUIPE	TORONTO (ONT)	19 MARS 96	PARTICIPER AU COLLOQUE CHANGEMENTS GLOBAUX ET EVALUATION ENVIRON- NEMENTALE	720,51

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01	04	HARVEY ANDRE	SMA DEV. DURABLE	HALIFAX (N.E.)	13 AU 15 SEPT 95	REUNION DU COMITE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME)	1 038,46
01	04	LAUZON ROBERT	ADJ. SMA DEV. DUR.	WINNIPEG (MAN)	26 AU 28 JUIN 95	REMPLACER LE SOUS-MINISTRE ADJOINT AU DEVELOPPEMENT DURABLE A LA REUNION DU COMITE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT	1 573,99
01	04	McCOLLOUGH DICK	ECONOMISTE	TORONTO (ONT)	1 ET 2 NOV 95	ASSISTER A LA CONFERENCE "ENVIRONMENT AND ENERGY CONFERENCE" ASSISTER AUX DIFFERENTS ATELIERS PERTINENTS AUX ETUDES ECONOMIQUES: ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT - DEVELOPPEMENT DURABLE -GESTION DU RISQUE...	1 342,87
01	04	ROY PIERRE	ECONOMISTE	TORONTO (ONT)	26 AU 28 AVRIL 95	REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'INTEGRATION ECONOMIQUE (CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT) MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTERIEUR	1 031,41
01	04	DUCRUC JEAN-PIERRE	ARPSE	TOULOUSE (FRANCE)	27 AOUT AU 3 SEPT 95	PARTICIPER AU CONGRES DE L'INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR LANDSCAPE ECOLOGY	889,00
01	04	GERMAIN LOUIS	CHARGE DE PROJETS	ALTAMONT (CAL) BUFFALO RIDGE (MINN)	25 AU 28 SEPT 95	MISSION TECHNIQUE VISANT A SE FAMILIARISER AVEC LA TECHNOLOGIE DE LA FILIERE EOLIENNE POUR LA PRODUCTION D'ENERGIE ET A CONNAITRE LES REPERCUSSIONS ENVIRONNEMENTALES RELIEES A L'IMPLANTATION ET A L'EXPLOITATION DE PARCS EOLIENS	1 907,97
01	04	GERARDIN VINCENT	ARPSE	ST-ETIENNE (FRANCE)	12 AU 17 NOV 95	CONFERENCIER INVITE AU COLLOQUE "TYPOLOGIES POUR LA GESTION DES ESPACES NATUREL ET CARTOGRAPHIES" A TITRE DE SPECIALISTE QUEBECOIS -----TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LE MINISTERE FRANCAIS DE L'ENVIRONNEMENT	0,00
01	04	GERARDIN VINCENT	ARPSE	ARLON (BELGIQUE)	23 AU 31 MARS 96	PARTICIPER AU SEMINAIRE "ECOLOGIE APPLIQUEE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE" CONFERENCIER INVITE A CE SEMINAIRE ORGANISE CONJOINTEMENT PAR LA FONDATION UNIVERSITAIRE LUXEMBOURGEOISE ET LE GROUPE INTER-UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE EN ECOLOGIE APPLIQUEE -----TOUS LES COUTS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LA BELGIQUE	200,00 ESTIME
01	04	HARVEY ANDRE	SMA DEV DURABLE	BERLIN (ALLEMAGNE)	1 AU 11 JUILLET 95	ETUDE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE -----TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL ALLEMAND	0,00

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
01	04	JOLICOEUR GUY	ARPSE	ALBANY (N.Y.)	25 AU 27 SEPT 95	ECHANGE D'INFORMATIONS METHODOLOGIQUES AVEC LE CENTRE DE DONNEES DE L'ETAT DE NEW-YORK ESSENTIEL AU BON DEVELOPPEMENT DU CENTRE DE DONNEES SUR LE PATRIMOINE NATUREL DU QUEBEC	377,12
01	04	JOLICOEUR GUY	ARPSE	SARATOGA (N.Y.)	29 NOV AU 1 DEC 95	PARTICIPER A LA CONFERENCE ANNUELLE DES CENTRES DE DONNEES DE L'EST DE L'AMERIQUE DU NORD	526,81
01	04	KLEINSCHMIT PHILIPPE	ECONOMISTE	PARIS (FRANCE)	6 AU 15 OCT 95	MISSION DANS LE CADRE DU PROJET 4.1.17 - APPLICATION AU QUEBEC DE LA GESTION DE L'EAU PAR AGENCES DE BASSIN - COMMISSION PERMANENTE DE COOPERATION FRANCO/QUEBECOISE ———FRAIS AERIENS ASSUMES PAR LE M.A.I.C.C.	769,51
01	04	LEFEBVRE PIERRE	DIRECTEUR	PARIS (FRANCE)	3 AU 10 NOV 95	PARTICIPER A LA 1ièrè RENCONTRE DES PAYS ET DES EXPERTS FRANCOPHONES SUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ———FRAIS AERIENS ASSUMES PAR LE M.A.I.	2 321,43
01	04	PRESCOTT JACQUES	CHARGE DE PROJETS	DJAKARTA (INDONESIE)	2 AU 25 NOV 95	PARTICIPER A LA 2ièmè REUNION DE LA CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET QUI INCLUT LA PRISE DE DECISION QUANT A LA CANDIDATURE DE MONTREAL COMME SIEGE DU SECRETARIAT DE LA CONVENTION ———TOUS LES FRAIS ENCOURUS PAR M. DANIEL WALTZ SONT ASSUMES PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL	6 395,42
01	04	WALTZ DANIEL	CHARGE DE PROJETS				
01	04	WALTZ DANIEL	CONSEILLER	PARIS (FRANCE)	2 AU 10 SEPT 95	PARTICIPER A TITRE D'EXPERT A LA PREMIERE REUNION DE L'ORGANISME SUBSIDIARE CONSULTATIF SUR LA SCIENCE, LA TECHNIQUE ET LA TECHNOLOGIE, ORGANISME ISSU DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ———TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR ENV.-CANADA	0,00
02	01	HENEULT MICHEL	BIOLOGISTE	EDMONTON (ALB)	11 AU 16 NOV 95	PRENDRE CONNAISSANCE DE MODELES INNOVATEURS DE GESTION INTEGREE DE LA MATIERE LIGNEUSE DE LA FAUNE ET DES ACTIVITES RECREOTOURISTIQUES SUR DES TERRES PUBLIQUES ———LA MOITIE DES FRAIS INHERENTS SONT DEFRAYES PAR LA CORPORATION DE DEVELOPPEMENT DES LAURENTIDES	1 124,23
02	01	LAVOIE GUILDO	ADJOINT DIR.	CAMPBELTON (N.B.)	27 OCT 95	DE CONCERT AVEC LE MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES DU NOUVEAU-BRUNSWICK ET LE MINISTÈRE DES PÊCHES ET OCÉANS DU CANADA ÉTABLIR UN PLAN DE GESTION DU SAUMON DU BASSIN DE LA RIVIÈRE RESTIGOUCHE ———RESIDENCE DE L'EMPLOYE A PROXIMITE DU LIEU DE RENCONTRE	0,00

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

VOYAGES HORS QUÉBEC

POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION						DESCRIPTION	COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
02	01	COUTURIER SERGE	BIOLOGISTE	FAIRBANKS (ALASKA)	12 AU 18 AOUT 95	ASSISTER A LA DEUXIEME (2e) "ARTIC CONFERENCE UNGULATE" ET FAIRE PARTIE D'UN GROUPE DE DISCUSSION SUR LA GESTION DU BOEUF MUSQUE ET PRESENTER UNE COMMUNICATION SUR LE CARIBOU DE LA RIVIERE GEORGE	4 238,99
02	01	DUMONT PIERRE	BIOLOGISTE	VARSA (FINLANDE)	20 AU 26 AOUT 95	PARTICIPER AU DEUXIEME (2e) SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LES PERCIDES (PERCIS II) -----LES FRAIS INHERENTS SONT PARTAGES ENTRE LE MEF - UQAM ET LE FONDS DE RECHERCHE DU PROFESSEUR-CHERCHEUR ASSOCIE AUX TRAVAUX	1 203,76
02	01	DUMONT PIERRE MAILHOT YVES	BIOLOGISTE BIOLOGISTE	WATERTOWN (N.Y.)	5...20 JUIN 95	VISITE D'UNE FRAYERE A ESTURGEONS POUR LE FLEUVE ST-LAURENT	69,80
02	01	HENAULT MICHEL	BIOLOGISTE	STRASBOURG (FRANCE)	25 JUIN AU 2 JUL 95	PARTICIPER AUX JOURNEES DE DECOUVERTE DU LOUP "DES LOUPS ET DES HOMMES" PRESENTER LA GESTION ET LA PERCEPTION DU LOUP AU QUEBEC -----FRAIS INHERENTS ASSUMES PAR LE PARC ANIMALIER (FRANCE)	0,00
02	01	HENAULT MICHEL	BIOLOGISTE	BOSTON (N.H.)	16 AU 19 NOV 95	PRENDRE CONNAISSANCE DE MODELES INNOVATEURS DE GESTION INTEGREE DE LA MATIERE LIGNEUSE DE LA FAUNE ET DES ACTIVITES RECREOTOURISTIQUES SUR TERRES PUBLIQUES -----LA MOITIE DES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LA CORPORA- -----TION DE DEVELOPPEMENT DES LAURENTIDES	1 124,23
02	02	PILOTE SERGE GUILLEMETTE J.C.	CONSERVATEUR CHEF D'EQUIPE	SHIPPAGAN (N.B.)	2 ET 3 OCT 95	ECHANGE DE L'AQUARIUM ET LE CENTRE MARIN DE SHIPPAGAN DE SOIXANTE-DIX SPECIMENS (15 ESPECES) D'EAU SALEE EN ECHANGE DE CENT (100) POISSONS D'EAU DOUCE DE L'AQUARIUM DE QUEBEC	281,84
02	02	ARSENAULT MARIUS	DIRECTEUR PARC	PARIS (FRANCE)	2 AU 22 SEPT 95	MISSION "RELATIONS ENTRE LE PARC MIGUASHA/MUSEUM" INSCRITE A LA PROGRAMMATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DE COOPERATION FRANCO/QUEBECOISE -----FRAIS AERIENS ASSUMES PAR LE MAICC -----UNE PARTIE DES FRAIS DE SEJOUR ASSUMES PAR LA FRANCE	1 435,62
02	02	BEDARD JEAN-PAUL	DIRECTEUR	FRANCE ET S.E. ASIATIQUE	12 AU 31 OCT 95	PARTICIPER AU VOYAGE D'ETUDE ANNUEL DU SYNDICAT NATIONAL DES DIRECTEURS DE PARCS ZOOLOGIQUE FRANCAIS - RENCONTRE AVEC LES AUTORITES DU SYNDICAT ET DIRECTEURS D'ETABLISSEMENTS DE LA REGION PARISIENNE -----TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LA SOCIETE DES -----PARCS DE SCIENCES NATURELLES DU QUEBEC	0,00

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
02	01	COUTURIER SERGE	BIOLOGISTE	FAIRBANKS (ALASKA)	12 AU 18 AOUT 95	ASSISTER A LA DEUXIEME (2e) "ARTIC CONFERENCE UNGULATE" ET FAIRE PARTIE D'UN GROUPE DE DISCUSSION SUR LA GESTION DU BOEUF MUSQUE ET PRESENTER UNE COMMUNICATION SUR LE CARIBOU DE LA RIVIERE GEORGE	4 238,99
02	01	DUMONT PIERRE	BIOLOGISTE	VARSA (FINLANDE)	20 AU 26 AOUT 95	PARTICIPER AU DEUXIEME (2e) SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LES PERCIDES (PERCIS II) ———LES FRAIS INHERENTS SONT PARTAGES ENTRE LE MEF - UQAM ET LE FONDS DE RECHERCHE DU PROFESSEUR-CHERCHEUR ASSOCIE AUX TRAVAUX	1 203,76
02	01	DUMONT PIERRE MAILHOT YVES	BIOLOGISTE BIOLOGISTE	WATERTOWN (N.Y.)	5...20 JUIN 95	VISITE D'UNE FRAYERE A ESTURGEONS POUR LE FLEUVE ST-LAURENT	69,80
02	01	HENAULT MICHEL	BIOLOGISTE	STRASBOURG (FRANCE)	25 JUIN AU 2 JUL 95	PARTICIPER AUX JOURNEES DE DECOUVERTE DU LOUP "DES LOUPS ET DES HOMMES" PRESENTER LA GESTION ET LA PERCEPTION DU LOUP AU QUEBEC ———FRAIS INHERENTS ASSUMES PAR LE PARC ANIMALIER (FRANCE)	0,00
02	01	HENAULT MICHEL	BIOLOGISTE	BOSTON (N.H.)	16 AU 19 NOV 95	PRENDRE CONNAISSANCE DE MODELES INNOVATEURS DE GESTION INTEGREE DE LA MATIERE LIGNEUSE DE LA FAUNE ET DES ACTIVITES RECREOTOURISTIQUES SUR TERRES PUBLIQUES ———LA MOITIE DES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LA CORPORA- ———TION DE DEVELOPPEMENT DES LAURENTIDES	1 124,23
02	02	PILOTE SERGE GUILLEMETTE J.C.	CONSERVATEUR CHEF D'EQUIPE	SHIPPAGAN (N.B.)	2 ET 3 OCT 95	ECHANGE DE L'AQUARIUM ET LE CENTRE MARIN DE SHIPPAGAN DE SOIXANTE-DIX SPECIMENS (15 ESPECES) D'EAU SALEE EN ECHANGE DE CENT (100) POISSONS D'EAU DOUCE DE L'AQUARIUM DE QUEBEC	281,84
02	02	ARSENAULT MARIUS	DIRECTEUR PARC	PARIS (FRANCE)	2 AU 22 SEPT 95	MISSION "RELATIONS ENTRE LE PARC MIGUASHA/MUSEUM" INSCRITE A LA PROGRAMMATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DE COOPERATION FRANCO/QUEBECOISE ———FRAIS AERIENS ASSUMES PAR LE MAICC ———UNE PARTIE DES FRAIS DE SEJOUR ASSUMES PAR LA FRANCE	1 435,62
02	02	BEDARD JEAN-PAUL	DIRECTEUR	FRANCE ET S.E. ASIATIQUE	12 AU 31 OCT 95	PARTICIPER AU VOYAGE D'ETUDE ANNUEL DU SYNDICAT NATIONAL DES DIRECTEURS DE PARCS ZOOLOGIQUE FRANCAIS - RENCONTRE AVEC LES AUTORITES DU SYNDICAT ET DIRECTEURS D'ETABLISSEMENTS DE LA REGION PARISIENNE ———TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LA SOCIETE DES ———PARCS DE SCIENCES NATURELLES DU QUEBEC	0,00

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION						DESCRIPTION	COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
02	02	PATENAUE ROBERT	VETERINAIRE	EAST LANSING (MICHIGAN)	12 AU 18 AOUT 95	ASSISTER AU CONGRES DES VETERINAIRES DES ASSOCIATIONS NORD AMERICAINES ——TOUS LES FRAIS INHERENTS SONT ASSUMES PAR LA SOCIETE DES ——PARCS DE SCIENCES NATURELLES DU QUEBEC	0,00
02	02	PILOTE SERGE GUILLEMETTE J.C.	CONSERVATEUR CHEF DE DIVISION	BOSTON (MASS)	6 AU 9 OCT 95	EFFECTUER LA CAPTURE EN PLONGEE AVEC LE CLUB DE PLONGEE "LES SOLEILS DE MER" ET "NEW ENGLAND AQUARIUM" DE DIFFERENTES ESPECES DE POISSONS DES EAUX CHAUDES DU GULF STREAM AFIN D'ENRICHIR LA COLLECTION DE POISSONS D'EAU SALÉE DE L'AQUARIUM DE QUEBEC	399,04
02	03	KEATING JAMES	RESP. CONS. FAUNE	CHARLOTTETOWN (IPE)	11 AU 13 MAI 95	ASSISTER AU COLLOQUE ANNUEL DU SERVICE CANADIEN DE LA FAUNE DU GOUVER- NEMENT FEDERAL ET LES AUTRES PROVINCES	879,96
02	03	KEATING JAMES	AG. CONSERVATION	KENORA (ONT)	5 AU 9 FEV 96	AVEC LES REPRESENTANTS DES AUTRES PROVINCES PARTICIPER A UNE REUNION AYANT POUR BUT DE FAIRE LE POINT SUR LA GESTION ET LA PROTECTION DES POPULATIONS D'OURS NOIRS AU NIVEAU NATIONAL (ESPECE ANIMALE MENACEE)	1 688,85
02	03	PICHE PAUL	CHEF DE SERVICE	CAMPBELTON (N.B.)	27 OCT 95	DE CONCERT AVEC LE MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES DU NOUVEAU- BRUNSWICK ET LE MINISTÈRE DES PÊCHES ET OCÉANS DU CANADA ÉTABLIR UN PLAN DE GESTION DU SAUMON DU BASSIN DE LA RIVIÈRE RESTIGOUCHE. HARMONISER LES PLANS DE GESTION AVEC LES CO-GESTIONNAIRES DE CETTE RESSOURCE (DÉPARTEMENT DES RICHESSES NATURELLES DU NOUVEAU-BRUNSWICK ET PÊCHES ET OCÉANS CANADA). ——RESIDENCE DE L'EMPLOYE A PROXIMITÉ DU LIEU DE RENCONTRE	12,00
02	03	KEATING JAMES	CHEF DE DIVISION	BAR HARBOR (MAINE)	7 ET 8 SEPT 95	ASSISTER A LA CONFERENCE "ENVIRONMENTAL PROTECTION COMMITTEE (LECC)"	386,37
02	03	MARDINI ABDALLAH	SPECIALISTE	ASHLAND (OREGON)	15 AU 22 OCT 95	ASSISTER A DES ATELIERS DE FORMATION EN MATIERE D'EXPERTISES RELIEES A LA FAUNE - DONNER UNE CONFERENCE SUR UNE METHODE D'ANALYSE SCIENTIFIQUE - ECHANGES AVEC D'AUTRES SPECIALISTES DE L'AMERIQUE DU NORD	2 328,14
02	04	BOUCHER ANDRE	INGENIEUR	BROCKVILLE (ONT)	10 AOUT 95	ETUDE DU SYSTEME DE TRAITEMENT DES EAUX USEES POUR LES HALTES ROUTIERES (CLIVUS) ——FRAIS DE TRANSPORT ASSUMES PAR LE M.T.Q.	7,42
02	04	BROCHU CHARLES MESSIER FRANCOIS SIMARD MICHEL	RESP. MODULE CHIMISTE CHIMISTE	GUELPH (ONT)	16 ET 17 AOUT 95	AUDIT DE LABORATOIRE DANS LE CADRE DU PROJET DE DESTRUCTION DES BPC A LA COMPAGNIE WELLINGTON LABORATORIES INC.	2 169,79

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
02	04	SPIEGLE THERESE VAN DE WALLE EDITH	INGENIEUR CHEF DE DIVISION	SUDBURY (ONT)	28 MAI AU 2 JUIN 95	PARTICIPER A UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'EXPLOITATION MINIERE EN ENVIRONNEMENT QUI EXAMINERA LES TECHNIQUES ET LES METHODES DE REHABILITATION ET DE GESTION DES SITES MINIERES	2 151,50
02	04	BERUBE BRIGITTE	DIR. REG. ADJ.	PARIS (FRANCE)	6 AU 22 OCT 95	MISSION DANS LE CADRE DE LA COMMISSION PERMANENTE DE COOPERATION FRANCO/QUEBECOISE - APPLICATION AU QUEBEC DE LA GESTION DE L'EAU PAR AGENCES DE BASSIN -----FRAIS AERIENS ASSUMES PAR LE M.A.I.C.C.	342,07
02	04	BOIVIN PHILIPPE	GEOLOGUE	SANDTOWN (DELAWARE)	30 AOUT 95	VISITES DE SITES D'EXPERIMENTATION DANS LE CADRE DU PROJET DE RECHERCHE EXPLORATOIRE EN ENVIRONNEMENT "RECIRCULATION DES EAUX DE LIXIVIATION" -----FRAIS ASSUMES PAR LE PROMOTEUR	12,35
02	04	CARPENTIER ANDRE	INGENIEUR	WASHINGTON (D.C.)	5 AU 7 AVRIL 95	REUNION DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTROLE DU FLEUVE SAINT-LAURENT REUNION DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTROLE AVEC LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE DE CONTROLE DU FLEUVE SAINT-LAURENT	1 287,75
02	04	CARPENTIER ANDRE	INGENIEUR	ALEXANDRIA BAY (N.Y.)	9 ET 10 AOUT 95	ASSISTER A LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTROLE DU FLEUVE SAINT-LAURENT SUITE A L'ETIAGE QUI PREVAIL AU LAC ONTARIO ET SUR LE FLEUVE SAINT-LAURENT	265,12
02	04	CARPENTIER ANDRE	INGENIEUR	ROCHESTER (N.Y.)	18 AU 21 SEPT 95	REUNIONS PUBLIQUES ORGANISEES PAR LE CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTROLE DU FLEUVE SAINT-LAURENT REUNION SEMI-ANNUELLE DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTROLE DU FLEUVE SAINT-LAURENT A CORNWALL	327,57
02	04	CARPENTIER ANDRE	INGENIEUR	BUFFALO (N.Y.)	19 ET 20 MARS 96	REUNION DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTROLE DU FLEUVE ST-LAURENT REUNION DU COMITE DE TRAVAIL DU CONSEIL INTERNATIONAL DE CONTROLE DU FLEUVE ST-LAURENT	À VENIR
02	04	CUSSON GERARD	CHEF DE SERVICE	SWANTON (VERMONT)	29 JUIN 95	RENCONTRE "ALBURG - SWANTON TRANSPORTATION ADVISORY COMMITTEE" CONCERNANT LES ACTIVITES DE RESTAURATION DE LA BAIE DE MISSISQUOI DANS LE CADRE DE L'ENTENTE TRIPARTITE DU LAC CHAMPLAIN	100,88
02	05	FABI PIERRE	DIRECTEUR	WINNIPEG (MAN)	26 AU 28 JUIN 95	PARTICIPER A TITRE DE REPRESENTANT DU MEF A LA REUNION DU COMITE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT	1 062,36

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
02	05	LEMIEUX ROBERT	SMA OPERATIONS	HALIFAX (N.E.)	13 AU 15 SEPT 95	PARTICIPER A TITRE DE REPRESENTANT DU MEF A LA REUNION DU COMITE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT	999,40
02	05	LANDRY GILLES	BIOLOGISTE	CAMPBELTON (N.B.)	27 OCT 95	DE CONCERT AVEC LE MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES DU NOUVEAU-BRUNSWICK ET LE MINISTÈRE DES PÊCHES ET OCÉANS DU CANADA ÉTABLIR UN PLAN DE GESTION DU SAUMON DU BASSIN DE LA RIVIÈRE RESTIGOUCHE ———RESIDENCE DE L'EMPLOYE A PROXIMITE DU LIEU DE RENCONTRE	12,35
03	01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	WINNIPEG (MAN)	26 AU 28 AVRIL 95	REUNION DU COMITE CONSULTATIF FEDERAL/PROVINCIAL SUR LA LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT LES SUBSTANCES TOXIQUES ———FRAIS AERIENS (1168,00\$) ACQUITTES SUR LE BUDGET 1994-95	1 340,70
03	01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	WINNIPEG (MAN)	26 AU 28 SEPT 95	REUNION DU COMITE DES SOUS-MINISTRES DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME) (EN REMPLACEMENT DE M. JEAN PRONOVOST)	1 197,45
03	01	BOULET GEORGES PRONOVOST JEAN	DIRECTEUR SOUS-MINISTRE	VANCOUVER (CB)	28 AU 31 MARS 96	PARTICIPER AU COMITE DES SOUS-MINISTRES DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME)	2 130,00
03	01	DESMARAIS MARIE-J.	PROFESSIONNELLE	TORONTO (ONT)	21 ET 22 SEPT 95	REUNION SPECIALE DU COMITE CONSULTATIF FEDERAL/PROVINCIAL SUR LA LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (CCFP-LCPE)	635,67
03	01	HARVEY ANDRE	SMA DEV DURABLE	HAINES JUNCTION (YUKON)	14 AU 17 MAI 95	PARTICIPER EN REMPLACEMENT DU MINISTRE A LA REUNION DU PRINTEMPS DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES D L'ENVIRONNEMENT (CCME)	2 128,60
03	01	HARVEY ANDRE	SMA DEV DURABLE	WHITEHORSE (YUKON)	21 AU 25 OCT 95	PARTICIPER EN REMPLACEMENT DU MINISTRE A LA REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT (CCME)	2 410,93
03	01	LALANCETTE FERNAND HUARD GASTON GIRARD CLAUDE L'HEUREUX JOSEE	CHEF D'EQUIPE ENQUETEUR ENQUETEUR ENQUETEUR	OTTAWA (ONT)	24 ET 25 MAI 95	TEMOIGNAGES A LA COUR DU PALAIS DE JUSTICE D'OTTAWA REF: DOSSIER DEMOLITION DELSAN LTEE CETTE ASSIGNATION A COMPARAITRE SE SITUE DANS LE CADRE D'UNE COOPERATION QUEBEC-ONTARIO AU PLAN DES ENQUETES.	225,00 ESTIME
03	01	MARCOTTE DENIS	DIR. ADJ. ENQ. MTL.	LANSDOWNE (ONT)	1 JUIN 95	PARTICIPER A UNE RENCONTRE AVEC ENVIRONNEMENT ET ENERGIE ONTARIO (ENQUETES), NEW-YORK ENVIRONMENT (ENQUETES), DOUANES-CANADA ET DOUANES-USA, AFIN DE TROUVER DES MOYENS DE CONTROLER L'ACCES AU CANADA DE DECHETS AMERICAINS, IDENTIFIER CERTAINS DECHETS ET TRANSPORTEURS, CONTROLER LE CONTENU DES CAMIONS QUI TRAVERSENT CERTAINS POINTS D'ENTRÉE ——— VOITURE LOUEE	21,35

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION	COÛTS TOTAUX RÉELS	
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE		OBJET
03	01	MARCOTTE DENIS	DIR. ADJ. ENQ. MTL.	LANSDOWNE (ONT)	20 JUIN 95	PARTICIPER A UNE RENCONTRE AVEC ENVIRONNEMENT ET ENERGIE ONTARIO (ENQUETES), NEW-YORK ENVIRONMENT (ENQUETES) - DOUANES CANADA ET DOUANES-USA AFIN DE TROUVER DES MOYENS DE CONTROLER L'ACCES AU CANADA DE DECHETS AMERICAINS, IDENTIFIER CERTAINS DECHETS ET TRANSPORTEURS, CONTROLER LE CONTENU DE CAMIONS QUI TRAVERSENT CERTAINS POINTS D'ENTRÉE ——— VOITURE LOUEE	23,35
03	01	MARCOTTE DENIS	DIR. ADJ. ENQ. MTL.	KINGSTON (ONT)	27 JUILLET 95	PARTICIPER A UNE RENCONTRE AVEC ENVIRONNEMENT ET ENERGIE ONTARIO (ENQUETES), NEW-YORK ENVIRONMENT (ENQUETES) - DOUANES CANADA ET DOUANES-USA AFIN D'ETABLIR LA FACON DE PROCEDER ET METTRE AU POINT LE "BLITZ" DE VERIFICATION QUI AURA LIEU LE 1er AOUT 95 - IDENTIFIER CERTAINS DECHETS ET TRANSPORTEURS ——— VOITURE LOUEE	49,95
03	01	BOULET GEORGES	DIRECTEUR	PARIS (FRANCE)	11 AU 25 MAI 95	PARTICIPER A TITRE DE REPRESENTANT DU QUEBEC AU SEIN DE LA DELEGATION CANADIENNE A LA REUNION DU GROUPE SUR LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ORGANISATION POUR LA COOPERATION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (OCDE) CHARGE DE L'EXAMEN DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DU CANADA	2 245,02
03	01	BOURRET DENIS	ARPSE	PARIS-LYON (FRANCE)	11 AU 22 JUIN 95	PARTICIPER A UNE MISSION DU MINISTERE DES RICHESSES NATURELLES SUR LE DEVELOPEMENT INTEGRE DES RIVIERES DANS LE BUT D'APPROFONDIR L'ANALYSE MULTICRITERE A PARTIR DE CERTAINES EXPERIENCES FRANCAISES ———FRAIS AERIENS DEFRAYES PAR LE M.A.I.C.C.	1 891,95
03	01	D'AOUST PIERRE	DIRECTEUR	BAR HARBOR (MAINE)	6 AU 8 SEPT 95	ASSISTER A LA CONFERENCE "ENVIRONMENTAL PROTECTION COMMITTEE (LECC)"	365,67
03	01	DUFOUR JACQUES	CONSEILLER	BOGOTA (COLOMBIE)	26 MAI AU 11 JUIN 95	MISSION DE COOPERATION INSTITUTIONNELLE ENTRE LE MINISTERE (MEF) ET LE MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DE COLOMBIE AFIN DE RAFFINER LA COMPREHENSION MUTUELLE QU'ENTRETIENNENT LES DEUX MINISTERES (SIGNATURE DU PLAN D'ACTION 1995-96) ———FRAIS DE TRANSPORT AERIENS ASSUMES PAR LE M.A.I.C.C. ———AUTRES FRAIS ASSUMES PAR LE GOUVERNEMENT DE COLOMBIE	100,00 ESTIME
03	01	GAGNON GUY	CONSEILLER	BURLINGTON (VERMONT)	26 JUILLET 95	ASSISTER A LA 3ième REUNION DU "LAKE CHAMPLAIN BASIN ZEBRA MUSSEL TASK FORCE" "LA PREVENTION DE LA DISPERSION DE LA MOULE ZEBREE DANS NOS PLANS D'EAU"	153,39
03	01	GAGNON GUY	CONSEILLER	BURLINGTON (VERMONT)	17 ET 18 OCT 95	ASSISTER A LA 4ième REUNION DU "LAKE CHAMPLAIN BASIN ZEBRA MUSSEL TASK FORCE" "LA PREVENTION DE LA DISPERSION DE LA MOULE ZEBREE DANS NOS PLANS D'EAU"	152,81
03	01	MARCOTTE DENIS	DIR. ADJOINT (ENQ)	PORTLAND (MAINE)	26 AU 29 AVRIL 95	REPRESENTER LE QUEBEC LORS DE LA CONFERENCE BI-ANNUELLE DES MEMBRES DE "NORTHE ENVIRONMENTAL ENFORCEMENT PROJECT"	751,53

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
VOYAGES HORS QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996

IDENTIFICATION					DESCRIPTION		COÛTS TOTAUX RÉELS
PR	EL	NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	OBJET	
03	01	MARCOTTE DENIS	DIR. ADJOINT (ENQ)	PITTSBURG (PENN)	6 AU 8 DEC 95	ASSISTER A la 2ième CONFERENCE BI-ANNUELLE DU "NORTHEAST ENVIRONMENTAL ENFORCEMENT PROJECT" (NEEP)	1 140,73
03	01	POIRIER LUC	DIRECTEUR	CHALON-SUR-SAÔNE (FR)	28 AVRIL AU 5 MAI 95	PROJET DE PARTENARIAT ENTRE LA MAISON DE L'ENVIRONNEMENT DE CHALON-SUR-SAÔNE ET LE MEF DANS LE CADRE DU SALON NATIONAL DE LA PECHE - ELABORATION D'UN PROTOCOLE DE JUMELAGE ENTRE LA VILLE DE CHALON-SUR-SAÔNE ET LA VILLE DE QUEBEC AYANT DES PREOCCUPATIONS SIMILAIRES EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT ET DE PECHE SPORTIVE	1 314,47
		DORION DENIS	TECHNICIEN			-----LES FRAIS AERIENS ET UNE PARTIE DES FRAIS DE SEJOUR SONT ASSUMES PAR LA MAISON DE L'ENVIRONNEMENT DE CHALON-SUR-SAÔNE	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.4

VENTILATION DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS

DE L'EXERCICE 1995-1996

PRÉVISIONS DES DÉPENSES POUR 1996-1997

ANNEXE 1.4

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
DIRECTION DES COMMUNICATIONS ET DU MARKETING

Au cours de l'exercice financier 1995-1996, le ministère de l'Environnement et de la Faune a dépensé 187 502,52 \$ en publicité (placement et production).

Un montant de 66 805,82 \$ a été consacré à la publicité obligatoire (appels d'offres, avis publics, appels de candidatures), 25 514,43 \$ aux espèces fauniques et habitats protégés, 79 740,51 \$ aux sites exceptionnels (réseau des parcs) et 15 441,76 \$ aux espèces menacées (flore, biodiversité).

Ventilation des dépenses 1995-1996 en placement par type de média

Journaux (quotidiens et hebdomadaires)	97 098,23 \$
Média électronique	4 336,17 \$
Revue et magazines	47 644,91 \$
Autres (bulletins, guides ...)	27 577,65 \$

176 656,96 \$ après escompte incluant % agence

Ventilation des dépenses 1995-1996 en production par fournisseur

Ose Design	2 025 \$	Graphisme - pub. espèces fauniques
Composition Orléans	668 \$	Sortie films, vélox - pub. sites exceptionnels, espèces fauniques
Boum Communication	600 \$	Graphisme - pub. espèces fauniques
Photo Profilm	102 \$	Sortie films - pub. espèces fauniques
Couture & Tremblay	5 255 \$	Graphisme, color key, films - pub. sites exceptionnels, espèces menacées (biodiversité)
Paul Marleau, graphiste	640 \$	Graphisme, vélox - pub. sites exceptionnels
Litho Acme	365 \$	Sortie films - biodiversité
Deschamps Design	275 \$	Graphisme - espèces menacées (flore)
Cogeco	859,56 \$	Production - sites exceptionnels
Messagerie	26 \$	
Frais d'annulation (agence)	56 \$	

10 845,56 \$		

Liste des articles promotionnels

Épinglettes ministérielles (3 000) 4 290 \$ Sérigraphie Concept

Pour l'exercice 1996-1997, le ministère de l'Environnement et de la Faune entend investir 30 000 \$ pour différents projets liés aux espèces fauniques et habitats protégés. En concertation avec ses partenaires, le MEF prévoit s'adresser à la clientèle des chasseurs pour les inciter à adopter un comportement éthique dans la pratique de leurs activités. Le Ministère entend également utiliser cette somme en vue d'informer le grand public sur la désignation de certaines espèces fauniques menacées ou vulnérables.

Par ailleurs, un montant de 80 000 \$ est à prévoir pour supporter les activités de promotion des sites exceptionnels. Le volet espèces menacées (flore et biodiversité) nécessitera une somme de 20 000 \$.

En ce qui a trait à la publicité obligatoire, une somme de 75 000 \$ est prévue.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

But visé par chaque dépense (publicité obligatoire)

Description	Médias	Montant
Appel d'offres - Contrat de concession parc de conservation de l'île Bonaventure et du Rocher Percé	Le Pharillon Voyageur - Le Havre de Chandler	235,74 \$
Concours de recrutement : un ou une biologiste	L'Avant-poste gaspésien, Le Rimouskois, Saint-Laurent Echo, La Voix gaspésienne Le Havre, Le Journal Chaleur, Le Riverain, Le SPEC, Le Nord Est, Le Nord Est plus, Le Port-Carbois, Le Radar, Le Pharillon, Plein jour sur Manicouagan, Plein jour sur Saguenay	1 794,02 \$
Appel d'offres : Octroi d'un bail - pourvoirie dans le secteur du lac Matonipi	La Presse, Le Soleil	8 596,69 \$
Appel d'offres : Préparation plans et devis ... parc à résidus miniers Aldermac	La Presse, Le Soleil, La Frontière, Constructo	2 604,83 \$
Appel d'offres : construction d'un centre d'interprétation de l'astronomie ... parc du Mont-Mégantic	Le Devoir, La Presse, Le Soleil, Constructo, la Tribune	3 541,83 \$
Appel d'offres : construction d'un mur de soutènement - Parc de la Jacques-Cartier	Le Soleil, La Presse, Le Devoir, Constructo	3 258,60 \$
Appel d'offres : travaux de reconstruction de 3 ponts	Le Soleil, La Presse, Le Devoir, Constructo, Voix gaspésienne, Progrès Dimanche, Plein Jour Saguenay, le Riverain	3 941,44 \$
Appel d'offres : concernant la surveillance et suivi environnemental des travaux de traitement et d'élimination... BPC	La Presse, Le Soleil, L'oeil régional, Plein jour sur Manicouagan, Hebdo Saint-Maurice	4 813,55 \$
Appel d'offres : réalisation des travaux de mitigation du parc à résidus miniers Aldermac	La Presse, Le Soleil, La Frontière, Les Echos abitibiens, Constructo	3 845,12 \$
Appel d'offres : aménagement de l'aire de pique-nique de la Chute-aux-Rats - parc du Mont-Tremblant	Le Devoir, La Presse, Le Soleil, Constructo	3 524,99 \$
Appel d'offres : mise aux normes d'un bâtiment de ski de randonnée - parc de conservation du Mont-Mégantic	La Presse, Le Soleil, La Tribune, Constructo	2 502,10 \$
Appel d'offres : réalisation de travaux de forage et d'installation de piézomètres à Ville Mercier	La Presse, Le Soleil, Constructo, l'Information régionale	3 211,71 \$
Appel d'offres : modifications au système d'épuration des eaux usées ... parc de récréation du Mont-Orford	La Presse, le Soleil, La Tribune, Constructo	3 322,63 \$
Appel d'offres : gestion de 31 réservoirs ... Le vidangeur de Montréal ltée ...	La Presse, Le Soleil	3 451,56 \$
Appel d'offres : octroi de trois baux de droits exclusifs ... pourvoiries dans la région de la Côte-Nord	La Presse, Le Soleil	2 932,95 \$
Appel d'offres : Le MEF ... pour concevoir la thématique du centre d'interprétation de la nature ... parc de conservation du Mont-Mégantic	La Presse, Le Soleil, La Tribune	2 079,59 \$

Description	Médias	Montant
Appel d'offres : soumission pour opérer l'usine de traitement des eaux souterraines dans la municipalité de Mercier	La Presse, Le Soleil	1 858,53 \$
Appel d'offres : ... projets d'infrastructure technologique	La Presse, Le Soleil	1 470,74 \$
Appel d'offres : octroi d'un bail de droits exclusifs de pêche sur le lac Saint-Jean et sur certains de ses tributaires	Le Soleil, Le Quotidien	1 643,40 \$
Appel d'offres : ... travaux de pompage et d'élimination d'eau contaminée ... Le Vidangeur de Montréal ltée	La Presse, Le Soleil	2 451,24 \$
Appel d'offres : construction d'un poste d'exploitation ... Port Menier	La Presse, le Soleil, Echo Dimanche, Nord-Est, Constructo	3 288,56 \$
Appel d'offres : fabrication et installation des composantes d'une thématique au Centre d'interprétation du parc du Mont-Mégantic	La Presse, Le Soleil, Constructo	2 280,00 \$
Avis public : Réserve écologique des Kettles-de-Berry	Les Échos abitibiens	100,00 \$
	TOTAL	66 749,82 \$

PUBLICITÉ PAR MANDAT

Description	Médias	Montant
Espèces fauniques et habitats : nouvelles modalités d'enregistrement en 1995, chasse sur terres privées - éthique du chasseur	Sentier Chasse Pêche	12 900,00 \$
Nouvelles modalités - pêche au saumon saison 95	Journal Nord Est	234,73 \$
Espèces fauniques et habitats (ravages ...)	Annuel de la motoneige	3 541,18 \$
Chasse sur terres privées	Le Nouvelliste	940,94 \$
Chasse sur terres privées	La Tribune	928,80 \$
Orignal - abattage multiple	Radio-Nord inc.	2 023,53 \$
Saumon	Association de protection de la rivière Moisie (bulletin)	310,59 \$
Orignal - abattage multiple	Le Citoyen	1 517,66 \$
	TOTAL	22 397,43 \$
Sites exceptionnels : Concours Trouvez les énigmes	Le Soleil, Journal de Montréal, La Tribune, The Gazette, Progrès Dimanche + 49 hebdo	11 755,47 \$
Des randonnées pour tous les goûts	Journal de Montréal	1 210,88 \$
Réseau des parcs - Centenaire	Société des prof. de géographie - Bulletin	354,11 \$
Soyez de la grande débâcle - Parc de la Jacques Cartier	Le Soleil	851,40 \$
Soyez de la grande débâcle - Parc de la Jacques Cartier	Journal de Québec	963,20 \$
Randonnée du centenaire - parc des Grands Jardins	CIHO	202,35 \$
Randonnée du centenaire - parc des Grands Jardins	CITF-FM	1 199,70 \$
Randonnée du centenaire - parc des Grands Jardins	Plein Jour sur Charlevoix	198,31 \$

PUBLICITÉ PAR MANDAT

Description	Médias	Montant
Découvrez votre vraie nature	Carnet Voyage Québec 1995	22 764,71 \$
Découvrez votre vraie nature - Réseau des parcs	Franç Vert	2 150,00 \$
Découvrez votre vraie nature - Réseau des parcs	Géo Plein Air	8 944,00 \$
Découvrez votre vraie nature - Réseau des parcs	Vacances pour tous	3 035,29 \$
Découvrez votre vraie nature - Réseau des parcs	Touring	7 172,40 \$
Découvrez votre vraie nature - Réseau des parcs	Guide Vacances du magazine Québec Sciences	3 541,18 \$
Découvrez votre vraie nature - Réseau des parcs	Voir Québec - Voir Montréal	3 953,22 \$
Parc du Mont-Tremblant - 100 ans de nature	Guide Vacances - Région de Montréal	607,06 \$
Activité spéciale du centenaire au parc de la Yamaska	L'Hebdo granbyen	268,32 \$
Activité spéciale du centenaire au parc des Iles de Boucherville	Le Flambeau de l'Est, le Courrier du Sud, La Seigneurie	1 369,12 \$
Activité spéciale du centenaire au parc du Mont-Tremblant	L'Action - L'Expression - L'Altitude	718,96 \$
Activité spéciale du centenaire au parc du Mont-Tremblant	Journal de la Vallée - L'Action - L'Information du Nord	1 417,28 \$
Concours de châteaux de sable au parc d'Oka - centenaire des parcs	L'Eveil, La Voix des Mille-Iles, l'Hebdo de Laval	1 068,42 \$
Concours de châteaux de sable au parc d'Oka - centenaire des parcs	CIME-FM	910,59 \$
On fête le centenaire des parcs au parc d'Aiguebelle	Journal Le Citoyen	531,18 \$
	TOTAL	75 187,15 \$
Espèces menacées (flore, biodiversité) : Biodiversité	Franç Vert	1 320,00 \$
Biodiversité	Forces	4 497,80 \$
Biodiversité	Montréal International (First Choice)	4 084,24 \$
Ail des bois : commerce interdit au Québec	La Presse, le Droit	2 394,52 \$
	TOTAL	12 296,56 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.5

SONDAGES EFFECTUÉS EN 1995-1996

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

SONDAGES EFFECTUÉS EN 1995-1996

1. PARC DU MONT-TREMBLANT 1

- . « Profil de satisfaction de clientèle » ;
- . contrat de 9 990 \$;
- . tableaux des résultats fournis, analyse à venir.

2. RETOMBÉES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES DES ACTIVITÉS RELIÉES À LA FAUNE 1

- . « Établissement d'un vecteur des dépenses des pêcheurs récréatifs » ;
- . « Établissement d'un vecteur des dépenses des pêcheurs récréatifs » ;
- . contrat de 3 300 \$;
- . enquête en cours.

3. CHASSE D'HIVER EN POURVOIRIE

- . déterminer, le potentiel de clients pour la chasse d'hiver en pourvoirie ;
- . contrat de 2 043,00 \$

4. CERF DE VIRGINIE À L'ILE-AUX-COUDRES 1

- . connaître l'adhésion des propriétaires de l'Ile-aux-Coudres concernant l'introduction du cerf de Virginie par l'Association de chasse et pêche ;
- . contrat de 2 000 \$;

1 Trois copies des questionnaires et des rapports sont disponibles pour consultation au bureau du Leader de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.6

LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES PAR LE MINISTÈRE
POUR L'EXERCICE 1995-1996

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

**LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES PAR LE MINISTÈRE
EN 1995-1996**

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	EXPLICATIONS	MONTANT DU CONTRAT
Alvarez, Éric	Direction de la faune et des habitats	Mesure de structures végétales de sapinières vierges et de sapinières de seconde venue et interprétation des résultats en fonction des besoins d'habitat des petits mammifères et des passereaux.	3 000,00 \$
Bilodeau, Annie	Conseil de la conservation et de l'environnement	Étude et production d'un rapport sur les activités scientifiques et technologiques en environnement au Québec.	9 600,00 \$
Dubé, Danièle	Direction du plein air et des parcs	Identification de sites potentiels de parcs de conservation dans la région des Basses-terres méridionales de la Gaspésie.	8 000,00 \$
Foramec inc.	Direction du plein air et des parcs	Identification de sites potentiels de parcs de conservation dans la région des Basses-terres appalachiennes.	8 000,00 \$
Groupe de recherche et d'éducation sur le milieu marin	Direction du plein air et des parcs	Étude du comportement des rorquals communs dans l'estuaire maritime du Saint-Laurent dans le but d'évaluer l'impact des bateaux pratiquant l'activité d'observation en mer sur ces cétacés.	5 000,00 \$
Groupe Environnement Shooner inc.	Direction régionale du Nouveau-Québec	Élaboration d'un rapport sur le potentiel halieutique du secteur sud du territoire de la Baie-James pour les espèces suivantes : Doré jaune, Grand Brochet, Grand Corégone, Cisco de lac.	5 000,00 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES PAR LE MINISTÈRE
EN 1995-1996

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	EXPLICATIONS	MONTANT DU CONTRAT
Groupe-Type	Direction des communications et du marketing	Étude auprès des visiteurs du parc du Mont-Tremblant pour connaître leur degré de satisfaction sur les activités et services offerts au parc ainsi que la nature de leurs besoins à cet égard.	9 990,00 \$
Hall, Geoffrey	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Préparation d'un état de situation de la plante Capillaire des montagnes (<i>Adiantum veridimontanum</i>) susceptible d'être désignée menacée ou vulnérable.	2 000,00 \$
Jardon, Yves	Direction du plein air et des parcs	Identification de sites potentiels de parcs de conservation de la région de la Plaine côtière de la Haute Côte-Nord et de la Moyenne Côte-Nord.	8 000,00 \$
Jean Routier Consultation inc.	Direction des laboratoires	Élaboration d'un plan directeur pour la Direction des laboratoires et préparation d'une présentation pour le bénéfice des autorités du Ministère.	9 950,00 \$
Lepage, Hélène	Direction du plein air et des parcs	Étude de la région naturelle de la Côte de Charlevoix afin de localiser un ou des sites potentiels pour l'établissement de parcs de conservation représentatifs.	8 000,00 \$
Lord, Gaétan	Direction du plein air et des parcs	Étude de la région naturelle « Les Monts Notre-Dame » afin de localiser un ou des sites potentiels pour l'établissement de parcs de conservation représentatifs.	8 000,00 \$

- 46 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES PAR LE MINISTÈRE
EN 1995-1996

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	EXPLICATIONS	MONTANT DU CONTRAT
Nilo, Pedro	Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie	Étude sur l'évolution de la population de l'esturgeon jaune du fleuve Saint-Laurent à partir d'une méthodologie développée par le contractant.	13 400,00 \$
Roberge, Jean	Direction du plein air et des parcs	Étude des phénomènes karstiques et géomorphologiques du projet de parc de la Rivière-Vauréal sur l'Ile d'Anticosti.	10 800,00 \$

- 44 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.7

CONTRATS DE 2 000,00 \$ À 24 999,99 \$

OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS ET À DES FIRMES

DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1995

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Abel, Raymond	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Implantation d'un serveur de liste ainsi que du courrier électronique, élaboration d'une procédure de gestion de copies de sécurité et de la gestion des inventaires et implantation du réseau local.	5 800.00\$
Accent Formation inc.	Direction des ressources humaines	Animation d'une session de deux jours sur la rédaction de textes administratifs auprès de 16 membres du personnel de la Direction.	2 300.00\$
ADS Groupe-Conseil inc.	Direction des politiques du secteur municipal	Évaluation des coûts de construction et d'exploitation de lieux d'enfouissement sanitaire.	8 000.00\$
Agence consultant Poli-Pro inc.	Direction régionale Bas St-Laurent	Formation pour 20 agents de conservation de la faune en situation de confrontation armée.	4 200.00\$
Alain Tardif Maître Photographe inc.	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Production d'un vidéo sur la moule zébrée incluant l'élaboration d'un scénario et d'un texte.	4 500.00\$
Alvarez, Éric	Direction de la faune et des habitats	Mesure de structures végétales de sapinières vierges et de sapinières de seconde venue et interprétation des résultats en fonction des besoins d'habitat des petits mammifères et des passereaux.	3 000.00\$
Arbour, Simon	Direction du plein air et des parcs	Rédaction d'un plan de gestion des ressources naturelles pour le parc de la Pointe-Taillon.	9 950.00\$
Associés en planification de paysage Inc	Direction des territoires fauniques	Analyse des paysages forestiers dans le secteur nord de la pourvoirie Club Duplessis.	2 000.00\$
Associés en planification de paysage Inc	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Analyse détaillée des paysages et préparation de scénarios d'intervention forestière dans deux unités visuelles du lac des Neiges.	3 950.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Au Gré de la Nature inc.	Direction générale des opérations	Session de formation afin de répondre aux obligations du Ministère en matière de santé et sécurité au travail pour ceux ayant à séjourner en forêt dans l'exercice de leurs fonctions.	3 500.00\$
Automation RP inc.	Direction de la faune et des habitats	Évaluation de la faisabilité et, le cas échéant, des coûts pour développer un prototype, approuvé par la CSA, d'un système électrique permettant d'éliminer dans les cours d'eau les larves de meunier noir lors de leur dérive vers un plan d'eau.	2 500.00\$
Ayotte, Pierre	Direction des enquêtes	Analyse toxicologique des contaminants majeurs présents dans les eaux souterraines de la région de Mercier.	16 000.00\$
Azur Communications	Direction régionale de l'Estrie	Promotion de quatre activités prévues par le parc de récréation de Frontenac dans le cadre du centenaire des parcs québécois.	5 050.00\$
Barrett, Katleen	Direction du plein air et des parcs	Réalisation d'un glossaire et des annexes pour un scénario préliminaire d'une salle thématique sur le fjord du Saguenay.	3 000.00\$
Barrette communication graphique	Direction des politiques des secteurs agricole et naturel	Conception et production de la brochure « La culture du maïs et les pesticides ».	2 680.00\$
Beaudoin, Jean-Guy	Direction du plein air et des parcs	Production d'une grille permettant d'identifier la fréquentation du parc du Saguenay pendant la saison estivale 1995 et rédaction d'un rapport sur le profil de cette clientèle.	9 990.00\$
Bédard, Renée	Direction du plein air et des parcs	Élaboration d'un recueil de renseignements sur le réseau des parcs québécois.	4 000.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Béliveau, Couture	Direction des politiques du secteur municipal	Photogrammétrie numérique pour des fins de localisation de lacs, de cours d'eau et d'exploitation industrielle.	5 000.00\$
Bilodeau, Annie	Conseil de la conservation et de l'environnement	Étude et production d'un rapport sur les activités scientifiques et technologiques en environnement au Québec.	9 600.00\$
Bilodeau, Marc	Direction des laboratoires	Analyses physico-chimiques et chimiques afin de caractériser les échantillons d'eaux de surface, potables, souterraines, embouteillées et de lixiviation.	3 000.00\$
Biolab inc.	Direction des laboratoires	Analyse microbiologique des eaux de baignade de la région de Chaudière - Appalaches.	4 500.00\$
Biologie Aménagement B.S.L. inc.	Direction des laboratoires	Analyse microbiologique des eaux de baignade des régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.	6 050.00\$
Biotech Enr.	Direction de la faune et des habitats	Détermination de l'âge des ours suite à l'examen de leurs dents.	5 000.00\$
Biotech Enr.	Direction de la faune et des habitats	Évaluation de l'âge d'ours noirs, d'orignaux et de cerfs à partir des anneaux de croissance présentes sur leurs dents.	2 300.00\$
Bissonnette, Jean	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Dans le cadre du projet gouvernemental de la gestion intégrée des ressources, confection de documents interprétatifs à partir de la carte écologique de référence de la réserve faunique des Laurentides fournie par le Ministère.	24 900.00\$

Mode d'octroi de contrat

(1) Appel d'offre sur invitation

(2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Blais, Bruno	Direction de la faune et des habitats	Inventaire quinquennal du faucon pèlerin dans le sud du Québec (Participation financière du Ministère d'un contrat de 24 995 \$).	7 000.00\$
Boisseau, Gaétane	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Rédaction d'un document synthèse concernant les aspects conservation de la diversité biologique.	9 950.00\$
Boisseau, Gaétane	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Recherche et rédaction pour la révision finale du projet de stratégie de mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique suite à la partie publique de la consultation et rédaction du plan d'action de mise en oeuvre.	10 000.00\$
Bonin, Joël	Direction de la faune et des habitats	Participation aux réunions du Comité responsable de la préparation du plan de rétablissement de la Tortue-molle à épines, alimenter le Comité en informations scientifiques et rédaction du plan de rétablissement de la Tortue-molle à épines.	3 500.00\$
Boréalais	Direction de la faune et des habitats	Détermination de l'âge de cerfs de Virginie et d'orignaux à partir d'incisives prélevées à raison de deux sur chacun des 100 animaux constitués en échantillonnage.	8 000.00\$
Bureau de Consultant en Gestion du Territoire BCGT inc.	Service des relations avec les autochtones	Production de statistiques des abattages de la grande faune sur des territoires de négociations du Conseil des Attikameks et des Montagnais.	3 457.08\$
C.A.P. Communications	Direction des communications et du marketing	Conception, mise en page et production d'environ 90 acétates pour rétroprojecteur nécessaires aux diverses présentations sur les matières résiduelles.	5 000.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
C.A.P. Naturels	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Production d'une carte de la capacité d'absorption visuelle des unités écologiques du projet de GIR-Laurentides et conception et développement d'une grille d'interprétation pour l'attrait du paysage au niveau district écologique du projet GIR-Laurentides.	9 500.00\$
Cabinet de traduction dialangue inc.	Direction de l'évaluation environnemen- tale en milieu nordique et coordination	Traduction du français vers l'anglais de documents à la pièce pour la période du 5 juin au 30 septembre 1995.	4 000.00\$
Cabinet de traduction dialangue inc.	Direction de l'évaluation environnemen- tale en milieu nordique et coordination	Traduction du français vers l'anglais de documents soumis par la Direction pour la période du 1er octobre au 31 janvier 1996.	3 700.00\$
Cabinet de traduction dialangue inc.	Direction de l'évaluation environnemen- tale en milieu nordique et coordination	Traduction du français vers l'anglais de documents à la pièce.	9 500.00\$
Cabinet de traduction dialangue inc.	Direction des affaires intergouvernementales	Traduction anglaise du document « Convention sur la diversité biologique - Projet de stratégie de mise en oeuvre au Québec ».	7 970.00\$
Cabinet de traduction dialangue inc.	Direction des affaires intergouvernementales	Traduction du document « Impacts du fédéralisme sur l'exercice des responsabilités du Québec dans le domaine de l'environnement et de la faune ».	2 800.00\$
Camirand inc.	Direction des communications et du marketing	Conception et mise en page des dépliants sur le parc du Saguenay.	4 500.00\$
Caumartin, Jean	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	A partir d'une classification hiérarchique de 56 rivières du Québec, interpréter les données de qualité de l'eau des groupes de référence en fonction des paramètres géomorphologiques du milieu naturel.	3 360.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Centre de consultation et de concertation	Direction de l'évaluation environnemen- tale en milieu nordique et coordination	Animation d'une session de formation de deux jours sur la consultation publique et les processus de communication.	6 800.00\$
Choinière, Line	Direction de la faune et des habitats	Revue de littérature sur l'utilisation des étangs d'origine anthropique en milieu agricole par la faune afin de vérifier le potentiel et la faisabilité du réaménagement des étangs situés dans le bassin de la rivière Boyer pour servir éventuellement d'habitat d'élevage pour la sauvagine.	2 000.00\$
Communication Francine Bouchard	Direction des communications et du marketing	Production de la brochure « Qualité des eaux de la rivière Saint-Maurice ».	2 145.00\$
Communication Francine Bouchard	Direction des écosystèmes aquatiques	Conception et production infographique de la brochure qualité des eaux de la rivière Saint-Charles de 1979 à 1995.	2 195.00\$
Communication Francine Bouchard	Direction des écosystèmes aquatiques	Conception et production infographique de la brochure de 10 pages « Qualité des eaux de la rivière Sainte-Anne ».	2 135.00\$
Communications Daz	Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaud., Laurentides, Montérégie	Réalisation des films finaux du Journal Manitonga Soutana du parc du Mont-Tremblant.	2 750.00\$
Concert Action	Direction des communications et du marketing	Dans le cadre du projet de la gestion intégrée des ressources, « réserve faunique des Laurentides », positionner par ordre d'importance différents scénarios d'interventions applicables aux plans généraux et quinquennaux d'aménagement forestier.	2 000.00\$
Consultants Forestiers DGR inc.	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Conception d'un programme informatisé permettant d'évaluer la qualité des habitats fauniques à partir des données forestières de Charlevoix.	2 350.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

2
X
1

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Consultants Forestiers DGR inc.	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Dans le cadre du projet de la gestion intégrée des ressources, élaboration d'une liste des peuplements à être exploités et susceptibles d'être exploités pour la période du plan quinquennal 1994-1998 de la compagnie Daishowa.	2 850.00\$
Consultants RG	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Étude préliminaire pour l'approvisionnement en eau potable du camping Bic.	2 900.00\$
Courtade, Marie-Hélène	Direction des communications et du marketing	Production d'un profil de la clientèle du parc de récréation du Mont-Tremblant - saison estivale 1995.	2 000.00\$
Couture, Tremblay	Direction des communications et du marketing	Adaptation du concept, mise en page, sortie finale sur films et épreuves photomécaniques des annonces de la campagne «Découvrez votre vraie nature» selon les spécifications techniques de chaque média.	2 755.00\$
Couture, Tremblay	Direction des communications et du marketing	Conception et production d'une publicité sur la biodiversité pour les revues FORCES et FRANCVERT.	2 500.00\$
Crépin, Dominique	Direction du plein air et des parcs	Production d'un rapport sur les ajustements à apporter au contenu d'interprétation du parc de la Pointe-Taillon.	2 500.00\$
Crépin, Dominique	Direction du plein air et des parcs	Production d'un rapport sur l'identification des moyens d'interprétation à développer au parc de conservation de la Pointe-Taillon.	2 250.00\$
Deblois, Murielle	Direction des ressources informationnelles	Développement d'un système informatisé pour traiter les données relatives à la gestion des opérations piscicoles.	7 500.00\$
Del Degan, Masse et Ass.	Direction du plein air et des parcs	Production d'une spatio-carte du projet de parc Harrington Harbor pour la caractérisation des ressources naturelles sur le territoire.	8 298.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Deschamps design	Direction des communications et du marketing	Conception, mise en page, sortie finale sur films et épreuves photomécaniques de 9 dépliants sur les espèces vulnérables ou menacées.	8 253.00\$
Deschamps design	Direction des communications et du marketing	Mise en page, réalisation d'illustration de la brochure « Pour une gestion durable et responsable de nos matières résiduelles ».	6 450.00\$
Deschamps design	Direction des communications et du marketing	Adaptation du visuel, mise en page et supervision de la production de films et de l'imprimé du matériel de communication du programme « Gestion des matières résiduelles ».	8 000.00\$
Drew, Gérald, arpenteur-géomètre	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Piquetage d'une partie de la limite des terrains appartenant au gouvernement du Québec dans le secteur du projet de parc de Plaisance.	17 475.00\$
Drolet, Anne-Marie	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Dépouillement de références bibliographiques sur les nombres chromosomiques de la flore du Québec et préparation d'une liste complète des références pertinentes.	2 500.00\$
Dubé, Cécile	Direction de la faune et des habitats	Agir à titre de secrétaire du Comité responsable de la préparation du plan de rétablissement de la Tortue-molle à épines, préparer l'ordre du jour, rédiger les procès-verbaux et élaborer les grilles d'analyse des sujets, des propositions ou des priorisations d'intervention.	3 000.00\$
Dubé, Danièle	Direction du plein air et des parcs	Identification de sites potentiels de parcs de conservation dans la région des Basses-terres méridionales de la Gaspésie.	8 000.00\$

Mode d'octroi de contrat

(1) Appel d'offre sur invitation

(2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Dumont, André	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Mise à jour des connaissances forestières de la forêt privée du ravage de Pohénégamook afin de réaliser une carte des lots indentifiant chaque propriétaire et cerner la problématique forêt-faune de chaque lot.	2 000.00\$
Dumont, André	Direction de la faune et des habitats	Analyse de l'impact de la composition et de la qualité du régime alimentaire sur la condition physique des cerfs de Virginie au cours des hivers 1994 et 1995.	2 000.00\$
Dumont, André	Direction de la faune et des habitats	Analyse des données et rédaction d'un rapport concernant la sélection d'habitat d'hiver, l'utilisation des ressources alimentaires et les caractéristiques des peuplements préférés par le cerf de Virginie dans le ravage de Pohénégamook au cours des hivers 1994 et 1995.	4 000.00\$
Dussault, Christian	Direction de la faune et des habitats	Décrire la sélection d'habitat par l'orignal dans des sites d'étude situés en Abitibi-Témiscamingue.	5 000.00\$
Eco-Service	Direction des politiques du secteur municipal	Compléter un rapport concernant les «corrélations entre la cote de récurrence des inondations de 2 ans et la limite botanique»	2 200.00\$
Edgar Tissot, consultant en architecture	Direction du plein air et des parcs	Proposition de mise en valeur de la ressource paysagique et historique dans le secteur des jardins Pease du parc de conservation du Mont-Saint-Bruno.	3 500.00\$
Eider Enr.	Direction régionale de la Côte-Nord	Élaboration d'un plan de gestion de la pêche commerciale à l'omble de fontaine anadrome.	9 000.00\$
Enviro-science inc.	Direction régionale de Québec	Recherche et lecture de méthodes de gestion adaptatives récentes pour l'esturgeon jaune et calcul des paramètres biologiques.	9 999.99\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Enviroservices inc.	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Tests d'exfiltration et essais avec traceur sur une section du réseau d'égout du parc d'Oka.	9 870.00\$
Esri Canada limited	Direction des politiques des secteurs agricole et naturel	Animation de sessions de formation sur le logiciel ARCVIEW et sur le logiciel AVENUE.	2 761.30\$
Essadaoui, Mohammed	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Développement d'une typologie géomorphologique globale pour traiter les données échantillonnées sur le terrain.	9 990.00\$
Foramec inc.	Direction du plein air et des parcs	Identification de sites potentiels de parcs de conservation dans la région des Basses-terres appalachiennes.	8 000.00\$
Foucher, Monic	Direction des communications et du marketing	Conception, mise en page électronique, réalisation des pages WEB type, développement de la grille et de maquettes électroniques pour le site ministériel Internet.	6 000.00\$
Fournier, Gaétan	Direction de la faune et des habitats	Révision et mise à jour des sections « Biologie et gestion » du manuel du candidat ainsi que du guide de l'intervenant de la leçon « Biologie et Gestion » du module PRESCOF intitulé « Piégeage et Gestion des animaux à fourrure ».	4 500.00\$
Francis, John	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Création et exécution d'une oeuvre d'art à être installée près de l'astrolab dans le parc de Mont-Mégantic.	15 000.00\$
G.I.D. Design Ltée	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Préparation des plans et devis complets pour la réalisation d'une thématique au Centre d'interprétation de la nature et de l'astronomie au parc de conservation du Mont-Mégantic.	24 800.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Gagné, Nancy	Direction de la faune et des habitats	Inventaires de petits mammifères, de ressources alimentaires et de végétation en tant que couvert de protection dans la réserve faunique des Laurentides près de la forêt d'enseignement et de recherche de l'Université Laval, la forêt Montmorency.	5 000.00\$
Garant, Yves	Direction de la faune et des habitats	Rédaction de deux rapports sur les paramètres de suivi des populations, un sur le pékan et un second sur le lynx du Canada.	5 750.00\$
Garceau, Micheline	Direction de la faune et des habitats	Lecture d'écailles de 2 100 saumons atlantiques.	6 250.00\$
Gauthier & Guillemette consultants inc.	Direction de la faune et des habitats	Travaux de programmation en vue de permettre le traitement de données d'inventaire aérien des populations de cerfs et rédaction d'un guide de l'utilisateur.	4 575.00\$
GDG Environnement Ltée	Direction des territoires fauniques	Revoir et adapter les techniques d'aménagement suggérés dans le Guide sur les habitats du poisson et élaborer une nouvelle section portant sur le suivi des projets de l'évaluation des résultats.	7 150.00\$
GDS Service-conseils	Direction générale des services à la gestion	Préparation et animation de deux rencontres du comité de gestion de la Direction générale des services à la gestion portant sur une démarche d'amélioration de la qualité des services.	3 000.00\$
Genilab Environnement inc.	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Analyse des bassins versants actuels du camping du Bic dans le parc du Bic, production d'un rapport sur la capacité maximale des puits et recommandations sur la façon de réaliser le captage d'eau optimal.	4 997.50\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Genilab Environnement inc.	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Étude hydrogéologique dans le secteur du mont Chocolat dans le parc de conservation du Bic.	4 937.50\$
Génimos Data inc.	Direction de la faune et des habitats	Vérification du potentiel salmonicole des rivières Saint-Jean, de la Trinité et Bec-Scie, production de cartes de localisation de ces rivières, de leur profil en long et de celui de leurs principaux tributaires.	2 000.00\$
Génimos Data inc.	Direction de la faune et des habitats	A l'aide des cartes topographiques de la rivière de l'Anse à la Barbe et de la petite rivière de la Trinité, produire une carte de localisation et un profil en long de ces deux rivières.	2 000.00\$
Génivar Groupe-Conseil	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Élaboration d'une méthodologie pour évaluer le potentiel d'exploitation faunique pour les espèces de poissons présentant un intérêt sportif dans le bassin de la Caniapiscou en vue de l'octroi éventuel de baux de droits exclusifs.	3 955.00\$
Génivar Groupe-Conseil	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Analyse et interprétation des données de pêche sportive (1974-1994) d'environ 40 lacs de la réserve faunique des Laurentides en relation avec les coupes forestières réalisées au cours des 20 dernières années dans le territoire d'étude.	6 550.00\$
Génivar Groupe-Conseil	Direction de la faune et des habitats	Régionalisation échohydrologique des rivières du Québec à partir de variables limnimétriques et physiographiques propres à 40 bassins versants afin de protéger l'habitat du poisson.	9 755.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

- 704 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Gestext, consultant en gestion de l'information	Direction de la réglementation, de la tarification et des permis	Préparation et diffusion d'une séance de formation de trois jours sur le logiciel de gestion-textuelle - Folio Views (Banque d'information juridique) à l'intention du pilote de gestion du Ministère et de trois moniteurs.	3 000.00\$
Gestext, consultant en gestion de l'information	Direction de la réglementation, de la tarification et des permis	Séance de formation d'une journée et demi sur le logiciel de gestion-textuelle - Folio Views (Banque d'information juridique) à l'intention de 11 usagers et montage d'une banque d'essais à partir des données du Ministère.	2 625.00\$
Gilbert, Hélène	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Reconnaissance sur le terrain en collaboration d'un arpenteur du Ministère pour préciser la ligne de portage de propriété du domaine public et privé dans le cadre du projet de réserve écologique de la Presqu'île-Robillard.	2 205.00\$
Gilbert, Hélène	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Dans le cadre du projet de réserve écologique de la presqu'île Robillard, témoigner comme expert en biologie dans la cause opposant « Les Développements immobiliers H.L. Robillard inc. » et le gouvernement du Québec.	2 000.00\$
Gouge, Alain	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Caractérisation écologique et éco-dynamique de la réserve écologique de Pointe-Platon située dans la municipalité de Sainte-Croix de Lotbinière.	2 000.00\$
Gratton, Louise	Direction du plein air et des parcs	Relevés botaniques d'érablières à caryer aux parcs de Plaisance et d'Oka.	7 586.00\$
Grégoire, François, chimiste	Direction générale des opérations	Préparation d'une expertise dans le dossier Tembec inc.	3 356.25\$
Grégoire, François, chimiste	Direction des laboratoires	Révision scientifique de la procédure d'évaluation du risque écotoxicologique relative à la politique de réhabilitation des terrains contaminés.	4 650.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Groulx, Patrice	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Rédaction d'un scénario de base pour la création d'une activité éducative relatant la problématique d'aménagement de passes migratoires pour la remontée du saumon sur la rivière Jacques-Cartier, à la hauteur du site historique de la maison Déry.	2 300.00\$
Groupe de recherche et d'éducation sur le milieu marin	Direction du plein air et des parcs	Étude du comportement des rorquals communs dans l'estuaire maritime du Saint-Laurent dans le but d'évaluer l'impact des bateaux pratiquant l'activité d'observation en mer sur ces cétacés.	5 000.00\$
Groupe Environnement Shooner inc.	Direction régionale du Nouveau-Québec	Élaboration d'un rapport sur le potentiel halieutique du secteur sud du territoire de la Baie-James pour les espèces suivantes : Doré jaune, Grand Brochet, Grand Corégone, Cisco de lac.	5 000.00\$
Groupe Karma inc.	Direction des politiques des secteurs agricole et naturel	Scénarisation du vidéogramme intitulé : «L'agriculture et l'environnement».	2 500.00\$
Groupe-Type	Direction des communications et du marketing	Étude auprès des visiteurs du parc du Mont-Tremblant pour connaître leur degré de satisfaction sur les activités et services offerts au parc ainsi que la nature de leurs besoins à cet égard.	9 990.00\$
Guay, Jean-François	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Dresser la cartographie écologique de chacune des régions naturelles du Québec.	24 995.00\$
Hall, Geoffrey	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Préparation d'un état de situation de la plante Capillaire des montagnes (<i>Adiantum veridimontanum</i>) susceptible d'être désignée menacée ou vulnérable.	2 000.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

20

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Harvey, Jean-Marc	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Dans le cadre du projet de regroupement des directions centrales de Québec à l'édifice Marie-Guyart, définir certaines constructions et démolitions, concevoir des aménagements, analyser des options proposées par la Société immobilière du Québec.	9 300.00\$
Harvey, Réginald	Direction des politiques du secteur municipal	Services conseils en communication sur le document « Pour une gestion durable et responsable de nos matières résiduelles ».	4 966.00\$
Henri, Michel	Direction de la faune et des habitats	Effectuer la lecture d'âge de 349 touladis et localisation des annulus sur papier.	2 006.75\$
Hewlett Packard (Canada) Ltée	Direction des ressources informationnelles	Services d'assistance pendant un an pour les logiciels HP-UX de la compagnie Hewlett Packard.	2 241.60\$
Informatique Proiciel	Direction de la réglementation, de la tarification et des permis	Implantation de la tarification et création d'un programme de facturation pour les parcs provinciaux.	4 080.00\$
J. Bourgeois Enr.	Direction de la faune et des habitats	Inventaire des espèces d'oiseaux susceptibles d'être désignés rares ou vulnérables sur les sites de Bécancour et de Baie-du-Febvre et préparer une synthèse sur les espèces rares ou vulnérables du site de Saint-Barthélemy.	8 000.00\$
Jardon, Yves	Direction du plein air et des parcs	Identification de sites potentiels de parcs de conservation de la région de la Plaine côtière de la Haute Côte-Nord et de la Moyenne Côte-Nord.	8 000.00\$
Jean Routier Consultation inc.	Direction des laboratoires	Élaboration d'un plan directeur pour la Direction des laboratoires et préparation d'une présentation pour le bénéfice des autorités du Ministère.	9 950.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Jodoin, Louise	Direction des laboratoires	Réalisation des travaux portant sur la recherche et le choix des espèces de mammifères utilisables dans le contexte d'une évaluation du risque écotoxicologique.	6 500.00\$
Kangakola, Omendja	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Recherche documentaire et analyse bibliographique portant sur la classification de la végétation du Québec.	3 800.00\$
Keane Canada inc.	Direction des ressources informationnelles	Programmation dans le système VITALE en vue de la production des rapports relatifs à l'accréditation des laboratoires privés.	9 852.00\$
L'Atelier Avant-Garde	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Dans le cadre du projet de regroupement des directions centrales de Québec à l'édifice Marie-Guyart, développer une thématique d'ensemble pour le choix des matériaux, des revêtements et des couleurs.	9 900.00\$
L.A.S. - Logiciels et Applications scientifiques inc.	Direction de la faune et des habitats	Expertise pour l'utilisation du logiciel de géomatique GRASS 4.1.	2 000.00\$
La Société d'informatique Oracle du Québec inc.	Direction du milieu atmosphérique	Dans le but d'éviter de perdre des données importantes du système informatique CESPA'95, assister le Ministère dans la préparation des procédures et conseiller sur les façons optimales d'utiliser le système de gestion de base de données supportant CESPA'95.	5 250.00\$
Labelle et Associés	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Préparation des plans et devis définitifs pour la plomberie et l'électricité d'un bâtiment sanitaire projeté au site de la Chute-aux-Rats, parc du Mont-Tremblant.	8 600.00\$
Labelle et Associés	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Préparation de plans et devis et tâches connexes en vue de la construction d'un stationnement dans le parc de récréation du Mont-Tremblant.	14 000.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

-64-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Labonté, Johanne	Direction de la faune et des habitats	Production d'un premier jet d'un article scientifique en anglais, traitant de l'effet de débordement des orignaux en périphérie des réserves fauniques.	2 000.00\$
Laboratoire d'Environnement S.M. inc.	Direction des laboratoires	Analyse microbiologique des eaux de baignade de la région de Montérégie.	9 350.00\$
Laboratoire d'Environnement S.M. inc.	Direction des laboratoires	Analyse microbiologique des eaux de baignade de la région de l'Estrie.	4 500.00\$
Laboratoire de génie sanitaire du Québec (1986) Inc.	Direction des laboratoires	Analyse microbiologique des eaux de baignade de la région de Québec.	9 000.00\$
Laboratoire Iaschem inc.	Direction des laboratoires	Analyse microbiologique des eaux de baignade de la région de l'Outaouais.	9 010.00\$
Laboratoires Éco-CNFS inc.	Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaud., Laurentides, Montérégie	Analyse microbiologique de l'eau potable au parc d'Oka.	2 000.00\$
Laboratoires Éco-CNFS inc.	Direction des laboratoires	Analyse microbiologique des eaux de baignade de la région des Laurentides.	21 350.00\$
Laboratoires Éco-CNFS inc.	Direction des laboratoires	Analyses physico-chimiques sur des échantillons d'eaux usées.	7 721.00\$
Laboratoires SAB inc.	Direction de la faune et des habitats	Recensement et extraction à partir de données confidentielles obtenues d'une entreprise de pêche des séries temporelles sur l'évolution des biomasses d'anguilles capturées à la pêche commerciale.	2 300.00\$
Ladanyi, Branko	Direction de l'hydraulique	Examen des plans et devis du projet Raglan - Construction d'un barrage sur la rivière Déception.	4 000.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Lafleur, Réjean	Direction des enquêtes	Animation d'une session de formation en rédaction de rapport au personnel du Bureau des enquêtes de Montréal.	2 100.00\$
Lagacé, Jean-Marc	Direction régionale Bas St-Laurent	A titre d'huissier, signification et saisies dans le dossier de l'Association de chasse et de pêche des Anses inc.	2 417.89\$
Larouche, Ursula	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Synthèse de l'information existante, publiée ou acquise par des entrevues auprès de spécialistes de milieux humides, sur les systèmes tourbeux des basses terres du Saint-Laurent et de la plaine côtière de la moyenne et basse Côte-Nord ainsi que du système marégraphique du Saint-Laurent.	3 200.00\$
Lavoie, Jean-Guy	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Production d'un document synthèse décrivant les avantages économiques culturels et écologiques de la biodiversité.	2 000.00\$
Le Groupe Léger & Léger inc.	Direction régionale du Nouveau-Québec	Réaliser un sondage téléphonique auprès de la clientèle de chasse au caribou afin de déterminer le potentiel de clients pour la chasse d'hiver en pourvoirie.	2 043.00\$
Le Groupe LGS Inc.	Direction des ressources informationnelles	Support technique ou théorique concernant le logiciel MS-Access notamment en ce qui concerne les normes de développement.	4 800.00\$
Le Groupe Qualiso (3101-7213 Québec Inc.)	Direction des laboratoires	Élaboration du manuel qualité selon la normalisation internationale ISO et formation des intervenants de la Direction sur les composantes du manuel.	9 990.00\$
Le Groupe S.M. inc.	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Élaboration des plans et devis et surveillance des travaux de mécanique, gaz et électricité d'un chalet de ski du parc du Mont-Mégantic pour mise aux normes.	6 975.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

20

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Le Groupe Système Forêt	Direction de la faune et des habitats	Restructuration de la base de données relationnelles de huit cartes forestières dans le secteur de Rouyn-Noranda et conversion des cartes forestières et des autres cartes numériques du même secteur au système de projection UTM.	2 000.00\$
Leblanc, Yves	Direction de la faune et des habitats	Modifier et compléter le logiciel INVENT.ORI. servant à l'estimation de la population d'originaux dans les zones de chasse du Québec pour tenir compte de nouveaux plans d'échantillonnage.	2 500.00\$
Lepage, Hélène	Direction du plein air et des parcs	Étude de la région naturelle de la côte de Charlevoix afin de localiser un ou des sites potentiels pour l'établissement de parcs de conservation représentatifs.	8 000.00\$
Leroux, Guy	Direction des communications et du marketing	Préparation d'un questionnaire sur la fréquentation des parcs et développement d'un guide d'utilisation.	5 000.00\$
Leroux, Guy	Direction du plein air et des parcs	Préparation de la base de données pour l'ensemble de l'année 1994-1995 sur la fréquentation des parcs et l'utilisation des activités et services et production d'une publication annuelle incluant toutes les variables mensuelles.	3 675.00\$
Les Consultants BioFaune Inc.	Direction régionale du Nouveau-Québec	Analyse des données satellitaires Argos de localisation de Caribou, production de cartes et diffusion de l'information au public.	5 000.00\$
Les Raffineurs d'eau de Joliette Ltée	Direction des laboratoires	Analyse microbiologique des eaux de baignade de la région de Lanaudière.	8 712.50\$
LGL Alaska Research Associates inc.	Direction de la faune et des habitats	Analyse génétique de dix-huit échantillons de sang d'original à l'aide de six marqueurs de l'A.D.N.	5 040.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

-49-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Lord, Gaétan	Direction du plein air et des parcs	Étude de la région naturelle « Les monts Notre-Dame » afin de localiser un ou des sites potentiels pour l'établissement de parcs de conservation représentatifs.	8 000.00\$
M.W. Construction inc.	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Préparation des plans et devis et exécution des tâches connexes nécessaires, en vue de réaliser la réfection du Vieux Moulin dans le parc de conservation du Mont-Saint-Bruno.	18 000.00\$
Martin, Nadine	Direction des communications et du marketing	Définitions des critères et des indicateurs pour évaluer les scénarios d'aménagement forestier dans la réserve faunique des Laurentides.	4 000.00\$
Matson's Laboratory	Direction de la faune et des habitats	Lecture d'âge de lynx du Canada et de lynx roux.	3 920.00\$
Miron, Fernand	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Établissement des limites des réserves écologiques des Kettle et des Dunes de Berry en Abitibi et préparation d'un plan du territoire.	5 000.00\$
Monaghan Côté et Associés	Direction du plein air et des parcs	Conversion par balayage optique d'une carte conventionnelle à l'échelle 1:5 000 et vectorisation d'un feuillet cartographique à l'échelle 1:5 000.	3 600.00\$
Mono-Lino	Direction des communications et du marketing	Composition à partir de disquettes, mise en page, sorties lazer, négatifs finaux, illustration s'il y a lieu de 4 bulletins «Vision Science» de 16 pages.	2 700.00\$
Mono-Lino	Direction des communications et du marketing	Infographie, mise en page, sorties-papiers et négatifs finaux de cinq numéros du journal interne «La Plume Verte».	5 000.00\$
Muir, Karen	Direction de la réglementation, de la tarification et des permis	Traduction vers l'anglais du texte intitulé « Ordonnance modifiant le règlement de pêche du Québec ».	4 880.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Murray, Christian	Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaud., Laurentides, Montérégie	Relevé d'un terrain situé en bordure de la route no 1 dans le pôle du lac Monroe au parc du Mont-Tremblant, secteur La Diable.	3 500.00\$
Naturam environnement inc.	Direction régionale de la Côte-Nord	Réalisation du relevé hydromorphologique de la rivière Paster et de ses tributaires.	2 220.00\$
Néomédia	Direction du plein air et des parcs	Codification et installation sur le site ministériel Internet du dossier « Les parcs québécois ».	3 700.00\$
Nilo, Pedro	Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaud., Laurentides, Montérégie	Étude sur l'évolution de la population de l'esturgeon jaune du fleuve Saint-Laurent à partir d'une méthodologie développée par le contractant.	13 400.00\$
Parallèle-Communication-Design	Direction du plein air et des parcs	Élaboration d'un concept de signalisation et d'affichage en développant un ensemble de normes et de règles graphiques afin d'assurer une identification visuelle propre au parc marin du Saguenay – Saint-Laurent.	9 379.00\$
Parallèle-Communication-Design	Direction des communications et du marketing	Mise à jour, composition et éditique de la brochure « Découvrir votre vraie nature ».	2 825.00\$
Paré, Jean-Jacques	Direction de l'hydraulique	Examen des plans et devis du barrage et du traitement des fondations du projet « Construction du barrage SM-3 ».	5 000.00\$
Pelchat, Grenier, Dubois, Roy et Associés	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Arpentage d'une partie des terrains échangés avec la municipalité de Saint-Bruno-de-Montarville au parc de conservation du Mont-Saint-Bruno.	9 350.00\$
Pelmorex productions	Direction des communications et du marketing	Réalisation d'un vidéo d'une durée de 12 minutes portant sur le centième anniversaire des parcs.	2 500.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Perreault et Marois, arpenteurs-géomètres	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Établissement et piquetage d'une partie de la limite du parc de récréation de Frontenac ainsi que du site administratif du MEF à Saint-Méthode-de-Frontenac.	21 000.00\$
Pichat, Jacques	Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaud., Laurentides, Montérégie	Analyser et recommander une acceptation ou un refus de l'inventaire des actifs de la Station Mont-Tremblant, planifier, implanter la prise en charge des baux pour les nouveaux gestionnaires.	3 000.00\$
Pierre Bellavance, communication graphique	Direction des communications et du marketing	Conception et réalisation de productions graphiques pour le 20e anniversaire des réserves écologiques dans le cadre du mois de l'Environnement 1995.	5 293.00\$
Pisciconsult Inc.	Direction de la faune et des habitats	Échographie des suceurs cuivrés à la station piscicole de Tadoussac afin de déterminer leur maturité sexuelle à pondre des oeufs par administration d'hormones.	4 016.00\$
Pluritec Laboratoire ltée	Direction des laboratoires	Analyse microbiologique des eaux de baignade de la région de la Mauricie - Bois-Francs.	8 000.00\$
Poissant, Thibault, Peat, Marwick, Thorne inc.	Direction des territoires fauniques	Analyse d'un projet d'un contrat-type dans les réserves fauniques des points de vue commercial et financier.	3 000.00\$
ProFaune	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Étude hydrologique de différents bassins hydrographiques pour déterminer les débits de crue ou d'étiage instantané.	6 300.00\$
ProFaune	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Supervision technique de travaux de réfection de ponceaux dans le parc de conservation de la Jacques-Cartier et dans le parc de conservation des Grands-Jardins.	9 995.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Quéformat Ltée	Plan d'élimination des BPC dont le MEF a la garde	Vérification de la qualité des sols sur lesquels seront construits la route et les infrastructures permettant l'élimination des BPC à Saint-Basile-le-Grand.	15 100.00\$
Quéformat Ltée	Direction des laboratoires	Analyses granulométriques et analyses de teneur en eau sur des sols inorganiques.	5 070.00\$
R.M. Communication Design	Direction régionale de Québec	Conception, rédaction, réalisation et montage d'une exposition sur les chimpanzés pour le Jardin zoologique du Québec.	2 955.00\$
Raymond, Chabot, Martin, Paré	Direction générale des services à la gestion	Évaluation des habiletés d'encadrement d'un cadre en transition de carrière.	2 500.00\$
Raymond, Chantal	Direction de la faune et des habitats	Production du rapport synthèse sur le projet incubateur-pacage marin de la rivière l'Anse à la Barbe.	4 800.00\$
Raymond, Sauvé, Warren et Associés	Direction de l'hydraulique	Examen des plans et devis du projet de construction du barrage SM-3.	5 500.00\$
Rédaction anglaise Enr.	Direction des communications et du marketing	Traduction du français vers l'anglais du document de consultation publique intitulé « Pour une gestion durable et responsable de nos matières résiduelles ».	2 800.00\$
Réseau D.O.F.	Direction des politiques du secteur industriel	Préparation et animation de deux sessions de formation pour le personnel de la Direction sur la concertation et le partenariat.	9 675.00\$
Roberge, Jean	Direction des écosystèmes aquatiques	Examen et intégration des commentaires des réviseurs scientifiques dans le rapport intitulé « Impacts de l'exploitation forestière sur le milieu hydrique ».	2 100.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Roberge, Jean	Direction du plein air et des parcs	Étude des phénomènes karstiques et géomorphologiques du projet de parc de la Rivière-Vauréal dans l'Ile d'Anticosti.	10 800.00\$
Roberge, Jean	Direction du plein air et des parcs	Apporter des ajustements au contenu narratif de la salle d'exposition du parc du Saguenay notamment sur les fjords.	3 975.00\$
Rodrigue, Donald	Direction du plein air et des parcs	Rédaction du plan de gestion des ressources naturelles pour le parc de conservation du Mont-Saint-Bruno présentant les préoccupations de gestion et les priorités d'action à réaliser pour les cinq (5) prochaines années.	9 950.00\$
Roy, Bourassa et associés inc.	Direction des ressources informationnelles	Assister le Ministère dans le choix de la topologie des réseaux à mettre en place, le choix du logiciel d'exploitation de réseau, le type et la grosseur des serveurs et le choix des concentrateurs et leur mode de gestion.	7 700.00\$
Roy, Jean	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Arpentage et piquetage d'une partie de la limite du parc de conservation du Saguenay situé dans le canton de Tadoussac.	4 800.00\$
Sabourin, André	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Inventaire des plantes susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables des habitats naturels résiduels de la MRC Champlain.	2 000.00\$
Salathé, Monique	Direction de la faune et des habitats	Évaluation sur une base volumétrique du contenu de 550 échantillons de fumée de coyotes récoltés au cours de l'été 1995 dans la région de Pohénégamook. Production d'un rapport d'analyse pour chaque échantillon.	3 000.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Samson, Claude	Direction de la faune et des habitats	Analyse des données et rédaction d'un manuscrit destiné à la revue Canadian Field-Naturalist concernant le régime alimentaire, la disponibilité de nourriture et la densité en été du coyote au centre de la péninsule gaspésienne.	3 000.00\$
Samson, Claude	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Élaboration d'un modèle d'indice de qualité de l'habitat pour l'ours noir au Québec.	4 000.00\$
Services linguistiques Muir-Bouchard	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Traduction de deux articles sur la biodiversité et le développement durable en foresterie.	2 755.00\$
Shehyn, Pierre	Direction des politiques des secteurs agricole et naturel	Préciser les données scientifiques du document « Répertoire des principaux pesticides utilisés au Québec. » et regrouper les listes de références à la fin du document.	3 000.00\$
Sinfibec, exp.-cons., Division gestion Marcel Lévesque Inc.	Direction régionale Bas St-Laurent	Validation sur le terrain de l'indice de qualité d'habitat mis au point pour l'éperlan arc-en-ciel anadrome sur six (6) rivières de la rive sud de l'estuaire du Saint-Laurent.	5 000.00\$
SNC-Lavalin Environnement inc.	Direction générale des opérations	Caractérisation des sols au site de l'ancien dépôt de pneus incendiés de Saint-Amable.	21 754.00\$
Société d'expertise et d'analyse chimique inc.	Direction des laboratoires	Analyse microbiologique des eaux de baignade de la région du Saguenay - Lac-Saint-Jean.	4 617.00\$
Société de recherche et de diffusion Archéobec	Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaud., Laurentides, Montérégie	Inventaire archéologique du secteur où sera implanté un brise-vent à l'ouest de l'île de la Commune au parc des Îles-de-Boucherville.	3 500.00\$
Société de recherche et de diffusion Archéobec	Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaud., Laurentides, Montérégie	Rédaction d'un rapport d'évaluation archéologique de deux secteurs du parc des Îles-de-Boucherville.	2 000.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Société de recherche et de diffusion Archéobec	Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaud., Laurentides, Montérégie	Inventaire archéologique de secteurs où sera implanté un brise-vent au sud, au nord et à l'est de l'île de la Commune et à l'ouest de l'île Grosbois au parc des Îles-de-Boucherville.	3 500.00\$
SOM Stratégie, Organisation et Méthode	Direction régionale de Québec	Sondage sur l'introduction du cerf de Virginie à l'Île-aux-Coudres.	2 000.00\$
St-Louis et associés enr.	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Évaluation des installations existantes pour l'approvisionnement en eau potable du centre d'accueil dans le secteur La Pimbina, parc du Mont-Tremblant.	8 307.98\$
Tardif, Gaétane	Direction générale de la ressource faunique et des parcs	Production d'un guide méthodologique pour intégrer la dimension « Environnement » aux activités d'interprétation offertes dans les parcs québécois.	9 950.00\$
Technisol inc.	Direction des ressources matérielles et des immobilisations	Travaux d'expertise technique de l'état du béton de la passe migratoire de la rivière Madeleine.	4 538.00\$
Thériault, Andrée	Direction de la conservation et du patrimoine écologique	Actualiser et compléter les données sur la flore serpenticinole du projet de réserve écologique du Lac-Sunday.	2 000.00\$
Traduction Russell Cardey	Direction des communications et du marketing	Mise à jour de la brochure « Sportfishing in Quebec - Main Regulations 1996-1997 ».	3 000.00\$
Vallée, Pierre	Direction des écosystèmes aquatiques	Développement de la phase II du système informatisé de gestion des critères de qualité des eaux de surface.	7 872.00\$
Zig Zag Infographie	Direction régionale de Québec	Production de panneaux d'information sur les phoques et leur habitat pour le Jardin zoologique du Québec.	2 300.00\$

Mode d'octroi de contrat

- (1) Appel d'offre sur invitation
- (2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
CONTRATS DE 2 000.00\$ À 24 999.99\$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS (LES) ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1er AVRIL 1995

NOM DU FOURNISSEUR	UNITÉ ADMINISTRATIVE	MANDATS / RÉSULTATS	MONTANT DU CONTRAT
Zizka, Marie-Andrée	Direction du plein air et des parcs	Production d'un rapport sur la thématique d'interprétation du parc de conservation de la Pointe-Taillon.	2 250.00\$

Mode d'octroi de contrat
(1) Appel d'offre sur invitation
(2) Contrat négocié

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.8

CONTRATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN SUPPLÉMENT
PAR RAPPORT À LEUR MONTANT INITIAL DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1995

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

CONTRATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN SUPPLEMENT PAR RAPPORT A LEUR MONTANT INITIAL(DEPUIS LE 1ER AVRIL 1995)

FIRME	OBJET	MONTANT INITIAL	SUPPLÉMENT AU CONTRAT	RAISON DU DÉPASSEMENT
Construction Antonin Cotton	100-031: Réparation de la toiture du chalet à la rivière St-Jean de Gaspé	21 893,00 \$	2 100,00 \$	Ajout des travaux suivant non prévus aux plans: a) Remplacement de deux portes extérieures b) Remplacement du recouvrement de plancher
Les Constructions Niatruss Inc.	1503-098: Parc de récréation d'Oka Réaménagement des kiosques d'accueil Est et Ouest	9 930,00 \$	1 691,27 \$	Dans le cadre du réaménagement des kiosques d'accueil, les travaux suivants non prévus au contrat ont été réalisés: a) Ajout de 2 ventilateurs de toiture b) Remplacer un chauffe-eau c) Diverses réparations au revêtement des murs et au plancher de béton

FIRME	OBJET	MONTANT INITIAL	SUPPLÉMENT AU CONTRAT	RAISON DU DÉPASSEMENT
Le Groupe S.M. Inc. Ingénieurs-conseils	509-022 Parc du Mont-Mégantic Rénovation du chalet de ski	6 975,00 \$	790,00 \$	Le Ministère a dû retourner en appel d'offres une seconde fois pour ce projet en raison de l'écart substantiel entre les prix reçus et l'évaluation du Ministère. Le présent supplément est requis pour effectuer des ajustements aux plans pour cette deuxième sollicitation.
Labelle et Associés Ingénieurs-conseils	604-125 Parc du Mont-Tremblant Préparation des plans et devis définitifs pour la plomberie et l'électricité du bâtiment sanitaire au site de la Chute-aux-Rats	8 600,00 \$	1 328,00 \$	Contrat d'honoraires professionnels payé selon la méthode horaire. Les raisons du dépassement sont: <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de visites de chantier supérieur à l'évaluation initiale (6 au lieu de 3). - Préparation de documents techniques additionnels requis pour l'émission d'un addenda pendant la période des appels d'offre. - Analyser des demandes de suppléments de l'entrepreneur. - Redimensionnement de la fosse septique dû à une erreur de la part de l'entrepreneur lors de la coulée de la base de celle-ci. Les frais encourus ont été soustraits du contrat de l'entrepreneur.

- 87 -

FIRME	OBJET	MONTANT INITIAL	SUPPLÉMENT AU CONTRAT	RAISON DU DÉPASSEMENT
Labrador Air Safari	Affrètement d'aéronef dans la région de la Basse Côte-Nord pour la visite des stations hydrométriques.	16 000,00 \$	13 574,04 \$	Suite à un été avec peu de précipitations, nous avons dû procéder à plusieurs jaugeages dans le but d'obtenir les meilleures cotes d'étiage (bas niveaux).
Triade Mobilier Intégré Inc.	Effectuer les travaux d'ébénisterie et fournir les matériaux nécessaires à la fabrication d'un bureau, d'un vestiaire, d'un boîtier pour logo et d'un bac à plantes dans le cadre de l'aménagement d'un poste d'accueil du Ministère à l'édifice Marie-Guyart.	19 480,00 \$	3 500,00 \$	Changement au design pour ajouter un boîtier avec vitrine.

1996-03-20

- 66 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.9

MONTANT GLOBAL POUR L'EXERCICE 1995-1996 DES FRAIS
DE PHOTOCOPIES, DE TÉLÉCOPIE, TÉLÉPHONIE CELLULAIRE,
TÉLÉAVERTISSEURS, FOURNITURE, FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS
ET DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, COLLOQUES, SESSIONS
DE PERFECTIONNEMENT ET RESSOURCEMENT

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

MONTANT GLOBAL POUR L'EXERCICE 1995-1996
 DES FRAIS DE PHOTOCOPIE, TÉLÉCOPIE, TÉLÉPHONIE, TÉLÉAVERTISSEURS
 MOBILIER DE BUREAU, FOURNITURES, EAU DE SOURCE, FRAIS DE TRANSPORT,
 HÉBERGEMENT, REPAS, PARTICIPATION À DES COLLOQUES, PERFECTIONNEMENT
 DÉPENSE D'AVRIL 1995 À MARS 1996

		EXERCICE 1995-96
Photocopie		
Les frais de photocopie se ventilent comme suit :		
Fonds de reprographie gouvernementale		239 189 \$
Location de photocopieurs		248 059 \$
		<u>487 248 \$</u>
Télécopie (lignes, frais de service et interurbains)		95 555 \$
Téléphonie cellulaire		
La dépense se rapportant à la téléphonie cellulaire se ventile comme suit:		
Location des équipements		20 807 \$
Location des lignes et temps d'antenne		77 485 \$
		<u>98 292 \$</u>
Téléavertisseurs		16 309 \$
Mobilier de bureau		100 607 \$
Fournitures de bureau		
Pour ses fournitures de bureau, le Ministère s'approvisionne principalement auprès du Fonds des fournitures et de l'ameublement. Au 21 mars 1996 ces achats totalisaient ...		486 018 \$
Eau de source		134 639 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas		
Frais de transport		732 320 \$
.automobile		
.train		
.autobus		
.taxi		
Frais d'hébergement et de repas		2 073 567 \$
		<u>2 805 887 \$</u>
Congrès, colloques, session de perfectionnement ou ressourcement		
Les frais se ventilent comme suit:		
Au Québec		626 245 \$
À l'extérieur du Québec		173 041 \$
		<u>799 286 \$</u>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

Annexe 1.10

LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS AUX EMPLOYÉS

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE **LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS AUX EMPLOYÉS**

Marque, modèle du véhicule, coût d'acquisition ou de location :

Le ministère de l'Environnement et de la Faune possède une flotte de 2 054 unités immatriculées. Ces véhicules sont dispersés sur tout le territoire de la province de Québec et sont utilisés dans tous les secteurs d'activités où le Ministère exerce des compétences telles que: l'urgence environnement, l'entretien de barrages, la conservation de la faune, l'aménagement de la faune, le réseau des Parcs, etc.

Cette flotte est constituée de 8 catégories de véhicules ventilées comme suit :

<u>Cat.</u>	<u>Type</u>	<u>Nombre</u>
1.	voitures de tourisme	49
2.	roulottes, maisons mobiles	64
3.	camionnettes, fourgonnettes	706
4.	remorques	441
5.	camions lourds	39
6.	véhicules tout-terrain	271
7.	motoneiges	368
8.	tracteurs, niveleuses	116
TOTAL :		2 054

On retrouve la liste détaillée des véhicules en annexe.

Les coûts d'entretien des véhicules (réparation) :

Le coût d'entretien disponible concerne les 3 catégories de véhicules les plus importantes pour lesquelles les données sont cumulées. Pour les 10 premiers mois de l'exercice 1995-1996, la dépense totalise 856 451 \$:

<u>Cat</u>	<u>Type</u>	<u>Coût d'entretien</u>
1.	voitures de tourisme	35 205,00 \$
3.	camionnettes et fourgonnettes	769 060,00 \$
5.	camions lourds	52 186,00 \$
TOTAL :		856 451,00 \$

Les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurance, immatriculation) :

. Essence

Le coût de carburant disponible concerne les mêmes catégories de véhicules que précédemment et la période couverte est également la même.

<u>Cat.</u>	<u>Type</u>	<u>Coût d'entretien</u>
1.	voitures de tourisme	30 267,00 \$
3.	camionnettes et fourgonnettes	1 121 594,00 \$
5.	camions lourds	56 239,00 \$
TOTAL :		1 208 100,00 \$

. Assurances

En ce qui concerne les assurances, aucun véhicule au gouvernement du Québec n'est assuré.

. Immatriculation

Le coût de l'immatriculation est celui qui a été payé par le Ministère pour l'année 1996 pour chacune des catégories de véhicules.

<u>Cat.</u>	<u>Type</u>	<u>Coût de l'immatriculation</u>
1.	voitures de tourisme	6 762,00 \$
2.	roulottes, maisons mobiles	0 *
3.	camionnettes et fourgonnettes	97 428,00 \$
4.	remorques	0 *
5.	camions lourds	6 786,00 \$
6.	véhicules tout-terrain	1 084,00 \$
7.	motoneiges	1 472,00 \$
8.	tracteurs, niveleuses	8 090,00 \$
TOTAL :		121 622,00 \$

* Pour les véhicules des catégories 2 et 4, l'immatriculation est payable 1 fois lors de l'acquisition et il n'est plus requis de la renouveler annuellement, donc aucun coût d'immatriculation en 1996 pour les véhicules de ces catégories. Pour les autres catégories, le renouvellement est annuel à un coût varié selon la catégorie.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS AUX EMPLOYÉS

...2

<p>Le nom et le poste du bénéficiaire :</p> <p>Aucun des véhicules de la flotte n'est assigné à un individu en particulier. Les véhicules sont identifiés au Ministère et assignés à une région, à une activité (ex : conservation de la faune), à un centre de gestion en particulier.</p>
--

<p>Appels d'offres faits en 1995-1996 et les prévisions pour 1996-1997:</p> <p>. appels d'offres fait en 1995-1996 :</p> <p>au cours de l'exercice 1995-1996, le Ministère a participé à l'achat de masse annuel de véhicules du gouvernement ; cet achat de masse annuel est négocié par le Conseil du trésor - Services gouvernementaux qui a procédé aux appels d'offres;</p> <p>le Ministère pour sa part a acquis 36 véhicules au cours de l'exercice 1995-1996 pour un montant estimé de 801 410,00 \$.</p> <p>. Prévisions 1996-1997 :</p> <p>Le Ministère prévoit consacrer un montant d'environ 800 000,00 \$ au cours de l'exercice 1996-1997, ce qui correspondra à l'acquisition d'environ 35 à 40 nouveaux véhicules.</p>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS

VOITURES DE TOURISME

UNITÉ	MARQUE	MODELE	D_ACHAT	PRIX
38-0632	FORD ESCORT	VOITURE FAMILIA	29/03/93	10 851 \$
38-0689	FORD ESCORT	VOITURE FAMILIA	16/09/94	12 175 \$
38-3981	FORD ESCORT	FAMILIALE	08/03/85	7 946 \$
38-4276	FORD ESCORT	FAMILIALE	16/12/85	8 874 \$
38-4348	FORD	ESCORT FAM.	16/12/85	8 874 \$
38-4349	FORD	ESCORT FAM.	16/12/85	8 874 \$
38-4434	FORD ESCORT	FAMILIALE	16/12/85	8 874 \$
38-4435	FORD ESCORT	FAMILIALE	16/12/85	8 874 \$
38-4447	PONTIAC	ACADIAN	16/12/85	8 821 \$
38-5293	FORD	ESCORT FAMILIAL	27/06/90	10 140 \$
38-5318	FORD	ESCORT FAMILALE	14/03/90	10 094 \$
38-5499	FORD	ESCORT	17/07/92	10 728 \$
38-5500	FORD	ESCORT	17/07/92	10 728 \$
38-5655	FORD ESCORT LX	FAMILIALE	14/03/90	10 144 \$
38-5656	FORD ESCORT LX	FAMILIALE	14/03/90	10 144 \$
38-5659	FORD ESCORT LX	FAMILIALE	14/03/90	10 144 \$
38-5737	FORD ESCORT	FAMILIALE	30/03/92	10 878 \$
38-5793	FORD	ESCORT	30/03/92	10 728 \$
38-5869	CHEVROLET	AUTOMOBILE	27/10/94	1 \$
38-5878	BUICK	CENTURY	20/12/95	1 \$
38-5879	OLDSMOBILE	CUTLASS CIERA	20/12/95	1 \$
38-5985	CHEVROLET	CORSICA	17/05/95	1 \$
38-6072	FORD	FAMILIALE	22/01/93	10 851 \$
38-6073	FORD	FAMILIAL	22/01/93	10 851 \$
38-6114	FORD	ESCORT FAM.	00/00/87	8 874 \$
38-6115	FORD	ESCORT FAM.	05/10/94	1 \$
38-6116	FORD	ESCORT FAM.	05/10/94	1 \$
38-6124	FORD	ESCORT FAM.	17/05/95	1 \$
38-6125	CHEVROLET	AUTOM. CAPRICE	27/10/95	1 \$
38-6157	CHEVROLET	VOIT. TOURISME	05/04/93	9 337 \$
38-6189	CHEVROLET	LUMINA	02/10/95	0 \$
38-6190	FORD		03/10/95	0 \$
38-6235	BUICK	REGAL	04/11/94	1 \$
38-6238	FORD	ESCORT	07/11/94	1 \$
38-6245	BUICK	CENTURY	17/07/95	1 \$
38-6248	PONTIAC	GRAND-PRIX	23/11/95	1 \$
38-6250	BUICK	CENTURY	29/11/95	1 \$
38-6259	FORD ESCORT	FAMILIALE	23/03/93	12 960 \$
38-6286	OLDSMOBILE	CUTLASS	03/11/95	0 \$
38-6384	CHEVROLET	LUMINA	16/10/95	0 \$
38-6386	CHEVROLET	CORSICA	16/10/95	0 \$
38-6387	CHEVROLET	LUMINA	16/10/95	0 \$
38-6405	HYUNDAI	SONATA	05/04/95	1 \$

VOITURES DE TOURISME

UNITÉ	MARQUE	MODELE	D_ACHAT	PRIX
38-6406	OLDSMOBILE	CUTLASS CIERA	05/04/95	1 \$
38-6414	HYUNDAI	SONATA	28/06/95	1 \$
38-6415	PONTIAC	GRAND PRIX	01/08/95	1 \$
38-6416	CHEVROLET	LUMINA	27/10/95	1 \$
38-6451	BUICK	CENTURY	29/11/95	1 \$
38-6452	TOYOTA	CAMRY	17/01/96	1 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS

ROULOTTES, MAISONS MOBILES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-0095	GENERAL COACH	ROULOTTE BUREA	21/09/71	0 \$
38-0118	TRECO MOD:032A3	ROULOTTE BUREA	13/09/73	4 500 \$
38-0123	PACIFIC MOBILE	ROULOTTE BUREA	13/05/75	4 250 \$
38-0325	L'ISLET	ROULOTTE	15/01/83	0 \$
38-0599	ROULOTTE	ROULOTTE CHANTI	01/09/91	0 \$
38-1024	VAL-BAR 20'	ROULOTTE	/ /	4 400 \$
38-1026	VAL-BAR 25'	ROULOTTE	/ /	3 800 \$
38-1027	VAL-BAR 27'	ROULOTTE	/ /	5 000 \$
38-1068	VAL-BAR 23'	ROULOTTE	/ /	4 500 \$
38-1118	RAMBEC	14'X60'	/ /	1 \$
38-1201	L'ISLET 18'	ROULOTTE	/ /	2 300 \$
38-1227	CHAMPLAIN 21'	ROULOTTE	31/05/77	4 775 \$
38-1228	CHAMPLAIN 21'	ROULOTTE	31/05/77	4 775 \$
38-1244	DAUPHINE 2700	ROULOTTE	09/03/79	8 980 \$
38-1331	FAB.DOMESTIQUE	ROULOTTE	/ /	1 000 \$
38-1332	FAB.DOMESTIQUE	ROULOTTE	/ /	1 000 \$
38-1384	L'ISLET 21'	ROULOTTE	28/05/75	4 863 \$
38-1432	TRECO	21 PDS ROULOTTE	09/06/77	5 050 \$
38-1433	VAL-BAR	ROULOTTE 20 PL.	/ /	4 200 \$
38-1434	UNIK	23 PDS ROULOTTE	/ /	5 600 \$
38-1456	UNIK	23 PDS ROULOTTE	29/03/78	5 600 \$
38-1535	VAL-BAR 20'	ROULOTTE		4 000 \$
38-1537	VAL-BAR 20'	20'	/ /	4 000 \$
38-1565	L'ISLET 18'		/ /	3 600 \$
38-1707	UNIK 2300	ROULOTTE	29/03/78	5 600 \$
38-1751	UNIK 2300	ROULOTTE	29/03/78	5 600 \$
38-1803	CITATION		/ /	2 000 \$
38-1814	AT-CO 40'	MAISON MOBILE	/ /	5 800 \$
38-1970	L'ISLET	DAUPHINE 18'	/ /	2 300 \$
38-1972	VAL-BAR 23'	ROULOTTE	/ /	4 600 \$
38-1973	VAL-BAR 27'	ROULOTTE	/ /	5 500 \$
38-2000	CITATION	ROULOTTE	/ /	2 000 \$
38-2018	P.M.C.	ROULOTTE 27'	26/05/75	6 313 \$
38-2234	VAL-BAR 23'		/ /	4 500 \$
38-2236	UNIK	2300	/ /	5 600 \$
38-2255	UNIK	2300	/ /	5 950 \$
38-2314	UNIK	ROULOTTE	29/03/78	5 600 \$
38-2315	UNIK	ROULOTTE 2300	02/08/78	5 950 \$
38-2401	L'ISLET	DAUPHINE	/ /	1 500 \$
38-2426	VAL-BAR 20'		/ /	4 000 \$
38-2466	UNIK	2300	29/03/78	5 600 \$
38-2495	L'ISLET	DAUPHINE 19'	/ /	3 700 \$
38-2506	DAUPHINE	VL ROULOTTE2605	03/07/75	7 294 \$
38-2534	CAVALIER	LISLET 1950	14/10/76	4 280 \$
38-2535	UNIK	2300	29/03/78	5 600 \$

ROULOTTES, MAISONS MOBILES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-2549	VAL-BAR 19 1/2		/ /	2 900 \$
38-2575	TRECO	BUR 10X20	20/07/77	2 846 \$
38-2587	L'ISLET	DAUPHINE 19'	/ /	3 700 \$
38-2874	UNIK 27'	ROULOTTE	11/06/79	7 990 \$
38-2929	UNIK	ROULOTTE 23'	14/07/80	7 905 \$
38-2931	UNIK	ROULOTTE 23'	04/09/80	7 985 \$
38-3010	DAUPHINE 2700	ROULOTTE	09/10/80	9 750 \$
38-3011	DAUPHINE 2700	ROULOTTE	09/10/80	9 750 \$
38-3013	DAUPHINE 2700	ROULOTTE	09/10/80	9 750 \$
38-3367	UNIK	ROULOTTE 24'	09/08/82	10 775 \$
38-3853	APALACHE	ROULOTTE 18'	30/03/84	9 430 \$
38-4484	L'ISLET 28'	ROULOTTE	13/12/79	8 860 \$
38-4731	TRILIUM	ROULOTTE 13 PI.	27/04/87	3 500 \$
38-5123	FAB DOMESTIQUE	ROULOTTE	28/09/88	1 \$
38-5162	L'ISLET 280	ROULOTTE	13/12/79	8 770 \$
38-5607	APPALACHE	ROULOTTE 2300	24/05/89	6 420 \$
38-5642	L'ISLET		20/11/92	0 \$
38-5708	ASA	ROULOTTE	09/10/90	1 \$
38-6213	FORD	CAMPEUR E350	16/11/95	1 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-0407	FORD "E-350"	CAMIONNETTE 4X2	26/03/85	26 133 \$
38-0480	FORD RANGER	CAMIONNETTE 4X2	08/04/88	11 356 \$
38-0483	FORD	CAMIONNETTE 4X2	19/05/88	13 765 \$
38-0484	CHEVRELET	FOURGONNETTE	19/06/88	13 871 \$
38-0488	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	02/06/88	11 639 \$
38-0490	FORD	CAMIONNETTE 4X2	28/06/88	19 066 \$
38-0491	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	28/06/88	12 496 \$
38-0495	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	31/03/89	12 299 \$
38-0496	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	31/03/89	12 299 \$
38-0497	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	31/03/89	12 299 \$
38-0498	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	31/03/89	12 299 \$
38-0499	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	31/03/89	12 299 \$
38-0500	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	31/03/89	12 299 \$
38-0501	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	31/03/89	12 299 \$
38-0502	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	31/03/89	12 299 \$
38-0503	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	31/03/89	12 299 \$
38-0504	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	31/03/89	12 299 \$
38-0506	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	12/04/89	13 503 \$
38-0507	DODGE	FOURGONNETTE	12/04/89	17 341 \$
38-0510	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	24/04/89	17 219 \$
38-0513	CHEVROLET	FOURGONNETTE	27/04/89	13 557 \$
38-0514	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	27/04/89	16 491 \$
38-0515	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/05/89	15 792 \$
38-0516	CHEVROLET	FOURGONNETTE	04/05/89	13 357 \$
38-0518	CHEVROLET	FOURGONNETTE	17/05/95	0 \$
38-0519	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	20/06/89	13 000 \$
38-0523	CHEVROLET	FOURGONNETTE	20/06/89	16 343 \$
38-0525	G.M.C.	FOURGONNETTE	07/11/89	20 188 \$
38-0526	FORD	CAMIONNETTE 4X4	15/05/90	17 199 \$
38-0527	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	29/05/90	16 063 \$
38-0528	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	05/06/90	15 207 \$
38-0529	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	05/06/90	15 207 \$
38-0530	GMC	FOURGONNETTE	05/06/90	13 745 \$
38-0531	GMC	FOURGONNETTE	15/06/90	13 745 \$
38-0532	GMC	FOURGONNETTE	15/06/90	13 745 \$
38-0533	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	15/06/90	14 292 \$
38-0534	GMC	FOURGONNETTE	15/06/90	14 707 \$
38-0535	FORD RANGER	CAMIONNETTE 4X4	22/06/90	17 330 \$
38-0536	GMC	FOURGONNETTE	13/06/90	13 745 \$
38-0537	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	13/06/90	14 415 \$
38-0538	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	13/06/90	16 465 \$
38-0539	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	13/06/90	18 775 \$
38-0543	GMC	FOURGONNETTE	13/06/90	14 707 \$
38-0544	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	10/08/90	13 596 \$
38-0545	GMC	FOURGONNETTE	10/08/90	26 090 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-0546	GMC	CAMIONNETTE 4X2	10/08/90	12 958 \$
38-0547	GMC	CAMIONNETTE 4X2	10/08/90	13 377 \$
38-0548	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	06/09/90	12 936 \$
38-0549	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	07/09/90	13 786 \$
38-0555	FORD	FOURG.(CUBE)	20/12/90	35 000 \$
38-0556	FORD	FOURG.(CUBE)	06/02/91	33 000 \$
38-0558	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	17/04/91	17 280 \$
38-0559	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X4	09/05/91	17 733 \$
38-0560	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X2	09/05/91	39 184 \$
38-0561	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X4	09/05/91	16 461 \$
38-0562	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X2	10/05/91	16 952 \$
38-0563	CHEVROLET	FOURGONNETTE	09/05/91	13 623 \$
38-0564	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X4	13/05/91	17 495 \$
38-0565	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X2	13/05/91	16 151 \$
38-0566	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X2	13/05/91	16 151 \$
38-0567	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X2	13/05/91	16 025 \$
38-0568	PLYMOUTH VOYAG	FOURGONNETTE	13/05/91	14 572 \$
38-0569	CHEVROLET	FOURGONNETTE	06/06/91	13 623 \$
38-0570	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	13/05/91	12 530 \$
38-0571	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	13/05/91	12 530 \$
38-0572	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X4	10/05/91	17 733 \$
38-0574	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	10/05/91	12 530 \$
38-0575	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X4	05/09/91	16 323 \$
38-0576	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	10/05/91	12 530 \$
38-0578	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X2	10/05/91	17 733 \$
38-0580	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	31/05/91	13 530 \$
38-0581	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	31/05/91	13 530 \$
38-0582	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	01/05/91	12 530 \$
38-0583	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	31/05/91	12 530 \$
38-0584	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	31/05/91	12 530 \$
38-0585	JEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X4	31/05/91	17 733 \$
38-0586	GMC	CAMIONNETTE 4X4	06/06/91	15 278 \$
38-0587	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	06/06/91	16 856 \$
38-0588	DODGE	FOURGONNETTE	06/06/91	15 078 \$
38-0589	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	11/06/91	12 530 \$
38-0591	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	11/06/91	12 706 \$
38-0592	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	11/06/91	12 706 \$
38-0593	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	11/06/91	14 366 \$
38-0594	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	08/07/91	12 531 \$
38-0596	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	08/07/91	12 531 \$
38-0597	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	08/07/91	12 514 \$
38-0608	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	08/06/92	13 471 \$
38-0609	GMC	FOURGONNETTE	15/06/92	13 972 \$
38-0611	GMC JIMMY	CAMIONNETTE 4X4	07/07/92	19 275 \$
38-0612	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	07/07/92	16 646 \$
38-0613	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	07/07/92	13 920 \$
38-0614	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	07/07/92	17 187 \$
38-0615	CHEVROLET	FOURGONNETTE	07/07/92	14 372 \$
38-0616	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	09/07/92	17 187 \$
38-0617	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	07/07/92	19 275 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-0618	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	07/07/92	19 275 \$
38-0619	GMC JIMMY	CAMIONNETTE 4X2	09/07/92	17 187 \$
38-0620	GMC JIMMY	CAMIONNETTE 4X4	09/07/92	19 275 \$
38-0621	GMC	CAMIONNETTE 4X4	09/07/92	17 891 \$
38-0622	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	17/07/92	17 891 \$
38-0623	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	12/08/92	19 275 \$
38-0624	FORD	CAMIONNETTE 4X4	12/08/92	20 096 \$
38-0625	GMC	FOURGONNETTE	25/08/92	13 972 \$
38-0626	GMC	FOURGONNETTE	25/08/92	16 570 \$
38-0627	GMC	FOURGONNETTE	25/08/92	16 570 \$
38-0635	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	20/04/93	13 326 \$
38-0636	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	14/05/93	13 326 \$
38-0637	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X2	14/05/93	14 117 \$
38-0638	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X2	14/05/93	14 117 \$
38-0639	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X2	14/05/93	14 117 \$
38-0641	DODGE	FOURGONNETTE	20/05/93	15 229 \$
38-0642	CHEVROLET	FOURGONNETTE	20/05/93	13 445 \$
38-0643	FORD	CAMIONNETTE 4X2	20/05/93	21 190 \$
38-0644	CHEVROLET	FOURGONNETTE	20/05/93	13 445 \$
38-0645	DODGE	FOURGONNETTE	20/05/93	15 225 \$
38-0646	DODGE	FOURGONNETTE	20/05/93	15 225 \$
38-0647	DODGE	FOURGONNETTE	20/05/93	15 225 \$
38-0648	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	20/05/93	15 626 \$
38-0649	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	20/05/93	15 626 \$
38-0650	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	20/05/93	15 626 \$
38-0651	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	20/05/93	15 626 \$
38-0652	DODGE	FOURGONNETTE	21/05/93	15 229 \$
38-0653	DODGE	FOURGONNETTE	21/05/93	15 229 \$
38-0656	DODGE	FOURGONNETTE	01/06/93	14 962 \$
38-0657	CHEVROLET	FOURGONNETTE	01/06/93	13 445 \$
38-0658	GMC JIMMY	CAMIONNETTE 4X2	25/05/93	15 626 \$
38-0661	GMC	CAMIONNETTE 4X4	16/06/93	17 459 \$
38-0662	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	08/07/93	15 002 \$
38-0663	DODGE	FOURGONNETTE	12/07/93	13 980 \$
38-0665	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	16/08/93	16 513 \$
38-0670	FORD	CAMIONNETTE 4X4	08/07/94	22 000 \$
38-0671	FORD	CAMIONNETTE 4X2	08/07/94	15 734 \$
38-0672	FORD	CAMIONNETTE 4X2	08/07/94	16 088 \$
38-0673	FORD	CAMIONNETTE 4X2	08/07/94	16 088 \$
38-0678	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X2	08/07/94	18 680 \$
38-0679	DODGE	FOURGONNETTE	08/07/94	17 484 \$
38-0680	DODGE	FOURGONNETTE	22/07/94	17 775 \$
38-0681	DODGE	FOURGONNETTE	22/07/94	17 775 \$
38-0682	DODGE	FOURGONNETTE	22/07/94	17 775 \$
38-0683	FORD	CAMIONNETTE 4X4	22/07/94	20 643 \$
38-0684	DODGE	FOURGONNETTE	22/07/94	17 484 \$
38-0685	DODGE	FOURGONNETTE	22/07/94	17 484 \$
38-0686	JEEP CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X4	22/07/94	20 295 \$
38-0687	CHEROKEE	CAMIONNETTE 4 x	16/09/94	20 295 \$
38-0688	CHEROKEE	CAMIONNETTE 4X2	16/09/94	18 680 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-0693	CHEVROLET	FOURGONNETTE	03/04/95	22 464 \$
38-0697	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	10/01/96	16 905 \$
38-0698	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	09/02/96	19 890 \$
38-3300	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	03/03/82	7 634 \$
38-3311	DODGE	ECONOLINE	03/03/82	9 165 \$
38-3505	CHEVROLET	SUBURBAN 4X2	14/04/83	13 327 \$
38-3729	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	14/03/84	8 343 \$
38-3737	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	14/03/84	8 343 \$
38-3744	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	14/03/84	8 961 \$
38-3745	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	14/03/84	10 930 \$
38-3755	GMC	CAMIONNETTE 4X2	14/03/84	8 383 \$
38-3768	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	14/03/84	10 006 \$
38-3785	GMC.	CAMIONNETTE 4X2	14/03/84	7 499 \$
38-3789	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	14/03/84	9 750 \$
38-3806	FORD	CAMIONNETTE 4X2	17/04/84	10 541 \$
38-3816	FORD	CAMIONNETTE 4X2	29/02/84	9 200 \$
38-3989	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	11 516 \$
38-3992	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X4	08/03/85	13 796 \$
38-3993	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X4	08/03/85	13 796 \$
38-3996	GMC SJIMMY	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	12 045 \$
38-4020	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	8 754 \$
38-4021	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	8 754 \$
38-4023	CHEVROLET S-10	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	9 516 \$
38-4025	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	12 090 \$
38-4026	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	13 699 \$
38-4027	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	13 699 \$
38-4028	DODGE B-150	FOURGONNETTE	08/03/85	12 295 \$
38-4031	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	08/03/85	10 474 \$
38-4035	CHEVROLET FAM.	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	13 398 \$
38-4036	DODGE B-250	FOURGONNETTE	08/03/85	11 464 \$
38-4037	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	08/03/85	14 901 \$
38-4038	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	08/03/85	14 901 \$
38-4044	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	8 502 \$
38-4049	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	8 226 \$
38-4051	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	9 036 \$
38-4052	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	11 658 \$
38-4063	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X4	08/03/85	13 729 \$
38-4067	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X4	08/03/85	13 729 \$
38-4079	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	08/03/85	14 670 \$
38-4082	CHEVROLET S-10	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	9 776 \$
38-4083	FORD F-150	PLATE-FORME 4X2	08/03/85	11 506 \$
38-4084	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	11 506 \$
38-4112	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	11 399 \$
38-4131	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	8 900 \$
38-4132	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	8 900 \$
38-4139	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	08/03/85	10 355 \$
38-4145	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	10 924 \$
38-4146	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	10 924 \$
38-4147	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	08/03/85	10 924 \$
38-4149	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X4	08/03/85	12 809 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-4166	DODGE B-350	FOURGONNETTE	08/03/85	12 916 \$
38-4183	FORD	BRONCO 4X4	08/03/85	12 695 \$
38-4278	DODGE	FOURGONNETTE	16/12/85	13 434 \$
38-4281	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	9 334 \$
38-4283	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	9 334 \$
38-4284	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	9 334 \$
38-4291	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X4	05/02/86	15 100 \$
38-4297	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X4	05/02/86	15 100 \$
38-4298	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X4	05/02/86	15 100 \$
38-4309	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	9 334 \$
38-4331	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	9 859 \$
38-4332	CHEVROLET S-10	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	9 400 \$
38-4333	CHEVROLET S-10	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	9 400 \$
38-4341	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	10 897 \$
38-4347	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	16/12/85	12 803 \$
38-4352	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	12 563 \$
38-4353	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	12 563 \$
38-4354	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	12 563 \$
38-4355	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	12 563 \$
38-4360	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X4	05/02/86	15 100 \$
38-4371	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	12 588 \$
38-4380	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	12 588 \$
38-4381	FORD RANGER	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	9 964 \$
38-4382	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	16/12/85	13 275 \$
38-4385	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	12 530 \$
38-4388	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	11 866 \$
38-4389	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	11 866 \$
38-4404	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	16/12/85	12 735 \$
38-4416	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	10 797 \$
38-4417	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	10 797 \$
38-4418	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	10 797 \$
38-4437	FORD F-250	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	11 300 \$
38-4439	FORD F-350	CAMIONNETTE 4X2	05/02/86	12 879 \$
38-4563	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	17 829 \$
38-4568	FORD	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	16 376 \$
38-4574	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	12 895 \$
38-4575	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	12 895 \$
38-4576	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	12 895 \$
38-4577	FORD	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	15 271 \$
38-4581	CHEVROLET	FOURGONNETTE	13/02/87	13 579 \$
38-4582	CHEVROLET	FOURGONNETTE	13/02/87	13 579 \$
38-4583	CHEVROLET	FOURGONNETTE	13/02/87	12 827 \$
38-4584	CHEVROLET	FOURGONNETTE	13/02/87	13 292 \$
38-4585	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	12 459 \$
38-4586	FORD	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	16 376 \$
38-4590	FORD F-150	PLATE-FORME 4X4	13/02/87	16 376 \$
38-4597	CHEVROLET	FOURGONNETTE	13/02/87	13 970 \$
38-4600	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	10 431 \$
38-4602	FORD	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	13 968 \$
38-4604	FORD	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	13 968 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-4605	FORD	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	13 968 \$
38-4607	FORD	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	15 271 \$
38-4609	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	10 331 \$
38-4611	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	13 800 \$
38-4613	DODGE W-150	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	13 138 \$
38-4614	FORD	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	16 356 \$
38-4616	FORD	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	15 271 \$
38-4618	FORD	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	15 271 \$
38-4620	FORD	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	15 271 \$
38-4626	CHEVROLET	FOURG. VITREE	13/02/87	14 765 \$
38-4630	FORD	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	13 988 \$
38-4633	FORD	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	16 376 \$
38-4634	FORD F-250	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	17 771 \$
38-4635	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	14 701 \$
38-4637	FORD	CAMIONNETTE 4X4	13/02/87	16 376 \$
38-4638	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	13 249 \$
38-4639	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	13 249 \$
38-4640	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	13 249 \$
38-4641	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X2	13/02/87	13 249 \$
38-4642	CHEVROLET	FOURGONNETTE	13/02/87	13 579 \$
38-4643	CHEVROLET	SUBURBAN 4X4	13/02/87	18 720 \$
38-4666	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X4	18/11/86	1 \$
38-4667	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	18/11/86	1 \$
38-4668	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	18/11/86	1 \$
38-4692	FORD	CAMIONNETTE 4X4	18/11/86	1 \$
38-4920	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	11/03/88	19 250 \$
38-5000	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	15 285 \$
38-5001	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	16 285 \$
38-5002	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	15 285 \$
38-5004	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	15 285 \$
38-5007	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	10 984 \$
38-5008	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	15 605 \$
38-5012	DODGE	FOURGONNETTE	22/03/88	14 529 \$
38-5013	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	15 285 \$
38-5014	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	18 309 \$
38-5024	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 102 \$
38-5025	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 102 \$
38-5026	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 289 \$
38-5027	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 289 \$
38-5028	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 219 \$
38-5029	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 219 \$
38-5030	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 219 \$
38-5031	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 219 \$
38-5032	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 219 \$
38-5033	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 219 \$
38-5036	CHEVROLET	FOURGONNETTE	22/03/88	11 082 \$
38-5038	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 102 \$
38-5039	FORD	FOURGONNETTE	22/03/88	12 872 \$
38-5040	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	15 285 \$
38-5041	FORD	BRONCO II 4X4	22/03/88	14 982 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5047	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	11 319 \$
38-5049	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 254 \$
38-5050	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 254 \$
38-5052	FORD	FOURGONNETTE	22/03/88	12 876 \$
38-5055	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 254 \$
38-5056	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 289 \$
38-5057	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 289 \$
38-5058	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 289 \$
38-5059	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 289 \$
38-5060	FORD BRONCO	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 289 \$
38-5061	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 289 \$
38-5062	GMC	FOURGONNETTE	22/03/88	11 623 \$
38-5063	FORD	FOURGONNETTE	22/03/88	12 969 \$
38-5064	FORD	FOURGONNETTE	22/03/88	12 969 \$
38-5065	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	10 499 \$
38-5067	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	10 309 \$
38-5069	GMC	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	10 984 \$
38-5070	GMC	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	10 984 \$
38-5071	GMC	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	10 501 \$
38-5073	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	15 605 \$
38-5074	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	15 605 \$
38-5075	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 289 \$
38-5076	GMC	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 254 \$
38-5077	GMC	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	15 285 \$
38-5079	GMC	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	15 115 \$
38-5080	GMC	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	15 115 \$
38-5081	GMC	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	15 115 \$
38-5088	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	11 551 \$
38-5090	GMC	CAM.CAB.ALL.4X2	22/03/88	13 254 \$
38-5092	GMC	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 254 \$
38-5093	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 102 \$
38-5095	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 219 \$
38-5096	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 219 \$
38-5097	GMC	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	15 285 \$
38-5098	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	13 102 \$
38-5099	FORD	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	15 942 \$
38-5100	GMC	CAMIONNETTE 4X4	22/03/88	15 285 \$
38-5101	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	9 758 \$
38-5102	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	22/03/88	9 758 \$
38-5103	G.M.C.	FOURGONNETTE	22/03/88	11 082 \$
38-5163	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	15 592 \$
38-5164	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	15 592 \$
38-5165	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	15 592 \$
38-5166	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	15 592 \$
38-5167	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	15 592 \$
38-5168	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	15 592 \$
38-5169	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	15 592 \$
38-5170	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	15 592 \$
38-5171	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5172	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5173	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5174	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5175	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5188	CHEVROLET	FOURGONNETTE	13/07/90	15 189 \$
38-5189	CHEVROLET	FOURGONNETTE	13/07/90	15 189 \$
38-5194	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 229 \$
38-5195	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 229 \$
38-5196	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 229 \$
38-5199	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 229 \$
38-5200	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 229 \$
38-5207	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	16 996 \$
38-5208	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	14 624 \$
38-5211	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	14 624 \$
38-5212	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	14 624 \$
38-5214	CHEVROLET	BLAZER 4X2	04/05/89	16 932 \$
38-5221	PLYMOUTH	VOYAGEUR	01/09/90	15 128 \$
38-5222	GMC	CAMIONNETTE 4X4	01/09/90	19 869 \$
38-5223	GMC	CAMIONNETTE 4X2	01/09/90	17 493 \$
38-5224	GMC	CAMIONNETTE 4X4	01/09/90	19 869 \$
38-5233	CHEVR. CHEYENNE	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	17 225 \$
38-5234	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	17 225 \$
38-5235	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	17 225 \$
38-5236	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	17 225 \$
38-5239	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	17 225 \$
38-5244	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	22/01/93	13 826 \$
38-5246	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	16 084 \$
38-5247	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	16 084 \$
38-5248	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	16 084 \$
38-5249	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	16 084 \$
38-5250	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	16 084 \$
38-5270	CHEVROLET	PICKUP	07/06/89	13 811 \$
38-5271	CHEVROLET	PICKUP	07/06/89	13 416 \$
38-5272	CHEVROLET	PICKUP	07/06/89	13 612 \$
38-5273	CHEVROLET	PICKUP 4X4	15/06/89	15 592 \$
38-5274	CHEVROLET	PICKUP 4X4	15/06/89	15 592 \$
38-5275	CHEVROLET	PICKUP	22/06/89	13 416 \$
38-5276	CHEVROLET	PICKUP	22/06/89	15 593 \$
38-5278	FORD	AEROSTAR	21/07/89	13 383 \$
38-5279	FORD	AEROSTAR	21/07/89	13 383 \$
38-5290	GMC	SIERRA	22/06/90	13 493 \$
38-5292	PLYMOUTH	VOYAGEUR	13/07/90	14 860 \$
38-5310	CHEVROLET	JIMMY BLAZER4X2	04/05/89	16 932 \$
38-5311	CHEVROLET	JIMMY BLAZER4X4	04/05/89	18 805 \$
38-5312	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	16 996 \$
38-5313	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	16 996 \$
38-5314	FORD	FOURGONNETTE	04/05/89	14 360 \$
38-5323	GMC	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 299 \$
38-5324	GMC SIERRA	PLATE-FORME 4X4	01/08/90	18 299 \$
38-5329	CHEVROLET S 10	BLAZER 4X2	23/04/91	1 \$
38-5332	JEEP	CHEROKEE 4X4	09/05/91	16 929 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5334	JEEP	CHEROKEE 4X2	09/05/91	15 149 \$
38-5339	DODGE W250	PLATE-FORME 4X4	09/05/91	16 031 \$
38-5340	DODGE W250	PLATE-FORME 4X4	09/05/91	16 031 \$
38-5341	DODGE W250	PLATE-FORME 4X4	09/05/91	16 031 \$
38-5345	DODGE	PLATE-FORME 4X4	10/10/91	17 839 \$
38-5346	DODGE	PLATE-FORME 4X4	10/10/91	17 839 \$
38-5354	CHEVROLET	PLATE-FORME 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5355	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5356	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5357	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5358	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5359	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5363	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	01/08/90	16 049 \$
38-5364	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	01/08/90	16 049 \$
38-5380	DODGE	FOURGONNETTE	05/07/91	12 550 \$
38-5381	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	13/08/91	16 031 \$
38-5382	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	13/08/91	16 031 \$
38-5383	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	13/08/91	16 031 \$
38-5386	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	16/12/91	17 839 \$
38-5392	JEEP	CAMION.FAM. 4X2	10/09/92	14 590 \$
38-5393	JEEP	CAMION.FAM. 4X2	10/09/92	14 590 \$
38-5396	CHEVROLET	FOURGONNETTE	27/01/93	13 401 \$
38-5397	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	08/02/93	11 957 \$
38-5398	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	11 957 \$
38-5399	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	13 575 \$
38-5400	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	11 957 \$
38-5409	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	16 260 \$
38-5410	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	15 533 \$
38-5411	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5412	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5413	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/05/89	13 416 \$
38-5427	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	27/04/90	12 342 \$
38-5428	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	08/05/90	14 640 \$
38-5435	GMC	CAMIONNETTE 4X2	12/10/90	0 \$
38-5437	GMC	CAMIONNETTE 4X4	27/04/90	18 229 \$
38-5438	GMC	CAMIONNETTE 4X4	27/04/90	18 229 \$
38-5439	GMC	CAMIONNETTE 4X4	27/04/90	18 229 \$
38-5440	GMC	CAMIONNETTE 4X4	27/04/90	18 229 \$
38-5441	GMC	CAMIONNETTE 4X4	27/04/90	18 229 \$
38-5442	GMC	CAMIONNETTE 4X4	27/04/90	18 229 \$
38-5452	CHEVROLET	PKUPC	04/07/89	14 623 \$
38-5453	CHEVROLET	PKUPC	04/07/89	14 623 \$
38-5454	CHEVROLET	PKUPC	04/07/89	16 996 \$
38-5455	CHEVROLET	PKUPC	04/07/89	14 623 \$
38-5456	CHEVROLET	PKUPC	04/07/89	14 623 \$
38-5457	CHEVROLET	PKUPC	04/07/89	14 623 \$
38-5458	CHEVROLET	TBLAZ	04/07/89	18 805 \$
38-5463	CHEVROLET	S10 BLAZER	01/03/90	15 960 \$
38-5464	CHEVROLET	PKUPC	31/10/90	17 726 \$
38-5465	DODGE	CARAVANE T115	29/06/90	13 879 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5466	CHEVROLET	PKUPC	31/10/90	18 229 \$
38-5481	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	09/05/91	16 031 \$
38-5482	DODGE	AD650	14/02/92	17 839 \$
38-5504	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X2	29/06/89	13 416 \$
38-5505	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X2	29/06/89	13 416 \$
38-5506	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X4	29/06/89	13 416 \$
38-5507	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X2	29/06/89	13 416 \$
38-5518	GMC	CAM.CAB.ALL.4X4	02/11/90	18 924 \$
38-5519	GMC	CAM.CAB.ALL.4X4	02/11/90	18 924 \$
38-5520	GMC K20953 U.S	CAM.CAB.ALL.4X4	01/08/90	18 924 \$
38-5521	GMC K20953	CAM.CAB.ALL.4X4	01/08/90	18 924 \$
38-5531	DODGE AD5L62	CAM.CAB.REG.4X4	02/07/91	13 290 \$
38-5532	DODGE W20	CAM.CAB.ALL.4X4	09/08/91	16 031 \$
38-5533	DODGE W20	CAM.CAB.ALL.4X4	09/08/91	16 031 \$
38-5534	DODGE D20	CAM.CAB.ALL.4X2	09/08/91	16 031 \$
38-5536	DODGE AD6L32	CAM.CAB.ALL.4X4	30/01/92	17 839 \$
38-5537	DODGE AD6L32	CAM.CAB.ALL.4X4	30/01/92	17 839 \$
38-5548	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X4	22/01/93	18 958 \$
38-5549	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X4	22/01/93	18 958 \$
38-5550	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X4	22/01/93	17 138 \$
38-5555	CHEVROLET	BLAZER	01/04/89	13 900 \$
38-5557	G.M.C.	S10 4X2	01/04/89	14 500 \$
38-5558	G.M.C.	S10 4X2	01/04/89	14 500 \$
38-5568	GMC	4X4 ALLONGEE	14/11/90	16 900 \$
38-5569	GENERAL MOTEUR	4X4 ALLONGEE	14/11/90	17 003 \$
38-5570	GENERAL MOTEUR	4X4 ALLONGEE	14/11/90	17 003 \$
38-5571	GENERAL MOTEUR	4X4 ALLONGEE	14/11/90	17 003 \$
38-5578	FORD	PIKUP	08/07/91	19 872 \$
38-5579	FORD	PIKUP	12/07/91	19 872 \$
38-5580	CHEVROLET	PKUPC	12/07/91	18 786 \$
38-5581	FORD	PIKUP 4 X 2	04/03/91	16 814 \$
38-5588	DODGE	AD650	13/02/92	17 839 \$
38-5589	DODGE	AD650	13/02/92	17 839 \$
38-5590	FORD	F-250	10/07/92	20 498 \$
38-5596	CHEVROLET	4X2 SIERRA 1500	01/02/93	12 775 \$
38-5598	DODGE	AD550 4X4	19/02/93	16 084 \$
38-5599	DODGE	AD550	13/03/93	16 084 \$
38-5600	DODGE	AD 550	16/03/93	16 084 \$
38-5609	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/05/89	15 593 \$
38-5611	DODGE	FOURGONNETTE	04/05/89	15 360 \$
38-5614	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	03/04/90	21 587 \$
38-5617	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	17 726 \$
38-5618	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 924 \$
38-5619	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 295 \$
38-5620	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 295 \$
38-5622	FORD	CAMIONNETTE 4X2	20/03/91	17 692 \$
38-5623	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	09/05/91	15 949 \$
38-5624	GMC	CAMIONNETTE 4X4	03/04/91	14 630 \$
38-5625	GM	CAMIONNETTE 4X4	03/04/91	14 630 \$
38-5628	CHEVROLET GMC	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	18 786 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5630	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	10/10/91	17 839 \$
38-5631	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	10/10/91	17 839 \$
38-5637	FORD	CAMIONNETTE 4X2	30/03/92	15 687 \$
38-5643	GMC	SIERRA SL	25/01/93	18 958 \$
38-5644	CHEVROLET	PICK-UP	14/01/93	15 331 \$
38-5645	CHEVROLET	SIERRA SL	25/01/93	18 958 \$
38-5646	CHEVROLET	PICK UP	27/01/93	18 958 \$
38-5652	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	26/09/89	15 195 \$
38-5653	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	24/04/90	15 792 \$
38-5654	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	24/04/90	15 792 \$
38-5657	PLYMOUTH	FOURGONNETTE	03/04/90	13 702 \$
38-5660	PLYMOUTH	FOURGONNETTE	04/04/90	13 702 \$
38-5667	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	09/05/91	15 949 \$
38-5668	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	09/05/91	16 031 \$
38-5669	CHEVROLET	SUBURBAN 4X2	28/11/91	23 475 \$
38-5671	FORD AEROSTAR	FOURGONNETTE	26/10/92	13 828 \$
38-5672	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	13 826 \$
38-5673	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	16 084 \$
38-5676	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	18/02/93	13 326 \$
38-5677	CHEVROLET	FOURGONNETTE	17/03/93	13 445 \$
38-5680	CHEVROLET	SUBURBAN	25/10/95	0 \$
38-5701	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 229 \$
38-5702	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 229 \$
38-5703	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 229 \$
38-5704	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 229 \$
38-5705	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	01/08/90	18 229 \$
38-5706	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	01/08/90	16 049 \$
38-5707	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	01/08/90	16 049 \$
38-5712	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	09/05/91	12 143 \$
38-5713	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	09/05/91	10 339 \$
38-5714	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	09/05/91	15 061 \$
38-5715	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	09/05/91	15 061 \$
38-5716	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	04/04/91	16 488 \$
38-5717	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	18 786 \$
38-5718	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	18 786 \$
38-5719	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	18 786 \$
38-5720	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	18 786 \$
38-5721	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	18 786 \$
38-5729	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	10/10/91	17 839 \$
38-5730	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	10/10/91	17 839 \$
38-5731	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	10/10/91	17 839 \$
38-5734	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	10/10/91	14 103 \$
38-5740	FORD	FOURGONNETTE	26/10/92	13 828 \$
38-5741	FORD	FOURGONNETTE	26/10/92	13 828 \$
38-5742	FORD	FOURGONNETTE	26/10/92	13 828 \$
38-5743	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	17 138 \$
38-5744	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	17 138 \$
38-5745	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	17 138 \$
38-5746	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	17 138 \$
38-5749	JEEP CHEROKEE	TOUT-TERRAIN 4X4	26/10/92	17 774 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5750	JEEP CHEROKEE	TOUT-TERRAIN4X4	26/10/92	17 774 \$
38-5751	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	13/03/91	16 160 \$
38-5752	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	13/03/91	16 160 \$
38-5755	JEEP CHEROKEE	TOUT TERRAIN4X4	09/05/91	16 929 \$
38-5756	DODGE	FOURGONNETTE4X	09/05/91	12 550 \$
38-5757	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	09/05/91	15 061 \$
38-5758	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	09/05/91	10 589 \$
38-5759	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	09/05/91	15 061 \$
38-5761	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	04/04/91	18 786 \$
38-5762	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	09/05/91	12 773 \$
38-5763	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	09/05/91	12 773 \$
38-5764	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	09/05/91	12 773 \$
38-5765	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	09/05/91	12 773 \$
38-5766	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	09/05/91	12 773 \$
38-5773	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	10/10/91	19 266 \$
38-5774	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	10/10/91	19 266 \$
38-5775	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	10/10/91	19 226 \$
38-5787	DODGE	FOURGONNETTE	21/05/92	0 \$
38-5789	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	21/05/92	0 \$
38-5798	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	01/11/92	0 \$
38-5801	CHEVROLET	PICK-UP	14/11/90	14 000 \$
38-5802	CHEVROLET	PICK-UP	14/11/90	14 000 \$
38-5803	CHEVROLET	PICK-UP	14/11/90	14 000 \$
38-5810	G.M.C.	SIERRA S-15	07/05/91	0 \$
38-5812	DODGE	W 250 RAM 4X4	14/06/91	16 031 \$
38-5813	DODGE	W 250 RAM 4X4	27/06/91	16 031 \$
38-5814	DODGE	W 250 RAM 4X4	27/06/91	16 031 \$
38-5815	DODGE	W 250 RAM 4X4	03/07/91	16 031 \$
38-5816	DODGE	W 250 RAM 4X4	03/07/91	16 031 \$
38-5817	DODGE	AD 650 4X4	09/08/91	18 628 \$
38-5818	G.M.C.	PICKUP	04/07/91	12 422 \$
38-5822	DODGE	AD 150	25/07/91	12 773 \$
38-5831	DODGE	RAM 4X4	14/02/92	16 031 \$
38-5834	DODGE	RAM 150	29/01/92	14 103 \$
38-5846	DODGE	RAM WAGON	20/10/92	1 \$
38-5847	G.M.C.	C/K 1500	20/01/93	13 826 \$
38-5848	G.M.C.	C/K 1500	20/01/93	13 826 \$
38-5849	G.M.C.	SIERRA	27/01/93	17 138 \$
38-5850	G.M.C.	SIERRA	27/01/93	17 138 \$
38-5851	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	13 575 \$
38-5852	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	18 958 \$
38-5855	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	18/02/93	13 326 \$
38-5856	G.M.C.	CAMIONNETTE 4X2	18/02/93	13 326 \$
38-5857	DODGE	FOURGONNETTE	05/07/93	13 980 \$
38-5858	DODGE	FOURGONNETTE	06/07/93	13 980 \$
38-5859	DODGE	FOURGONNETTE	06/07/93	13 980 \$
38-5864	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	13/06/90	14 417 \$
38-5867	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	27/10/94	1 \$
38-5873	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	01/07/95	0 \$
38-5874	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	17/05/95	0 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5876	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	01/07/95	0 \$
38-5910	JEEP	CHEROKEE 4X2	26/10/92	16 243 \$
38-5912	JEEP XJJ	CHEROKEE 4X4	26/10/92	17 774 \$
38-5914	GMC SIERRA	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	18 958 \$
38-5915	GMC SIERRA	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	18 958 \$
38-5916	GMC SIERRA	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	18 958 \$
38-5917	GMC SIERRA	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	18 958 \$
38-5924	FORD F-150	CAMIONNETTE 4X4	04/06/93	17 256 \$
38-5925	CHEVROLET	JIMMY 4X4	25/03/93	17 459 \$
38-5952	FORD	AEROS	06/01/93	13 828 \$
38-5956	CHEVROLET	PKUPC 4X4	26/10/92	18 958 \$
38-5957	CHEVROLET	PKUPC 4X4	26/10/92	18 958 \$
38-5958	CHEVROLET	PKUPC 4X4	26/10/92	18 958 \$
38-5964	CHEVROLET	BLAZER S-10	25/03/93	17 469 \$
38-5965	CHEVROLET	BLAZER S-10	25/03/93	17 469 \$
38-5966	CHEVROLET	PKUPC	03/08/93	16 513 \$
38-5967	CHEVROLET	PKUPC 4X2	06/05/93	13 326 \$
38-5984	CHEVROLET	CHEVYVAN	17/05/95	1 \$
38-6001	FORD	F250 4X4	01/04/93	20 954 \$
38-6003	CHEVROLET	LUMINA	14/05/93	13 445 \$
38-6004	CHEVROLET	JIMMY 4X4 4PT	22/06/93	17 469 \$
38-6006	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	16/08/93	16 513 \$
38-6007	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	16/08/93	15 631 \$
38-6012	FORD	COF	24/03/95	23 673 \$
38-6053	FORD	FOURGONNETTE 4X2	26/10/92	13 828 \$
38-6054	FORD	FOURGONNETTE4X	26/10/92	13 828 \$
38-6055	FORD	FOURGONNETTE4X	26/10/92	13 828 \$
38-6056	FORD	FOURGONNETTE4X	26/10/92	13 828 \$
38-6057	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	16 798 \$
38-6058	FORD	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	14 007 \$
38-6059	FORD	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	14 007 \$
38-6061	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	18 958 \$
38-6062	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	16 044 \$
38-6063	CHEVROLET	CAMIONNETTE4X	26/10/92	13 826 \$
38-6064	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	13 826 \$
38-6065	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	16 798 \$
38-6066	CHEVROLET	CAMIONNETE 4X2	26/10/92	13 826 \$
38-6067	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	12 823 \$
38-6068	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	26/10/92	15 223 \$
38-6069	DODGE	CAMIONNETTE 4X4	26/10/92	16 084 \$
38-6075	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	18/02/93	13 839 \$
38-6076	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	18/02/93	13 839 \$
38-6077	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	18/02/93	13 839 \$
38-6078	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	18/02/93	13 839 \$
38-6079	CHEVROLET	FOURGONNETTE4X	17/03/93	13 445 \$
38-6084	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	26/03/93	15 110 \$
38-6085	CHEVROLET S10	CAMIONNETTE 4X2	08/04/93	11 671 \$
38-6104	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	18/02/93	13 839 \$
38-6105	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	18/02/93	13 839 \$
38-6106	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	18/02/93	13 839 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-6108	FORD	CAMIONNETTE 4X4	06/03/93	19 756 \$
38-6112	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	31/03/93	16 513 \$
38-6113	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X4	30/03/93	16 513 \$
38-6121	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	17/05/95	1 \$
38-6122	CHEVROLET	BLAZER 4X2	17/05/95	1 \$
38-6151	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X2	22/01/93	17 138 \$
38-6152	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X2	22/01/93	17 138 \$
38-6153	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X2	22/01/93	17 138 \$
38-6154	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X2	22/01/93	14 108 \$
38-6155	CHEVROLET	PICKU	22/01/93	13 826 \$
38-6156	FORD	FOURG. VITREE	20/01/93	13 828 \$
38-6158	CHEVROLET	CAM.CAB.REG.4X2	05/04/93	14 616 \$
38-6159	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X2	05/04/93	13 326 \$
38-6160	CHEVROLET	CAM.CAB.ALL.4X2	05/04/93	13 326 \$
38-6170	GMC	JIMMY	11/06/93	17 459 \$
38-6201	G.M.C.	SIERRA	27/01/93	17 138 \$
38-6203	CHEVROLET	CHEYENNE	28/01/93	16 967 \$
38-6204	CHEVROLET	STEPVAN	28/01/93	16 007 \$
38-6205	CHEVROLET	CHEYENNE	28/01/93	13 826 \$
38-6208	G.M.C.	C.T.V.	15/04/93	1 \$
38-6209	G.M.C.	SIERRA	26/04/93	13 326 \$
38-6210	G.M.C.	SIERRA	29/04/93	13 326 \$
38-6211	CHEVROLET	PICKUP	10/05/93	13 326 \$
38-6215	DODGE	RAMVA	15/07/93	1 \$
38-6216	FORD	PICK-UP	24/08/93	19 184 \$
38-6218	PLYMOUTH	VOYAGEUR	07/10/93	1 \$
38-6219	G.M.C.	SIERRA	07/10/93	1 \$
38-6223	PLYMOUTH	VOYAGEUR	26/10/93	1 \$
38-6224	CHEVROLET	CHEYENNE	15/12/93	16 500 \$
38-6225	DODGE	D-15	27/01/94	1 \$
38-6226	DODGE	D-15	27/01/94	1 \$
38-6229	DODGE	MINI	11/05/94	1 \$
38-6231	MERCURY	SABLE	12/10/94	1 \$
38-6232	CHEVROLET	FOURGONNETTE	12/10/94	1 \$
38-6233	CHEVROLET	BLAZER	20/11/94	1 \$
38-6236	CHEVROLET	S-10	17/11/94	1 \$
38-6237	DODGE	D-150	07/12/94	1 \$
38-6244	G.M.C.	JIMMY 4X4	12/06/95	1 \$
38-6246	HYNDAL	SONATA	11/08/95	1 \$
38-6247	FORD	F-150	23/11/95	1 \$
38-6249	DODGE	B-350	22/11/95	1 \$
38-6251	JEEP CHEROKEE	TOUT-TERRAIN4X4	26/10/92	17 774 \$
38-6252	JEEP CHEROKEE	TOUT-TERRAIN4X4	26/10/92	17 774 \$
38-6260	DODGE DAKOTA	CAMIONNETTE 4X2	28/04/93	12 001 \$
38-6261	GMC JIMMY	TOUT-TERRAIN4X4	25/03/93	17 459 \$
38-6262	GMC JIMMY	TOUT-TERRAIN4X4	25/03/93	17 459 \$
38-6263	GMC SONOMA	CAMIONNETTE 4X4	22/04/93	14 100 \$
38-6264	DODGE CARAVAN	FOURGONNETTE	17/03/93	13 980 \$
38-6265	DODGE CARAVAN	FOURGONNETTE	17/03/93	13 980 \$
38-6284	FORD	FOURGONNETTE	03/11/94	1 \$

CAMIONNETTES, FOURGONNETTES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-6285	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	03/11/94	1 \$
38-6296	DODGE	D15	29/05/95	0 \$
38-6302	GMC	JIMMY	26/03/93	17 459 \$
38-6304	DODGE	CARAVAN	17/03/93	13 980 \$
38-6305	DODGE	CARAVAN	17/03/93	13 980 \$
38-6375	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	17/05/95	0 \$
38-6376	CHEVROLET	CAMIONNETTE 4X2	17/05/95	0 \$
38-6377	DODGE	CAMIONNETTE 4X2	17/05/95	0 \$
38-6378	CHEVROLET	FOURGONNETTE	17/05/95	0 \$
38-6379	FORD	FOURGONNETTE	17/05/95	0 \$
38-6385	DODGE CARAVAN	FOURGONNETTE	16/10/95	0 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS

REMORQUES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-0066	CANADIAN EXPLOR	REMORQUE CHALO	06/07/70	140 \$
38-0079	HOLSCLAW "B-900	REMORQUE CHALO	08/01/70	225 \$
38-0085	HOLSCLAW	REMORQUE BATEA	26/05/70	376 \$
38-0087	TRECO	ROULOTTE-BUREA	04/06/70	4 128 \$
38-0089	HOLSCLAW "C-147	REMORQUE CHALO	17/03/71	394 \$
38-0092	REMORQUE DOMES	REMORQUE BAGAG	19/03/71	344 \$
38-0096	CARBONNEAU	REMORQUE MOTO	18/11/71	135 \$
38-0097	BOMBARDIER	TRAINEAU MOTON	18/11/72	0 \$
38-0102	DOMESTIQUE	REMORQUE BAGAG	15/11/72	344 \$
38-0103	DOMESTIQUE	REMORQUE BAGAG	27/11/72	125 \$
38-0104	DOMESTIQUE	REMORQUE BAGAG	27/11/72	125 \$
38-0105	DOMESTIQUE	REMORQUE PLATE	12/12/72	725 \$
38-0106	DOMESTIQUE	REMORQUE PLATE	12/12/72	725 \$
38-0113	BOMBARDIER	TRAINEAU MOTON	17/09/73	145 \$
38-0120	EXPLORER	REMORQUE CHALO	25/07/74	380 \$
38-0124	PACIFIC MOBILE	REMORQUE PLATE-	13/05/75	4 250 \$
38-0125	HOLSCLAW "D-450	REMORQUE BATEA	16/07/75	0 \$
38-0243	REMORQUE DOMES	REMORQUE	15/09/74	350 \$
38-0253	EXPLORER	REMORQUE BATEA	25/04/73	444 \$
38-0269	EXPLORER	REMORQUE	/ /	0 \$
38-0272	ESPADON	REMORQUE	/ /	0 \$
38-0274	EXPLORER	REMORQUE	/ /	0 \$
38-0299	REMORQUE DOMES	REMORQUE BAGAG	11/05/82	577 \$
38-0307	TOLEDO	REMORQUE	20/04/82	0 \$
38-0316	EZ LOADER 42BM9	REMORQUE BATEA	03/06/82	872 \$
38-0434	REMEX	REMORQUE BATEA	28/02/86	0 \$
38-0553	MOBILE	REMORQUE	26/02/91	0 \$
38-0598	JOHN DEERE	REMORQUE 4 ROUE	02/07/91	297 \$
38-0600	REMORQUE DOMES	REMORQUE BAGAG	19/03/92	343 \$
38-0603	BERNARD	REMORQUE MOTO	28/03/91	1 405 \$
38-0605	BERNARD	REMORQUE MOTO	27/04/92	1 620 \$
38-0607	TEENE	REMORQUE BATEA	04/06/92	0 \$
38-0633	ECONO	REMORQUE	29/03/93	89 918 \$
38-0640	REMORQUE ECONO	REMORQUE	14/05/93	34 000 \$
38-0664	REMORQUE	DOMESTIQUE	23/03/94	0 \$
38-0674	REMORQUE DOMES	REMORQUE	08/07/94	0 \$
38-0690	REMORQUE DOMES	REMORQUE	16/09/94	1 225 \$
38-0694	REMEQ	ARTIS	16/08/95	0 \$
38-0696	MANAC	REMORQUE	25/10/95	0 \$
38-1028	TEE NEE 700	REMORQUE	/ /	285 \$
38-1029	TEE NEE 700	REMORQUE	/ /	250 \$
38-1031	CAPITOL 1600	REMORQUE	/ /	630 \$
38-1033	FAB-DOMESTIQUE		/ /	175 \$
38-1061	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	/ /	100 \$
38-1062	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	/ /	100 \$

REMORQUES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-1070	EXPLORER	1100	//	700 \$
38-1076	LAURENTIDE	REMORQUE BATEA	//	225 \$
38-1080	EXPLORER	REMORQUE	//	700 \$
38-1081	EXPLORER	E7170	05/08/71	630 \$
38-1082	EXPLORER	REMORQUE	//	250 \$
38-1086	HOLSCLAW	1100	//	775 \$
38-1087	AQUA SPORT	REMORQUE	//	700 \$
38-1088	AQUA SPORT		//	700 \$
38-1089	NORMAND	REMORQUE	//	675 \$
38-1174	BOMBARDIER		//	150 \$
38-1175	DOMESTIQUE	22'X8'	02/02/78	1 \$
38-1176	DOMES	4'X8'	02/02/78	1 \$
38-1196	HOLSCLAW	RM	30/07/76	150 \$
38-1202	PRINCECRAFT	REMORQUE	//	510 \$
38-1204	EXPLORER	REMORQUE	//	700 \$
38-1217	HOLSCLAW	REMORQUE	//	510 \$
38-1218	CANADIAN EXPLO	REMORQUE	//	510 \$
38-1219	CAN-EXPLORER	REMORQUE	//	510 \$
38-1258	TEE-NEE	REMORQUE	//	450 \$
38-1263	PRINCE-CRAFT	REMORQUE	//	200 \$
38-1273	REMEQ BV1350	REMORQUE	28/05/79	560 \$
38-1326	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	//	1 \$
38-1333	BOMBARDIER	REMORQUE	//	120 \$
38-1441	REMEQ	REMORQUE BATEA	13/04/78	385 \$
38-1460	EXPLORER	REM.EMBARCATIO	05/05/75	400 \$
38-1470	SORIOL	REM. V.T.T.	//	70 \$
38-1474	EXPLORER	REM BAT	//	100 \$
38-1475	REMEQ	REMORQUE BATEA	26/07/78	444 \$
38-1494	THORNES		//	160 \$
38-1499	CAPITOL	REM.EMBARCATIO	//	705 \$
38-1518	FAB-DOMESTIQUE		//	25 \$
38-1519	BOMBARDIER	REMORQUE SIMPLE	01/04/75	40 \$
38-1522	FAB DOMESTIQUE		//	0 \$
38-1523	FABRICATION	DOMESTIQUE	01/07/77	1 \$
38-1530	DOMES	FARDIER		0 \$
38-1539	THORNES		//	510 \$
38-1566	SCOTT		//	125 \$
38-1598	HOLSCLAW	REMORQUE BATEA	//	510 \$
38-1608	FAB-DOMESTIQUE		//	50 \$
38-1628	BOMBARDIER		//	90 \$
38-1695	CARBONNEAU			0 \$
38-1697	TRAIL BEC	REM M-15	//	300 \$
38-1715	FAB-DOMESTIQUE	REM. MOTONEIGE	//	90 \$
38-1747	CAPITOL C-1000	REMORQUE BATEA	26/07/78	450 \$
38-1753	EXPLORER	REMORQUE BATEA	//	775 \$
38-1754	PRINCE CRAFT	REMORQUE BATEA	//	180 \$
38-1755	CAN EXPLORER	REMORQUE BATEA	//	120 \$
38-1761	SUNSET	REM.MOTONEIGE	//	100 \$
38-1819	BOMBARDIER	REMORQUE	11/03/82	0 \$
38-1872	CAPITOL	REMORQUE BATEA	//	700 \$

REMRQUES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-1875	SPORT CRAFT	REMRQUE DOUBL	21/12/77	300 \$
38-1878	REMEQ B850	REMRQUE BATEA	19/12/79	495 \$
38-1885	REMEQ B800	REMRQUE BATEA	12/07/77	417 \$
38-1886	MC'CULLOCK	REMRQUE	//	120 \$
38-1887	CAN EXPLORER	REMRQUE BATEA	//	100 \$
38-1889	VAL BAR	REMRQUE		215 \$
38-1890	SUNRAY	REMRQUE BATEA	24/04/75	745 \$
38-1895	SCOTT	REMRQUE	//	120 \$
38-1897	EZ-LOADER 17WT	REMRQUE BATEA	26/10/76	837 \$
38-1904	CAN EXPLORER	REMRQUE BATEA	//	80 \$
38-1906	SUNRAY	REMRQUE BATEA	//	1 070 \$
38-1917	STERLING	REMRQUE	//	120 \$
38-1918	EZ-LOADER 17WT	REMRQUE BATEA	13/10/76	837 \$
38-1928	REMBEC	REMRQUE MOD.	//	140 \$
38-1929	BOMBARDIER	REMRQUE	25/11/75	11 344 \$
38-1946	BOMBARDIER	REMRQUE	//	195 \$
38-1947	CAPITOL	REMRQUE	//	565 \$
38-1948	CAN-EXPLORER	REMRQUE	//	225 \$
38-1949	TEE-NEE	REMRQUE	//	250 \$
38-1956	BOMBARDIER	REMRQUE	//	170 \$
38-1959	CAPITOL	REMRQUE	13/07/77	643 \$
38-1961	SHORE LAND	REMRQUE	10/07/75	297 \$
38-1962	AQUA-SPORTS	REMRQUE	30/07/76	215 \$
38-1974	CAN-EXPLORER	REMRQUE	//	300 \$
38-1975	FAB-DOMESTIQUE	REMRQUE	//	60 \$
38-1976	FAB. DOMESTIQUE	REMRQUE	//	60 \$
38-1978	ESPADON	TL2500	19/07/79	3 304 \$
38-1991	PRINCE CRAFT	REMRQUE	//	510 \$
38-1993	CAN EXPLORER	REMRQUE	//	650 \$
38-2005	CAPITOL 600	REMRQUE	//	630 \$
38-2019	CAN EXPLORER		//	700 \$
38-2020	CAPITOL		//	775 \$
38-2027	MASTER CRAFT	REMRQUE	//	350 \$
38-2029	CAN EXPLORER	REMRQUE	//	425 \$
38-2032	EASY-LOADER	REMRQUE	31/05/76	726 \$
38-2055	ESPADON T4000	DOUBLE ESSIEU	24/05/79	1 864 \$
38-2060	BOMBARDIER	CAGE A OURS	//	225 \$
38-2061	E-Z LOADER	17WT2250	31/05/76	726 \$
38-2088	F.M.C. BEAN	PULVERISATEUR	30/11/78	3 875 \$
38-2091	E-Z LOADER	REMRQUE 17WT	01/06/76	718 \$
38-2094	FAB DOMESTIQUE	REMRQUE	//	400 \$
38-2115	FAB-DOMESTIQUE	FENDEUSE A BOIS	//	60 \$
38-2119	FAB-DOMESTIQUE	REMRQUE	//	70 \$
38-2121	FAB-DOMESTIQUE	REMRQUE	//	70 \$
38-2122	FAB-DOMESTIQUE	REMRQUE	//	60 \$
38-2123	FAB-DOMESTIQUE	REMRQUE	//	50 \$
38-2124	FAB-DOMESTIQUE	SIMPLE	//	60 \$
38-2125	VAL BAR	REMRQUE	//	215 \$
38-2127	DOMESTIQUE	REM 3 ESSIEUX	25/05/77	100 \$
38-2129	DOMESTIQUE	REM 3 ESS	10/03/78	1 500 \$

REMORQUES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-2131	FAB DOMESTIQUE	CAGE A OURS	//	500 \$
38-2132	FAB DOMESTIQUE	CAGE A OURS	//	500 \$
38-2133	FAB DOMESTIQUE	CAGE A OURS	//	500 \$
38-2134	FAB DOMESTIQUE	CAGE A OURS	//	500 \$
38-2159	MONARCH	BETONNIERE	19/04/76	1 595 \$
38-2164	FAB-DOMESTIQUE	REMORQUE	//	60 \$
38-2167	FAB.DOMESTIQUE	REM.A CANOT	//	140 \$
38-2168	BOMBARDIER	REM. CHENILLES	16/03/76	1 260 \$
38-2212	CAPITOL	REMORQUE	//	225 \$
38-2213	CAPITOL	REMORQUE	//	225 \$
38-2214	TRAILER EQUIPE	REMORQUE	//	120 \$
38-2215	DOMESTIQUE 26'	REMORQUE	17/02/78	100 \$
38-2229	DOMESTIQUE	REMORQUE	24/01/77	320 \$
38-2230	COLUMBIA	REMORQUE	22/07/77	150 \$
38-2238	THORNES	REMORQUE BATEA	//	400 \$
38-2240	EXPLORER		//	630 \$
38-2286	REMEQ 1600 LBS	REMORQUE BATEA	26/07/78	700 \$
38-2318	CAN EXPLORER	REMORQUE EMB.	//	425 \$
38-2320	EZ LOADER	REMORQUE	08/10/76	837 \$
38-2334	BOMBARDIER	REMORQUE AUTON	//	240 \$
38-2335	TEE NEE	REMORQUE	//	315 \$
38-2336	CAPITOL 700	REMORQUE BATEA	//	650 \$
38-2337	CAPITOL 700	REMORQUE	//	650 \$
38-2345	EZ LOADER	REM #19U	29/06/77	795 \$
38-2346	BOMBARDIER	REMORQUE	//	195 \$
38-2352	CAPITOL	REM DOUBLE	//	100 \$
38-2354	EXPLORER		//	100 \$
38-2431	FAB-DOMESTIQUE		//	90 \$
38-2432	EASY LOADER	17WT1750	23/05/75	780 \$
38-2434	ESPADON	TL-9 REM.BATEAU	18/05/78	435 \$
38-2435	WESCOTT	DOUBLE PLUS	22/09/78	389 \$
38-2442	CAPITOL 600		//	630 \$
38-2444	REMBEC		//	140 \$
38-2445	EASY LOADER	16 WT2000	14/05/75	775 \$
38-2453	EXPLORER 1600		//	750 \$
38-2458	VAL BAR		//	215 \$
38-2459	EZ LOADER	REM 17-5WT	16/09/76	837 \$
38-2469	EXPLORER 1100		//	450 \$
38-2479	EASY LOADER	17WT 2300	10/06/75	1 155 \$
38-2480	CAN EXPLORER		//	500 \$
38-2496	CAN EXPLORER		//	510 \$
38-2497	EXPLORER 1600		//	750 \$
38-2498	BOMBARDIER		//	300 \$
38-2507	CAN EXPLORER		//	510 \$
38-2510	ESPADON	T2800	13/07/79	1 423 \$
38-2517	EXPLORER		//	700 \$
38-2519	EXPLORER 500		//	400 \$
38-2523	TRAILER EQUIPE		//	120 \$
38-2524	REMBEC		//	140 \$
38-2526	EASY LOADER		14/05/75	775 \$

REMORQUES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-2531	SPORT CRAFT	AQUA SPORT	31/10/78	325 \$
38-2538	SHORELAND'L	168-F	07/05/79	460 \$
38-2551	ESPADON TL1600	REMORQUE	16/08/78	600 \$
38-2552	ESPADON TL1600	REMORQUE	16/08/78	600 \$
38-2580	ESPADON	TL900	16/08/78	420 \$
38-2601	CAPITOL	REM 2000L	07/07/77	658 \$
38-2612	ESPADON	REMORQUE BATEA	19/09/78	535 \$
38-2725	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	/ /	1 \$
38-2743	FABRICATION	DOMESTIQUE	18/03/80	0 \$
38-2835	CAPITOL C1600	REMORQUE BATEA	18/04/80	982 \$
38-2848	NORMAND	REMORQUE 1906	03/03/80	555 \$
38-2866	WISCOT		/ /	1 \$
38-2867	WISCOTT		/ /	1 \$
38-2879	FAB. DOMESTIQUE	REMORQUE	18/02/80	848 \$
38-3009	FRAMECO	REMORQUE 16X60	03/10/80	2 365 \$
38-3018	KASTEN	REMORQUE 8 TON.	04/04/78	790 \$
38-3019	DOMESTIQUE	REMORQUE	/ /	0 \$
38-3181	FAB. DOMESTIQUE	REMORQUE	11/05/81	150 \$
38-3185	REMEQ	BR-2000	09/07/81	975 \$
38-3220	REMEQ	REMORQUE EMBAR	16/10/81	736 \$
38-3226	ESPADON	REMORQUE TB600	09/07/81	450 \$
38-3345	REMEQ	REMORQUE	04/03/82	1 200 \$
38-3352	FAB DOMESTIQUE	REMORQUE	/ /	0 \$
38-3353	REMEQ	REMORQUE BR6400	27/05/82	3 250 \$
38-3355	REMORQUE	FAB. DOMESTIQUE	02/06/82	600 \$
38-3357	FAB. DOM.	REMORQUE	11/06/82	100 \$
38-3364	FAB. DOMESTIQUE	REMORQUE TRICY	01/08/81	100 \$
38-3365	REMEQ	REMORQUE BATEA	05/07/82	833 \$
38-3403	COLUMBIA	REMORQUE TRICY.	19/08/82	264 \$
38-3404	COLUMBIA	REMORQUE TRICY.	19/08/82	273 \$
38-3405	COLUMBIA	REMORQUE TRICY.	19/08/82	273 \$
38-3406	COLUMBIA	REMORQUE TRICY.	19/08/82	273 \$
38-3407	COLUMBIA	REMORQUE TRICY.	19/08/82	273 \$
38-3417	ESPADON TR2000	REMORQUE BATEA	20/10/82	1 210 \$
38-3429	REMEQ 20 PDS	REMORQUE BATEA	26/11/82	1 510 \$
38-3498	EXPLORER	REMORQUE	17/03/83	615 \$
38-3598	FAB. DOMESTIQU	REMORQUE CANOT	01/05/83	300 \$
38-3603	REMEQ	REMORQUE BATEA	29/04/83	4 500 \$
38-3604	REMEQ	REMORQUE	09/06/83	2 225 \$
38-3605	REMEQ	REMORQUE	09/06/83	2 225 \$
38-3627	FAB. DOMESTIQ.	REMORQUE 4ROUE	22/08/83	800 \$
38-3646	ESPADON	REMORQUE BATEA	14/08/95	0 \$
38-3649	ESPADON	REMORQUE 14 PDS	30/08/80	495 \$
38-3671	REMEQ	REMORQUE	08/09/83	964 \$
38-3710	FAB. DOMESTIQU	REMORQUE	29/11/83	1 \$
38-3724	REMORQUE	REMEQ	24/02/84	1 325 \$
38-3831	ESPADON	REMORQUE BATEA	07/03/84	669 \$
38-3854	REMEQ	REMORQUE BATEA	16/05/84	2 450 \$
38-3862	LEBCO	REMORQUE 4X6PI	15/05/84	999 \$
38-3863	JOHN DEERE	REMORQUE TRACT.	06/03/84	725 \$

REMORQUES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-3864	F.B.M.MANUFACT	REMORQUE BOMBI	23/02/84	1 783 \$
38-3881	ESPADON	REMORQUE BATEA	01/03/84	1 600 \$
38-3894	REMEQ	REMORQUE BATEA	23/03/84	1 475 \$
38-3895	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE BATEA	24/07/84	300 \$
38-3902	REMEQ	REMORQUE	27/07/84	570 \$
38-3903	REMEQ	REMORQUE	27/07/84	1 375 \$
38-3929	FAB. DOM.	REMORQUE	01/05/85	100 \$
38-3961	REMEQ	REMORQUE BATEA	28/01/85	2 288 \$
38-3965	FAB. DOMESTI.	REMORQUE	22/02/85	1 789 \$
38-3974	ESPADON	REMORQUE BATEA	07/03/85	769 \$
38-4219	FAB DOMESTIQUE	REMORQUE	01/01/85	100 \$
38-4225	EXPLORER	REMORQUE BATEA	22/04/85	1 \$
38-4255	NORMAND	REMORQUE BATEA	06/06/85	1 \$
38-4258	REMORQUE BATEA	REMEQ	04/07/85	800 \$
38-4259	FAB DOMESTIQUE	REMORQUE A OUR	15/07/85	100 \$
38-4260	FAB DOMESTIQUER	REMORQUE	01/05/85	100 \$
38-4451	FAB.-DOMESTIQUE	REMORQUE	15/01/86	1 196 \$
38-4453	FAB. DOMESTIQUE	REMORQUE A OUR	01/04/86	100 \$
38-4454	SHORE LANDER	REMORQUE BATEA	20/03/86	824 \$
38-4473	GRACE	BALAI REMORQUE	21/05/86	1 \$
38-4485	FAB DOMESTIQUE	REMORQUE	25/05/86	100 \$
38-4494	FAB DOMESTIQUE	REM. PIEGE OURS	01/08/86	100 \$
38-4495	J.M.S.	REMORQUE T.T.	29/09/86	750 \$
38-4512	REMEQ	REMORQUE BATEA	15/10/86	1 305 \$
38-4671	REMEQ 18'	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4672	REMEQ 18'	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4673	REMEQ 18'	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4674	REMEQ 18'	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4675	REMEQ 18'	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4676	REMEQ 18'	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4679	ESPADON	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4684	FAB. DOMESTIQUE	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4697	REMEQ	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4698	REMEQ	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4699	REMEQ	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4700	REMEQ	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4702	REMEQ	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4703	REMEQ	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4704	ESPADON	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4710	FAB DOMESTIQUE	REM. CAGE OURS	14/05/87	100 \$
38-4711	FAB DOMESTIQUE	REM. CAGE OURS	24/04/87	100 \$
38-4719	ESPADON	REMORQUE BATEA	12/05/87	1 660 \$
38-4732	E Z LOADER	REMORQUE BATEA	03/06/87	1 305 \$
38-4763	GERMAIN	REMORQUE BATEA	31/07/87	2 010 \$
38-4770	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE BASSIN	27/08/87	300 \$
38-4772	ESPADON	REMORQUE BATEA	21/08/87	10 195 \$
38-4782	TRAIL BEC H125	SEMI-REMORQUE	16/10/87	1 \$
38-4790	REMEQ	REMORQUE	22/09/87	1 030 \$
38-4798	REMEQ	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4799	REMEQ	REMORQUE	13/04/87	1 \$

REMORQUES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-4805	EXPLORER	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4806	REMEQ	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-4807	ROCKFORD	REMORQUE BATEA	13/04/87	1 \$
38-4815	F.B.M.	REMORQUE	05/11/87	1 137 \$
38-4819	WISCO	REMORQUE BATEA	24/11/87	1 \$
38-4829	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	01/12/87	2 000 \$
38-4830	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	01/12/87	2 000 \$
38-4831	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	01/12/87	2 000 \$
38-4832	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	01/12/87	2 000 \$
38-4833	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	01/12/87	2 000 \$
38-4835	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	01/12/87	2 000 \$
38-4839	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	01/12/87	2 000 \$
38-4842	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	01/12/87	2 000 \$
38-4843	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	01/12/87	2 000 \$
38-4859	EZLOA 16 PDS	REMORQUE BATEA	19/01/88	1 260 \$
38-4865	FALDO DOMESTI.	REMORQUE	08/02/88	1 \$
38-4917	CAPITOL	REMORQUE BATEA	03/02/88	1 622 \$
38-4918	EZ LOADER	REMORQUE	04/02/88	1 013 \$
38-4919	REMEQ	REMORQUE	02/02/88	1 624 \$
38-4942	FAB. DOMESTIQUE	REMORQUE 10 PDS	01/03/88	595 \$
38-4943	REMEQ	REMORQUE BATEA	28/03/88	695 \$
38-4947	FBM	REMORQUE TANDE	22/03/88	910 \$
38-4948	VER-MAC	REMORQUE <->	16/10/87	1 \$
38-4949	ESPADON TR3300	REMORQUE BATEA	05/06/87	3 220 \$
38-4961	AQUA-SPORT	REMORQUE	16/02/88	787 \$
38-4966	REMEQ	REMORQUE	27/04/88	757 \$
38-4967	REMEQ	DG46	01/10/92	0 \$
38-4977	F.B.M.	REMORQUE AUTON	17/03/88	1 450 \$
38-4980	MULLER	REMORQUE BETON.	17/05/88	1 \$
38-4982	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE BATEA	22/04/88	900 \$
38-4983	FAB.DOM.13 PDS	REM.2 ESSIEUX	28/03/88	1 467 \$
38-4985	EASY HAULER	REMORQUE BATEA	17/05/88	1 755 \$
38-4987	REMEQ	REMORQUE BATEA	11/12/87	3 488 \$
38-4996	REMEQ	REMORQUE BATEA	12/07/88	805 \$
38-4997	REMEQ	REMORQUE BATEA	21/03/88	1 205 \$
38-4998	FER-O-CAR	REMORQUE BATEA	09/06/88	760 \$
38-5106	CARB. TURGEON	REMORQUE	01/08/88	7 995 \$
38-5107	FAB DOMESTIQUE	REMORQUE OURS	09/08/88	325 \$
38-5108	REMEQ	REMORQUE BATEA	23/06/88	1 573 \$
38-5110	F.B.M.	REMORQUE BASCU	22/06/88	775 \$
38-5116	REMEQ	REMORQUE BATEA	22/08/88	805 \$
38-5150	REMEQ BG1000	REMORQUE	19/10/88	995 \$
38-5157	REMEQ	REMORQUE MOTO	13/04/87	1 \$
38-5158	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	13/04/87	1 \$
38-5176	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE UTILIT	14/06/89	2 198 \$
38-5177	F.B.M.	REMORQUE T.T.	22/06/89	935 \$
38-5186	REMEQ	REMORQUE BATEA	04/06/90	5 150 \$
38-5232	REMEQ	2S78, 22 PDS	03/03/91	977 \$
38-5238	GERMAIN	TRB2800, 22 PDS	12/07/91	2 808 \$
38-5280	FAB.DOMESTIQUE	REMORQUE	15/08/89	1 \$

REMORQUES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5284	DOMESTIQUE	REMORQUE	25/01/90	300 \$
38-5294	JMS	TANDEM	19/07/90	925 \$
38-5295	REMORQUE	DOMESTIQUE		0 \$
38-5305	SHORE	REMORQUE BATEA	01/12/88	1 \$
38-5315	FAB.DOMESTIQUE	REM.MOTONEIGES	15/03/88	995 \$
38-5319	REMEQ BG1000	REMORQUE BATEA	12/05/90	905 \$
38-5327	FAB.DOMESTIQUE	REM. BAT-MAISON	13/06/90	3 217 \$
38-5330	DOMESTIQUE	REM. MOTONEIGES	11/04/91	2 090 \$
38-5344	FAB.DOMESTIQUE	REM. MOTONEIGES	01/05/90	2 090 \$
38-5351	VALAC	REMORQUE UTILIT	15/03/85	1 \$
38-5352	OLIVER	REMORQUE UTILIT	15/03/80	1 \$
38-5367	FBM	REMORQUE VTT	27/08/90	1 195 \$
38-5369	FBM	REMORQUE VTT	27/08/90	1 195 \$
38-5374	KIMPE	REMORQUE BATEA	27/12/90	550 \$
38-5376	REMEQ	REMORQUE BATEA	26/02/91	875 \$
38-5388	F.L.P.H. 4680	REMORQUE VTT	19/03/92	880 \$
38-5389	F.B.M. 2050 R	REMORQUE BATEA	24/03/92	3 056 \$
38-5391	DOMESTIQUE	REMORQUE VTT	26/08/92	1 320 \$
38-5407	MARTIN	REM. FARDIER	04/05/89	1 \$
38-5408	LONG CHIH	LCI 851T	13/05/89	474 \$
38-5421	FAB.DOM.	REMORQUE	28/09/89	970 \$
38-5431	FLEXI-METAL	REMORQUE	09/10/87	3 285 \$
38-5432	ROULE	REMORQUE		0 \$
38-5443	REMEQ	REMORQUE	10/12/90	2 616 \$
38-5444	HOLSCLCAW	REMORQUE	15/10/90	0 \$
38-5472	HIGHLANDER	REMORQUE BATEA	26/09/90	700 \$
38-5494	REMEQ	38170	25/10/91	1 000 \$
38-5495	REMEQ	38170	20/11/92	1 000 \$
38-5515	ESCOR	FG19A	10/09/90	1 500 \$
38-5517	ESPADON	TPMAX	03/07/90	1 211 \$
38-5572	FBM	4680	28/03/91	900 \$
38-5573	FAB. MAISON	REMORQ VTT	10/06/88	1 000 \$
38-5582	EXCEL	TB120	04/10/88	1 100 \$
38-5583	FNM	4880R	16/09/91	1 \$
38-5606	SHINN FV	REMORQUE 2ROUE	11/05/89	200 \$
38-5610	SHORE-LAND	REMORQUE 1 ESSI	06/06/89	665 \$
38-5613	FBM	REMORQUE	30/05/90	800 \$
38-5627	REMORQUE FBM	4880		825 \$
38-5629	REMORQUE FBM	4880	10/10/91	975 \$
38-5632	SHORELAND'R	REMORQUE BATEA	26/03/92	925 \$
38-5636	DOMES	FARDIER	24/05/90	3 575 \$
38-5638	DOMES	REMORQUE ARTI	17/03/92	800 \$
38-5640	DOMES	REMORQUE TANDE	02/07/92	1 500 \$
38-5641	DOMES	REMORQUE TANDE	18/09/92	2 000 \$
38-5649	REMEQ	B1350	25/02/93	1 495 \$
38-5650	ARTISANAL	PIEGE A OURS	12/03/93	1 475 \$
38-5658	FAB. DOMESTIQUE	REMORQUE BATEA	30/05/90	3 000 \$
38-5670	J.M.S.	REMORQUE TANDE	31/07/91	1 215 \$
38-5724	F.B.M.	REMORQUE	23/10/91	740 \$
38-5736	BVG	REMORQUE BATEA	11/11/91	1 \$

REMORQUES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5739	NORMAND 1920	REMORQUE	11/09/92	1 400 \$
38-5754	FABRI ARTISA	REMORQUE		0 \$
38-5776	REMEQ	BG 600	07/01/92	750 \$
38-5777	F.B.M.	9096	13/02/92	999 \$
38-5780	REMEQ	REMORQUE	05/03/92	3 850 \$
38-5784	REMEQ	A 3817	31/03/92	1 107 \$
38-5785	ETHIE	REMORQUE	26/03/92	1 177 \$
38-5790	COUTURE	600	21/05/92	0 \$
38-5805	J.M.S.	TANDEM	13/02/91	957 \$
38-5820	A.M.F.REMORQUE	DOMESTIQUE	11/07/91	0 \$
38-5853	REMEQ BG1200	REMORQUE VTT	26/03/93	889 \$
38-5854	REMEQ	REMORQUE BATEA	25/05/93	620 \$
38-5860	ARTISANALE	REMORQUE VTT	17/08/93	1 275 \$
38-5866	R.DUBOIS INC.	REMORQUE VTT	27/07/94	950 \$
38-5870	DOMESTIQUE	TANDEM	23/02/95	950 \$
38-5877	DOMESTIQUE	ARTISANAL	18/07/95	0 \$
38-5921	BELLEMARE	REM. TOUT-TERRA	22/03/93	630 \$
38-5928	REMEQ	REMORQUE BATEA	14/03/93	2 078 \$
38-5930	REMEQ BVG-1800	REMORQUE BATEA	16/06/93	950 \$
38-5961	E-Z LOADER	REMORQUE BATEA	09/09/92	4 554 \$
38-5973	REMORQUE	38164	14/06/93	1 025 \$
38-5975	HOLSCH	R605191	26/11/93	1 \$
38-5978	TRAILCRAFT	PWT-800W	13/06/94	595 \$
38-5983	FER PLUS	TANDEM	31/01/95	0 \$
38-5986	PRINCECRAFT	38162	23/05/95	980 \$
38-6016	HONDA	TRX300	28/03/95	5 845 \$
38-6081	CARBONNEAU CT	REMORQUE	28/05/93	0 \$
38-6083	FAB. DOM.	REMORQUE	06/05/93	0 \$
38-6094	REMEQ	REM. A BATEAU	27/10/93	2 053 \$
38-6100	FAB. DOM.	REM. A BATEAU	02/02/94	1 195 \$
38-6107	EZ LOADER	REMORQUE BATEA	13/04/93	849 \$
38-6120	EXPLORER	REMORQUE BATEA	14/03/95	1 050 \$
38-6171	ARTISANALE	ARTISANAL	21/06/93	1 373 \$
38-6230	ESPADON		13/07/94	1 \$
38-6258	REMEQ B-1000	REMORQUE BATEA	15/03/93	1 000 \$
38-6271	REMEQ WS-650	REMORQUE BATEA	01/10/93	875 \$
38-6273	NORMAND1920-812	REMORQUE	14/12/93	1 799 \$
38-6280	LOAD RITE	REMORQUE BATEA	06/05/94	810 \$
38-6281	LOAD RITE	REMORQUE BATEA	06/05/94	810 \$
38-6303	REMEQ	BRG28	02/07/93	2 450 \$
38-6312	SHORE	B1824	21/02/95	970 \$
38-6313	EASY HAULER	850B	15/06/95	775 \$
38-6351	SHORE LAND'R	REMORQ A BATEA	28/04/94	1 850 \$
38-6359	FAB.DOM.	FARDIER		0 \$
38-6369	REMEQ	REMORQUE BATEA	29/03/95	2 277 \$
38-6372	ESPADON	REMORQUE	04/09/87	11 112 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS

CAMIONS LOURDS

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-0077	INTERNATIONAL	S-1724 4X2	28/05/79	11 330 \$
38-0131	DODGE D800	CAMION LOURD	24/01/77	15 856 \$
38-0472	INTERNATIONAL	CAMION	25/03/88	66 790 \$
38-0550	INTERNATIONAL	CAMION	12/03/91	26 800 \$
38-0551	INTERNATIONAL	CAMION	01/04/91	26 801 \$
38-0552	FORD	CAMION TRACTEU	26/02/91	79 802 \$
38-0554	ORION	AUTOBUS	21/03/91	57 300 \$
38-0606	GMC	CAMION	27/04/92	52 000 \$
38-0666	KENTWORTH	CAMION	20/09/94	0 \$
38-0798	CHEVROLET	CC31403 ZW9	18/04/78	8 990 \$
38-2711	FORD F600	CAMION LOURD	10/04/79	9 150 \$
38-3368	INTERNATIONAL	CAMION LOURD	06/04/82	17 700 \$
38-3852	G.M.C.	CAMION LOURD	20/09/83	53 486 \$
38-4459	G.M.C.	HICUBE	16/12/85	19 090 \$
38-4460	CHEVROLET	CAMION LOURD	09/04/93	18 450 \$
38-4481	INTERNATIONAL	CAMION 4X2	04/06/86	37 025 \$
38-4783	FORD L9000	CAMION 10 ROUES	16/10/87	1 \$
38-4970	INTERNATIONAL	CAMION LOURD6X4	22/03/88	37 430 \$
38-5353	G.M.C.	CAMION LOURD	24/05/89	33 860 \$
38-5373	INTERNATIONAL	CAMION LOURD	11/07/90	38 462 \$
38-5415	INTERNATIONAL	CAMION LOURD	24/05/89	37 100 \$
38-5416	INTERNATIONAL	CAMION LOURD	30/05/89	56 270 \$
38-5543	WHITEGMC	WG42	22/12/92	84 385 \$
38-5711	G.M.C.	CAMION REMORQU	03/04/91	61 500 \$
38-5771	CHEVROLET	CG 31	19/11/91	0 \$
38-5772	GMC	FOURGON		0 \$
38-5808	G.M.C.	500-W5R042	28/03/91	32 373 \$
38-5809	INTERNATIONAL	S-1824	07/05/91	0 \$
38-5829	INTERNATIONAL	1800	05/12/91	1 \$
38-6080	FORD 6ROUES	CAMION LOURD	21/05/93	0 \$
38-6082	FORD 6ROUES	CAMION LOURD	06/05/93	0 \$
38-6091	INTERNATIONALE	10 ROUES SS	20/10/93	0 \$
38-6092	INTERNATIONALE	6 ROUES LOURD	02/10/92	0 \$
38-6274	INTERNATIONAL	CAMION LOURD	12/01/94	1 \$
38-6276	INTERNATIONAL	CAMION LOURD	28/04/94	1 \$
38-6354	INTERNATIONAL	CAMION LOURD	26/05/77	20 614 \$
38-6355	FORD	CAMION 4X2	13/03/78	22 363 \$
38-6360	FORD	LOURD 6 ROUES	18/10/94	0 \$
38-6389	FORD	LOURD 6 ROUES	23/10/95	0 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS

VÉHICULES TOUT TERRAIN

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-0400	SUZUKI	QUADRICYCLE	11/11/84	2 233 \$
38-1419	SUZUKI	MOTOCYCLETTE	/ /	100 \$
38-1987	HONDA	XL100SZ	04/09/79	959 \$
38-1988	HONDA	XL100SZ	04/09/79	959 \$
38-2203	HONDA	CT 70	22/05/79	675 \$
38-2741	HONDA	CT70	29/02/80	810 \$
38-2849	HONDA	CT-70	30/04/80	725 \$
38-2850	HONDA	CT-70	30/04/80	725 \$
38-3667	HONDA	MOTOCYCLETTE	14/10/83	834 \$
38-3702	HONDA C70D	MOTOCYCLETTE	09/11/83	849 \$
38-3703	HONDA C70D	MOTOCYCLETTE	09/11/83	849 \$
38-3886	HONDA - ATC200	TRICYCLE	04/07/84	2 090 \$
38-3897	HONDA	TRICYCLE ATC200	20/06/84	2 000 \$
38-3901	HONDA	TRICYCLE ACT185	09/08/83	1 800 \$
38-3952	SUZUKI	QUADRIMOTO	05/11/84	2 339 \$
38-3967	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	07/03/85	2 960 \$
38-4263	HONDA TRX-125	QUADRIMOTO 4X2	31/10/85	1 700 \$
38-4455	HONDA	TRICYCLE ATC250	17/03/86	2 475 \$
38-4456	HONDA	TRICYCLE ATC250	17/03/86	2 475 \$
38-4483	HONDA	QUADRIMOTO	03/06/86	3 258 \$
38-4486	HONDA	SCOOTER	10/07/86	648 \$
38-4487	HONDA	4 ROUES 4X4	10/06/86	4 949 \$
38-4496	HONDA	QUADRIMOTO 250	29/09/86	3 375 \$
38-4533	HONDA	QUADRIMOTO 250	19/12/86	3 139 \$
38-4544	KAWASAKI KLF	QUADRIMOTO	12/02/87	3 500 \$
38-4545	KAWASAKI	QUADRIMOTO	12/02/87	3 500 \$
38-4718	YAMAHA	QUADRIMOTO	13/05/87	2 650 \$
38-4721	SUZUKI	QUADRIMOTO	25/06/87	4 899 \$
38-4723	YAMAHA	QUADRIMOTO	22/06/87	3 120 \$
38-4724	YAMAHA	QUADRIMOTO	22/06/87	3 120 \$
38-4725	YAMAHA	QUADRIMOTO	22/06/87	3 120 \$
38-4726	YAMAHA	QUADRIMOTO	22/06/87	3 120 \$
38-4727	YAMAHA	QUADRIMOTO	22/06/87	3 120 \$
38-4728	YAMAHA	QUADRIMOTO	22/06/87	3 120 \$
38-4729	YAMAHA	QUADRIMOTO	22/06/87	3 120 \$
38-4730	YAMAHA	QUADRIMOTO	22/06/87	3 120 \$
38-4733	HONDA	MOTO C-70	22/06/87	454 \$
38-4734	HONDA TRX 350	QUADRIMOTO 4X4	19/06/87	5 569 \$
38-4735	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	22/06/87	3 489 \$
38-4736	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	22/06/87	3 436 \$
38-4737	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	22/06/87	3 436 \$
38-4738	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	22/06/87	3 476 \$
38-4739	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	22/06/87	3 476 \$
38-4740	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	22/06/87	3 489 \$
38-4741	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	22/06/87	3 489 \$

VÉHICULES TOUT TERRAIN

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-4742	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	22/06/87	3 466 \$
38-4743	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	22/06/87	3 466 \$
38-4746	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	21/07/87	3 650 \$
38-4747	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	21/07/87	3 650 \$
38-4748	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	21/07/87	3 650 \$
38-4751	HONDA	MOTO C-70	05/08/87	707 \$
38-4753	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X4	16/07/87	3 606 \$
38-4754	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X4	16/07/87	3 606 \$
38-4757	YAMAHA	QUADRIMOTO 4X4	10/08/87	4 540 \$
38-4758	HONDA	QUADRIMOTO	10/08/87	3 500 \$
38-4759	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	10/08/87	3 500 \$
38-4760	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	10/08/87	3 675 \$
38-4761	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X4	22/06/87	3 489 \$
38-4765	HONDA TRX-250H	QUADRIMOTO 4X2	10/08/87	3 750 \$
38-4766	HONDA TRX-250H	QUADRIMOTO 4X2	10/08/87	3 750 \$
38-4768	HONDA TRX250	QUADRIMOTO 4X2	10/08/87	3 675 \$
38-4769	HONDA TRX250	QUADRIMOTO 4X2	10/08/87	3 675 \$
38-4773	HONDA	MOTOCYCLETTE	19/09/87	885 \$
38-4774	HONDA TRX250	QUADRIMOTO 4X2	18/09/87	3 350 \$
38-4804	SUZUKI	QUADRIMOTO 4X2	21/10/87	2 895 \$
38-4825	YAMAHA - 250	QUADRIMOTO 4X4	22/10/87	4 548 \$
38-4863	YAMAHA	QUADRIMOTO 4X4	28/01/88	4 499 \$
38-4864	YAMAHA	QUADRIMOTO 4X4	28/01/88	4 499 \$
38-4921	YAMAHA YFM350	QUADRIMOTO 4X2	17/03/88	4 235 \$
38-4922	YAMAHA YFM350	QUADRIMOTO 4X2	17/03/88	4 235 \$
38-4923	HONDA TRX-250	QUADRIMOTO 4X2	28/03/88	3 585 \$
38-4924	HONDA TRX-250	QUADRIMOTO 4X2	28/03/88	3 585 \$
38-4925	YAMAHA YFM350	QUADRIMOTO 4X2	21/03/88	3 499 \$
38-4926	YAMAHA YFM350	QUADRIMOTO 4X2	21/03/88	3 499 \$
38-4927	YAMAHA YFM350	QUADRIMOTO 4X2	21/03/88	3 499 \$
38-4928	YAMAHA YFM350	QUADRIMOTO 4X2	21/03/88	3 499 \$
38-4931	HONDA TRX350	QUADRIMOTO 4X4	17/03/88	4 979 \$
38-4932	HONDA TRX350	QUADRIMOTO 4X2	17/03/88	4 979 \$
38-4933	HONDA TRX-250	QUADRIMOTO 4X2	28/03/88	3 585 \$
38-4935	YAMAHA YFM-350	QUADRIMOTO 4X2	21/03/88	3 499 \$
38-4936	YAMAHA YFM-350	QUADRIMOTO 4X2	21/03/88	3 499 \$
38-4937	HONDA TRX-250	QUADRIMOTO 4X2	17/03/88	3 500 \$
38-4938	HONDA TRX-250	QUADRIMOTO 4X2	17/03/88	3 500 \$
38-4939	HONDA TRXD-250	QUADRIMOTO 4X2	17/03/88	3 500 \$
38-4940	HONDA TRX-250	QUADRIMOTO 4X2	17/03/88	3 500 \$
38-4941	HONDA TRX-250	QUADRIMOTO 4X2	17/03/88	3 500 \$
38-4944	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	21/03/88	3 976 \$
38-4945	HONDA TRX250	QUADRIMOTO 4X2	21/03/88	4 026 \$
38-4946	HONDA TRX250	QUADRIMOTO 4X2	21/03/88	3 976 \$
38-4953	YAMAHA YFM-225	QUADRIMOTO 4X2	29/03/88	3 525 \$
38-4955	YAMAHA YFM-225	QUADRIMOTO 4X2	29/03/88	3 525 \$
38-4956	YAMAHA YFM-225	QUADRIMOTO 4X2	29/03/88	3 525 \$
38-4957	YAMAHA YFM-225	QUADRIMOTO 4X2	29/03/88	3 525 \$
38-4958	YAMAHA YFM-225	QUADRIMOTO 4X2	29/03/88	3 525 \$
38-4959	YAMAHA YFM-225	QUADRIMOTO 4X2	29/03/88	3 525 \$

VÉHICULES TOUT TERRAIN

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-4960	SUZUKI LTF	QUADRIMOTO 4X4	28/03/88	4 699 \$
38-4971	YAMAHA - YFM350	QUADRIMOTO 4X2	02/02/88	3 655 \$
38-4972	YAMAHA - YFM350	QUADRIMOTO 4X2	02/02/88	3 655 \$
38-4973	SUZUKI - 250	QUADRIMOTO 4X4	29/03/88	5 095 \$
38-4974	SUZUKI - 250	QUADRIMOTO 4X4	28/03/88	5 095 \$
38-4975	SUZUKI - 250	QUADRIMOTO 4X4	28/03/88	5 095 \$
38-4976	SUZUKI - 250	QUADRIMOTO 4X4	28/03/88	5 095 \$
38-4988	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	08/06/88	4 625 \$
38-4990	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	08/06/88	3 150 \$
38-4991	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	08/06/88	3 150 \$
38-4992	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	08/06/88	3 150 \$
38-4993	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	08/06/88	3 150 \$
38-5105	HONDA TRX250	QUADRIMOTO 4X4	24/03/88	3 482 \$
38-5109	HONDA ATX 300	QUADRIMOTO 4X2	15/11/88	4 100 \$
38-5112	SUZUKI	V.T.T. 4X2	15/08/88	3 840 \$
38-5113	SUZUKI	V.T.T. 4X2	15/08/88	3 840 \$
38-5114	SUZUKI	V.T.T. 4X2	15/08/88	3 840 \$
38-5117	SUZUKI	QUADRIMOTO 4X2	07/09/88	3 800 \$
38-5118	YAMAHA YFN250	QUADRIMOTO 4X2	24/08/88	3 675 \$
38-5119	YAMAHA YFN250	QUADRIMOTO 4X2	24/08/88	3 675 \$
38-5120	YAMAHA YFN250	QUADRIMOTO 4X2	24/08/88	3 675 \$
38-5121	YAMAHA YFN250	QUADRIMOTO 4X2	24/08/88	3 675 \$
38-5122	YAMAHA YFN250	QUADRIMOTO 4X2	24/08/88	3 675 \$
38-5159	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X4	14/03/89	4 875 \$
38-5161	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X4	14/03/89	4 875 \$
38-5178	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X4	14/06/89	3 995 \$
38-5179	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X4	14/06/89	3 995 \$
38-5180	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	14/06/89	3 995 \$
38-5181	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	14/06/89	3 995 \$
38-5184	POLARIS	TOUT TERRAIN	14/03/90	4 583 \$
38-5187	YAMAHA	QUADRIMOTO 4X2	07/06/90	3 887 \$
38-5190	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	06/08/90	4 150 \$
38-5191	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	06/08/90	4 150 \$
38-5192	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	06/08/90	4 150 \$
38-5193	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	06/08/90	4 150 \$
38-5206	SUZUKI	V.T.T. 4X2	30/03/89	4 142 \$
38-5216	SUZUKI	V.T.T. 4X2	10/10/89	4 523 \$
38-5217	SUZUKI	V.T.T. 4X2	10/10/89	4 523 \$
38-5218	HONDA	V.T.T. 4X2	03/02/90	4 700 \$
38-5229	HONDA	TRX-300 4X4	07/02/91	4 968 \$
38-5237	POLARIS	V.T.T. 4X4	04/09/91	5 098 \$
38-5240	HONDA	V.T.T. 4X4	06/03/92	4 984 \$
38-5251	YAMAHA	YEM350FWU	27/09/88	5 232 \$
38-5259	JOHN DEERE	AMT622	31/03/89	4 800 \$
38-5260	JOHN DEERE	AMT600	31/03/89	3 800 \$
38-5261	JOHN DEERE	AMT600	31/03/89	3 800 \$
38-5262	YAMAHA	YFM250W-GY	31/03/89	4 250 \$
38-5263	YAMAHA	YFM250W-R	31/03/89	4 250 \$
38-5264	YAMAHA	YFM250W-GY	31/03/89	4 250 \$
38-5265	YAMAHA	YFM250W-R	31/03/89	4 250 \$

VÉHICULES TOUT TERRAIN

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5266	YAMAHA	YFM250W-R	31/03/89	4 250 \$
38-5287	JOHN DEERE	AMT622	13/02/90	4 997 \$
38-5289	YAMAHA	YFM350FWA	13/06/90	5 150 \$
38-5316	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	14/09/89	4 355 \$
38-5317	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X2	14/09/89	4 355 \$
38-5326	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO 4X2	20/06/90	4 200 \$
38-5328	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO 4X4	21/03/91	4 625 \$
38-5331	HONDA TRX300	QUADRIMOTO 4X2	15/05/91	4 045 \$
38-5333	YAMAHA YFM350	QUADRIMOTO 4X4	18/06/91	4 900 \$
38-5335	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO 4X2	11/06/91	3 875 \$
38-5336	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO 4X2	11/06/91	3 875 \$
38-5337	HONDA TRX300	QUADRIMOTO 4X2	17/07/91	3 924 \$
38-5347	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO 4X4	23/01/92	4 550 \$
38-5348	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO 4X4	17/03/92	4 266 \$
38-5349	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO 4X2	30/03/92	4 250 \$
38-5365	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	27/08/90	5 340 \$
38-5368	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	27/08/90	5 340 \$
38-5370	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X4	07/09/90	5 075 \$
38-5371	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X4	07/09/90	5 075 \$
38-5375	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	08/03/91	4 968 \$
38-5377	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	13/03/91	4 600 \$
38-5378	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	19/04/91	4 600 \$
38-5379	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	18/04/91	4 585 \$
38-5390	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	08/09/92	4 995 \$
38-5422	HONDA TRX300	QUADRIMOTO 4X2	15/09/89	741 \$
38-5425	HONDA	TRX30		4 541 \$
38-5426	HONDA	TRX30 4X4		4 541 \$
38-5461	HONDA - 300	QUADRIMOTO 4X4	01/03/90	4 583 \$
38-5462	HONDA - 300	QUADRIMOTO 4X4	01/03/90	4 583 \$
38-5471	HONDA - 350	QUADRIMOTO 4X4	13/09/90	5 531 \$
38-5475	HONDA - TRX300	QUADRIMOTO 4X4	17/05/91	4 625 \$
38-5478	HONDA - TRX300	QUADRIMOTO 4X4	17/05/91	4 625 \$
38-5479	HONDA - TRX300	QUADRIMOTO 4X4	17/05/91	4 625 \$
38-5496	HONDA - TRX300	QUADRIMOTO 4X4	12/03/92	4 995 \$
38-5497	HONDA - TRX300	QUADRIMOTO 4X4	20/03/92	4 995 \$
38-5508	HONDA	TRX 300 FWK 4X4	27/07/89	5 200 \$
38-5510	SUZUKI	LT4	15/03/90	4 587 \$
38-5511	SUZUKI	LT4	15/03/90	4 587 \$
38-5513	HONDA	TRX30	29/08/90	5 069 \$
38-5514	HONDA	TRX30	29/08/90	5 069 \$
38-5516	HONDA	TRX30	06/09/90	5 094 \$
38-5527	HONDA	TRX300FWM	25/03/91	4 700 \$
38-5528	HONDA	TRX300FWM	25/03/91	4 700 \$
38-5529	HONDA	TRX300FWM	25/03/91	4 700 \$
38-5530	HONDA	TRX300FWM	10/06/91	5 195 \$
38-5551	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO	06/06/89	4 150 \$
38-5552	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO	16/04/88	4 250 \$
38-5553	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO	06/06/89	4 251 \$
38-5559	HONDA	TRX30	30/06/89	4 200 \$
38-5563	HONDA	TR300	25/09/90	5 800 \$

VÉHICULES TOUT TERRAIN

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5564	HONDA	TR300	25/09/90	5 800 \$
38-5565	HONDA	TR300	25/09/90	5 800 \$
38-5566	HONDA	TR300	25/09/90	5 800 \$
38-5567	HONDA	TR300	25/09/90	5 800 \$
38-5575	HONDA	TE152M	20/06/91	6 300 \$
38-5576	HONDA	TE152M	20/06/91	6 300 \$
38-5601	KAWASAKI	QUADRIMOTO 4X4	31/03/89	3 350 \$
38-5608	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	30/03/89	4 450 \$
38-5612	YAMAHA	YFM250A-L	30/05/90	3 780 \$
38-5615	YAMAHA 4X4	YEM350FW	05/09/90	5 295 \$
38-5616	YAMAHA 4X4	YEM350FW	05/09/90	5 295 \$
38-5626	KAWAS	KLF220	11/09/91	4 484 \$
38-5633	YAMAHA	QUADRIMOTO 4X4	27/03/92	4 625 \$
38-5634	YAMAHA	QUADRIMOTO 4X4	16/03/92	4 625 \$
38-5662	HONDA TRX 300L	QUADRIMOTO 4X2	21/08/90	4 020 \$
38-5663	HONDA TRX 300L	QUADRIMOTO 4X2	21/08/90	4 020 \$
38-5665	YAMAHA BIG BEAR	QUADRIMOTO 4X4	17/10/90	5 180 \$
38-5666	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	18/04/91	4 861 \$
38-5674	SUZUKI	QUADRIMOTO 4X4	22/03/93	5 459 \$
38-5675	SUZUKI	QUADRIMOTO 4X4	22/03/93	5 459 \$
38-5722	HONDA	QUADRIMOTO 4X2	12/07/91	4 733 \$
38-5778	HONDA	TRX 300 4X4	07/01/92	49 999 \$
38-5781	HONDA	TRX 300 4X4	18/03/92	4 649 \$
38-5782	HONDA	TRX 300 4X4	19/04/92	4 568 \$
38-5783	HONDA	TRX 300 4X4	18/03/92	4 406 \$
38-5804	YAMAHA	YFM350FWB	13/02/91	4 950 \$
38-5821	HONDA	MZASI	05/07/91	3 600 \$
38-5823	JOHN DEERE	AMT 600	01/04/87	3 000 \$
38-5833	YAMAHA	YFM35	09/01/92	4 400 \$
38-5835	KAWASAKI	KLF-300	06/02/92	4 625 \$
38-5837	YAMAHA	350	14/02/92	4 095 \$
38-5838	KAWASAKI	KLF 300 C4	14/02/92	4 900 \$
38-5841	YAMAHA	OT50	14/05/92	0 \$
38-5865	HONDA 300	QUADRIMOTO 4X4	27/07/94	5 595 \$
38-5871	HONDA	QUADRIMOTO	20/03/95	6 995 \$
38-5872	HONDA	QUADRIMOTO	20/03/95	6 995 \$
38-5902	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO 4X2	13/04/92	3 925 \$
38-5903	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO 4X2	13/04/92	3 925 \$
38-5904	KAWASAKI KLF300	QUADRIMOTO 4X4	24/08/92	4 800 \$
38-5948	KAWASAKI 4X4	KLF300-C7	15/02/95	5 600 \$
38-5963	HONDA - TRX300	QUADRIMOTO 4X4	26/02/93	4 885 \$
38-6014	HONDA	TRX300	28/03/95	5 845 \$
38-6015	HONDA	TRX300	28/03/95	5 845 \$
38-6051	HONDA	TRX 300 4X4	02/03/93	4 525 \$
38-6070	HONDA	TRX 300 4X4	02/03/93	4 525 \$
38-6071	HONDA	TRX 300 4X4	02/03/93	4 525 \$
38-6087	HONDA	TRX 300 4X4	04/10/93	4 950 \$
38-6088	HONDA	TRX 300 4X4	04/10/93	4 950 \$
38-6101	HONDA	V.T.T. 4X4	18/03/93	5 395 \$
38-6102	HONDA	V.T.T. 4X4	18/03/93	5 395 \$

VÉHICULES TOUT TERRAIN

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-6103	HONDA	V.T.T. 4X4	18/03/93	5 395 \$
38-6109	SUZUKI	CYCLOMOT. 50 CC	02/08/93	1 600 \$
38-6110	HONDA	V.T.T. 4X4	28/07/93	5 629 \$
38-6111	HONDA	V.T.T. 4X4	28/07/93	5 629 \$
38-6117	HONDA	V.T.T. 4X4	12/10/94	5 985 \$
38-6123	YAMAHA	CYCLOMOT. 50 CC	11/09/95	1 800 \$
38-6161	HONDA	TRX300 CC	05/04/93	4 900 \$
38-6172	HONDA	TRX30	15/08/93	4 900 \$
38-6173	HONDA	TRX30	14/09/93	4 900 \$
38-6174	HONDA	TRX30	19/07/93	4 900 \$
38-6242	JOHN DEERE	GATOR	31/03/95	7 395 \$
38-6243	JOHN DEERE	GATOR	31/03/95	7 395 \$
38-6253	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	26/02/93	4 900 \$
38-6294	HONDA	TRX300S	29/03/95	4 740 \$
38-6295	HONDA	TRX 300 FWS	05/05/95	5 799 \$
38-6297	KAWASAKI	KAF 450-B1	06/05/94	6 800 \$
38-6308	POLARIS	SPORT	31/01/95	6 220 \$
38-6311	YAMAHA	YFM35	24/03/95	7 050 \$
38-6358	HONDA	QUADRIMOTO	30/06/94	0 \$
38-6362	HONDA	QUADRIMOTO	27/02/95	4 999 \$
38-6363	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	27/02/95	4 999 \$
38-6364	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	27/02/95	4 999 \$
38-6365	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	27/02/95	4 999 \$
38-6366	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	27/02/95	4 999 \$
38-6367	HONDA	QUADRIMOTO 4X4	27/02/95	4 999 \$
38-6370	SUZUKI	MOTOCYCLETTE	31/04/95	3 700 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS

MOTONEIGES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-0165	BOMBARDIER ELAN	MOTONEIGE	17/01/78	1 171 \$
38-0231	BOMBARDIER ALPI	MOTONEIGE	22/02/80	3 600 \$
38-0266	BOMBARDIER	CITATION 3500	01/08/80	1 740 \$
38-0292	BOMBARDIER	ELAN	10/11/95	0 \$
38-0324	BOMBARDIER	MOTONEIGE	18/11/82	3 172 \$
38-0365	BOMBARDIER	MOTONEIGE	08/12/83	2 138 \$
38-0398	BOMBARDIER	MOTONEIGE SKAN	20/11/84	3 375 \$
38-0464	BOMBARDIER SKAN	MOTONEIGE	20/11/86	0 \$
38-0601	BOMBARDIER	MOTONEIGE	28/03/91	3 178 \$
38-0602	BOMBARDIER	MOTONEIGE	28/03/91	3 178 \$
38-0604	BOMBARDIER	MOTONEIGE	23/10/91	3 322 \$
38-0628	BOMBARDIER	MOTONEIGE ELAN	02/11/92	2 600 \$
38-0629	BOMBARDIER	MOTONEIGE SKAN	02/11/92	4 675 \$
38-0630	BOMBARDIER	MOTONEIGE SKAN	02/11/92	4 609 \$
38-0631	BOMBARDIER	MOTONEIGE SKAN	07/01/93	4 614 \$
38-0634	BOMBARDIER	MOTONEIGE TUND	29/03/93	3 200 \$
38-0667	BOMBARDIER	TUNDRA	03/03/94	3 300 \$
38-1039	BOMBARDIER	ELAN 250	16/12/77	1 250 \$
38-1044	BOMBARDIER	ELAN 250	10/08/77	995 \$
38-1211	BOMBARDIER	ELAN 250	29/07/74	945 \$
38-1527	SKIDOO	ALPINE 640 E	05/10/78	2 703 \$
38-1533	BOMBARDIER	ALPINE	31/05/78	2 800 \$
38-1550	BOMBARDIER	ELAN 250	23/02/78	1 250 \$
38-1551	BOMBARDIER	ELAN 250	23/02/78	1 255 \$
38-1552	BOMBARDIER	ELAN 250	16/07/75	771 \$
38-1553	BOMBARDIER	ELAN 250 CC	06/12/76	900 \$
38-1723	BOMBARDIER	ELAN 250	22/02/78	1 345 \$
38-1724	BOMBARDIER	ELAN 250	22/02/78	1 345 \$
38-1879	BOMBARDIER	ELAN 250	21/12/77	1 225 \$
38-1880	BOMBARDIER	ELAN 250	21/12/77	1 225 \$
38-1909	BOMBARDIER	OLYMPIQUE 300	08/11/76	1 395 \$
38-1927	BOMBARDIER	TUNDRA	06/12/76	1 220 \$
38-1965	BOMBARDIER	OLYMPIQUE 300	16/09/74	1 195 \$
38-1967	BOMBARDIER	ELAN 250	07/11/78	1 277 \$
38-1985	BOMBARDIER	OLYMPIQUE 300	30/07/74	1 065 \$
38-1986	BOMBARDIER	ALPINE	07/06/77	2 500 \$
38-2056	BOMBARDIER	ELAN 3030	05/10/78	1 229 \$
38-2067	BOMBARDIER	ELAN	21/12/78	1 272 \$
38-2102	BOMBARDIER	OLYMPIQUE 340E	22/03/78	1 375 \$
38-2187	BOMBARDIER	EVEREST 340E	24/11/77	1 538 \$
38-2539	BOMBARDIER	ELAN	15/10/76	897 \$
38-2540	BOMBARDIER	ELAN	15/10/76	897 \$
38-2541	BOMBARDIER	ELAN 250	22/02/78	1 345 \$
38-2542	BOMBARDIER	ELAN 250	22/02/78	1 345 \$
38-2643	BOMBARDIER	ELAN	14/12/79	1 282 \$

MOTONEIGES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-2652	BOMBARDIER	CITATION	17/12/79	1 327 \$
38-2653	BOMBARDIER	CITATION	17/12/79	1 327 \$
38-2672	BOMBARDIER	CITATION	24/12/79	1 527 \$
38-2675	BOMBARDIER	CITATION	17/12/79	1 327 \$
38-2676	BOMBARDIER	CITATION	14/12/79	1 876 \$
38-2680	BOMBARDIER	CITATION	17/12/79	1 876 \$
38-2682	BOMBARDIER	CITATION	17/12/79	1 876 \$
38-2686	BOMBARDIER	CITATION	17/12/79	1 876 \$
38-2693	BOMBARDIER	CITATION	17/12/79	1 760 \$
38-2694	BOMBARDIER	CITATION	17/12/79	1 760 \$
38-2700	BOMBARDIER	ALPINE 640	17/12/79	3 301 \$
38-2714	BOMBARDIER	CITATION	08/01/80	1 552 \$
38-2844	BOMBARDIER	ALPINE 640 E	23/04/80	2 705 \$
38-2936	BOMBARDIER	CITATION 4500	26/03/80	1 825 \$
38-2937	BOMBARDIER	EVEREST 500	10/09/80	2 724 \$
38-2954	BOMBARDIER	CITATION 3500	10/09/80	1 612 \$
38-2978	BOMBARDIER	CITATION 4500	10/09/80	1 975 \$
38-2986	BOMBARDIER	CITATION 4500	10/09/80	1 980 \$
38-3202	BOMBARDIER	ELAN 250	17/11/81	1 732 \$
38-3435	BOMBARDIER	ELAN 250	08/12/82	1 906 \$
38-3436	BOMBARDIER	ELAN 250	08/12/82	1 906 \$
38-3437	BOMBARDIER	ELAN 250	08/12/82	1 906 \$
38-3439	BOMBARDIER	ELAN 250	28/12/82	1 906 \$
38-3450	SKI-DOO	SKANDIC 277	08/12/82	2 719 \$
38-3458	MOTOSKI	SPIRIT 250	08/12/82	1 906 \$
38-3459	MOTOSKI	SPIRIT 250	08/12/82	1 906 \$
38-3470	BOMBARDIER	SKANDIK	23/03/95	1 \$
38-3471	BOMBARDIER	SKANDIK	23/03/95	1 \$
38-3472	MOTOSKI	SPIRIT 250	08/12/82	1 906 \$
38-3473	MOTOSKI	SPIRIT 250	08/12/82	1 906 \$
38-3490	BOMBARDIER	ALPINE	21/03/83	5 048 \$
38-3493	BOMBARDIER	ELAN 250	21/03/83	1 906 \$
38-3494	BOMBARDIER	ALPINE	21/03/83	5 078 \$
38-3675	BOMBARDIER	ELAN 250	31/10/83	1 921 \$
38-3677	BOMBARDIER	ELAN 250	31/10/83	1 931 \$
38-3687	BOMBARDIER	ELAN 250	27/10/83	1 961 \$
38-3688	BOMBARDIER	ELAN 250	27/10/83	1 961 \$
38-3722	BOMBARDIER	ALPINE 3335	21/02/84	5 140 \$
38-3832	BOMBARDIER	SAFARI 377	15/03/84	2 348 \$
38-3913	BOMBARDIER	ELAN	28/08/84	2 037 \$
38-3914	BOMBARDIER	SKANDIC	28/08/84	2 907 \$
38-3915	BOMBARDIER	ELAN	28/08/84	2 037 \$
38-3916	BOMBARDIER	ALPINE	28/08/84	5 921 \$
38-3922	BOMBARDIER	ELAN 3402	28/08/84	2 027 \$
38-3923	BOMBARDIER	ELAN 3402	28/08/84	2 027 \$
38-3924	BOMBARDIER	ELAN 3402	28/08/84	2 027 \$
38-3925	BOMBARDIER	SKANDIC 440	28/08/84	2 672 \$
38-3926	BOMBARDIER	ELAN 3402	28/08/84	2 037 \$
38-3927	BOMBARDIER	ELAN 3402	28/08/84	2 047 \$
38-3928	BOMBARDIER	ELAN 3402	28/08/84	2 047 \$

MOTONEIGES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-3933	BOMBARDIER	CITATION	28/08/84	2 048 \$
38-3935	BOMBARDIER	TUNDRA	28/08/84	2 178 \$
38-4220	BOMBARDIER	TUNDRA	03/10/85	2 750 \$
38-4221	BOMBARDIER	TUNDRA	03/10/85	2 750 \$
38-4265	BOMBARDIER	TUNDRA	03/10/85	2 625 \$
38-4266	BOMBARDIER	TUNDRA	03/10/85	2 625 \$
38-4268	BOMBARDIER	TUNDRA	30/08/85	2 423 \$
38-4269	BOMBARDIER	TUNDRA	30/08/85	2 423 \$
38-4270	BOMBARDIER	TUNDRA	30/08/85	2 423 \$
38-4271	BOMBARDIER	TUNDRA	30/08/85	2 423 \$
38-4274	BOMBARDIER	ALPINE	04/10/85	5 947 \$
38-4275	BOMBARDIER	SKANDIC	04/10/85	3 258 \$
38-4482	BOMBARDIER	CITATION LSE	24/02/86	2 175 \$
38-4499	BOMBARDIER	TUNDRA	04/09/86	2 522 \$
38-4500	BOMBARDIER	SKANDIC 377R	04/09/86	3 946 \$
38-4504	BOMBARDIER	SAFARI 377-E	28/10/86	3 375 \$
38-4506	BOMBARDIER	SAFARI 377-E	28/10/86	3 375 \$
38-4507	BOMBARDIER	TUNDRA LTS	04/09/86	2 722 \$
38-4508	BOMBARDIER	TUNDRA LTS.	04/09/86	2 722 \$
38-4523	BOMBARDIER	TUNDRA	17/10/86	2 738 \$
38-4524	BOMBARDIER	TUNDRA LT	17/10/86	2 738 \$
38-4526	BOMBARDIER	TUNDRA LT.	04/09/86	2 738 \$
38-4529	BOMBARDIER	TUNDRA LT	10/12/86	3 110 \$
38-4530	BOMBARDIER	TUNDRA LT	10/12/86	3 110 \$
38-4535	BOMBARDIER	SKANDIC 377R.	07/01/87	4 035 \$
38-4536	BOMBARDIER	TUNDRA LTS 3221	07/01/87	2 945 \$
38-4538	BOMBARDIER	TUNDRA LTS 3221	07/01/87	2 945 \$
38-4539	BOMBARDIER	TUNDRA LTS 3221	07/01/87	2 945 \$
38-4540	BOMBARDIER	TUNDRA LTS 3221	07/01/87	2 945 \$
38-4543	BOMBARDIER	ALPINE	12/02/87	6 450 \$
38-4546	BOMBARDIER	TUNDRA LT	12/02/87	2 775 \$
38-4547	BOMBARDIER	TUNDRA LT	12/02/87	2 775 \$
38-4548	BOMBARDIER	TUNDRA LT	12/02/87	2 775 \$
38-4549	BOMBARDIER	TUNDRA LT	12/02/87	2 775 \$
38-4550	BOMBARDIER	TUNDRA LT	12/02/87	2 735 \$
38-4551	BOMBARDIER	TUNDRA LT	12/02/87	2 735 \$
38-4552	BOMBARDIER	TUNDRA LT	12/02/87	2 735 \$
38-4556	BOMBARDIER	TUNDRA	20/02/87	2 648 \$
38-4557	BOMBARDIER	TUNDRA	20/02/87	2 648 \$
38-4558	BOMBARDIER	TUNDRA	20/02/87	2 648 \$
38-4561	BOMBARDIER	SAFARI 377	20/02/87	3 188 \$
38-4644	BOMBARDIER	TUNDRA LT.	20/02/87	2 926 \$
38-4646	BOMBARDIER	TUNDRA LT.	20/02/87	2 926 \$
38-4647	BOMBARDIER	ALPINE	02/03/87	6 397 \$
38-4648	BOMBARDIER	SKANDIC 377R	02/03/87	4 188 \$
38-4649	BOMBARDIER	TUNDRA LT	02/03/87	2 864 \$
38-4650	BOMBARDIER	TUNDRA LT	02/03/87	2 864 \$
38-4652	BOMBARDIER	SKANDIC 377R	02/03/87	4 188 \$
38-4657	BOMBARDIER	TUNDRA LT.	20/02/87	2 864 \$
38-4785	BOMBARDIER	SAFARI 503	26/08/87	4 411 \$

MOTONEIGES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-4787	BOMBARDIER	SAFARI 503	26/08/87	4 411 \$
38-4788	BOMBARDIER	SAFARI 503	26/08/87	4 411 \$
38-4789	BOMBARDIER	SAFARI 503	26/08/87	4 411 \$
38-4793	SKI-DOO	SAFARI 503R	26/08/87	4 557 \$
38-4794	SKI-DOO	SAFARI 503R	26/08/87	4 557 \$
38-4795	BOMBARDIER	TUNDRA LT	26/08/87	3 029 \$
38-4796	BOMBARDIER	TUNDRA LT	26/08/87	3 029 \$
38-4801	BOMBARDIER	TUNDRA LT	26/08/87	3 029 \$
38-4802	BOMBARDIER	TUNDRA LT	26/08/87	3 029 \$
38-4803	BOMBARDIER	TUNDRA LT3226	26/08/87	3 029 \$
38-4809	BOMBARDIER	TUNDRA LT	26/08/87	3 029 \$
38-4810	BOMBARDIER	TUNDRA LT	26/08/87	3 029 \$
38-4811	BOMBARDIER	SAFARI 377E	09/10/87	3 555 \$
38-4812	BOMBARDIER	SKANDIK	30/07/87	4 445 \$
38-4816	BOMBARDIER	TUNDRA LT3226	26/08/87	3 029 \$
38-4820	BOMBARDIER	ALPINE II 3345	09/10/87	7 323 \$
38-4821	BOMBARDIER	TUNDRA LT3226	26/08/87	3 029 \$
38-4824	BOMBARDIER	SAFARI 503	29/10/87	4 411 \$
38-4826	BOMBARDIER	SAFARI	19/10/87	3 348 \$
38-4827	BOMBARDIER	SAFARI	19/10/87	4 557 \$
38-4844	BOMBARDIER	TUNDRA LT-3226	19/10/87	3 029 \$
38-4845	BOMBARDIER	TUNDRA LT-3226	19/10/87	3 029 \$
38-4846	BOMBARDIER	TUNDRA LT-3226	26/08/87	3 029 \$
38-4847	BOMBARDIER	TUNDRA LT-3226	26/08/87	3 029 \$
38-4851	BOMBARDIER	TUNDRA CR-2480	26/08/87	2 824 \$
38-4852	BOMBARDIER	TUNDRA CR-2480	26/08/87	2 824 \$
38-4853	BOMBARDIER	TUNDRA CR-2480	26/08/87	2 824 \$
38-4854	BOMBARDIER	TUNDRA	26/08/87	2 824 \$
38-4855	BOMBARDIER	TUNDRA LT-3220	05/01/88	3 030 \$
38-4856	BOMBARDIER	TUNDRA LT-3220	05/01/88	3 030 \$
38-4858	BOMBARDIER	SAFARI 503	09/12/87	4 414 \$
38-4861	BOMBARDIER	ALPINE	20/01/88	1 \$
38-4866	BOMBARDIER	TUNDRA LT-3226	11/03/88	3 278 \$
38-4867	BOMBARDIER	TUNDRA LT-3226	11/03/88	3 278 \$
38-4869	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4872	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4873	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4874	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4875	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4876	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4877	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4878	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4879	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4880	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4881	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4883	BOMBARDIER	SAFARI 503-R	11/03/88	4 642 \$
38-4884	BOMBARDIER	SAFARI 503-R	11/03/88	4 642 \$
38-4885	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4886	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4887	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$

MOTONEIGES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-4888	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4889	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4890	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4891	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4892	SKI-DOO	SAFARI 503-R	11/03/88	4 642 \$
38-4893	BOMBARDIER	TUNDRA LT	14/09/87	2 962 \$
38-4894	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4895	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4896	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4897	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4898	BOMBARDIER	TUNDRA LT	02/03/88	3 278 \$
38-4899	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4900	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4903	BOMBARDIER	TUNDRA	11/03/88	3 073 \$
38-4904	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4905	SKI-DOO	TUNDRA LT	25/03/88	3 278 \$
38-4907	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4908	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4909	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4910	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4911	RADISSON	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4913	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4915	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/03/88	3 278 \$
38-4963	BOMBARDIER	TUNDRA LT	03/03/88	3 278 \$
38-4964	BOMBARDIER	TUNDRA LT	03/03/88	3 278 \$
38-4965	BOMBARDIER	TUNDRA LT	03/03/88	3 278 \$
38-5151	BOMBARDIER	TUNDRA LT	08/11/88	3 370 \$
38-5152	BOMBARDIER	CHEYENNE	25/11/88	5 055 \$
38-5153	BOMBARDIER	TUNDRA LT	28/11/88	3 335 \$
38-5154	BOMBARDIER	TUNDRA LT	15/11/88	3 370 \$
38-5155	BOMBARDIER	TUNDRA LT	17/11/88	3 370 \$
38-5156	BOMBARDIER	TUNDRA LT	15/11/88	3 335 \$
38-5201	SKI-DOO	ELAN	03/10/88	2 705 \$
38-5202	SKI-DOO	CHEYENNE	03/10/88	5 537 \$
38-5203	SKI-DOO	CHEYENNE	03/10/88	5 537 \$
38-5204	SKI-DOO	CHEYENNE	03/10/88	5 537 \$
38-5228	BOMBARDIER	SAFARI CHEYENNE	30/11/90	1 980 \$
38-5230	SKI-DOO	TOUDRA LT 250CC	22/02/91	3 234 \$
38-5242	SKI-DOO	SKANDIC SLT	09/11/92	5 774 \$
38-5243	SKI-DOO	SKANDIC SLT	09/11/92	5 774 \$
38-5253	SKI-DOO	TUNDRA-LT-3236	03/10/88	3 300 \$
38-5254	SKI-DOO	SAFARI-SCOUT-E	03/10/88	3 770 \$
38-5255	SKI-DOO	TUNDRA-LT-3236	03/10/88	3 300 \$
38-5256	SKI-DOO	SAFARI-SCOUT-E	03/10/88	3 770 \$
38-5299	BOMBARDIER	SAFARI SCOUT	03/11/90	3 815 \$
38-5300	BOMBARDIER	ELAN	08/11/90	3 052 \$
38-5301	BOMBARDIER	TUNDRA	21/10/88	3 373 \$
38-5360	BOMBARDIER	TUNDRA	18/10/89	3 849 \$
38-5361	BOMBARDIER	SAFARI SCOUT	29/09/89	3 990 \$
38-5387	BOMBARDIER	SKANDIK II	24/03/92	4 149 \$

MOTONEIGES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5394	BOMBARDIER	TUNDRA	16/11/92	3 555 \$
38-5401	SKI DOO	CHEYENNE	09/12/88	5 020 \$
38-5402	BOMBARDIER	CHEYENNE	03/10/88	4 985 \$
38-5403	BOMBARDIER	TOUNDR	03/10/88	3 295 \$
38-5404	BOMBARDIER	TOUNDR LT	01/02/88	3 278 \$
38-5405	BOMBARDIER	TOUNDR LT	01/02/88	3 278 \$
38-5418	BOMBA	TUNDRA	26/10/89	3 699 \$
38-5419	SKI DOO	TOUNDR LT	29/08/89	3 699 \$
38-5420	BOMBARDIER	TUNDRA LT	02/10/89	3 709 \$
38-5503	SKI-DOO	TUNDRA LT	12/12/88	3 398 \$
38-5526	SKI-DOO	TUNDRA	25/01/91	3 450 \$
38-5535	BOMBARDIER	TUNDRA LT	16/12/91	3 200 \$
38-5544	BOMBARDIER	TUNDRA LT II 93	15/10/92	3 500 \$
38-5545	BOMBARDIER	TUNDRA LT II 93	15/10/92	3 500 \$
38-5546	BOMBARDIER	TUNDRA LT II 93	15/10/92	3 500 \$
38-5547	BOMBARDIER	TUNDRA LT II 93	15/10/92	3 500 \$
38-5554	BOMBARDIER	SAFARI 503R	25/04/88	4 643 \$
38-5584	BOMBARDIER	SKANDIC II	30/10/91	4 315 \$
38-5585	BOMBARDIER	SKANDIC II	30/10/91	4 462 \$
38-5586	BOMBARDIER	SKANDIC II	30/10/91	4 447 \$
38-5587	BOMBARDIER	SKANDIC II	30/10/91	4 472 \$
38-5591	BOMBARDIER	SKANDIC 503	06/10/92	4 795 \$
38-5592	BOMBARDIER	SKANDIC 503	06/10/92	4 795 \$
38-5593	BOMBARDIER	SKANDIC 503	16/10/92	4 795 \$
38-5621	SKIDOO	TUNDRA LT	11/04/91	3 490 \$
38-5635	BOMBARDIER	ELAN	05/03/92	2 650 \$
38-5639	POLARIS	INDY	24/07/92	5 995 \$
38-5647	BOMBARDIER	TUNDRA	25/02/93	3 500 \$
38-5648	BOMBARDIER	TUNDRA	16/03/93	3 500 \$
38-5678	BOMBARDIER	TUNDRA	14/03/95	3 849 \$
38-5679	BOMBARDIER	TUNDRA	28/02/95	3 849 \$
38-5709	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/09/90	3 847 \$
38-5710	BOMBARDIER	TUNDRA LT	11/09/90	3 847 \$
38-5725	BOMBARDIER	TUNDRA LT	26/09/91	3 503 \$
38-5726	BOMBARDIER	TUNDRA LT	26/09/91	3 503 \$
38-5727	BOMBARDIER	TUNDRA LT	26/09/91	3 503 \$
38-5728	BOMBARDIER	TUNDRA LT	26/09/91	3 503 \$
38-5733	BOMBARDIER	TUNDRA	15/01/92	3 100 \$
38-5769	BOMBARDIER	TUNDRA	22/02/91	2 480 \$
38-5770	BOMBARDIER	TUNDRA	22/02/91	2 480 \$
38-5826	BOMBARDIER	SKANDIC	03/09/91	4 741 \$
38-5827	BOMBARDIER	SKANDIC	25/09/91	4 741 \$
38-5830	BOMBARDIER	ALPINE	08/01/92	8 550 \$
38-5836	BOMBARDIER	TUNDRA LT	06/02/92	3 350 \$
38-5861	BOMBARDIER	SKANDIK II	19/08/93	4 650 \$
38-5862	BOMBARDIER	SKANDIK II	19/08/93	4 650 \$
38-5868	BOMBARDIER	MOTONEIGE	27/10/94	1 \$
38-5875	BOMBARDIER	ALPINE 2 PONTS	17/05/95	0 \$
38-5922	BOMBARDIER	SKANDIK II 503R	16/03/93	4 995 \$
38-5923	BOMBARDIER	SKANDIK II 503R	18/03/93	4 800 \$

MOTONEIGES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5932	SKI-DOO SK. II	503 RSLT	18/10/93	5 609 \$
38-5933	SKI-DOO SK. II	503 RSLT	18/10/93	5 609 \$
38-5934	SKI-DOO SK. II	377 R	18/10/93	4 864 \$
38-5944	POLARIS	GT 340 R	10/02/95	4 715 \$
38-5945	POLARIS	GT 340 R	10/02/95	4 715 \$
38-5946	POLARIS	GT 340 R	10/02/95	4 715 \$
38-5947	POLARIS	GT 340 R	10/02/95	4 715 \$
38-5949	ARTIC CAT	PUMA-2UP 340R	30/03/95	4 715 \$
38-5950	ARTIC CAT	PUMA-2UP 340R	30/03/95	4 715 \$
38-5962	BOMBARDIER	SCANDIC II	25/03/93	4 600 \$
38-5976	BOMBARDIER	SCANDIC II	21/12/93	5 000 \$
38-5979	SKI-DOO	SKAND 500	28/11/94	5 350 \$
38-5980	SKI-DOO	SKAND 500	28/11/94	5 350 \$
38-5981	BOMBARDIER	SCANDIC WT-95	02/02/95	6 100 \$
38-5982	BOMBARDIER	SCANDIC WT-95	02/02/95	6 100 \$
38-5987	BOMBARDIER	SKANDIC 500	13/10/96	5 150 \$
38-5988	BOMBARDIER	SKANDIC WT	13/10/95	6 300 \$
38-5989	YAMAHA	YFM-350F	20/09/95	5 800 \$
38-6009	POLARIS	WIDE	17/10/94	6 700 \$
38-6010	ARCTIC CAT	BEARCAT	13/02/95	5 862 \$
38-6011	ARCTIC CAT	BEARCAT	13/02/95	5 862 \$
38-6013	POLARIS	WIDE TRACK	28/03/95	6 879 \$
38-6017	YAMAHA	ENTILER	28/03/95	6 100 \$
38-6093	BOMBARDIER	ALPINE II	10/11/93	8 300 \$
38-6096	BOMBARDIER	SKANDIC II 377R	22/12/93	5 300 \$
38-6097	BOMBARDIER	SKANDIC II 377R	22/12/93	5 300 \$
38-6098	BOMBARDIER	SKANDIC II 377R	22/12/93	5 300 \$
38-6099	BOMBARDIER	SKANDIC II 377R	22/12/93	5 300 \$
38-6118	BOMBARDIER	SKANDIC 500R	20/10/94	5 450 \$
38-6119	BOMBARDIER	SKANDIC 503R	15/02/95	5 600 \$
38-6126	SKI-DOO	SKANDIC WT	11/09/95	6 360 \$
38-6127	SKI-DOO	SKANDIC WT	11/09/95	6 360 \$
38-6175	BOMBARDIER	SKANDIK II	30/09/93	4 900 \$
38-6182	TUNDRA	LT 1995	19/09/94	4 215 \$
38-6186	ARCTIC CAT	BEARCAT	24/04/95	4 150 \$
38-6187	ARCTIC CAT	BEARCAT	24/04/95	4 150 \$
38-6188	ARCTIC CAT	BEARCAT	24/04/95	4 150 \$
38-6191	SKI-DOO	ALPIN	06/02/96	0 \$
38-6207	BOMBARDIER	SKANDIC	26/02/93	4 350 \$
38-6217	BOMBARDIER	SKANDIC	08/10/93	4 569 \$
38-6222	BOMBARDIER	ALPINE	08/10/93	1 \$
38-6239	BOMBARDIER	TUNDRA	03/03/95	3 500 \$
38-6240	YAMAHA	ET340	31/03/95	5 200 \$
38-6241	YAMAHA	ET340	31/03/95	5 200 \$
38-6254	BOMBARDIER	SKANDIC II 503R	26/02/93	4 944 \$
38-6255	BOMBARDIER	SKANDIC II 503R	17/03/93	4 944 \$
38-6256	BOMBARDIER	SKANDIC II 503R	02/03/93	4 944 \$
38-6257	BOMBARDIER	SKANDIC II 503R	22/02/93	4 944 \$
38-6266	BOMBARDIER	SKANDIC 377R	05/05/93	4 833 \$
38-6267	BOMBARDIER	SKANDIC 377R	08/06/93	4 833 \$

MOTONEIGES

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-6268	BOMBARDIER	SKANDIC 377R	12/07/93	4 999 \$
38-6269	BOMBARDIER	SKANDIC 377R	08/09/93	4 999 \$
38-6270	BOMBARDIER	SKANDIC 377R	01/10/93	4 999 \$
38-6272	BOMBARDIER	SKANDIC 377R	27/09/93	4 900 \$
38-6287	BOMBARDIER	SKANDIC 500	12/12/94	5 550 \$
38-6288	BOMBARDIER	TUNDRA LT	08/03/95	4 175 \$
38-6289	BOMBARDIER	SKANDIC 380	13/03/95	5 850 \$
38-6290	BOMBARDIER	SKANDIC 500	18/03/95	6 100 \$
38-6291	BOMBARDIER	SKANDIC 377R	29/03/95	5 095 \$
38-6292	BOMBARDIER	SKANDIC 503 SLT	29/03/95	5 800 \$
38-6293	BOMBARDIER	SKANDIC 503R	31/03/95	5 150 \$
38-6301	POLARIS	400SKS	17/08/90	7 500 \$
38-6306	POLARIS	LITE GT	01/09/94	4 410 \$
38-6307	POLARIS	WIDETRACK LX	13/09/94	4 047 \$
38-6309	POLARIS	INDY LITE GT	27/01/95	4 410 \$
38-6310	ARTIC CAT	BEAR C	01/02/95	6 100 \$
38-6314	ARTIC CAT	BEARCAT	09/11/95	6 400 \$
38-6315	POLARIS	INDY	05/12/95	5 599 \$
38-6316	POLARIS	INDY	05/12/95	5 599 \$
38-6368	BOMBARDIER	SKANDIC II	17/03/95	5 590 \$
38-6382	BOMBARDIER	ALPIN	28/09/94	12 600 \$
38-6401	YAMAHA	ET410TRV	28/03/95	5 200 \$
38-6402	YAMAHA	ET410TRV	28/03/95	5 200 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS

AUTRES VÉHICULES (TRACTEURS, NIVELEUSES, ...)

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-0069	TRAINEAU	TRAINEAU MOTON	02/09/70	0 \$
38-0098	INTERNAT. CLUB-	TRACTEUR TONDE	01/05/72	1 423 \$
38-0107	INTER "CUB CADE	TRACTEUR TONDE	04/09/73	1 499 \$
38-0247	ALLIS CHALMER	CHARIOT ELEVATE	09/06/70	10 990 \$
38-0268	FORD TRACTEUR	TRACTEUR TONDE	02/09/80	0 \$
38-0291	YALE	CHARIOT ELEVATE	29/10/81	26 739 \$
38-0311	JOHN DEERE	TRACTEUR FERME	31/03/82	0 \$
38-0322	YARDMAN	TRACTEUR JARDIN	03/09/82	6 355 \$
38-0419	INTERNATIONAL 2	TRACTEUR	14/05/85	0 \$
38-0470	MASSEY FERGUSON	TRACTEUR MF2135	18/12/87	0 \$
38-0691	CASE	TRAC-CHARGEUR	04/11/94	0 \$
38-0692	FORD	TRACTEUR	04/11/94	0 \$
38-1064	JOHN DEERE	TRACTEUR FERME	/ /	800 \$
38-1085	MSSEY FERGUSON	TRACTEUR JARDIN	31/07/78	2 624 \$
38-1091	BOLEN	TRACTEUR JARDIN	/ /	800 \$
38-1183	TENNENT	BALAI MECANIQUE	/ /	7 500 \$
38-1185	JOHN DEER	TRACTEUR JARDIN	01/03/76	2 067 \$
38-1190	PARGO ELECTRIC	VOIT ELECTRIQUE	27/09/76	1 700 \$
38-1191	COLECTO CUB	BENNES A REBUTS	25/11/77	16 794 \$
38-1192	PARGO	VOIT ELECTRIQUE	29/06/77	2 250 \$
38-1193	PARGO	VOIT ELECTRIQUE	29/06/77	2 250 \$
38-1194	E.Z.GO X444	VOIT ELECTRIQUE	26/04/78	2 260 \$
38-1195	E.Z.GO X444	VOIT ELECTRIQUE	26/04/78	2 260 \$
38-1197	INTERNATIONAL	TRACTEUR FERME	12/05/76	14 790 \$
38-1315	JOHN DEERE 850	TRACTEUR	20/08/79	8 280 \$
38-1329	JOHN DEERE	TRACTEUR FERME	/ /	500 \$
38-1340	FORD 754	CHARGEUR ROUES	25/05/77	29 530 \$
38-1362	FORD	TRACTEUR FERME	21/11/75	11 016 \$
38-1371	JOHN DEERE	TRACTEUR FERME	15/05/74	7 000 \$
38-1938	FORD D4014C	TRACTEUR	26/02/75	13 000 \$
38-2085	FORD 3600	TRACTEUR FERME	21/02/79	9 831 \$
38-2087	FORD 3600	TRACTEUR FERME	12/02/79	14 504 \$
38-2104	JOHN DEERE 400	TRACTEUR JARDIN	19/12/75	7 212 \$
38-2109	FORD 545	CHARGEUR ROUES	02/05/79	19 215 \$
38-2154	FORD	CHARGEUR ROUES	18/07/73	17 000 \$
38-2156	FORD	CHARGEUR ROUES	18/07/73	17 000 \$
38-2158	FORD 6500	CHARGEUR ROUES	02/06/76	18 802 \$
38-2160	FORD 531	TRACTEUR JARDIN	18/02/76	8 962 \$
38-2161	BOMBARDIER	TRACTEUR LEGER	15/03/77	15 000 \$
38-2189	MASSEY FERGUSON	CHARGEUR ROUES	20/07/73	4 500 \$
38-2191	MASSEY FERGUSON	TRACTEUR FERME	/ /	1 500 \$
38-2198	MASSEY FERG.	TRACTEUR JARDIN	14/05/76	2 104 \$
38-2204	FORD 4100	TRACTEUR FERME	04/04/78	15 531 \$
38-2206	JOHN DEERE 400	TRACTEUR JARDIN	22/06/79	5 394 \$
38-2209	MAS FERGUSON	TRACTEUR JARDIN	12/05/75	1 995 \$

AUTRES VÉHICULES (TRACTEURS, NIVELEUSES, ...)

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-2226	CASE	CHARGEUR ROUES	23/05/75	19 950 \$
38-2228	BOMBARDIER	SKIDOZER	/ /	700 \$
38-2351	EZ-GO X444	VOITURE ELECTRI	16/01/79	3 882 \$
38-2358	WHITE 2-50	TRACTEUR FERME	02/05/77	9 449 \$
38-2360	EZ-GO X444	VOITURE ELECTRI	17/05/78	3 233 \$
38-2423	EZ-GO X444	VOITURE ELECTRI	16/01/79	3 882 \$
38-2424	EZ-GO X444	VOITURE ELECTRI	26/02/79	3 882 \$
38-2840	WHITE 1655	TRACTEUR JARDIN	12/02/80	4 216 \$
38-2846	YORK	RATEAU SUR ROUE	21/02/80	3 700 \$
38-2863	TORO	GRONDMASTER	22/04/80	6 395 \$
38-3346	AIRCO	SOUDEUSE	01/11/79	1 800 \$
38-3349	YARD-MAN	TRACTEUR GAZON	23/12/81	1 \$
38-3361	JOHN DEERE	TRACTEUR FERME	23/11/81	8 692 \$
38-3669	BOMBARDIER	CHEN. BOMBI I	06/09/83	27 785 \$
38-3701	MICHIGAN	CHARGEUR ROUE	21/10/83	1 \$
38-3707	BOLENS	TRACTEUR JARDIN	28/12/83	4 450 \$
38-3844	MONARCH	BETONNIERE	13/03/84	2 798 \$
38-3861	INTERNATIONAL	TRACTEUR JARDIN	15/05/84	7 434 \$
38-3865	AUSTIN WESTERN	NIVELEUSE	06/06/84	1 \$
38-3878	RANSOMES	TONDEUSE GAZON	11/01/84	13 400 \$
38-3954	BOMBARDIER	BOMBI CHENILLE	19/11/84	29 495 \$
38-4226	GRAVELEY	TRACTEUR JARDIN	09/07/81	3 355 \$
38-4232	FORD	TRACTEUR 754	24/01/91	1 \$
38-4470	MASSEY FERGUS.	TRACTEUR 3165	05/06/86	1 \$
38-4472	FORD	TRACTEUR FAUCH	21/05/86	1 \$
38-4514	FORD	CHARGEUR RETRO.	10/10/86	1 \$
38-4517	FORD	TRACTEUR FERME	22/10/86	1 \$
38-4685	ARGO	TOUT TERRAIN	13/04/87	1 \$
38-4744	JOHN DEERE	TOUT-TERRAIN 5R	21/07/87	3 538 \$
38-4750	JOHN DEERE	TRACTEUR JARDIN	09/07/87	4 225 \$
38-4797	JOHN DEERE	TRACTEUR FERME	30/09/87	17 652 \$
38-4862	FORD	TRACTEUR GAZON	05/11/87	4 657 \$
38-4979	FORD	TRACTEUR FAUCH.	17/05/88	1 \$
38-5104	JOHN DEERE	TRACTEUR JARDIN	15/06/88	5 894 \$
38-5125	OLIVER	TRACTEUR	28/09/88	1 \$
38-5129	JOHN DEERE	TRACTEUR GAZON	19/08/88	4 175 \$
38-5130	JOHN DEERE	TRACTEUR JARDIN	17/06/88	5 894 \$
38-5182	BOLEN	TRACTEUR JARDIN	04/10/89	1 \$
38-5183	JOHN DEERE	TRACTEUR JARDIN	15/11/89	7 381 \$
38-5283	CASE	680-E	18/10/89	1 \$
38-5384	JOHN DEERE	TRACTEUR-TOND.	23/05/91	4 370 \$
38-5385	JOHN DEERE	TRACTEUR-JARDIN	20/08/91	6 623 \$
38-5448	POLARIS	6X6	20/03/91	4 625 \$
38-5450	BOMBARDIER	BR100+	21/02/91	62 500 \$
38-5540	JOHN DEERE	AMT 626	28/03/92	4 186 \$
38-5542	FORTR	SG100	30/11/92	1 \$
38-5735	CLUB CADET	TRACTEUR TONDE	07/10/91	5 100 \$
38-5767	JOHN DEERE	AMT-626	09/08/91	5 718 \$
38-5786	JOHN DEERE	AMT 600 4X5	15/04/92	4 159 \$
38-5788	J.C.B.	30111 PEPINE	21/05/92	0 \$

AUTRES VÉHICULES (TRACTEURS, NIVELEUSES, ...)

UNITÉ	MARQUE	MODELE	DATE ACHAT	PRIX
38-5792	FORD	TRACT	23/06/92	0 \$
38-5800	CASE	680E CHARGEUSE	16/10/92	0 \$
38-5807	JOHN-DEERE	F-935	31/08/90	14 560 \$
38-5825	INTERNATIONAL	2424	22/10/86	1 \$
38-5863	FORD 3550	TRACTEUR	12/01/94	1 \$
38-6074	JOHN DEERE	AMT 626 4X5	06/07/92	5 142 \$
38-6086	FORD 3000	TRACTEUR	23/10/92	0 \$
38-6089	KUBOTA	TRACTEUR	23/09/93	8 600 \$
38-6090	JOHN DEER 410C	CHARGEUSE	31/07/93	63 200 \$
38-6095	CHAMP	D 720 NIVELEUSE	28/01/94	0 \$
38-6165	CASE	680E	06/05/93	1 \$
38-6177	CHAMPION	D-720	07/02/94	0 \$
38-6184	FORD	TRACTEUR	08/12/94	1 \$
38-6227	CHAMPION	720 NIVELEUSE	27/01/94	1 \$
38-6228	FORD	COL	02/02/94	1 \$
38-6361	FORTIER	MINI NIVELEUSE	18/10/94	0 \$
38-6371	POLARIS	TOUT-TERRAIN6X6	15/03/95	7 590 \$
38-6380	JOHN DEERE 855	MINI CHARGEUSE	12/03/95	26 584 \$
38-6381	CATERPILLAR	CHARGEUSE	22/05/90	17 952 \$
38-6383	POLARIS	BIG BOSS 6X6	22/09/95	7 701 \$
38-6388	CHAMPION	NIVELEUSE D740	16/10/95	0 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.11

NOMBRE DE PERSONNES DONT LA COTISATION FUT PAYÉE PAR L'EMPLOYEUR
OUI SONT MEMBRES DE CORPORATIONS PROFESSIONNELLES OU DE CLUBS PRIVÉS
(CLUBS D'AFFAIRES, CLUBS SOCIAUX, CLUBS DE GOLF OU AUTRES)
ET LE MONTANT PAYÉ À CHACUN DES CLUBS OU CORPORATIONS

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
NOMBRE DE PERSONNES DONT LA COTISATION FUT PAYÉ PAR L'EMPLOYEUR
OUI SONT MEMBRES DE CORPORTIONS PROFESSIONNELLES OU DE CLUBS PRIVÉS
(CLUBS D'AFFAIRES, CLUBS SOCIAUX, CLUBS DE GOLF OU AUTRES)
ET LE MONTANT PAYÉ À CHACUN DES CLUBS OU CORPORATIONS

Aucune cotisation payée par l'employeur à cet égard en 1995-1996.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.12

**NOMBRE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL MASCULIN, FÉMININ, JEUNES DE MOINS
DE MOINS DE 30 ANS ,DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES
ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS
POUR 1995-1996**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

PERSONNEL MASCULIN, FÉMININ, JEUNES DE MOINS DE 30 ANS. PERSONNES HANDICAPÉES,
ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, COMMUNAUTÉS CULTURELLES
AU 1ER MARS 1996

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN	PERSONNEL FÉMININ	JEUNES MOINS 30 ANS	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES
CADRES SUPÉRIEURS	75 2,6%	14 0,5%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 0,0%
CADRES INTERMÉDIAIRES	161 5,6%	5 0,2%	0 0,0%	1 0,0%	1 0,0%	1 0,0%	0 0,0%
PROFESSIONNELS	767 26,6%	194 6,7%	18 0,6%	8 0,3%	7 0,2%	1 0,0%	29 1,0%
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	519 18,0%	648 22,5%	60 2,1%	9 0,3%	8 0,3%	3 0,1%	8 0,3%
OUVRIERS	98 3,4%	2 0,1%	0 0,0%	3 0,1%	1 0,0%	1 0,0%	1 0,0%
AGENTS DE CONSERVATION	398 13,8%	3 0,1%	10 0,3%	2 0,1%	4 0,1%	12 0,4%	4 0,1%
TOTAL	2018 70,0%	866 30,0%	88 3,1%	23 0,8%	21 0,7%	18 0,6%	43 1,5%

TOTAL DES EFFECTIFS OCCUPÉS	2884
--------------------------------	------

-134-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.13

POUR 1995-1996, NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE
MALADIE ET VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL ET NOMBRE D'HEURES
SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES ET RÉPARTITION DE LEUR RÉMUNÉRATION

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES EN 1995-1996

CATÉGORIE: Agent de conservation de la faune

Mois	Nombre total d'heures effectuées	PAYÉ		COMPENSÉ	
		Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant
Avril	1 714,81	244,30	7 189,08	1 470,51	42 713,36
Mai	3 146,57	663,96	19 129,53	2 482,61	71 775,53
Juin	4 047,07	656,65	18 917,62	3 390,42	97 373,57
Juillet	3 290,96	589,88	16 837,79	2 701,08	77 122,94
Août	2 126,64	518,73	14 820,84	1 607,91	46 409,78
Septembre	6 275,14	1 092,94	31 169,20	5 182,20	149 194,64
Octobre	10 122,97	2 369,62	67 765,73	7 753,35	222 844,64
Novembre	6 601,93	1 076,24	31 212,28	5 525,69	159 797,68
Décembre	758,93	58,39	1 680,95	700,54	20 254,57
Janvier	801,64	45,24	1 311,15	756,40	21 685,39
Février	440,29	26,32	761,68	413,97	12 016,80
Mars	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
TOTAL DE LA CATÉGORIE	39 326,95	7 342,27	210 795,85	31 984,68	921 188,90

- 139 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

**NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL
PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION
DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES EN 1995-1996**

CATÉGORIE: Ouvrier

Mois	Nombre total d'heures effectuées	PAYÉ		COMPENSÉ	
		Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant
Avril	220,05	40,50	902,17	179,55	4 232,04
Mai	1 036,88	320,08	7 265,43	716,80	16 154,78
Juin	1 268,46	461,91	10 492,76	806,55	18 136,60
Juillet	746,44	148,34	3 373,98	598,10	13 361,39
Août	583,41	47,34	1 070,70	536,07	11 858,26
Septembre	714,88	71,23	1 528,59	643,65	14 350,00
Octobre	574,94	90,60	2 070,79	484,34	11 135,12
Novembre	453,47	121,08	2 460,09	332,39	7 701,49
Décembre	502,80	215,00	4 328,22	287,80	6 311,91
Janvier	266,49	8,50	204,52	257,99	5 770,24
Février	74,83	5,00	113,80	69,83	1 597,75
Mars	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
TOTAL DE LA CATÉGORIE	6 442,65	1 529,58	33 811,05	4 913,07	110 609,58

-071-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

**NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL
PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS EN 1995-1996**

Catégorie d'emplois	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars *	TOTAL
<i>Professionnel</i>	601,5	748,5	1 487,5	5 650,5	5 501,0	1 051,5	848,0	554,0	439,0	1 401,0	435,5	198,0	18 916,0
<i>Personnel de bureau et technicien</i>	794,0	905,0	1 998,0	7 711,0	6 428,0	1 387,5	1 085,5	807,0	688,0	1 864,0	744,5	322,5	24 735,0
<i>Agent de conservation de la faune</i>	148,0	269,0	547,5	2 094,5	1 546,5	384,0	377,5	314,5	163,0	245,0	168,5	131,0	6 389,0
<i>Ouvrier</i>	148,5	135,5	312,5	714,5	759,5	487,0	333,5	255,0	89,0	160,0	98,5	15,0	3 508,5
<i>Cadre supérieur</i>	89,5	54,5	134,5	587,5	570,5	74,0	98,5	58,0	127,5	150,5	10,5	-	1 955,5
<i>Cadre intermédiaire</i>	111,15	169,0	332,5	1 006,0	856,5	135,0	197,0	138,5	215,5	232,0	63,5	34,5	3 491,15
TOTAL	1 892,65	2 281,5	4 812,5	17 764,0	15 662,0	3 519,0	2 940,0	2 127,0	1 722,0	4 052,5	1 521,0	701,0	58 995,15

* Données disponibles au 11 mars 1996

-141-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.14

INFORMATIONS CONCERNANT L'EFFECTIF DU MINISTÈRE POUR
L'EXERCICE 1995-1996

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

EFFECTIFS RÉGULIERS OCCUPÉS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
AU 1ER MARS 1996

TERRITOIRE DE TRAVAIL	ANNÉE 1995-1996							
	CADRES SUPÉRIEURS	CADRES INTERMÉDIAIRES	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	EMPLOYÉS DE BUREAU	OUVRIERS	AGENTS DE CONSERVATION	TOTAL
CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION	65	37	561	246	242	14	7	1172
<u>RÉGIONS</u>								
Bas St-Laurent	1	15	19	23	18	1	31	108
Saguenay-Lac St-Jean	2	10	23	29	19	1	32	116
Québec	3	14	44	50	37	39	35	222
Mauricie-Bois-Francis	2	9	32	36	20	0	39	138
Estrie	1	6	23	24	14	7	18	93
Montréal *	8	29	171	158	82	31	69	548
Outaouais	1	10	22	24	19	0	36	112
Abitibi-Témiscamingue	1	11	20	26	15	1	34	108
Côte-Nord	3	8	17	19	12	0	28	87
Nord-du-Québec	0	3	3	2	2	0	12	22
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1	8	4	7	7	4	32	63
Chaudière-Appalaches	1	6	22	26	10	2	28	95
TOTAL	89	166	961	670	497	100	401	2884

* (La région de Montréal comprend les régions de Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie ainsi que les employés de la Direction générale des Politiques, de la Direction générale de la Connaissance des Écosystèmes et de la Direction des Enquêtes travaillant à Montréal)

-143-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR
AU 1ER MARS 1996

CATÉGORIE D'EMPLOI	ANNÉE VISÉE 1995-1996	
	Prime de 5%	Prime de 7%
PROFESSIONNELS	30	83
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0
AGENTS DE CONSERVATION	0	0
TOTAL	30	83

-144-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE
AU 1ER MARS 1996

CATÉGORIE D'EMPLOI	ANNÉE VISÉE 1995-1996
CADRES INTERMÉDIAIRES	1
PROFESSIONNELS	40
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	23
OUVRIERS	6
AGENTS DE CONSERVATION	8
TOTAL	77

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL AU 1ER MARS 1996

TERRITOIRE DE TRAVAIL	CADRES SUPÉRIEURS	CADRES INTERMÉDIAIRES	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	EMPLOYÉS DE BUREAU	OUVRIERS	AGENTS DE CONSERVATION	TOTAL
CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION	67	38	572	253	255	14	7	1206
RÉGIONS								
Bas St-Laurent	1	15	21	24	18	1	32	112
Saguenay-Lac St-Jean	2	10	24	29	20	1	33	119
Québec	3	15	46	50	38	41	35	228
Mauricie-Bois-Francs	2	10	32	36	21	0	40	141
Estrie	1	6	23	24	15	8	18	95
Montréal *	8	30	175	161	85	32	69	560
Outaouais	1	11	22	24	19	1	37	115
Abitibi-Témiscamingue	1	13	24	26	15	1	34	114
Côte-Nord	3	9	17	19	13	0	28	89
Nord-du-Québec	0	3	3	2	2	1	12	23
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1	8	10	14	13	6	32	84
Chaudière-Appalache	1	7	22	26	10	2	31	99
TOTAL	91	175	991	688	524	108	408	2985

* (La région de Montréal comprend les régions de Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie ainsi que les employés de la Direction générale des Politiques, de la Direction générale de la Connaissance des Écosystèmes et de la Direction des enquêtes travaillant à Montréal)

- 941 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOIS POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

Ces données ne sont pas disponibles.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
**NOMBRE DE POSTES OCCASIONNELS, TEMPORAIRES ET CONTRACTUELS
AU 1ER MARS 1996**

CATÉGORIE D'EMPLOI	ANNÉE 1995-1996		
	OCCASIONNELS EN PERSONNES-ANNÉE *	TEMPORAIRES	CONTRACTUELS
CADRES SUPÉRIEURS	0	0	0
CADRES INTERMÉDIAIRES	1	0	0
PROFESSIONNELS	53	0	0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	151	3	0
OUVRIERS	91	3	0
AGENTS DE CONSERVATION	51	0	0
TOTAL	347	6	0

* Cette statistique comprend les occasionnels engagés pour le remplacement du personnel régulier (congé de maternité, congé sans solde, assurance-salaire, etc...)

-841-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.15

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIO

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

Liste des baux pour les espaces loués par la SIQ

*L'information sera produite par la Société immobilière du Québec
et le Secrétariat du Conseil du trésor, le cas échéant*

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.16

MISE À PART LA SIO, IDENTIFICATION DES FIRMES QUI, EN 1995-1996
ONT LOUÉ DES ESPACES AU MINISTÈRE ET VENTILATION DES COÛTS

<u>EMPLACEMENT</u>	<u>SUPERFICIE</u>	<u>COÛT/M²</u>	<u>COÛT TOTAL 95-96</u>	<u>DURÉE DE L'OCCUPATION</u>	<u>BAIL/ENTENTE</u>
<u>DIRECTION RÉGIONALE MAURICIE-BOIS-FRANCS</u>					
3488, Notre-Dame, Pointe-du-Lac (entrepôt pour SCF) - Louiselle Moreau	15 M²	13,33 \$/année	200,00 \$	5 mois	Entente verbale
3488, Notre-Dame, Pointe-du-Lac (entrepôt pour SAEF) - Louiselle Moreau	15 M²	13,33 \$/année	200,00 \$	5 mois	Entente verbale
<u>DIRECTION RÉGIONALE DE L'ESTRIE</u>					
Abri à bateau - "Boat House" sur le lac Memphrémagog pour le SCF - Sherbrooke - Danielle Veilleux	24 M²	25,00 \$/année	600,00 \$	12 mois	Entente verbale
<u>DIRECTION RÉGIONALE MONTÉRÉGIE</u>					
Espace de quai à la Marina du Fort Beloeil sur la rivière Richelieu pour le SCF - Granby - Marina du Fort	12M²	30,00 \$/année	360,00 \$	5 mois	Entente verbale
<u>DIRECTION RÉGIONALE NORD-DU-QUÉBEC</u>					
Fermont: maison pour opération spéciale des agents de la faune - compagnie Minière Québec Cartier	160 M²	13,44 \$/année	717,00 \$	1 mois	Bail annexé
<u>DIRECTION RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD</u>					
Aguanish: Espace de stationnement pour roulottes - Romuald Galland	230 M²	1,91 \$/année	440,00 \$	12 mois	Entente verbale

Il n'y a aucun coût d'aménagement

1/500

03-24-95 13:12 FAX 418 769 2214

QCM ADM.

002-005

cc: Comptabilité
/NB 95-01-19**BAIL**

ENTRE : LA COMPAGNIE MINIERE QUÉBEC CARTIER,
personne morale légalement constituée, ayant
son siège social à Port-Cartier, ici
représentée par Monsieur RICHARD GAGNON, Chef
de section, Affaires communautaires - Mont
Wright, autorisé à cette fin en ce qu'il
déclare,
(ci-après appelée le "Locateur")

ET : MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE,
ici représenté par Monsieur Gilles Belisle,
autorisé à cette fin en ce qu'il déclare,
(ci-après appelé le "Locataire")

LESQUELS CONVIENNENT COMME SUIT :

Le Locateur loue par les présentes au Locataire, ce acceptant,
l'immeuble décrit ci-après et comprenant :

Une (1) unité de logement portant le numéro civique 22 Galaxie à
Fermont.

Le tout ci-après appelé les "lieux loués".

LE PRESENT BAIL EST FAIT AUX CONDITIONS SUIVANTES, A SAVOIR :**1. Transfert et Incessibilité :**

Le Locataire ne peut transférer, assigner ou céder ses droits dans
le présent bail, sans l'autorisation écrite du Locateur.

2. Taxe :

Le locateur assumera les taxes municipales et scolaires des lieux
loués.

3. Lois et règlements :

Le Locataire est tenu de se conformer aux Lois et règlements
applicables aux lieux loués.

-154-

03-24-95 13:13 FAX 418 768 2214

QCM ADM.

003-005

- 2 -

4. Durée :

Le présent bail est fait pour une durée d'un (1) mois; il entre en vigueur le premier décembre 1994 et se termine le 31 décembre 1994.

Ce bail se renouvelle de mois en mois à moins qu'il ne soit résilié selon les dispositions de la clause 7.

5. Loyer :

Le Locataire versera un loyer mensuel de quatre cent cinquante dollars (\$450.00) par unité de logement payable à l'avance le premier jour de chaque mois pendant la durée du bail. De plus, le Locataire aura à sa charge les coûts d'électricité des lieux loués sans que le Locateur n'ait à présenter au Locataire des factures.

Le paiement du loyer se fera à l'adresse suivante:
La Compagnie Minière Québec Cartier
Bureau du Trésorier
Route 138
Port-Cartier (Québec) G5B 2H3

6. Usage des lieux loués :

Le Locataire est autorisé à occuper et utiliser les lieux loués uniquement et exclusivement à des fins de logement résidentiel.

7. Résiliation :

Le Locateur peut résilier le présent bail, notamment dans les cas suivants:

- a) si le locataire occupe les lieux loués pour d'autres fins que celles mentionnées dans le bail;
- b) si le Locataire refuse ou néglige de remplir quelqu'unes des conditions du présent bail.

Nonobstant ce qui précède, les parties pourront, à leur entière discrétion, mettre fin au présent bail en tout temps, sur simple avis écrit d'un (1) mois envoyé à leur adresse mentionnée ci-après aux présentes avant la date de terminaison du bail.

-155-

- 3 -

8. Réparation, entretien et inspection :

Le Locataire s'engage à entretenir les lieux loués et à réparer tout bris causé lors ou à l'occasion de l'utilisation des lieux loués.

9. Responsabilités :

Le Locataire doit indemniser et défendre le Locateur contre chacune et toutes réclamations et actions pour pertes, dommages, blessures ou accidents subis par le Locataire, des tiers ou toutes autres personnes, lors ou à l'occasion de l'utilisation des lieux loués. A cet effet, le Locataire s'engage à maintenir en force pendant la durée du bail, une assurance responsabilité publique générale de \$500,000 par unité de logement. Une copie de la police d'assurance doit être donnée au Locateur. Le Locataire doit faire insérer sur la police d'assurance le Locateur comme assuré additionnel et un avenant doit être attaché à l'effet que: "Il est entendu que si le Locateur encourt une perte d'un risque assuré dans les circonstances qui donnent au Locateur un droit de recours contre le Locataire, cette assurance doit protéger le Locateur de la même manière que tout autre réclamant".

10. Remise en état des lieux :

Par suite de l'échéance ou révocation du présent bail, le Locataire remettra au Locateur les lieux loués dans le même état qu'il les a reçus.

11. Avis :

- a) Tout avis à être donné ou envoyé en vertu du présent bail par l'une ou l'autre des parties doit être donné ou envoyé par écrit.
- b) Tout avis émanant du Locataire à l'intention du Locateur devra lui être envoyé par courrier recommandé à l'adresse suivante :

La Compagnie Minière Québec Cartier
a/s Affaires Communautaires
FERMONT (Québec)
GOG 1J0

-156-

. 4 .

11. Avis (suite)

- c) Tout avis émanant du Locateur à l'intention du Locataire devra lui être envoyé par courrier recommandé à l'adresse suivante :

Monsieur Gilles Belisle
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
53 Boulevard Comeau
Baie-Comeau (Québec)
G4Z 2L6

SIGNE EN TRIPLE A Baron, le 25 décembre 94.

LA COMPAGNIE MINIÈRE QUÉBEC CARTIER

PAR: 

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

PAR: 

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.17

LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS EN 1995-1996 À DES FIRMES
DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES CONTRATS ACCORDÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE
OU DE RELATIONS PUBLIQUES EN 1995-1996

FIRME	MANDAT	DURÉE	COÛT	MODE D'OCTROI
Azur Communications	Faire la promotion de quatre activités prévues par le parc de récréation de Frontenac dans le cadre du centenaire des parcs québécois.	4 mois	5 050,00 \$	Contrat négocié
Couture, Tremblay	Concevoir et produire une publicité sur la biodiversité pour les revues FORCES et FRANCVERT	1 semaine	2 500,00 \$	Contrat négocié

1996-03-19

-158-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.18

LISTE DES TARIFS EN VIGUEUR POUR L'EXERCICE 1995-1996

(DROITS ET PERMIS) ET PRÉVISIONS DES REVENUS PERÇUS POUR 1996-1997

LISTE DES TARIFS EN VIGUEUR POUR L'EXERCICE 1995-1996
(DROITS ET PERMIS) ET PRÉVISIONS DES REVENUS PERÇUS POUR 1996-1997

Ne s'applique pas.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.19

LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE

**LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE DU CABINET DU MINISTRE
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE - M. DAVID CLICHE
DE JANVIER 1996 AU 1^{ER} AVRIL 1996**

A)

NOM	FONCTION	CLASSIFICATION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION (CABINET ACTUEL)	DATE DE DÉPART	EMPLOYÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE
AMYOT, France	Attachée politique	934	Québec	96-03-11		
BRIAND, Isabelle	Attachée politique	934	Laval	96-02-22		
DEMERS, Francine	Personnel de soutien	935	Québec	96-01-30		
DOUVILLE, Claire	Personnel de soutien	935	Laval	96-01-30		
FAUBERT, Céline	Attachée politique	934	Laval	96-01-30		
FOREST, Normand	Attaché politique	934	Québec	96-02-26		
GOYER, Michel	Directeur adjoint	934	Laval	96-01-30		
JACQUES, Lyne	Attachée politique	934	Montréal	96-01-30		
MALOIN, Andrée	Personnel de soutien	264	Québec	96-01-30		X
PAQUET, Alain	Attaché politique	934	Laval	96-01-30		
SIMARD, Christian	Attaché politique	934	Québec	96-02-12		
TOUSIGNANT, Gilles	Directeur du cabinet	933	Montréal	96-01-30		
TREMBLAY, Doris	Personnel de soutien	935	Québec	96-01-30		

B) Salaires et honoraires versés au personnel du Cabinet pour l'exercice 1995-1996:

- Salaires: 88 673,85 \$ (estimés jusqu'au 1^{er} avril 1996)
- Honoraires: -
- Montant total visé: 88 673,85 \$

C) Nombre total d'employés au cabinet: 13

-162-

**LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE DU CABINET DE L'EX-MINISTRE
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE - M. JACQUES BRASSARD
DU 1ER AVRIL 1995 À FÉVRIER 1996**

A)

NOM	FONCTION	CLASSIFICATION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION (CABINET ACTUEL)	DATE DE DÉPART	EMPLOYÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE
ACCOLAS, Louise Bouchard	Attachée politique	934	Alma	94-09-28		
BEAUSOLEIL, Marc	Attaché politique	934	Québec	95-11-25		
BOSSÉ, Chantal	Personnel de soutien	935	Montréal	95-01-23	1996-02-14	
BOUCHARD, Sylvie	Attachée politique	934	Québec	95-11-27		
BRETON, Marie-Claude	Attachée politique	934	Québec	95-09-05	95-11-24	
BRIEN, Raymond	Directeur du cabinet	933	Montréal	94-10-13		
DEMERS, Suzanne	Attachée politique	934	Québec	94-10-31		
DUCHESNE, Esther	Personnel de soutien	935	Alma	95-07-31		
GAUDREAU, Esther	Attachée politique	934	Montréal	94-11-14		
GIRARD, Ghislain	Attaché politique	934	Québec	94-10-06	95-11-24	
LAPOINTE, Diane M.	Personnel de soutien	221	Québec	94-10-31		X
LAPOINTE, Rita	Attachée politique	297	Québec	94-10-13		X
LAROCHELLE, Lise D.	Personnel de soutien	935	Alma	94-09-28	95-07-31	
MARTEL, Hélène	Attachée politique	934	Alma	94-09-28		
PAQUET, Blanche	Personnel de soutien	200	Québec	94-11-08		X
PICHETTE, Geneviève	Personnel de soutien	935	Québec	95-10-02		
RONDEAU, Lise	Attachée politique	934	Alma	94-11-21		
TREMBLAY, Josée	Attachée politique	934	Québec	94-10-13		

Montant des indemnités de départ versées: 32 110,99 \$

B) Salaires et honoraires versés au personnel du Cabinet pour l'exercice 1995-1996:

- Salaires : 460 985,17 \$ (estimés jusqu'à janvier et février 1996)
- Honoraires: 27 900,76 \$
- Montant total visé: 488 885,93 \$**

C) Nombre total d'employés au cabinet: 15

-163-

**ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE AU CABINET DU MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE DU QUÉBEC**

ANNÉE BUDGÉTAIRE	SALAIRES ET HONORAIRES (\$)	NOMBRE D'EMPLOYÉS
1993-1994	895 794	23
1994-1995	739 657	
Avril à octobre	(479 115)	23
Octobre à avril	(260 542)	13
1995-1996	577 559,78	13

-164-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

**NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL
PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS EN 1995-1996**

Catégorie d'emplois	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars *	TOTAL
Professionnel	676,5	762,5	707,0	675,0	704,5	704,0	783,5	879,0	609,0	769,5	451,5	79,5	7 801,5
Personnel de bureau et technicien	1 197,0	1 482,5	1 344,0	1 037,0	1 319,0	1 303,5	1 345,5	1 476,0	1 173,5	1 333,0	874,5	320,5	14 206,0
Agent de conservation de la faune	245,5	330,0	301,5	314,5	402,0	384,0	339,5	351,0	290,0	316,0	243,0	151,0	3 668,0
Ouvrier	152,0	300,0	344,5	330,5	344,0	272,0	238,5	162,5	58,5	80,5	34,0	-	2 317,0
Cadre supérieur	47,5	72,5	35,0	18,0	16,5	21,5	12,0	19,5	10,0	13,5	14,0	1,0	281,0
Cadre intermédiaire	55,0	45,5	56,0	38,0	40,0	38,5	42,5	53,0	23,5	63,5	26,0	-	481,5
TOTAL	2 373,5	2 993,0	2 788,0	2 413,0	2 826,0	2 723,5	2 761,5	2 941,0	2 164,5	2 576,0	1 643,0	552,0	28 755,0

* Données disponibles au 11 mars 1996

-136-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES EN 1995-1996

CATÉGORIE: Professionnel

Mois	Nombre total d'heures effectuées	PAYÉ		COMPENSÉ	
		Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant
Avril	3 267,32	281,25	8 253,61	2 986,07	89 274,41
Mai	3 268,34	392,79	11 909,28	2 875,55	86 093,59
Juin	3 150,65	348,16	10 411,43	2 802,49	83 663,94
Juillet	2 030,56	204,91	5 581,54	1 825,65	53 785,46
Août	1 732,18	198,90	5 440,88	1 533,28	44 169,14
Septembre	2 850,03	211,51	6 016,02	2 638,52	77 207,83
Octobre	2 496,36	102,65	3 018,16	2 393,71	71 312,35
Novembre	3 282,40	188,12	5 378,43	3 094,28	92 323,16
Décembre	2 514,50	531,26	14 821,56	1 983,24	58 969,62
Janvier	1 493,74	234,63	7 199,93	1 259,11	37 651,99
Février	1 716,60	111,24	3 315,62	1 605,36	48 150,33
Mars	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
TOTAL DE LA CATÉGORIE	27 802,68	2 805,42	81 346,46	24 997,26	742 601,82

-137-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

**NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL
PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION
DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES EN 1995-1996**

CATÉGORIE: Personnel de bureau et technicien

Mois	Nombre total d'heures effectuées	PAYÉ		COMPENSÉ	
		Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant
Avril	2 619,29	635,37	18 553,32	1 983,92	58 524,22
Mai	4 365,90	868,08	25 174,86	3 497,82	102 908,55
Juin	3 440,70	931,81	27 583,38	2 508,89	72 755,02
Juillet	2 894,68	1 009,84	29 395,62	1 884,84	54 015,69
Août	3 066,78	941,41	27 258,68	2 125,37	63 077,63
Septembre	3 152,19	632,48	18 827,32	2 519,71	73 769,67
Octobre	3 749,86	651,31	19 309,34	3 098,55	90 198,80
Novembre	2 763,02	840,75	24 569,60	1 922,27	56 116,43
Décembre	1 820,46	1 018,55	30 285,14	801,91	23 093,05
Janvier	1 732,55	695,81	20 946,86	1 036,74	30 534,43
Février	1 587,28	282,73	8 514,11	1 304,55	39 491,01
Mars	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
TOTAL DE LA CATÉGORIE	31 192,71	8 508,14	250 418,23	22 684,57	664 484,50

-138-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.20

PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE

POUR 1995-1996

**LISTE DU PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE
DU 1ER AVRIL 1995 AU 31 MARS 1996**

NOM ET PRÉNOM	CLASSIFICATION	FONCTION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TRAITEMENT ANNUEL (\$) *
ARSENAULT, George	619	Sous-ministre adjoint	92-06-29		91 442,00
AUDET, Danielle	297	Secrétaire principale	87-06-08		34 243,00
BOLDUC, Hervé	630	Secrétaire du Ministère	94-04-25		70 396,00
BOUTET, Marie	221	Agente de secrétariat	94-04-25		29 257,00
FILTEAU, Céline	297	Secrétaire principale	92-06-15		34 243,00
FORTIN, Diane	297	Secrétaire principale	94-05-02		34 243,00
HARVEY, André	619	Sous-ministre adjoint	92-04-29		93 202,00
JEAN, Denys	619	Sous-ministre adjoint	91-06-03		88 833,00
LAPOINTE, Marie-Josée	264	Tech. en administration	94-12-12		39 260,00
LEMIEUX, Robert	619	Sous-ministre adjoint	95-07-31		102 255,00
LÉVESQUE, Pierrette	221	Agente de secrétariat	92-07-20		29 257,00
PARADIS, Michel	619	Sous-ministre adjoint	90-05-23		102 366,00
PELLETIER, Nancy M.	264	Tech. en administration	95-08-08		42 349,00
PLOURDE, Gaston	619	Sous-ministre adjoint	93-11-05	95-10-12	95 680,00
PRONOVOST, Jean	617	Sous-ministre	92-08-17		129 023,00
WHALEN, Viviane	297	Secrétaire principale	89-01-10		34 243,00

* Traitement actuel ou à la date du départ.

- Le port d'attache pour l'ensemble de ce personnel est: Québec

- 166 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.21

SUBVENTIONS VERSÉES EN 1995-1996 À MÊME LE BUDGET

DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE ET DU MINISTÈRE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
SUBVENTIONS VERSÉES EN 1995-1996 À MÊME LE BUDGET
DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE ET DU MINISTÈRE

- a) Les subventions versées à même le budget discrétionnaire du Ministre sont présentées en annexe.
- b) Le Ministère ne dispose d'aucun budget pour le versement de subventions discrétionnaires.

— 164 —
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996

À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE

NOM DU BENEFICIAIRE	DEPENSE AU 1996-04-09
(A.F.D.U.-QUEBEC) FONDATION DE L'ASSOCIATION DES FEMMES DIPLOMEES DES UNIVERSITES.	\$1 000,00
ARTISTE PEINTRE	\$7 500,00
ASS. DES ETUDIANTS DES CYCLES SUPERIEURS DE POLYTECHNIQUE	\$500,00
ASSO.DES ETUDIANTS ET ETU-DIANTES EN GENIE DE L'UQAC	\$100,00
ASSO.REGIONALE DE LOISIRS	\$100,00
ASSOCIATION CHASSE ET PECHE DE PLESSISVILLE INC.	\$5 000,00
ASSOCIATION DE CHASSE & PECHE DE RIVIERE-AU-RENARD	\$2 000,00
ASSOCIATION DE CHASSE ET PECHE DU LAC BREBEUF INC	\$500,00
ASSOCIATION DE CHASSE ET PECHE RHEO	\$2 000,00
ASSOCIATION DE PRESSE DE PLEIN AIR, DE TOURISME DU QUEBEC INC.	\$1 000,00
ASSOCIATION DES BIOLOGISTES DU QUEBEC	\$5 000,00
ASSOCIATION DES ECOLOGISTES DU QUEBEC	\$1 000,00
ASSOCIATION DES SAUVAGINIERS DU LAC SAINT-JEAN	\$2 000,00
ASSOCIATION DES TRAPPEURS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	\$300,00
ASSOCIATION DU CLUB SKIMAKA	\$1 500,00
ASSOCIATION FORESTIERE SAGUENAY LAC ST-JEAN	\$1 000,00
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE	\$1 000,00
CAP VIE	\$1 000,00
CEGEP SAINT-LAURENT	\$1 000,00
CENTRE <<4R>> SAINTE-THERESE	\$3 000,00
CENTRE D'INTERPRÉTATION DE BAIE-DE-FEBVRE	\$1 200,00
CENTRE EDUCATIONNEL ECOLOGIQUE FAUNE AQUATIQUE LAURENTIDES	\$5 000,00
CENTRE QUEBECOIS DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT	\$7 500,00
CHAMBRE DE COMMERCE D'ALMA	\$2 500,00
CLOWNS SANS FRONTIERES-QUEBEC	\$300,00
CLUB DE TIR CAMO	\$250,00
CLUB LA TRENCHÉ INC.	\$5 000,00
CLUB PANACHE INC.	\$500,00
COMITE DE CITOYENS DE SAINT-ETIENNE DES GRES	\$5 000,00
COMITE DE DEVELOPPEMENT ROUTE BELLETERRE/LE DOMAINE/MONT-LAURIER	\$3 000,00
COMITE DE L'ENVIRONNEMENT DE CHICOUTIMI	\$3 500,00
COMITE DE LA RESTAURATION DE LA RIVIERE ETCHEMIN	\$3 500,00
COMITE DU FESTIVAL D'AUTOMNE	\$500,00
COMMISSION DE ENVIRONNEMENT MUNICIPALITE DE LACHINE	\$500,00
CONSEIL REGIONAL DE LA FAUNE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	\$1 000,00
CONSEIL REGIONAL DES LOISIRS DU SAGUENAY LAC ST-JEAN INC.	\$100,00
CONSERVATION FAUNE AQUATIQUE QUEBEC INC	\$2 000,00

- 170 -

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996

À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE

NOM DU BENEFICIAIRE	DEPENSE AU 1995-04-09
CORPORATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT ABITIBI-OUEST	\$9 000,00
ECO SOMMET	\$10 000,00
ECO-NATURE	\$5 200,00
ECOLE DE LA CHANTERELLE	\$305,00
ENVIRONNEMENT JEUNESSE	\$3 300,00
EXPEDITION POLE SUD	\$2 000,00
FEDERATION DES POURVOYEURS DU QUEBEC INC.	\$1 000,00
FEDERATION QUEBECOISE DE LA FAUNE	\$2 600,00
FEDERATION QUEBECOISE POUR LE SAUMON ATLANTIQUE (F.Q.S.A.) INC.	\$1 500,00
FLORAQUEBECA	\$750,00
FONDATION ARMAND-FRAPPIER	\$7 000,00
FONDATION FETE D'ENFANT DEDE INC.	\$500,00
FONDATION UQAM	\$500,00
GRIP QUEBEC UQAM	\$1 000,00
GROUPE DE RECHERCHE EN ECOLOGIE SOCIALE	\$5 000,00
GROUPE JAD-R	\$300,00
INGENIERIE SANS FRONTIERES 1995	\$1 000,00
JEUNES DU MONDE DU S.M.R.C.	\$1 000,00
L'ESTIVAL JUNIART	\$1 000,00
LA CORPORATION DES SENTIERS DE MOTONEIGE	\$10 000,00
LA FABRIQUE DE LA PAROISSE ST-GERARD-MAGELLA	\$4 000,00
LA FONDATION REGIONALE DE LA OUANANICHE DU LAC SAINT-JEAN	\$125,00
LA MARMITE FUMANTE INC.	\$250,00
LA NEF	\$1 000,00
LA SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ANGUS,	\$5 000,00
LA TELEVISION DE CHARLEVOIX-OUEST	\$3 500,00
LA TROUPE LUNI-VERT	\$1 000,00
LE POLYVALENT CLUB DE CHIENS D'ARRET	\$1 000,00
LE SECRETATIAIAT INTERNATIONAL DE L'EAU	\$2 500,00
LE SYNDICAT DES PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DE LA REGION DE QUÉBEC	\$1 000,00
LES AMIS DU PARC DU MONT-TREMBLANT	\$500,00
LES JEUNES EXPLOS	\$1 000,00
MIELS-QUEBEC	\$100,00
MUNICIPALITE DE POINTE-A-LA-CROIX	\$3 000,00
MUNICIPALITE DE ST-PAUL-DE L'ILE-AUX-NOIX	\$2 000,00
PROJET <<LE SENTIER>>	\$1 000,00

— / / —

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996

À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE

NOM DU BENEFICIAIRE	DEPENSE AU 1996-04-08
RECUPERATION LOTBINIERE INC	\$1 000,00
REGION-LABORATOIRE DU DEVELOPPEMENT DURABLE	\$6 000,00
RESSOURCES KITASKINO XXI INC.	\$2 000,00
SCOUTS DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	\$5 000,00
SEMAINE DES SCIENCES FORESTIÈRES	\$1 000,00
SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE ET D'ÉCOLOGIE JEAN RICHARD	\$500,00
SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX	\$2 000,00
SOCIETE TOURISTIQUE DE FJORD	\$10 500,00
SOCIETE ZOOLOGIQUE DE SAINT-FELICIEN	\$2 500,00
SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DE CHAMPLAIN	\$1 000,00
TABLE DE CONCERTATION EN ENVI-RONNEMENT DU BAS-RICHELIEU	\$5 000,00
TELEVISION COMMUNAUTAIRE DOLBEAU-MISTASSINI	\$1 000,00
TOUR CYCLISTE DU SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN	\$10 000,00
TOURNÉE DES PARTICIPACTIFS	\$1 500,00
TRANSPORT 2000 QUEBEC	\$3 000,00
ZEC DES PASSES	\$350,00
ZIP -SAGUENAY	\$5 000,00
FONDATION QUÉBÉCOISE EN ENVIRONNEMENT	\$5 000,00
NATURE ACTION	\$1 000,00
REGROUPEMENT ÉCOLOGISTE VAL D'OR & ENVIRONNEMENT	\$1 000,00
CORPORATION D'INITIATIVE ÉCOLOGIQUE DE LAVAL	\$7 000,00
UNION QUÉBÉCOISE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE	\$10 000,00
CLUB DE CONSERVATION CHASSE ET PÊCHE MEMPHRÉMAGOG INC.	\$2 800,00
PRÉSIDENTE DE LA RESSOURCERIE	\$1 500,00
ÉCOLE LE SENTIER	\$1 000,00
TOTAL DES SUBVENTIONS VERSEES A DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF	\$254 430,00

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.22

PRÉVISIONS DES CRÉDITS PÉRIMÉS PAR PROGRAMME-ÉLÉMENT
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1995-1996

- 175 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
PRÉVISIONS DE CRÉDITS PÉRIMÉS POUR L'ANNÉE 1995-1996
(000 \$)

PROGRAMME-ÉLÉMENT	CRÉDITS NON UTILISÉS (estimés)
<u>PROGRAMME 01</u>	
PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE	
Promotion du développement de la faune et des parcs	178,3
Connaissance des écosystèmes	518,5
Politiques environnementales et réglementation	210,8
Développement durable et évaluations environnementales	87,6
TOTAL DU PROGRAMME 01	995,2
<u>PROGRAMME 02</u>	
OPÉRATIONS RÉGIONALES	
Aménagement et exploitation de la faune	180,9
Parcs et réserves	212,8
Conservation de la faune	343,2
Protection et restauration de l'environnement	3 671,8
Coordination et soutien logistique	187,4
TOTAL DU PROGRAMME 02	4 596,1
<u>PROGRAMME 03</u>	
GESTION INTERNE ET SOUTIEN	
Direction	146,5
Soutien administratif	512,0
Implantation et amélioration des équipements	60,9
TOTAL DU PROGRAMME 03	719,4
<u>PROGRAMME 04</u>	
ORGANISMES -CONSEILS	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	61,4
Conseil de conservation et de l'environnement	277,9
TOTAL DU PROGRAMME 04	339,3
TOTAL MINISTÈRE	6 650,0

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.23

**TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE DES
PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1995-1996**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1995-1996

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1995-1996 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1995-1996 000 \$
Cartographie des plaines d'inondation (Décret 738-94)	<div>- OBJECTIFS</div> <div>Identifier, à l'aide de cartes, le lieu et l'étendue géographique des zones vulnérables aux inondations.</div> <div>Établir conjointement une politique d'intervention visant la réduction des dommages dans les zones d'inondation désignées et dans les zones d'inondation provisoires.</div> <div>- NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES</div> <div>Les frais relatifs aux relevés de terrain, aux études techniques, à la confection des cartes et dépliants et au travail de bureau relié à la convention. Les salaires des employés affectés à la convention, lesquels salaires sont majorés d'un pourcentage pour tenir compte des bénéfices marginaux. Les salaires et dépenses des membres (2) du comité de sont pas admissibles.</div> <div>- POURCENTAGE REMBOURSÉ PAR LE FÉDÉRAL</div> <div>50 % des coûts et salaires pour le volet cartographie et 45 % pour la volet développement durable.</div>	547,3 \$	268,0 \$

- 941 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1995-1996

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1995-1996 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1995-1996 000 \$
Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec concernant les réseaux climatologiques du Québec (Décret 1935-85)	<p>- OBJECTIFS</p> <p>Pourvoir les services climatologiques au Québec pour acquérir l'information environnementale nécessaire aux transports. à l'hydrologie, à l'aménagement hydro-électrique, à l'agriculture, à la sylviculture, à la gestion des ressources, à la qualité de l'air, aux loisirs, au tourisme et aux services urbains.</p> <p>- NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES</p> <p>Salaire, bénéfices sociaux, allocations aux observateurs, frais de gîte, de couvert et de déplacement, véhicules, structures aux stations, équipement et instruments de mesure, location de terrain et de machinerie, matériel de fonctionnement et services, équipement d'entretien et de construction, coûts d'informatique (exploitation et développement).</p> <p>- POURCENTAGE REMBOURSÉ PAR LE FÉDÉRAL</p> <p>50 % des coûts réels annuels des stations dont les données sont requises conjointement par le Canada et le Québec.</p> <p>100 % des coûts réels annuels des stations exploitées par le Québec et requises par le Canada.</p>	806,7 \$	406, 6\$

- 176 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1995-1996

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1995-1996 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1995-1996 000 \$
Restauration des lieux contaminés orphelins à risques élevés	<div>- OBJECTIFS</div> <p>Réaliser les travaux de restauration des lieux orphelins contaminés par des déchets dangereux (à risques élevés). On entend par lieux orphelins, les lieux dont les propriétaires ne sont pas identifiés ou insolvables ou qui refusent de mettre en oeuvre un programme d'assainissement dans un délai raisonnable.</p> <div>- NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES</div> <p>Les coûts directs encourus pour la réalisation de ces travaux, impliquent généralement les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">. caractérisation exhaustive ;. élaboration d'un programme de restauration ;. préparation de plans et devis ;. réalisation des travaux de restauration (au site). <div>- POURCENTAGE REMBOURSÉ PAR LE FÉDÉRAL</div> <p>50 % des dépenses admissibles.</p>	2 630,0 \$	1 315,0 \$

- 64 / -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1995-1996

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1995-1996 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1995-1996 000 \$
Développement ou démonstration de techniques d'assainissement de lieux contaminés (Décret 1520-91)	<p>- OBJECTIFS</p> <p>Soutenir financièrement les promoteurs intéressés à développer des technologies nouvelles ou mettre au point ou faire la démonstration de technologies existantes pour assurer la réussite des activités d'assainissement des lieux contaminés.</p> <p>- NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES</p> <p>Dépenses directes imputables à la mise en oeuvre de projets de développement ou de démonstration de techniques d'assainissement de lieux contaminés :</p> <ul style="list-style-type: none"> salaires du personnel affecté à la recherche ; matériel et fournitures de recherche ; équipements ; frais de voyage, frais d'utilisation de services extérieurs. <p>- POURCENTAGE REMBOURSÉ PAR LE FÉDÉRAL</p> <p>50 % de l'aide financière totale consentie.</p>	864,0 \$	432,0 \$

-178-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1995-1996

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1995-1996 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1995-1996 000 \$
Entente sur l'application au Québec de la réglementation fédérale sur les fabriques de pâtes et papiers (Décret 410-94)	<p>OBJECTIFS DU PROGRAMME :</p> <p>Maximiser l'efficacité et l'efficience des administrations gouvernementales en réduisant au minimum les dédoublements et les chevauchements des gestes gouvernements découlant de l'application des règlements en reconnaissant le Québec à titre d'interlocuteur unique dans les relations et les communications auprès des fabriques de pâtes et papiers situées au Québec.</p> <p>MODALITÉS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE :</p> <p>Le Canada transférera annuellement la somme de 300 000 \$ pour l'acquisition des données, pour la contribution du Québec aux études de suivi des effets sur l'environnement prévues à la réglementation fédérale et pour la gestion de l'entente. Le Gouvernement fédéral assumera les coûts à même ses propres crédits, jusqu'à concurrence de 350 000 \$, pour la collecte et la gestion, l'enregistrement et la transmission des données permettant d'assurer le suivi de l'application des réglementations fédérales et québécoises (eau, air, déchets). Le Québec assumera, pour sa part, des coûts estimés à 130 000 \$ pour l'exploitation des systèmes de collecte et de gestion des données.</p>	780,0 \$	650,0 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1995-1996

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1995-1996 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1995-1996 000 \$
Convention concernant les réseaux hydrométriques et sédimentologiques au Québec (Décret 1512-83)	<p>- OBJECTIFS</p> <p>Établir le bilan des ressources hydriques sur le territoire et en suivre leur évolution, en accumulant d'une manière normalisée et coordonnée des données de base nécessaires, à la planification et à l'aménagement des ressources hydriques, à la conception et à la réalisation de projets ayant trait à la navigation, au développement hydro-électrique, au contrôle des crues, à la récréation, à l'approvisionnement en eau à des fins domestiques et industrielles et d'autres usages.</p> <p>- NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES</p> <p>Le coût d'opérations, de construction et d'entretien sur le terrain, le coût du traitement des données au bureau, le coût du stockage et de la diffusion.</p> <p>- POURCENTAGE REMBOURSÉ PAR LE FÉDÉRAL</p> <p>100 % des frais assumés pour les stations requises pour les besoins du fédéral. 50 % des frais assumés pour les stations d'intérêts communs (fédéral, provincial).</p>	924,1 \$	624,7 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1995-1996

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1995-1996 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1995-1996 000 \$
Plan d'action Saint-Laurent Vision 2000 (Décret 481-94 du 30 mars 1994)	- OBJECTIFS		
	Le 18 avril 1994, les gouvernements fédéral et provincial ont signé une entente visant à accroître l'harmonisation de leurs efforts en vue d'une coopération et d'une concertation afin d'assurer la dépollution du fleuve et de favoriser le développement d'une technologie environnementale et d'instaurer des mécanismes à cet effet.		
	- MODALITÉS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE	2 500,0 \$	2 500,0 \$
	Le gouvernement du Québec fournit, en échange des ressources financières équivalentes de la part du gouvernement du Canada jusqu'à concurrence de 2,5 M\$ annuellement, de l'expertise technique et professionnelle qui sert à appuyer la réalisation des programmes prévus par la présente entente.		
	* Ce montant inclut les avantages sociaux qui sont assumés par l'O.R.H. et la C.A.R.R.A.		

-181-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1995-1996

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1995-1996 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1995-1996 000 \$
Convention sur la régularisation du bassin de la rivière des Outaouais (Décret 1784-82 du 12 août 1982)	<p>- OBJECTIFS</p> <p>Assurer la gestion intégrée des principaux réservoirs de ce bassin hydrographi- que afin de fournir une protection contre les inondations le long de la rivière des Outaouais, de ses tributaires et particulièrement dans la région de Mon- tréal.</p> <p>- FRAIS PARTAGEABLES</p> <p>Les parties ont convenu de partager les coûts reliés au secrétariat de la Commission et à certains travaux du comité de régularisation. Les frais partageables sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">. La rémunération du personnel de secrétariat incluant celle reliée au personnel prêté ;. les frais de déplacement et de subsistance du personnel du secrétariat ;. le temps ordinateur pour l'exploitation des modèles pour le compte du Comité de régularisa- tion et les études spécialisées autorisées ;. les frais généraux de bureau ;. les coûts reliés aux nouvelles stations hydrométéorologiques. <p>- FORMULE DE PARTAGE DES COÛTS</p> <p>Les coûts sont assumés à 50 % par le Canada, 25 % par le Québec et 25 % par l'Ontario.</p>	215,6 \$	107,8 \$ Part Ontario 53,9 \$

-182-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1995-1996

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1995-1996 000 \$	PART DU FÉ- DÉRAL 1995-1996 000 \$
Secrétariat du Comité consultatif de l'environnement de la Baie James (CCEBJ)	<ul style="list-style-type: none"> - OBJECTIFS Assurer le secrétariat des comités consultatifs. - NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES Salaires, frais de déplacements du personnel du secrétariat, espaces à bureaux, traduction, production du rapport annuel. - POURCENTAGE REMBOURSÉ PAR LE FÉDÉRAL Remboursement de 50 % des dépenses 	190,0 \$	95,0 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CADRE
DES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS POUR 1995-1996

NOM DU PROGRAMME	DESCRIPTION DU MODE DE SUBVENTION	DÉPENSE TOTALE 1995-1996 - 000 \$	PART DU FÉDÉRAL 1995-1996 - 000 \$
<ul style="list-style-type: none"> Programme de développement économique du saumon (PDES) 	<ul style="list-style-type: none"> OBJECTIFS : Par le biais de la pêche sportive, promouvoir le développement économique des régions où l'on retrouve du saumon et accroître la prise en charge de cette ressource par des organismes du milieu. NATURE DES DÉPENSES ADMISSIBLES : Les frais de spécialistes reliés à la gestion et à la réalisation des projets; les coûts d'immobilisation de construction, d'aménagement, de financement des actifs; les frais d'ensemencement; les coûts d'acquisition de terrain; les coûts d'acquisition de droits de pêche commerciale. POURCENTAGE CONTRIBUÉ PAR LE FÉDÉRAL : Chacune des parties fédérale (BFDR-Q) et provinciale (MEF, FFQ, SDR) rembourse directement sa contribution aux organismes inscrits au programme. Le budget global du programme est financé à parts égales par les deux niveaux de gouvernement. Toutefois, cette proportion de 50 / 50 peut varier d'un dossier à l'autre. 	4,4M\$	2,6M\$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.24

BILAN DES MESURES CONTENUES DANS LE
PLAN STRATÉGIQUE DU GRAND MONTRÉAL

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
BILAN DES MESURES CONTENUES DANS LE
PLAN STRATÉGIQUE DU GRAND MONTRÉAL

L'information sera produite par le Ministre d'État à la Métropole.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.25

MEMBRES DU PERSONNEL PERMANENT, OCCASIONNEL, OU CONTRACTUEL

LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR DES ACTIVITÉS

RÉFÉRENDAIRES OU PRÉRÉFÉRENDAIRES

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR
QUELQUE OPÉRATION RELIÉE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX ACTIVITÉS RÉFÉRENDAIRES
OU PRÉRÉFÉRENDAIRES.

Information sera produite par le Conseil exécutif.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.26

PERSONNEL LIBÉRÉ POUR LES NÉGOCIATIONS DANS
LA FONCTION PUBLIQUE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DU PERSONNEL LIBÉRÉ POUR LES NÉGOCIATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Information sera produite par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- 041 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.27

Liste du personnel en disponibilité

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...)

Information sera produite par le Secrétariat du Conseil du trésor.

-261-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.28

PERSONNEL HORS STRUCTURE RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET
QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS LE MINISTÈRE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DU PERSONNEL HORS-STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE

NOM	SALAIRE	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE L'ASSIGNATION HORS-STRUCTURE	DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION HORS-STRUCTURE
BÉLANGER, PIERRE A.	86 734 \$	Direction générale de l'administration	Conseil Exécutif	94/03/07	96/09/30
GRENIER, LOUIS-PAUL	70 396 \$	Direction du réseau hydrique	Ministère de la Sécurité du Revenu Secrétariat à la Jeunesse	95/04/01	98/04/01.
BOUCHER, ANDRÉ	57 527 \$	Direction du Marketing et des Communications	Fondation de la Faune	92/04/01	98/07/01
BONIN, FRANCE	29 257 \$	Direction des ressources informationnelles	Conseil Exécutif	94/03/07	96/09/30

-194-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 1.29

PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES
ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES

NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	SALAIRE
TÉTRAULT, BERTRAND	Président du Bureau des Audiences publiques sur l'environnement	Union mondiale pour la Nature	100 410 \$
PAGEAU, MICHEL	Direction régionale Abitibi-Témiscamingue	Corporation des Marais	30 414 \$

- 96 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

Annexe 1.30

**LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS
NON GOUVERNEMENTAUX ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LA LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE

AUCUN

- 861 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

Annexe 1.31

**CADRE ET HAUTS FONCTIONNAIRES (ADM. D'ÉTAT) QUI ONT
DÉMISSIONNÉ, QUI ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS OU MIS À PIED**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES (ADMINISTRATEURS D'ÉTAT)
QUI ONT DÉMISSIONNÉ, QUI ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS, OU MIS À PIED

Information sera produite par le Conseil exécutif.

- 000 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

Annexe 1.32

**LISTE DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION,
SOIT CELLE RATTACHÉE À LEUR FONCTION ET UN REVENU D'UN
RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU AUTRES**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES) QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION, SOIT CELLE RATTACHÉE À LEUR FONCTION ET UN REVENU D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES RÉGIES RÉGIONALES DE LA SANTÉ ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS.

En vertu de la Loi de l'accès à l'information, ces informations à caractère nominatif ne sont pas disponibles dans les ministères et organismes.

1-202-

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

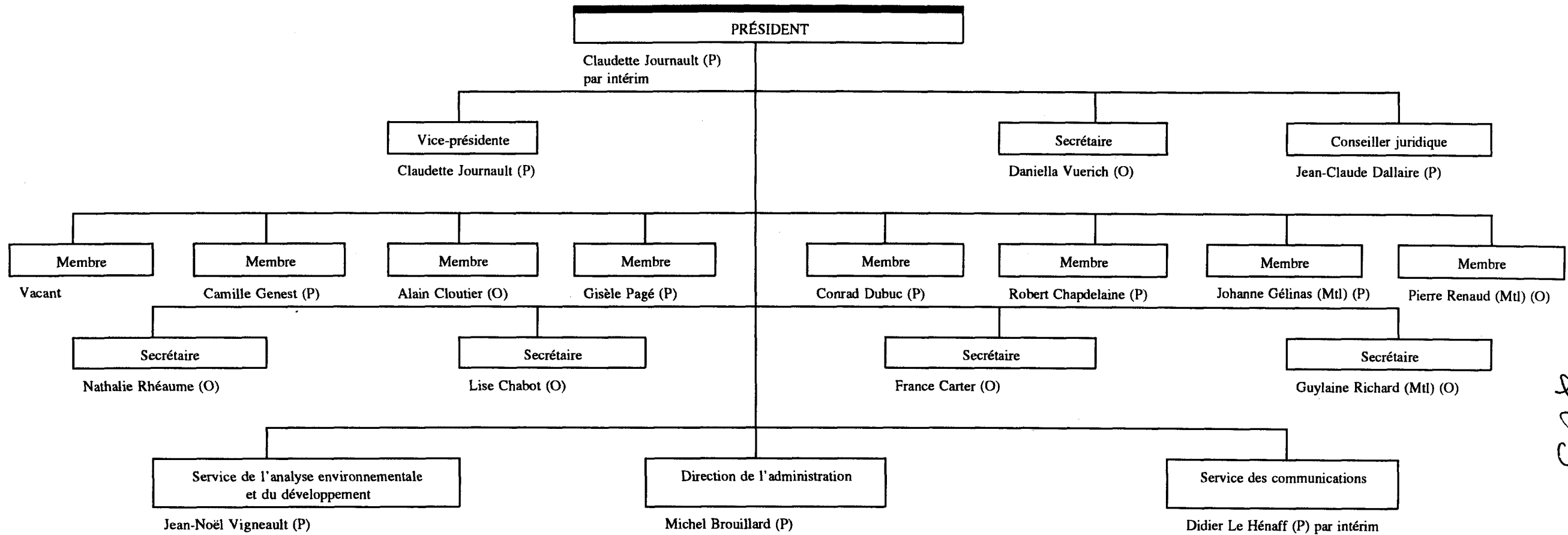
BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.1

ORGANIGRAMME

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

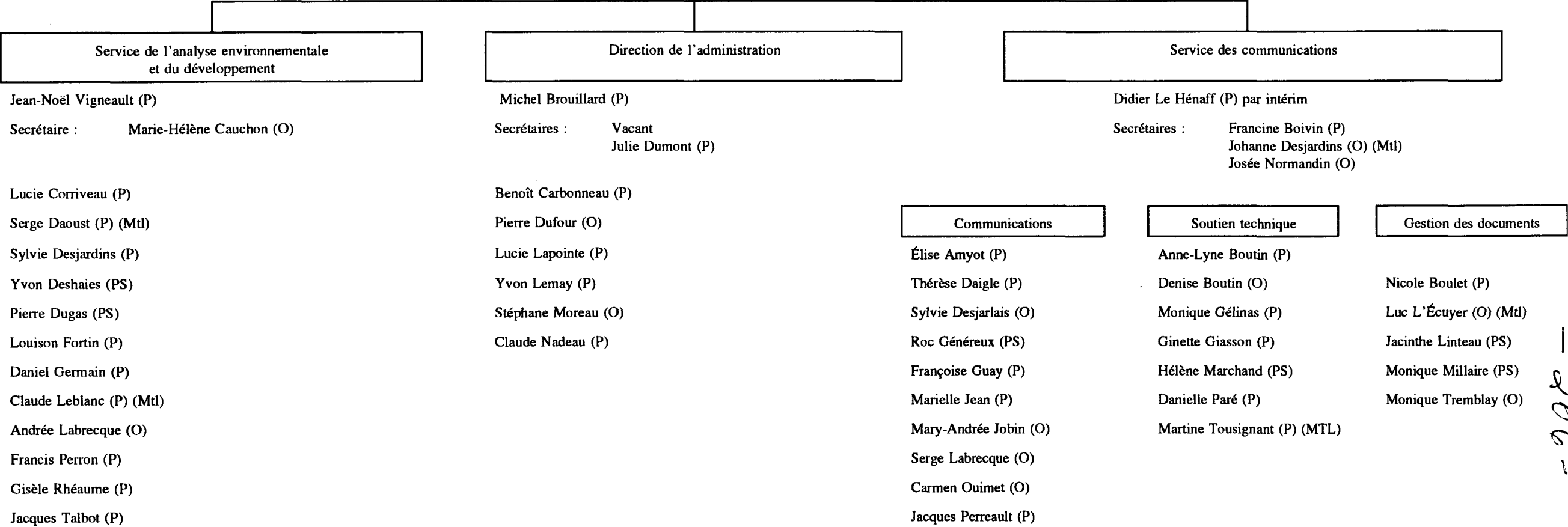
Annexe 1.1



(P) Permanent
(O) Occasionnel

Bureau d’audiences publiques sur l’environnement

Annexe 1.1



(P) Permanent
(O) Occasionnel
(PS) Prêt de service

1206-

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.2

LISTE DES PUBLICATIONS 1995-1996

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des publications 1995-1996

IDENTIFICATION	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Bulletin <i>L'Audience</i>	3 500 exemplaires ⁽¹⁾	2 537,00 \$	Courrier en nombre	Imprimerie Le Renouveau (1988) inc.
Rapport annuel 1994-195	1 950 exemplaires	2 960,61 \$	Courrier gouvernemental	Les Publications du Québec
Nouvelles pistes : <i>L'évaluation environnementale : une vision sociale</i>	1 000 exemplaires	1 025,00 \$	Courrier (sur demande)	Jet Copie
Dépliants d'information du BAPE	7 000 exemplaires ⁽¹⁾	1 849,00 \$	Courrier (sur demande)	Imprimerie La Renaissance inc.

Ci-jointes copies du dernier numéro des publications précitées.

⁽¹⁾ Total de deux tirages.

-808-

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.3

LISTE DES VOYAGES HORS-QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1995

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1995

IDENTIFICATION		DESCRIPTION			COÛT
NOM	FONCTION	ENDROIT	DATE	BUT DU VOYAGE ET RÉSULTAT	
Gélinas, Johanne	Membre permanente	Durban (Afrique du Sud)	Du 20 au 30 juin 1995	Participer au 15 ^e Congrès annuel de l'IAIA (International Association for Impact Assessment) Titre de sa présentation : «La participation du public, les audiences publiques et le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement au Québec».	2 906,85 \$
Renaud, Pierre	Membre additionnel permanent	Washington (USA)	Du 13 au 17 septembre 1995	Participer à un colloque sur : «23 ^e conférence de la Society of Professionals in Dispute Resolution» But visé : analyser l'évolution de la médiation en environnement à travers les États-Unis et les autres pays.	1 981,48 \$
Gélinas, Johanne	Membre permanente	Paris (France)	Du 5 au 12 novembre 1995	Rencontre des pays et des experts francophones sur l'évaluation environnementale. Participation conjointe du MEF et du BAPE dans le cadre de la création d'un espace francophone touchant le domaine de l'évaluation environnementale.	2 797,25 \$
Gélinas, Johanne	Membre permanente	Paris (France)	Du 22 au 26 janvier 1996	Animation d'un atelier comme modératrice/médiatrice dans le cadre d'un laboratoire de développement durable sur la mobilité urbaine.	0,00 \$

-010-

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.4

PRÉVISION DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ 1996-1997

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Prévisions des dépenses de publicité 1996-1997

DESCRIPTION			BUDGET
Prévision de 9 mandats d'audiences publiques d'envergure régionale		*1)	80 600 \$
Prévision d'un mandat d'audiences publiques d'envergure provinciale		*2)	24 100 \$
Prévision de 6 mandats de médiation		*3)	18 000 \$
Appels d'offres publics		*4)	5 000 \$
N.B.: Publicité obligatoire	*1)	Loi sur la qualité de l'environnement, art.-15 du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., c.Q.-2, M.9)	127 700 \$
	*2)	Article 5 des Règles de procédure relatives au déroulement des audiences publiques (R.R.Q., c.Q.-2, M.19)	
	*3)	Règles de procédure relatives au déroulement des médiations en environnement	
	*4)	Règlements sur les contrats de services (L.R.Q., c.5-4)	

127 700 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.4

VENTILATION DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ 1995-1996

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

BAPE

VENTILATION DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ 1995-1996

DESCRIPTION - AVIS PUBLIC	DÉPENSES		
	PRESSE ÉCRITE	PRESSE ÉLECTRONIQUE	TOTAL
Audience publique sur le projet d'établissement d'un dépôt de matériaux secs à Saint-Pie (2 ^e partie)	4 100,70 \$		4 100,70 \$
Audience publique sur le projet de construction du boulevard de La Vérendrye, tronçon entre l'autoroute 50 et le pont Alonzo-Wright à Gatineau (2 ^e partie)	6 723,13 \$		6 723,13 \$
Audience publique sur le projet d'agrandissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire à la carrière Demix par la Communauté urbaine de Montréal (2 ^e partie)	4 056,65 \$		4 056,65 \$
Audience publique sur le projet d'agrandissement du dépôt de matériaux secs de la compagnie Enfouissement J.M. Langlois à La Prairie (2 ^e partie)	4 312,37 \$		4 312,37 \$
Audience publique sur le projet d'agrandissement d'un dépôt de matériaux secs à Sainte-Rosalie (1 ^{re} partie)	4 331,09 \$		4 331,09 \$
Audience publique sur le projet d'agrandissement d'un dépôt de matériaux secs à Sainte-Rosalie (2 ^e partie)	4 310,22 \$		4 310,22 \$
Audience publique sur le projet de construction d'une bretelle d'accès à l'autoroute 15 et d'une voie de desserte sud à Saint-Jérôme (1 ^{re} partie)	4 387,57 \$		4 387,57 \$
Audience publique sur le projet de construction d'une bretelle d'accès à l'autoroute 15 et d'une voie de desserte sud à Saint-Jérôme (2 ^e partie)	4 125,96 \$		4 125,96 \$
Période d'information sur l'ensemble de la gestion des matières résiduelles au Québec	22 058,10 \$		22 058,10 \$

Note : Fournisseur unique : Fonds des moyens de communication

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.5

SONDAGES EFFECTUÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER 1995-1996

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Sondages effectués durant l'exercice financier 1995-1996

Aucun sondage n'a été effectué au cours de l'exercice financier 1995-1996.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.6

ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 1995-1996

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Études commandées durant l'exercice financier 1995-1996

Aucune étude n'a été commandée durant l'exercice financier 1995-1996.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.7

**CONTRATS DE 2 000 \$ À 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS(LES) ET
À DES FIRMES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1995**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Contrats de 2 000 \$ à 25 000 \$ octroyés à des professionnels(les) et à des firmes depuis le 1^{er} avril 1995

Membres additionnel(les) nommés(es) par décret gouvernemental

EXERCICE 1995-1996

Membre additionnel	Mandat (Projet)	Numéro du décret	Montant du contrat
Desrochers, Louise	Projet d'agrandissement d'un site d'enfouissement sanitaire (carrière Demix) (du 95-04-03 au 95-08-03)	841-94	22 112,50 \$
Kantardjieff, Alexandra	Projet d'agrandissement (L.E.S) de l'usine de triage Lachenaie inc. à Lachenaie (du 95-01-16 au 95-05-16)	841-94	12 506,94 \$
L'Heureux, Réal P.	Projet de construction du boulevard de La Vérendrye, tronçon entre A-50 et le pont Alonzo-Wright à Gatineau (du 95-03-15 au 95-07-15)	1351-92	14 151,10 \$
Paré, Jean	Projet d'établissement d'un dépôt de matériaux secs à Saint-Pie (du 95-03-15 au 95-07-15)	841-94	22 532,76 \$
Haemmerli, John	Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire à Larouche (du 96-01-31 au 96-05-31)	1328-95	6 929,20 \$

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Contrats de 2 000 \$ à 25 000 \$ octroyés à des professionnels (les) et à des firmes depuis le 1^{er} avril 1995

EXERCICE 1995-1996

Contractant	Objet	Mandat (demandeur)	Montant du contrat	* Mode d'octroi du contrat
Éditia inc.	Expertise en révision linguistique	Service des communications	6 100,00 \$	3
Parution	Expertise en édition électronique pour les différents documents dont les rapports du BAPE	Service des communications	12 832,78 \$	2
Dendrek inc.	Expertise en cartographie pour les différents documents dont les rapports du BAPE	Service des communications	11 783,49 \$	2
Jet Copie	Expertise en impression et reliure pour les différents documents dont les rapports du BAPE	Service des communications	21 046,08 \$	2
Haemmerli, John	Expertise en hydrogéologie	Agrandissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire (carrière Demix)	2 730,00 \$	3
Imprimerie Le Renouveau (1988) inc.	Expertise en impression du bulletin <i>L'Audience</i>	Service des communications	2 537,00 \$	3
Postras, Jean M.Ps.	Expertise en gestion de conflits des interactions de groupes en médiation	Bretelle d'accès à l'autoroute 15 à Saint-Jérôme	2 243,73 \$	3
Foramec inc.	Expertise en botanique	Agrandissement MIL Davie	3 375,00 \$	3
Les Copies de la capitale inc.	Expertise en reprographie et reliure pour les différents documents dont les rapports du BAPE	Service des communications	9 940,84 \$	2
Centre québécois du droit de l'environnement	Expertise en ententes de conservation	Agrandissement MIL Davie	2 182,50 \$	3
Imprimerie La renaissance inc.	Expertise en édition sur la réimpression de couvertures de rapport du BAPE	Service des communications	2 074,00 \$	3

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Contrats de 2 000 \$ à 25 000 \$ octroyés à des professionnels (les) et à des firmes depuis le 1^{er} avril 1995

EXERCICE 1995-1996

Note : Les résultats de la majorité des contrats sont explicites par l'objet même du contrat (traitement de texte, révision linguistique, etc.) ou prennent la forme de conseils verbaux ou écrits d'experts retenus par les différentes commissions d'enquêtes et d'audiences publiques (ci-joint un devis de contrat accordé à l'École Polytechnique).

L'information sur les résultats de chacun des contrats est disponible sur demande.

1
2
21
21
1

**Projet de construction d'une cour d'entreposage d'acier et de deux ateliers
dans le secteur est du chantier maritime de la MIL Davie inc.**

EXPERTISE EN BOTANIQUE

Le contexte

Le 19 juillet 1995, une commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) amorçait un mandat d'enquête et de médiation dans le cadre du projet de construction d'une cour d'entreposage d'acier et de deux ateliers dans le secteur est du chantier maritime de la MIL Davie inc. D'une durée de 60 jours, la médiation environnementale devrait se terminer le 19 septembre 1995.

La problématique

Le projet à l'étude s'inscrit dans un plan de modernisation et de développement du chantier maritime de la MIL Davie inc. qui consiste à adapter la production à la construction en série de navires marchands de 40 000 à 70 000 tonnes de capacité.

Pour ce faire, le promoteur propose entre autres de construire une cour qui servirait à entreposer les tôles d'acier et les profilés nécessaires à la fabrication des navires. La localisation retenue par le promoteur est une zone contiguë à la cale sèche Champlain, dans la ligne d'orientation de l'atelier de fabrication #36. La construction d'un tel ouvrage nécessiterait le remblayage du fleuve Saint-Laurent à cet endroit sur une superficie de 14 800 m².

La longueur totale de la cour d'entreposage d'acier serait d'environ 170 m, incluant le talus en enrochement. Sa largeur varierait de 85 à 105 m et la hauteur maximale atteinte par rapport au niveau actuel du fond de l'eau serait de l'ordre de 7,5 m marégraphique. Deux ateliers seraient également construits dont un entraînerait la perte de 36% d'un peuplement de saules.

Au cours de la médiation, les requérants ont jugé essentiel qu'un expert indépendant effectue le repérage et la localisation des espèces végétales susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables dans la partie de l'Anse aux Sauvages qui appartient à la MIL Davie. En ce qui a trait au peuplement de saules, les participants désirent connaître les espèces végétales qui occupent cette superficie.

La nature des besoins

Pour éclairer les discussions entre les participants à la médiation, la commission souhaite qu'un expert en botanique identifie et positionne les espèces végétales susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables. La zone à inventorier est celle délimitée par la cale sèche Champlain et la limite de propriété de la MIL Davie inc. dans l'Anse aux Sauvages (~~figure 1~~). Pour ce qui est de la partie de la saulaie qui serait détruite par la construction de l'atelier des anneaux, la commission souhaite obtenir la liste des espèces qui colonisent cet endroit (~~figure 2~~).

Les données recueillies devront faire l'objet d'un rapport écrit, lequel sera rendu public et déposé dans les centres de consultation ouvert par le BAPE. La commission demande à l'expert de présenter ses résultats lors d'une séance de médiation. Pour mener à bien cette étude, l'expert pourra s'adjoindre un assistant dont il assumera l'entière responsabilité.

La description du travail

Phase 1 (0,5 jour)

- Prendre connaissance des documents rendus publics au cours la médiation et qui sont pertinents à l'étude demandée [ces documents seront fournis par le BAPE].

Phase 2 (4 jours)

- Identifier et positionner les espèces végétales susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables à l'intérieur de trois zones:
 - la zone remblayée (14 800 m²);
 - la zone potentielle de ressac [selon le promoteur, un bande de 20 m parallèle au remblai projeté];
 - la zone couvrant la propriété de la MIL Davie inc. soit de la cale sèche Champlain jusqu'à la prise d'eau potable;
- Dresser la liste des espèces végétales retrouvées dans la totalité de la saulaie affectée par la construction de l'atelier des anneaux.

Phase 3 (2,5 jours)

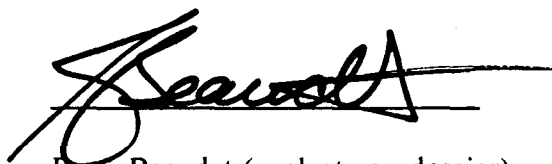
- Rédiger et produire un rapport devant être déposé au cours de la médiation (en 10 copies).

Phase 4 (0,5 jour)

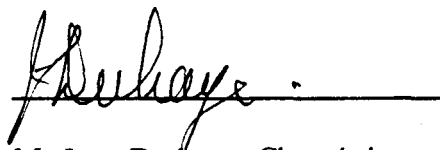
- Présenter les résultats lors de la séance de médiation du 20 septembre 1995

Le rapport de l'expert devra être déposé au BAPE au plus tard le 22 septembre 1995

Devis préparé par:


René Beaudet (analyste au dossier)

Fournisseur:


M. Jean Deshayé, Chargé de projet
FORAMEC inc.
70 rue St-Paul
Québec (Québec)
G1K 3V9

déclare avoir pris connaissance du présent devis

le 12 septembre 1995

page 3 de 3

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.8

**CONTRATS AYANT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE
DURANT L'EXERCICE FINANCIER 1995-1996**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Contrats ayant fait l'objet d'un versement supplémentaire durant l'exercice financier 1995-1996

Aucun contrat n'a donné lieu à un versement supplémentaire au cours de l'exercice financier 1995-1996.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.9

DÉPENSES ENCOURUES AU COURS DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1995-1996

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Dépenses encourues au cours de l'année budgétaire 1995-1996 pour les items suivants :

Photocopie	34 850 \$
Télécopie	2 021 \$
Téléphonie cellulaire	6 719 \$
Téléavertisseurs	0 \$
Mobilier de bureau	4 819 \$
Fournitures (toutes sans exception)	21 535 \$
Eau de source	830 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas	
· Frais de transport (automobile, train, taxi)	29 369 \$
· Frais d'hébergement et de repas	<u>70 974 \$</u>
	100 163 \$
Congrès, colloques, session de perfectionnement ou ressourcement	
· Au Québec	29 825 \$
· À l'extérieur du Québec	<u>7 686 \$</u>
	37 511 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.10

VÉHICULES LOUÉS PAR LE BAPE EN 1995-1996

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Véhicules loués par le BAPE en 1995-1996

Le BAPE a loué jusqu'à présent 110 véhicules en 1995-1996 pour un montant d'environ 16 000 \$. La majorité des locations est reliée aux déplacements nécessités par la réalisation des mandats (périodes d'information, médiations, audiences publiques) que le Ministre lui confie. Vous trouverez ci-joint un exemple de location d'un véhicule à cet effet.

La location des véhicules est faite à partir de l'offre permanente mise en place par les Services gouvernementaux.

Le nombre de véhicules éventuellement loués en 1996-1997 est proportionnellement relié au nombre de mandats qui seront réalisés par le BAPE.

L'information relative à chacune des locations 1995-1996 est disponible sur demande.

C
O
M
M
A
N
D
E☐ COMMANDE LOCALE :

17 CL-

OU

☒ DEMANDE DE LIVRAISON :

16 DL-

aux conditions du contrat ouvert (numéro) ou de l'offre permanente :
025390

Annexe 1.10

399543

-232-
Page 1 DE 1

Date de rédaction: 6 octobre 1995

F O U R N I S S E U R	Location Premier 1600, boulevard Charest Ouest Sainte-Foy (Québec) Attention : Mme Doris Gariépy Tél. : 687-5454	REGION AD- MINISTRATIVE	1	7	13
		2	8	14	
		3	9	15	
		4	10	16	
		5	11	HQ	
		6	12	HC	
A C Q U I S S E U R	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement 625, rue Saint-Amable, 2e étage Québec (Québec) G1R 2G5	REGION AD- MINISTRATIVE	1	7	13
		2	8	14	
		3	9	15	
		4	10	16	
		5	11	HQ	
		6	12	HC	
Aucune modification à cette commande locale (CL) ou à cette demande de livraison (DL) ne peut être faite sans l'approbation de l'acquéreur. Le numéro de commande doit apparaître sur les emballages, les factures, les connaissements, les feuilles d'expédition et de livraison.		BAPE		ENVOYEZ L'ORIGINAL ET 2 COPIES DE LA FACTURE A	
Le fournisseur est tenu de fournir en français l'étiquetage, la facturation, la documentation, le mode d'emploi, l'emballage, le certificat de garantie relatif à un bien et doit satisfaire à toutes autres exigences linguistiques spécifiées au présent document dans le cas d'une CL ou au contrat ouvert ou à une offre permanente dans le cas d'une DL.		Sylvie Desjardins			
Pour renseignements s'adresser à :		nom : Claude Nadeau		téléphone : 644-0960	

DÉCLARATION AUX FINS DE L'EXEMPTION DE LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC ET DE LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES: Ceci certifie que les biens ou services désignés sont commandés ou achetés avec les deniers de la Couronne par l'acquéreur pour son utilisation propre et que, conséquemment, ils ne sont pas assujettis à la taxe de vente du Québec (TVQ) ni à la taxe sur les produits et services (TPS).

ARTICLE	QUANTITÉ	DESCRIPTION	UNITÉ DE MESURE	PRIX UNITAIRE NET	TOTAL NET						
	1	Location de : voiture de tourisme catégorie X Période : 16 octobre 1995 au 17 octobre 1995 Livraison : prise de possession 1995-10-16 à 99 h 00 retour 1995-10-17 en soirée ou 1995-10-18 à 8 h 30 Frais d'essence Dossier : Projet d'une bretelle d'accès à l'autoroute 15 à Saint-Jérôme		53 \$/jr	106 \$ 40 \$						
<table><tr><td>PRÉPARÉ PAR 95.10.10</td><td>VÉRIFIÉ PAR LESIC 11</td><td>SAISI PAR C-10 LE 05.10.23</td><td>hh LE 05.10.24</td><td colspan="2"></td></tr></table>						PRÉPARÉ PAR 95.10.10	VÉRIFIÉ PAR LESIC 11	SAISI PAR C-10 LE 05.10.23	hh LE 05.10.24		
PRÉPARÉ PAR 95.10.10	VÉRIFIÉ PAR LESIC 11	SAISI PAR C-10 LE 05.10.23	hh LE 05.10.24								

Date de livraison	95.10.16	FAB	Le certificat d'exemption de la TPS et de la TVQ ne s'applique pas lors- TPS
Conditions	Destination		que l'acquéreur inscrit ci-contre le montant de la TPS et de la TVQ. TVQ

Code Trans	Min/org	Ex.	Préf	Numéro d'engagement		Centre Resp	Pro.	Élé. pro.	C.C	Cat.	Sous Cat.	S.-S. cat.	Statistique	Infra-structure	Montant
No dossier	Suff														
230	256	95	16	399543		0200	04	01	1	06	23				146 \$

Date			Numéro du fournisseur		Code B	Statut	Engagement antérieur			Date de livraison			Conditions de paiement		GR	CL	CT
an	ms	jr					Préf.	Numéro	Suff.	an	ms	jr	%	jours			
95	10	06			9	3	55	047011	01								

MINISTÈRE OU ORGANISME - Division/District/Service/Direction Fonctionnaire autorisé	95/10/06 Date	MINISTÈRE OU ORGANISME - Responsable de l'approvisionnement Signature	95.10.06 Date
MINISTÈRE OU ORGANISME - Demande d'imputation d'engagement Fonctionnaire autorisé	95.10.06 Date	CONTRÔLEUR DES FINANCES - Certificat d'imputation et de disponibilité budgétaire 95 - 96 5125 Signature	 Date

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.11

**COTISATIONS PAYÉES PAR L'EMPLOYEUR AU COURS DE L'EXERCICE
FINANCIER 1995-1996 POUR PERMETTRE À DES MEMBRES DU PERSONNEL DE
FAIRE PARTIE D'ASSOCIATIONS OU DE CORPORATIONS**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Cotisations payées par l'employeur au cours de l'exercice financier 1995-1996 pour permettre à des membres du personnel de faire partie d'associations ou de corporations

NOM	FONCTION	ASSOCIATION OU CORPORATION	COÛT
Benoît Carbonneau	Conseiller en gestion des ressources humaines	Table patronale concertation en santé et sécurité du travail	150,00 \$
Alain Cloutier	Membre	Barreau du Québec	728,10 \$
Jean-Claude Dallaire	Conseiller juridique	Barreau du Québec	728,10 \$
Jean-Claude Dallaire	Conseiller juridique	Centre québécois du droit de l'environnement	50,00 \$
Pierre Renaud	Membre	International Association for Impact Assessment	200,00 \$
Pierre Renaud	Membre	SPIDR - Society of Professionals in Dispute Resolution	100,00 \$
Journault, Claudette	Membre	Association des biologistes du Québec	90,00 \$
Journault, Claudette	Membre	Association québécoise pour l'évaluation d'impacts	50,00 \$
Genest, Camille	Membre	Association québécoise pour l'évaluation d'impacts	50,00 \$
Perron, Francis	Ingénieur - analyste du Service de l'analyse et du développement	Association québécoise pour l'évaluation d'impacts	50,00 \$
Boulet, Nicole	Responsable du centre de documentation	Association des archivistes du Québec	100,00 \$
TOTAL			2 296,20

- 234 -

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.12

**NOMBRE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL TOTAL MASCULIN, FÉMININ,
DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET
DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre et répartition du personnel total masculin, féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles

1995-1996			Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles		Moins de 30 ans	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Dirigeants et membres d'organisme	3	5										
Personnel d'encadrement	--	2										
Professionnels	14	14								1		
Fonctionnaires et ouvriers	20	4		1					1		3	1
Total	37	25	1		0		0		2		4	
Pourcentage	60 %	40 %	2 %		0 %		0 %		3 %		6 %	

1236-1

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.13 A

JOURS DE CONGÉ DE MALADIE 1995-1996 AU 1^{ER} MARS 1996

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Jours de congé de maladie 1995-1996 au 1^{er} mars 1996

	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
Cadres													
	0	1,0	0	0	0	1,0	0	0	0	2,0	0	0	4,0
Professionnels													
	19,0	39,5	16,5	37,0	10,0	38,0	27,0	7,5	9,0	13,0	18,5	0	235,0
Fonctionnaires													
	17,5	24,5	29,5	12,0	14,0	28,5	19,5	16,0	11,5	16,5	14,5	0,5	204,5

1958

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.13 B

HEURES SUPPLÉMENTAIRES 1995-1996

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Heures supplémentaires 1995-1996

	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	TOTAL
1995-1996												
Professionnels												
Heures effectuées	501,35	217,11	177,00	49,50	24,00	83,75	205,25	272,66	105,75	326,51	507,76	2 470,64
Heures payées	333,10	111,25	104,25	26,50	11,50	50,75	68,75	91,66	0,00	27,00	128,75	953,51
Montant (\$)	9 126,46	2 870,59	2 941,93	710,13	310,85	1 371,78	1 689,97	2 492,93	0,00	794,73	3 951,71	26 261,08
Heures compensées en temps	168,25	105,86	72,75	23,00	12,50	33,00	136,50	181,00	105,75	299,51	379,01	1 517,13
Montant (\$)	4 947,14	3 111,38	2 184,28	666,51	349,96	933,25	4 145,44	5 545,37	3 274,97	9 092,20	11 732,89	45 983,39
Fonctionnaires												
Heures effectuées	146,50	64,75	22,50	57,25	0,00	8,00	81,00	81,00	105,65	35,15	82,21	684,01
Heures payées	45,35	39,50	22,50	16,25	0,00	3,50	42,00	52,75	63,15	19,49	38,15	342,64
Montant (\$)	1 142,09	1 055,97	511,02	392,34	0,00	98,77	1 092,68	1 324,65	1 671,90	469,00	911,97	8 670,39
Heures compensées en temps	101,15	25,25	0,00	41,00	0,00	4,50	39,00	28,25	42,50	15,66	44,06	341,37
Montant (\$)	2 498,92	635,32	0,00	889,01	0,00	126,99	984,73	731,93	1 085,84	385,12	1 229,19	8 567,05

* Données disponibles jusqu'au 1996-03-01

- 1748 -

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.13 C

JOURS DE VACANCES 1995-1996 AU 1^{ER} MARS 1996

BUREAU D’AUDIENCES PUBLIQUES SUR L’ENVIRONNEMENT

Jours de vacances 1995-1996 au 1^{er} mars 1996

	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
Cadres													
	1,0	1,0	2,5	19,5	8,5	1,0	3,0	1,0	0	0	0	10,0	47,5
Professionnels													
	17,0	39,5	47,0	113,0	245,0	28,0	19,5	22,0	11,5	30,5	19,5	30,0	622,5
Fonctionnaires													
	7,5	21,5	34,5	101,5	159,5	21,5	15,5	9,5	8,0	33,0	14,5	3,0	429,5

- 242 -

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.14

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

A) *Évolution des effectifs réguliers*

	1995-1996
Dirigeants et membres d'organismes	7
Cadres supérieurs et intermédiaires	2
Professionnels	19
Fonctionnaires et ouvriers	10
Total	38

B) *Évolution du nombre d'employés bénéficiant du traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir*

	1995-1996
Dirigeants et membres d'organismes	--
Cadres supérieurs et intermédiaires	--
Professionnels	--
Fonctionnaires et ouvriers	--
Total	--

Aucun employé ne bénéficie de traitement additionnel relié à la complexité des tâches

C) *Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie*

	1995-1996	
	H	F
Dirigeants et membres d'organismes	0	0
Cadres supérieurs et intermédiaires	0	0
Professionnels	0	1
Fonctionnaires et ouvriers	2	0
Total	2	1

D) *Nombre de postes par catégorie d'emploi*

	1995-1996
Dirigeants et membres d'organismes	9
Cadres supérieurs et intermédiaires	2
Professionnels	29
Fonctionnaires et ouvriers	22
Total	62

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

E) *Niveau des effectifs par catégorie d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires*

Ne s'applique pas

F) *Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels*

	1995-1996
Occasionnels	24
Temporaires	--
Contractuels	--
Total	24

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.15

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des baux pour les espaces loués par la SIQ

*L'information sera produite par la Société immobilière du Québec
et le Secrétariat du Conseil du trésor, le cas échéant*

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.16

OUTRE LES LOCATIONS FAITES PAR LA SIQ, LISTES DES ESPACES LOUÉS

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Outre les locations faites par la SIQ, listes des espaces loués

Aucun espace, à l'exception de ceux loués par la SIQ, n'a été loué à des firmes au cours de l'exercice financier 1995-1996.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.17

**CONTRATS ATTRIBUÉS EN 1995-1996 À DES FIRMES DE COMMUNICATION,
DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Contrats attribués en 1995-1996 à des firmes de communication, de recherche ou de relations puliques

Aucun contrat de la nature de ceux susmentionnés n'a été attribué en 1995-1996.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.18

**LISTE DES TARIFS (DROITS ET PERMIS) EN VIGUEUR POUR
L'EXERCICE FINANCIER 1995-1996**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1995-1996

Aucune tarification ne s'applique aux produits du BAPE.

-252-

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.22

**LISTE DES CRÉDITS PÉRIMÉS, PAR PROGRAMME ET PAR ÉLÉMENT,
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1995-1996**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des crédits périmés, par programme et par élément, pour l'exercice financier 1995-1996

Ministère, Environnement et Faune

Programme 4, Organismes-conseils

Élément 1, Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Les crédits périmés du BAPE se situeront probablement entre 0 \$ et 100 000 \$, i.e. moins de 2 % du budget total de 5 244 990 \$.

Les crédits périmés véritables ne seront connus que vers la fin avril 1996 étant donné les coûts engendrés au cours du mois de mars 1996 par les audiences publiques portant sur la gestion des matières résiduelles au Québec.

-254-

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.25

**LISTE DES MEMBRES DU PERSONNEL PERMANENT, OCCASIONNEL,
TEMPORAIRE OU CONTRACTUEL QUI A SIÉGÉ COMME COMMISSAIRE OU
TRAVAILLÉ AUX COMMISSIONS RÉGIONALES ITINÉRANTES
SUR LA SOUVERAINETÉ**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

*Liste des membres du personnel permanent, occasionnel, temporaire ou contractuel
qui a siégé comme commissaire ou travaillé aux commissions régionales
itinérantes sur la souveraineté*

L'information sera produite par le Conseil exécutif, le cas échéant

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.26

**LISTE DU PERSONNEL LIBÉRÉ POUR LES NÉGOCIATIONS À VENIR
DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel libéré pour les négociations à venir dans la fonction publique

L'information sera produite par le Secrétariat du Conseil du trésor, le cas échéant

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.27

LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi

L'information sera produite par le Secrétariat du Conseil du trésor, le cas échéant

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.28

**LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE
DANS CE MINISTÈRE**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi rémunéré par le ministère qui
n'occupe aucun poste dans ce ministère*

Aucun employé du BAPE ne correspond aux critères susmentionnés.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.29

**LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES
ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

*Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics
non gouvernementaux et autres*

Aucune personne rémunérée par le ministère et affectée à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.30

**LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS
NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au Ministère

Aucune personne rémunérée par des organismes parapublics non gouvernementaux et affecté au Ministère.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.31

**LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES (ADM. D'ÉTAT) QUI ONT
DÉMISSIONNÉ, QUI ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS OU MIS À PIED**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des cadres et hauts fonctionnaires (adm. d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés ou mis à pied

Aucun cadre et haut fonctionnaire (adm. d'état) n'a démissionné, été réaffecté ou mis à pied.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

ANNEXE 1.32

**LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI QUI REÇOIT
UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel par catégorie d'emploi qui reçoit une double rémunération

Aucun membre du personnel (cadres, professionnels, fonctionnaires) ne reçoit une double rémunération.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE
RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE

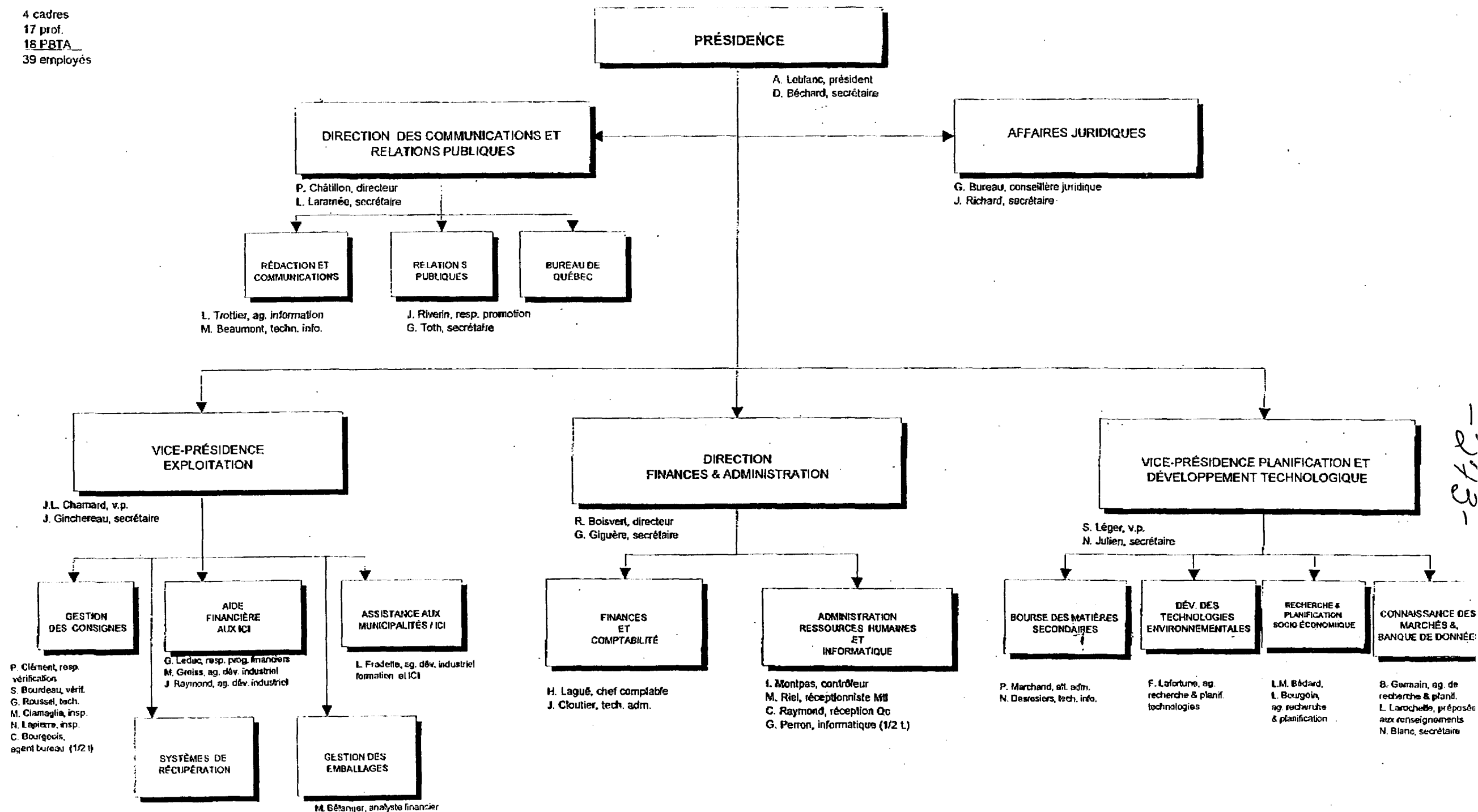
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE À TOUS
LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

Question no :	8	aucun contrat
	15	aucun bail avec la SIQ
Question no :	18-19-20-21	ne s'applique pas
	22-23-24-31	ne s'applique pas
Question no :	25-26-27-28	aucun
	29-30-32	aucun

4 cadres
17 prof.
18 PBTA
39 employés



- 27/3 -

2. Liste de toutes les publications parues depuis le 1er avril 1995

NOM DE LA PUBLICATION	TIRAGE	COÛT TOTAL	# ENG. BUD.	NBRE DE PARUTION	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
INFO-RECYC	15 000	16 175 \$		4	Traitement Postal 2000(1)	Imprimerie Mont-Roy Inc.(5190\$) / Charpentier, Gagneau(5235\$)
entée sur la consigne	550	1 313 \$		2	Poste & sur place	Imprimerie G.G. Inc.
et sur les pneus #1-2-3-4	225	1 403 \$		1	Poste & sur place	Imprimerie G.G.
Dépliants aide au recyclage	500	278 \$		1	Poste & sur place	Rive-Sud Typo Services Inc.
angement! sur dépliants pneus (collants)	24 000	1 692 \$		1	Poste & sur place	Rive-Sud Typo
oport annuel	500	16 599 \$		1	Poste & sur place	Rive Sud Typo (14660\$) / Jacques Pontbriand, pho.cj (1939\$)
Répertoire des récupérateurs et des recycleurs	3 000	17 648 \$		1	Poste & sur place	Rive Sud Typo (17568\$) / Imprimerie G.G. (80\$)
môtre sur les pneus (conception & impr. page couv.)	150	1 400 \$			Poste & sur place	Imprimerie Mont-Roy/ Charpentier, Gagneau à sortir d'ici qq sem
planie sur la gestion des déchets solides	3 500	1 121 \$			Poste & sur place	Rive-Sud Typo
Dépliants corporatifs	13 000	6 269 \$		1	Poste & sur place	Rive-Sud Typo/ J.M. Doyle-traducteur, à sortir d'ici 1 sem. ou 2
letin BQMS + Etats de situation des matières upérées & recyclées	5 650	7 724 \$		6	Poste & sur place (1)	Imprimerie G.G.(691\$)/ Cople la Capitale (2896\$)/ Canadian Waste exch. (2400\$)/ MPRepro (192\$)
Dépliants BQMS	12 000	1 895 \$		1	Poste & sur place	Larochelle & Associés
Nouvelle adresse Bureau Québec & BQMS	4 000	975 \$		1	Poste & sur place	Larochelle
uvelle adresse Bureau Montréal	5 000	804 \$		1	Poste & sur place	Rive-Sud Typo
uepliant de présentation du colloque le 19/01/96	600	1 325 \$		1	Poste	Rive-Sud Typo/ J.J. Lapointe, Stratégie Conseil

) Inclut dans coût total

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1er avril 1995

LIEU	DATE DÉPART	DATE RETOUR	NOMS	COUTS	BUT
Paris	10/04/96	14/04/95	A. Leblanc R. Faucher	5 201 \$	Éco-emballage
Zurich-Bruxelles	25/04/95	06/05/95	F. Lafortune	2 213 \$	Congrès Battery (Suisse) et congrès Écotop (Belgique)
Salt Lake City	13/02/96	16/02/96	B. Germain	1 770 \$	Technologie du recyclage des huiles usées
Ottawa	10/06/95	11/06/95	B. Germain	269 \$	Convention annuelle Ass. canadienne des industries du recyclage
Toronto	07/03/96	07/03/96	F. Lafortune	604 \$	Association canadienne du caoutchouc
Toronto	30/08/95	31/08/95	P. Marchand	835 \$	Bourse canadienne Canmen & Ortech
Toronto	18/04/95	21/04/95	P. Clément S. Bourdeau G. Roussel	2 250 \$	Vérification Pepsi
Toronto	24/04/95	28/04/95	P. Clément S. Bourdeau G. Roussel	3 261 \$	Vérification Cott
Fredericton	24/04/95	24/04/95	G. Leduc	616 \$	Ministère environnement N. Brunswick Centre de dépôt
Turquie	10/10/95	21/10/95	L. Fradette	938 \$	Conférencier invité Regroupement entreprises québ. spéciali- sées dans la récupération, le recycaige & le traitement des déchets
Moncton	08/05/95	12/05/95	S. Bourdeau	1 461 \$	Vérification Atlantic Refreshment
Toronto	11/09/95	15/09/95	S. Bourdeau	1 455 \$	Vérification Northern Country Beverages
Toronto	13/11/95	17/11/95	P. Clément	1 205 \$	Vérification grandes marques d'Europe Brasseries Lakeport Northern Country Beverages
Ottawa	05/02/96	09/02/96	S. Bourdeau	266 \$	Vérification Coke
Belgique/ Pays-Bas	02/12/95	9/12/95	L. Fradette	2 522 \$	Mission industrielle avec MAI Ecotech à Utrecht, Pays-Bas (récupération & recyclage des matières)
TOTAL :				24 866 \$	

Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels

VENTILATION PAR TYPE DE MÉDIAS	Exercice 1995-1996	Prévision 1996-1997
journaux, revues, périodiques, etc.	36 476 \$	30 000 \$
Radio	75 000 \$	150 000 \$
Télévision	- \$	- \$
Autres	157 880 \$	20 000 \$
Articles promotionnels	- \$	- \$
TOTAL	269 356 \$	200 000 \$

(C-D)

NOM DES FOURNISSEURS	MONTANT VENTILÉ	TOTAL PAR TYPE MÉDIAS	BUT VISÉ PAR DÉPENSE
JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES, ETC.			
Bouquet Ecologique	3 074 \$		Espace - annonce cahier spécial Enquête générique
Centre d'information Nationale sur l'Environnement	500 \$		2 Espaces - annonce Camp. consignés
Ecole Polyvalente Le Boisé	300 \$		1 Espace - annonce
Envirotech	3 260 \$		2 Espaces - annonce Camp. consignés
Front Commun pour une gestion écologique des déchets au Québec	3 000 \$		Espace - annonce cahier spécial Enquête générique
Hazardous Materials Management	975 \$		1 Espace - annonce BQMS
Image de la Mauricie	1 695 \$		2 Espaces - annonce Camp. consignés
Journal Economique du Québec	845 \$		1 Espace - annonce "Spécial Récupération & recyclage"
Journal Les Affaires	7 387 \$		3 Espaces - annonce BQMS
L'entrepreneur des Services en Environnement	1 350 \$		1 Espace - annonce
L'Ingénieur	1 020 \$		1 Espace - annonce BQMS
La Chambre de commerce Française au Canada	1 420 \$		2 Espaces - annonce Camp. consignés
La Frontière	475 \$		1 Espace - annonce Cahier Spécial CFER
Larochelle & Associés	950 \$		Production annonce BQMS
Larochelle & Associés	110 \$		Production annonce La Cote du recyclage...
Larochelle & Associés	950 \$		Production annonce
Larochelle & associés	100 \$		Production annonce
Larochelle & associés	180 \$		Production annonce
Larochelle & associés	80 \$		Production annonce
Larochelle & associés	115 \$		Production annonce
Le Soleil	940 \$		1 Espace - annonce La Cote du recyclage
Quorum de UMRCQ	1 000 \$		1 Espace - annonce Édition du congrès de 9/95
Quorum de UMRCQ	500 \$		Insertion dépliants dans mailing revue Quorum
Réseau québécois des groupes Ecologiques	170 \$		2 Espaces - annonce Camp. consignés
Serge Ouellette	60 \$		Production annonce
Union des Municipalités du Qc (URBA)	1 600 \$		1 Espace - annonce
UQCN - Franc Vert	1 900 \$		2 Espaces - annonce Camp. consignés
Vecteur Environnement	2 520 \$		4 Espaces - annonce Camp. consignés
Total Imprimé:		36 476 \$	
RADIO			
Radio-Plus	75 000 \$		Campagne de publicité consignés
Total Radio:		75 000 \$	
TELEVISION			
Aucun	- \$		- \$
AUTRES			
Enseignes Pala inc.	1 560 \$		Lettrage conteneurs, camion/Projet-pilote I. de la Madeleine
Groupe Cartier	615 \$		Production de 5 panneaux Coroplast
			1 Espace - annonce
Larochelle & associés	3 940 \$		Conception et impression 5 panneaux sur vinyle laminé
Larochelle & Associés	785 \$		Conception panneaux et bannières + prod. de 4 panneaux
			1 Espace - annonce
Larochelle & Associés	120 \$		Prod. affiche reportage télévisuel/Partenaire Industrie BQM
Mirabau Sérigraphie	840 \$		Production de 3 banderoles de vinyle
Northern	20 \$		Gravure plaque cuivre oeuvre offerte Centre de la Montagr
Soc. en Commandite OMNI	150 000 \$		Prod. & panneaux affiches ext. Campagne Consignés
Total autres:		157 880 \$	

5. Sondages effectués durant l'exercice 1995-1996

NOM FOURNISSEUR	DATE ENG.	MONTANT	SOUMISSIONS	DESCRIPTIONS
Groupe Léger et Léger	04-oct-95	14 737,00 \$	Non	Perception de la consigne par la population
Groupe Léger et Léger	04-oct-95	9 498,00 \$	Non	Opinion des détaillants en alimentation sur la consigne
Groupe Déclic	28-avr-95	2 000,00 \$	Non	Sondages sur les résidus des tours à bureaux

b. Études commandées durant l'exercice 1995-1996

NOM FOURNISSEUR	DATE ENG.	MONTANT	SOUSSIONS	DESCRIPTION
Groupe Conseil A. Paradis	04-oct-95	9 000,00 \$	N/A	Modèle ECO-EMBALLAGE Europe
Groupe conseil A. Paradis	23-mai-95	6 986,40 \$	Non	Eval. besoin formation coll. sél.
Kativae gestion	04-oct-95	1 701,00 \$	Non	Étude sur les centres de dépôts
Fondation Marie-Soleil et Jonathan	04-oct-95	13 435,54 \$	Non	Implantation centres de dépôts Abitibi
Serrener consultation	05-fév-96	24 340,00 \$	Non (1)	Plan dir. infrast. mat. résiduel
Transfert Environnement	05-fév-96	22 500,00 \$	Non (1)	Paramètres soc. gest. int. des déchets
Groupe Cubic	06-fév-96	10 800,00 \$	Non	Étude de l'Internet pour SQRR
Groupe Cubic	20-fév-96	7 200,00 \$	Non	Étude des systèmes informatiques internes
CRIQ	01-mar-96	5 000,00 \$	Non	Étude sur poudrette des pneus hors d'usage
Enrique Banque	28-avr-95	500,00 \$	Non	Étude sur le compostage
ADS Groupe Conseil	05-jan-96	8 800,00 \$	Non	Anal. potentiel réc. recyc. auto
ADS Groupe conseil		14 750,00 \$	Non	inv. équip. et méth. réc. au Canada et U.S.
FCQGED	divers	15 000,00 \$	Non	Études sur les déchets solides

(1) proposition spontanée

7. Contrats de moins de 25 000\$ octroyés durant l'exercice 1995-1996

NOM FOURNISSEUR	DATE ENG.	MONTANT	SOUMISSIONS	MODE D'OCTROI	NOTES COMPLÉMENTAIRES
HONORAIRES JURIDIQUES			EXEMPT		Selon règles hon. juridiques sont exemptés
Geoffrion Jetté		18 620,57 \$	EXEMPT		de faire appels d'offre
Martineau Walker		2 947,38 \$	EXEMPT		Litige, Consigne
Desjardins Ducharme		5 967,73 \$	EXEMPT		Litige relation de travail
Gagnon Raymond (notaires)	30-oct-95	2 214,50 \$	EXEMPT		Nouveaux baux
Hudon Gendron	06-fév-96	5 000,00 \$	EXEMPT		
Devencore Itée	19-sep-95	5 000,00 \$	Non	Contrat négocié	Service de courtage
Raymond Chabot	06-déc-95	7 000,00 \$	Non	Contrat négocié	Politique de financement
Harmonie Décor	23-nov-95	1 520,00 \$	Non	Contrat négocié	Design intérieur
ADS Groupe conseil	19-déc-95	15 000,00 \$	Non	Contrat négocié	Audience générique
Biron Lapierre et ass.	09-jan-96	6 277,50 \$	Non	Contrat négocié	Caoutech
Coopers Lybrand	17-jan-96	16 998,20 \$	Non	Contrat négocié	Caoutech
Monenco Agra	06-fév-96	6 960,00 \$	Non	Contrat négocié	Caoutech
Monenco Agra	08-mar-96	2 200,00 \$	Non	Contrat négocié	Scopcat
Pierre F. Mercure	14-fév-96	12 480,00 \$	Non	Contrat négocié	Audiences
COLLOQUE					
Stratégie Communications	10-jan-96	5 500,00 \$	Non	Contrat négocié	Colloques
Hotel du Parc	09-fév-96	4 295,67 \$	Non	Contrat négocié	Colloques
Telbec	divers	1 791,30 \$	Non	Contrat négocié	Communiqués de presse
Transcriptions Verbatim	divers	3 984,00 \$	Non	Contrat négocié	Surveillance des médias
Communications Demo inc.	23-nov-95	1 990,00 \$	Non	Contrat négocié	Surveillance des médias
Beltron	11-aoû-95	850,00 \$	Non	Contrat négocié	
Cogima		5 390,00 \$	Non	Exempt	Informatique
Neilson recherche en mark.	20-jul-95	8 049,00 \$	Non	Contrat négocié	Achat Banque de données
Systèmes Néo-Tecn	divers	11 815,00 \$	Non	Exempt	Informatique
Systèmes Néo-Tech	BQMS	4 132,50 \$	Non	Exempt	Informatique
Morrison Technologies	31-aoû-95	16 800,00 \$	Non	Contrat négocié	Boues séchées de la CUM
Renée Bédard	divers	1 200,00 \$	Non	Contrat négocié	Révision de textes
Groupe Cubic	divers	10 687,83 \$	Non	Contrat négocié	Informatique
Groupe Cubic	01-fév-96	10 800,00 \$	Non	Contrat négocié	Informatique
Groupe Cubic	01-fév-96	7 200,00 \$	Non	Contrat négocié	Informatique
Groupe Cubic	BQMS	800,00 \$	Non	Contrat négocié	Informatique
S. Tapp	06-jun-95	1 660,00 \$	Non	Contrat négocié	Informatique
M.P. Lague	26-oct-95	1 620,00 \$	Non	Contrat négocié	Archives
Groupe Gestar	05-fév-96	1 150,00 \$	Non	Contrat négocié	Contrat de service pour logiciel Documentik
Cpu Services	27-mar-95	1 905,00 \$	Sur invitation	Le plus bas	Contrat de service sur réseau Qué.
DTM	31-mar-95	2 725,00 \$	Sur invitation	Le plus bas	Contrat de service sur réseau MTL
Savin Canada		3 729,68 \$	N/A	Exempt	Entretien photocopieur
Kodak Canada		795,00 \$	N/A	Exempt	Entretien photocopieur
Xerox Canada		371,25 \$	N/A	Exempt	Entretien télécopieur
Excel Télécommunications		1 578,00 \$	Sur invitation	Le plus bas	Contrat de service pour réseau téléphonique
Clan Panneton		9 065,31 \$	Sur invitation	Le plus bas	Déménagements

9. Le montant pour l'année 1995-1996, de chacune des dépenses :

DÉPENSES	MONTANT	TOTAL
A) LA PHOTOCOPIE		
Nombre de photocopieurs: 3		
Entretien annuel pour 2 photocopieurs	3 515,51 \$	
Location pour 1 photocopieur	4 616,48 \$	
Fournitures pour photocopieurs	504,01 \$	
Coût du papier à photocopieur	4 550,00 \$	
Amortissement	3 128,31 \$	
TOTAL		16 314,31 \$
B) LA TÉLÉCOPIE		
Nombre de télécopieurs: 3		
Entretien annuel pour 2 télécopieurs	970,00 \$	
Fournitures pour télécopieurs	1 648,05 \$	
Téléphonie (lignes & interurbains)	3 462,00 \$	
Amortissement	1 114,02 \$	
TOTAL		7 194,07 \$
C) LA TÉLÉPHONIE CELLULAIRE & COÛT D'UTILISATION		
Nombre de cellulaires: 10		
Achat de cellulaires	1 116,00 \$	
Fournitures pour cellulaires	477,90 \$	
Coût d'utilisation	9 500,00 \$	
Amortissement	380,17 \$	
TOTAL		11 474,07 \$
D) LES TÉLÉAVERTISSEURS		
Nombre	Aucun	
E) LE MOBILIER DE BUREAU		
Mobilier Montréal	13 834,00 \$	
Mobilier Québec	19 308,61 \$	
TOTAL		33 142,61 \$
F) LES FOURNITURES		
Agendas	512,83 \$	
Boîtes de carton	301,40 \$	
Crayons et stylos	545,51 \$	
Calculatrices	247,67 \$	
Dictionnaires	441,68 \$	
Valises	247,38 \$	
Autres (chemises, dossiers, enveloppes cousinées, reliures, trombones, etc.	2 137,92 \$	
TOTAL		4 434,59 \$
G) LES FOURNITURES		
Distributeurs d'eau de source	487,50 \$	
TOTAL		487,50 \$
H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT		
Frais de transport	53 021,86 \$	
TOTAL		53 021,86 \$
I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT		
Frais d'hébergement	3 461,79 \$	
TOTAL		3 461,79 \$
J) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS		
Frais de repas	20 708,01 \$	
TOTAL		20 708,01 \$
K) DÉPENSES APPLICABLES AUX CONGRÈS, COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT		
AU QUÉBEC		
TOTAL		15 460,65 \$
HORS QUÉBEC		
TOTAL		7 036,00 \$

10. La liste de tous les véhicules fournis.

LISTE		MONTANT	
A) Marque & modèle	Inter 2500		Année: 1980
B) Coût d'acquisition		24 000,00 \$	Acheté en 02/96
C) Coût d'entretien (réparation)			Payable par la MRC des Iles de la Madeleine
D) Coût d'utilisation (essence, assurances, immatriculation)		1 478,00 \$	Immatriculation seulement, essence & assurance payable par MRC
E) Nom & poste du bénéficiaire			MRC des Iles de la Madeleine, projet pilote
F) Appels d'offres faits en 1995-96		Aucun	
F) Prévisions 1995-96		Aucun	

1. Cotisations payées en 1995-1996

NOM DE L'EMPLOYÉ	FONCTION	COTISATIONS	MONTANT
Robert Leblanc	Président	Chambre de Commerce de Montréal	110,00 \$
		Chambre de Commerce de l'est de Montréal	75,00 \$
		Chambre de Commerce et de l'industrie de Qu.	125,00 \$
nette Bureau	Conseillère juridique	Barreau du Québec	698,00 \$
		Chambre de Commerce de Montréal	110,00 \$
Robert Faucher	Vice-président Exploitation	Ordre des comptables agréés du Québec	740,71 \$
an-Louis Chamard	Vice-président Exploitation	Chambre de Commerce de l'est de Montréal	75,00 \$
		Ass. entreprises de service en Environnement	500,00 \$
Pierre Clément	Resp. gestion des consignes	Ordre des comptables agréés du Québec	740,71 \$
illes Leduc	Resp. aide financières aux ICI	Ordre des comptables agréés du Québec	740,71 \$
Sylvain Bourdeau	Vérificateur- consignes	Ordre des comptables agréés du Québec	740,71 \$
Richard Boisvert	Dir. Finance et administration	Ordre des comptables agréés du Québec	740,71 \$
		Ass. des diplômés H.E.C.	70,00 \$
Isabelle Montpas	Contrôleur	Ordre des comptables agréés du Québec	740,71 \$
Sylvain Léger	V-p Planification et technologies	Ordre des ingénieurs du Québec	206,12 \$
		Ordre des chimistes du Québec	275,00 \$
		Soc. de dév. économique du Roussillon	35,00 \$
		Chambre de Commerce de l'est de Montréal	75,00 \$
		AQIC	500,00 \$
		Recycling Council of Ontario	95,00 \$
		Ass. canadienne des pâtes et papier	73,83 \$
François Lafortune	Agent de recherche nouv. tech.	Ordre des chimistes du Québec	275,00 \$
Luc Bourgoin	Agent de recherche marchés	Ass. des économistes québécois	90,00 \$
Benoît Germain	Agent de recherche-marchés ICI	Ass. prév. contamination de l'air et du sol	40,00 \$
		Ordre des ingénieurs du Québec (50%)	102,56 \$
Philippe Châtillon	Dir. comm. et rel. publiques	Forum des directeurs des communications	125,00 \$
		Chambre de Commerce de Montréal	110,00 \$
		Chambre de Commerce de l'est de Montréal	75,00 \$
		Chambre de Commerce et de l'industrie de Qu.	125,00 \$
Johanne Riverin	Resp. promotion	Société des relationnistes du Québec	275,00 \$
Patricia Marchand	Agent de recherche-BQMS	Sous-traitance industrielle du Québec	200,00 \$
Total			<u>8 883,77 \$</u>

12. Le nombre et la répartition du personnel

A) catégorie

B) < de 30 ans

C) autres communautés, etc.

D) pourcentage par rapport à l'effectif total

1995-1996

CATÉGORIE D'EMPLOIS	NOMBRE DE PERSONNES		< DE 30 ANS	AUTRES COMMUNAUTÉS ETC.	EFFECTIF TOTAL
	M	F			
Cadres (régulier) Cadres (contractuel)	4	0	0	0	4
Professionnels (régulier) Professionnels (contr.)	11	6	2	2	17
Pers. bureau, techn., assimilés (régulier) (contractuel/occasionnel)	0 1	13 4	3	0	13 5
TOTAL :	16	23	5	2	39
Pourcentage/effectif total :	41%	59%	13%	5%	

13. Pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels et fonctionnaires),
Exercice budgétaire 1995-1996

- A) Nombre total de jours maladies
- B) Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées
- C) Nombre total de jours de vacances

CATÉGORIE D'EMPLOIS	NOMBRE DE PERSONNES		JRS MALADIES UTILISÉS (A)	HEURES SUPPL. (B)	JRS VACANCES UTILISÉS (C)
	début	fin			
Cadres (régulier) Cadres (contractuel)	4	4	13	n/a*	56
Professionnels (régulier) Professionnels (contr.)	16	17	34	n/a*	282
Pers. bureau, techn., assimilés (régulier) (contractuel/occasionnel)	10 3	13 5	38 0	533**	207
<p>* Les cadres et professionnels sont tenus de travailler les heures requises pour accomplir leurs fonctions sans rémunération ou compensation pour les heures supplémentaires.</p> <p>** Les heures supplémentaires travaillées sont compensées en temps.</p>					

14. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994

a) d) f) effectifs réguliers, contractuels, occasionnels (excluant le président)

	31/3/94				31/3/95				31/3/96			
	Montréal		Québec		Montréal		Québec		Montréal		Québec	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Cadres-réguliers Cadres-contractuels	3 1	1	0	0	4	0	0	0	3	0	1	0
Professionnel-réguliers Professionnels-contractuels	6 1	3 1	0	1	8 2	4 1	0 0	1	11	4	0	2
Personnel de bureau Techniciens et assimilés/ réguliers cont./occasionnels	0 0	10 1	0	1	0 1	10 1	0 0	0 1	0 1	11 2	0 0	2 2
TOTAL	11	16	0	2	15	16	0	2	15	17	1	6

Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

b)

31/03/94	31/03/95	31/3/96
1	1	1

Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

c)

31/03/94	31/03/95	31/03/96
1	2	1

16. Liste des espaces loués en 1995-1996

16.1	Bailleur	:	Développement Iberville
	Emplacement	:	905, Dufferin, 2 ^e étage, Québec
	Superficie brute louée	:	1 567 pi.c.
	Superficie nette	:	
	Superficie inoccupée	:	Nil
	Aménagements 1995-1996	:	Nil
	Coût de location brute au pi.c.	:	22,81\$/pi.ca.
	Coût annuel brut	:	35 745 \$
	Durée du bail	:	s'est terminé le 31/7/95 (5 ans)
16.2	Bailleur	:	Développement Iberville
	Emplacement	:	900, Place d'Youville, bureau 210, Québec
	Superficie brute louée	:	3 146 pi.ca.
	Superficie nette	:	2 884 pi.ca.
	Superficie non occupée	:	15%
	Coûts d'aménagement	:	4 730 \$
	1995-1996	:	
	Coût de location au pi.ca.	:	15,40 \$/pi.ca.
	Coût annuel brut	:	48 450 \$
	Année du bail	:	5 ans à partir du 1/8/95
16.3	Bailleur	:	Développement Cité de l'Île inc.
	Emplacement	:	14, Place du Commerce, bureau 350 Verdun
	Superficie brute louée	:	8 930 pi.ca.
	Superficie nette	:	7 900 pi.c.a
	Superficie inoccupée	:	Nil
	Coûts d'aménagement	:	
	1995-1996	:	Nil
	Coût de location au pi.ca.	:	21,60 \$
	Coût annuel brut	:	192 800 \$
	Durée du bail	:	s'est terminé le 31/1/96 (5 ans)
16.4	Bailleur	:	Palicor inc.
	Emplacement	:	7171, rue Jean-Talon Est, 5 ^e étage
	Superficie brute louée	:	11 411 pi.ca.
	Superficie nette	:	10 296 pi.ca.
	Superficie inoccupée	:	5%
	Coûts d'aménagement	:	23 125 \$
	1995-1996	:	
	Coût de location au pi.ca.	:	17,50 pi.ca.
	Coût annuel brut	:	199 692 \$
	Durée du bail	:	5 ans à partir du 1/2/96

17. Liste des contrats de communications, recherche ou relations publiques

NOM FOURNISSEUR	DATE ENG.	MONTANT	SOUMISSIONS	MODE D'OCTROI	DESCRIPTION
Simcom inc.	22-jan-96	38 130,00 \$	Sur invitation	Le plus bas	Campagne de publicité printemps '96 sur la consigne
GEMINI	10-jan-96	31 250,00 \$	Non	Contrat négocié	Campagne publicité îles de la Madeleine projet pilote centres de dépôts
Québec investigation inc.	divers	26 166,60 \$	Non	Contrat négocié	Recherche sur le cheminement des contenants non consignés de l'extérieur du Québec
Stratégie Communications	10-jan-96	5 500,00 \$	Non	Contrat négocié	Organisation colloque
Jean Jacques Lapointe	10-jan-96	900,00 \$	Non	Contrat négocié	Organisation colloque

Autres contrats de conception et de production sont inclus à la question 2.

Autres contrats d'achats de médias sont inclus à la question 4.

FONDATION DE LA FAUNE



ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

1) L'organigramme de la Fondation est celui qui apparaît à l'annexe 1.1.

2) Les publications régulières de la Fondation sont:

	<u>Rapport annuel</u>	<u>Bilan des activités</u>	<u>Bulletin Nature</u>
Tirage	1 500	10 000	10 000
Coût	6 410 \$	5 945 \$	3 520 \$
Distribution	Grand public	Grand public	Membres
Imprimeur	Impressions J.L.	Impressions J.L.	Imp. La Renaissance
Copie du dernier numéro	En annexe 2.1	En annexe 2.2	En annexe 2.3

3) Aucun voyage hors Québec n'a été effectué en 1995-1996.

4) Les dépenses en publicité et articles promotionnels sont les suivantes:

Exercice 1995-1996
(se terminant le 31 mars 1996) 76 905 \$ (au 12 mars 1996)

Prévisions 1996-1997 84 000 \$

Médias: Journaux - Revues	18 567 \$ en publicité
<u>Fournisseurs</u>	<u>Montant</u> <u>Journal</u>
Groupe Polygone	5 950 \$ Journal Sports Nature
Éditions Continuité	1 100 \$ Magazine Continuité
Société Provancher	350 \$ Naturaliste Canadien
Productions MHP	1 500 \$ Guide Chasse Pêche 1996
Féd. des pourvoyeurs du Québec	4 500 \$ Guide de pourvoirie
Le Soleil "Centenaire des parcs"	813 \$ Le Soleil
Le Progrès du Saguenay	400 \$ Progrès dimanche - cahier chasse
Resam	1 454 \$ Éditions forestières
Les Ateliers du Centre de détention	2 500 \$ Programme "La faune et vous"

Une somme de 58 338 \$ a été dépensée pour les articles promotionnels. Les fournisseurs les plus importants sont:

Jacques Choquette Communication 17 894 \$ Productions d'articles promotionnels
- Carte de crédit Visa Nature
- Timbre de conservation
- Bilan des activités
- Rapport annuel
- autres

Mirabau	4 015 \$	Réalisation de panneaux pour les sites de projets
Imprimerie Québecor L'Éclaireur	5 218 \$	Impression de dépliants et feuillets Visa Nature
Ose Design	3 650 \$	Réalisation d'un dépliant sur les habitats fauniques en milieu urbain
Les Dompteurs de Souris	3 330 \$	Conception et montage - Rapport annuel - Carte de Noël
Imprimerie La Renaissance	5 475 \$	Impression de documents - Papeterie - Affiches "Carte Nature" - Dépliants "Nature" - Suivi - évaluation AQHA - Reçus d'impôt - Photolithographies

-290-

Impressions J.L.	10 970 \$	Impression de documents
		-Bilan des activités
		-Rapport annuel
		-Dépliants du timbre
		-Cartes de Noël

Le but visé par ces dépenses est de faire connaître les réalisations de la Fondation et de promouvoir les divers moyens de financement retenus par la Fondation, tels le parrainage de projet, le membership, la carte Visa Nature et le timbre de conservation.

- 5) Aucun sondage n'a été effectué par la Fondation au cours de l'exercice financier 1995-1996.
- 6) Aucune étude n'a été effectuée par la Fondation au cours de l'exercice financier 1995-1996.
- 7) Les contrats de 2 000 \$ à 25 000 \$ octroyés par la Fondation depuis le 1er avril 1995 sont identifiés à l'annexe 3.1. Tous les contrats octroyés l'ont été sur invitation ou contrat négocié.
- 8) Aucun contrat n'a fait l'objet d'un versement supplémentaire depuis le 1er avril 1995.
- 9) Le montant des dépenses au 12 mars 1996 pour:

la photocopie	1 811 \$
la télécopie	534 \$
la téléphonie cellulaire, téléavertisseurs	0 \$
le mobilier de bureau et équipement	8 213 \$
les fournitures de bureau et papeterie	8 786 \$
l'eau de source	97 \$
le remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	13 068 \$
les dépenses applicables à la participation à	
-des congrès, des colloques	260 \$
-des sessions de perfectionnement	248 \$
Aucune de ces dépenses n'a été effectuée à l'extérieur du Québec.	

- 10) La Fondation ne possède aucun véhicule et n'a aucun contrat de location à long terme de voitures.
- 11) Aucune cotisation n'a été payée par la Fondation en 1995-1996 à titre de membres de clubs privés.
- 12) Le personnel de la Fondation se répartit de la façon suivante:

	Cadre		Professionnel		Fonctionnaire	
	H	F	H	F	H	F
1995-1996	1		6	2	1	4
	(7%)		(43%)	(14%)	(7%)	(29%)

Le personnel de la Fondation ne comprend aucune personne handicapée et aucun représentant des communautés culturelles. Tous les employés ont plus de 30 ans.

La répartition prévue pour 1996-1997 est la même.

- 13) Nombre de jours de maladie pris par le personnel:

Exercice 1995-1996

Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
4	10	1.5	1	.5	3.5	3	1.5	1	3	1.5	1	31.5

Nombre de jours supplémentaires de travail réalisés par le personnel:

Exercice 1995-1996

Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
.5	1	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0	4.5

Le temps supplémentaire a été compensé par des jours de vacances.

Nombre de jours de vacances pris par le personnel:

Exercice 1995-1996

Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
5.5	7	19.5	79.5	63.5	13.5	11.5	2.5	6.5	16.5	7.5	27.5	260.5

14) Évolution des effectifs réguliers:

- a) Depuis 1993-1994, les effectifs réguliers par catégorie d'emploi ont évolué de la façon suivante:

	<u>1993-1994</u>	<u>1994-1995</u>	<u>1995-1996</u>
Cadre supérieur :	1	1	1
Professionnel :	7	8	8
Technicien :	1	2	2
Personnel de bureau :	3	3	3

- b) Aucun employé n'a bénéficié d'un traitement additionnel en raison de la complexité de sa tâche.

- c) Aucun employé n'a bénéficié d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour sa tâche.

- d) Tous les postes autorisés sont au siège social à Sainte-Foy.

- e) Au cours des cinq prochains exercices financiers, les effectifs réguliers demeureront stables pour toutes les catégories suivantes:

Cadre supérieur :	1
Technicien :	2
Personnel de bureau :	3
Professionnels :	8

- f) Les postes occasionnels, contractuels et temporaires sont:

	<u>Occasionnels</u>	<u>Contractuels</u>	<u>Temporaires</u>
1993-1994	1	1	-
1994-1995	2	1	-
1995-1996	2	1	-

15) Aucun espace loué par la S.I.Q.

16) Location des espaces de bureau

	<u>Depuis le 1er décembre 1995</u>
Firme	Société Immobilière Dupont
Emplacement	1175, ave. Lavigerie, Bureau 420, Sainte-Foy
Superficie brute	3972 p.c.
Superficie utilisable	3442 p.c.
Coût au p.c.	8,25 \$/p.c.
Coût total	32 769 \$/an
Coûts d'aménagement réalisés en 1995-1996	0 \$
Durée du bail	10 ans, à compter du 95.12.01
Copie du bail	Annexe 4.1

	<u>Du 1er avril au 30 novembre 1995</u>
Firme	Martineau, Walker
Emplacement	140, Grande Allée Est, Bureau 860
Superficie brute	3567 p.c.
Superficie utilisable	3185 p.c.
Coût au p.c.	18,21 \$/p.c.
Coût total	64 690 \$/an
Coûts d'aménagement réalisés en 1995-1996	0 \$
Durée du bail	5 ans (sous-location)
Copie du bail	Annexe 4.2

- 17) Un contrat d'un an renouvelable a été conclu avec le plus bas soumissionnaire suite à un appel d'offre sur invitation en 1989. Le coût de ce contrat est négocié annuellement. Il s'agit de la firme Jacques Choquette Communications et Relations publiques inc.. En 1995-1996, le coût du contrat est de 31 500 \$. Son mandat est d'assurer le support logistique et technique nécessaire à la mise en oeuvre du plan de communication 1995-1996 de la Fondation.

18 à 20) Non applicable à la Fondation.

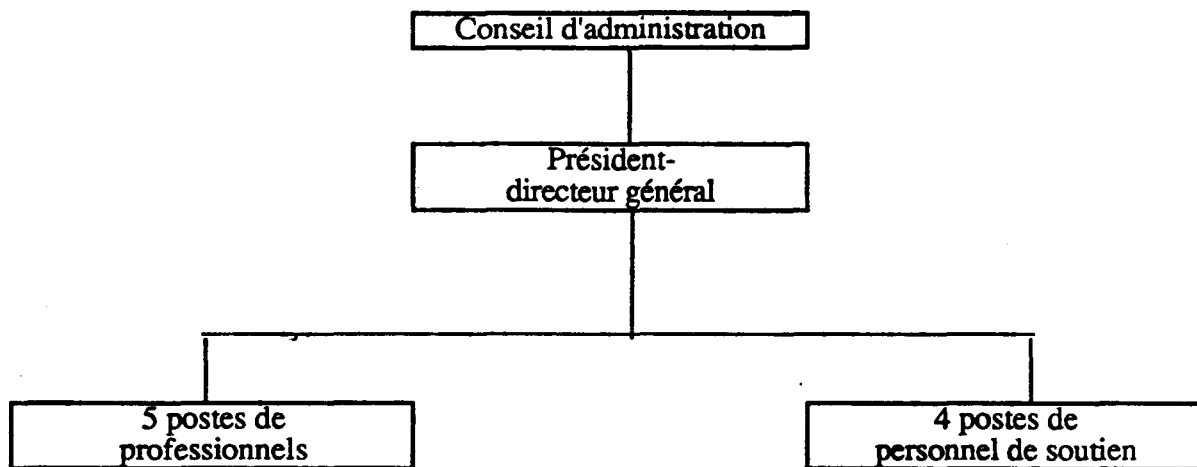
- 21) La liste des subventions versées à même le budget discrétionnaire de la Fondation pour l'année 1995-1996 est en annexe 5.1.

22 à 32) Non applicable à la Fondation.



FONDATION DE LA FAUNE
DU QUÉBEC

ORGANIGRAMME



LISTE DU PERSONNEL

BARRAS, Gilles
Président-directeur général

AMPLEMAN, Gisèle
Technicienne en administration

BOUCHER, André *
Directeur de l'information et des
services aux clientèles

GIASSON, Lyne
Secrétaire

LIMOGES, Benoît **
Coordonnateur de l'intendance

VAILLANCOURT, Céline
Secrétaire de direction

ST-ANDRÉ, Ghislaine
Coordonnatrice de projets

LEBLOND, Jean-Roch
Secrétaire

ANGERS, Mona
Conseillère juridique

DUBÉ, Maryse
Secrétaire-réceptionniste

LÉPINE, Guy
Responsable des acquisitions

MERCILLE, Benoît
Coordonnateur de projets

QUIRION, Marcel ***
Coordonnateur de projets

LETELLIER, André **
Assistant aux acquisitions

* PRÊT DE SERVICE
** POSTE OCCASIONNEL
*** CONTRAT DE SERVICE

1995-03-27



FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC

Contrats de 2 000 \$ à 25 000 \$ octroyés à des professionnels et à des firmes depuis le 1er avril 1995

ANNEXE 3.1

<u>Nom de la firme</u>	<u>Nature du mandat</u>	<u>Montant</u>	<u>Commentaires</u>
Impressions J.L. Inc.	Impression du bilan des activités	4 100 \$	Finalisé le 28 août 1995
<u>Administration</u>			
Fonds des services de télécommunications	Services des télécommunications	9 132 \$	En vigueur du 1er avril 1995 au 31 mars 1996
Impressions J.L. Inc.	Impressions du Rapport annuel 1995	3 310 \$	Finalisé le 16 octobre 1995
Les Dompteurs de Souris	Conception et montage du Rapport Annuel	3 100 \$	Finalisé le 10 octobre 1995
<u>Financement</u>			
Bruno Balatti	Conception, réalisation et photogravure pour le timbre de conservation	2 685 \$	Timbre édition 1996
Fédération des Pourvoyeurs du Québec	Publicité dans le Guide de la Pourvoirie	4 500 \$	Finalisé le 6 juin 1995
Imprimerie Quebecor L'Éclaireur	Impression de dépliants "Visa Nature"	4 383 \$	Finalisé le 1er août 1995
J. Choquette Comm. et Impressions J.L. Inc.	Impression du dépliant du timbre	2 750 \$	Finalisé le 15 mars 1996
Le Groupe Polygone Éditeurs	Publicité dans Journal Sports Nature	5 950 \$	Finalisé le 12 mars 1996
Maison Darnell	Distribution et promotion du timbre au Canada et aux États-Unis	30% des ventes	En vigueur du 1er avril 1995 au 31 mars 1996
Mirabau	Réalisation de panneaux pour les autobus "Visa Nature"	2 995 \$	Finalisé le 16 mai 1995
Union Québécoise pour la conservation de la nature	Collaboration dans le plan de mise en marché de la carte de crédit Visa Nature	8 000 \$	En vigueur du 1er avril 1995 au 31 mars 1996
<u>Projets</u>			
J. Choquette Comm. et Imprimerie La Renaissance	Impression des guides AQHA	5 338 \$	Finalisé le 28 août 1995
Les Ateliers du Centre de détention du Québec	Publicité dans le programme "La faune et vous"	2 500 \$	Finalisé le 27 mai 1995
Ose Design	Conception et production du dépliant "Les habitats fauniques en milieu urbain"	3 650 \$	Finalisé le 23 novembre 1995

-862-


FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC - FONDS DES IMMOBILISATIONS
CONTRATS DE 2 000 \$ À 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PROFESSIONNELS ET À DES FIRMES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1995

NOM DE LA FIRME	MONTANT	PROJET	COMMENTAIRES
<u>ARPENTEUR - Description technique des propriétés à acquérir</u>			
Vaillancourt, Robitaille, Savoie, Bédard et Associés (plus bas soumissionnaire)	15 175 \$	Archipel Berthier-Sorel	Acquisitions FRHAP
Denis Fournier, a.g.	3 785 \$	Saint-Gédéon	Acquisition PCHE
Pierre Bourget, a.g.	2 500 \$	Ristigouche	Acquisition PCHE
<u>ÉVALUATEUR - Recherche des titres et rédaction des actes de vente</u>			
A. Leblanc, é.a. - rapport d'évaluation (plus bas soumissionnaire)	2 950 \$	Ile de Grâce	Acquisitions PCHE / FRHAP / SCCN
<u>PLAN DE MISE EN VALEUR</u>			
Marie-Claude Robert et Associés (plus bas soumissionnaire)	10 505 \$	Rivière-aux-Pins	Requis pour déléguer la gestion
<u>INGÉNIEURS - MANDATS SPÉCIFIQUES</u>			
DDH inc. (plus bas soumissionnaire) caractérisation préliminaire	8 737 \$	Ruisseau Saint-Jean	Acquisition FRHAP

LÉGENDE:

PCHE: Plan Conjoint des Habitats de l'Est
 FRHAP: Fonds de Restauration de l'Habitat du Poisson
 SCCN: Société Canadienne de Conservation de la Nature

Le 13 mars 1996

-294-

BAIL NET - PLACE IBERVILLE

INTERVENU ENTRE

LA SOCIÉTÉ IMMOBILIERE JEAN-YVES DUPONT INC., compagnie légalement constituée, faisant affaires sous la raison sociale **SOCIÉTÉ IMMOBILIERE DUPONT**, ayant son siège au 2480 chemin Sainte-Foy, bureau 200, dans la ville de Sainte-Foy, province de Québec, dûment représentée par Madame Johanne Dupont,

Ci-après dénommée "le Locateur".

ET

FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC, compagnie légalement constituée, ayant son siège social au 1175, rue Lavigerie, bureau 420, dans la ville de Sainte-Foy, province de Québec, représentée par Monsieur Gilles Barras dûment autorisé tel qu'il le déclare;

Ci-après dénommée "le Locataire".

TABLE DES MATIERES

1.	OBJET DU BAIL	4
.1	Lieux loués	4
.2	Désignation cadastrale	4
.3	Aménagement des lieux	4
.4	Allocation de déménagement	4
.5	Espaces de stationnement	4
.6	Relocalisation	5
2.	DURÉE DU BAIL	5
.1	Terme initial	5
.2	Livraison des lieux	5
.3	Occupation avant le début du Terme	6
.4	Fin du Terme	6
.5	Option de renouvellement	6
.6	Occupation après la fin du Terme	6
3.	DISPOSITIONS FINANCIERES	7
.1	Définition	7
.2	Loyer de base	8
.3	Loyer additionnel	9
.4	Autres taxes	10
.5	Taxe sur les produits et services (T.P.S.) et Taxe de vente du Québec (T.V.Q.)	10
.6	Intérêts	10
.7	Paieement par anticipation	10
.8	Renonciation aux droits de rétention et de compensation	10
.9	Commission de courtage	10
4.	OCCUPATION DES LIEUX	11
.1	Utilisation des Lieux loués	11
.2	Emménagement et déménagement	11
.3	Entretien et jouissance des Lieux loués	11
.4	Parties communes	11
.5	Stationnements réservés aux visiteurs	11
.6	Cession de bail et sous-location	12
5.	SERVICES	13
.1	Nettoyage	13
.2	Enlèvement de la neige	13
.3	Ascenseurs	13
.4	Interruption des services	13
6.	DISPOSITIONS TECHNIQUES	13
.1	Ventilation, climatisation et chauffage	13
.2	Frais de consommation d'énergie et d'eau	13
.3	Équipements spéciaux	14
.4	Avis en cas de défectuosité	14
7.	MODIFICATIONS AUX LIEUX LOUÉS PAR LE LOCATAIRE	14
.1	Modifications, améliorations locatives et autres	14
.2	Renonciation au droit à l'hypothèque légale	15
8.	ACCES AUX LIEUX LOUÉS PAR LE LOCATEUR	15
.1	Travaux du Locateur	15
.2	Droit d'entrée et de visite	15
9.	DOMMAGES ET RESPONSABILITÉ	16
.1	Assurances du Locataire et responsabilité	16
.2	Augmentation des assurances du Locateur	17
.3	Assurances du Locateur et responsabilité	17
.4	Sinistre affectant l'Édifice ou les Lieux loués	18
10.	RESPECT DES LOIS ET REGLEMENTS	20
.1	Lois et règlements	20
.2	Respect des règlements de l'Édifice	20
11.	DÉFAUT DU LOCATAIRE	20
.1	Défaut	20
.2	Excuse ou oubli	22
12.	CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES	22

13.	EXPROPRIATION	22
14.	DISPOSITIONS FINALES	23
.1	Ententes antérieures	23
.2	Solidarité	23
.3	Avis et adresses	23
.4	Juridiction	23
.5	Publicité des droits	23
.6	Lois applicables et invalidité	23
.7	Annexes	24
.8	Signataires	24

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

LE LOCATEUR ET LE LOCATAIRE CONVIENNENT DE CE QUI SUIF:

1. OBJET DU BAIL

.1 Lieux loués

Le Locateur loue au Locataire qui accepte, un espace à bureaux (ci-après appelé "les Lieux loués"), lequel est substantiellement décrit à l'annexe "A" et comportant les caractéristiques suivantes:

Une superficie brute approximative de trois mille neuf cent quatre-vingts pieds carrés (3,980 p.c.), tel que l'annexe A.

Cette superficie brute, comprenant quinze point quatre pourcent (15.4%) d'espaces communs inclus dans la superficie brute, sera remesurée par l'arpenteur-géomètre.

Cette nouvelle superficie lorsqu'elle sera connue sera annexée au bail et sera celle utilisée pour les fins du bail.

Les Lieux loués sont situés à l'intérieur d'un édifice connu et désigné sous le nom de "Place Iberville II" et portant l'adresse civique suivante:

1175, rue Lavigerie, Sainte-Foy (Québec), G1V 4P1, (ci-après appelé "l'Édifice");

Les Lieux loués portent le numéro de bureau suivant: 420.

.2 Désignation cadastrale

L'Édifice est érigé sur un immeuble connu et désigné comme suit:

les subdivisions QUATRE CENT TROIS et QUATRE CENT CINQ du lot originaire CINQ CENT QUATRE-VINGT-SEPT (587-403 et 587-405), une partie des subdivisions UN et DEUX du lot originaire CINQ CENT QUATRE-VINGT-SEPT (587-1-P et 587-2-P) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy, circonscription foncière de Québec.

.3 Aménagement des lieux

L'aménagement et l'état des Lieux Loués seront réputés être à la satisfaction du Locataire dès que celui-ci aura commencé à prendre possession des Lieux loués.

.4 Allocation de déménagement

Le Locateur versera au Locataire, au plus tard le 5 décembre 1995, un montant de deux dollars (\$2.00) du pied carré net utilisable pour son déménagement.

.5 Espaces de stationnement

Le Locateur loue au Locataire, pendant le Terme, le nombre d'espaces de stationnement suivants, aux conditions financières ci-après mentionnées:

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR
14	11

Le Locataire bénéficie de neuf (9) stationnements pendant toute la durée du Bail. Le coût de ces stationnements est inclus dans le loyer de base. Les emplacements seront désignés par le Locateur.

En tout temps, le Locateur pourra consentir à augmenter, aux conditions qui suivent, et sur demande écrite du Locataire, le nombre d'espaces de stationnement mis à la disposition du Locataire.

Le coût de tout espace de stationnement abrité est de quarante-cinq dollars (\$45.00) par mois et le coût de tout espace de stationnement non-abrité est de trente-cinq dollars (\$35.00) par mois. Le coût mensuel de location de tout espace de stationnement est révisable annuellement.

.6 Relocalisation

Le Locateur aura le droit, en tout temps, de substituer aux Lieux loués tous autres locaux situés dans l'Édifice auquel cas ces nouveaux locaux seront considérés comme étant les Lieux loués pour les fins de ce bail, pourvu qu'ils soient semblables aux Lieux loués, tant sur le plan de l'espace que sur celui de leur convenance à l'usage pour lequel le Locataire destinait les Lieux loués.

Si les Lieux loués sont déjà occupés par le Locataire à la date de relocalisation, le Locateur devra assumer tous les frais de déménagement et de réaménagement du Locataire dans les nouveaux locaux et il devra faire en sorte que tel déménagement cause le moins d'inconvénients possible au Locataire.

Avant de procéder à telle relocalisation, le Locateur devra donner un avis écrit au Locataire, lequel devra précéder la date choisie pour la relocalisation d'au moins trente (30) jours, si le Lieux loués sont déjà occupés par le Locataire, ou d'au moins quinze (15) jours dans tous les autres cas.

2. DURÉE DU BAIL

.1 Terme initial

Le Terme initial de ce bail, la date du début et la date de la fin du bail (ci-après appelés "le Terme") sont tels que ci-après décrits:

Terme initial: Dix (10) année(s)

Début du terme: 1er décembre 1995

Fin du terme: 30 novembre 2005

.2 Livraison des lieux

Les Lieux loués seront livrés au Locataire pour occupation à la date suivante:

Date de livraison: 25 novembre 1995

Si, pour des raisons hors du contrôle du Locateur, les Lieux loués ne pouvaient être livrés à la Date de livraison, le Locataire bénéficiera d'une réduction de loyer équivalent au nombre de jours de retard dans la livraison des Lieux loués, le tout calculé sur une base de per diem.

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR
JB	[Signature]

.3 Occupation avant le début du Terme

Si, avec la permission du Locateur, le Locataire devait occuper les Lieux loués avant le début du Terme, toutes les dispositions du présent bail seront dès lors réputées de plein effet, sauf les clauses relatives au paiement du loyer, lesquelles auront plein effet à compter du début du Terme.

.4 Fin du Terme

A l'intérieur du délai ci-après mentionné, le Locataire devra aviser le Locateur par écrit de son intention de quitter les Lieux loués à la fin du Terme ou de se prévaloir de l'option de renouvellement.

Délai: Douze (12) mois de la fin du Terme.

Si aucun avis n'est transmis dans le délai plus haut mentionné, le Terme prendra fin à la date prévue à l'article intitulé Terme initial.

.5 Option de renouvellement

Le Locataire bénéficie d'une option de renouvellement du présent bail pour la période additionnelle suivante:

Période de renouvellement: Cinq (5) année(s) de la Fin du Terme.

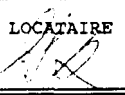

Les termes et conditions de ce bail s'appliqueront à la période de renouvellement sauf les dispositions de nature monétaire qui devront être renégociées entre le Locateur et le Locataire; ces nouveaux prix devront être comparables à ceux alors en vigueur dans des édifices de même qualité et situés dans le même secteur.

Lorsque le bail est renouvelé aux termes de l'article intitulé Fin du terme, les parties ont ensuite une période de quatre (4) mois pour s'entendre sur les nouvelles dispositions de nature monétaire du bail ainsi renouvelé.

A défaut d'entente à l'expiration de ce délai de quatre (4) mois, le Locateur et le Locataire conviennent expressément et dès à présent de soumettre leur différend à un arbitre, lequel devra procéder à l'arbitrage suivant les dispositions du Code de Procédure Civile du Québec. A compter de l'avis d'arbitrage transmis par le Locateur ou par le Locataire, les parties auront dix (10) jours pour s'entendre sur le choix de l'arbitre, à défaut de quoi l'une ou l'autre des parties pourra faire procéder à sa nomination par le tribunal compétent. Les frais de l'arbitrage seront à la charge de la partie qui succombe à moins que l'arbitre n'en décide autrement eu égard aux circonstances.

.6 Occupation après la fin du Terme

L'occupation par le Locataire des Lieux loués au-delà de la fin du Terme initial (ou de celui de la Période de Renouvellement) n'aura pas pour effet d'entraîner la tacite reconduction du bail, d'en prolonger le terme ni de le renouveler pour une durée quelconque, et le Locataire sera alors réputé occuper les Lieux loués contre la volonté du Locateur qui pourra alors se prévaloir de tous les recours prévus par la loi pour expulser le Locataire et lui réclamer des dommages-intérêts. Toutefois,

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR
	

advenant le cas où le Locataire continuait d'occuper ainsi les Lieux loués, le Locateur, à son entière discrétion, pourra lui signifier à tout moment un avis écrit lui en accordant la jouissance en vertu d'un bail mensuel et en contrepartie d'un Loyer égal à celui du dernier mois du Terme plus cinquante pourcent (50%), payable mensuellement et à l'avance, les dispositions du présent bail s'appliquant quant au reste.

3. DISPOSITIONS FINANCIERES

.1 Définitions

Aux fins du présent bail, les mots qui suivent signifient:

ANNÉE DE BASE: désigne la période de douze (12) mois, commençant le 1er janvier 1995 et se terminant le 31 décembre 1995, au cours de laquelle débute le Terme, étant entendu que le Locateur peut, à son gré, changer ces dates pourvu qu'il ne cause pas ainsi un préjudice indu au Locataire;

ANNÉE DE BAIL: désigne toute période consécutive de douze (12) mois subséquente à l'Année de base, étant entendu que le Locateur peut à son gré changer toute telle période pourvu qu'il ne cause pas ainsi un préjudice indu au Locataire;

AUTRES TAXES: désignent les autres taxes imposées à quelque époque que ce soit relativement à l'occupation des Lieux loués; ou toutes autres impositions, contributions, cotisations, qu'elles soient ou non de la nature de celles qui précèdent, qui peuvent être imposées ou cotisées à l'égard de l'Édifice par quelque autorité que ce soit ayant un tel pouvoir;

ÉDIFICE: l'édifice mentionné à l'article intitulé Lieux Loués y compris le terrain et ses aménagements, les stationnements et autres aires de circulation et tous les équipements, accessoires et meubles s'y trouvant ou utilisés dans le cadre de son exploitation;

FRAIS D'EXPLOITATION: désignent le total des dépenses encourues par le Locateur pour exploiter l'Édifice et plus particulièrement, les dépenses liées à l'administration, à la gestion, au fonctionnement, au nettoyage et à l'entretien des espaces communs, aux réparations, remplacements, modifications ou améliorations, au chauffage, à la ventilation et à la climatisation, à l'éclairage, au déneigement, aux assurances incluant le coût des franchises, à la protection et à la prévention. L'entretien ménager des espaces loués est exclus des frais d'exploitation.

LOYER: Tous montants payables aux termes de ce bail;

LOYER DE BASE: Le loyer de base dont il est traité à l'article intitulé Loyer de base;

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

LOYER ADDITIONNEL: Les Frais d'exploitation et les Taxes;

PROPORTION: désigne le rapport en pourcentage de la superficie brute des Lieux loués, soit environ trois mille neuf cent quatre-vingts pieds carrés (3,980 p.c.) sur la superficie brute totale de l'Édifice, qu'elle soit occupée ou non, soit cent deux mille trois cent seize point six pieds carrés (102,316.6 p.c.); la proportion du Locataire est en conséquence la suivante:

Proportion du Locataire: environ trois point huit cent quatre-vingt-dix pourcent (3.890%).

Cette proportion sera ajustée selon la nouvelle superficie s'il y a lieu.

Toutefois si le locataire confie au Locateur l'entretien ménager des lieux loués alors afin d'établir la proportion du Locataire en ce qui a trait à sa quote-part du coût de l'entretien ménager, les pourcentages seront établis en excluant du calcul de la superficie brute totale de l'Édifice cent pourcent (100%) de la moyenne annuelle d'espaces vacants pour les fins de la répartition des coûts de l'entretien ménager.

TAXES: désignent les taxes actuelles, incluant notamment les taxes municipales, taxes scolaires, ainsi que la taxe non résidentielle; la présente définition n'inclut pas les types de taxations dont il est traité à l'article intitulé **Autres taxes**.

.2 Loyer de base

Le présent bail est convenu en considération d'un Loyer de base global payable par le Locataire en monnaie légale du Canada, tel qu'il appert ci-après:

DATES	MONTANTS
1er décembre 1995 au 30 novembre 1996	\$3.95 du pied carré
1er décembre 1996 au 30 novembre 1997	\$4.95 du pied carré
1er décembre 1997 au 30 novembre 1998	\$5.95 du pied carré
1er décembre 1998 au 30 novembre 1999	\$5.95 du pied carré
1er décembre 1999 au 30 novembre 2000	\$6.50 du pied carré
1er décembre 2000 au 30 novembre 2001	\$6.50 du pied carré
1er décembre 2001 au 30 novembre 2002	\$6.50 du pied carré
1er décembre 2002 au 30 novembre 2003	\$7.00 du pied carré
1er décembre 2003 au 30 novembre 2004	\$7.00 du pied carré
1er décembre 2004 au 30 novembre 2005	\$7.00 du pied carré

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR
<i>TR</i>	<i>MD</i>

Les versements mensuels sont payables d'avance le premier jour de chaque mois pendant le Terme, à la place d'affaires du Locateur ou à tout autre endroit que le Locateur pourra indiquer par écrit au Locataire. Le Locataire commencera à payer son loyer de base le 1er décembre 1996.

.3 Loyer additionnel

Le Locataire devra en outre payer au Locateur, à titre de Loyer additionnel en regard de l'Année de base, les montants suivants:.

- a) au cours de l'Année de base, le Locataire paiera au Locateur, à titre de Loyer additionnel, le montant suivant:

Loyer additionnel pour l'Année de base (au pied carré de superficie brute): huit dollars et vingt-cinq cents (\$8.25)

les versements mensuels plus haut mentionnés sont payables à partir du 1er décembre 1995.

* et les TAXES *MD*

- b) à la fin de l'Année de base, le montant des frais d'exploitation* sera indexé selon l'indice des coûts à la consommation selon le calcul suivant:

Le prix annuel pour frais d'exploitation et les taxes est lié à l'Indice des Prix à la Consommation, publié mensuellement par la "Revue Statistique du Canada" en considérant que l'indice de base est celui novembre 1995.

Chaque année, au 1er janvier, un réajustement automatique du prix annuel pour les frais d'exploitation* sera fait suivant la formule:

Le prix annuel réajusté = $\frac{\text{prix annuel de base} \times \text{indice nouveau}}{\text{indice de base}}$

* et les TAXES *MD*

Le prix annuel pour les frais d'exploitation* est le prix annuel initial lors de l'année de base, soit huit dollars et vingt-cinq cents (\$8.25) le pied carré.

L'indice de base est l'Indice général des Prix à la Consommation publié en novembre 1995.

L'indice nouveau est l'Indice des Prix à la Consommation publié pour le mois de janvier de l'année de réajustement.

Advenant le cas où l'Indice des Prix à la Consommation serait ramené à une nouvelle base de 100, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par le Bureau fédéral de la Statistique.

Si le Locataire confie au Locateur l'entretien ménager des lieux loués alors un montant de un dollar et six cents (\$1.06) du pied carré sera ajouté au loyer additionnel. Ce montant est négociable à chaque année.

* et les TAXES *MD*

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

.4 Autres taxes

Le Locataire devra payer toutes les Autres taxes à échéance; parmi les Autres taxes, celles qui sont (ou pourraient être) facturées par les autorités au Locataire devront être remboursées par le Locataire au Locateur et ce, dans un délai de trente (30) jours suivant la réception d'un état de compte accompagné des pièces justificatives; le Locateur aura droit de facturer toutes telles Autres taxes au Locataire en utilisant les mêmes échéances que celles qui lui sont imposées par les autorités et, en cas de non-paiement à échéance, aura droit de réclamer du Locataire les mêmes pénalités ou intérêts qui sont exigibles par les autorités en cas de non-paiement à échéance.

.5 Taxe sur les produits et services (T.P.S.) et Taxe de vente du Québec (T.V.Q.)

La T.P.S. et la T.V.Q. sont payables par le Locataire au Locateur sur toute somme payable aux termes de ce bail et ce, suivant les taux prescrits par les lois applicables. Le Locataire fournira au Locateur une preuve comme quoi il est exempté de payer ces taxes.

.6 Intérêts

Sous réserve des dispositions de l'article intitulé Autres taxes, tout Loyer non payé à échéance portera intérêts à un taux égal au taux déterminé, de temps à autres, en vertu de l'article 28 de la Loi sur le Ministère du revenu pour les créances dues à l'État, ledit intérêt étant calculé sur une base annuelle mais payable mensuellement, sans préjudice à tous autres droits et recours du Locateur.

Tous intérêts non payés à échéance porteront intérêts au même taux et pourront être exigés sur simple demande. Les intérêts échus seront comptabilisés le 1^{er} de chaque mois.

.7 Paiement par anticipation

A moins de consentement écrit du Locateur, aucun paiement par anticipation du Loyer ne sera effectué par le Locataire, le terme étant stipulé en faveur du Locateur.

.8 Renonciation aux droits de rétention et de compensation

Le Locataire devra payer le Loyer au Locateur, à échéance, et il renonce d'avance à tous droits de rétention ou de compensation fondés sur ses propres réclamations à moins que le Locateur n'y consente expressément et par écrit.

.9 Commission de courtage

Le Locataire représente et garantit au Locateur qu'aucun intermédiaire n'a négocié ni n'a pris part aux négociations autre que Racine Consultants Immobiliers Inc. dont les frais de courtage seront payés par le Locateur, ayant conduit à la conclusion de ce bail et s'engage à tenir indemne le Locateur de toute réclamation qui pourrait être faite contre lui à cet égard par tout tel intermédiaire.

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

4. OCCUPATION DES LIEUX

.1 Utilisation des Lieux loués

Les Lieux loués seront utilisés uniquement pour les fins ci-après mentionnées et ne devront sous aucun prétexte être utilisés à d'autres fins par le Locataire sans en avoir au préalable obtenu l'approbation écrite du Locateur:

Utilisation permise: bureau d'affaires de la Fondation de la Faune.

.2 Emménagement et déménagement

Le Locataire ne pourra emménager dans les Lieux loués ou déménager de ceux-ci qu'aux heures et journées déterminées par le Locateur et communiquées par écrit au Locataire; il ne devra au surplus utiliser que l'ascenseur et les voies de circulation et d'accès prescrites par le Locateur.

.3 Entretien et jouissance des Lieux loués

Le Locataire devra utiliser les Lieux loués, de même que tous accessoires et améliorations avec prudence et diligence, les entretenir et maintenir en bon état de réparation et faire toutes les menues réparations locatives.

Au cas où le Locataire négligeait de s'acquitter promptement de son obligation d'entretenir et de réparer tel que prévu à ce bail, le Locateur pourra, après en avoir donné avis écrit d'au moins cinq (5) jours au Locataire, exécuter tous travaux ou toutes réparations nécessaires et en réclamer le coût au Locataire à titre de Loyer.

Le Locataire sera, à ses propres frais, responsable de l'entretien et du remplacement de tous les luminaires, plafonniers, tubes et démarreurs situés dans les Lieux loués, sauf si l'entretien de sa superficie nette a été confiée au Locateur.

.4 Parties communes

Il est expressément convenu que le Locataire pourra jouir des parties communes affectées à l'usage des occupants de l'Édifice, tel les cours, parcs, jardins, voies d'accès, ascenseurs, passages, corridors et halls d'entrée, sous réserve des dispositions du présent bail.

.5 Stationnements réservés aux visiteurs

Le Locataire n'utilisera pas les stationnements réservés aux visiteurs pour lui-même, pour ses administrateurs ou pour son personnel; il s'engage par ailleurs à s'assurer que ces dernières personnes respectent la prohibition contenue au présent article.

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

.6 Cession de bail et sous-location

Le Locataire ne peut, directement ou indirectement, céder ce bail en totalité ou en partie, ou sous-louer les Lieux loués en totalité ou en partie, ni en consentir l'usage partiel ou total à aucun tiers, ni annoncer de quelque façon que ce soit son intention de faire, sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur lequel ne peut refuser sans motif raisonnable. Le consentement du Locateur à toute cession ou sous-location ne constituera pas une dispense à la nécessité d'obtenir tel consentement pour toute autre cession ou sous-location.

Nonobstant toute cession, sous-location et/ou usage par un tiers, le Locataire demeurera solidairement responsable, renonçant aux bénéfices de division, de discussion et de subrogation, du paiement du Loyer et de l'exécution de toutes les autres obligations contenues au bail.

Aux fins de ce bail, si le Locataire est une corporation, tout changement dans le contrôle corporatif du Locataire sera réputé constituer une sous-location; dans ce cas un tel changement corporatif devra être approuvé par le Locateur, lequel consentement ne pouvant être refusé sans motif raisonnable.

Comme condition préalable à toute cession de ce bail ou sous-location des Lieux loués en totalité ou en partie, le Locataire doit fournir au Locateur une information raisonnable concernant le cessionnaire ou le sous-locataire proposé ainsi que les conditions de la cession ou de la sous-location projetée.

Sur réception de ces informations, le Locateur pourra, dans les quinze (15) jours:

- a) accepter par écrit la sous-location ou la cession projetée aux conditions qu'il jugera bon d'imposer dans les circonstances; ou
- b) mettre fin au présent bail en donnant au Locataire un avis écrit de résiliation d'au moins trente (30) jours et d'au plus soixante (60) jours, auquel cas le Loyer sera ajusté à la date de la résiliation;
- c) refuser la sous-location ou cession projetée.

Le défaut de réponse du Locateur sera réputé constituer un refus à toutes fins que de droit.

En cas d'acceptation par le Locateur, la cession ou la sous-location devra être complétée dans les soixante (60) jours suivant l'acceptation, à défaut de quoi elle sera réputée caduque.

Le Locateur pourra réclamer du Locataire les frais raisonnablement encourus pour analyser la cession ou sous-location projetée, qu'il donne, ou non, son approbation. De même, en cas d'approbation, il pourra réclamer du Locataire les frais raisonnablement encourus pour y donner suite.

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR
<i>[Signature]</i>	<i>[Signature]</i>

5. SERVICES

.1 Nettoyage

Les espaces communs intérieurs de l'Édifice seront nettoyés quotidiennement par le Locateur, du lundi au vendredi de chaque semaine, sauf les jours fériés. Les fenêtres extérieures seront lavées de temps à autres aux dates fixées par le Locateur mais au minimum une fois l'an.

Le Locataire ne laissera aucun débris et rebuts quelconques en dehors des Lieux loués, sauf avec l'autorisation du Locateur, et à l'époque et aux endroits indiqués par ce dernier et devra déposer ses vidanges dans les contenants individuels ou communs placés dans la cour arrière ou à tout autre endroit que le Locateur indiquera au Locataire.

.2 Enlèvement de la neige

Le Locateur s'engage à voir au déneigement des trottoirs, du stationnement et des voies d'accès à l'Édifice le plus tôt possible après chaque précipitation de neige et faire en sorte que les trottoirs, stationnements et voies d'accès soient de façon générale toujours en bon état d'utilisation.

.3 Ascenseurs

Le Locateur fournira et entretiendra en bon état de fonctionnement un ascenseur automatique pour les personnes. Le Locateur n'est pas tenu de fournir les services de préposé au fonctionnement de cet ascenseur et, s'il le fait à l'occasion, il ne sera d'aucune façon tenu de le faire de façon continue.

.4 Interruption des services

Le Locateur a droit d'interrompre ou de modifier pour toutes les périodes de temps nécessaire ou qu'il juge utile, tous services auxquels il est tenu par ce bail, en cas d'accidents ou afin d'effectuer les réparations, remplacements, modifications ou améliorations nécessaires; le Locateur s'engage, en cas de telle interruption, à y remédier avec diligence raisonnable.

6. DISPOSITIONS TECHNIQUES

.1 Ventilation, climatisation et chauffage

Le Locateur s'engage à ventiler, climatiser et chauffer les Lieux loués de manière conforme aux normes en vigueur.

En tout temps, le Locataire doit garder les bouches d'air se trouvant dans les Lieux loués entièrement dégagées de façon à permettre une circulation de l'air adéquate.

.2 Frais de consommation d'énergie et d'eau

Les frais de consommation d'énergie et d'eau sont inclus dans les Frais d'exploitation dans la mesure où le Locataire en fait une utilisation raisonnable; quant à la consommation d'énergie, si elle se trouvait augmentée du fait de l'usage d'équipement autre que l'équipement ordinaire de bureau, une facturation spéciale sera établie par le Locateur et sera payable à titre de Loyer.

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

Le Locataire convient de ne jamais consommer plus d'électricité que ne le permet une utilisation sûre des circuits se trouvant dans les Lieux loués ou les desservant; le Locataire est responsable de s'informer auprès du Locateur des capacités maximales des circuits avant toute utilisation.

.3 Équipements spéciaux

Le Locateur n'aura en aucun cas à fournir au Locataire l'électricité, le chauffage, la climatisation, ou aucun autre service dont ce dernier pourrait avoir besoin en raison de son utilisation, dans les Lieux loués, d'équipements spéciaux tels que des ordinateurs ou autres appareils électroniques, électriques ou mécaniques, à moins que ceux-ci ne soient communément considérés comme de l'équipement normal de bureau ne requérant pas de services supplémentaires à ceux fournis dans les Lieux loués.

Le Locataire pourra toutefois s'équiper en ce sens et à ses frais, pourvu que cela se fasse en conformité avec la réglementation existante et pourvu que cela ne porte pas atteinte à la qualité des installations électriques ou mécaniques de l'Édifice ou ne dépasse pas toute norme de poids édictée par le Locateur; toutefois, toute consommation d'énergie supplémentaire découlant de telles installations fera l'objet des dispositions de l'article précédent.

Toutes telles installation devront au préalable être approuvées par écrit par le Locateur et être exécutées suivant les conditions qu'il jugera raisonnable d'imposer dans les circonstances.

.4 Avis en cas de défectuosité

Le Locataire devra sans délai donner au Locateur un avis écrit de tout dommage ou défectuosité survenu aux appareils de chauffage, d'air climatisé, conduites d'eau ou lignes téléphoniques et aux autres fils électriques et de tout autre dommage qu'il aura constaté. Si le Locataire néglige d'aviser le Locateur de tel dommage ou défectuosité, il sera tenu alors responsable de tous les autres dommages survenus aux Lieux loués ou dans ceux-ci par suite de tel dommage ou défectuosité.

Dans le cas où tous tels dommage ou défectuosité donnaient ouverture à une réduction de Loyer, le Locataire n'y aura droit que pour la période pour laquelle elle y aurait eu droit n'eût été son retard à aviser le Locateur.

7. MODIFICATIONS AUX LIEUX LOUÉS PAR LE LOCATAIRE

.1 Modifications, améliorations locatives et autres

Le Locataire ne peut faire aucune modification, réparation, addition ou amélioration dans les Lieux loués sans le consentement écrit et préalable du Locateur. Les améliorations approuvées par celui-ci doivent être effectuées par des entrepreneurs ou sous-traitants choisis par le Locataire avec l'approbation du Locateur, qui convient de ne pas la refuser sans motif raisonnable.

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

2

Le Locateur pourra exiger que tout entrepreneur ou sous-traitant contracte une assurance-responsabilité et de dommages aux biens pour un montant d'au moins deux millions de dollars (\$2,000,000.00) se rapportant à ses activités dans l'Édifice abritant les Lieux loués.

Le coût de telles modifications, réparations, additions, ou améliorations est à la seule charge du Locataire et si le Locateur doit effectuer un quelconque paiement à cet égard, cette somme sera immédiatement exigible du Locataire et payable à titre de Loyer. Le Locataire demeurera en tout temps responsable de tous dommages découlant directement ou indirectement de l'exécution, des vices ou défaut de tels travaux.

A la fin du bail, que celle-ci intervienne de façon anticipée ou non, le Locataire devra laisser les Lieux loués en bon état de réparation, sauf usure normale.

Il devra aussi laisser en place toutes les améliorations et additions qu'il aura fait à l'Édifice, le tout sans indemnité.

Le Locateur se réserve toutefois le droit d'exiger que le Locataire enlève certaines de ces améliorations ou additions et qu'il remette les Lieux Loués dans l'état dans lequel ils lui ont été livrés sauf l'usure normale et l'Édifice en bon état de réparation, le cas échéant.

.2 Renonciation au droit à l'hypothèque légale

Le Locataire convient d'exiger que tout entrepreneur, sous-traitant ou fournisseur de matériaux remette au Locateur, avant le début de tout travail dans les Lieux Loués, une renonciation écrite à tout droit à l'hypothèque légale, le cas échéant, à l'égard de l'Édifice ou de partie de celui-ci appartenant au Locateur et à toute réclamation contre le Locateur qui découlerait de tout travail, service, fourniture de matériel ou matériaux ou main-d'oeuvre relatifs aux Lieux Loués; si une telle renonciation ne pouvait être obtenue, le Locataire devra fournir au Locateur une garantie acceptable à la discrétion du Locateur afin de garantir le paiement des travaux, matériel, matériaux et main-d'oeuvre.

8. ACCES AUX LIEUX LOUÉS PAR LE LOCATEUR

.1 Travaux du Locateur

Le Locateur pourra, en tout temps, faire à l'intérieur des Lieux loués et dans l'Édifice toutes constructions ou réparations qui deviendront raisonnablement nécessaires; ces travaux, s'ils sont effectués dans les Lieux loués, devront être complétés avec diligence raisonnable et ne pas modifier la superficie des Lieux loués.

.2 Droit d'entrée et de visite

Le Locateur pourra en tout temps pénétrer dans les Lieux loués pour les fins mentionnées au paragraphe précédent ou afin de les examiner, les visiter, y faire les modifications ou réparations nécessaires ou pour toutes autres fins qu'il peut juger utiles ou nécessaires à l'exploitation ou à l'entretien de

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

l'Édifice ou de son équipement. Le Locataire exercera ce droit d'entrée de façon raisonnable, si les circonstances l'exigent, en donnant un préavis au Locataire; toutefois, le Locataire ne sera tenu à aucun préavis en cas de situation d'urgence mettant en péril la vie ou l'intégrité des personnes ou pouvant entraîner des dommages à l'Édifice ou aux biens.

Pendant les douze (12) derniers mois du Terme ou de la période de renouvellement, le Locataire aura le droit de faire visiter en tout temps les Lieux loués par toute personne intéressée et ce, aux fins de la location.

Le Locataire ne modifiera aucune serrure des portes des Lieux loués sans le consentement écrit préalable du Locataire qui peut exiger, comme condition, que le Locataire lui fournisse les clés de toute nouvelle serrure.

9. DOMMAGES ET RESPONSABILITÉ

.1 Assurances du Locataire et responsabilité

Le Locataire devra souscrire auprès d'assureurs agréés et maintenir en vigueur les polices d'assurance suivantes:

- a) une assurance responsabilité civile d'au moins 2 millions de dollars incluant les couvertures additionnelles accordées par le marché; et
- b) une police d'assurance responsabilité locataire (formule tous risques) dont le montant et la forme sera jugée satisfaisante par le Locataire, laquelle devra, au minimum, être d'un montant égal au coût évalué de la reconstruction de la partie de l'Édifice abritant les Lieux Loués plus vingt pourcent (20%);
- c) une assurance des biens et améliorations du Locataire incluant une clause d'indemnisation fondée sur la valeur de remplacement des biens.

Une copie de ces polices d'assurances ou un certificat de l'assureur en faisant foi devra être remis au Locataire dès l'occupation des Lieux loués.

Les primes ou le coût de chacune de ces polices seront payés par le Locataire.

Les polices d'assurance devront contenir une clause de renonciation au droit de subrogation en faveur du Locataire ainsi qu'une clause à l'effet de laquelle l'assureur n'annulera pas lesdites polices sans avoir donné au Locataire un préavis écrit d'au moins trente (30) jours.

Le Locataire convient que s'il manque à son engagement de souscrire ou de maintenir en vigueur ces assurances, le Locataire aura le droit de le faire pour lui et d'en payer les primes, auquel cas le Locataire convient de lui en rembourser le montant, à titre de Loyer, dans les dix (10) jours d'une demande écrite à cet effet.

Le Locataire s'engage à garantir et à indemniser le Locataire de toutes sanctions, tous dommages tant aux personnes qu'aux biens, toutes accusations résultant de toutes infractions à toute loi ou tout règlement,

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

tout dommage se produisant à l'intérieur des Lieux loués, le tout par la faute du Locataire ou de ses préposés, représentants, clients ou visiteurs, de même que généralement contre tout dommage et frais résultant du défaut du Locataire de respecter quelques dispositions que ce soit du présent bail ou d'exécuter quelques obligations que ce soit qui lui sont légalement imposées. Il sera aussi responsable, en cas de vol ou de vandalisme dirigé contre les Lieux loués, du coût des réparations des portes, vitres ou murs contigus aux Lieux loués.

.2 Augmentation des assurances du Locateur

Le Locataire ne doit agir en aucune façon dans les Lieux loués ni dans l'Édifice ou y apporter ou y conserver quelque bien que ce soit de manière à ce que soient modifiés les risques assurés par l'assureur du Locateur ou entraîner une augmentation des primes d'assurances du Locateur.

Aucune matière inflammable ne doit en aucune circonstance être apportée ou gardée dans les Lieux loués, sauf celles des catégories et dans les quantités nécessaires pour les besoins normaux du Locataire et autorisées par les polices d'assurance du Locateur; aucun explosif de quelque nature que ce soit ne devra en aucune circonstance être apporté ou gardé dans les Lieux loués.

En cas d'augmentation du coût des primes d'assurance du Locateur en raison du non-respect par le Locataire des dispositions des présentes ou en cas de telle augmentation en raison des opérations du Locataire dans les Lieux loués, même si de telles opérations ont été autorisées par le Locateur, ce dernier pourra, en sus de tous ses autres recours, payer le montant de cette augmentation et en exiger le remboursement au Locataire, lequel convient de lui rembourser cette somme, à titre de Loyer, dans les dix (10) jours d'une demande écrite à cet effet.

.3 Assurances du Locateur et responsabilité

Le Locateur maintiendra en vigueur des polices d'assurances, auprès d'un assureur reconnu, relatives à:

- a) la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison de dommages corporels (y compris la mort), de dommages matériels et/ou de privation de jouissance;
- b) l'indemnisation des dommages causés aux bâtiments, matériel et marchandises découlant des risques d'incendie, de fuite des installations de protection contre l'incendie, de tempête de vent ou de la grêle de même que du bris des machines.

Ces polices d'assurances comporteront, à la discrétion du Locateur et de son assureur, les montants de couverture et de franchise de même que les exclusions qu'ils détermineront dans la mesure où ils seront conformes aux pratiques courantes de l'industrie; elles comporteront en tout temps un droit de subrogation en faveur de l'assureur.

En conséquence, sauf:

- i) en cas d'événements, de sinistres ou de faute du Locateur entraînant des dommages couverts par l'assureur du Locateur, et jusqu'à concurrence de telle couverture;

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

- ii) dans les autres cas spécifiquement prévus au présent bail;
- iii) dans un cas de faute lourde ou intentionnelle de la part du Locateur;

le Locataire ne pourra exercer aucun recours contre le Locateur en raison de sa responsabilité contractuelle ou extra-contractuelle, visant la réduction du Loyer ou l'obtention de dommages-intérêts pour quelques motifs que se soit et plus particulièrement, mais non limitativement, dans les cas suivants:

- a) dommages matériels survenant dans les Lieux loués ou toute partie de l'Édifice;
- b) travaux de réparation, de modification, de transformation (y compris la structure et le toit) pourvu que ces travaux soient faits avec diligence et pourvu que le Locataire puisse utiliser les Lieux loués de façon raisonnable en dépit de tels travaux, sans quoi le Locataire aurait droit, mais seulement, à une réduction de Loyer compte tenu des circonstances;
- c) interruption totale ou partielle de tous services pour quelque cause que se soit, dont, de façon non limitative, arrêt ou mauvais fonctionnement de tous systèmes de chauffage, de ventilation, de climatisation, de plomberie, d'égouts, d'éclairage ou d'ascenseurs, pourvu que les mesures visant à faire cesser toute telle interruption soient entreprises par le Locateur avec diligence sans quoi le Locataire aurait droit, mais seulement, à une réduction de Loyer compte tenu des circonstances;
- d) actes, omissions ou négligence de tiers ou d'autres locataires ou occupants de l'Édifice ou de propriétés adjacentes;
- e) sinistre de toute nature affectant les Lieux loués dont, entre autres, la pénétration ou l'infiltration d'eau, de neige, de vapeur, de gaz ou de fumée.

En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu à des dommages-intérêts autres que compensatoires si supérieurs au(x) montant(s) payable(s) par son assureur.

Aucune disposition du présent bail ne doit être interprétée de manière à ce que le Locataire soit considéré un assuré aux termes des polices contractées par le Locateur.

.4 Sinistre affectant l'Édifice ou les Lieux loués

Dans le cas où l'un ou l'autre de l'Édifice ou des Lieux loués, ou les deux, sont détruits ou endommagés par un sinistre de quelque nature que ce soit, alors:

- a) si le Locateur est d'avis que les dommages ou la destruction sont tels que les Lieux loués sont devenus totalement inutilisables ou qu'il est impossible ou dangereux de les utiliser et si, dans l'un ou l'autre cas, le Locateur est également d'avis (qu'il signifiera par écrit au Locataire dans les quarante-cinq (45) jours suivant le sinistre) que les dommages de

- 212 -

INITIALES	
LOCATAIRE <i>NR</i>	LOCATEUR <i>LD</i>

peuvent pas être réparés avec diligence raisonnable dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant le sinistre, l'une ou l'autre partie pourra, dans les cinq (5) jours suivant la signification de cet avis, résilier ce bail en transmettant un avis écrit à cet effet à l'autre partie, et alors ce bail prendra fin le jour du sinistre et le Loyer sera alors calculé et intégralement payé jusqu'au jour du sinistre; au cas où ni le Locateur ni le Locataire ne résiliait ce bail, le Loyer sera alors suspendu du jour du sinistre jusqu'au jour où les dommages auront été réparés de manière à permettre l'usage des Lieux loués par le Locataire;

- b) si les dommages sont tels que les Lieux loués sont totalement inutilisables ou s'il est impossible ou dangereux de les utiliser, mais que, dans l'un ou l'autre cas, le Locateur est d'avis (qu'il signifiera au Locataire dans les quarante-cinq (45) jours suivant le sinistre) que les dommages peuvent être réparés avec diligence raisonnable dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant le sinistre, le Loyer sera suspendu du jour du sinistre jusqu'au jour où les dommages auront été réparés de manière à permettre l'usage des Lieux loués par le Locataire;
- c) si le Locateur est d'avis que les dommages peuvent être réparés tel que mentionné ci-haut dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant le sinistre et que la nature des dommages permet une utilisation partielle des Lieux loués aux fins pour lesquelles ils avaient été loués, le Loyer sera, jusqu'à ce que ces dommages aient été réparés, réduit en proportion de la partie des Lieux loués rendue inutilisable par rapport à la totalité des Lieux loués.

Indépendamment du fait que les Lieux loués soient ou non endommagés ou détruits, et indépendamment du fait qu'ils soient utilisables ou non, dans le cas où une partie substantielle de l'Édifice est endommagée ou détruite par quelque cause que ce soit, et si le Locateur est raisonnablement d'avis que cette partie substantielle de l'Édifice ne peut être reconstruite ou remise en état dans les cent quatre-vingt (180) jours du sinistre (avis qui devra être donné au Locataire dans les quarante-cinq (45) jours suivant le sinistre), le Locateur pourra, dans les cinq (5) jours suivant la signification de l'avis précité, résilier ce bail par un avis écrit au Locataire à cet effet, et alors le bail prendra fin le jour du sinistre et le Loyer sera alors calculé et intégralement payé jusqu'au jour du sinistre.

Aucune disposition du présent bail n'oblige le Locateur à reconstruire ou réparer les modifications ou améliorations du Locataire ni à remplacer ses biens.

Tout litige naissant entre le Locateur et le Locataire dans l'application de l'article intitulé Sinistre affectant l'Édifice ou les Lieux loués sera réglé par un arbitre suivant la procédure établie à l'article intitulé Option de renouvellement.

- 214 -

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

10. RESPECT DES LOIS ET REGLEMENTS

.1 Lois et règlements

Le Locataire se conformera promptement et à ses frais à toutes les lois, règles, arrêtés, décrets et règlements des autorités municipales, provinciales et fédérales ou de toutes autres autorités ayant juridiction à l'égard des Lieux loués, de l'occupation par le Locataire ou des activités que celui-ci y exerce; le Locateur ne sera d'aucune manière réputé avoir représenté au Locataire que les activités qu'il exerce dans les Lieux loués sont autorisées par quelques autorités que ce soit et le Locataire demeurera seul responsable de s'assurer de ses droits à cet égard.

.2 Respect des règlements de l'Édifice

Le Locataire convient d'observer tous les règlements de l'Édifice énumérés à l'annexe "B". De même, le Locataire convient que tous tels règlements et tous autres que le Locateur pourrait établir de temps à autres et communiquer au Locataire, relativement à la sécurité, à l'entretien, à la propreté de l'Édifice et des Lieux loués, à son exploitation à l'entretien ou la protection de l'Édifice ou de ses équipements, ou au confort des Locataires, seront fidèlement observés par le Locataire ainsi que par son personnel et ses visiteurs. Le Locateur a le droit de modifier tels règlements, d'y renoncer par écrit ou autrement en tout ou en partie, en faveur d'un ou de plusieurs Locataires, et n'est en aucune façon responsable envers le Locataire de l'inobservance ou de la violation de ces règlements par tout autre Locataire ou par toute autre personne. Ces règlements ne sauraient en aucun cas restreindre la portée des dispositions contenues dans ce bail.

Il est toutefois convenu que ces règlements présents et ultérieurs ne visent qu'au bon ordre, à la bonne administration et à l'intérêt public, mais ne doivent et ne devront pas tendre à compromettre la libre jouissance des Lieux loués par le Locataire ainsi que le libre exercice et la bonne conduite de ses affaires.

11. DÉFAUT DU LOCATAIRE

.1 Défaut

Sans restreindre d'aucune façon la portée et l'esprit de toutes et chacune des dispositions du présent bail, le Locataire sera réputé en défaut, entre autres, dans les cas suivants:

- a) s'il fait défaut d'effectuer à échéance le paiement du Loyer, le Locataire étant en demeure par le seul écoulement du temps;
- b) si de façon générale il ne respecte pas l'une quelconque des autres obligations qui lui incombent aux termes du présent bail et qu'il ne remédie pas à tel défaut à l'expiration d'un délai de dix (10) jours suivant la signification ou la notification d'une mise en demeure à cet effet;

INITIALES

LOCATAIRE	LOCATEUR
-----------	----------

- c) s'il cède ou sous-loue les Lieux loués à un tiers ou lui en permet l'occupation ou l'usage ou s'il grève de quelque hypothèque que ce soit les Lieux loués, autrement que d'une façon autorisée par le présent bail et qu'il remédie pas à tel défaut à l'expiration d'un délai de dix (10) jours suivant la signification ou la notification d'une mise en demeure à cet effet;
- d) s'il se prévaut des dispositions de toute loi relative à l'insolvabilité afin d'effectuer une proposition à ses créanciers dans le cadre d'une restructuration de ses affaires et qu'à compter de cette date il ne paie pas d'avance, dès qu'il s'est prévalu de toute telle loi (et, par la suite, à tous les trente jours) une provision monétaire couvrant le Loyer payable pour une période d'un mois;
- e) s'il est déclaré failli par un tribunal compétent ou s'il procède à une cession générale de ses biens au profit de ses créanciers;
- f) si un séquestre est nommé pour administrer tout ou partie de ses biens ou si un tiers agissant aux termes d'une hypothèque mobilière prend possession de ses biens et si ce séquestre ou tiers ne cesse pas complètement toute telle activité dans les dix (10) jours de leur commencement;
- g) si une saisie est effectuée dans les Lieux loués par un tiers et qu'il n'obtient pas mainlevée de cette saisie dans les cinq (5) jours de la date à laquelle elle a été effectuée ou s'il ne conteste pas le bien-fondé de cette saisie devant le tribunal compétent à l'intérieur de ce délai;
- h) si le Locataire ne prend pas possession des Lieux loués en temps requis.

Dans tous les cas où le Locataire sera réputé en défaut aux termes des présentes, (sauf le cas mentionné à l'alinéa d)), le Locateur pourra, à son gré, et sans nécessité d'établir qu'un tel défaut lui cause un préjudice, donner au Locataire un avis écrit de résiliation du présent bail, auquel cas le bail expirera quarante-huit heures suivant la transmission d'un tel avis au Locataire (ou à tout autre époque postérieure déterminée par le Locateur dans l'avis) aussi irrévocablement que si cette époque était la date de fin du Terme, sans nécessité de poursuite judiciaire quelconque; s'il est ainsi mis fin au bail, le Locataire devra quitter les Lieux loués et les remettre au Locateur ou, s'il n'en avait pas encore pris possession, il n'aura plus aucun droit de le faire. De plus, le Locateur, ses représentants et agents pourront, dès ce moment, sans qu'aucune autorisation judiciaire ne leur soit nécessaire, pénétrer dans les Lieux loués et en évincer le Locataire, en expulser toute personne et en faire enlever tous les biens qui s'y trouveraient, le Locataire renonçant d'avance à tout recours en dommages-intérêts contre le Locateur.

Dans tous les cas mentionnés aux paragraphes précédents, le Locataire devra payer au Locateur tout Loyer exigible suivant les dispositions du bail

- 516 -

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

jusqu'à, inclusivement, la date où il aurait pu s'achever si, à la date du début d'un nouveau bail pour ce local, la condition qu'un tel bail soit à des conditions équivalentes ou supérieures), suivant la première éventualité.

Si le nouveau bail comportait des conditions financières n'équivalant pas à celles prévues à ce bail, le Locataire demeurera responsable de toutes telles différences.

En outre, le Locataire devra payer en un seul versement, à titre de dommages-intérêts liquides pour les coûts de relocation des Lieux loués (excluant tous incitatifs ou aménagement), un montant qui sera immédiatement payable et exigible, égal au Loyer pour une période d'un (1) an, ou, si la portion du Terme ou de la période de renouvellement est inférieure à un (1) an, au Loyer total pour le reste du Terme ou de la période de renouvellement.

Dans le cas décrit à l'alinéa d) ci-haut, le Locateur sera en droit de se prévaloir des dispositions de toute telle loi portant sur la faillite ou l'insolvabilité lui permettant de faire perdre au Locataire le bénéfice de la protection de toute telle loi et plus particulièrement, si le Locataire s'est prévalu des dispositions de la loi sur la faillite et l'insolvabilité, le Locateur reconnaît d'avance la compétence du Registraire de la faillite aux fins de l'audition de la requête du Locateur.

L'exercice par le Locateur de tous droits à lui conférés par le présent bail ou par la loi n'aura pas pour effet de l'empêcher d'exercer tous autres droits qu'il pourrait avoir aux termes des présents ou de la loi.

2. Excuse ou oubli

Le fait par le Locateur de pardonner, excuser ou oublier un défaut ou le non-respect par le Locataire de quelque disposition ou obligation du présent bail, ne sera pas et ne devra pas être interprété comme une renonciation par le Locateur aux droits qui lui sont conférés en vertu du présent bail et n'aura pas pour effet de faire perdre les droits de ce dernier à l'égard de tout autre même défaut ou non-respect des dispositions du bail par le Locataire qui pourraient survenir subséquemment.

12. CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES

Le Locateur sera en droit de céder en garantie le présent bail à une institution prêteuse ou à tout prêteur à titre de garantie accessoire à une hypothèque constituée par le Locateur en faveur de l'institution financière ou de tout prêteur.

13. EXPROPRIATION

Si l'immeuble est exproprié ou requis en tout ou en partie, de quelque manière que ce soit, pour utilisation publique ou quasi-publique, le Locateur pourra à son gré mettre fin au présent bail en informant par écrit le Locataire à cet effet et le bail prendra fin à la date indiquée par le Locateur dans cet avis, le tout sans aucune indemnité ou compensation de quelque nature que ce soit payable par le Locateur au Locataire, mais sans préjudice à tous les droits du Locataire contre l'autorité exerçant l'expropriation.

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

14. DISPOSITIONS FINALES

.1 Ententes antérieures

Le présent bail reflète l'entente complète intervenue entre les parties et toutes autres ententes ou représentations antérieures, écrites ou verbales, relatives aux matières énoncées au présent bail ou qui y sont accessoires sont réputés caduques et de nul effet.

.2 Solidarité

Dans le cas où plus d'une personne, physique ou morale, sont désignées comme Locataire au présent bail, toutes et chacune des ces personnes reconnaissent être obligées solidairement envers le Locateur, renonçant aux bénéfices de division, de discussion et de subrogation.

.3 Avis et adresses

Tout avis ou mise en demeure donnés par le Locateur au Locataire pourront être signifiés ou notifiés suivant les dispositions du Code de Procédure Civile du Québec.

Pour les fins de la signification ou de la notification de tels avis ou mises en demeure, l'adresse du Locateur est celle mentionnée au début de ce bail, à moins d'autre indication transmise par écrit au Locataire; l'adresse du Locataire est réputée être celle des Lieux loués.

En cas de sinistre tel que prévu à l'article Sinistre affectant l'Édifice ou les Lieux loués, tout avis pourra être signifié au Locataire par voie de signification à personne, (ou à un d'eux s'ils sont plusieurs) ou à un des ses administrateurs ou officiers.

.4 Juridiction

Le Locateur et le Locataire reconnaissent que toute procédure judiciaire qui interviendrait entre eux devrait être entreprise et continuée dans le district judiciaire de Québec.

.5 Publicité des droits

La réquisition d'inscription des droits découlant de ce bail ne peut être faite que par la présentation d'un sommaire, lequel devra être approuvé par le Locateur; les frais de l'inscription seront à la charge du Locataire.

.6 Lois applicables et invalidité

Ce bail est sujet aux lois en vigueur dans la province de Québec. Si une disposition de ce bail était jugée invalide en tout et en partie, telle invalidité ne portera pas atteinte à cette disposition pour le surplus ou à toute autre disposition du bail, lesquelles demeureront de plein effet entre les parties.

- 218 -

INITIALES	
LOCATAIRE	LOCATEUR

.7 Annexes

Les annexes au bail ci-après mentionnées en font partie intégrante à toutes fins que de droit:

Annexe "A": Plan(s)

Annexe "B": Règlements de l'Édifice

Annexe "C": Résolutions

.8 Signataires

Les signataires du présent bail, dans le cas où une partie n'est pas une personne physique, se déclarent dûment autorisées à agir aux présentes et déclarent, le cas échéant, que les résolutions données à l'annexe "C" et attestant de leur pouvoir sont de plein effet.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ A SAINTE-FOY
 CE 27^{10^{me}} JOUR DE d'octobre 1995

**LA SOCIÉTÉ IMMOBILIERE
 JEAN-YVES DUPONT INC.**

"LE LOCATEUR"

Par:

Johanne Dupont

Jean-Louis Racine
 Témoin

FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC

"LE LOCATAIRE"

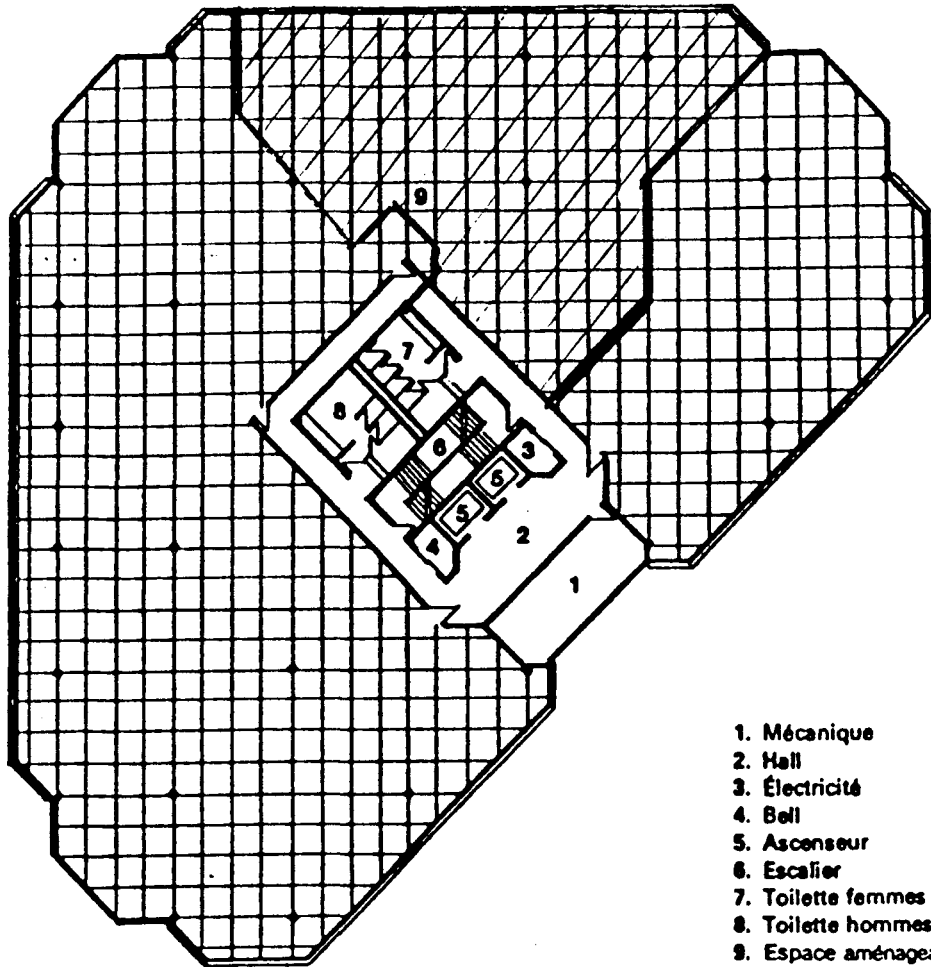
Par:

Gilles Barras

Jean-Pierre LeBlond
 Témoin


Place D'Iberville
Phase deux

boulevard Hochelaga

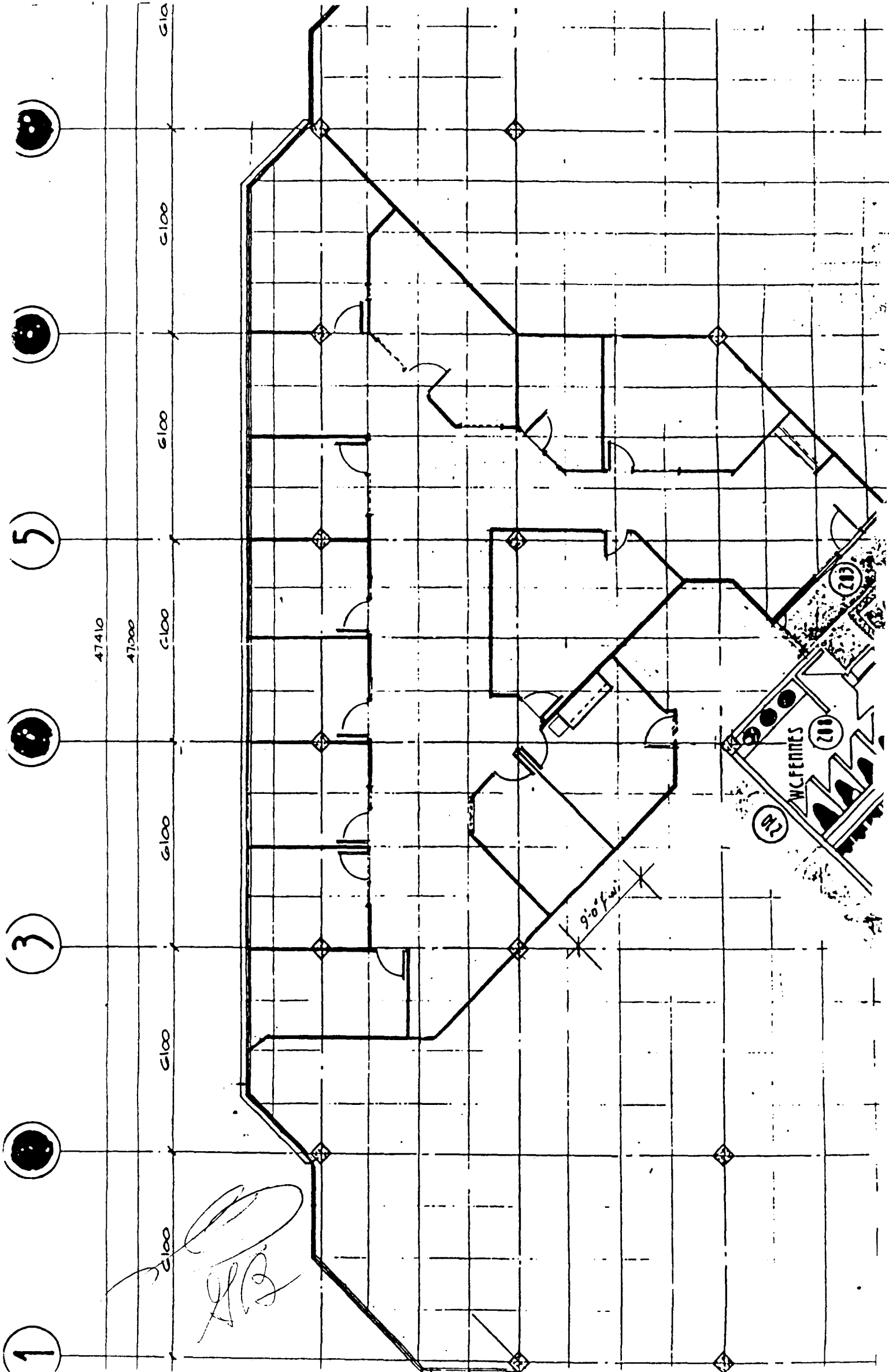


- 1. Mécanique
- 2. Hall
- 3. Électricité
- 4. Bell
- 5. Ascenseur
- 6. Escalier
- 7. Toilette femmes
- 8. Toilette hommes
- 9. Espace aménageable



rue Lavigerie



TRAVAUX DU LOCATEUR

Cette annexe fait partie intégrante de l'offre de location et du bail.

Le Locateur s'engage à faire les seuls travaux énumérés ci-dessous sous la rubrique "Travaux du Locateur", à ses frais, avec des matériaux choisis par lui.

TRAVAUX DU LOCATEUR

Murs mitoyens

Tous les murs mitoyens seront finis en cloisons sèches insonorisées.

Murs

Plusieurs cloisons demeureront existantes et tous les autres murs seront en colombages métalliques et recouverts d'une planche de gypse de $\frac{1}{2}$ " avec joints tirés. Les divisions intérieures des lieux sont démontrées au plan annexé.

Portes et cadres

Le Locateur conservera les portes et cadres en chêne ainsi que les sections en vitre.

Peinture

Le Locateur peindra les lieux et les couleurs seront au choix du Locataire.

Plafonds suspendus

Les plafonds seront en suspension à tés apparents et en tuiles acoustiques de 2' x 4' selon les standards du Locateur.

Prises électriques

Plusieurs prises électriques sont existantes. D'autres prises murales de 110 volts seront installées selon les standards du Locateur.

Chauffage

Un système de chauffage de capacité suffisante pour tenir les lieux loués à une température entre 68 degré et 72 degré F.

Cuisinette

Le Locateur installera un comptoir et un évier ainsi que des prises électriques suffisantes pour le bon fonctionnement des appareils.



Climatisation

Le Locateur fera la redistribution du système de climatisation selon les réaménagements des lieux loués pour maintenir la température entre 68 degrés et 72 degrés F.

Couvre-plancher

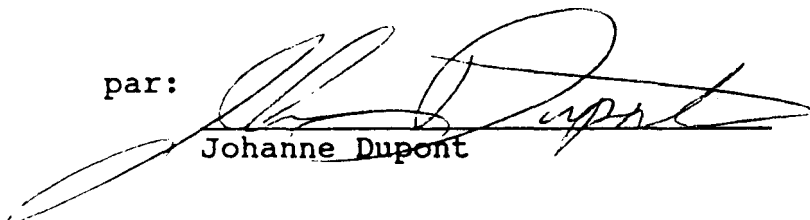
Les planchers seront finis en tapis standard commercial et de la tuile TVA sera posée dans la cuisinette et la salle de rangement.

Signé à Sainte-Foy, le 27 octobre 1995

LA SOCIÉTÉ IMMOBILIERE JEAN-YVES DUPONT INC.

LE LOCATEUR

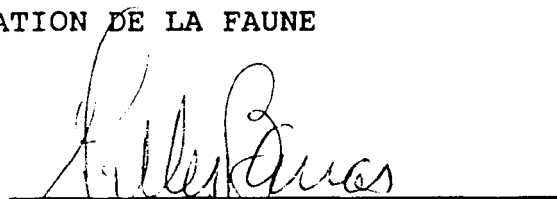
par:


Johanne Dupont

FONDATION DE LA FAUNE

LE LOCATAIRE

par:


Gilles Barras

- 323 -

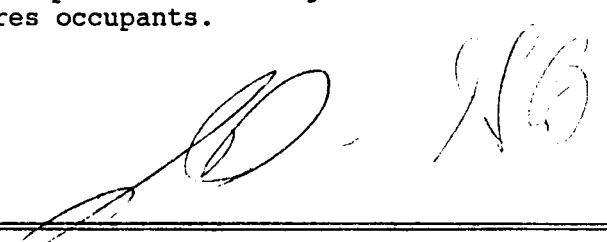
ANNEXE "B"

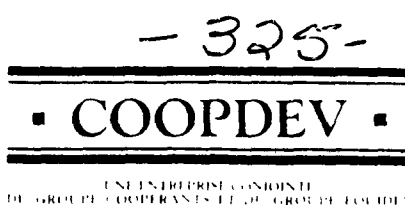
REGLEMENTS DE LA BATISSE:

1. Définition
Dans le présent règlement:
 - a) l'expression "le Locateur" signifie le Locateur ou toute personne mandatée par lui;
 - b) l'expression "les Lieux loués" signifie tout endroit dans la bâtisse;
 - c) le mot "occupant" comprend le locataire et toute personne agissant sous le contrat de ce dernier.
2. Les trottoirs, entrées, ascenseurs, escaliers et corridors de la bâtisse ne doivent pas être obstrués ni utilisés à d'autres fins que pour l'accès et la sortie des Lieux loués. L'occupant ne peut déposer ni permettre que soient déposés dans les vestibules, corridors, escaliers, entrées ou ascenseurs, tout papier de rebut, ordures, déchets ou autre chose qui les feraient paraître malpropres ou en désordre.
3. Les portes, les fenêtres et autres ouvertures qui réfléchissent ou admettent la lumière ou l'air dans les passages ou dans une partie de la bâtisse ne doivent pas être couvertes ni obstruées.
4. Les salles de toilette ne servent qu'aux fins pour lesquelles elles sont destinées et rien qui serait de nature à les obstruer ne doit être introduit dans les cabinets de toilette.
5. Les portes d'ascenseurs ne doivent pas être indûment tenues ouvertes.
6. Aux heures de pointe, l'ascenseur ne sert qu'à transporter des passagers et aucun colis le moindrement encombrant, ni pièce d'équipement, ne peut alors s'y trouver.

Aux fins du présent article, les périodes de pointe se situent entre 8H00 et 9H30, entre 12H00 et 14H00 et entre 16h00 et 18H00.
7. Une entente doit être préalablement conclue avec le locateur lorsque l'ascenseur doit servir à transporter de la marchandise, des meubles, etc... L'ascenseur ne doit être utilisé à cette fin qu'après que la cabine de l'ascenseur ait été adéquatement protégée.
8. L'occupant assume l'entière responsabilité de tout dommage causé à l'ascenseur, aux passages, aux escaliers, aux portiques, aux fenêtres, etc., résultant du transport de marchandises ou de meubles à l'intérieur ou à l'extérieur des Lieux loués.
9. Les préposés au nettoyage ont accès, à des heures déterminées, aux espaces de bureaux et leur travail ne doit être entravé par qui que ce soit.
10. Aucune bicyclette ni autre véhicule ne doit être introduit dans la bâtisse.
11. Les Lieux loués ne doivent pas servir pour fins d'hébergement pendant la nuit.
12. Aucune réunion publique susceptible, selon le locateur, de troubler la paix des occupants, ne peut être tenue dans les Lieux loués sans qu'elle ne soit préalablement autorisée par le locateur.

- 24 -
13. Une entente doit être conclue au préalable avec le locateur lorsque le locataire désire installer des téléphones, des machines, des appareils électriques, etc.
 14. Les fenêtres ne doivent pas être laissées entrouvertes de sorte que la neige ou la pluie puisse entrer dans la bâtisse.
 15. Une copie des clefs donnant accès aux Lieux loués est remise au locateur.
 16. Si un occupant désire installer des draperies, rideaux, stores à l'intérieur des fenêtres de la bâtisse, il doit, avant de ce faire, obtenir l'autorisation du locateur. Ces draperies, rideaux, stores doivent être similaires en tout point à ceux existant alors dans les autres fenêtres de la bâtisse.

Si soixante pour cent (60%) ou plus des fenêtres de l'ensemble de la bâtisse ont des draperies, des rideaux ou des stores similaires, le locateur peut exiger de l'occupant qu'il les pose dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours, à défaut de quoi le locateur peut en poser aux frais de l'occupant
 17. Aucun accès au toit ni aux salles d'équipement n'est permis aux personnes autres que celles qui sont spécialement autorisées à s'y trouver.
 18. L'occupant doit prendre des mesures raisonnables pour empêcher toute personne de lancer des objets par les fenêtres, dans les conduits ou dans les escaliers de la bâtisse, et il doit payer le coût des dommages ou blessures résultant de tels actes.
 19. L'occupant doit fournir des contenants appropriés pour les ordures, déchets et les papiers de rebut qui devront être placés dans ces dits récipients.
 20. L'occupant ne doit, sans l'autorisation du locateur apporter sur les Lieux loués aucun coffre-fort, équipement lourd, moteur ou autre objet qui pourrait endommager la bâtisse.
 21. Le locateur peut interdire toute publicité faite par ou pour l'occupant qui, selon lui, tendrait à compromettre la réputation de l'immeuble. Sur avis écrit, l'occupant doit s'abstenir de faire cette publicité ou y mettre fin, le cas échéant.
 22. L'occupant ne peut s'annoncer ou s'identifier de quelque façon que ce soit dans les fenêtres, sur les murs extérieurs de la bâtisse ou sur le terrain sans avoir obtenu au préalable le consentement du locateur exprimé par résolution.
 23. A l'intérieur de la bâtisse, un occupant ne peut s'annoncer ou s'identifier qu'aux endroits suivants:
 - a) sur la porte d'entrée donnant immédiatement accès à ses bureaux, pourvu que le locateur ai préalablement approuvé par écrit le plan ou l'esquisse montrant le projet d'annonce ou d'identification soumis:
 - b) à un endroit situé dans le hall d'entrée au rez-de-chaussée préalablement déterminé par le locateur, et suivant la forme, la dimension et les modalités d'affichage établies par le locateur.
 24. L'occupant doit se garder de poser tout acte ou d'exercer toute activité susceptible d'endommager les Lieux loués ou de nuire aux autres occupants.
- 



Québec, le 9 octobre 1990

FONDATION DE LA FAUNE
DU QUEBEC
690, Grande-Allée est, 5e étage
Québec, QC
G1R 2K5

A l'attention de M. Gilles Barras, président-directeur-général

**OBJET: LE ST-PATRICK
140, GRANDE-ALLÉE EST, QUEBEC
OPTION B - 8E ÉTAGE**

Monsieur,

Pour faire suite à notre rencontre du 5 octobre 1990, la présente est pour vous confirmer les conditions de location sur lesquelles nous serions en accord afin de compléter la location de votre futur espace situé dans l'édifice Le St-Patrick, 140, Grande-Allée est à Québec.

Nos conditions de location seraient donc les suivantes:

1. L'espace sera situé au 8e étage de l'édifice, tel qu'indiqué au plan ci-joint.
2. L'espace aura une superficie approximative de 250 mètres carrés (2691 p.c.), mesurée selon les règles de mesurage de B.O.M.A. (Building Owners and Managers Association).
3. Le % d'espaces communs ajouté à la superficie occupée est de 12%.
4. Le bail sera de type brut.
5. Le bail sera d'une durée de soixante (60) mois, débutant le 1er décembre 1990. Vous pourrez cependant occuper les lieux le 15 novembre 1990.

- 326 -

- 2 -

6. Le loyer à compter du 1er décembre 1990 sera de 17.00 \$ le pied carré loué. Le loyer sera indexé annuellement de 1.00 \$ le pied carré.
7. Vous pourrez louer dix (10) droits d'accès au stationnement intérieur au tarif mensuel de 65.00 \$ par droit d'accès, ajustable annuellement. Nous vous accorderons de plus un (1) espace sans frais pour le directeur du bureau.
8. L'espace vous sera livré aménagé à nos frais selon une allocation de 20.00 \$ le pied carré utilisable, ~~le tout tel que~~ décrit à l'annexe "NORMES D'AMENAGEMENT".
9. Vous aurez une option de renouvellement d'une durée de cinq (5) ans aux mêmes termes et conditions à l'exception des points suivants:
- a. Le loyer sera négocié douze (12) mois avant l'échéance du terme.
 - b. Il n'y aura pas d'allocation d'aménagement.
10. La présente offre est valide jusqu'au ²² 12 octobre 1990 à 17 heures. Au-delà de cette date, la présente deviendra nulle et non avenue.
11. Le bail contiendra une clause de relocalisation aux frais du Locateur.
12. La présente offre est conditionnelle à son acceptation par le conseil d'administration de Coopdev-Québec inc.

Il est important de vous mentionner que le St-Patrick est doté d'un immense stationnement, ce qui lui donne une flexibilité deux (2) fois plus grande que la plupart des édifices du secteur Centre-ville de Québec.

De plus, l'édifice est la propriété d'une institution financière québécoise et pleinement enracinée au Québec soit, Les Coopérants, par le biais de leur filiale Coopdev-Québec inc., qui assument de plus la gestion et la location de l'édifice.

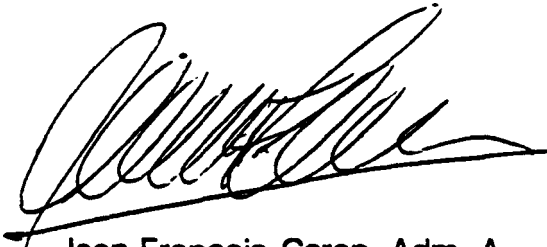
Sachez que nous serions fiers de vous compter parmi notre clientèle qui regroupe déjà I.B.M., Coopdev-Québec, Martineau Walker, la Banque Royale, CEFRIQ, le Groupe PEMP, McNeil Mantha et la Compagnie Canadienne d'Assurance et d'Hypothèque.

-327-

- 3 -

Si vous désirez plus d'informations, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Dans l'attente, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



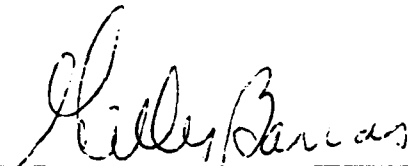
Jean-François Caron, Adm. A.
Directeur Location
Coopdev-Québec inc.

ACCEPTATION DE LA FONDATION DE LA FAUNE DU QUEBEC

Nous, soussignés, dûment autorisés aux fins des présentes, acceptons les conditions ci-haut énoncées et nous engageons à la signature d'un bail dans les trente (30) jours de l'acceptation des présentes.

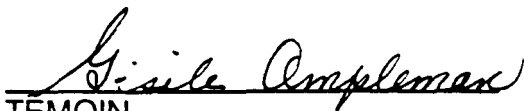
23 oct 90

DATE



PAR

PAR



TEMOIN

- 328 -

▪ COOPDEV ▪

UNE ENTREPRISE CONSISTANT
DU GROUPE COOPÉRANTES ET DU GROUPE COOPDEV

Le 18 octobre 1990

MEMO A : M. Gilles Barras
Fondation de la Faune

DE : M. Jean-François Caron
Coopdev-Québec

OBJET : Le St-Patrick
140, Grande-Allée Est
Huitième (8e) étage

Faisant suite à notre conversation du 17 octobre dernier, nous vous confirmons les modifications suivantes à notre offre de location du 9 octobre 1990 option B.

Article no.6

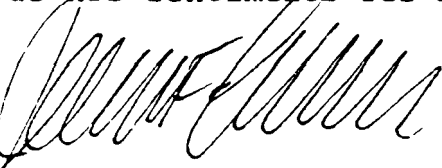
Devra se lire:

" Le loyer à compter du 1er décembre 1990 sera de 16.00\$ le pied carré loué. Le loyer sera indexé annuellement de 1.00\$ le pied carré loué.

Vous recevrez cependant un crédit de loyer de ~~3,800.00\$~~ 4000.00\$ par année de bail, à l'anniversaire de la date d'occupation. Ce qui équivaut à un crédit de loyer de six (6) mois. "

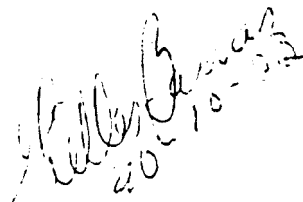
Tel que discuté, dès que nous aurons conclu une entente les travaux d'aménagement débuteront afin de vous livrer les lieux loués dans le courant du mois de novembre.

Croyant le tout conforme, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Jean-François Caron, Adm.A.
Directeur de la location

JFC/dl



- 329 -

Martineau Walker

Québec, le 18 octobre 1991

Fondation de la faune du Québec
140, Grande-Allée est
Bureau 860
Québec, Québec
G1R 5M8

À l'attention de: **M. Gilles Barras**
Président - Directeur général

Objet: Vos locaux au 140, Grande-Allée est
Québec, 8e étage

Monsieur,

Pour faire suite aux demandes que vous avez soumises à Mme Michèle Sylvain de Gestion Coopdev Québec Inc., nous vous confirmons ce qui suit:

1. Bien que les ententes de sous-locations du 9 octobre 1990 et du 18 octobre 1990, dont copies ci-jointes, pour les locaux que vous occupez actuellement aient été conclues avec un représentant de Coopdev Québec Inc., nous avons accepté ces ententes et les reconnaissons comme si elles avaient été conclues directement avec notre firme.
2. Vous désirez présentement agrandir vos bureaux dans une partie des bureaux actuellement occupés par Coopdev Québec Inc., notre sous-locataire. Nous acquiesçons à cette demande selon les modalités et conditions ci-après:
 - a) l'espace additionnel que vous louez est celui délimité par un liséré rouge sur le plan ci-annexé et comprend quatre cent quatre-vingt-treize (493) pieds carrés de superficie occupable. Incluant 12% d'espace commun, votre espace locative est de cinq cent cinquante-trois (553) pieds carrés.

RECU le

21 Oct. 1991

Rép:.....

Québec

140, Grande-Allée est
Bureau 860

Québec, Québec
G1R 5M8

Téléphone 418-647-2447

Télécopieur 418-647-2447

Sans frais 1-800-463-2307

Fasken Martineau Davis

Vancouver
604/687-9444

New Westminster
604/687-9444

Toronto
416-366-8381

Montréal
514/397-7400

Québec
418-647-2447

Londres
71/929-2894

Bruxelles
2-640-9796

- 330 -

Martineau Walker

- 2 -

- b) votre loyer annuel de base calculé sur la superficie locative susmentionnée sera de 13,00 \$ le pied carré pour une période de 48 mois prenant fin le 30 novembre 1995. Au loyer de base ci-dessus s'ajoute votre loyer additionnel relativement aux dépenses d'exploitation de l'édifice, estimé à 6,00 \$ le pied carré pour la première année et ajustable annuellement aux dépenses réelles, majorées des frais d'administration de 15%.

Votre loyer de base et le loyer additionnel étant chacun payable mensuellement le premier du mois, en versements égaux et consécutifs représentant 1/12 du loyer annuel.

- c) cette location prend effet à compter du premier jour de décembre 1991 et prendra fin en même temps que votre location actuelle, soit le 30 novembre 1995. Vous aurez la même option de renouvellement que mentionné à l'item 9 de la lettre d'entente du 9 octobre 1990.

L'item 11 de la lettre d'entente du 9 octobre 1990 s'appliquera aux espaces faisant l'objet des présentes.


- d) Martineau Walker dégage Gestion Coopdev Québec Inc. de tous ses engagements relativement à cet espace locatif.
- e) vous effectuerez à vos seuls frais l'installation des murs de cloisonnement séparant vos nouveaux espaces de ceux demeurant occupés par Gestion Coopdev Québec Inc. Ces murs devront être construits jusque sous la dalle de l'étage supérieur, comme suit:
- 3 planches de gypse 1/2";
 - laine insonorisante 3 1/2";
 - montants métalliques 3 1/2";
 - les joints et pourtours des planches de gypse en sous rang seront remplis de scellant acoustique, de même qu'aux plancher et planfond.

Les travaux de réaménagement de la climatisation, d'électricité et du plafond, s'il y en a, seront également à vos frais.

Espérant que ces conditions vous sont acceptables, dans l'affirmative, nous vous saurions gré de nous donner votre acceptation avant le 20 octobre 1991.

Dans l'attente, veuillez agréer nos salutations les meilleures.

MARTINEAU WALKER



David L. Cannon

DLC/mcr
Pièces jointes

Québec, le 15 novembre 1991

M. Gilles Barras
Fondation de la faune du Québec
140, Grande-Allée Est
Bureau 860
Québec, Québec
G1R 5M8

**OBJET : SOUS-LOCATION ET AMÉNAGEMENT
D'UN ESPACE LOCATIF ADDITIONNEL**

Monsieur,

Nous acceptons de procéder selon les mentions de votre lettre du 11 novembre 1991. Toutefois, en spécifiant:

- 1) que la superficie locative est de 553 pieds carrés et non 493 pieds carrés;
- 2) que vous acceptez de défrayer le coût des travaux dans une proportion de 76% jusqu'à concurrence d'un montant de 4,750 \$.

Les travaux se résument aux mentions que nous avons faites ensemble et en présence de M. Roch Baril. Les reprises de peinture et de tapis se résumeront aux endroits touchés par les travaux, seules les cloisons existantes devenant mitoyennes et les nouvelles cloisons mitoyennes seront rehaussées jusque sous la dalle de l'étage supérieur.

-332-

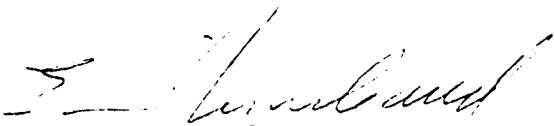
M. Baril nous mentionne être disponible pour débiter ces travaux dès la semaine prochaine, ils pourront donc être complétés avant le 15 décembre 1991.

La teneur de la lettre qui vous a été adressée par Martineau Walker, le 18 octobre 1991, fait partie des présentes.

Vous paierez un loyer à compter du ~~jour où vous prendrez possession des lieux pour l'exécution des travaux ou pour occupation, mais au plus tard le premier jour de décembre 1991.~~ 913 913

Sur réception de la présente acceptée par vous, nous demanderons à M. Baril de vous rencontrer pour prendre les arrangements concernant le début des travaux.

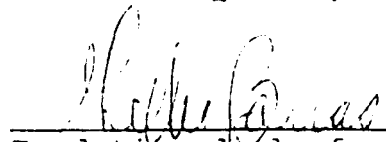
Veuillez agréer nos salutations les meilleures.


Eric Michaud

EM/dh

c.c. Martineau Walker, a/s Me David Cannon

ACCEPTÉ À QUÉBEC, ce 19^{ème} jour de novembre 1991.


Fondation de la faune du Québec

FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC

Liste des subventions versées à même le budget discrétionnaire en 1995-1996

<u>Nom organisme</u>	<u>Sujet</u>	<u>Montant</u>
RESAM	Congrès annuel	500.00 \$
Robert Larivière	Publicité sur Vidéo	70.00 \$
U.Q.C.N.	Concours de photographie "La faune sauvage"	2 750.00 \$
Stratège Marketing Comm.	Centenaire des parcs québécois	5 000.00 \$
	Produits (encadrement)	910.00 \$
Fondation québ. en Envir.	Campagne d'information sur la problématique des huiles usées	1 000.00 \$
Ordre des Chevaliers de Saint-Hubert		3 000.00 \$
Pourvoyair	Guide des pourvoyeurs du Québec - Édition 1996	500.00 \$
Féd. québ. de pêcheurs à la mouche	Plan de dév. triennal	500.00 \$
Union internationale des gardes prof. de la faune	Congrès international	2 000.00 \$
	Encadrement	167.00 \$
Ass. pour la promotion de l'art animalier Bios	Art et Nature / 5e édition	5 000.00 \$
		21 397.00 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 1996-1997

DOCUMENT I

DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

PARTIE II : DEMANDES PARTICULIÈRES



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

DEMANDES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

PARTIE II : DEMANDES PARTICULIÈRES

	Annexe	Page
1. Mandats donnés à la SIQ pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats pour 1995-1996 pour le MEF, le BAPE et Recyc-Québec.	2.1	2
2. Ventilation pour 1995-1996 du budget, de l'effectif, des inspecteurs et des enquêteurs, des directions régionales du ministère de l'Environnement et de la Faune, du BAPE et de Recyc-Québec.	2.2	10
3. Nombre d'entreprises poursuivies au programme d'assainissement industriel et nombre d'ententes d'assainissement signées en 1995-1996.	2.3	15
4. Copie des rapports des bassins des rivières Bécancour, Chaudière, du Nord, l'Assomption, Matapédia, Nicolet, Richelieu, Saguenay, St-François, St-Maurice, Yamaska et du fleuve St-Laurent.	2.4	17
5. Liste des organismes subventionnés en 1994-1995 et 1995-1996 par le Ministère avec la description des programmes et les montants accordés.	2.5	19
6. Ventilation des paiements de transferts en 1995-1996 : a) du programme Action-environnement : b) des projets de recherche et de développement.	2.6	67
7. Liste des Conseils régionaux en environnement, avec les membres de leur conseil d'administration ainsi que leur budget et les subventions du ministère de l'Environnement et de la Faune pour 1995-1996 et prévisions pour 1996-1997.	2.7	81
8. Nombre d'enquêtes menées par la Direction des enquêtes du MEF, qui ont abouti à des poursuites par le procureur général et nombre d'entre elles qui se sont soldées en faveur du MEF. Nombre de condamnations et montant des amendes depuis 1991.	2.8	87
9. Liste des sites d'enfouissement sanitaire, des dépôts en tranchée, des dépôts de matériaux secs et des dépotoirs, pour chacune des directions régionales du MEF, avec le nombre de visites, la date de la dernière visite du Ministère et l'état de conformité des sites aux lois et règlements du ministère de l'Environnement et de la Faune.	2.9	89
10. Règlements en processus d'élaboration ou de modification au ministère de l'Environnement et de la Faune, au 31 mars 1996, avec date du début du processus et état d'avancement des travaux.	2.10	144
11. Liste des avis demandés par le gouvernement au Conseil de la conservation de l'environnement, en 1995-1996.	2.11	152
12. Liste des membres du Conseil de conservation de l'environnement et des membres de la Table ronde sur l'environnement et l'économie.	2.12	154
13. Bilan, au 31 mars 1996, des travaux de la Table ronde sur l'environnement et l'économie, nombre de réunions et projets en cours.	2.13	156
14. Liste des membres de l'assemblée permanente Environnement et Faune et règlement de fonctionnement. Nombre de réunions tenues depuis le 18 janvier 1996, avec copie des ordres du jour et procès-verbaux des réunions.	2.14	158

	Annexe	Page
15. Bilan, au 31 mars 1996, des subventions ou autres allouées par Recyc-Québec dans le cadre du Programme d'aide à la réutilisation des pneus hors d'usage.	2.15	190
16. Bilan des subventions allouées par Recyc-Québec en 1995-1996, selon les programmes qu'elle administre.	2.16	192
17. Liste des avis et des études demandés depuis septembre 1994, relativement à l'élimination des BPC.	2.17	196
18. Liste des contrats accordés pour déterminer le processus qui devrait être mis en place pour éliminer les BPC, depuis le 26 septembre 1994.	2.18	198
19. Échéancier des travaux visant l'élimination des BPC à Baie-Comeau, St-Basile-le-Grand et Shawinigan-sud.	2.19	200
20. Coûts de la gestion et de la destruction des BPC depuis septembre 1994.	2.20	202
21. Copie du contrat intervenu entre la firme Cintec et le gouvernement du Québec ainsi que du décret d'autorisation concernant la destruction des BPC.	2.21	204
22. Copie du Plan stratégique 1996-1997, présenté au Conseil du trésor.	2.22	248
23. Prévisions de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1996-1997, présenté au Conseil du trésor.	2.23	254
24. Liste des membres du BAPE, incluant leur salaire, leur curriculum vitae ainsi que les dossiers qui leur ont été assignés.	2.24	323
25. Liste des membres du personnel de Recyc-Québec, en joignant leur curriculum vitae et en indiquant leur salaire et leur lieu d'assignation.	2.25	351
26. Copie du plan d'action de Recyc-Québec.	2.26	382
27. Liste des contrats octroyés en 1995-1996 par le BAPE et Recyc-Québec.	2.27	384
28. Ventilation des coûts engagés, projection des dépenses relatives à l'enquête publique sur les déchets solides et échéancier des travaux du BAPE.	2.28	392
29. Nombre de mandats confiés au BAPE depuis 1994, avec description, titre des dossiers et échéancier des mandats.	2.29	395
30. État de situation du dossier des lagunes de Mercier et échéancier des travaux à exécuter.	2.30	403
31. Copie de la politique de gestion des boues usées, avec échéancier de son application.	2.31	406
32. État de situation de la gestion des surplus de fumiers et de lisiers pour la Montérégie, Chaudière-Appalaches et Montréal-Lanaudière.	2.32	411
33. Copie du rapport suivant l'entente intervenue à la table de concertation responsable de la mise au point du futur règlement sur la gestion des fumiers au Québec, avec l'UPA, le MAPAQ, le MEF, les meuniers et les coopératives.	2.33	413
34. Copie du Guide des pratiques agro-alimentaires.	2.34	415
35. Liste des espèces fauniques menacées.	2.35	417
36. Actions posées par le MEF auprès du gouvernement et des différents ministères, régies, sociétés, etc. afin de promouvoir le recyclage, la réutilisation et la récupération et plan d'action pour 1996-1997.	2.36	419

	Annexe	Page
37. Liste des piscicultures, avec échéancier des fermetures et, pour chacune d'elles, budget d'opération et d'immobilisation.	2.37	423
38. État des revenus et des dépenses au cours des trois dernières années et projection, pour 1996-1997, pour le zoo et l'aquarium de Québec.	2.38	425
39. Détail de l'achalandage, depuis les trois dernières années, pour le zoo et l'aquarium de Québec ainsi que projection pour 1996-1997.	2.39	428
40. À la suite de la politique sur les neiges usées du MEF, liste des municipalités s'étant conformées et de celles qui sont en voie de se rendre conformes. État de situation et échéancier.	2.40	430
41. Liste des parcs, réserves, sanctuaires, habitats fauniques, ZEC, pourvoies et réserves à castors.	2.41	435
42. Description, par régions, des immobilisations, des parcs, réserves, ZEC, etc.	2.42	473
43. Liste et nombre de chalets ou de places d'hébergement, par régions, en indiquant la date de construction, le coût, le taux d'occupation, le personnel affecté à l'entretien ainsi que ceux qui sont délégués à l'entreprise privée ou sans but lucratif.	2.43	489
44. Listes des activités et services, des parcs et autres qui ont été délégués à l'entreprise privée ou sans but lucratif, avec copie des contrats de ces délégations.	2.44	493
45. Liste et copies des mémoires ou commentaires déposés au MEF, concernant le projet de règlement modifiant le règlement sur les parcs, prépublié le 7 février 1996 dans la Gazette officielle du Québec.	2.45	582
46. Date à laquelle le MEF entend appliquer un coût de 2 \$ au droit d'accès à un parc.	2.46	588

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.1

**MANDATS DONNÉS À LA SIQ POUR LA LOCATION, L'ACHAT,
L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE
ET/OU PAR SOUS-CONTRATS EN 1995-1996 POUR LE MEF, LE BAPE ET RECYC-QUÉBEC**

Demandes d'exploitation et contrats

MANDATS CONFIES À LA S.I.Q.

No	Adresse	Description	Fournisseur	Coût réel
225628	5199, Sherbrooke, Montréal	Modifier la signalisation	SIQ	1 728,82 \$
225643	151,1 Kuujuaq, Kuujuaq	Achat d'un container	SIQ	1 500,00 \$
225668	2700 Einstein, Ste-Foy	Installer 1 p.c. sur la génératrice	SIQ	0,00 \$
225672	2700 Einstein, Ste-Foy	changer 9 tuiles de plafond	SIQ	151,00 \$
225675	2700 Einstein, Ste-Foy	Installer 1 douche oculaire	SIQ	147,00 \$
225685	5199, Sherbrooke, Montréal	Installer 4 cables	SIQ	450,00 \$
225686	112, 181e, Beauceville	Installer des grillages	SIQ	205,00 \$
225690	5199, Sherbrooke, Montréal	Déplacer 2 colonnettes	Village Olimp.	0,00 \$
225691	5199, Sherbrooke, Montréal	Fournir 4 plantes suite ministérielle	SIQ	436,00 \$
225692	2700 Einstein, Ste-Foy	Vérifier 1 câble	SIQ	0,00 \$
225696	150, René-Lévesque, Qué.	Eclairage et ventilation au 10e	Devcorp	478,82 \$
225697	150, René-Lévesque, Qué.	Clef éclairage 12, 14 et 17e pr 95-96	Devcorp	2 700,00 \$
225700	28e Rue, Ste-Anne-des-Monts	Installer 2 prises de courant	SIQ	598,00 \$
226899	201, Ch-Lemoine, Longueuil	Installer 4 colonnettes dédiées	SIQ	3 304,93 \$
260955	2700 Einstein, Ste-Foy	Équipement pour contrôle des accès	SIQ	
262719	201, Ch-Lemoine, Longueuil	Note de crédit DEX 226899	SIQ	-968,88 \$
284001	5199, Sherbrooke, Montréal	Stationnement extérieur - 2 espaces	SIQ	720,00 \$
286341	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Entretien de 110 plantes pr avril et mai 95	SIQ	440,00 \$
710012	3415, boul. Grande Baie, La Baie	Réaménagement des postes	SIQ	446,00 \$
726404	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Installer 14 cables, déplacer 20 colonnettes	Marinco	1 331,50 \$
726405	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Installer 7 cables, déplacer 9 colonnettes	Marinco	748,50 \$
726406	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Installer 1 cable coaxial au 1er	Marinco	82,50 \$
726407	10 Ste-Anne, Ste-Anne-des-Monts	Installer 1 prise de courant	SIQ	275,00 \$
726408	360, Franquet, Ste-Foy	Déplacer 1 colonnette et 2 cables	Promotion GMG	415,00 \$
726410	2700 Einstein, Ste-Foy	Déplacer douche d'urgence	SIQ	
726411	3900, Marly, Ste-Foy, 3e	Déplacer 1 colonnette	L'industrielle	39,00 \$
726412	5199, Sherbrooke, Montréal	Entretien ménage suite ministérielle	SIQ	1 735,00 \$
726413	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Déplacer 10 colonnettes et 2 cables	Marinco	515,90 \$
726414	201, Ch-Lemoine, Longueuil	Ajouter 1 colonnette	SIQ	
726415	3900, Marly, Ste-Foy, 6e	Déplacer 3 cables coaxiaux	L'industrielle	
726416	3900, Marly, Ste-Foy, 5e	Déplacer 2 cables	L'industrielle	78,00 \$
726417	3900, Marly, Ste-Foy, 6e	Installer 2 cables coaxiaux	L'industrielle	96,00 \$
726418	3900, Marly, Ste-Foy, 6e	Installer 1 cable réseau et 1 pour imp.	L'industrielle	222,00 \$
726419	2700 Einstein, Ste-Foy	Ajuster panneaux des hottes	SIQ	
726420	1, McDonell, Matapédia	Installer 1 treuil	SIQ	360,00 \$
726421	201, Ch-Lemoine, Longueuil	Fournir et installer 1 serrure numérique	SIQ	485,00 \$
726422	170, Hotel-de-ville, Hull	Stationnement pour 3 mois - Env-Page	SIQ	330,00 \$
726424	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Relier 8 postes avec câble RG-62U	Marinco	396,00 \$
726425	3900, Marly, Ste-Foy, 5e	Installer 1 câble coaxial DRMI	L'industrielle	60,00 \$
726426	30, Ave Cantenaire, Valleyfield	Déplacer 3 colonnettes	SIQ	
726427	3900, Marly, Ste-Foy, 6e	Déplacer 1 colonnette SSM	L'industrielle	39,00 \$
726428	360, Franquet, Ste-Foy	Installer 1 cable coaxial	SIQ	97,00 \$
726429	850, Vanier, Laval	Déplacer la sonnette de soir	SIQ	0,00 \$
726430	150, René-Lévesque, Québec	Fournir éclairage 10e pr Réservations	Devcorp	1 237,00 \$
726432	2700 Einstein, Ste-Foy	Peinture du local B-2-105	SIQ	995,00 \$
726433	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Déplacer 2 colonnettes	Marinco	98,00 \$
726434	620, Godin, Vanier	Installer une serrure à clé pr collection	SIQ	89,00 \$
726435	5199, Sherbrooke, Montréal	Installer 1 colonnette local 3860	Village Olimp.	
726436	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Installer 1 cable	Marinco	
726437	3900, Marly, Ste-Foy, 3e	Installer 1 cable imprimante	L'industrielle	39,00 \$
726438	700, Notre-Dame, Ste-Marie	Installer 1 cable	SIQ	200,00 \$
726439	930, Ch. Ste-Foy, Québec	Déplacer 1 colonnette, 2e	SIQ	60,00 \$
726440	201, Ch-Lemoine, Longueuil	Déplacer 4 colonnettes et 2 cables	SIQ	
726441	2700 Einstein, Ste-Foy	Évaluer coût entretien climatiseur	SIQ	
726442	150, René-Lévesque, Québec	Signalisation au 17e	Devcorp	181,00 \$
726443	98, Lois, Hull	Déplacer 1 colonnette	SIQ	159,00 \$
726444	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Ajouter 1 cable coaxial 1er	Marinco	162,50 \$
726446	3900, Marly, Ste-Foy, 6e	Déplacer 1 cable imprimante	L'industrielle	39,00 \$
726447	2700 Einstein, Ste-Foy	Fixer 2 boîtes Spill Cleanup & vérifier éclairage urg.	SIQ	150,00 \$
726448	2700 Einstein, Ste-Foy	Raccorder fournaise au graphite	SIQ	2 899,00 \$
726449	2700 Einstein, Ste-Foy	Installer une vénitienne	SIQ	
726450	150, René-Lévesque, Québec	Installer 4 ferme-portes	Devcorp	732,50 \$
726451	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Déplacer 1 colonnette	Marinco	222,35 \$
726452	2757, Watt, Ste-Foy	Installer 4 grillages métalliques	SIQ	0,00 \$
726453	2700 Einstein, Ste-Foy	Installer rampe d'accès à la chambre froide	SIQ	275,00 \$
726454	2700 Einstein, Ste-Foy	Déplacer le four à muffle et hotte	SIQ	13 848,00 \$
726455	150, René-Lévesque, Québec	Installer 1 monument électr. et télép.	Devcorp	160,00 \$
726458	2757, Watt, Ste-Foy	Réparer porte de garage	SIQ	153,00 \$
726459	360, Franquet, Ste-Foy	Réparer une vénitienne	SIQ	0,00 \$
726460	2700 Einstein, Ste-Foy	Installer 1 tablette en bois B.2.110.7	SIQ	
726461	2700 Einstein, Ste-Foy	Modifier local B.2.110.4 surfaces métalliques	SIQ	19 476,00 \$
726462	2700 Einstein, Ste-Foy	Installer des tablettes local E-1-200-1	SIQ	
726463	3900, Marly, Ste-Foy, 5e	Déplacer 1 colonnette	L'industrielle	78,00 \$
726464	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Installer 2 cables	Marinco	115,00 \$
726465	5199, Sherbrooke, Montréal	Aménagement Affaires juridiques	SIQ	3 048,00 \$
726466	2700 Einstein, Ste-Foy	Relocaliser emplacement du filtre à eau	SIQ	
726956	800, Goretti, Sherbrooke	Surveillance alarme anti-intrusion	SIQ	91,35 \$
728276	100, Laviolette, Trois-Rivières	1 stationnement du 95-09-14 au 96-03-31	SIQ	294,00 \$
736248	100, Laviolette, Trois-Rivières	1 stationnement pr 95-96	SIQ	504,00 \$
736898	5199, Sherbrooke, Montréal	Crédit sur projet no 225633	SIQ	-89,00 \$
743117	3950, Harvey, Jonquière	Installation d'une clôture	SIQ	1 800,00 \$
743118	3950, Harvey, Jonquière	Installation d'une clôture	SIQ	1 082,00 \$
743526	5525, Frontenac, Lac Mégantic	Fournir et installer une track enfichable	SIQ	822,90 \$
745301	2700 Einstein, Ste-Foy	Installer lampe UV local B-2-110-14	SIQ	
745302	150, René-Lévesque, Québec	Installer 1 cable PTNB 9e	Devcorp	45,00 \$
745304	3900, Marly, Ste-Foy, 3e	Déplacer 6 cables, 4 col., enlever 1 col. ajout 1 cable	L'industrielle	423,00 \$
745305	3900, Marly, Ste-Foy, 5e	Installer 2 cables PTNB	L'industrielle	96,00 \$
745306	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Installer 1 cable	Marinco	56,00 \$
745307	201, C-Lemoine, Longueuil	Installer 1 colonnette	SIQ	
745309	2700 Einstein, Ste-Foy	Réparer 1 hotte local E-RC-115	SIQ	
745310	201, C-Lemoine, Longueuil	Déplacer 1 coaxial	SIQ	
745311	2700 Einstein, Ste-Foy	Travaux local B-2-210	SIQ	3 850,10 \$
745312	7, Oblats, Ville-Marie	Givrer vitres	SIQ	
745314	100, 1ère Rue, La Sarre	Remplacer porte de la remise, grillages ds vitres	SIQ	945,00 \$
745315	3900, Marly, Ste-Foy, 3e	Déplacer 1 circuit 220V et 1 coaxial	L'industrielle	164,00 \$
745316	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Déplacer 1 cable dédié et 1 coaxial	Marinco	25,00 \$
745317	360, St-Edmond, New-Richmond	Installer système d'alarme anti-intrusion	SIQ	200,00 \$

Demandes d'exploitation et contrats

- 3 -

No	Adresse	Description	Fournisseur	Coût réel
745318	218, Rte 230, La Pocatière	Installer système d'alarme anti-intrusion	SIQ	572,00 \$
745319	38, St-Philippe, Cabano	Installer système d'alarme anti-intrusion	SIQ	654,65 \$
745320	800, Goretti, Sherbrooke	Installer système d'alarme anti-intrusion	SIQ	406,70 \$
745321	2700 Einstein, Ste-Foy	Installer 1 distributeur essui-main	SIQ	
745322	98, Cardinal, Grande-Île	Installer système d'alarme anti-intrusion	SIQ	638,27 \$
745323	1281, Manic, Chicoutimi	Installer système d'alarme anti-intrusion	SIQ	392,50 \$
745324	201, C-Lemoine, Longueuil	Démolir murs et installer 7 colonnettes	SIQ	
745325	150, René-Lévesque, Québec	Installer 3 cables	Devcorp	140,00 \$
745326	585, des Montagnais, Sept-Îles	Compléter travaux salle des agents	SIQ	0,00 \$
745327	209, Mailbox, Rivière Malbaie	Installer système d'alarme anti-intrusion	SIQ	657,00 \$
745328	843, Route 365, St-Raymond	Installer système d'alarme anti-intrusion	SIQ	714,49 \$
745330	1155, des Forêts, Val D'Or	Remplacer 4 détecteurs de mouvements	SIQ	3 067,00 \$
745331	150, René-Lévesque, Québec	Installer 2 cables	Devcorp	45,00 \$
745332	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Installer 3 cables	Marinco	214,50 \$
745333	94, Mgr Blanche, Sept-Îles	Déplacer 2 colonnettes et 2 cables	SIQ	501,75 \$
745334	648, Joffre, La Tuque	Installer système d'alarme anti-intrusion	SIQ	791,50 \$
745335	201, C-Lemoine, Longueuil	Fournir 2 stationnements jusqu'au 96-03-31	SIQ	
745336	930, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Déplacer 1 cable	SITQ	80,00 \$
745337	201, C-Lemoine, Longueuil	Installer 1 cable coaxial	SIQ	60,00 \$
745338	5199, Sherbrooke, Montréal	Fournir et installer 1 tablette	SIQ	
745339	850, Vanier, Laval	Installer équipement ICP-MS	SIQ	4 879,38 \$
745340	150, René-Lévesque, Québec	Installer 8 prises de courants	Devcorp	810,00 \$
745341	930, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Déplacer 5 colonnettes	SITQ	240,00 \$
745342	201, C-Lemoine, Longueuil	Installer 4 déflecteurs	SIQ	225,00 \$
745343	201, C-Lemoine, Longueuil	Installer 4 cables coaxiaux	SIQ	
745345	506, Lafontaine, Rivière-du-loup	Installer une fenêtre	SIQ	527,00 \$
745346	2700, Einstein, Ste-Foy	Remplacer 1 lavabo	SIQ	892,00 \$
745347	2700, Einstein, Ste-Foy	Aménager local E-1-210	SIQ	
745348	2700, Einstein, Ste-Foy	Installer éclairage urgence	SIQ	
745349	451, Kipawa, Témiscaming	Installer lavabo	SIQ	1 925,41 \$
745350	67, Rte 138, Forestville	Modifier escalier	SIQ	0,00 \$
745351	150, René-Lévesque, Québec	Éclairage au 10e	Devcorp	143,79 \$
745352	2700, Einstein, Ste-Foy	Abaissier table	SIQ	1 893,00 \$
745353	5199, Sherbrooke, Montréal	Déplacer 2 colonnettes	Village Olympique	
745354	850, Vanier, Laval	Ajouter 2 circuits	SIQ	1 319,50 \$
745355	201, C-Lemoine, Longueuil	Installer 1 prise extérieure	SIQ	557,81 \$
745356	930, Ch. Ste-Foy, Québec	Déplacer 5 cables et 5 colonnettes	SITQ	400,00 \$
745358	150, René-Lévesque, Québec	Cablage informatique 27 postes	Devcorp	3 218,00 \$
		Extra sur demande 745358		350,00 \$
745359	30, Centenaire, Valleyfield	Installer 1 colonnette	SIQ	180,00 \$
745360	360, Franquet, Québec	Installer 1 cable	GMG	80,00 \$
745361	2380, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Déplacer 2 colonnettes et 2 cables	Marinco	82,50 \$
745362	150, René-Lévesque, Québec	Déplacer 1 pt et 1 pa	Devcorp	165,00 \$
745363	53, Comeau, Baie-Comeau	Agrandir le stationnement clôturé	SIQ	0,00 \$
745364	2700, Einstein, Ste-Foy	Modifier table, fabriquer bras de levier	SIQ	
745365	2440, Cantin, Jonquière	Grillage métallique dans porte	SIQ	
745366	2700, Einstein, Ste-Foy	Réparer unité de réfrigération		0,00 \$
745367	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Déplacer 1 colonnette	Marinco	40,00 \$
745368	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Déplacer 5 colonnettes	Marinco	175,00 \$
745370	201, C-Lemoine, Longueuil	Déménager 11 postes, déplacer 10 colonnettes	SIQ	4 228,48 \$
745371	3900, Marly, Ste-Foy	Déplacer 1 cable et 1 colonnette	L'Industrielle	78,00 \$
745373	3900, Marly, Ste-Foy	Déplacer 2 cables	L'Industrielle	78,00 \$
745374	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Cabler 44 postes	Marinco	5 710,00 \$
745375	675, René-Lévesque, Québec	Travaux divers	SIQ	
745376	675, René-Lévesque, Québec	Travaux électriques	SIQ	
745377	150, René-Lévesque, Québec	Installer 5 cables	Devcorp	625,00 \$
745378	693, St-Alphonse, Thetford-Mines	Relocaliser 2 postes de travail	SIQ	350,40 \$
745379	3900, Marly, Ste-Foy	Enlever 30 cables imprimante	L'Industrielle	540,00 \$
745380	2700, Einstein, Ste-Foy	Réparer le climatiseur	SIQ	165,00 \$
745381	625, LeBlanche, Baie-Comeau	Fournir et installer un évier	SIQ	2 727,29 \$
745382	2700, Einstein, Ste-Foy	Nettoyer hotte B-2-110-4	SIQ	
745383	150, René-Lévesque, Québec	Déplacer 1 pt et 1 pc + éclairage	Devcorp	406,82 \$
745384	605, de la Station, Shawinigan	Travaux de réaménagement	SIQ	0,00 \$
745385	5199, Sherbrooke, Montréal	Installer 30 cables	Village Olympique	
745386	850, Vanier, Laval	Modifier tuyau évacuation	SIQ	113,94 \$
745389	850, Vanier, Laval	Lavage des éconovents du lab.	SIQ	633,00 \$
745392	675, René-Lévesque, Québec	Travaux au 30e	SIQ	924,00 \$
745393	201, C-Lemoine, Longueuil	Installer 1 serrure numérique	SIQ	35,00 \$
745395	2700, Einstein, Ste-Foy	Installer 1 hotte	SIQ	
745396	675, René-Lévesque, Québec	Travaux divers	SIQ	1 463,00 \$
745397	2700, Einstein, Ste-Foy	Remplacer compresseur	SIQ	1 344,00 \$
745398	98, Lois, Hull	Modifier 1 serrure	SIQ	43,63 \$
745399	150, René-Lévesque, Québec	Ajouter 1 cable	Devcorp	60,00 \$
745400	5199, Sherbrooke, Montréal	Réparer la papeterie	Vill. Olympique	
745401	2700, Einstein, Ste-Foy	Brancher armoire à acide	SIQ	
745402	2700, Einstein, Ste-Foy	Fournir 4 clefs	SIQ	
745403	201, C-Lemoine, Longueuil	Déplacer cables	SIQ	
745404	5199, Sherbrooke, Montréal	Enlever 5 colonnettes	Vill. Olympique	
745406	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Déplacer 1 colonnette	Marinco	280,00 \$
745408	2700, Einstein, Ste-Foy	Installer 1 cable	SIQ	310,53 \$
745407	675, René-Lévesque, Québec	Installer 1 monument	SIQ	
745408	150, René-Lévesque, Québec	Installer 4 cables	Devcorp	180,00 \$
745409	85, de Martigny, St-Jérôme	Déplacer 1 colonnette	SIQ	253,75 \$
745410	201, C-Lemoine, Longueuil	Déplacer 12 postes, démolir 1 mur	SIQ	
745411	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Installer 2 cables ethernet	Marinco	295,00 \$
745412	2700, Einstein, Ste-Foy	Abaissier 2 tables	SIQ	0,00 \$
745413	2700, Einstein, Ste-Foy	Installer armoire ventilée	SIQ	0,00 \$
745414	150, René-Lévesque, Québec	Fournir 19 coulisseries	SIQ	
745415	150, René-Lévesque, Québec	Fournir 3 panneaux M-304	SIQ	
745416	9155, du Zoo, Charlesbourg	Déménager une remise	SIQ	
745417	2440, Cantin, Jonquière	Solidifier mezzanine	SIQ	0,00 \$
745418	150, René-Lévesque, Québec	Cabler 47 postes	Devcorp	
745419	2700, Einstein, Ste-Foy	Installer 1 unité éclairage urgence	SIQ	
745420	930, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Déplacer 2 colonnettes et 2 cables	SITQ	
746306	850, Vanier, Laval	Tapis anti-dérapant pour douches	SIQ	499,00 \$
746307	850, Vanier, Laval	Lavage des éconovents	SIQ	4 311,00 \$
746755	850, Vanier, Laval	Disposer de 4 filtres	SIQ	695,00 \$
759206	2700, Einstein, Ste-Foy	Laboratoire géotoxicité	SIQ	2 438,00 \$
770740	85, Martigny, St-Jérôme	1 stationnement pr 95-96	SIQ	388,20 \$
	125, Ch. du Parc, Cap-aux-Meules	Entretien ménager - Edifice du MAPAQ	Entreprise Laporte	568,25 \$
	125, Ch. du Parc, Cap-aux-Meules	Entretien ménager - Edifice du MAPAQ	Entreprise Laporte	568,25 \$
	125, Ch. du Parc, Cap-aux-Meules	Entretien ménager - Edifice du MAPAQ	Entreprise Laporte	568,25 \$

Demandes d'exploitation et contrats

No	Adresse	Description	Fournisseur	Coût réel
	125, Ch. du Parc, Cap-aux-Meules	Entretien ménager - Edifice du MAPAQ	Entreprise Laporte	568,25 \$
	125, Ch. du Parc, Cap-aux-Meules	Entretien ménager - Edifice du MAPAQ	Entreprise Laporte	568,25 \$
	125, Ch. du Parc, Cap-aux-Meules	Entretien ménager - Edifice du MAPAQ	Entreprise Laporte	568,25 \$
	125, Ch. du Parc, Cap-aux-Meules	Entretien ménager - Edifice du MAPAQ	Entreprise Laporte	568,25 \$
	125, Ch. du Parc, Cap-aux-Meules	Entretien ménager - Edifice du MAPAQ	Entreprise Laporte	568,25 \$
	125, Ch. du Parc, Cap-aux-Meules	Entretien ménager - Edifice du MAPAQ	Entreprise Laporte	476,15 \$
	125, Ch. du Parc, Cap-aux-Meules	Entretien ménager - Edifice du MAPAQ	Entreprise Laporte	476,15 \$
	125, Ch. du Parc, Cap-aux-Meules	Entretien ménager - Edifice du MAPAQ	Entreprise Laporte	476,15 \$
	2440, Cantin, Jonquière	Installer grilles	Gaston Bergeron	720,00 \$
625(DSC)	Rue Notre-Dame, Joliette	Relocalisation bureau Conservation	SIQ	14 979,80 \$
540(DSC)	11025, Boul. Ste-Anne, Beauséjour	Relocalisation bureau Conservation	SIQ	45 615,00 \$

- 5 -

Demandes de services à la SIQ

No	Adresse	Description	Coût réel
15927	96, Sandy Beach, Gaspé	Relocalisation de l'entrepôt	0,00 \$
15930	Senneterre	Relocalisation entrepôt SCF	0,00 \$
15931	Alma	Relocalisation Bureau SCF	0,00 \$
18610	500, Sherbrooke, Montréal	Abandon local BPC Québec	0,00 \$
18611	6072, Sherbrooke, Montréal	Abandon - Transfert au MAPAQ	0,00 \$
18612	5199, Sherbrooke, Montréal	3501, 4110, 2881, 2895, 2931 annulé	0,00 \$
18619	2360, Ch. Ste-Foy, Ste-Foy	Rétrocession de 190,68 m.c.	0,00 \$
18620	800, Place d'yoville, Québec	Annulation entente d'occupation	0,00 \$
18623	930, Ch. Ste-Foy, Québec	Annulation entente d'occupation	0,00 \$
18626	29, Ch. Oka, St-Eustache	Relocalisation bureau SCF	0,00 \$
18628	Anse-de-Roche	Location saisonnière d'un chalet	2 307,80 \$
18629	150, René-Lévesque, Québec	Rétrocession 265 m.c. - Réservation	0,00 \$
18630	Métabetchouan	Location saisonnière d'un chalet	1 888,20 \$
18632	137, des Failles, Percé	Location temporaire d'une résidence	5 245,02 \$
18634	Gaspé	Location saisonnière d'un chalet	839,20 \$
18636	226, Principale, New-Carlisle	Annulation entente d'occupation	0,00 \$
18637	2360, Ch.-Ste-Foy, Ste-Foy	Rétrocession 133 m.c. au 4e	0,00 \$
18638	Desbiens	Location saisonnière d'un chalet	3 356,80 \$
18639	La Doré	Location saisonnière d'un chalet	839,20 \$
18641	3900, Marly, Ste-Foy	Rétrocession 140 m.c. Magasin 3e	0,00 \$
18642	1155, des Foreurs, Val D'Or	Rétrocession de 75 m.c.	0,00 \$
18643	3900, Marly, Ste-Foy	Rétrocession suite ministérielle 6e	0,00 \$
18646	1650, Louis-Jetté, Québec	Rétrocession du local - 1077,22 m.c.	0,00 \$
18647	930, Ch. Ste-Foy, Québec	Rétrocession d'espace 440 m.c.	0,00 \$
18648	693, St-Alphonse, Thetford Mines	Rétrocession de 12,48 m.c.	0,00 \$
18649	191, Rideau, Rouyn	Rétrocession de 41,8 m.c.	0,00 \$
19522	625, Lafleche, Baie Comeau	Réaménagement bureau local	15 440,00 \$
19523	201, Charles-Lemoyne, Longueuil	Démolition de 2 bureaux et réaménagement	5 017,50 \$
19528	Senneterre	Relocalisation Bureau SCF	0,00 \$
22301	2440, Cantin, Jonquière	Rétrocession de 94 m.c. en entrepôt	0,00 \$
22307	4600, Henri-Bourassa	Rétrocession du bureau et de l'entrepôt	0,00 \$
22308	100, St-Joseph, Alma	Rétrocession bureau du ministre	0,00 \$
22312	170, Hotel-de-ville, Hull	Rétrocession du local	0,00 \$
22315	122, Perron, New-Richmond	Rétrocession du local	0,00 \$
22316	360, Franquet, Ste-Foy	Rétrocession du local	0,00 \$
22318	2757, Watt, Ste-Foy	Rétrocession d'entreposage	0,00 \$
22322	650, Godin, Vanier	Regroupement des entrepôts	0,00 \$
20384	5527, Frontenac, Lac Mégantic	Rétrocession de 30,8 m.c.	0,00 \$
20386	3900, Marly, Ste-Foy	Rétrocession 400 m.c. au 6e et 1200 m.c. au 5e	0,00 \$
20387	389, Miller, Murdochville	Annulation de l'entente d'occupation	0,00 \$
20389	116, St-Jean-Baptiste, Montmagny	Regroupement Environnement et Faune	6 134,75 \$
20393	605, de la Station, Shawinigan	Rétrocession 117,57 m.c. bureau et 81,04 m.c. entr.	0,00 \$
20394	50, 1ère Rue, Rimouski	Rétrocession de l'entrepôt 4,60 m.c.	0,00 \$
20395	100, Laviolette, Trois-Rivières	Rétrocession entrepôt 111,81 m.c.	0,00 \$
22167	98, Cardinal, Grande-Ile	Expansion bureau de la conservation	8 848,81 \$

**Contrats de manutention
déménagement et divers**

- 6 -

Date	Fournisseur	Coût réel
95-04-07	Métrobec	335,00 \$
95-04-06	Métrobec	368,00 \$
95-04-12	Métrobec	638,00 \$
95-04-13	Métrobec	1 404,00 \$
95-04-19	Métrobec	256,00 \$
95-04-25	Métrobec	248,00 \$
95-04-04	Métrobec	662,50 \$
95-04-26	Métrobec	391,00 \$
95-05-08	Métrobec	333,50 \$
95-05-11	Métrobec	310,50 \$
95-05-09	Métrobec	126,00 \$
95-05-12	Métrobec	356,50 \$
95-05-26	Métrobec	402,50 \$
95-06-01	Interbourg	252,00 \$
95-06-07	Interbourg	391,00 \$
95-06-16	Interbourg	356,50 \$
95-07-05	Interbourg	293,84 \$
95-07-27	Interbourg	216,51 \$
95-08-11	Interbourg	92,79 \$
95-08-16	Interbourg	278,37 \$
95-09-07	Interbourg	301,56 \$
95-09-21	Interbourg	185,58 \$
95-09-22	Interbourg	108,25 \$
95-09-26	Interbourg	92,79 \$
95-09-28	Interbourg	247,46 \$
95-09-28	Interbourg	92,79 \$
95-10-06	Interbourg	541,38 \$
95-10-10	Interbourg	696,06 \$
95-10-16	Interbourg	108,25 \$
95-10-20	Interbourg	193,31 \$
95-10-27	Interbourg	162,40 \$
95-10-26	Interbourg	170,11 \$
95-10-30	Interbourg	177,84 \$
95-11-03	Interbourg	394,40 \$
95-11-07	Interbourg	402,15 \$
95-11-08	Interbourg	309,35 \$
95-11-10	Interbourg	525,89 \$
95-11-15	Interbourg	216,51 \$
95-11-16	Interbourg	402,15 \$
95-11-08	Interbourg	300,00 \$
95-11-23	Interbourg	1 019,96 \$
95-11-28	Interbourg	197,20 \$
95-11-30	Interbourg	309,35 \$
95-11-29	Interbourg	1 144,70 \$
95-12-06	Interbourg	278,37 \$
95-12-08	Interbourg	317,03 \$
95-12-18	Interbourg	193,31 \$
95-12-13	Interbourg	324,77 \$
95-12-20	Interbourg	293,84 \$
96-01-08	Interbourg	50,28 \$
96-01-11	Interbourg	293,84 \$
96-01-12	Interbourg	262,91 \$
96-01-25	Interbourg	286,10 \$
96-01-26	Interbourg	232,00 \$
96-01-31	Interbourg	835,29 \$
96-02-01	Interbourg	208,78 \$
96-02-02	Interbourg	1 624,28 \$
96-02-02	Interbourg	282,50 \$
96-01-31	Interbourg	46,41 \$
96-01-31	Interbourg	69,62 \$
96-01-31	Interbourg	150,00 \$
96-02-08	Interbourg	61,86 \$
96-02-07	Interbourg	262,91 \$
96-02-09	Interbourg	216,55 \$
96-02-14	Interbourg	216,51 \$
96-02-15	Interbourg	154,65 \$
96-02-20	Interbourg	69,59 \$
96-02-26	Interbourg	139,19 \$
96-02-28	Interbourg	278,37 \$
96-02-29	Interbourg	92,79 \$
96-03-06	Interbourg	866,18 \$
96-03-08	Interbourg	278,37 \$
96-03-01	Interbourg	835,25 \$
96-03-01	Interbourg	362,50 \$
96-03-14	Interbourg	433,09 \$
95-04-01	Univert	274,00 \$
95-02-01	Univert	274,00 \$
95-06-01	Univert	274,00 \$
96-06-19	Univert	371,65 \$

Date	Fournisseur	Coût réel
95-06-01	Univert	364,32 \$
95-07-01	Univert	364,32 \$
95-08-01	Univert	364,32 \$
95-09-01	Univert	364,32 \$
95-10-01	Univert	364,32 \$
95-11-01	Univert	364,32 \$
95-11-30	Univert	91,00 \$
95-12-01	Univert	364,32 \$
96-01-01	Univert	364,32 \$
96-02-01	Univert	364,32 \$
96-03-01	Univert	368,64 \$
96-03-08	Univert	40,00 \$
96-02-27	Univert	547,44 \$
95-04-01	Décorverd	206,37 \$
95-05-01	Décorverd	206,37 \$
95-03-27	Devcorp	138,00 \$
95-04-11	Côté Fleury	13,64 \$
95-07-06	Côté Fleury	13,64 \$
95-11-22	Côté Fleury	9,20 \$
96-01-25	Côté Fleury	10,25 \$
96-02-02	Côté Fleury	38,00 \$
96-02-06	Côté Fleury	44,95 \$
95-04-11	Wesco	128,10 \$
95-04-05	Wesco	256,20 \$
95-04-05	Wesco	128,10 \$
95-02-05	Wesco	160,60 \$
95-09-13	Wesco	32,00 \$
95-09-13	Wesco	22,00 \$
95-09-14	Wesco	162,00 \$
95-09-15	Wesco	58,00 \$
96-03-01	Wesco	67,53 \$
95-05-10	Dém. Cartier	400,00 \$
95-05-10	Réfr. L'heureux	431,60 \$
95-08-22	Réfr. L'heureux	468,90 \$
95-11-22	Réfr. L'heureux	435,00 \$
96-03-07	Réfr. L'heureux	390,00 \$
95-05-05	Fournier Transport	250,00 \$
95-08-31	Atelier 109	230,76 \$
95-08-31	Atelier 109	34,81 \$
95-09-29	Atelier 109	27,92 \$
95-08-25	Monette	255,48 \$
95-08-26	Transp. Cabano	57,75 \$
95-10-28	Transp. Cabano	112,75 \$
96-01-27	Transp. Cabano	90,54 \$
96-02-09	Transp. Cabano	110,15 \$
96-02-09	Transp. Cabano	122,52 \$
95-08-31	Transp. Royal	382,50 \$
95-09-27	Transp. Royal	146,25 \$
95-09-28	Transp. Royal	1 327,33 \$
95-10-04	Transp. Royal	540,79 \$
95-12-04	Transp. Royal	636,77 \$
95-07-12	Transp. Royal	197,22 \$
96-02-16	Transp. Royal	1 662,21 \$
96-02-21	Transp. Royal	346,12 \$
95-08-08	Centre classeur	27,72 \$
95-08-07	Casot	60,28 \$
95-09-29	Rodrigue Métal	700,00 \$
95-10-19	Serv. messagerie	3,35 \$
95-10-26	Gosselin	331,98 \$
95-10-31	Taxi COOP	8,29 \$
96-01-11	Rouillard	600,00 \$
96-01-18	Roto-static	430,50 \$
95-01-15	Mobilium	69,00 \$
96-01-15	Gentilhomme	455,90 \$
96-01-19	Richard	165,21 \$
96-01-10	Microcom	239,40 \$
96-01-10	Microcom	1 145,00 \$
96-03-29	Idées T	300,00 \$
96-03-12	Prisma	27,71 \$

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RECUPÉRATION ET DE RECYCLAGE

Mandats donnés à la Société Immobilière du Québec

Aucun mandat formel n'a été donné à la Société Immobilière du Québec. Cependant, lors de notre recherche de bureaux, autant à Québec qu'à Montréal, nous avons demandé à la Société Immobilière du Québec leurs disponibilités en espaces et les coûts approximatifs de location.

Suite aux réponses obtenues, nous n'avons pas continué les recherches avec la Société Immobilière du Québec.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec

Installation de colonnettes pour le réseau informatique.

Réaménagement de huit postes de travail pour le regroupement de personnel fonctionnaire et professionnel selon leurs affinités de travail.

Réaménagement complet de la messagerie et du lieu d'entreposage des fournitures de bureau.

M.A.J. : 1996-04-03

1
8
1

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.2

**VENTILATION POUR 1995-1996 DU BUDGET, DE L'EFFECTIF TOTAL ET DU NOMBRE
D'INPECTEURS DES DIRECTIONS RÉGIONALES DU MEF, DU BAPE ET DE RECYC-QUÉBEC**

Ministère de l'Environnement et de la Faune
Budget et effectifs des directions régionales

Direction régionale	1995-96		
	Budget (000 \$)	Effectifs totaux	Nombre d'inspecteurs
Bas Saint-Laurent (1)	12 268.3 *	132	13
Saguenay -- Lac-Saint-Jean	6 499.3	118	13
Québec	12 295.2	216	14
Mauricie -- Bois-Francs	6 929.6	141	23
Estrie	5 633.6	95	12
Montréal (2)	14 513.7 *	85	25
Outaouais	5 533.8	115	9
Abitibi-Témiscamingue (3)	6 153.8	114	11
Côte-Nord	5 012.6	89	9
Nord-du-Québec	2 813.5 *	45	
Gaspésie -- Îles-de-la-Madeleine (1)	*	64	
Chaudière -- Appalaches	2 300.6	88	20
Laval (4)	2 524.1 *	1	15
Lanaudière (2)	*	78	
Laurentides (4)	*	135	
Montréal	3 887.0 *	127	36
	86 365.1	1 643	200

* - Budget non réparti

- 1 - La dir. rég. 01 - Bas St-Laurent--Gaspésie -- I.M. a été séparée en 2 régions soit la DR 01 et 11.
- 2 - La dir. rég. 06 - Montréal - Lanaudière été séparée en 2 régions soit la région 06 et la région 14
- 3 - La dir. rég. 08 - Abitibi-Tém.--Nord-Québec a été séparée en 2 régions soit la DR 08 et la DR 10
- 4 - La dir. rég. 13 - Laval - Laurentides a été séparée en 2 régions soit la région 13 et la région 15

Remarques :

Budget annuel :

Le budget alloué représente le budget de base de chacune des directions régionales, soit le traitement du personnel, les dépenses de fonctionnement, de capital et de transfert liées au Programme d'hygiène du milieu.

Effectifs totaux :

Le nombre d'effectifs correspond au nombre de postes autorisés au 31 mars 1996.

Nombre d'enquêteurs :

Il n'y a aucun enquêteur dans les directions régionales.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation du budget 1995-1996

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement est administré à partir d'un budget unique.

Les crédits votés pour 1995-1996 sont les suivants :

Rémunération	3 133,6 \$
Fonctionnement	2 108,3 \$
Capital	<u> -- </u>
	5 241,9 \$

Pour un effectif total de 62 ETC.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE
SOMMAIRE BUDGÉTAIRE
DE L'ANNÉE DÉBUTANT LE 1er AVRIL 1995

	BUDGET
	95/96
	VERSION
	REVISÉE

REVENUS

Placements	2 600 000\$
Revenus sur prêt & investissement	
Revenus d'honoraires & d'intérêt sur prêt	335 000\$
Moins: Provision pour perte éventuelle	0\$
	335 000\$
Autres	325 000\$
	<u>3 260 000\$</u>

DÉPENSES

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

TRAITEMENTS ET AVANTAGES SOCIAUX	1 988 000
ADMINISTRATION	851 000\$
COMMUNICATIONS & MARKETING	255 000\$
	<u>3 094 000\$</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) AVANT COUT DES PROGRAMMES	<u>166 000</u>

COUT DES PROGRAMMES

. Consignes sur les C.R.U.: taux de récupération	73,7%
Remboursement de consignes (0.05\$)	38 508 000\$
Primes d'encouragement à la récupération (0.02\$)	<u>13 863 000\$</u>
Sous-total	52 371 000\$
Moins: Consignes perçues	<u>52 190 000\$</u>
Déficit net sur consignes	181 000\$
. Pneus hors d'usage	
Recyclage	1 150 000\$
Valorisation	525 000\$
Rechapage	75 000\$
Développement technologique	<u>150 000\$</u>
	1 900 000\$
. Bourse Québécoise de matières secondaire	140 000\$
. Projets éducatifs et de sensibilisation	460 000\$
. Développement et expérimentation	115 000\$
. Participations - Enquête générique	<u>250 000\$</u>
	<u>3 046 000</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) NET	<u>(2 880 000\$)</u>

ANNEXE 2 b,c,d

SOCIETE QUEBECOISE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE

b) Ventilation des effectifs totaux par localisation au 31 mars 1996.

	Montréal	Québec	TOTAL
Employés	32	6	38

c) Ventilation du nombre d'inspecteurs

	Montréal	Québec	Total
Employés	5	0	5

d) Aucun

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.3

NOMBRE D'ENTREPRISES POURSUIVIES AU PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT

INDUSTRIEL ET NOMBRE D'ENTENTES D'ASSAINISSEMENT SIGNÉES

EN 1995-1996

Question 3

En réponse à la question 3 du document « Étude des crédits 1996-1997 » concernant les entreprises du PRRI visées par le Règlement sur les attestations d'assainissement en milieu industriel, quatre fabriques de pâtes et papiers ont été poursuivies en 1995-1996 et encore aucune attestation d'assainissement n'a été délivrée. La délivrance des premières attestations est prévue pour le printemps 1997.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.4

**COPIE DES RAPPORTS DES BASSINS DES RIVIÈRES BÉCANCOUR, CHAUDIÈRE
DU NORD, L'ASSOMPTION, MATAPÉDIA, NICOLET, RICHELIEU, SAGUENAY,
ST-FRANÇOIS, ST-MAURICE, YAMASKA ET DU FLEUVE ST-LAURENT**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 1996-1997
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Question 4 :

Copie des rapports des bassins des rivières Bécancour, Chaudière, du Nord, l'Assomption, Matapédia, Nicolet, Richelieu, Saguenay, Saint-François, Saint-Maurice, Yamaska et du fleuve Saint-Laurent.

Réponse :

Certains des rapports demandés sont très volumineux (jusqu'à 200 pages recto-verso) et comportent généralement des cartes qui ne peuvent être fournies par une simple opération de reprographie. C'est pourquoi les rapports sont fournis en 3 copies seulement, à l'exception des rapports sur les rivières l'Assomption et Yamaska qui sont épuisés.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.5

Liste des organismes subventionnés par le Ministère

en 1994-1995 et 1995-1996

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS PAR LE MINISTÈRE
EN 1994-1995 ET EN 1995-1996

Programme Élément	Programme	Bénéficiaire	Montant Versé 1994-1995	Montant Versé ⁽¹⁾ 1995-1996
01-01	Projets à caractère faunique et autres projets liés à la faune	Liste I annexée	838 538,00 \$	820 129,00 \$
	Protection des Zecs saumon	Liste II annexée	250 000,00 \$	0,00 \$
	Développement économique du saumon	Liste III annexée	1 433 371,00 \$	180 000,00 \$
	Aide aux autochtones et Inuit	Liste IV annexée	3 933 261,00 \$	4 041 613,00 \$
01-02	Programme d'aide à la recherche et au développement en environnement (PARDE)	Pour 1994-1995: Liste V annexée Pour 1995-1996: voir question 6	275 006,00 \$	116 564,33 \$
	Programme de recherche exploratoire en environnement (PREE)	Pour 1994-1995: Liste VI annexée Pour 1995-1996: voir question 6	7 605 460,00 \$	4 110 109,00 \$
	Programme d'innovation technologique en environnement (PITE)	SKW Canada inc.	74 668,00 \$	0,00 \$
		Gegeo Technologies inc.	144 948,42 \$	185 132,00 \$
01-03	Assainissement de l'air	Communauté urbaine de Montréal	2 789 500,00 \$	2 385 000,00 \$
	Formation des inspecteurs municipaux	Association des inspecteurs municipaux en environnement (AIMEQ)	40 000,00 \$	40 000,00 \$
	Soutien aux comités de vigilance - Élimination des BPC	M.R.C. du Centre de la Mauricie	35 000,00 \$	0,00 \$
		M.R.C. de Manicouagan	35 000,00 \$	50 000,00 \$
		Ville de Saint-Basile-le-Grand	35 000,00 \$	0,00 \$
	Soutien au Comité de bassin de la rivière Chaudière	Comité de bassin de la rivière Chaudière (COBARIC)	60 000,00 \$	40 000,00 \$
01-04	Études environnementales en milieu Inuit	Administration régionale Kativik	66 700,00 \$	
		Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK)	0,00 \$	16 000,00 \$
		Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK)	0,00 \$	50 000,00 \$
	Secrétariat de la CCEK et du CQEK	Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK)	7 000,00 \$	45 000,00 \$
		Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK)	7 000,00 \$	52 800,00 \$
	Action-Environnement et mois de l'environnement	Pour 1994-95 : Liste VII annexée Pour 1995-96 : Voir question 6	995 625,00 \$	718 897,00 \$
	Soutien aux Conseils régionaux en environnement	Détails fournis question 7	0,00 \$	631 231,00 \$
02-01	Conseil de bande Restigouche	Listuguj Mi'gmaq First Nation	55 950,00 \$	0,00 \$
	Autre subvention	Université du Québec à Rimouski	500,00 \$	0,00 \$
	Bande des Micmacs Gespapegiag	Bande des Micmacs Gespapegiag	155 000,00 \$	155 000,00 \$
02-02	Aménagement rivières des Bois-Francis	Corporation de gestion des rivières des Bois-Francis	49 815,00 \$	37 108,00 \$
	Soutien à la délégation des parcs, réserves et autres équipements récréo-touristiques.	Liste IX annexée	0,00 \$	1 770 668,00 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
LISTE DES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS PAR LE MINISTÈRE
EN 1994-1995 ET EN 1995-1996

Programme Élément	Programme	Bénéficiaire	Montant Versé 1994-1995	Montant Versé ⁽¹⁾ 1995-1996
02-04	Hygiène du milieu en territoire nordique	Liste X annexée	301 600,00 \$	301 600,00 \$
	Régularisation du bassin de la rivière des Outaouais	Receveur général du Canada	11 527,77 \$	4 031,73 \$
	Fonds d'interventions préventives et urgentes	Liste XI annexée	55 612,58 \$	0,00 \$
	Programme Expérience de travail	Liste XII annexée	513 599,96 \$	459 095,18 \$
03-01	Organismes sans but lucratif - hors normes	Pour 1994-1995 : liste XIII annexée Pour 1995-1996 : Voir question 21 des renseignements généraux	374 500,00 \$	254 430,00 \$
	Instances intergouvernementales	Conseil de la recherche forestière	21 750,00 \$	23 000,00 \$
	Instances intergouvernementales	Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	422 034,00 \$	379 831,00 \$
	Instances intergouvernementales	Conseil fédéral-provincial des parcs	12 000,00 \$	12 000,00 \$
03-03	Traitement des eaux usées au Parc de récréation d'Oka	Municipalité d'Oka	81 608,88 \$	157 278,59 \$
	Parc de conservation du Mont-Mégantic	Société de développement du Mont-Mégantic	100 000,00 \$	0,00 \$
	Développement économique du saumon	Liste III annexée	655 000,00 \$	550 000,00 \$
GRAND TOTAL :			21 641 011,27 \$	17 586 517,83 \$

ANNEXES - SUBVENTIONS VERSÉES EN 1994-1995

LISTE I

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTES DES SUBVENTIONS VERSÉES EN 1994-1995

PROJETS À CARACTÈRE FAUNIQUE ET AUTRES PROJETS

LIÉS À LA FAUNE

Numéro	Organisme	Projet	Montant
94-01-004-05	Association des chasseurs et pêcheurs sportifs des Iles	Restauration du lièvre d'Amérique aux Iles de la Madeleine	5 000 \$
94-01-011-01	Société d'écologie de la batture du Kamouraska (SEBKA)	Finalisation et édition du guide d'exploration de la halte écologique des battures	4 000 \$
94-01-012-05	Société de conservation de la baie de l'Isle-Verte inc.	Réintroduction de la gélinotte huppée sur l'île Verte (Phase II)	9 450 \$
94-01-015-02	Club des ornithologues de la Gaspésie inc.	Plan de protection et de mise en valeur du barachois de la rivière Malbaie	10 000 \$
94-02-001-03	Association de chasse et pêche du Lac Brébeuf inc.	Inventaire biophysique en vue d'aménagement futur	9 713 \$
94-02-002-03	Association sportive Onatchiway Est inc.	Étude physico-chimique et du potentiel de fraye de plans d'eau	5 000 \$
94-02-005-01	Regroupement régionale des gestionnaires de zecs	Où et combien? Ça compte en bout de ligne!	3 500 \$
94-02-006-02	Corporation municipale de Saint-Méthode	Mise en valeur des milieux fauniques Tikouamis (Plan de protection et d'aménagement)	5 000 \$
94-03-001-01	Association des sauvagins de la grande région de Québec	Production d'un dépliant sur les problèmes reliés à l'alimentation de la sauvagine	2 500 \$
94-03-002-06	Groupe faunique du Triangle de Bellechasse	Forêt privée pour la faune	6 000 \$
94-03-003-01	Syndicat des producteurs de bois de la Beauce	Promotion de la faune	8 000 \$
94-03-004-02	Conservation faune aquatique Québec inc.	Étude préliminaire à la mise en valeur de potentiel faunique et récréatif de l'étang de la vallée Autrichienne, municipalité de Lac-Beauport	2 000 \$
94-03-008-02	Conseil de la Nation huronne-wendat	Plan de développement et de mise en valeur Secteur Tourilli	7 500 \$
94-03-009-01	Centre de plein air éducatif 4 Saisons	À la recherche du lac perdu (faune aquatique)	5 000 \$
94-03-011-05	Association chasse et pêche de l'Isle-aux-Coudres	Introduction du cerf à l'Isle-aux-Coudres	6 000 \$
94-03-015-03	Centre écologique du Lac St-Jean inc.	Incubation d'oeufs d'éperlan arc-en-ciel en chenaux de fraie et en jarres	10 000 \$
94-04-002-02	Association du développement écologique du Lac Édouard inc. (A.D.E.L.E.)	Plan de mise en valeur du Lac Édouard et des lacs environnants	10 000 \$
94-04-003-02	Association chasse et pêche Fléchée inc. (Zec Wessonneau)	Études préliminaires de dix plans d'eau, Zec Wessonneau 1994	5 646 \$

LISTE I

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTES DES SUBVENTIONS VERSÉES EN 1994-1995

PROJETS À CARACTÈRE FAUNIQUE ET AUTRES PROJETS

LIÉS À LA FAUNE

Numéro	Organisme	Projet	Montant
94-04-004-02	Association épervier de La Tuque inc. (Zec Bessonne)	Étude de faisabilité sur la restauration d'une chaîne de lacs: Jambon et autres	7 500 \$
94-04-005-02	Association Nature inc.	Diagnose écologique des 13 Plans d'eau, Zec Chapeau de Paille	8 127 \$
94-04-006-01	S.A.R.C.E.L. inc.	Programme éducatif sur la plaine d'inondation du Lac St-Pierre	15 000 \$
94-04-007-03	Corporation de gestion des rivières des Bois-Francis	Suivi de populations de truites brunes et d'ombles de fontaine en rivières	15 000 \$
94-05-001-02	Association pour la protection du Lac Brompton inc.	Étude d'avant-projet pour la restauration d'habitats naturels pour la faune	12 000 \$
94-05-002-02	Association Louise Gosford inc.	Étude préliminaire à la réalisation d'un projet de restauration et d'aménagement des habitats de l'Omble de fontaine du ruisseau à l'eau Claire, Zec Louise-Gosford	2 000 \$
94-05-004-03	Club de conservation chasse et pêche du Lac Memphrémagog inc.	Profil faunique du Lac Memphrémagog	6 000 \$
94-06-001-03	Nature-Action	Création d'une zone de développement durable sur le mont Yamaska	16 500 \$
94-06-002-03	Club sportif Les Arêtes inc. (Zec Boullé)	Conservation et mise en valeur du secteur du lac Collinée et de son sous-bassin hydrographique	1 635 \$
94-06-003-01	Union québécoise de réhabilitation des oiseaux de proie (UQROP)	Planification et interprétation de sentiers	10 000 \$
94-06-004-06	Centre québécois du droit de l'Environnement	Réforme du droit des servitudes de conservation	15 000 \$
94-06-005-02	Société d'observation de la faune ailée du Sud-Ouest (SOFASO)	Centre faunique du Suroît: Étude de faisabilité	7 000 \$
94-06-007-01	Centre de la Montagne inc.	Les visiteurs et la faune du parc	5 000 \$
94-06-008-02	Association de conservation du Lac-des-Écorces (ACLE)	Étude de faisabilité de l'écomusée des Hautes-Rivières	10 000 \$
94-06-010-01	Association des scouts du Canada	Campagne «Sauvons une espèce en danger!» - Phases 3, 4 et 5	9 980 \$
94-06-011-03	Société d'histoire naturelle de la Vallée du St-Laurent	Conservation de la tortue des bois	8 000 \$
94-06-013-01	Société d'entomologie du Québec	Réalisation et promotion d'un dépliant décrivant la situation précaire d'insectes en voie de disparition au Québec	3 775 \$
94-06-014-01	Comité des citoyens de Pointe-Fortune inc.	Développement de matériel éducatif (dépliant) relié à la faune et à ses habitats et d'un plan de mise en valeur à des fins d'interprétation	8 000 \$

LISTE I

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTES DES SUBVENTIONS VERSÉES EN 1994-1995

PROJETS À CARACTÈRE FAUNIQUE ET AUTRES PROJETS

LIÉS À LA FAUNE

Numéro	Organisme	Projet	Montant
94-07-001-06	Service Animation Jeunesse de l'Outaouais	Programme de soutien financier aux projets à caractère faunique S.A.J.O.-Richelieu	10 000 \$
94-07-003-01	Société d'écologie de Papineau	Éducation à la faune et à son environnement (Volet public-Festival des Outardes)	8 000 \$
94-08-002-02	Le Regroupement écologiste Val d'Or et Environs (Le REVE)	Proposition de zonage polyvalent de la Rivière Piché	5 000 \$
94-08-003-01	Le Regroupement écologiste Val d'Or et Environs (Le REVE)	État de la faune menacée en Abitibi-Témiscamingue	12 000 \$
94-08-004-02	Association de chasseurs et de pêcheurs de la rivière Dumoine	Étude de faisabilité et du potentiel halieutique d'un secteur	7 000 \$
94-09-004-06	Association des trappeurs Côte-Nord	Maquette de déprédation du castor	1 215 \$
94-09-011-03	Centre d'interprétation des battures et de réhabilitation des oiseaux de St-Fulgence	Suivi quotidien de la migration des oiseaux de proie à Tadoussac, Automne 1994	10 000 \$
94-09-012-01	La Corporation du Parc régional de Pointe-aux-Outardes	Mieux comprendre pour mieux protéger	12 000 \$
94-09-013-03	Société d'aménagement et d'exploitation des parcs de Baie-Comeau	Caractérisation des habitats fauniques de l'estuaire de la rivière Manicouagan	15 000 \$
94-09-015-01	Association de chasse et pêche de Forestville inc.	Sensibiliser la population, à la nécessité de préserver la ressource faunique	4 000 \$
94-11-002-01	Société des musées de sciences naturelles de Montréal	Exposition itinérante Homo naturalis	10 000 \$
94-11-003-01	Association des camps du Québec inc.	Guide d'activités en Sciences naturelles en camps de vacances	15 000 \$
94-11-004-01	Société linnéenne du Québec	Guide pédagogique en ERE pour le 1er cycle du primaire et le préscolaire	16 000 \$
94-11-005-01	Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN)	Créer des habitats tout en dépolluant - Promotion des étangs de stabilisation non aérés comme habitats fauniques, récréatifs et dépolluants	15 000 \$
94-11-006-01	Fédération québécoise des gestionnaires de zecs	Refonte du programme «Forma-Faune»	20 000 \$
94-11-007-02	Canards Illimités Canada	Plan d'aménagement agrico-faunique des principales îles des archipels de Verchères, Contrecoeur et Sorel	15 000 \$
94-11-008-01	Union québécoise de réhabilitation des oiseaux de proie (UQROP)	Exposition itinérante sur les oiseaux de proie	15 000 \$
94-11-009-01	Fédération des pourvoyeurs en chasse et pêche du Québec inc.	Programme de soutien et de formation en vue du développement d'activités de découverte de la faune et des habitats dans les pourvoiries	10 000 \$

LISTE I

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
LISTES DES SUBVENTIONS VERSÉES EN 1994-1995
PROJETS À CARACTÈRE FAUNIQUE ET AUTRES PROJETS
LIÉS À LA FAUNE

Numéro	Organisme	Projet	Montant
94-11-010-01	Fédération des trappeurs gestionnaires du Québec	Gestion et exploitation des territoires de piégeage	10 000 \$
94-11-011-03	Société Duvetnor Ltée	Les îles du Bas-Saint-Laurent: thématiques et mise en valeur	10 000 \$
94-11-012-04	Fédération québécoise pour le saumon atlantique	Élaboration et implantation de contrats de rivière auprès des utilisateurs des bassins hydrographiques de rivières à saumon	10 000 \$
94-11-015-01	Conseil régional de la faune Abitibi-Témiscamingue	Programme d'éducation à l'intention des chasseurs à l'original	10 000 \$
94-11-016-01	Conseil régional de la faune Montréal-Montérégie Conseil régional de la faune Montréal-Laurentides-Lanaudière	Guide d'initiation des jeunes à la pêche sportive	10 000 \$
94-11-017-01	Fédération québécoise de la faune	Brochure d'information sur les plans d'aménagement forestier	15 500 \$
94-01-103-01	Centre nautique de l'Istorlet	Découvrons nos oiseaux	6 037 \$
94-01-106-03	Société Duvetnor Ltée	Les îles du Bas-Saint-Laurent: thématique et mise en valeur (phase 2)	5 000 \$
94-01-108-02	Association Chasse et Pêche du Témiscouata inc.	Étude de faisabilité financière et technique, Témiscouarium ou Centre d'interprétation du Lac Témiscouata	5 000 \$
94-01-109-01	Association des pêcheurs sportifs des rivières Cascapédia inc.	La graciation, un type de gestion	4 000 \$
94-01-110-03	La forêt modèle du Bas-Saint-Laurent inc	Gestion faunique : Identification des sites potentiels à gélinotte huppée sur le territoire de l'Est-du-Lac Témiscouata	5 500 \$
94-02-101-03	Association de pêche blanche de l'Anse aux foins Saint-Fulgence	Localisation, description et protection des frayères à éperlans du fjord du Saguenay	8 000 \$
94-02-102-03	Association de la Carpe inc.	Plan de mise en valeur du Lac à la Carpe	7 500 \$
94-02-103-01	Conseil du loisir scientifique du Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le lac Saint-Jean, un habitat faunique fragile	2 500 \$
94-02-104-01	Association chasse et pêche de Chicoutimi	Les partenaires de la faune	2 500 \$
94-03-104-01	Association pour la protection de l'environnement du lac Saint-Charles	Panneaux thématiques d'interprétation des Marais du Nord	3 000 \$
94-03-105-02	Corporation d'aménagement et de protection de la Sainte-Anne (CAPSA)	Opération solidarité agriculture - faune	5 500 \$
94-04-101-02	Association de chasse et pêche de Plessisville inc.	Aménagement des habitats de la rivière Bourbon	5 000 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
LISTES DES SUBVENTIONS VERSÉES EN 1994-1995
PROJETS À CARACTÈRE FAUNIQUE ET AUTRES PROJETS
LIÉS À LA FAUNE

Numéro	Organisme	Projet	Montant
94-04-102-03	Corporation de gestion des rivières des Bois-Francis (CGRBF)	Soutien à la mise en valeur de la rivière	5 000 \$
94-04-103-02	Association Nature inc.	Réalisation des plans et devis pour la reconstruction du barrage désuet à l'émissaire du lac à la Chienne	2 060 \$
94-05-101-01	Conseil du loisir scientifique de l'Estrie	Touchatout	2 500 \$
94-05-102-03	Club de conservation chasse et pêche du lac Memphrémagog inc.	Profil faunique du lac Memphrémagog (volet II)	2 500 \$
94-05-103-01	Musée du Séminaire de Sherbrooke inc.	Micro-Zoo	5 000 \$
94-05-105-02	Comité d'hygiène et d'aménagement des rivières Magog et Saint-François	Avant-projet d'aménagement des ruisseaux Paré et Lyon	2 500 \$
94-06-102-02	Ville de LaSalle	Parc des Rapides / restauration et mise en valeur d'habitats fauniques - volet: étude de faisabilité	5 000 \$
94-06-104-03	Club sportif les Arêtes inc.	Conservation et mise en valeur du secteur du lac Collinée et de son sous-bassin hydrographique (phase 2)	900 \$
94-06-106-06	Action pour les animaux urbains	La gestion douce de la faune urbaine	2 500 \$
94-06-112-06	Centre québécois du droit de l'environnement (C.Q.D.E.)	Réforme législative - Problématique des intrus	7 500 \$
94-06-113-04	Conservation Baie Missisquoi	Protection et aménagement par intendance : sous-bassin de la rivière aux Brochets et Tourbière de Venise-Est	8 000 \$
94-06-114-03	Association Chasse et Pêche des Nymphes inc.	Projet d'acquisition de connaissances sur le lac des Îles et ses lacs tributaires	2 500 \$
94-06-115-03	Nature-Action	Création d'une zone de développement durable sur le mont Yamaska	6 000 \$
94-06-117-01	Centre de la Montagne inc.	Rallye - Découverte de la faune et des habitats	2 500 \$
94-06-118-02	Union québécoise de réhabilitation des oiseaux de proie	Développement de démonstration éducative de vol d'oiseaux de proie	5 000 \$
94-10-101-06	Municipalité de la Baie James	Aménagement de la halte du lac Yasinski (frayère à doré)	2 500 \$
94-11-101-01	Fédération québécoise de la Faune	Sessions de formation sur la grenaille non-toxique	7 500 \$
94-11-102-06	Fédération des trappeurs gestionnaires du Québec	Traduction de littérature faunique pour fins de publication	5 000 \$
94-11-103-06	Association pour la promotion de l'art animalier Bios	L'Art et la nature	5 500 \$

LISTE I

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTES DES SUBVENTIONS VERSÉES EN 1994-1995

PROJETS À CARACTÈRE FAUNIQUE ET AUTRES PROJETS

LIÉS À LA FAUNE

Numéro	Organisme	Projet	Montant
94-11-104-06	Fédération des pourvoyeurs en chasse et pêche du Québec inc.	Réalisation du document d'information et de support technique à l'aménagement des habitats	5 000 \$
94-11-106-01	Fédération des trappeurs gestionnaires du Québec	Gestion phase II et promotion	5 000 \$
94-11-109-01	Société Linnéenne du Québec	Guide pédagogique en ERE pour le 1 ^{er} cycle du primaire et le préscolaire	8 000 \$
94-11-110-01	Union québécoise de réhabilitation des oiseaux de proie	Vidéo sur les oiseaux de proie du Québec	5 000 \$
94-11-113-01	Musée du Séminaire de Sherbrooke	Au-delà de la Toile : Une exposition sur le monde insolite des araignées	5 000 \$
	Sous-total Projets à caractère faunique		708 038 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTES DES SUBVENTIONS VERSÉES EN 1994-1995

PROJETS À CARACTÈRE FAUNIQUE ET AUTRES PROJETS LIÉS À LA FAUNE

1994-1995

<u>SOUS-TOTAL - PROJETS À CARACTÈRE FAUNIQUE</u>	708 038,00 \$
<u>AUTRES PROJETS LIÉS À LA FAUNE</u>	
Centre éco-nature inc. de Laval	5 500,00 \$
Centre de formation professionnelle Mont Laurier	1 000,00 \$
Université de Montréal	25 000,00 \$
Fédération des pourvoyeurs en chasse et pêche du Québec Inc.	20 000,00 \$
Institut de fourrure du Canada	10 000,00 \$
MRC de la Matapédia	10 000,00 \$
Association Chasse et pêche de Chicoutimi	3 000,00 \$
Association Sportive Batiscan-Neilson Inc.	6 000,00 \$
Fédération québécoise pour le saumon atlantique	50 000,00 \$
- Sous-total autres projets liés à la faune	130 500,00 \$
Grand total	838 538,00 \$
	=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE « PROTECTION DES ZECS SAUMON »
1994-1995

	<u>1994-1995</u>
Association Les Castillons	17 385,00 \$
Association Chasse et Pêche Forestville inc.	10 680,00 \$
Association Chasse et Pêche du Rocher inc.	10 935,00 \$
Association. des pêcheurs sportifs de saumon de la rivière Rimouski inc.	8 375,00 \$
Association des pêcheurs sportifs des rivières Cascapédia inc.	13 060,00 \$
Association des pêcheurs sportifs de la Bonaventure inc.	18 480,00 \$
Association de protection de la rivière Moisie inc.	9 975,00 \$
Association de la rivière Ste-Marguerite	24 390,00 \$
Corporation restauration de la Jacques-Cartier inc.	6 200,00 \$
Corporation de développement de la rivière Madeleine inc.	15 865,00 \$
Corporation de gestion de la rivière à saumon des Escoumins	11 560,00 \$
Corporation de gestion de la pêche sportive de la rivière Métis inc.	11 690,00 \$
Corporation de gestion de la rivière St-Jean-du-Saguenay	5 745,00 \$
Société d'aménagement d'exploitation ressources récréatives et touristiques de Baie Trinité inc.	17 350,00 \$
Société de gestion de la rivière Matane inc.	18 870,00 \$
Société de gestion des rivières York et Dartmouth inc.	<div> <div>York</div> <div>Dartmouth</div> </div> 16 820,00 \$ 20 930,00 \$
Société de gestion de la rivière Cap-Chat inc.	<u>11 690,00 \$</u>
	<u>250 000,00 \$</u>

DÉBOURSÉS 1994 - 1995

Liste III

P. D. E. S. 1994	
RIVIÈRE	Total
Société d'aménagement et de développement de la Rivière Ouelle Inc.	15 802
Association des pêcheurs sportifs de saumons de la Rivière Rimouski Inc.	77 816
Corporation de gestion de la pêche sportive de la Rivière Mitis Inc.	59 494
Société de gestion de la Rivière Matane Inc.	29 573
Corporation de gestion des Rivières Matapédia et Patapédia	105 637
Société de gestion de la Rivière Cap-Chat Inc.	23 510
Association Chasse et Pêche Gaspésienne Inc.	50 854
Corporation de développement de la Rivière Madeleine Inc.	19 620
Société de gestion des Rivières York et Dartmouth Inc.	20 779
Société de gestion des Rivières York et Dartmouth Inc.	34 361
Société de gestion des Rivières York et Dartmouth Inc.	18 602
Association de Chasse et Pêche du Rocher Inc.	03 976
Regroupement pour la restauration de la Rivière Petit Pabos Inc.	302 291
Association des pêcheurs sportifs de la Bonaventure Inc.	102 971
Association des pêcheurs sportifs des Rivières Cascapédia Inc.	118 812
Société de gestion de la Rivière Cascapédia Inc.	142 710
Société de restauration et de gestion de la Nouvelle Inc.	251 692
RIVIÈRES EST	1 378 500
Association de conservation de la Vallée du Gouffre Inc	42 809
Association Loisirs et Plein-Air des Marais Inc.	32 681
Association Chasse et Pêche du Bas	47 774
La Société de développement de L'Anse St-Jean Inc.	43 713
Association des Pêcheurs Sportifs de la Rivière à Mars Inc.	83 470
Association de la Rivière Sainte-Marguerite	18 273
RIVIÈRES CENTRE	268 720
Comité bipartisme de développement de la rivière des Escourmins	45 226
Association Chasse et Pêche Forestville Inc.	15 720
Association Les Castillons	10 753
Association Les Castillons	22 305
Société d'aménagement et d'exploitation des ress. réc. et tour. de Baie-Trinité Inc.	00
Association de protection de la Rivière Aux Rochers Inc.	19 641
Association de protection de la Rivière Moisie Inc.	23 910
Association de protection de la rivière Saint-Jean Inc.	52 285
Société de gestion des Rivières Manitou et Mingan Inc	32 624
Société d'exploitation de la Rivière Natashquan Inc.	25 946
Société de restauration de la Rivière Olomane Inc.	00
RIVIÈRES NORD	248 410
RIVIÈRES TOTAL	1 895 630
Fédération québécoise pour le saumon Atlantique	192 741
GRAND TOTAL	2 088 371

PROGRAMME 01 ELEMENT 01

1 433 371,00 \$

PROGRAMME 03 ELEMENT 03

655 000,00 \$

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1994/1995

ACTIVITE AIDE AUTOCHTONES ET INUITS

NOM DU BENEFICIAIRE	DEPENSE AU 1995-04-04
ADMINISTRATION REGIONALE KATIVIK	\$3 567 221,00
ASSOCIATION DES TRAPPEURS CRIS	\$138 000,00
COMITE CONJOINT DE CHASSE, ET PECHE ET DE PIEGEAGE	\$80 000,00
CONSEIL DE BANDE DES MASKAPIS DU QUEBEC	\$148 040,00
TOTAL A L'ACTIVITE	\$3 933 261,00

LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES
PROGRAMME: PARDE - GÉNÉRAL
ANNÉE FINANCIÈRE 1994-1995

BÉNÉFICIAIRE	TITRE DU PROJET	MONTANT
Tourbières Premier inc.	Biofiltration résidences isolées	5 000
IRBV	Biosphère - épuration voie extensive	10 000
C.D.T. de la Polytechnique	Instal. septiques / géosynthétiques	15 000
Groupe Dryade Ltée	Modes gestion espèces menacées	30 954
Université de Montréal	Modélisation manganèse	10 000
Université du Québec à Trois-Rivières	Biocapteur de phytotoxicité aquatique	16 000
Biorex inc.	Moules zébrées et quagga	33 052
UQAM/Sorel-Tracy	Sous-produits de calamine	10 000
Université du Québec à Montréal	Ozone troposphérique	40 000
Centre de rech. en env. UQAM/Sorel-Tracy	Poussières d'aciérage, Phase II	15 000
INRS-Eau	Outil d'évaluation / pertes pesticides (Pestiflux)	40 000
Université Laval	Production naturelle saumoneaux	50 000
TOTAL		275 006

LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES

PROGRAMME: FRDTE - VOLET PREE

ANNÉE FINANCIÈRE 1994-95

BÉNÉFICIAIRE	TITRE DU PROJET	MONTANT
Société d'exp.-cons. Pellemon inc.	Traitement eau potable	66 000
École Polytechnique Mtl	Recroissance microbienne	235 000
Centre de recherche Premier	Biofiltration eaux usées / résidences isolées	38 000
EAT Environnement inc.	Filtre intermittent à recirculation	37 000
Camping Québec	Camping / ouvrages assainissement	70 000
John Meunier inc.	Procédés de remplacement	140 000
Consultants RSA	Déphosphatation marais artificiels	55 000
Groupe Steica inc.	Déphosphatation plantes aquatiques	150 000
Solivar inc.	Recirculation boues chimiques	60 000
Societextes inc.	Méga-fosse pour eaux usées	55 000
Dessau inc.	Déphosphatation et optimisation systèmes existants	110 000
Institut National d'Optique	Tri de rebuts plastiques	29 000
Valoraction inc.	Système DAB / déshydratation boues	117 000
Proserco inc.	Déshydratation boues étangs aérés	60 000
Canmec inc.	Camion-usine / déshydratation boues	170 000
INRS-EAU	Valorisation boues vs érablières	104 660
Groupe HBA, exp.-conseils	Boues / équipement d'épandage	111 342
Consortium GL-UDA	Valorisation des boues	75 680
INRS-EAU	Décontamination cendres volantes	45 000
SNC Lavalin inc.	Réacteur à plateau / eaux usées	90 000
École Polytechnique	Élimination des nutriments	55 000
Cascades Lupel inc.	Traitement physico-chimique	19 305
Cascades inc.	Unité de flottation / Phase II	19 825
Cen. des techno. textiles St-Hyacinthe	Filtre réactif adsorbant	43 820
Université de Sherbrooke	Biofiltration: BIOSOV	230 000
Cascades inc.	Boues usine de désencrage	10 000
Envirotem Inc.	Traitement effluents pâte blanchie	30 000
Cascades Inc.	Blanchiment à l'ozone pâte désencrée	20 000
Cascades Multi-Pro inc.	Paillis de fibres cellulose	70 005
Bitumar inc.	Bitume-poudrette de caoutchouc	30 000
Produits Shell Canada Limitée	Biodégradation sablière Thouin	160 000
Consortium Serrener/Varisco	Traitement in-situ sols contaminés	149 000
Biogénie inc.	Biofiltration hydrocarbures volatils	60 000
Décontam inc.	Technologie AOSTRA-Taciuk	1 734 375
Université McGill	Remplis contaminés Ville de Montréal	60 000
Sanexen Serv. Environn. Inc.	Procédés de Biolyse ^{MC} / dragage	9 000
Lupien, Rosenberg et Associés inc.	Traitement électrocinétique sols	135 000
Université Laval-GREGI	Sols contaminés	280 000
Aluminerie Lavalco inc.	Système de contrôle du bruit	40 000
SNC-Lavalin	Détection fuites systèmes d'entreposage	68 276

BÉNÉFICIAIRE	TITRE DU PROJET	MONTANT
INRS-EAU	Pratiques culturelles pertes maïs	90 000
Laval (CRH)	Rampes thermiques au propane	140 000
BPR	Géogestion: système d'information	75 000
McGill	Lutte intégrée herbicides maïs	138 370
F.R.D.F. inc.	Phytocides espèces compétitrices	12 433
GREF. UQAM	Plantes menacées	105 033
Université du Québec à Montréal	Morcellement des forêts	30 000
Urgel Delisle et Ass.	Communautés végétatives pipelines	33 850
Université Laval	Aménagement St-André-Avellin	12 000
Université Laval	Restauration des tourbières	90 000
Univ. de Montréal, Fac. méd. vét.	Indicateurs méthylmercure piscivores	90 600
INRS-EAU	Métaux traces organismes benthiques	70 000
CEN. Université Laval	Répartition d'espèces arborescentes	28 000
CQVB	Consortium compostage	100 000
Construction Soter	Sols contaminés / bitume moussé	65 000
Université du Québec à Montréal	Gestion des gaz à effet de serre	10 000
Soc. des musées de sc. natur. de Mtl	Ail des bois et ginsens	72 000
Groupe Steica inc.	Évaluation boues fosses septiques	69 886
Entraco inc.	Résidus miniers / boues pâtes et papiers	50 000
S.T.A.S.	Aérateur vs effluents pâtes et papiers	10 000
Université du Québec à Trois-Rivières	Mousses aquatiques	25 000
Consortium GL-UDA	Valorisation boues / impacts sur faune	30 000
IRBV	Reboisement sites dégradés	25 000
Université du Québec à Montréal	Évaluation milieux forestiers	25 000
CookshireTex	Traitement des eaux de textile	56 000
Société d'expertise Envirotest Ltée	Sols / réservoirs produits pétroliers	115 000
Centre québécois du droit de l'environ.	Réforme droit servitudes / conservation	55 000
Agéos	Gestion intégrée / eau souterraine	60 000
Université Laval/Dép. biologie	Puceron / sapin de Noël	35 000
SNC-Lavalin Environnement inc.	Recirculation eaux lixiviation / enfouissement	40 000
Pétrolière Impériale	Évaluation écotoxicologique de sols contaminés	100 000
Roche, R & D	Système de détection de polluants	100 000
Biothermica international inc.	Dépoussiéreur / Phase II	90 000
Combustion Énergie Ainsley inc.	Émissions des chaudières / Bunker C	100 000
INRS-Eau	Projet Métrique	200 000
U. Laval/Centre d'études nordiques	Espèce menacée: Floerkea	20 000
U. Laval/dép. de microbiologie	Essais cinétiques	50 000
Alcan International Limitée	Soltec / sols contaminés diesel	50 000
Biogénie inc.	Sols contaminés / champignons	30 000
Services Environnementaux AES inc.	Concept rejet zéro / sols contaminés	45 000
Produits Shell Canada Limitée	Trait. sols / boues biol. de raffinerie	20 000
TOTAL		7 605 460

Programme Action-Environnement - 1994-1995

16-avr-96

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
Action RE-buts	7000
Association de L'INITIATIVE: Illustrations du développement	7000
Association des Ami(e)s du REMED Québec	5500
Association écologique des Etchemins	9000
Association pour la préservation du lac Magog Inc.	2500
Association pour la Protection du lac Massawippi Inc.	4500
Association pour la Protection de l'Environnement de Rigaud (APER inc.)	5000
Association Québécoise de lutte contre la Pollution Atmosphé. Mauricie-Bois-Francs	5000
Association Québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA-Beauce)	5000
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts	3500
Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement	8000
Association Touristique de Chute-Saint-Philippe (1962) inc.	2500
ATTENTION FRAGILES (Mouvement pour le patrimoine naturel des Iles	11000
Base de Plein Air Jean-Jeune	5000
Centre de développement d'agrobiologie	4000
Centre de Formation en Entreprise et Récupération de l'Outaouais CFER	10000
Centre de la montagne	9000
Centre de récupération et recyclage de linge du Grand Montréal	8000
Centre local d'écologie des Basses-Laurentides	8500
Centre local d'écologie des Basses-Laurentides	5000

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
Centre québécois du droit de l'environnement	5000
CERCLE	8500
CIRADEM - QUEBEC	3500
Club Nautique Témis de Notre-Dame-du-Nord	5000
Club optimiste Chambly (Québec) Inc.	4500
Comité d'action des citoyens de Verdun	9000
Comité d'action post Rio (CAPRIO)	5000
Comité d'Environnement de la Côte-de-Beaupré (CECB)	4000
Comité d'environnement du TNM du Lac aux Castors	2500
Comité de Restauration de la Rivière Etchemin (CRRE)	3500
Comité des citoyens du lac Mandeville	3500
Conseil des médias communautaires de Laval Inc.	8000
Conseil du loisir scientifique de l'Estrie	10000
Conseil régional de l'Environnement de l'Estrie	9000
Conseil régional de l'Environnement de l'Estrie	9500
Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches	8000
Conseil régional de l'environnement de la Côte-Nord	5000
Conseil régional de l'environnement de la Montérégie	7000
Conseil régional de l'environnement de la Montérégie	11000
Conseil régional de l'environnement de la région de Québec	10000
Conseil régional de l'environnement de la région de Québec	9500

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
Conseil régional de l'environnement de Lanaudière	7000
Conseil régional de l'environnement du Saguenay Lac-Saint-Jean	8000
Conseil régional de l'environnement du Saguenay Lac-Saint-Jean	10000
Conseil régional de l'Environnement du Saguenay-Lac-Saint-Jean	8000
Conseil régional de l'environnement Lanaudière	8000
Conservation Baie Missisquoi inc.	9000
Conservation Baie Missisquoi Inc.	5000
Corporation Amory-Gallienne de Matamek	6500
Corporation d'amélioration et de protection de l'environnement de Baie-Comeau (CAPE)	10000
Corporation d'aménagement et de protection de la Sainte-Anne (CAPSA)	8000
Corporation de gestion CHARMES	7000
Corporation de l'Aménagement de la Rivière l'Assomption (C.A.R.A.)	8000
Corporation de protection de l'environnement de Sept-Iles	8000
Corporation pour la mise en valeur du lac Saint-Pierre (COLASP)	12000
Corporation pour la protection de l'environnement à Mirabel (CPEM)	3000
Corporation Saint-Laurent/Grands Lacs	8500
Echange Vision Environnementale (EVE)	5000
Eco-Nature de Laval	10000
Eco-Vertion Inc.	8000
EcoSommet	10000
Environnement Haute-Gatineau	8000

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
Environnement Pro-Vert Enr.	4000
Equilibre, Collège Montmorency	5000
Faunaction enr.	5000
Fédération québécoise de la faune	5500
Fédération québécoise de la faune	6000
Festival de l'Environnement	8500
Fondation Marie-Soleil G. Jonathan inc.	8000
Fondation Paul Gérin-Lajoie	9000
Fondation pour la conservation du Mont Yamaska (FCMY)	9000
Fondation pour la sauvegarde des espèces menacées (FOSEM)	8000
G.A.R.D.E. Inc.	7000
Groupe Actif en Environnement Solution Planétaction	8000
Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME)	7000
Groupe Environnemental UNI - VERT	4000
Groupe Fleurbec	10000
Groupe Uni des Educateurs pour l'Environnement (G.U.E.P.E.)	5000
Héritage Saint-Bernard inc.	5000
L'Apel lac Saint-Charles	6000
L'Association des inspecteurs municipaux de l'environnement du Québec Inc.	10000
La Bande à Bonn'Eau de Lanoraie	9000
La Ligue de Taxi de l'Est de Montréal Inc.	4125

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
La Maison des Jeunes de Saint-Rémi	5000
La Société Zoologique de Québec Inc.	3000
Le Patro de Fort-Coulonge/Mansfield	5000
Le Regroupement Ecologiste Val d'Or et Environs (Le REVE)	6000
Le Salon International de la Jeunesse ABC	7000
Les Amis du Jardin botanique de Montréal	9000
Les Animations Nord-Envert	3000
Les citoyen(ne)s pour des alternatives aux pesticides	6000
Les Ecolos en Herbe	1500
Les Scouts de Shawbridge	4000
Ligue Intermunicipale pour l'environnement et la nature	5500
Maison des jeunes "Le Gros Orteil"	7000
Mater Inc.	8500
Mouvement Ecologique du Haut-Richelieu	5000
Mouvement Vert des Bois-Francs Inc.	5000
Musée du Séminaire de Sherbrooke Inc.	11000
Nature-Action Saint-Bruno Inc.	5000
Nouveaux Jeux et Rituels inc.	11500
Ordre des agronomes du Québec	6000
Parc d'environnement naturel de Sutton Inc.	12000
Parc Marie-Victorin	5000

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
Productions écologiques GINKO	4000
Radio Basse-Ville inc.	7500
Re-sources Deux-Montagnes	7000
Récupération Charlevoix-Montmorency Inc.	5000
Récupération des Basques inc.	3000
Récupération Frontenac Enr. (Les Entreprises Tuméré Inc.)	9000
Regroupement Ecolo-Vallée	2000
Réseau Québécois des Groupes Ecologistes	5000
Réserve de la biosphère Lac Champlain - Massif des monts Sutton	5000
Société d'aménagement et d'exploitation des parcs de Baie-Comeau inc.	5000
Société d'embellissement de Cowansville Inc.	3000
Société d'Horticulture Jean Richard	2000
Société d'Horticulture Jean Richard	1500
Société de gestion environnementale du Saguenay-Lac-St-Jean	8000
Société des Musées de sciences naturelles de Montréal	5000
Société linnéenne du Québec	9000
Société pour la protection de l'environnement du Collège de Rosemont (Sopecor)	5000
Société pour Vaincre la Pollution (SVP)	9000
Société québécoise de spéléologie	7000
Tel-ressources Inc.	9000
Télévision communautaire Le Portage Inc.	8000

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
Télévision communautaire de la région de l'Amiante	8500
TOURNENVERT	2500
TVED-MULTIMÉDIA Environnement-Développement	5000
Union des gradué-e-s inscrit-e-s à Laval inc. (UGIL)	8000
Union pour le développement durable	5000
Union québécoise de réhabilitation des oiseaux de proie	9500
Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN)	12000
Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN)	8000
YMCA de Québec	6000
Zip - La Baie	5000
TOTAL ACCORDÉ :	895625 \$

- 42 -

Mois de l'environnement - 1994-1995

16-avr-96

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
41e Groupe Scout et Guide de Prévost	500
62ième Groupe Scout & Guide de Dolbeau	1500
Action RE-buts	1465
Action Vitale de l'Outaouais inc.	1950
Association écologique des Etchemins	1000
Association Québécoise de lutte contre la contre la pollution atmosphérique	1950
Centre d'art régional des villes frontalières inc.	1950
Centre d'interprétation de la nature du lac Boivin inc.	1168
Centre de la montagne inc.	1550
Centre de récupération et recyclage de linge du Grand Montréal	1497
Centre de récupération régional Richmond-Wolfe	1000
Centre québécois du droit de l'environnement	1400
Club de plongée OCEANUS INC.	1300
Comité d'environnement de Gallix	1200
Comité d'environnement du TNM du Lac aux Castors	500
Comité de développement touristique du secteur ouest de la Minganie	500
Comité de l'environnement de Bic	1200
Comité de la Zone d'intervention prioritaire ZIP-La Baie	1500
Comité des citoyens du lac Mandeville	1180
Comité des Citoyens en Environnement de Mercier	1420

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
Comité des Jeunesses Créatives Engagés du Grand Montréal Inc.	1380
Comité des loisirs de Pointe-Lebel	600
Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière	1275
Conseil régional de l'environnement de Lanaudière	1495
Conseil régional de l'Environnement de l'Estrie	1500
Conseil régional de l'environnement de la Montérégie	1394
Conseil régional de l'environnement de la région de Québec	1500
Conservation Baie Missisquoi	1467
Corporation d'amélioration et de protection de l'environnement de Baie-Comeau (CAPE)	900
Corporation de la Réserve mondiale de la biosphère de Charlevoix	1950
Corporation de protection de l'environnement de Sept-Iles	1211
Corporation Recyclab Brome-Missisquoi	900
Eco-ressources de l'Estrie	1950
Enver 4 du Collège de l'Outaouais	1000
Environnement Haute-Gatineau	1500
Environnement Pro-Vert Enr.	600
Fédération pour la protection de l'environnement	900
Fondation pour la sauvegarde des espèces menacées (FOSEM)	1950
Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	1480
G.A.R.D.E. I.N.C.	1950
Gestion Environnementale BDL	700

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
Héritage Saint-Bernard Inc.	550
Info-Nature Mauricie	1300
La Bande à Bonn'Eau de Lanoraie	1175
La Fondation du Centre Hospitalier de Charlevoix	1950
La Ressourcerie	1280
Le Comité de protection de la santé et de l'environnement de Gaspé inc.	1500
Le Regroupement Ecologiste Val d'Or et Environs (LE REVE)	1450
Les Ami-e-s de la Terre de l'Estrie	1000
Ligue intermunicipale pour l'environnement et la nature	1504
Mocos Saguenay Lac St-Jean	1950
Mouvement des Amis de la Rivière du Sud (MARS)	1000
Mouvement Vert des Bois-Francis	1950
Musée du Séminaire de Sherbrooke inc.	500
Paysmage	1500
Pêche en ville (1994) inc.	1950
Plan Nagua inc.	1950
Plein Air Ville-Joie	800
Projet Jeunesse St-Michel Inc.	1500
Projet ville en santé Rouyn-Noranda Inc.	1500
Radio Essipit Haute Côte-Nord inc.	900
Re-Sources Deux-Montagnes	1352

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
Récupération Montignac	500
Regroupement Champneuf	1500
Regroupement Ecolo-Vallée	1000
Rendez-vous mondial du cerf-volant	500
Sculptures Dan-Bois pour l'Intégration des Handicapés Inc.	1426
Société d'écologie de Papineau	750
Société d'écologie des battures du Kamouraska (SEBKA)	1000
Société Educative pour la Diffusion de l'Information sur l'Eau	1200
Société pour la mise en valeur du boisé du Quai	1950
Société pour la protection de l'environnement du Collège de Rosemont	1415
Société zoologique de Saint-Félicien inc.	1500
Télévision communautaire de la région de l'Amiante	1200
Télévision Communautaire des Bois-Francis inc.	1300
Tournement	1386
Transport 2000 Québec	1480
TOTAL ACCORDÉ :	100000 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

**LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES EN 1994-1995
ACTIVITÉS PARTICIPANTS
GRANDE-BALEINE**

Nom du Bénéficiaire :

Association Québécoise des groupes d'ornithologues	750,00 \$
Canadian Arctic resources committee	12 500,00 \$
Canadian Coalition for nuclear responsibility	2 500,00 \$
Coalition pour Grande Baleine	2 500,00 \$
Forum Québécois pour l'examen public du Complexe Grande-Baleine	2 500,00 \$
Grand Conseil des Cris	134 833,50 \$
Université Laval	2 500,00 \$
Université d'Ottawa	500,00 \$
Union québécoise pour la conservation de la faune	6 250,00 \$
Société Makivik	33 102,16 \$
Comité de la Baie-James	500,00 \$
C.S.N.	2 500,00 \$
Fédération québécoise de la Faune	2 500,00 \$
Enjeu et Environnement Jeunesse	1 000,00 \$
	<hr/>
	204 435,66 \$

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
 LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1994/1995
 ACTIVITE HYGIENE MILIEU NORDIQUE

NOM DU BENEFICIAIRE	
ADMINISTRATION REGIONALE KATIVIK	\$170 200,00
BANDE DE EASTMAIN	\$14 600,00
BANDE DE MISTASSINI	\$14 600,00
BANDE DE NEMISCAU	\$14 600,00
BANDE DE WASKAGANISH	\$14 600,00
BANDE DE WASWANUPI	\$14 600,00
LA NATION CRIE DE CHISASIBI	\$14 600,00
LA NATION CRIE DE WEMINDJI	\$14 600,00
LA PREMIERE NATION DE WHAPMAGOOSTUI	\$14 600,00
OUJE-BOUGOURMOU EENUCH ASSOCIATION	\$14 600,00
TOTAL A L'ACTIVITE	\$301 600,00

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES EN 1994-1995

**FONDS D'INTERVENTIONS PRÉVENTIVES
ET URGENTES**

Nom du Bénéficiaire :

M.R.C. de Rimouski-Neigette	5 000,00 \$
Municipalité de Boucher	514,56 \$
Municipalité de Côteau-du-Lac	678,28 \$
Municipalité de l'Anse St-Jean	1 115,00 \$
Municipalité de St-Charles-Borromée	11 348,58 \$
Municipalité de Yamachiche	930,00 \$
Municipalité du Bic	373,14 \$
Municipalité de St-Antoine-de-Tilly	230,00 \$
Village de St-Joseph-de-la-Rive	1 500,00 \$
Ville de Beauceville	2 556,90 \$
Ville de Louiseville	12 097,12 \$
Ville de Matane	15 642,57 \$
Ville de Rimouski	2 000,00 \$
Ville de St-Georges	1 626,43 \$

TOTAL À L'ACTIVITÉ :

55 612,58 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

Programme "Expérience de travail" (EXTRA)

Liste des subventions versées en 1994-1995

Nom du bénéficiaire	Montant
Les Amis(es) de la terre de Québec	1 600,00
Association des citoyens(nes) de Beauport Inc.	3 360,00
Association des pourvoyeurs de la rivière Ste-Anne Inc.	800,00
Association des propriétaires du lac Maurice Inc.	1 300,00
Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique	5 023,06
L'Atelier du chômeur du Bas Richelieu Inc.	9 000,00
L'Atelier les recycleurs Inc.	42 000,00
Centre de dépannage du Parc Ferland	3 750,00
Centre local d'écologie des Basses Laurentides	12 000,00
Centre de récupération régional de Richmond Wolfe Inc.	2 188,00
Centre reinter Inc.	3 732,00
Club de conservation chasse et pêche Lac Memphrémagog Inc.	1 500,00
Club loisirs St-Augustin	1 800,00
Club de ski de fonds Bellevue-Richmond-Melbourne Inc.	2 300,00
Comité de l'environnement de Chicoutimi	480,00
Comité d'opération du Mont-Valin Inc.	8 400,00
Conseil du loisir scientifique de l'Estrie	1 800,00
Conseil régional de l'environnement Saguenay - Lac St-Jean	220,00
Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Outaouais	2 060,00
Coopérative de récupération de la Lièvre	18 500,00
Corporation d'amélioration et protection de l'environnement	6 120,00
Corporation et aménagement des espaces verts de Rimouski	21 560,00
Corporation d'aménagement de la rivière l'Assomption	600,00
Corporation Armory-Gallienne de Matamek	540,00
Corporation du musée des sciences de la nature de la Mauricie	4 664,92
Corporation pour développement de l'île Saint-Quentin	1 800,00
Corporation de protection de l'environnement de Sept-Iles	1 200,00
Corporation de restauration de la Jacques-Cartier	2 160,00

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

Programme "Expérience de travail" (EXTRA)

Liste des subventions versées en 1994-1995

Nom du bénéficiaire	Montant
Crivert Inc.	1 200,00
Éco-Ressources de l'Estrie Inc.	3 860,00
Les Entreprises Tumere Inc.	18 209,40
Environnement Haute-Gatineau	1 200,00
Fondation Éco-Tiers Inc.	4 900,00
Fondation Éco-Vie	1 200,00
Fondation Godefroy Laviolette	21 060,00
Fondation Marie-Soleil et Jonathan Inc.	32 700,00
Garde Inc.	5 700,00
Gardiens de l'environnement québécois Inc.	8 445,00
Groupe Actif en environnement solution planetaction Inc.	19 304,46
Groupe Anima	6 000,00
Groupe Uni-Terre inc.	926,52
Mater inc.	300,00
Mouvements des Amis de la rivière du Sud	600,00
Mouvement pour consommation sélective Saguenay (MOCOS)	8 312,15
Mouvement Vert des Bois-Francis inc.	3 240,00
Néocycle inc.	42 624,45
L'Oeuvre des Saints-Apôtres	3 280,00
Parc Botanique "À Fleur d'Eau Inc."	37 000,00
Parc d'environnement naturel de Sutton Inc.	1 500,00
Parc de la rivière Batiscan	600,00
Plan Nagua Inc.	3 920,00
Plein Air Tourisme Hunterstown	1 200,00
Récupération des basques	2 160,00
Récupération Énergie R.P. Inc.	8 400,00
Récupération St-Dominique Inc.	1 800,00
Récupération 7-Vies Inc.	3 600,00

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

Programme "Expérience de travail" (EXTRA)

Liste des subventions versées en 1994-1995

Nom du bénéficiaire	Montant
Récupex (Sherbrooke) Inc.	4 220,00
Recyclage Vanier Inc.	45 400,00
Sculptures Dan-Bois pour l'intégration des handicapés	27 200,00
Sentier de la rivière Cap-Rouge	600,00
Services récréatifs du parc d'Oka	3 600,00
Société d'aménagement du Centre écologique de Mont-Rolland	7 200,00
Société éducative pour la diffusion de l'information sur l'eau	4 500,00
Sopécor	15 000,00
Vivre-au-Vert Inc.	480,00
Zip La Baie	1 700,00
Total :	513 599,96

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE	
SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ACCORDÉES PAR LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE POUR L'EXERCICE 1994-1995	
NOM DU BÉNÉFICIAIRE	1994-1995
ASSOCIATION ETUDIANTS EN SCIENCE ET GENIE UNIVERSITE LAVAL	1 000,00 \$
ASSOCIATION CANADIEN POUR LES NATIONS UNIES SECTION QUEBEC...047	1 500,00 \$
ASSOCIATION QUEBECOISE DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE ...007	5 000,00 \$
ASSOCIATION DES BLEUETS A QUEBEC...066	4 000,00 \$
ASSOCIATION TOURISTIQUES SAGUENAY LAC ST- JEAN INC.	7 500,00 \$
CENTRE DE PLEIN AIR DE SAINTE- APOLLINE...078	4 000,00 \$
CENTRE QUEBECOIS DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ...125	3 000,00 \$
COMITE SAUVEGARDE DE L'ORME D'AMERIQUE...052	1 000,00 \$
CONSEIL DU LOISIR SCIENTIFIQUE DU SAGENAY-LAC-ST-JEAN ...052	2 500,00 \$
ECOLE ST- JOSEPH D'ALMA	500,00 \$
FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUEBEC...076	1 000,00 \$
FEDERATION QUEBECOISE DE LA FAUNE	1 000,00 \$
FEDERATION DES TRAPPEURS GESTIONNAIRE DU QUEBEC	5 000,00 \$
FESTIVAL DE L'ENVIRONNEMENT DE DOLBEAU...095	2 500,00 \$
FONDATION QUEBECOISE EN ENVIRONNEMENT...106	3 500,00 \$
FONDATION DE L'ASSOCIATION DES FEMMES DIPLOMÉES DES UNIVERSITES ...066	1 000,00 \$
JOUR DE LA TERRE...070	4 000,00 \$
MADIE MATÉRIEL DIDACTIQUE EN ENVIRONNEMENT...053	5 000,00 \$
MUNICIPALITÉ DE LA GROSSE-ILE...044	2 500,00 \$
MUNICIPALITE SAINT-ANDRE...053	8 000,00 \$
PROJET 6 DECEMBRE 1994 (CALACS) ...112	1 000,00 \$
PROTECTEURS DU NORD INC.053	2 500,00 \$
RÉCUPRATION ST- ISIDORE D'AUKLAND...075	2 000,00 \$
RÉSEAU QUEBECOIS DES GROUPES ECOLOGIQUES...125	10 000,00 \$
R.N.C.R.E.Q....111	10 000,00 \$
SEMAINE DES SCIENCES FORESTIERES ...066	1 500,00 \$
SOCIETE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU SAGUENAY LAC-ST-JEAN ...096	1 000,00 \$
LA SOCIETE PROVENCHER D'HISTOIRE NATURELLE DU CANADA	1 000,00 \$
SOCIETE TOURISTIQUE DU FJORD ...033	1 000,00 \$
SOLID'ÈRE...029	1 000,00 \$
SOPECOR...097	1 000,00 \$
VERT CLIFTON	2 000,00 \$
ZEC SAINT-JEAN SAGUENAY ...033	10 000,00 \$
TOTAL:	107 500

MAJ 15-Avr-96

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE	
SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ACCORDÉES PAR LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE POUR L'EXERCICE 1994-1995	
NOM DU BÉNÉFICIAIRE	1994-1995
A B C ENVIRO-FAUNIQUE...016	5000,00
ACADEMIE KNOWLTON...016	500,00
ACADÉMIE DE MUSIQUE MASSEY-VANIER...016	2000,00
ASSOCIATION DE CHASSE ET DE PECHE DE STANBRIDGE INC....016	5000,00
ASSOCIATION DE CONSERVATION CHASSE ET PECHE DU LAC BROMONT...067	1000,00
ASSOCIATION DES LOISIRS DU CANTON DE BEDFORD...016	5000,00
ASSOCIATION PATRIMONIALE DE MYSTIC...016	2500,00
ASSOCIATION DES RECUPERATEURS DE QUEBEC...113	2500,00
ASSOCIATION TOURISTIQUE DE LA GASPESIE...072	5000,00
BIBLIOTHEQUE COMMEMORATIVE PETTES...016	5000,00
CAMP D'IMMERSION DAVIGNON BEDFORD...016	5000,00
CENTRE CANADIEN D'ETUDE ET COOPERATION INTERNATIONALE...106	5000,00
CHANTIER JEUNESSE...039	1000,00
CLUB DE CHASSE ET DE PECHE DU COMTÉ DE BROME...016	5000,00
CLUB CHASSE ET PECHE BROME-BOLTON...016	5000,00
CLUB DE CHASSE ET DE PECHE SUTTON INC...016	3 600
CLUB DE CHASSE ET DE PECHE SUTTON...016	5000,00
CLUB DES ORNITHOLOGUES DE BROME-MISSISQUOI INC...016	500,00
CLUB DE VÉLO DE MONTAGNE DE BROMONT...016	5000,00
COMMISSION SCOLAIRE DAVIGNON...016	5000,00
COMITE INTERMUNICIPAL DE L'ENVIRONNEMENT...052	500,00
COMITE ORGANISATEUR POUR LA PROMOTION DE LA RIVIERE MISSISQUOI...016	500,00
COMITE DU PATRIMOINE DE SAINTE-SABINE...016	5000,00
COMITE QUEBECOIS DE LA SEMAINE NATIONALE DE LA FAMILLE...106	5000,00
COMITÉ DES VERTS DE LAWRENCEVILLE...016	5 000
ÉCOLE LE BALUCHON...016	5 000
ÉCOLE BUTLER...016	500,00
ÉCOLE CENTRALE...016	4100,00
ÉCOLE CENTRALE...016	500,00
ÉCOLE CHANTIGNOLE...016	500,00
ÉCOLE HEROES MEMORIAL...016	500,00
ÉCOLE MANSONVILLE...016	500,00
ÉCOLE MGR. DESRANLEAU...016	500,00

MAJ 15-Avr-96

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE	
SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ACCORDÉES PAR LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE POUR L'EXERCICE 1994-1995	
NOM DU BÉNÉFICIAIRE	1994-1995
ÉCOLE SAINT-ALPHONSE...016	500,00
ÉCOLE CURÉ-A.-PETIT...016	500,00
ÉCOLE NOTRE-DAME-DE-BONSECOURS...016	500,00
ÉCOLE NOTRE-DAME-DES-ERABLES...016	500,00
ÉCOLE NOTRE-DAME-DE-LOURDE...016	500,00
ÉCOLE SAINT-EDOUARD...016	5000,00
ÉCOLE SAINT-FRANÇOIS D'ASSISE...016	500,00
ÉCOLE J.B.H. LAROCQUE...016	500,00
ÉCOLE SAINT-JOSEPH...016	500,00
ÉCOLE SAINT-JOSEPH...016	500,00
ÉCOLE SAINT-JOSEPH...016	500,00
ÉCOLE SAINT-LAURENT...016	500,00
ÉCOLE SAINT-LÉON...016	500,00
ÉCOLE SAINTE-THERÈSE...016	500,00
ÉCOLE SAINT-VINCENT FERRIER...016	500,00
ÉCOLE DE SUTTON...016	500,00
FÊTES DE L'AMIANTÉ INC....034	5000,00
FIDUCIE FONCIÈRE DU MARAIS ALDERBROOKE INC....016	5000,00
FIDUCIE FONCIÈRE MONT PINACLE...016	5000,00
FONDS GABRIELLE BERTRAND...016	5000,00
FONDATION BOULANGER BEDARD...016	5000,00
FONDATION MAURICE RICHARD...106	5000,00
FONDATION QUÉBÉCOISE EN ENVIRONNEMENT...0100	5000,00
FONDATION QUÉBÉCOISE EN ENVIRONNEMENT...100	5000,00
INSTITUT DE RECHERCHE CLINIQUE EN NUTRITION...101	2500,00
JEUNESSE MUSICALES DU CANADA...106	4500,00
LES INITIATIVES DE PLEIN AIR DAVIGNON INC....016	5000,00
LES LOISIRS DE GLEN SUTTON... 016	5000,00
MAISON REILLY...016	3000,00
LES MÉDIEVALES DE QUÉBEC...113	2500,00
MRC MEMPHREMAGOG...82	5000,00
MUNICIPALITÉ DE BOLTON-EST...016	5000,00
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE SUTTON...016	5000,00
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-STANBRIDGE...016	5000,00

MAJ 15-Avr-96

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE	
SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ACCORDÉES PAR LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE POUR L'EXERCICE 1994-1995	
NOM DU BÉNÉFICIAIRE	1994-1995
MUNICIPALITE DE SAINT-ETIENNE-DE-BOLTON...016	5000,00
PARC MARISOL...016	5000,00
PATRO FORT-COULONGE...086	5000,00
PECHE EN VILLE	3000,00
PROTESTANT CEMETARY OF PEARCETON...016	2000,00
QUALITE DE VIE BROMONT...016	5000,00
RECYCLAB-BROME-MISSISQUOI CORPORATION...016	10000,00
RÉSERVE DE LA BIOSPHERE LAC CHAMPLAIN MASSIF DES MONTS SUTTON...016	5000,00
LES SERRES DU JARDIN EDUCATIF DE PONTIAC...086	2800,00
SOCIETE D'AGRICULTURE DU COMTE DE BROME...016	5000,00
SOCIETE D'AGRICULTURE DE MISSISQUOI...016	5000,00
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE MISSISQUOI...016	2 500
THE RUITER VALLEY LAND TRUST...086	5000,00
TRAVERSEE INTERNATIONALE DU LAC MEMPHREMAGOG...082	5000,00
VILLE DE LAC BROME...016	5000,00
TOTAL:	267 000

ANNEXES - SUBVENTIONS VERSÉES EN 1995-1996

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996

PROJETS À CARACTÈRE FAUNIQUE

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	DÉPENSE AU 12.04.96
ACTION POUR LES ANIMAUX URBAINS	\$2 500,00
ASSOCIATION CHASSE ET PECHE DE CHICOUTIMI	\$2 500,00
ASSOCIATION CHASSE ET PECHE DE PLESSISVILLE INC.	\$5 000,00
ASSOCIATION CHASSE ET PECHE DES NYMPHES INC.	\$4 950,00
ASSOCIATION CHASSE ET PECHE DU TEMISCOUATA INC.	\$5 000,00
ASSOCIATION CHASSE ET PECHE FLECHÉE INC (ZEC WESSONNEAU)	\$11 500,00
ASSOCIATION CHASSE ET PECHE SAINTE-ANNE-DU-LAC INC.	\$5 000,00
ASSOCIATION DE CHASSE ET PECHE DU LAC MEGANTIC INC.	\$6 400,00
ASSOCIATION DE CHASSE ET PECHE LES BALBUZARDS INC.	\$2 500,00
ASSOCIATION DE CHASSEURS ET DE PECHEURS DE LA RIVIERE DUMOIN	\$2 000,00
ASSOCIATION DE LA CARPE INC.	\$7 500,00
ASSOCIATION DE LA SAUVEGARDE LAC BLUE SEA INC.	\$1 500,00
ASSOCIATION DE PECHE BLANCHE DE L'ANSE AUX FOINS SAINT-EULGENCE	\$8 000,00
ASSOCIATION DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DU LAC TEMISCOUATA	\$12 000,00
ASSOCIATION DES GESTIONNAIRES DE TERRITOIRES FAUNIQUES CHARLEVOIX-BAS-SAGUENAY	\$30 000,00
ASSOCIATION DES PECHEURS SPORTIFS DES RIVIERES CASCAPIEDIA INC.	\$4 000,00
ASSOCIATION DES USAGERS DU LAC TURGEON	\$10 000,00
ASSOCIATION FAUNIQUE KIPAWA INC.	\$12 000,00
ASSOCIATION FORESTIERE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	\$3 000,00
ASSOCIATION NATURE INC	\$9 060,00
ASSOCIATION POUR LA CONSERVATION DU BOISE PAPINEAU	\$7 000,00
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ART ANIMALIER BIOS	\$5 500,00
ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DU LAC SAINT-CHARLES	\$3 000,00
ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DES MARAIS DE SAINTE-BARBE	\$5 500,00
ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DU LAC MEGANTIC INC	\$4 000,00
ASSOCIATION RECREATIVE CHALVIN INC.	\$2 000,00
ASSOCIATION SPORTIVE BATISCAN-NEILSON INC.	\$5 000,00
ASSOCIATION TOURISTIQUE DE CHUTE SAINT-PHILIPPE (1962)INC	\$3 000,00
BELLE CHASSE ET PECHE INC.	\$6 000,00
BIODOME DE MONTREAL	\$15 000,00
CANARDS ILLIMITES CANADA	\$22 500,00
CENTRE D'INTERPRETATION DE LA NATURE DU LAC BOWIN INC	\$4 000,00
CENTRE D'INTERPRETATION DES BATTURES ET REHABILITATION OISEAUX SAINT-FULGENCE	\$6 000,00
CENTRE DE FORMATION ET DE RECHERCHE EN ENVIRONNEMENT DU MOYEN NORD ENR.	\$7 000,00
CENTRE DE LA MONTAGNE INC	\$2 500,00
CENTRE NAUTIQUE DE L'ISTORLET	\$6 037,00
CHAMBRE DE COMMERCE DE LA HAUTE-MATAWINIE	\$10 000,00
CLUB DE CONSERVATION CHASSE ET PECHE LAC MEMPHREMAGOG INC	\$2 500,00
CLUB DES ORNITHOLOGUES DE QUEBEC INC.	\$12 000,00
CLUB SPORTIF LES ARETES INC (ZEC BOULLE)	\$900,00
COMITE D'HYGIENE ET D'AMENAGEMENT DES RIVIERES MAGOG ET SAINT-FRANCOIS	\$2 500,00
COMITE DE DEVELOPPEMENT DE LA NEIGETTE INC.	\$5 000,00
COMITE DE VALORISATION DE LA RIVIERE BEAUPORT	\$8 000,00
COMITE DES CITOYENS DE POINTE-FORTUNE INC	\$15 000,00

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996

PROJETS À CARACTÈRE FAUNIQUE

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	DÉPENSE AU 12.31.96
CONSEIL DU LOISIR SCIENTIFIQUE DE L'EST DU QUEBEC	\$5 000,00
CONSEIL DU LOISIR SCIENTIFIQUE DE L'ESTRIE	\$2 500,00
CONSEIL DU LOISIR SCIENTIFIQUE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	\$2 500,00
CONSERVATION BAIE-MISSISQUOI INC	\$8 000,00
CONSERVATION FAUNE AQUATIQUE QUEBEC INC	\$15 000,00
CORPORATION D'AMENAGEMENT ET DE PROTECTION DE LA STE-ANNE	\$5 500,00
CORPORATION DE GESTION DES RIVIERES DES BOIS-FRANCS	\$5 000,00
CORPORATION SENTIER RIVIERE-DU -LOUP-TEMISCOUATA INC.	\$5 000,00
ECO-NATURE	\$16 000,00
FEDERATION DES POURVOYEURS EN CHASSE & PECHE DU QUEBEC INC	\$5 000,00
FEDERATION DES TRAPPEURS GESTIONNAIRES DU QUEBEC	\$10 000,00
FEDERATION QUEBECOISE DE LA FAUNE	\$22 500,00
FEDERATION QUEBECOISE POUR LE SAUMON ATLANTIQUE	\$12 000,00
GROUPEMENT FAUNIQUE DE TRIANGLE DE BELLECHASSE	\$1 732,00
HERITAGE SAINT-BERNARD INC.	\$8 000,00
LA FORET MODELE DU BAS SAINT-LAURENT INC.	\$5 500,00
LA MAISON DES INSECTES M.D.I. INC.	\$8 000,00
LES JEUNES EXPLOS (ECOLE DE LA MER)	\$8 000,00
MOUVEMENT DES AMIS DE LA RIVIERE DU SUD (M.A.R.S.)	\$8 000,00
MUNICIPALITE DE LA BAIE JAMES	\$2 500,00
MUSEE DU SEMINAIRE DE SHERBROOKE	\$10 000,00
NATURE-ACTION QUEBEC INC.	\$6 000,00
RANDONNEES NATURE-CHARLEVOIX	\$4 000,00
REGROUPEMENT POUR LA PROTECTION DE L'ASHUAPMUSHUAN	\$10 000,00
REGROUPEMENT REGIONAL DES GESTIONNAIRES DE ZECS	\$2 000,00
RELANCE DU LAC HENEY INC.	\$15 000,00
SACERF MACOUSINE INC.	\$7 000,00
SOCIETE D'ETUDE SUR LA FAUNE	\$10 000,00
SOCIETE D'HISTOIRE NATURELLE DE LA VALLEE DU ST-LAURENT	\$8 000,00
SOCIETE DE BIOLOGIE DE MONTREAL	\$5 000,00
SOCIETE DE CONSERVATION DE LA BAIE DE L'ISLE-VERTE INC	\$4 000,00
SOCIETE DUVENTOR LTEE	\$5 000,00
SOCIETE LINNEENNE DU QUEBEC	\$23 000,00
UNION QUEBECOISE CONSERVATION DE LA NATURE (UQCN)	\$10 000,00

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996

PROJETS À CARACTÈRE FAUNIQUE

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	DÉPENSES AU 12.3.96
UNION QUEBÉCOISE DE REHABILITATION DES OISEAUX DE PROIE (UQROP)	\$26 000,00
VILLE DE LASALLE	\$5 000,00
ASSOCIATION LES CASTILLONS INC	\$9 000,00
CANARDS ILLIMITES CANADA	\$6 000,00
CENTRE D'INTERPRETATION DE BAIE-DE-FEBVRE	\$1 700,00
CENTRE D'INTERPRETATION DU MILIEU ECOLOGIQUE DU MONT SAINT-GRÉGOIRE	\$2 500,00
CENTRE EDUCATIF ECOLOGIQUE FAUNE AQUATIQUE LAURENTIDES	\$6 000,00
CLUB DES ORNITHOLOGUES DE QUEBEC INC	\$7 000,00
COMITE DE DEVELOPPEMENT BIC / SAINT-FABIEN	\$1 500,00
COMITE DE RESTAURATION DE LA RIVIERE ETICHEMIN	\$10 000,00
CONSEIL DU LOISIR SCIENTIFIQUE DE L'EST DU QUEBEC	\$6 000,00
CORPORATION ARMORY-GALLIENNE DE MATAMEK	\$2 500,00
CORPORATION DE GESTION CHARMES	\$3 000,00
CORPORATION DE GESTION DES RIVIERES DES BOIS-FRANCS	\$4 000,00
CORPORATION DU PARC REGIONAL DE POINTE-AUX-OUTARDES	\$1 500,00
CORPORATION MUNICIPALE DE HATLEY	\$2 500,00
CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE DE MANSEAU	\$2 000,00
FEDERATION DES POURVOYEURS EN CHASSE & PECHE DU QUEBEC INC	\$4 000,00
FEDERATION QUEBÉCOISE DES CLUBS DES CHIENS D'ARRET	\$850,00
FEDERATION QUEBÉCOISE DES GESTIONNAIRES DE ZECS	\$6 500,00
FONDATION DU CENTRE DE LA NATURE DE LAVAL	\$2 500,00
FONDATION LES OISELEURS DU QUEBEC INC.	\$4 000,00
GERARD, ROBERT	\$7 500,00
LA CORPORATION D'AMENAGEMENT DE DÉVELOPPEMENT DU MASSIF DU SUD INC.	\$4 000,00
LE MUSEE DE KAMOURASKA INC.	\$1 500,00
NATURE-ACTION BOUCHERVILLE	\$3 500,00
NATURE-ACTION QUEBEC INC.	\$4 000,00
RE-SOURCES DEUX-MONTAGNES	\$3 000,00
RELANCE DU LAC HENEY INC.	\$5 000,00
SALON DE LA JEUNESSE ABC	\$5 000,00
SOCIETE D'AMENAGEMENT DE D'EXPLOITATION DES PARCS DE BAIE-COMEAU	\$2 500,00
SOCIETE DU LOISIR ORNITHOLOGIQUE DE L'ABITIBI	\$4 000,00
SOCIETE DUVENTOR LTEE	\$4 000,00
SOCIETE LINNEENNE DU QUEBEC	\$7 500,00
SOCIETE ZOOLOGIQUE DE GRANBY	\$5 000,00
SYNDICAT DES PRODUCTEURS DE BOIS DU SAGUENAY-LAC ST-JEAN	\$6 000,00
SOUS-TOTAL	\$757 629,00
AUTRES SUBVENTIONS LIÉES À LA FAUNE :	
- FACULTE DE MEDECINE VETERINAIRE (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	\$25 000,00
- FEDERATION DES PRODUCTEURS DE BOIS DU QUEBEC	\$5 000,00
- FEDERATION QUEBÉCOISE POUR LE SAUMON ATLANTIQUE	\$15 000,00
- INSTITUT DE FOURRURE DU CANADA	\$10 000,00
- UNION QUEBÉCOISE DE REHABILITATION DES OISEAUX DE PROIE (UQROP)	\$7 500,00
SOUS-TOTAL	\$62 500,00
TOTAL A L'ACTIVITE	\$820 129,00

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996

ACTIVITE DEV.ECONOMIQUE SAUMON

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	DÉPENSE AU 12/04/96
ASSOCIATION CHASSE ET PECHE DU BAS SAGUENAY (QUEBEC)	\$5 234,00
ASSOCIATION CHASSE ET PECHE GASPESIEENNE INC	\$23 286,00
ASSOCIATION DE PROTECTION DE LA RIVIERE AUX ROCHERS INC	\$19 391,00
ASSOCIATION DE PROTECTION DE LA RIVIERE MOISIE INC	\$23 455,00
ASSOCIATION DE PROTECTION DE LA RIVIERE ST-JEAN INC	\$3 882,00
ASSOCIATION DES PECHEURS SPORTIFS DE LA BONAVENTURE INC	\$55 782,00
ASSOCIATION DES PECHEURS SPORTIFS DE LA RIVIERE A MARS INC	\$50 648,00
ASSOCIATION DES PECHEURS SPORTIFS DE SAUMONS DE LA RIVIERE RIMOUSKI INC.	\$62 500,00
CORPORATION DE GESTION DE LA RIVIERE A SAUMON DES ESCOUMINS	\$25 000,00
CORPORATION DE GESTION DE LA RIVIERE-ST-JEAN-DU-SAGUENAY	\$42 283,00
FEDERATION QUEBECOISE POUR LE SAUMON ATLANTIQUE	\$8 898,00
REGROUP.POUR LA RESTAURATION DES TROIS RIVIERES PABOS INC	\$252 789,00
SOCIETE DE GESTION DE LA RIVIERE MATANE INC	\$18 000,00
SOCIETE DE GESTION DES RIVIERE MANITOU ET MINGAN INC	\$19 501,00
SOCIETE DE GESTION DES RIVIERES YORK ET DARTMOUTH INC	\$11 836,00
SOCIETE DE RESTAURATION ET DE GESTION DE LA NOUVELLE INC	\$107 515,00
<hr/>	
TOTAL A L'ACTIVITE	\$730 000,00
PROGRAMME 01 ELEMENT 01	180 000,00 \$
PROGRAMME 03 ELEMENT 03	550 000,00 \$

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996

AIDE AUX AUTOCHTONES ET AUX INUITS

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	DÉPENSE AU 12.04.96
ADMINISTRATION REGIONALE KATIVIK	\$3 651 057,00
ASSOCIATION DES TRAPPEURS CRIS	\$138 000,00
COMITE CONJOINT DE CHASSE, ET PECHE ET DE PIEGEAGE	\$105 700,00
CONSEIL DE BANDE DES NASKAPIS DU QUEBEC	\$146 856,00
TOTAL A L'ACTIVITE	\$4 041 613,00

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996

HYGIENE DU MILIEU EN TERRITOIRE NORDIQUE

NOM DU BÉNÉFICIAIRE		DEPENSE AU 12.04.96
ADMINISTRATION REGIONALE KATIVIK		\$170 200,00
BANDE DE EASTMAIN		\$14 600,00
BANDE DE MISTISSINI		\$14 600,00
BANDE DE NEMISCAU		\$14 600,00
BANDE DE WASKAGANISH		\$14 600,00
BANDE DE WASWANIP		\$14 600,00
LA NATION CRIE DE CHISASIBI		\$14 600,00
LA NATION CRIE DE WEMINDJI		\$14 600,00
LA PREMIERE NATION DE WHAPMAGOOSTUI		\$14 600,00
OUJE-BOUGOUMOU EENUCH ASSOCIATION		\$14 600,00
TOTAL A L'ACTIVITE		\$301 600,00

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996
SOUTIEN À LA DÉLÉGATION DES PARCS, RÉSERVES
ET AUTRES ÉQUIPEMENTS RÉCRÉO-TOURISTIQUES

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	DÉPENSE AU 12-04-96
CORPORATION LES AMIS DES JARDINS DE METIS INC.,	\$133 168,00
FONDATION DE L UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI	\$500,00
LA SOCIETE DES PARCS DE SCIENCES NATURELLE DU QUEBEC	\$100 000,00
SOCIETE DES ETABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUEBEC	\$1 487 000,00
SEPAQ ANTICOSTI	\$50 000,00
TOTAL A L'ACTIVITE	\$1 770 668,00

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996

ACTIVITE PROGRAMME EXPERIENCE DE TRAVAIL (EXTRA MSR)

NOM DU BÉNFICIAIRE	DÉPENSE AU 12.04.96
ASSOCIATION DE CHASSE ET DE PECHE SEPT-ILIENNE INC.	\$1 800,00
ASSOCIATION DES POURVOYEURS DE LA RIVIERE STE-ANNE INC.	\$1 200,00
ASSOCIATION QUEBECOISE DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	\$1 500,00
CENTRE DE PLEIN-AIR DE	\$2 600,00
CLUB DES ORNITHOLOGUES DE QUEBEC INC.	\$4 800,00
CODERR-02	\$6 000,00
COMITE D'OPERATION DU MONT-VALIN INC A/S YVES TREMBLAY	\$690,00
COMITE POUR LE LIBRE ACCES A LA MER DU BIC INC	\$600,00
CONSEIL DU LOISIR SCIENTIFIQUE DE L'ESTRIE	\$200,00
CORPORATION DE RESTAURATION DE LA JACQUES-CARTIER	\$2 400,00
GROUPE ANIMA MME GENEVIEVE-ANNE GODBOUT	\$4 800,00
L'ASSOCIATION DES PROPRIETAIRES DU LAC DUROCHER INC.	\$1 200,00
MARINA DE TROIS-RIVIERES INC.	\$6 817,55
MOUVEMENT DES AMIS DE LA RIVIERE DU SUD	\$600,00
PARC DE LA RIVIERE BATISCAN	\$600,00
SENTIER DE LA RIVIERE CAP-ROUGE	\$400,00
SERVICES RECREATIFS DU PARC D'OKA	\$1 680,00
AMIES ET AMIS DE LA TERRE DE L'ESTRIE	\$100,00
ASSOCIATION DES CITOYENS(NES) DE BEAUPORT INC.	\$5 040,00
ASSOCIATION DES PROPRIETAIRES DU LAC MAURICE INC.	\$960,00
ASSOCIATION QUEBECOISE DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE (A.Q.L.P.A)	\$60,00
ATELIER LES RECYCLEURS INC.	\$35 200,00
CENTRE DE DEPANNAGE DU PARC FERLAND	\$2 800,00
CENTRE DE FORMATION EN ENTRE-PRISES DE RECUPERATION C.F.E.R - LES TRANSFORMEURS	\$15 600,00
CENTRE DE RECUPERATION REGIONAL DE RICHMOND WOLFE INC	\$17 112,00
CENTRE EVOLUTIF OUTAOUAIS C.E.O.	\$15 900,00
CENTRE LOCAL D'ECOLOGIE DES BASSES LAURENTIDES	\$4 700,00
CLUB DE SKI DE FOND BELLEVUE RICHMOND-MELBOURNE INC.	\$2 400,00
CLUB LIONS DE SAINT-JEAN-DE-MATHA	\$1 700,00
CLUB LOISIRS SAINT-AUGUSTIN	\$1 260,00
COMITE DES JEUNESSES CREATIVES ENGAGES DU GRAND MONTREAL INC	\$20 160,00
CONSEIL REGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA MONTEREGIE	\$12 000,00
CONSEIL REGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'OUTAOUAIS	\$1 340,00
CONSEIL REGIONAL ENVIRONNEMENT COTE-NORD-SEPT-ILES	\$540,00
COOPERATIVE DE RECUPERATION DE LA LIEVRE	\$7 200,00
CORPORATION D'AMELIORATION ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	\$13 000,00
CORPORATION DU MUSEE DES SCIENCES DE LA NATURE DE LA MAURICIE	\$5 315,08

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES EN 1995/1996

ACTIVITE PROGRAMME EXPÉRIENCE DE TRAVAIL (EXTRA MSR)

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	DÉPENSE AU 12.04.96
CORPORATION ET AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS DE RIMOUSKI	\$22 000,00
CORPORATION POUR DEVELOPPEMENT DE L'ILE SAINT-QUENTIN	\$1 300,00
CRIVERT INC.	\$575,62
ECO-RESSOURCES DE L'ESTRIE INC	\$1 900,00
ENVIRONNEMENT HAUTE-GATINEAU	\$1 200,00
FONDATION ECO-TIERS INC.	\$2 900,00
FONDATION GODEFROY LAVIOLETTE	\$1 700,00
FONDATION MARIE-SOLEIL ET JONATHAN INC.	\$16 300,00
FRONT COMMUN QUEBECOIS POUR UNE GESTION ECOLOGIQUE DES DÉCHETS	\$100,00
GARDE INC.	\$3 100,00
GARDIENS DE L'ENVIRONNEMENT QUEBECOIS INC	\$2 560,00
GROUPE ACTIF EN ENVIRONNEMENT SOLUTION PLANETACTION INC.	\$6 300,04
GROUPE ENVIRONNEMENTAL UNI-VERT	\$898,90
GROUPE UNI-TERRE INC.	\$273,48
L'ATELIER DU CHOMEUR DU BAS RICHELIEU INC.	\$25 500,00
L'OEUVRE DES SAINTS APOTRES	\$300,00
LES AMI-E-S DE LA TERRE DE QUEBEC	\$1 530,00
MOCOS -SAGUENAY	\$6 100,00
MOUVEMENT VERT DES BOIS-FRANCS INC.	\$2 160,00
NEOCYCLE INC.	\$50 300,00
PARC BOTANIQUE "A FLEUR D'EAU INC."	\$15 200,00
PLAN NAGUA INC.	\$1 920,00
RECUPERATION DES BASQUES	\$22,51
RECUPERATION FRONTENAC INC.	\$16 140,00
RECUPERATION ST-DOMINIQUE INC.	\$1 340,00
RECUPERATION 7-VIES INC.	\$2 880,00
RECUPEX (SHERBROOKE) INC.	\$5 280,00
RECYCLAGE VANIER INC.	\$24 000,00
RIVERAINS LAC-ST-JEAN 2000	\$600,00
S.E.D.I.E. (SOCIETE EDUCATIVE POUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION SUR L'EAU	\$420,00
SCULPTURES DAN-BOIS POUR L'INTEGRATION DES HANDICAPES	\$28 800,00
SOPECOR	\$14 500,00
UQCN/Franc-vert	\$600,00
VIVRE-AU-VERT INC.	\$120,00
TOTAL A L'ACTIVITE	\$459 095,18

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.6 (A)

VENTILATION DES PAIEMENTS DU PROGRAMME ACTION-ENVIRONNEMENT
POUR L'EXERCICE 1995-1996

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE DU QUÉBEC
PROGRAMME ACTION-ENVIRONNEMENT 1995-1996
LISTE ALPHABÉTIQUE DES PROJETS ACCEPTÉS

6 a)

NOM DE L'ORGANISME	NOM DE LA RÉGION	RÉGION NUMÉRO	TITRE DU PROJET	NO. DE DOSSIER	SUBVENTION ACCORDÉE
Action Environnement Drummond inc.	Mauricie--Bois-Francs	04	La poubelle au régime	1621-15-95-04A095	7 000 \$
Action RE-Buts	Montréal	06	Réseau de ressourceries du Québec	1621-15-95-06A031	6 250 \$
Association de la construction du Québec Région - Montérégie	Montérégie	16	"Construire en sauvegardant l'avenir"	1621-15-95-16A097	12 500 \$
Association québécoise contre la pollution atmosphérique (AQLPA)	Chaudière--Appalaches	12	ÉcoSommet: consultation de la région Chaudière-Appalaches	1621-15-95-12A157	10 000 \$
Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique	Lanaudière	14	ÉcoSommet: consultation de la région Lanaudière	1621-15-95-14A045	10 000 \$
CAPSA, Corporation d'aménagement et de protection de la Sainte-Anne	Québec	03	Contrats-Rivière (Rivière Sainte-Anne) La Pérade	1621-15-95-03A015	12 000 \$
Centre d'art régional des villes frontalières inc.	Estrie	05	Éco - Maison	1621-15-95-05A099	2 000 \$
Centre de développement d'agrobiologie du Québec inc.	Mauricie--Bois-Francs	04	Vidéo: pratiques agricoles alternatives: 4 exemples de réussite	1621-15-95-04A001	7 000 \$
Centre de recherche et d'information en droit de l'environnement - CRIDE	Montréal	06	ÉcoSommet: consultation de la région de Montréal	1621-15-95-06A087	10 000 \$
Centre de Récupération et Recyclage de Linge du Grand-Montréal	Montérégie	16	Maison nette-Environnement propre: "Une foule d'articles à récupérer"	1621-15-95-16A003	5 250 \$
Centre du développement durable Saguenay / Lac-Saint-Jean inc.	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Établissement d'un plan de collecte sélective des huiles usées	1621-15-95-02A050	10 000 \$

- 67 -

NOM DE L'ORGANISME	NOM DE LA RÉGION	RÉGION NUMÉRO	TITRE DU PROJET	NO. DE DOSSIER	SUBVENTION ACCORDÉE
Centre québécois du droit de l'environnement	Montréal	06	Projet pilote: services juridiques en environnement	1621-15-95-06P220	28 750 \$
Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain	Québec	03	Projet d'adhésion aux principes de la Charte d'accueil	1621-15-95-03A091	7 000 \$
Club des ornithologues de Québec inc.	Québec	03	Parlez-nous de la faune aviaire du Québec	1621-15-95-03A064	15 000 \$
Club K de Roberval	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Machine à pots de germination en papier journal	1621-15-95-02A048	5 000 \$
Coalition environnementale Mékinac	Mauricie--Bois-Francs	04	ÉcoSommet: consultation de la région 04	1621-15-95-04A065	10 000 \$
CODERR - Corporation régionale de développe- ment de la récupération et du recyclage	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Salle d'interprétation: "Vêtements et développement durable"	1621-15-95-02A077	6 400 \$
Comité d'action des citoyens de Verdun	Montréal	06	Un geste qui compte!	1621-15-95-06A145	4 000 \$
Comité d'environnement côte de Beaurpré inc.	Québec	03	Projet-pilote visant l'aménagement et la mise en valeur des berges de la côte de Beaurpré	1621-15-95-03A112	12 800 \$
Comité d'implantation d'un Centre de gestion et de recyclage des DD de l'Estrie inc.	Estrie	05	Mais où vont les DD des petits et moyens générateurs?	1621-15-95-05A154	13 000 \$
Comité de la Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP) de La Bale	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Colloque régional sur la rivière Saguenay	1621-15-95-02A004	5 500 \$
Comité de recherche et d'intervention environnementale du Grand-Portage	Bas-Saint-Laurent	01	Composter, c'est facile et utile Volet 2	1621-15-95-01A122	2 500 \$
Comité de recherche et d'intervention environnementale du Grand-Portage	Bas-Saint-Laurent	01	ÉcoSommet: consultation de la région Bas St-Laurent	1621-15-95-01A008	10 000 \$
Comité de vigilance environnemental régional	Abitibi--Témiscamingue	08	ÉcoSommet: consultation de la région Abitibi-Témiscamingue	1621-15-95-08A120	10 000 \$

1681

NCM DE L'ORGANISME	NOM DE LA RÉGION	RÉGION NUMÉRO	TITRE DU PROJET	NO. DE DOSSIER	SUBVENTION ACCORDÉE
Conseil du loisir scientifique du Saguenay - Lac-Saint-Jean	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Le Lac-Saint-Jean: un habitat faunique fragile	1621-15-95-02A005	5 000 \$
Conseil régional de l'environnement de l'Est du Québec	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	11	ÉcoSommet: Consultation de la région de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1621-15-95-11R018	10 000 \$
Conseil régional de l'environnement de l'Estrie	Estrie	05	ÉcoSommet: Consultation régionale Estrie	1621-15-95-05R150	10 000 \$
Conseil régional de l'environnement de la Côte-Nord	Côte-Nord	09	ÉcoSommet: consultation de la région de la Côte-Nord (09)	1621-15-95-09R047	10 000 \$
Conseil régional de l'environnement de la Montérégie	Montérégie	16	ÉcoSommet: consultation régionale sur l'ensemble du territoire de la Montérégie	1621-15-95-16R072	10 000 \$
Conseil régional de l'environnement de Lanaudière (CREL)	Lanaudière	14	Collecte DDD Lanaudière	1621-15-95-14R086	10 000 \$
Conseil régional de l'environnement des Laurentides	Laurentides	15	ÉcoSommet: Consultation de la région des Laurentides	1621-15-95-15R032	10 000 \$
Conseil régional de l'environnement du Saguenay - Lac-Saint-Jean	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	ÉcoSommet: consultation de la région Saguenay - Lac-Saint-Jean	1621-15-95-02R078	10 000 \$
Conseil régional de l'environnement et développement durable Outaouais	Outaouais	07	ÉcoSommet: consultation région Outaouais	1621-15-95-07R123	10 000 \$
Conseil régional de l'environnement de la région de Québec (CREQ)	Québec	03	ÉcoSommet: consultation de la région de Québec	1621-15-95-03R113	10 000 \$
Conseil régional des loisirs des Laurentides inc.	Laurentides	15	Le parc régional éclaté des Pays-d'en-Haut	1621-15-95-15A079	10 400 \$
Conservaction Saint-Hubert	Montérégie	16	Promotion compostage 1995 - Opération boîte à compost	1621-15-95-16A013	13 000 \$
ÉcoSommet	Québec	03	ÉcoSommet: supervision des consultations régionales et préparation du sommet national	1621-15-95-03A214	15 000 \$

169-

NOM DE L'ORGANISME	NOM DE LA RÉGION	RÉGION NUMÉRO	TITRE DU PROJET	NO. DE DOSSIER	SUBVENTION ACCORDÉE
Enjeu et environnement jeunesse	Montréal	06	Exposition animée / Concours Déchet-d'oeuvre/ Ramasse ton linge	1621-15-95-06P225	35 000 \$
Entomofaune du Québec (EQ) inc.	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Les animaux sans vertèbres, ces grands négligés	1621-15-95-02A205	8 680 \$
FAPEL, Fédération des associations pour la protection de l'environnement des lacs inc.	Montréal	06	Au bout du fil	1621-15-95-06P221	6 250 \$
FAPEL, Fédération des associations pour la protection de l'environnement des lacs inc.	Montréal	06	Trois cliniques d'information	1621-15-95-06P222	5 000 \$
Fédération de l'UPA de la Beauce	Chaudière--Appalaches	12	Gestion des résidus	1621-15-95-12A153	3 000 \$
Fédération des pourvoyeurs en chasse et pêche du Québec (FPQ)	Québec	03	Promotion des moyens de protection et d'amélioration des habitats aquatiques	1621-15-95-03A135	7 500 \$
Festival de l'environnement de Dolbeau	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Génies en vert	1621-15-95-02A121	12 250 \$
Fondation Marie Soleil et Jonathan inc.	Abitibi--Témiscamingue	08	Campagne de mobilisation de la population	1621-15-95-08A034	13 000 \$
Fondation pour la conservation du Mont Yamaska	Monterégie	16	Sensibilisation des citoyens au développement durable et concertation avec le milieu	1621-15-95-16A054	3 750 \$
Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	Montréal	06	Étude de marché sur une bourse de matières récupérables	1621-15-95-06P218	4 000 \$
Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	Montréal	06	Guide et projet pilote de mise sur pied de partenariat en gestion des déchets	1621-15-95-06P217	13 250 \$
Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	Montréal	06	Banque de données interactive géoréféren- tielle sur les 3R et la gestion des déchets..	1621-15-95-06P216	9 250 \$
Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME)	Montréal	06	Rédaction et édition d'un livre sur les trois dimensions de l'efficacité énergétique	1621-15-95-06A030	3 367 \$

-70-

NOM DE L'ORGANISME	NOM DE LA RÉGION	RÉGION NUMÉRO	TITRE DU PROJET	NO. DE DOSSIER	SUBVENTION ACCORDÉE
Groupe de recherche d'intérêt public à Concordia	Montréal	06	Le Droit à un environnement sain	1621-15-95-06A202	5 000 \$
Groupe Fleurbec	Chaudière--Appalaches	12	Plantes sauvages printanières/ Nouvelle ère, deuxième volet	1621-15-95-12A119	10 000 \$
L'Association pour la conservation du Boisé Papineau (ACBP)	Laval	13	Production d'un dépliant éducatif	1621-15-95-13A138	2 750 \$
La Fondation québécoise en environnement (FQE)	Montréal	06	Le programme de récupération des huiles usées de la FQE	1621-15-95-06A211	13 750 \$
La Maison des insectes MDI inc.	Québec	03	Atelier pédagogique sur la conservation des milieux aquatiques et forestiers	1621-15-95-03A168	8 000 \$
Le Regroupement écologiste Val d'Or et environs (le REVE)	Abitibi--Témiscamingue	08	Plan d'intégration de la rivière Piché	1621-15-95-08A039	9 000 \$
Mocos Saguenay Lac-Saint-Jean (mouvement pour la consommation'sélective)	Saguenay--Lac-Saint-Jean	02	Planification d'un dossier de compostage	1621-15-95-02A080	6 000 \$
Mouvement pour le patrimoine naturel des Îles-de-la-Madeleine	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	11	La Quinzaine du cinéma de la nature aux Îles-de-la-Madeleine	1621-15-95-11A101	7 000 \$
Musée du Séminaire de Sherbrooke inc.	Estrie	05	Programmes éducatifs et guide d'animation	1621-15-95-05A152	8 500 \$
Nature-Action Québec inc.	Montréal	16	Compostons à la maison	1621-15-95-16A213	9 250 \$
Ordre des comptables agréés du Québec	Montréal	06	Environnement et rentabilité durable	1621-15-95-06A207	10 000 \$
Parc d'environnement naturel de Sutton (PENS) DOSSIER SUSPENDU-RAP.FIN+FORM ENG.	Montréal	16	Un parc à créer (Parc régional éclaté de la grande région des monts Sutton)	1621-15-95-16A124	10 000 \$
Regroupement Écolo-Vallée	Bas-Saint-Laurent	01	Plan de gestion intégrée des déchets solides dans la vallée de la Matapédia	1621-15-95-01A021	5 500 \$

- 71 -

NOM DE L'ORGANISME	NOM DE LA RÉGION	RÉGION NUMÉRO	TITRE DU PROJET	NO. DE DOSSIER	SUBVENTION ACCORDÉE
Réseau québécois des groupes écologistes	Montréal	06	La télématique environnementale	1621-15-95-06P227	10 000 \$
Société éducative pour la diffusion de l'information sur l'eau (SEDIE)	Montréal	06	J'aime mon sac	1621-15-95-06A023	8 500 \$
Société d'aménagement et d'exploitation des parcs de Bale-Corneau Inc.	Côte-Nord	09	Interprétation du patrimoine naturel de l'estuaire de la rivière Manicouagan	1621-15-95-09A049	8 500 \$
Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay (SCABRIC)	Montréal	16	Le porte-à-porte - un investissement pour l'avenir	1621-15-95-16A025	10 000 \$
Société linnéenne du Québec	Québec	03	L'élevage piscicole, une technologie de développement durable à l'Aquarium du Québec	1621-15-95-03P226	25 000 \$
Société linnéenne du Québec	Québec	03	Merle-bleu de l'Est	1621-15-95-03P219	2 500 \$
Société pour vaincre la pollution	Montréal	06	Création du corps de réhabilitation volontaire d'accident écologique - CORVAE	1621-15-95-06A066	5 000 \$
Société pour vaincre la pollution	Montréal	06	Carte réhabilitation et problématiques environnementales	1621-15-95-06A059	10 000 \$
Union pour le développement durable	Québec	03	Préparation du Forum international "Les grands travaux et le développement durable"	1621-15-95-03A209	10 000 \$
Union québécoise de réhabilitation des oiseaux de proie (UQROP)	Montréal	16	Réalisation d'une exposition itinérante sur les oiseaux de proie	1621-15-95-16A215	5 000 \$
Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN)	Québec	03	Les grands enjeux 95: cinq actions UQCN pour l'utilisation durable des ressources	1621-15-95-03P224	40 000 \$

TOTAL ACCORDÉ: 718 897 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.6 (B)

VENTILATION DES PROJETS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT
POUR L'EXERCICE 1995-1996

EN BREF		CATÉGORIES DE PROJETS	LES PROJETS DE RECHERCHE EXPLORATOIRE EN ENVIRONNEMENT	
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	Contribuer à l'acquisition de connaissances stratégiques pour la protection de l'environnement et le développement durable. Encourager la naissance et le développement d'un secteur industriel environnemental à fort potentiel de croissance.		OBJECTIF Susciter et soutenir des travaux de recherche pouvant conduire au développement de technologies propres, de procédés, de produits, de techniques, de pratiques et de façons de faire qui contribuent à la protection de l'environnement et au développement durable.	
CADRE	Troisième volet du Fonds de développement technologique, l'un des cinq modes d'intervention de la stratégie intégrée du gouvernement du Québec en matière de recherche et de développement.		CARACTÉRISTIQUES Objectif environnemental répondant à une problématique identifiée par le ministère de l'Environnement. Partenariat souhaité entre une ou des entreprise(s) du secteur privé et un ou d'autres organismes. Seuil : le total des dépenses admissibles doit atteindre au moins 50 000 \$.	
GESTION	Partenariat entre le ministère de l'Environnement et le Fonds de développement technologique du ministère du Conseil exécutif.		AIDE FINANCIÈRE Subvention maximale de 300 000 \$ (exceptionnellement 500 000 \$), par année, par projet. Durée maximale de trois ans. À certaines conditions, l'aide financière peut atteindre 100 % du total des dépenses admissibles. Dans le cas d'une proposition spontanée, l'aide financière maximale ne peut en aucun cas excéder 65 % du total des dépenses admissibles.	
CRÉDITS	50 000 000 \$ pour une période de cinq ans, commençant en 1990.		LES PROJETS D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE EN ENVIRONNEMENT	
CLIENTÈLES	Secteur privé, par exemple : industries, firmes-conseils, associations, centres spécialisés, laboratoires. Milieux de recherche, par exemple : Secteur universités, cégeps, laboratoires, centres de recherche. Secteur communautaire, par exemple : associations, municipalités, municipalités régionales de comté, communautés urbaines.		OBJECTIF susciter et soutenir des travaux de recherche visant l'adoption, l'adaptation et la mise au point de procédés ou de produits nouveaux et propres garantissant la protection de l'environnement et la pérennité des ressources.	
ORIENTATIONS ET PRIORITÉS	Définies par le ministère de l'Environnement à l'appui de ses interventions. Le Ministère les fait connaître, entre autres, lors d'appels de propositions thématiques.		CARACTÉRISTIQUES Objectif environnemental répondant à une problématique identifiée par le ministère de l'Environnement. Progrès environnemental et technologique réel par rapport aux modes actuels de production ou de fonctionnement dans l'industrie. Partenariat obligatoire entre une entreprise du secteur privé et un ou des milieu(x) de recherche. Participation financière significative d'une entreprise du secteur privé en temps/personnes ou en services. Structure opérationnelle clairement définie. Composante majeure en recherche et développement. Seuil : le total des dépenses admissibles doit atteindre au moins 500 000 \$.	
THÈMES	<ul style="list-style-type: none">— Gestion des déchets et des résidus.— Assainissement et restauration.— Développement durable.		AIDE FINANCIÈRE Crédit d'impôt remboursable de 40 % sur la totalité des dépenses de recherche et de développement. Subvention pouvant atteindre 40 % (exceptionnellement 50 %) des dépenses admissibles ne se qualifiant pas au crédit d'impôt remboursable de 40 %. Mesures fiscales favorables aux entreprises y ayant droit. Contributions gouvernementales complémentaires : subvention d'un dollar pour chaque dollar de subvention fédérale.	

PROGRAMME D'AIDE À LA RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT EN ENVIRONNEMENT

Normes et critères d'attribution des subventions

1. Objectif

Ce programme d'aide financière vise à :

- Générer les bases scientifiques pour les programmes d'intervention reliés à la qualité de l'environnement.
- Privilégier la concertation avec les partenaires, entre autres par le cofinancement de la recherche et du développement en environnement (RD-E).
- Assurer les transferts technologiques entre le réseau des chercheurs et le Ministère et les autres utilisateurs.
- Contribuer à la formation des chercheurs à l'extérieur du Ministère et des spécialistes à l'interne.
- Favoriser l'enchaînement du processus d'innovation. Le Ministère veut favoriser la recherche-développement qui contribue d'une manière efficace à la gestion de la qualité de l'environnement. C'est pourquoi il appuie l'ensemble du processus d'invention et d'innovation qui comprend : la recherche fondamentale, la recherche appliquée, le développement et la démonstration.

2. Axes prioritaires

Le Ministère accorde une attention particulière aux problèmes environnementaux qui affectent la santé humaine et la santé des écosystèmes; il s'intéresse au développement de moyens pour conserver ou améliorer les équilibres des composantes environnementales, à cet effet, il appuie la recherche-développement dans les axes prioritaires suivants :

- L'assainissement des eaux et l'approvisionnement en eau potable
- La dissémination des substances toxiques
- Les technologies propres et la valorisation des résidus
- La connaissance des écosystèmes

3. Clientèles

- Les universités ou les chercheurs affiliés à une université;
- les centres de recherche non-universitaires et les laboratoires;
- les entreprises-conseils;
- les associations.

4. Aide financière

- 4.1 Le ministère de l'Environnement et de la Faune favorise le cofinancement des projets de recherche.
- 4.2 La subvention maximale du Ministère est de 100 000 \$ par projet et par année. Au-delà de ce montant, le Ministère doit obtenir l'autorisation du Conseil du trésor.
- 4.3 Dans le cas de démonstration industrielle ou commerciale de procédés, d'équipements ou de produits, le ministère de l'Environnement et de la Faune verse une subvention de recherche ne dépassant pas 50 pour cent des coûts admissibles, déduction faite de toute autre aide directe (subvention, remise d'intérêt sur prêt, etc.) accordée par un autre ministère ou organisme du gouvernement du Québec ou du Canada.
- 4.4 La durée maximale de la subvention ne peut s'échelonner sur plus de trois (3) ans.

LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES
PROGRAMME: PARDE GÉNÉRAL
ANNÉE FINANCIÈRE 1995-1996

BÉNÉFICIAIRE	TITRE DU PROJET	MONTANT
IRBV	Biosphère - épuration voie extensive	15 000
UQAM/Sorel-Tracy	Sous-produits de calamine	5 000
INRS-Eau	Outil d'évaluation / pertes pesticides (Pestiflux)	14 000
Groupe Dryade Ltée	Modes gestion espèces menacées	20 000
Université de Montréal	Modélisation manganèse	8 725
Université du Québec à Trois-Rivières	Biocapteur de phytotoxicité aquatiques	14 000
Université du Québec à Montréal	Ozone troposphérique	20 000
GESTE	Répertoire technologies appropriées	19 839,33
TOTAL		116 564,33

P.S.: Le bilan de fermeture de l'année financière n'est pas encore fait; il y a des probabilités de modifications de certains montants

Situation budgétaire au 96-04-18

- 77 -

LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES

PROGRAMME: FRDTE - VOLET PREE

ANNÉE FINANCIÈRE 1995-96

BÉNÉFICIAIRE	TITRE DU PROJET	MONTANT
Centre de recherche Premier	Biofiltration eaux usées / résidences isolées	20 000
Camping Québec	Camping / ouvrages d'assainissement	60 000
John Meunier inc.	Procédés de remplacement	50 000
Consultants RSA	Déphosphatation marais artificiels	25 000
Génivar inc.	Recirculation boues chimiques	150 000
Societextes inc.	Méga-fosse pour eaux usées	87 000
SNC-Lavalin Environnement inc.	Recirculation eaux lixiviation/enfouissement	140 000
Valoraction inc.	Système DAB / déshydratation boues	31 039
Canmec inc.	Camion-usine / déshydratation boues	140 000
IRBV	Reboisement sites dégradés	40 000
INRS-EAU	Décontamination cendres volantes	34 000
École Polytechnique	Élimination des nutriments	85 000
CookshireTex	Traitement des eaux de textile	30 000
Université de Sherbrooke	Biofiltration: BIOSOV	30 875
Combustion Énergie Ainsley inc.	Émission des chaudières / Bunker C	150 000
Biothermica international inc.	Dépoussiéreur - Phase II	20 000
Entraco inc.	Résidus miniers / boues pâtes et papiers	120 000
Produits Shell Canada Limitée	Biodégradation sablière Thouin	240 000
Consortium Serrener/Varisco	Traitement in-situ sols contaminés	152 000
Construction Soter	Sols contaminés / bitume moussé	40 000
Créalab inc.	Traitement électrocinétiques sols	121 909
Pétrolière Impériale	Évaluation écotoxicologique de sols contaminés	50 000
Produits Shell Canada Limitée	Trait. sols / boues biologiques raffinerie	59 000
Alcan International Limitée	Soltec / sols contaminés Diesel	90 000
Biogénie inc.	Sols contaminés / champignons	75 000
Services Environnementaux AES inc.	Concept rejet zéro / sols contaminés	110 000
Société d'expertise Envirotast Ltée	Sols contaminés / réservoirs produits pétroliers	60 000
U. Laval/dép. de microbiologie	Essais cinétiques	90 000
Université Laval-GREGI	Sols contaminés	200 000
Aluminerie Alcan inc.	Système de contrôle du bruit	20 000
SNC-Lavalin	Détection fuites systèmes d'entreposage	14 000
INRS-EAU	Pratiques culturales pertes maïs	155 000
Université Laval/Dép. biologie	Puceron / sapin de Noël	55 000
Soc. des musées de sc. natur. de Mtl	Ail des bois et ginseng	65 000
Université du Québec à Montréal	Évaluation milieux forestiers	30 000
Université du Québec à Montréal	Morcellement des forêts	45 000
U. Laval/Centre d'études nordiques	Espèce menacée: Floerkea	50 000
Les industries Normrock inc.	Amphibex et Amphi-transport	21 620
INRS-EAU	Bassins versants "GIBSI"	250 000

BÉNÉFICIAIRE	TITRE DU PROJET	MONTANT
INRS-Eau	Projet Métrique	200 000
Université Laval	Restauration des tourbières	61 000
Centre québécois du droit de l'environ.	Réforme droit servitudes / conservation	5 000
Agéos	Gestion intégrée / eau souterraine	300 000
Consortium GL-UDA	Valorisation boues - impacts sur faune	50 000
Univ. de Montréal, Fac. méd. vét.	Indicateurs méthylmercure piscivores	30 000
INRS-EAU	Métaux traces organismes benthiques	48 466
Roche, R & D	Système de détection de polluants	50 000
Université du Québec à Trois-Rivières	Mousses aquatiques	34 200
Université du Québec à Montréal	Gestion des gaz à effet de serre	125 000
TOTAL		4 110 109

P.S.: Le bilan de fermeture de l'année financière n'est pas encore fait; il y a des probabilités de modifications de certains montants.

Situation budgétaire au 96-04-18

LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES
PROGRAMME: FRDTE - VOLET PITE
ANNÉE FINANCIÈRE 1995-1996

BÉNÉFICIAIRE	TITRE DU PROJET	MONTANT
Meunier CEGEO	Eaux d'orages	185 132
TOTAL		185 132

P.S.: Le bilan de fermeture de l'année financière n'est pas encore fait, il y a des probabilités de modification du montant

Situation budgétaire au 96-04-18

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.7

**LISTE DES CONSEILS RÉGIONAUX EN ENVIRONNEMENT, AVEC LES MEMBRES DE LEUR
CONSEIL D'ADMINISTRATION AINSI QUE LEUR BUDGET ET LES SUBVENTIONS DU
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE POUR 1995-1996
ET PRÉVISIONS POUR 1996-1997**

**SUBVENTIONS VERSÉES PAR LE MEF ET
BUDGET DES CRE – 1995-1996**

NOM DU CRE	MONTANT STATUTAIRE	MONTANT VARIABLE SELON LA PARTICIPATION DU MILIEU	TOTAL	BUDGET DU CRE
01 Bas-Saint-Laurent	40 000 \$	0 \$	40 000 \$	58 000 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	40 000 \$	20 000 \$	60 000 \$	76 300 \$
03 Québec	40 000 \$	20 000 \$	60 000 \$	171 400 \$
04 Mauricie-Bois-Francis- Drummond	40 000 \$	0 \$	40 000 \$	44 670 \$
05 Estrie	40 000 \$	20 000 \$	60 000 \$	141 800 \$
07 Outaouais	40 000 \$	6 013 \$	46 013 \$	105 700 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	40 000 \$	0 \$	40 000 \$	60 000 \$
09 Côte-Nord-Sept-Îles	40 000 \$	445 \$	40 445 \$	112 600 \$
11 Gaspésie-Îles-de la Madeleine	40 000 \$	0 \$	40 000 \$	65 500 \$
12 Chaudière-Appalaches	40 000 \$	400 \$	40 400 \$	65 267 \$
13 Laval	13 333 \$	0 \$	13 333 \$	37 333 \$
14 Lanaudière	40 000 \$	20 000 \$	60 000 \$	456 281 \$
15 Laurentides	40 000 \$	0 \$	40 000 \$	59 000 \$
16 Montérégie	40 000 \$	11 040 \$	51 040 \$	192 160 \$
TOTAL :	533 333 \$	97 898 \$	631 231 \$	

ACTION-ENVIRONNEMENT : 1995-1996

Dans le cadre du programme Action-Environnement, neuf CRE ont reçu des subventions de 10 000 \$ pour un total de 90 000 \$. Ces sommes sont attribuées pour des projets spécifiques, évalués au mérite par un jury indépendant, au même titre que les projets présentés par les autres organismes environnementaux. Ainsi, le montant de 90 000 \$ attribué aux CRE, pour l'année 1995-1996 dans le cadre du programme Action-Environnement, ne doit pas être considéré comme subvention de fonctionnement.

SUBVENTIONS PRÉVUES POUR L'ANNÉE 1996-1997

Pour l'année 1996-1997, le MEF a prévu une enveloppe budgétaire de 800 000 \$ pour les subventions versées au 14 CRE.

NOM DU CRE	COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
01 Bas-Saint-Laurent	<p>ONG environnementaux (huit postes sur quinze) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Association pour la protection du lac Témiscouata (Cabano) 2. Corporation environnementale de la Côte-du-Sud (La Pocatière) 3. Crie du Grand-Portage (Rivière-du-Loup) 4. Écolo-Vallée (Amqui) 5. Éco-Verton (La Pocatière) 6. Garde (Rimouski) 7. Univert (Matane) 8. Société d'écologie de la batture de Kamouraska (Kamouraska)
02 Saguenay—Lac-Saint-Jean	<p>Magella Archibald : Secteur individu Marie-Claude Verschelden : Secteur individu Louis Turcotte : Secteur environnemental (Société d'histoire) Jean-Louis Bourque : Secteur environnemental (Département santé environnemental du CLSC le Norois) Marc Hudon : Secteur environnemental (ZIP Saguenay) Gérard Savard : Secteur économique Gabriel Dallaire : Secteur syndicat Clément Lajoie : Secteur municipal Paul Desmeules : Secteur santé Antonio Dallaire : Secteur agricole À combler : Secteur éducation</p>
03 Québec	<p>Colette Tardif Carole Ancil, Les Ami-e-s de la Terre de Québec Claude Allard, Comité Environnement C.C.S.N.R.Q. Marie Bernard Mario Denis, Société d'aménagement et de conservation des lacs Long et Mautauban inc. Ginette Paquin, Groupe d'initiative et de recherches appliquées au milieu Viateur Alain</p>
04 Mauricie-Bois-Francis-Drummond	<p>GARDE (Groupe d'action pour le respect et la défense de l'environnement) Coalition environnementale Mékinac Action environnement Drummond Info-Nature Mauricie Groupe de l'éducation relative à l'environnement Mouvement vert Les Recycologiques Club Re-vert Recyclage Trois-Rivières Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Mauricie RIMGD Bécancour RIMGD Bas-Saint-François Comité de gestion des déchets MRC Drummond Union des producteurs agricoles (UPA) Direction de la santé publique Commission scolaire Normandie</p>

NOM DU CRE	COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
05 Estrie	<p>Municipalités : Maires porteurs du dossier environnement MRC du Granit : Jean-Denis Turgeon MRC du Val Saint-François : Nelson Berriault, maire de Stoke MRC de Coaticook : Ghislaine Gilbert, maire de East Hereford MRC de Sherbrooke : Georges Émond, maire de Deauville MRC d'Asbestos : Julien Vachon, maire des Trois-Lacs MRC du Haut Saint-François : Normand Potvin, maire de Newport MRC de Memphrémagog : Denis Morin, maire de Sainte-Catherine-de Hatley</p> <p>Groupes et organismes environnementaux <u>MRC de Sherbrooke</u> : Micheline Fournier, Éco-Ressources de l'Estrie, Michel Ledoux, Comité d'implantation d'un centre de gestion et de recyclage des déchets dangereux de l'Estrie, Michel Montpetit, Association pour la Maîtrise en environnement de l'Université de Sherbrooke, Chantal Gagnon, CHARMES</p> <p><u>MRC du Memphrémagog</u> : Norbert Fauteux, Association pour la préservation du Lac Magog, Jean-Guy Dépôt, Association des propriétaires riverains du Lac Browker</p> <p><u>MRC de Coaticook</u> : Pierre Morency, Coalition contre l'importation des déchets</p> <p>Éducation - Recherche <u>Universités</u> : Roland Ledoux, Faculté des Sciences appliquées Université de Sherbrooke <u>Collèges</u> : Marie-Johanne Lacroix, Directrice exécutive du Regroupement des collèges de l'Estrie</p> <p>COOPTÉ Jean-Marie Bergeron, professeur, Département de biologie Université de Sherbrooke</p>
07 Outaouais	<p>Catherine Podersky, Association des biologistes de l'Outaouais Alain Brizard, Action-Vitale Dominique Burlone, GAGE-DO Réjean Laflamme, Conseil des Coopératives de l'Outaouais Jacques Fournier, Comité de l'environnement du Syndicat de l'Enseignement de l'Outaouais Daniel Toussaint, Club des Ornithologues de l'Outaouais Michèle Hotte, Comité de l'environnement du Conseil Central CSN Marcel Painchaud, Commission scolaire Outaouais-Hull Ève Jasmin, à titre individuel Marc Turgeon, à titre individuel 2 postes sont à combler</p>
08 Abitibi-Témiscamingue	<p>Michel Lahaie, Comité de vigilance en environnement régional Daniel Beauvais, Comité de vigilance en environnement régional Alice Chagnon, Comité permanent d'Amos pour la protection de l'environnement Jacinthe Châteauvert, Recyclo-Nord Mario Deshaies, Comité permanent en environnement Rouyn-Noranda Marcel Pelletier, Fédération des travailleurs du Québec Gilles Dubreuil, Municipalité de Belcourt André Lévesque, Municipalité de Senneterre Un poste vacant</p>

NOM DU CRE	COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
09 Côte-Nord-Sept-Îles	CAPE de Baie-Comeau Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles Corporation du parc régional de Pointe-aux-Outardes Association forestière de la Côte-Nord Corporation Amory Gallienne de Matamek La Ressourcerie de Baie-Comeau Comité culturel de Longue-Pointe de Mingan Réserve indienne de Bestamite Régie régionale de la santé MRC de Caniapiscau MRC de la Haute-Côte-Nord MRC de Sept-Rivières MRC de Manicouagan MRC de la Minganie Municipalité de la Côte-Nord du Golfe Saint-Laurent
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Environnement Vert-Plus Attention Frag'Îles Comité de protection de la Baie des Chaleurs (ZIP Baie des Chaleurs) Recyclerest PESCA - Conseillers en biologie Récupération La Récolte
12 Chaudière-Appalaches	Groupes environnementaux : Clin d'OEIL en environnement Récupération Frontenac inc. Récupération Lotbinière inc. Société V.I.A. inc. ZIP Québec, Chaudière-Appalaches Milieux socio-économique Fédération de l'UPA Côte du Sud Lab Chrysotile inc. Sani-Mobile inc. Ville de Lévis Autres organismes membres individus MRC l'Islet Jeunes (18 à 26 ans) Desseau Environnement et Aménagement inc.
13 Laval	Éco-Nature de Laval Comité de protection de l'environnement de Saint-François Pro-Pêche Québec Espaces Verts la Source Département Santé publique Commission scolaire les Écores Chambre de Commerce et d'Industries de Laval Ville de Laval

NOM DU CRE	COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
14 Lanaudière	<p>Sept organismes environnementaux non gouvernementaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> Action écologie de Saint-Jean-de-Matha Éco-Bayolle de Saint-Élisabeth Amis de l'environnement de Brandon Comité environnemental de Saint-Liguori Regroupement vert de Sainte-Geneviève-Berthier La Bande à Bonn'Eau 1 poste vacant <p>Trois groupes intéressés à la conservation des ressources naturelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> Département de Santé pulique Conseil central Lanaudière 1 poste vacant <p>Un industrie et commerce :</p> <ul style="list-style-type: none"> Récupération-Nord-Ben inc. <p>Un gouvernement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Corporation municipale de Saint-Jean-de-Matha <p>Deux citoyens :</p> <ul style="list-style-type: none"> Jean-Pierre Marcoux 1 poste vacant
15 Laurentides	<p>Jacques Ruelland : Environnement Saint-Placide et Centre local d'écologie des Basses-Laurentides</p> <p>Benoît Guindon : Environnement Boisbriand</p> <p>Suzanne St-Amour : Association protection de l'environnement des Hautes-Laurentides</p> <p>Michel Cardin : Centre local d'écologie des Basse Laurentides et Clud 4-H Saint-Eustache</p> <p>Karin Blundell : Tournenvert</p> <p>Thérèse Borduas : Association du Lac Mercier</p> <p>Éric Horibeck : Association protection de l'environnement des Sables</p> <p>Stéphane Michaud : Corporation de protection de l'environnement de Mirabel</p> <p>Jean Boisvert : Association des citoyen(nes) de Saint-Colomban</p> <p>Lyne Bérubé : Les Serres Clara Bourgeois</p> <p>Denis Labelle : Coopérative des Travailleurs</p> <p>Roger Lemoine : Re-Source Deux-Montagnes</p>
16 Montérégie	<p>Neuf membres d'organismes environnementaux</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 membre de gouvernements locaux 1 membre d'entités parapubliques 4 individus

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.8

NOMBRE D'ENQUÊTES MENÉES PAR LA DIRECTION DES ENQUÊTES DU MEF
QUI ONT ABOUTI À DES POURSUITES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL ET NOMBRE
DE CES ENQUÊTES QUI SE SONT SOLDÉES EN FAVEUR DU MINISTÈRE.
NOMBRE DE CONDAMNATIONS ET MONTANT DES AMENDES DEPUIS 1991

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 1996-1997
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

QUESTION 8 :

Nombre d'enquêtes menées par la Direction des enquêtes du MEF, qui ont abouti à des poursuites par le procureur général et nombre d'entre elles qui se sont soldées en faveur du MEF.

RÉPONSE :

Au cours de l'année 1995-1996, la Direction des enquêtes a complété 848 dossiers d'enquêtes. À ce jour, 594 dossiers ont été transmis à la Direction des affaires juridiques pour étude dont 172 ont fait l'objet de poursuites. Pour 94 de ces dossiers les procédures sont toujours en cours, dans 69 dossiers les poursuites ont abouti en faveur du Ministère et pour les 9 autres dossiers il y a eu acquittement.

QUESTION 8 :

Nombre de condamnations et montant des amendes depuis 1991.

RÉPONSE :

Depuis le 1^{er} avril 1991, le nombre de chefs d'accusation avec condamnations est de 2 603. Le montant des amendes octroyées s'élève à 5 500 940 \$.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.9

**LISTE DES SITES D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE, DÉPÔTS EN TRANCHÉE,
DE DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS ET DÉPÔTOIRS, DATE DE LA DERNIÈRE VISITE
ET ÉTAT DE CONFORMITÉ DES SITES**

Question 9

LISTE DES SITES D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE, DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS ET DES DÉPÔTOIRS, POUR CHACUNE DES DIRECTIONS RÉGIONALES DU MEF, AVEC LE NOMBRE DE VISITES, LA DATE DE LA DERNIÈRE VISITE DU MINISTÈRE ET L'ÉTAT DE CONFORMITÉ DES SITES AUX LOIS ET RÈGLEMENTS DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine (01-11)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Corporation municipale de Saint-Philippe-de-Néri 12 rue de l'Église, C.P. 70 Saint-Philippe-de-Néri (QC) GOL 4A0	Idem au propriétaire	Lots 130, 131, 132 et 133, Rang III, Saint-Philippe-de-Néri	1993.12.06	1995.07.18	OUI
MRC Denis-Riverin 6, 1ère avenue ouest, C.P. 969 Sainte-Anne-des-Monts (QC) GOE 2G0	Productions G.E.P.C. Inc. 143 rue Meunier, C.P. 535 Matane (QC) G4W 3P5	Lots 11-2-1, 12-1-2, Rang III, Canton de Cap-Chat, Municipalité de Sainte-Anne-des-Monts	1993.11.25	1996.01.18	OUI
MRC de La Matapédia 123 rue Desbiens, C.P. 2020 Amqui (QC) GOL 1B0	Productions G.E.P.C. Inc. 143 rue Meunier, C.P. 535 Matane (QC) G4W 3P5	Lots 71-A-1, 72-A-2, 71-A-2, Rang I, Canton Lepage	1993.07.08	1996.02.07	OUI
MRC de La Mitis 300 avenue du Sanatorium Mont-Joli (QC) G5H 1V7	Productions G.E.P.C. Inc. 143 rue Meunier, C.P. 535 Matane (QC) G4W 3P5	Lots 25, 26, Rang Nord-Est du Chemin Kempt, Padoue	1993.11.24	1995.06.15	OUI
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides des Anses C.P. 939 Grande-Rivière (QC) GOC 1V0	Idem au propriétaire	Lots 13-B, 13-C, 13-D-1, 13-D-2, rang II de Pabos, Grande-Rivière; Lots 14 et 15, rang Est du Petit-Pabos, St-François de Pabos.	1993.08.11	1995.06.06	OUI

-90-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine (01-11)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de New-Richmond, Caplan, et Maria C.P. 338, 99, Place Suzanne-Guité New-Richmond (QC) G0C 2B0	Idem au propriétaire	Lots P-610-1 et P-610-2, Rang IV Canton de New-Richmond, New-Richmond	1993.07.26	1995.07.17	OUI
Ville de Cabano 79 rue Commerciale Cabano (QC) G0L 7E0	Idem au propriétaire	Lot 124 ptie, Rang II sud-ouest du chemin de Témiscouata, cadastre de la Paroisse de St-Louis du Ha! Ha!	1994.01.14	1995.09.11	OUI
Ville de Dégelis 369 rue Principale, C.P. 130 Dégelis (QC) G0L 1H0	Idem au propriétaire	Lots 23-B, 24-B, 25-B, Rang A Est de la rivière Madawaska	1993.11.24	1995.11.08	OUI
Ville de Gaspé 25 Hôtel de Ville, C.P. 618 Gaspé (QC) G0C 1R0	Idem au propriétaire	Lot 288, Rang Darmouth, Canton Baie-de-Gaspé-Sud	1993.12.06	1995.10.17	OUI
Ville de Matane 230 avenue Saint-Jérôme Matane (QC) G4W 3A2	Matane Sanitaire Inc. 727 du Phare Est Matane (QC) G4W 1A9	Lot 210-1, Rang I, Saint-Jérôme-de-Matane	1992.05.11	1995.11.14	OUI
Ville de Percé C.P. 99 Percé (QC) G0C 2L0	Transport Gaston Berthelot Inc. 1328 Rang II Percé (QC) G0C 2L0	Lot 1076-P, Rang IV, Canton de Percé, Percé	1993.12.20	1995.09.19	OUI

-16-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
AU 23 MARS 1994**

Direction régionale Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine (01-11)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ville de Pohénégamook Rue Guérette, C.P. 159 Pohénégamook (QC) G0L 1J0	Idem au propriétaire	Lots 37, 38, Rang VII, Canton d'Escourt, municipalité de St-Elzéar	1993.09.27	1995.09.13	OUI
Ville de Rimouski 205 avenue de la Cathédrale Rimouski (QC) G5L 5J1	Idem au propriétaire	Lots 137P, 138-1, 136-4 Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	1994.01.19	1995.11.06	OUI
Ville de Rivière-du-Loup 65 rue Hôtel-de-Ville, C.P. 37 Rivière-du-Loup (QC) G5R 3Y7	Idem au propriétaire	Lots 36, 37, 38, 39 et 40, Rang I, Paroisse de Saint-Georges de Cacouna	1993.12.06	1995.09.27	OUI

1-26

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Saguenay- Lac Saint-Jean (02)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
MRC Domaine-du-Roy 901 boul. Saint- Joseph, Suite 101 Roberval (QC) G8H 2L8	Martin Deschenes et Marcel Tremblay 58 de la Gare Chambord GOW 1G0	Lots 25, 26, 27, rang VIII, Canton Ashuapmushuan	1993.10.28	1996.02.07	OUI
MRC du Fjord-du-Saguenay 475 boul. Talbot Chicoutimi (QC) G7H 4A3,	Idem au propriétaire	3501, rang Saint-Paul Laterrière. Lot 1, rang VIII, canton Laterrière	1992.10.16	1995.11.01	OUI
MRC Lac Saint-Jesn Est 675 rue Collard Ouest Alma, (QC) G8B 1N1	Drainage Lazure Inc. 16 rue Saint-Edouard, C.P. 360 Saint-Liboire (QC) JOH 1R0	Lots 42, 43, 44. 45, 46 et 47, rang I, cadastre officiel du canton Garnier	1991.11.14	1995.12.12	OUI
MRC Maria-Chapdelaine 209 boul. des Pères Mistassini (QC) GOW 2C0	Excavation Dolbeau Inc. 493 2e Avenue Dolbeau (QC) G8L 1V3	Lot 45, rang XV, Canton Parent	1993.11.11	1995.12.04	OUI

196-1

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale de Québec (03)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	* AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Corporation municipale des Cantons-Unis de Stoneham et Tewkesbury 325 avenue du Hibou Stoneham (QC) G0A 4P0	Idem au propriétaire	Lots P3C, P3D et P4, rang III, Stoneham et Tewkesbury	1992.10.22	1995.11.14	NON
Martin Leclerc 54 rue Lamontagne St-Tite-des-Caps (QC) G0A 4J0	Services sanitaires Leclerc Ltée 54 rue Lamontagne St-Tite-des-Caps (QC) G0A 1B0	St-Tite-des-Caps. Lots 325, 326, 327 et 328 du cadastre de la paroisse de St-Tite-des-Caps	1992.10.15	1995.11.17	OUI
Paroisse de Baie St-Paul 6 de l'Equerre R.R. 4 BOITE 7 Baie St-Paul (QC) G0A 1B0	Idem au propriétaire	Lots 1659, 1660 et 1661 du cadastre de la paroisse de Baie St-Paul	1992.10.19	1995.10.19	OUI
Régie intermunicipale d'enfouissement sanitaire de Charlevoix-Est (RIDESCE) C.P. 123 Cap-à-l'Argile (QC) G0T 1B0	Délicontracto Inc. 276 Bois Francs Pierreriché Issoudun (QC) G0S 1L0	Lot 454 du rang Nord-Est de la Rivière-Malbaie du cadastre de la paroisse de la Malbaie	1992.11.11	1995.11.16	NON

-176-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale de Québec (03)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Régie intermunicipale de gestion des déchets du secteur Ouest de Portneuf 180 Route 354 Saint-Alban (QC) GOA 3B0	Gestion Sanitaire M & M Inc. a/s Michel Leclerc, président 4230, rue Hogan, bureau 100 Montréal (QC) H2H 2N3	Lot 157 du cadastre officiel de Saint-Alban-d'Alton	1992.10.30	1995.11.23	NON
Régie intermunicipale de l'Est de Portneuf C.P. 339 Pont-Rouge (QC) GOA 2X0	Idem au propriétaire	Lots 535-P, 534-P, 533-P et 532-P, du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles	1991.12.19	1995.11.08	NON
Ville de Saint-Raymond 375 Saint-Joseph Saint-Raymond (QC) GOA 4G0	Idem au propriétaire	Lot 506 partie du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond	1992.11.10	1995.10.20	NON

-95-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Mauricie - Bois-Francs (04)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Les Entreprises de rebuts Sanipan Inc. 2457 Chemin du Lac Longueuil (QC) J4N 1C1	Idem au propriétaire	10 rue Gagnon Saint-Nicéphore, lots 129, 129.3, 129.4, 130-67, Paroisse Saint- Nicéphore	1993.05.04	1996.02.27	NON
Gestion des rebuts DMP Inc. WMI Parc Hirondelles 1 boulevard de la Gabelle Saint-Etienne-des-Grès (QC) G0X 2P0	Idem au propriétaire	Route 261, Notre-Dame-de-la- Nativité-de-Bécancour, lots 284 à 287, Rang des Terres de travers, Fief Cournoyer	1993.08.13	1995.03.27	NON
Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Mauricie 1 boul. de la Gabelle C.P. 218 Saint-Etienne-des-Grès (QC) G0X 2P0	Idem au propriétaire	1 boulevard de la Gabelle, cadastre Saint-Etienne, St-Etienne, lots 63 à 71	1993.09.24	1996.02.07	NON

- 96 -

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Mauricie - Bois-Francs (04)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Municipalité de Champlain 819 rue Notre-Dame Champlain (QC) G0X 1C0	Idem au propriétaire	Lots 501, 502, 503, 504, 505, 507, Rang de Picardie Paroisse de la Visitation de Champlain 295 route Sainte-Marie Champlain (QC) G0X 1C0	1991.11.27	1996.02.13	NON
Ville de La Tuque 558, rue Commerciale La Tuque (QC) G9X 3A9	Idem au propriétaire	rang 11 Canton Mailhot - Lot 14-2 La Tuque (QC)	1993.10.19	1996.02.06	NON
Services Sanitaires Gaudreau Inc. 25 Route 116 C.P. 662 Victoriaville (QC) G6P 6V7	Idem au propriétaire	Paroisse de Saint-Rosaire, Saint- Rosaire, lots 25, 26-B, 26-C du Rang III	1992.11.11	1996.02.27	NON
Ville de Plessisville 1700 rue Saint-Calixte Plessisville (QC) G6L 1R3	A. Gregoire et Fils Ltée 323 rang du Golf Plessisville (QC) G6L 2Y2	Lot 1, Rang IV, Paroisse de Plessisville, Plessisville	1993.09.06	1996.02.13	NON

-97-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale de L'Estric (05)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Bestan Inc. 1994 Chemin Ayer's Cliff Magog (QC) J1X 3W2	Idem au propriétaire	1994 Chemin Ayer's Cliff, Magog Lots 10A, 10B, 10C, 10D, Rang XIII, paroisse du Canton de Magog	1992.11.13	1995.07.13	NON
F.M. Bessette Inc. 888 rue Principale Ouest Sainte-Anne-de-la-Rochelle (QC) J0E 2B0	Idem au propriétaire	888 rue Principale Ouest Sainte-Anne-de-la-Rochelle (QC) J0E 2B0 Lots 608 partie et 609, paroisse Sainte-Anne-de-la-Rochelle	1991.11.13	1995.02.20	OUI
MRC du Haut Saint-François 85 rue Principale Ouest Cookshire (QC) J0B 1M0	Idem au propriétaire	197 Chemin Main Central, Bury Lot 4, Rang X, paroisse du Canton de Bury	1992.12.15	1995.09.27	NON
MRC du Val Saint-François 810 rue Montée du Parc Richmond (QC) J1S 1J5	Idem au propriétaire	Lots 27A, 27B, rang VI, Canton de Melbourne	1993.11.19	1995.08.17	NON

-86-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale de l'Estrie (05)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de Coaticook C.P. 65 Coaticook (QC) J1A 2S8	Couillard Construction Ltée 228 rue Main Est Coaticook (QC) J1A 1N2	Chemin Bilodeau, Route rurale no 5 Coaticook, lots 21B et 21C, Ville de Coaticook	1993.10.12	1995.10.30	NON
Ville d'Asbestos 185 rue du Roi, C.P. 88 Asbestos (QC) J1T 1S4	Idem au propriétaire	Lot 9B, Rang IV, Canton de Shipton	1992.11.17	1995.11.09	NON
Ville de Lac-Mégantic 5527 rue Frontenac Bureau 200 Lac-Mégantic (QC) G6B 1H6	Lionel Boutin 3874 rue Vanier Lac-Mégantic (QC) G6B 2T2	Rue Pie XI, Lac-Mégantic, lots 2342 partie et 343 partie, Rang XI, paroisse du Canton du village d'Agnès	1992.11.18	1995.09.11	NON
Ville de Sherbrooke 555 rue des Grandes Fourches Sud Bloc B Sherbrooke (QC) J1H 5G7	Idem au propriétaire	735 rue des Pèlerins Sherbrooke Lots 22I et 22J, Rang 7, paroisse du Canton d'Ascot	1992.12.15	1995.10.02	NON

-66-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale de l'Outaouais (07)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ville de Maniwaki 186 rue Principale Maniwaki (QC) J9E 1Z9	2940-841 Chemin Lemaire Denholm (QC) J0X 2S0	Parties des lots 46 et 47, rang III, canton Kensington	1993.05.13	1995.02.23	OUI

-001-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Abitibi - Témiscamingue (08)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ville de Chibougamau 660, 3e Rue Chibougamau (QC) G8P 1P1	Idem au propriétaire	Intersection des routes du Golf et Guillim à Chibougamau, bloc 47, 49°57'39"N et 74°22'7"E	1993.10.19	1995.10.25	OUI
Ville de La Sarre 6, 4e Avenue Est La Sarre (QC) J9Z 1J9	Idem au propriétaire	Lot 36, Rang X, Canton La Sarre, La Sarre	1992.07.17	1996.02.15	OUI
Ville de Val d'Or 855, 2e Avenue, C.P. 400 Val d'Or (QC) J9P 4P4	Idem au propriétaire	Blocs 140, 141 et 144, Rang 7, Canton Bourlamaque, Val d'Or	1993.11.22	1996.02.21	OUI

-101-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Côte-Nord (09)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ministère des Ressources naturelles 456, rue Arnaud Sept-Iles (QC) G4R 3B1	Ville de Sept-Iles 546, avenue Dequen Sept-Iles (QC) G4R 2R4	Bloc 74 du canton Letellier	1991.11.22	1996.01.16	OUI
Ministère des Ressources naturelles 1290, boul. Laflèche Baie-Comeau (QC) G5C 3B2	Corporation municipale de Port-Cartier 40, rue Parent Port-Cartier (QC) G5B 2G5	Bloc 2, Canton Grenier, Municipalité de Pentecôte	1993.11.04	1996.02.27	OUI
Ministère des Ressources naturelles 1290, boul. Laflèche Baie-Comeau (QC) G5C 3B2	Régie intermunicipale d'enfouissement sanitaire de Manicouagan 19, rue Marquette Baie-Comeau (QC) G4Z 1K5	Partie du bloc D, Rang 7, Canton Manicouagan	1992.10.27	1996.02.27	OUI
MRC Haute Côte-Nord 9 rue Roussel, No 1 Les Escoumins (QC) G0T 1K0	Idem au propriétaire	Lots 14-1, 15-1 et 16-1 du Rang III et lots 15-1 et 16-1 du Rang IV du cadastre du canton de Bergeronnes, municipalité de Bergeronnes	1993.12.13	1996.02.27	OUI
MRC Haute Côte-Nord 9 rue Roussel, No 1 Les Escoumins (QC) G0T 1K0	Idem au propriétaire	Lot 333 du Rang B, municipalité de Sainte-Anne-de-Portneuf	1993.12.13	1996.02.27	OUI

- 103 -

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Chaudière Appalaches (12)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ville de Thetford-Mines 144 rue Notre-Dame Sud Thetford-Mines (QC) G6G 5T3	Les Constructions de l'Amiante Inc. 1209 boul. Smith Sud Thetford-Mines (QC) G6G 6K8	Robertsonville, lots 17 et 17A du Rang VI, du cadastre du Canton de Thetford	1993.05.19 1993.08.19	1996.02.14	OUI
Comité intermunicipal de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière 1225, rue du Pont St-Lambert-de-Lauzon (QC) G0S 2W0	DAM-MY Inc 667 rue des Erables Saint-Elzéar (QC) G0S 2J0	Lots 258P, 259P, 260P, 261P, 262P, 263P, 264P et 265P de la concession Belvèze du cadastre de la paroisse de St-Lambert, St-Lambert-de-Lauzon (P), M.R.C. Les Chutes-de-la-Chaudière	1993.08.16	1996.01.18	OUI
MRC de Bellechasse 100 Mgr Bilodeau, C.P. 130 Saint-Lazare (QC) G0R 3J0	Idem au propriétaire	Lots 90A-1, 90B-1, 91-1, 92a-1, 92b-1, 93a-1 et 93b-1 du Rang I Sud-Est du cadastre du canton d'Armagh, Saint-Cajetan-d'Armagh (P), M.R.C. Bellechasse	1993.11.10	1996.01.31	OUI
MRC de Lotbinière 6375, rue Gardeau, C.P. 430 Sainte-Croix (QC) G0S 1H0	Dilicontracto Inc. 276 Bois-Franc-Pierriche Issoudun (QC) G0S 1L0	Lot 70P de la concession de la Pointe-du-Jour du cadastre de la paroisse de St-Flavien, St-Flavien (P), M.R.C. Lotbinière	1993.08.13	1996.01.19	OUI

-103-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Chaudière-Appalaches (12)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud 11700 boul. Lacroix Saint-Georges (QC) G5Y 1L3	Idem au propriétaire	Saint-Côme-de-Kennebec, lots 31, 32 et 34 du Rang 2, Canton de Linière	1993.12.06	1995.12.19	OUI
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Anse-à-Gilles 92, 7e rue, C.P. 68 L'Islet (QC) GOR 2C0	Idem au propriétaire	Lots 344P, 348P, 351P, 353P, 354P, Rang 1, du cadastre de la Paroisse de L'Islet, L'Islet-sur-Mer (SD), M.R.C. L'Islet	1993.11.12	1996.01.30	OUI
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides des Etchemins 167 Route 204, C.P. 10 Sainte-Justine (QC) GOR 1Y0	Idem au propriétaire	Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, lot 462, Rang VII, Canton de Crambourne	1993.10.07	1996.02.09	OUI
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Islet-Sud 366 rue Principale Sainte-Perpétue (QC) GOR 3Z0	Idem au propriétaire	Sainte-Perpétue, lots 45, 46, 47, Rang A du Canton de Lafontaine	1993.11.08	1996.01.29	OUI

-104-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Chaudière-Appalaches (12)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Municipalité régionale de comté de Robert Cliche 111-A, 107 ^e Rue de la Station Beauceville (QC) G0S 1A0	Idem au propriétaire	Lots 1663, 1664 et 1665, paroisse de Saint-François Ouest Lot 209, paroisse Saint-Joseph-des-Érables	1991.11.14	1996.02.08	OUI
Ville de Disraëli 550 avenue Jacques-Cartier Disraëli (QC) G0N 1E0	Idem au propriétaire	Lots 14 et 15, Rang V du Canton de Garthby	1993.05.19	1996.02.14	OUI

-105-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Montréal-Lanaudière (14)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Construction Bérou Inc. 4 Chemin du Tremblay Boucherville (QC) J4B 6Z5	Services Sanitaires Transvick Enrg. 4 Chemin du Tremblay Boucherville (QC) J4B 6Z5	260, Rang Sainte-Louise Ouest, Saint-Jean-de-Matha Partie des lots 331, 332, 333, cadastre de la paroisse de Saint- Jean-de-Matha	1993.06.28	1996.02.27	OUI
Service Sanitaire R.S. Inc. 620 Notre-Dame Berthierville (QC) J0K 1A0	Idem au propriétaire	1001 Rang Bardochette Sainte-Geneviève-de-Berthier J0K 1A0. Partie des lots 158, 159 et 160 du cadastre de la paroisse de Berthier. Partie des lots 390, 391, 392, 393, 394, 395 et 396 du cadastre paroisse de Saint-Thomas	1992.05.06	1996.01.11	NON
Usine de Triage Lachenaie Inc. Corporation appartenant à la compagnie "Les Entreprises Browning-Ferries Ltée (BFI Ltd)" 3779 Voie de service Autoroute 640 Lachenaie (QC) G6W 5L6	Idem au propriétaire	3779 Voie de service Nord Autoroute 640, Lachenaie. Lots 82, 83, 90, 93 et 94, cadastre de la paroisse de Lachenaie	1993.07.07	1996.02.15	NON
Ville de Montréal Service des Travaux Publics 700 Saint-Antoine Est Montréal (QC) H2Y 1A6	Idem au propriétaire	Lieu d'enfouissement sanitaire Rivière-des-Prairies 15839 Sherbrooke Est Montréal (QC)	1993.10.13	1995.05.16	NON
Ville de Montréal Service des Travaux Publics 700 Saint-Antoine Est Montréal (QC) H2Y 1A6	C.T.E.D., Ville de Montréal Service des Travaux Publics 700 Saint-Antoine Est Montréal (QC) H2Y 1A6	C.T.E.D., 2525 Jarry Est Montréal, partie des lots 332, 333, 334, 334-1, 335, 336, 337, 338, 341 du cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Récollet	1993.09.29	1996.02.06	NON
CUM 2, Complexe Desjardins Case postale 129 Montréal (QC) H5B 1E6	Usine d'épuration des eaux usées 12001, boul. Maurice Duplessis Montréal (QC) H1B 1A3	Carrière DEMIX 11171, boul. Métropolitain Est Montréal Est (QC) Lots P-13 et P-14 Cadastre Paroisse Pointe-aux-Trembles		1995.11.27	NON

-106-

**ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996**

Direction régionale Laval - Laurentides (13-15)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Régie intermunicipale Argenteuil/ Deux-Montagnes 380 rue Principale Lachute (QC) J8H 1Y2	Idem au propriétaire	6985 chemin des Sources Mirabel (QC) J0V 1Z0 Lots P-7, -8, -9 et -10 rang East Settlement, cadastre de la paroisse de Saint-Jérusalem	1992.07.21	1995.10.24	OUI
Régie intermunicipale des déchets de la Rouge 106 rue Principale Sud, C.P. 580 L'Annonciation (QC) J0T 1T0	Idem au propriétaire	400, Route 117 Sud Marchand (QC) J0T 1T0 Lots 2 et 3 du Rang Ouest de la Rivière Rouge, cadastre Canton Marchand	1993.08.04	1995.10.05	OUI
Régie intermunicipale de déchets solides de la Lièvre C.P. 397 Mont-Laurier (QC) J9L 3P4	Idem au propriétaire	1064 boul. Industriel Mont-Laurier (QC) J9L 3V6 Lot 17-12 du Rang I, Canton Campbell	1994.02.15	1996.02.26	OUI
Services Sanitaires Robert Richer Ltée 2535, 1ère Rue Sainte-Sophie (QC) J0T 1S0	Idem au propriétaire	2535, 1ère Rue Sainte-Sophie (QC) J0T 1S0 Lots 25, 26, 27 et 28 cadastre de la paroisse de Sainte-Sophie Lots P10-35, P10-36 cadastre de Mirabel	1993.09.01	1995.12.20	OUI

-107-

ÉTAT DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UNE VÉRIFICATION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION POUR L'ÉVALUATION
ET LA RÉHABILITATION DES LIEUX D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE
FÉVRIER 1996

Direction régionale de la Montérégie (16)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE L'INSPECTION DANS LE CADRE DE PEARLES	DATE DE LA DERNIERE INSPECTION RÉGULIERE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Corporation municipale de la Paroisse de Saint-Anicet 335 ave Jules-Léger Saint-Anicet (QC) JOS 1M0	Idem au propriétaire	Lots 620, 621 et 622 du cadastre du canton de Godmanchester	1993.04.06	1996.02.05	OUI
Régie Intermunicipale d'élimination de déchets solides de Brome-Missisquoi C.P. 218 Dunham (QC) JOE 1M0	Idem au propriétaire	Lots 613, 614, 615 et 619 du Rang XIII du cadastre officiel du canton de Dunham	1992.08.27	1996.02.27	NON
Roland Thibault Inc. Route 137 Sainte-Cécile-de-Milton (QC) JOE 1M0JOE 2C0	Idem au propriétaire	702 Route 137, Sainte-Cécile-de-Milton, JOE 2C0 Lot 16A, Rang 1, Sainte-Cécile-de-Milton	1992.04.28	1996.02.22	OUI

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine

NNOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Excavations Bourgoin et Dickner Inc. 252, Route 291 Cacouna (Qc) G0L 1G0	Idem au propriétaire	Lots 29-1 et 30-P, Rang III cadastre officiel de la paroisse de Saint-Modeste	1995.09.27	OUI
Léopold Dubé 415, Montée Cortéreal Fontenelle (Qc) G0E 1H0	Idem au propriétaire	Lots 18-F et 19-P, Rang 1 Sud, Canton Sydenham, cadastre officiel de la municipalité de Gaspé	1995.03.03	NON
Robert L. Gaudet C.P. 213 Cap-aux-Meules (Qc) G0B 1B0	Idem au propriétaire	Lot 1567-P, cadastre de l'Île du Cap-aux-Meules, Cap-aux-Meules	1995.11.23	OUI
Léonard Thorne C.P. 135 Fatima (Qc) G0B 1B0	Idem au propriétaire	Lot 353, cadastre de l'Île du Cap-aux-Meules, Fatima, M.R.C. Îles-de-la-Madeleine	1995.10.30	OUI
Charles-August Mercier 171, Route 132 C.P. 225 Newport (Qc) G0C 2A0	Corporation municipale de Newport 300, Route 132 C.P. 7 Newport (Qc) G0C 2A0	Lot 618-P, rang I, Canton de Newport, Newport	1994.07.26	NON
Ville de Matane 230, avenue Saint-Jérôme Matane (Qc) G4W 1A9	Matane Sanitaire Inc. 727, rue du Phare Est Matane (Qc) G4W 1A9	Une partie du lot 210-1 du rang I du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de St-Jérôme-de-Matane	1995.11.14	OUI
Corporation municipale des Méchins 108, route des Fonds Les Méchins (Qc) G0C 1Y0	Idem au propriétaire	Lot 17-A-1 (P), Rang I, Canton Dalibaire	95.09.10	OUI
Ville de Rimouski 205, avenue de la Cathédrale Rimouski (Qc) G5L 5J1	Idem au propriétaire	Lots 136-4 P, 137, 138-1 P, cadastre de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	1995.11.06	NON

-601-

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Saguenay, Lac Saint-Jean

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
2526-0100 Québec Inc. (faisant affaire sous la raison sociale Terrassement Jocelyn Fortin enr.) 2031, rue des Urnes Alma (Qc) G8V 5V2	Idem au propriétaire	Lot 30, rang IV, canton Labarre Alma	1996.01.15	OUI
Jean-Marie Tremblay 1227, rang Simple Saint-Félicien (Qc) G8K 2N8	Les Entreprises Jean Tremblay et Fils 1227, rang Simple Saint-Félicien (Qc) G8K 2N8	Partie des lots 5 et 6, rang IV, canton de Demeulles, ville de Saint-Félicien	1995.10.20	NON
Ville de Jonquière 2890, Place Davis Jonquière (Qc) G7S 2E1	Idem au propriétaire	Partie des lots 4 et 5, rang V, canton Jonquière, ville de Jonquière	1995.11.14	NON
2526-0100 Québec Inc. (faisant affaire sous la raison sociale Terrassement Jocelyn Fortin enr.) 2031, rue des Urnes Alma (Qc) G8V 5V2	Idem au propriétaire	Lot 29, rang IV, Canton Labarre Alma	1995.06.13	NON
Léon-Maurice Villeneuve 970, boul. Martel Saint-Honoré (Qc) G0V 1L0	Léon-Maurice Villeneuve Excavation Inc. 970, boul. Martel Saint-Honoré (Qc) G0V 1L0	Partie du lot 54, rang VII, canton Tremblay, municipalité de Saint-Honoré	1995.09.07	OUI
2944-7828 Québec Inc. C.P. 1421 La Baie (Qc) G7H 1S0	Idem au propriétaire	Lot 28 A-4 (partie) rang A, canton Simard, municipalité de Shipshaw	1995.12.05	NON
Société d'Électrolyse et de chimie Alcan Ltée (énergie électrique Québec) 1200, avenue du Pont Alma (Qc) G8B 5W2	Idem au propriétaire	Lot 5, rang I, cadastre du canton de l'Île, ville d'Alma	1994-11-08	NON

- 011 -

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Saguenay, Lac Saint-Jean

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Bonneau et Morin Inc. 88, route rurale no 1 Roberval (Qc) G8H 2M9	Idem au propriétaire	Lot 195, rang II, canton Roberval, ville de Roberval	1995.10.20	NON
Arboresco Ltée 1530, rue des Cèdres Dolbeau (Qc) G8L 1N8	Excavation Dolbeau Inc. 493, 2e avenue Dolbeau (Qc) G8L 1V3	Lot 41-1 (partie) rang XV, canton Parent, municipalité de Dolbeau	1995.08.09	NON
Jules Poulin 29820, chemin Saint-Jean La Baie (Qc) G7B 3P6	Idem au propriétaire	Partie des lots 332 et 333, rang VIII, cadastre de la paroisse Saint-Alexis	1996.01.19	OUI
Jacques Savard 1201, boul. St-Paul Chicoutimi (Qc) G7J 3Y2	Excavation de Chicoutimi Inc. 1201, boul. Saint-Paul Chicoutimi (Qc) G7J 3Y2	Lot 14-B, rang VI, canton de Laterrière	1995.10.13	OUI
Robin Gilbert 1362, des Prés Jonquière (Qc) G7X 7V4	Idem au propriétaire	Partie des lots 13 et 14, rang I, cadastre du canton de Jonquière, Ville de Jonquière	1995.12.20	NON
Les Entreprises Alfred Boivin Inc. 2404, boul. Talbot Chicoutimi (Qc) G7H 5B1	Idem au propriétaire	Lot 17-A (partie), rang I sud-ouest, canton Chicoutimi	1995.10.13	NON
Léon Lavoie Entrepreneur général Inc.	Léon Lavoie Entrepreneur général inc. 771, boul. Sainte-Geneviève Chicoutimi (Qc) G7G 2E7	Lot 564, rang V nord-ouest, cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse	1995.08.15	OUI

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Québec

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Corporation municipale des Cantons-Unis de Stoneham et Tewkesbury	Comité Intermunicipal de l'Arrière-Pays 325, avenue du Hibou Stoneham et Tewkesbury (Qc) G0A 4P0	Lots P3C-P3D-P4, Rang III, Stoneham et Tewkesbury	1995.11.14	NON
Ville de La Malbaie 280, rue Mairn La Malbaie (Qc) G5A 1L9	Idem au propriétaire	Lot 580, rang Sud-Ouest de la rivière Murray, La Malbaie	1995.10.11	NON
Groupe Sani-Gestion Inc. 3383, boul. de la Chaudière Sainte-Foy (Qc) G1X 4B8	Idem au propriétaire	1512, 1ère avenue, Lac Saint-Charles Lots 1393, 1399 et 1400 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette	1995.12.11	NON
Régie Intermunicipale d'enfouissement sanitaire de Charlevoix-Est (R.I.D.E.S.C.E.)	Délicontracto Inc. 276, Bois-Francs Issoudun (Qc) G0S 1L0	Lot 454 du rang Nord-Est de la Rivière Malbaie du cadastre de la paroisse de La Malbaie	1995.11.16	NON
David Moisan 1133, rue Jean Gauvin Sainte-Foy (Qc)	Groupe Sani-Gestion Inc. 3383, boul. Chaudière Sainte-Foy (Qc) G1X 4B8	Rue Jean Gauvin, Sainte-Foy, lots 542, 543, 548, 549, 550, 551, 553, 554, 555 du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette	1995.12.11	NON
Régie Intermunicipale de l'Est de Portneuf	Idem au propriétaire	Lots 535-P, 534-P, 533-P et 532-P du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles	1995.11.08	NON
Frankat inc. 1300, de la Colline Lac Saint-Charles (Qc) G0A 2H0	Frankat inc. 1300, de la Colline Lac Saint-Charles (Qc) G0A 2H0	1300, de la Colline, Lac Saint-Charles, lot 962-P du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette	1995.11.21	OUI

11/11

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Mauricie-Bois-Francs

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Sablière Trois-Rivières inc. 750, boul. Industriel Blainville (Qc) J7C 3V4	Idem au propriétaire	Lots 222, 223 et 224, cadastre de Trois-Rivières	1996.02.15	NON
Roger et Marc Laroche 1181, chemin des Petite-Terres Pointe-du-Lac (Qc) G0X 1Z0	Idem au propriétaire	Lots P-283, P-284, P-285, P-286, P-287, cadastre de la paroisse de Pointe-du-Lac 1181, chemin des Petite-Terres	1996.02.27	NON
Location d'équipement AMD Ltée 120, 3 ^e Rang St-Rosalie (Qc) J0H 1X0	Idem au propriétaire	Lot 18-P, rang I, cadastre du canton Durham, L'Avenir	1996.01.30	NON
Gestion Yvan Majeau inc. 580, boul. Tourville Saint-Nicéphore (Qc) J2B 6V2	Idem au propriétaire	Lot 256, rang V, cadastre du canton de Wickham, Saint-Nicéphore	1996.02.27	NON
Sables des Forges Inc. 2950, rue Sidbec Trois-Rivières Ouest (Qc) G8Z 4E1	Idem au propriétaire	Lots 10 à 16 inclusivement, cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, Autoroute Transquébécoise	1996.02.07	NON
Les Enfouissements Shawinigan inc. 4613, 16 ^e Avenue Shawinigan (Qc) G9N 4S5	Idem au propriétaire	Lots 11 et 12, cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, Chemin des Cormiers, Shawinigan	1996.01.10	NON
Madame Louise Désaulniers 2800, 2 ^e rue Grand-Mère (Qc) G9T 1K1	Idem au propriétaire	Lot P-122, cadastre de Sainte-Flore, Rang Saint-Olivier, Grand-Mère	1996.02.27	NON
La Sablière du Cap inc. Les Services Sanitaires Blainville 750, boul. Industriel Blainville (Qc) J7C 3V4	Idem au propriétaire	Lot 523-P, cadastre de Saint-Maurice, 1301 des Pins, Saint-Louis-de-France, G8T 7J8	1996.01.19	NON
Enfoui-Bec inc. 18055, rue Gauthier Bécancour (Qc) G0X 2T0	Idem au propriétaire	Partie des lots 64, 65 et 66, cadastre de Saint-Grégoire	1996.01.03	NON

11/3

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Mauricie-Bois-Francs

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
E. Bergeron et fils inc. 1591, 50e avenue Grand-Mère (Qc) G9T 5Y5	Idem au propriétaire	Lot P-123, cadastre de Sainte-Flore, rang Saint-Olivier, Grand-Mère	1996.02.27	NON
Excavation Girard et Simard Inc. 1511, boul. des Prairies Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine (Qc) G8T 7V8	Idem au propriétaire	Lot 482, cadastre de la paroisse de Saint-Maurice, boulevard des Pins, Saint-Louis-de-France	1995.11.23	NON
Gestion Jules Joyal Inc. et Gestion Michel Joyal Inc. 900, rue Saint-Pierre Drummondville (Qc) J2C 3X3	Idem au propriétaire	Lot 77, rang II, cadastre du canton de Wickham, Saint-Nicéphore	1995.11.30	OUI
Service Sanitaire Gaudreau Inc. C.P. 662 Victoriaville (Qc) G6P 6V7	Idem au propriétaire	Lots 18 et 19, rang II, cadastre de Saint-Christophe-d'Arthabaska 25, Route 116	1996.02.21	NON
Léo Pronovost 1031, rang Le Bourdais Saint-Tite (Qc) G0X 3H0	Idem au propriétaire	Lot 294, paroisse de Saint-Tite	1995.08.30	NON
Construction et Pavage Maskimo Ltée 123, Saint-Jean-Baptiste C.P. 40 Charette (Qc) G1X 1E0	Idem au propriétaire	Lots 1, 2, 3, rang I, Sainte-Catherine et 87, 88, rang II, Sainte-Catherine, Grand-Mère	96.02.27	NON

-111-

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Estrie

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
2853-5326 Québec Inc. 985, Route 220 Bonsecours (Qc) J0E 1H0	Idem au propriétaire	Lot 485, rang VI, Canton de Stukely, Municipalité de Bonsecours	1996.01.23	NON
Bestan inc. 1994, chemin d'Ayer's Cliff C.P. 718 Magog (Qc) J1X 5A8	Idem au propriétaire	Lot 11 D, Rang XIII, Canton de Magog	1996.01.23	NON
Sanitaire Lac-Mégantic 2387, Route 204 Lac-Mégantic (Qc) G6S 2S1	Idem au propriétaire	Lot 39, rang IV, Canton de Spaulding, Municipalité de Frontenac	1996.01.24	NON
Monsieur Marcel Henri 1632, boul. Saint-François Nord Fleurimont (Qc) J1H 5H3	Idem au propriétaire	Lot 19b, rang IV, Canton de Stoke	1996.01.23	NON
Monsieur Léon Bombardier 5568, rang 5 Sud Canton de Valcourt (Qc) J0E 2L0	Idem au propriétaire	Lot 436, rang V, Canton de Valcourt	1996.01.23	NON
Les entreprises Jarbec Inc. C.P. 1825 2635, boul. Queen Nord Sherbrooke (Qc) J1H 5N0	Idem au propriétaire	Lot 33, rang VIII, Saint-Denis-de-Brompton	1996.01.23	NON

-115-

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Outaouais

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
2332-4197 Québec Inc. Récupération et recyclage de l'Outaouais Site de matériaux secs C.P. 587, Chemin Holmes Cantley (Qc) J0X 1L0	Idem au propriétaire	P9b et 10b, rang XV, canton de Hull	1995.10.18	OUI
Thibault Démolition Ltée 93, rue Saint-Louis Gatineau (Qc) J8T 2S4	Idem au propriétaire	Lot 10B, rang 9, canton de Templeton	1996.01.22	OUI

- 911 -

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Abitibi, Témiscamingue (08)

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ministère des Ressources naturelles 70, boul. Québec Rouyn-Noranda (Qc) J9X 6R1	Hydro-Québec C.P. 3000 Rouyn-Noranda (Qc) J9X 6B5	Poste Némiscan Longitude 76° 03'00", latitude 51° 40'50" Banc M-72-1, Baie-James	1994.08.16	OUI
Ministère des Ressources naturelles 70, boul. Québec Rouyn-Noranda (Qc) J9X 6R1	Ville de Val d'Or 855, 2 ^e Avenue C.P. 400 Val d'Or (Qc) J9P 4P4	Bloc 142, canton Bourlamaque, Ville de Val d'Or	1996.02.21	NON
Ministère des Ressources naturelles 70, boul. Québec Rouyn-Noranda (Qc) J9X 6R1	Hydro-Québec C.P. 3000 Rouyn-Noranda (Qc) J9X 5B5	Longitude 76°01'44" Ouest Latitude 53°43'54" Nord Municipalité de la Baie James	NIL	NON
Ministère des Ressources naturelles 3950, boul. Harvey Jonquière (Qc) G7X 8L6	Ville de Chapais 145, rue Springer Chapais (Qc) G0W 1H0	615 Nord 11 600 Est, canton Daubrée	1993.10.20	OUI

-611-

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Côte-Nord

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Ministère des Ressources naturelles 456, rue Arnaud, Bur. 1.03 Sept-Îles (Québec) G4R 3B1	Les Entreprises Jean-Marc Lévesque Inc. 98, Portage des Mousses Port-Cartier (Qc)	Banc 40, Canton Leneuf, Gallix	1995.11.07	OUI
Ministère des Ressources naturelles C.P. 7 St-Augustin (Qc) G0G 2R0	Réal Caissy inc. 111, boul. Perron Maria, Bonaventure (Qc) G0C 1Y0	Partie non subdivisée du canton archipel du Gros-Mécatina, Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent	95.03.16	NON

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Chaudière-Appalaches

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Les Entreprises Sanifer Inc. 335, Nadeau East-Broughton (Qc) G0N 1G0	Idem au propriétaire	Pontbriand, lot no 19, rang IV, Canton de Thetford	1995.12.05	OUI
Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de la Rive-Sud de Québec 259, Chemin des Îles Saint-David (Qc) G6V 7M5	Idem au propriétaire	Lots no 383P, 384P, 385P, 385-1 et 386-1P, Lévis	1995.10.30	NON
M.R.C. de Bellechasse 100, Mgr Bilodeau Saint-Lazare (Qc) G0R 3J0	Idem au propriétaire	Lot no 483-P, paroisse de Saint-Gervais	1995.10.18	NON
Martin Mercier Inc. Route 283 C.P. 398 Montmagny (Qc) G5V 3S7	Idem au propriétaire	Lots no P-379 et P-380, paroisse Saint-Thomas de Montmagny	1995.10.25	NON
Ville de Disraeli 550, avenue Jacques-Cartier Disraeli (Qc) G0N 1E0	Idem au propriétaire	Lots no 14 et 15, Rang V, canton de Garthby	1995.11.07	NON

-611-

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale: Lanaudière

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Les Carrières Montmartres Inc. 750, boulevard Industriel Blainville (Qc) J7L 3V4	Idem au propriétaire	Partie des lots 304 et 307 du cadastre de la paroisse de Saint-Alexis	1995.07.11	NON
Compagnie Meloche Inc. 3125, boul. Saint-Charles Kirkland (Qc) H9H 3B9	Idem au propriétaire	Partie des lots 143-5 et 143-6 du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire	1994.03.23	OUI 1994.03.09
Corporation municipale de Saint-Donat 475, rue Desroches Saint-Donat (Qc) J0T 2C0	Idem au propriétaire	Lots P-21-1 et P-20 du rang III du cadastre du Canton de Lussier dans la municipalité de Saint-Donat	1996.01.26	OUI
Sablière Saint-Liguori Inc. 225, rue Colombier Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard (Qc) H9C 2K1	Idem au propriétaire	Lot P-6 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liguori	1995.11.03	NON
Entreprise G. Charbonneau Ltée 95, Côte Terrebonne Terrebonne (Qc) J6W 5C8	Idem au propriétaire	Entreprise G. Charbonneau Ltée 511 Côte Terrebonne Lots P-55, P-56 et P-57 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne	1995.05.16	OUI
123907 Canada Inc. 1255, avenue Greene Bureau 200 Westmount (Qc)	Généreux Construction Inc. 497, rue Principale Saint-Jean-de-Matha (Qc) J0K 2S0	Saint-Félix-de-Valois, partie des lots 486 à 492 du cadastre de la paroisse de Sainte-Élizabeth dans la paroisse de Saint-Félix-de-Valois	1996.01.30	NON
2845-5103 Québec Inc. faisant affaires sous la raison sociale de Matériaux Secs Enr. 2601, rue Jarry Est Montréal (Qc) J0K 1K0	Idem au propriétaire	Matériaux Secs Enrg. 2903, Montée Hamilton Sainte-Julienne (Qc) H1Z 2C2 Partie des lots 640 à 643 du cadastre de la paroisse de Sainte-Julienne	1996.02.07	OUI

- 120 -

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Laval et Laurentides

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
268-6848 Canada Inc. Service d'enlèvement de rebuts Laidlaw Québec Ltée 625, route 148 Grenville (Qc) J0V 1J0	Idem au propriétaire	Lots 457 et 459, Rang 11, Canton Chatham	1995.12.12	NON
1348-1288 Québec Inc. 1158, rue Notre-Dame C.P. 1074 Sainte-Adèle (Qc) J0R 1L0	Idem au propriétaire	Lot P-19-B partie, Rang X, Canton Abercrombie, Paroisse de Sainte-Adèle	1995.10.26	NON
Corporation municipale de la ville de Sainte-Thérèse C.P. 100, 34 Ouest rue Blainville Sainte-Thérèse (Qc) J7E 4H7	Idem au propriétaire	Lots 548-10, 548-139, 549-1, 549-2, 549-3, 550-133, 550-134, 550-135 et des parties non subdivisées des lots 541, 546, 547, 548, 549 et 550, cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, Sainte-Thérèse	1995.11.02	OUI
Ministère des Transports Direction régionale 6-3 770, boul. Henri-Bourassa Ouest Montréal (Qc) H3L 1P5	Idem au propriétaire	Lots P-530, P-531, paroisse de Saint-Martin, lot P- 154, paroisse de Sainte-Dorothée, Ville de Laval	1995.08.08	NON
Corporation municipale de la Ville de Mont-Laurier 485, rue Mercier Mont-Laurier (Qc) J9L 3N8	Idem au propriétaire	Lots P-26A, P-27A, Rang 1, canton Campbell, Mont- Laurier	1995.10.06	OUI
Ville de Laval 1, Place du Souvenir C.P. 422, Succ. Saint-Martin Laval (Qc) H7V 3Z4	Idem au propriétaire	Lots P-01, P-402, P-403, cadastre de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, Laval	1995.03.31	NON

-121-

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FÉVRIER 1996

Direction régionale Laval et Laurentides

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Wilfrid & Guy Dion Inc. C.P. 235 Sainte-Thérèse (Qc) J7E 4J2	Idem au propriétaire	Lot P-577 cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, Boisbriand	1995.06.14	OUI
Corporation municipale du village de Ferme Neuve 280, 6e avenue C.P. 370 Ferme-Neuve (Qc) J0W 1C0	Idem au propriétaire	Lot P-22, Rang 5, Canton Wurtèle, Ferme-Neuve Paroisse	1995.12.12	NON

- 22 / -

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FEVRIER 1996

Direction régionale Montérégie 16

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Les Entreprises A. Stabile et Fils Inc. 3205, boul. Taschereau La Prairie (Qc) J5R 5Z8	Idem au propriétaire	Lots 560-8 à 10, cadastre paroisse La Prairie 3025, boul. Taschereau	1996.02.19	NON
Monsieur Armand Dufour 515, rang Sainte-Marie Saint-Sébastien (Qc) J0L 2L0	Idem au propriétaire	Lot P-109, Saint-Sébastien	1996.02.23	NON
Enfouissement J.M. Langlois Inc. 2025, rue J.M. Langlois La Prairie (Qc) J5R 5Z8	Idem au propriétaire	Lots 547-1 et 558, cadastre paroisse de La Prairie	1996.02.19	NON
MRC Beauharnois-Salaberry 600, rue Ellice, bureau 300 Beauharnois (Qc) J6N 3P7	Municipalité de Melocheville 380, boul. Edgar-Hébert Melocheville (Qc) J0S 1J0	254, boul. Edgar-Hébert Melocheville	1993.03.09	OUI Lieu qui n'est pas en opération
Roger Racine 115, rue Maple Dale Brigham (Qc) J0E 1J0	Les Entreprises Gabriel Racine 3034, rang Saint-Joseph Dunham (Qc) J0E 1M0	Lot 77 du cadastre du canton de Farnham	1996.02.27	OUI

1/20

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FEVRIER 1996

Direction régionale Montérégie 16

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Les Carrières Thibault Inc. 702, Route 137 Sainte-Cécile-de-Milton (Qc) JOE 2C0	Idem au propriétaire	Lot 15a du cadastre de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton	1995.11.29	OUI
9007 5193 Québec inc. 5959, chemin Ridge Ste-Agnès-de-Dundee	idem au propriétaire	5959, chemin Ridge Godmandchester	1996.01.11	oui
Le Centre de rebuts Delson Inc. 342, chemin Saint-François-Xavier Delson (Qc) JOL 1G0	Idem au propriétaire	Lots P-13, P-14, P-15, P-13-1, P-14-1, P-15-1, cadastre paroisse St-Constant	1996.02.28	OUI
Gestion Matrec Inc. 3350, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert (Qc) J3Y 6T2	Idem au propriétaire	Lots P-155 et P-156, Brossard	1996.02.29	NON
Danis Construction Inc. 1300, Marie-Victorin C.P. 187 Tracy (Qc) J3P 5N7	Idem au propriétaire	Lots 32, 35, 36, du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Sorel	1996.02.05	OUI
2842-7979 Québec Inc. 2457, chemin du Lac Longueuil (Qc) J4M 1C1	Idem au propriétaire	Lots 13 et 14 du rang D du cadastre de la paroisse de Saint-Marc-sur-le-Richelieu	1996.02.26	OUI

-124-

ÉTAT DES DÉPÔTS DE MATÉRIAUX SECS
FEVRIER 1996

Direction régionale Montérégie 16

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE	NOM ET ADRESSE DE L'EXPLOITANT	ADRESSE PHYSIQUE DE L'EXPLOITATION	DATE DE LA DERNIÈRE INSPECTION RÉGULIÈRE	AVIS D'INFRACTION NON RÉGLÉ
Joly Construction Inc. 5575, Marie-Victorin Tracy (Qc) J3R 1R6	Idem au propriétaire	Lots P-82 et P-83 du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Sorel	1996.02.05	NON
Monsieur Michel Girard 433, 3 ^e Rang Sainte-Hélène-de-Bagot (Qc)	Idem au propriétaire	Lots 109 et 110 du cadastre de la paroisse de Sainte-Hélène	1996.02.28	NON
Lambert Grenier 2865, rue Roy Sainte-Rosalie (Qc) JOH 1X0	Marobi Inc. 120, 3 ^e Rang Sainte-Rosalie (Qc) JOH 1X0	Lots P-189-2 et P-192-1 du cadastre de la paroisse de Sainte-Rosalie	1994.10.26	OUI
Lomex Inc. 9900, 6 ^e Rang Montréal (Qc) H1C 1G2	Marobi Inc. 120, 3 ^e Rang Sainte-Rosalie (Qc) JOH 1X0	Lots 187, 188, cadastre de la paroisse de Sainte-Rosalie	1996.02.15	NON

- 125 -

LISTE DES DÉPOTOIRS

RÉGION	MUNICIPALITÉ	PAS EN EXPLOITATION FERMETURE NON CONFORME ARTICLE 126 DU RDS	EN EXPLOITATION	REMARQUE
Gaspésie, îles-de-la-Madeleine (11)	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	X		Travaux à compléter pour fermeture conforme à l'article 126 du Règlement RDS.
	Île d'Entrée (îles-de-la-Madeleine)		X	La municipalité veut mettre en place un lieu de transbordement des résidus pour les acheminer au centre de tri-compostage-incinération (TCI).
	Havre-aux-Maisons (îles-de-la-Madeleine)		X	Site en exploitation restreinte. On doit mettre en place des moyens pour éliminer les résidus solides qui ne peuvent être reçus au centre de TCI.
	Havre-Aubert (îles-de-la-Madeleine)		X	Site en exploitation restreinte. On doit mettre en place des moyens pour éliminer les résidus solides qui ne peuvent être reçus au centre de TCI.
	Étang-du-Nord	X		Travaux à compléter pour fermeture conforme à l'article 126 du Règlement RDS.
Outaouais (07)	Bouchette	X		Nouveau propriétaire Démolition Outaouais doit fermer le lieu conforme à l'article 126 du RDS.
	Messines		X	Ordonnance 1990 dossier aux Affaires juridiques (DAJ).

- 126 -

RÉGION	MUNICIPALITÉ	PAS EN EXPLOITATION FERMETURE NON CONFORME ARTICLE 126 DU RDS	EN EXPLOITATION	REMARQUE
Abitibi-Témiscamingue (08)	Amos et Rouyn		X	Le Ministre doit donner mandat au Conseil régional de développement de Abitibi-Témiscamingue (CRDAT) pour élaborer un plan concerté de gestion des résidus solides au cours des prochains 6 mois. Nomination d'un commissaire-enquêteur advenant échec de la concertation pour la fermeture.
	Malartic	X		Ordonnance 1994 pour cesser l'exploitation et procéder à la fermeture selon l'article 126 du Règlement. Travaux de fermeture à venir.
Côte-Nord (09)	Baie Johan-Beetz	X		La fermeture selon l'article 126 doit être complétée à l'été 96.
	Côte-Nord-du-golfe-Saint-Laurent - Localité de Harrington Harbour	X		La fermeture selon l'article 126 doit être complétée à l'été 96.
	Côte-Nord-du-golfe-Saint-Laurent - Localité de Tête-à-la-Baleine		X	Fermeture prévue pour été 96. L'aménagement d'un dépôt en milieu nordique (DMN) a débuté à l'automne 95.
	Gros Mécatina - Localité de Baie-des-Moutons		X	1995 - Demande d'un certificat de conformité (CC) pour l'aménagement d'un DMN.
	Gros Mécatina - Localité de la Tabatière		X	1995 - Demande d'un CC pour l'aménagement d'un DMN.
	Saint-Augustin (établissement indien de Pakuashipi)		X	L'aménagement d'un dépôt en tranchée (DET) est en cours.

1/27-

RÉGION	MUNICIPALITÉ	PAS EN EXPLOITATION FERMETURE NON CONFORME ARTICLE 126 DU RDS	EN EXPLOITATION	REMARQUE
Côte-Nord (09) (suite)	Saint-Augustin - 2 Km au Nord		X	1995 - Demande d'un CC pour aménagement d'un DET.
	Saint-Augustin - 1 Km au Nord		X	1995 - Demande d'un CC pour aménagement d'un DET.
	Bonne Espérance - Localité de Vieux-Fort	X		La fermeture doit être complétée au cours de l'été 1996.
	Bonne Espérance - Localité de Rivière-Saint-Paul	X		La fermeture doit être complétée au cours de l'été 1996.
	Bonne Espérance - Localité de Baie-du-Milieu	X		La fermeture doit être complétée au cours de l'été 1996.
	Schefferville		X	1995 - Demande d'un CC pour aménagement d'un DET.

96-01-16

128

DÉPÔTS EN TRANCHÉE

Synthèse de l'inventaire des dépôts en tranchée au Québec

Table de correspondance entre les régions administratives
et les territoires couverts par les directions régionales -
Environnement du ministère de l'Environnement et de la Faune

INVENTAIRE DES DÉPÔTS EN TRANCHÉE PAR DIRECTION RÉGIONALE

Direction régionale Bas-Saint-Laurent, Gaspésie,
Îles-de-la-Madeleine (01-11)

Corporation municipale de Pointe-à-la-Croix (Canton de Mann)

Corporation municipale de Pointe-à-la-Croix (Pointe-à-la-Croix)

Corporation municipale de Saint-André-de-Restigouche
(Canton de Restigouche)

Corporation municipale de Restigouche Sud-Est (Canton de Restigouche)

Corporation municipale de St-Alexis-de-Matapédia (Matapédia)

Corporation municipale de la paroisse de St-François-d'Assise
(Canton de Matapédia)

Corporation municipale de Port-Daniel (Canton Port-Daniel)

Corporation municipale de St-Alphonse (Canton Hamilton)

Corporation municipale de St-Godefroi (Canton de Hope)

Corporation municipale de St-Jules-de-Cascapédia (Canton Maria)

Corporation municipale de Shigawake (Canton de Hope)

Corporation municipale du Canton de Cloridorme (Canton Cloridorme)

Corporation municipale de Grande-Vallée (Sainte-Madeleine-de-la-Rivière)

Corporation municipale de la ville de Murdochville (Canton Holland-2)

Corporation municipale de La Martre (La Martre)

Corporation municipale du village de Marsoui (Canton de Duchesnay)

Corporation municipale du village de Mont-Saint-Pierre
(Canton de Duchesnay)

Corporation municipale de Rivière-à-Claude (Canton Duchesnay)

Corporation municipale de Sainte-Madeleine-de-la-Rivière Madeleine
(Rivière Madeleine)

Corporation municipale de St-Maxime-du-Mont-Louis
(Seigneurie de Mont-Louis)

Corporation municipale de Sainte-Germaine-de-l'Anse-aux-Gascons
(Canton Port-Daniel)

Corporation de l'Ascension-de-Patapédia (Ascension-de-Patapédia)

Corporation municipale de la paroisse de St-Omer (St-Omer)

Municipalité de la paroisse du Canton de Hope (Canton Hope)

Corporation municipale de Hope Town (Canton de Hope)

Municipalité de New-Carlisle (Canton de Cox)

Direction régionale Saguenay - Lac Saint-Jean (02)

Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord (Canton Durocher)

Municipalité de Girardville (Canton Girard)

Municipalité de Ferland-et-Boileau (Canton Ferland)

Corporation municipale de Saint-Félix-d'Otis (Canton Otis)

Municipalité de L'Anse-Saint-Jean (Canton Saint-Jean)

Municipalité de Petit-Saguenay (Canton Dumas)

Municipalité de La Doré (Canton de Lamarre)

Corporation municipale de Saint-François-de-Sales (Canton Dequen)

Corporation municipale de Sainte-Hedwidge (Canton Roberval)

Corporation municipale de Saint-Ludger-de-Milot (Canton Milot)

Ville de Desbiens (Canton Métabetchouan)

Syndicat des producteurs de pommes de terre du Saguenay-Lac-Saint-Jean
(Canton Falardeau)

Stone-Consolidated inc. (Camp Grosse Roche)

Stone-Consolidated inc. (Camp Brodeuse)

Donohue Saint-Félicien inc. (Camp Bachois)

Donohue Saint-Félicien inc. (Camp Scierie Chibougamau)

Coupex inc. (Camp Aigremont)

Donohue Saint-Félicien inc. (Camp Myrica)

Donohue Saint-Félicien inc. (Camp Samaqua)

Donohue Saint-Félicien inc. (Camp lac Libéral)

Donohue Saint-Félicien inc. (Camp Dobleau)

Donohue Saint-Félicien inc. (camp rivière du Chef)

Donohue Saint-Félicien inc. (Camp Sablon)

Domtar inc. (Camp Mistassibi)

Domtar inc. (Camp Péribonca)

Domtar inc. (Camp Brûle-neige)

Abitibi-Price inc. (Camp # 11, Flocon de neige)

Abitibi-Price inc. (Camp # 27, lac Travers)

Abitibi-Price inc. (Camp # 15, Chûte-des-Passes)

Abitibi-Price inc. (Camp lac Marcel)

Abitibi-Price inc. (Camp # 18, Lac-à-Paul)

Société d'électrolyse et de chimie Alcan ltée (Centrale électrique de Chûte-des-Passes)

Direction régionale Québec (03)

Municipalité régionale du comté de Charlevoix-Est (Canton de Sagard)

Corporation municipale de Baie-Ste-Catherine (Canton de Saguenay)

Corporation municipale du village de St-Siméon (Canton de Callières)

Association sportive Miguick inc. ZEC de la rivière Blanche (Lac Roy)

Direction régionale Mauricie - Bois-Francs (04)

Municipalité de Boucher (MRC de Mékinac)

Village de Parent (MRC Le Haut-Saint-Maurice)

Association de chasse et pêche et villégiature de Tawachiche inc. (MRC de Mékinac)

Municipalité de la paroisse de Lac-aux-Sables (MRC de Mékinac)

MRC Le Haut-Saint-Maurice (Rivière Windigo)

MRC Le Haut-Saint-Maurice (Secteur Petit Lac Turcotte)

MRC Le Haut-Saint-Maurice (Secteur Lac des Neiges)

MRC Le Haut-Saint-Maurice (Secteur barrage Gouin)

MRC Le Haut-Saint-Maurice (Secteur rivière Flamand)

Association sportive du Flamand inc. (Secteur Lac Pinson)

Stone-consolidated inc. (Secteur camp Casey)

Les Forestiers Rébec inc. (Secteur Lac Oriscani)

Direction régionale Estrie (05)

Corporation municipale de Chartierville (Canton Ditton)
Corporation municipale de Saint-Isidore d'Auckland (Canton d'Auckland)
Corporation municipale du Canton de Gayhurst (Canton de Gayhurst)
Corporation municipale de Saint-Robert-Bellarmin (Canton Marlow)
Corporation municipale de Courcelles (Canton Aylmer)
Corporation municipale de Potton (Canton de Potton)
Corporation municipale de Notre-Dame-des-Bois (Canton de Chesham)
Corporation municipale de Saint-Sébastien (Canton Aylmer)

Direction régionale Montréal - Lanaudière (06-14)

Municipalité de Saint-Michel-des-Saints (Saint-Michel-des-Saints)
Municipalité de Saint-Zénon (Saint-Zénon)
Zec Boullé (Canton de Dupont)

Direction régionale Outaouais (07)

Municipalité du Lac-Sainte-Marie (Canton Hincks)
Municipalité de Shawville (Shawville)
Municipalité de Mansfield et Pontefract (Canton de Mansfield)
Municipalité de Clarendon (Canton Clarendon)
Municipalité de Gracefield (Canton Wright)
Municipalité de Litchfield (Canton Litchfield)
Corporation municipale de Bristol (Canton Bristol)
Municipalité de Bryson (Canton de Clarendon)
Municipalité de Grand-Remous (Canton Baskatong)
André Carrière (Municipalité de Montpellier)
Municipalité de Lac-des-Plages (Canton d'Addington)
Municipalité de Grand-Remous (Canton Sicotte)
Produits forestiers E.B. Eddy ltée (Comté de Pontiac)
Municipalité de Grand-Remous (Canton Sicotte)
Municipalité de Pontiac (Canton d'Onslow)
Municipalité de Namur (Canton de Suffolk)

Municipalité de Val-des-Bois (Canton de Villeneuve)
MEF (Direction régionale de la Faune) (Canton Turquetil)
Roger Bastien (Municipalité de Northfield)
Corporation municipale d'Alleyn-et-Cawood (Canton d'Alleyn)
Municipalité de Vinoy (Canton de Suffolk)
Municipalité de Val-des-Bois (Canton Villeneuve)
Municipalité du Lac-Simon (Canton Hartwell)
Municipalité de Rapides-des-Joachims (Canton Aberdeen)
Municipalité de Campbell's Bay (Canton Litchfield)
Municipalité de Chapeau (Canton de l'Isle-aux-Allumettes)
Chichester (Canton Chichester)
Municipalité de Low (Canton de Low)
Municipalité de Montcerf (Canton Egan)
Municipalité de Duhamel (Canton Preston)
Municipalité de l'Isle-aux-Allumettes-partie-est (Canton de l'Isle-aux-Allumettes)
Municipalité de Grand-Calumet (Canton Grand-Calumet)
Municipalité de Bowman (Canton de Bowman)
Municipalité de Sheen-Esher-Aberdeen-et-Malakoff (Canton Sheen)
Municipalité de Leslie-Clapham-et-de-Huddersfield (Canton Leslie)
Municipalité de Northfield (Canton de Northfield)
Municipalité de Thorne (Canton de Thorne)
Municipalité de Mansfield-et-Pontefract (Section Lac Jim) (Canton de Pontefract)
Municipalité de Kazabazua (Canton d'Aylwin)
Municipalité de Cayamant (Canton Dorion)
Municipalité de Wright (Canton de Wright)
Municipalité de l'Isle-aux-Allumettes (Canton Isle-aux-Allumettes)
Municipalité de Suffolk-et-Addington (Canton de Suffolk)
Municipalité de Waltham-et-Bryson (Canton Waltham)
Municipalité de Lytton (Canton de Lytton)
Municipalité de Bristol (Canton Bristol)
Municipalité de Denholm (Canton de Denholm)

Municipalité de Lac-des-Plages (Canton Addington)
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette (Canton Portland)
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix (St-André-Avellin)
Municipalité de Lytton (Canton Lytton)
Municipalité de Bois-Franc (Canton Egan)
Municipalité de Mansfield-et-Pontefract (Canton Mansfield)
Corporation municipale de Alleyn-et-Cawood (Canton Alleyn)
Municipalité de Grand-Remous (Canton de Lytton)
Municipalité de Blue-Sea (Canton Bouchette)

Direction régionale Abitibi -Témiscamingue (08-10)

Municipalité de Barraute
Municipalité de Berry
Municipalité du canton de Fiedmont-Barraute
Municipalité régionale de comté d'Abitibi (Guyenne)
Municipalité de La Motte
Municipalité de Landrienne
Municipalité de Launay
Municipalité de Preissac
Municipalité de Rochebeaucourt
Municipalité de St-Félix-de-Dalquier
Municipalité de Trécesson
Municipalité de Clermont
Municipalité de Duparquet
Municipalité de Macamic - Macamic Paroisse - Municipalité d'Authier
(Canton Languedoc)
Municipalité de Normétal - Corporation municipale de St-Lambert
(municipalité de Normétal)
Municipalité de Colombourg - municipalité de Palmarolle - municipalité de
Ste-Rose-de-Poularies (municipalité de Palmarolle)
Municipalité de Rapide-Danseur
Municipalité de Roquemaure
Corporation municipale de Ste-Germaine-Boulé
Municipalité de Clerval - municipalité de St-Jacques-de-Dupuy -

municipalité de Ste-Hélène-de-Mancebourg (municipalité de St-Jacques-de-Dupuy)

Municipalité de Taschereau Paroisse

Corporation municipale du village de Taschereau

Municipalité de Val St-Gilles

Municipalité d'Arntfield

Ville de Cadillac

Municipalité de Cloutier

Municipalité de Mc Watters

Municipalité de Montbeillard

Municipalité de Rollet

Corporation municipale de St-Norbert-de-Mont-Brun

Mines Agnico Eagle Ltée, division Laronde (Canton Cadillac)

Municipalité d'Angliers

Ville de Belleterre

Municipalité de Fugèreville

Municipalité de Guérin

Municipalité de Kipawa

Municipalité de Laforce

Municipalité de Latulipe-et-Gaboury (Latulipe)

Municipalité de Moffet

Municipalité de Nédelec

Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville

Municipalité de Notre-Dame-du-Nord

Municipalité de Rémigny

Municipalité de St-Édouard-de-Fabre

Municipalité de St-Eugène-de-Guigues

Ville de Témiscaming

Ville de Ville-Marie

MRC Témiscamingue (Baie Dorval)

MRC Témiscamingue (Laniel) (Canton Mazenod)

Association des chasseurs et pêcheurs de la rivière Dumoine
(Canton Aberford)

La Cie Commonwealth Plywood Ltée (Canton Champflour)
Municipalité de Belcourt
Municipalité de Dubuisson
Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or (Lac Faillon)
Municipalité de Rivière-Héva
Municipalité de Senneterre Paroisse
Municipalité de Senneterre Ville
Municipalité de Vassan
Normick Perron inc., division Senneterre (Canton Sévigny)
Ville de Lebel-sur-Quévillon
Ville de Matagami (municipalité de la Baie James)
Municipalité de la Baie James
Municipalité de la Baie James (Route Matagami-Radisson)
Municipalité de la Baie James (Miquelon)
Municipalité de la Baie James
Société de développement de la Baie James
Société de développement de la Baie James
Société de développement de la Baie James
Conseil de Bande de Chisasibi (Chisasibi)
Conseil de Bande de Mistassini (Mistassini)
Conseil de Bande de Némaska (Baie James)
Conseil de Bande de Waswanipi
Hydro-Québec (Baie James)
Hydro-Québec (Baie James)
Hydro-Québec (Baie James)
Hydro-Québec (Baie James)
Hydro-Québec (Baie James)
Hydro-Québec (Baie James)
Hydro-Québec (Baie James)
Hydro-Québec (Baie James)
Hydro-Québec (Baie James)
Société d'énergie de la Baie James (Baie James)

Société d'énergie de la Baie James (Baie James)
Société d'énergie de la Baie James (Baie James)
Société d'énergie de la Baie James (Baie James)
Barette Chapais ltée (Baie James)
Barette Chapais ltée (Baie James)
Billiton Métaux Canada inc., Mines Selbaie (Baie James)
La Cie de pavage d'asphalte Beaver, Division du Groupe Devesco ltée
(Baie James)
La Cie de Construction Cris (Québec) ltée (Baie James)
Minéraux Noranda, Division Matagami (Baie James)
Donohue St-Félicien, Division Abitibi, Secteur Comtois (Baie James)
Produits forestiers Tembec (Baie James)
Les Ressources Breakwater ltée (Baie James)
Les Ressources Meston inc. (Baie James)
Normick Perron inc. (Baie James)
Stone Consolidated inc., Division Gagnon (Baie James)
Ministère du Loisir, de la chasse et de la Pêche (Baie James)

Direction régionale Côte-Nord (09)

Association de chasse et pêche Nordique inc. (MRC Haute-Côte-Nord)
Association chasse et pêche Nordique inc. (MRC Haute-Côte-Nord)
Association chasse et pêche Nordique inc. (MRC Haute-Côte-Nord)
Municipalité de St-Paul-du-Nord (St-Paul-du-Nord)
Association chasse et pêche Labrieville inc. (MRC Haute-Côte-Nord)
Corporation QUNO (MRC Manicouagan)
Corporation QUNO (MRC Manicouagan)
Hydro-Québec (MRC Manicouagan)
Association chasse et pêche Manicouagan inc. (MRC Manicouagan)
Corporation QUNO - Division Scierie des Outardes (MRC Manicouagan)
Corporation QUNO - Division Scierie des Outardes (MRC Manicouagan)
Corporation QUNO - Division Scierie des Outardes (MRC Manicouagan)
Municipalité de Franquelin (Franquelin)
Municipalité de Godbout (Baie-Comeau)

Municipalité de Baie-Trinité (Baie-Trinité)
Municipalité de Gallix (Gallix)
Mines Wabush (Sept-Îles)
Club de pêche au saumon rivière Moisie inc. (Moisie)
Hydro-Québec (MRC Sept-Rivières)
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre (Rivière-au-Tonnerre)
Poisonnerie A. Bouchard et fils inc. (Rivière-au-Tonnerre)
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre (Rivière-au-Tonnerre)
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre (Rivière-au-Tonnerre)
Municipalité de Rivière-Saint-Jean (Rivière-Saint-Jean)
Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan (Longue-Pointe-de-Mingan)
Municipalité de Havre-St-Pierre (Havre-Saint-Pierre)
QIT - Fer et Titane inc. (Havre-Saint-Pierre)
QIT - Fer et Titane inc. (Havre Saint-Pierre)
Municipalité de l'île d'Anticosti (Île-d'Anticosti)
Municipalité d'Aguanish (Aguanish)
Municipalité de Natashquan (Natashquan)
Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent (Localité de Kégaska)
Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent (Chevery)
Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent (La Romaine)
Municipalité de Saint-Augustin (Saint-Augustin)
Municipalité de Blanc-Sablon (Lourdes-de-Blanc-Sablon)
Compagnie minière Québec Cartier (Mont-Wright)

Direction régionale Chaudière - Appalaches (12)

Municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth (Canton de Forsyth)
Municipalité de la paroisse de Saint-Gédéon (Saint-Gédéon)
Municipalité de Sainte-Félicité (Canton Garneau)
Municipalité de Sainte-Lucie-de-Beauregard (Canton de Talon)
Municipalité de Saint-Antoine-de-L'Isle-aux-Grues
Municipalité de la paroisse de Saint-Fabien-de-Panet (Canton de Panet)
Corporation municipale de Saints-Anges (Saints-Anges)

Municipalité de Sainte-Apolline-de-Patton (Canton de Patton)

Municipalité de la paroisse de Sainte-Clotilde-de-Beauce
(Saint-Ephrem-de-Tring)

Municipalité de Saint-Just-de-Bretenières (Canton de Panet)

Municipalité du canton de Shenley (Canton de Shenley)

Direction régionale Laval - Laurentides (13-15)

Corporation municipale du canton d'Harrington (Harrington)

MRC Antoine-Labelle (ZEC Normandie)

MRC Antoine-Labelle (Lac Douaire)

MRC Antoine-Labelle (Baies-des-Chaloupes)

MRC Antoine-Labelle (Secteur Lac des Polonais)

MRC Antoine-Labelle (Lac Douaire)

MRC Antoine-Labelle (Lac Wagwabika)

MRC Antoine-Labelle (Lac Marguerite)

MRC des Laurentides (La Minerve)

Municipalité du Lac-du-Cerf (Lac-du-Cerf)

Corporation municipale de Chute St-Philippe (Chute St-Philippe)

Corporation municipale de Ste-Lucie-des-Laurentides
(Ste-Lucie-des Laurentides)

Corporation municipale de Mont-St-Michel (Mont-St-Michel)

Corporation municipale de Lac-St-Paul (Lac-Saint-Paul)

Corporation municipale de la paroisse de l'Ascension (L'Ascension)

Corporation municipale de Notre-Dame-de-Pontmain
(Notre-Dame-de-Pontmain)

Municipalité de Ste-Anne-du-Lac (Ste-Anne-du-Lac)

Corporation municipale du canton de La Minerve (La Minerve)

Corporation municipale de la paroisse de Ferme-Neuve (Ferme-Neuve)

Corporations municipales de Sainte-Véronique et du Lac Sagway
(Sainte-Véronique)

Corporation municipale du Canton d'Amherst (Amherst)

Corporation municipale du village de Lac des Écorces (Beaux-Rivages)

Corporation municipale du Canton de Kiamika (Canton de Kiamika)

Corporation municipale de Notre-Dame-du-Laus (Notre-Dame-du-Laus)

MRC Antoine-Labelle (Lac Marguerite)

MRC Antoine-Labelle (Lac Wagwabika)

Corporation municipale de la paroisse de Ferme-Neuve (Ferme-Neuve)

Direction régionale Montérégie (16)

Saint-Georges-de-Clarenceville (St-Georges-de-Clarenceville)

Hemmingford (CT) (Hemmingford)

**INVENTAIRE DES DÉPÔTS EN TRANCHÉE
SUR LE TERRITOIRE DE CHACUNE DES DIRECTIONS RÉGIONALES - ENVIRONNEMENT
DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE DU QUÉBEC**

Ainsi, au 2 mai 1994, selon les données fournies par les directions régionales - Environnement du ministère de l'Environnement et de la Faune, l'inventaire des dépôts en tranchée se présente comme suit :

► 316 dépôts en tranchée sont en opération sur le territoire du Québec.

De ce nombre, 64 (20,3 %) sont exploités par un exploitant privé alors que 252 (79,7 %) sont exploités par une municipalité, une MRC ou une régie intermunicipale. Géographiquement, ils sont répartis de la manière suivante :

DÉPÔTS EN TRANCHÉE EN OPÉRATION PAR DIRECTION RÉGIONALE			
DIRECTION RÉGIONALE	NOMBRE DE DÉPÔTS EN TRANCHÉE		TOTAL
	PRIVÉS	PUBLICS	
01-11	0	26	26
02	22	10	32
03	1	3	4
04	4	8	12
05	0	8	8
06-14	1	2	3
07	3	53	56
08-10	16	82	98
09	17	20	37
12	0	11	11
13-15	0	27	27
16	0	2	2
TOTAL	64 (20,3 %)	252 (79,7 %)	316 (100 %)

TABLE DE CORRESPONDANCE ENTRE LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC ET LES TERRITOIRES COUVERTS PAR LES DIRECTIONS RÉGIONALES - ENVIRONNEMENT DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE			
NUMÉRO DE RÉGION ADMINISTRATIVE	DIRECTION RÉGIONALE	NOMBRE DE M.R.C. ET T.E. *	NOMBRE DE MUNICIPALITÉ ¹
01 et 11	BAS-SAINT-LAURENT - GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	14	195
02	SAGUENAY - LAC SAINT-JEAN	4	59
03	QUÉBEC	7	86
04	MAURICIE - BOIS-FRANCS	10	167
05	ESTRIE	7	124
06 et 14	MONTREAL - LANAUDIÈRE	7	100
07	OUTAOUAIS	5	80
08 et 10	ABITIBI - TÉMISCAMINGUE	7	115
09	CÔTE-NORD	6	38
12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	11	176
13 et 15	LAVAL - LAURENTIDES	99	100
16	MONTÉRÉGIE	15	223
		102	1 463

¹ Excluant les territoires d'établissements indiens et les territoires non organisés.

* Territoire équivalent

SOURCE : Bureau de la statistique du Québec
1994-04-02

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

Annexe 2.10

**LISTE DES RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION OU DE
MODIFICATION AU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
AU 31 MARS 1996**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
TABLEAU DE BORD DES ACTIVITÉS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

MISSION ENVIRONNEMENT

Le 31 mars 1996

LOIS / RÉGLEMENTS	OBJET	ADOPTION / ÉCHÉANCIER (début des travaux)
Règlement modifiant le Règlement sur les déchets biomédicaux (R.R.Q., c.Q-2, r.3.001)	Abrogation de l'article 41 ayant pour objet de soustraire le transport de ce type de déchet aux règles applicables au transport des matières dangereuses : • Ne plus exiger l'utilisation du manifeste.	Mai 1996 Prépublication: 30 août 1995 (1995)
Règlement modifiant le Règlement sur les déchets biomédicaux (R.R.Q., c.Q-2, r.3.001)	Modification en vue d'assujettir à la réglementation des activités de récupération de seringues à usage personnel	Novembre 1996 (1996)
Règlement modifiant le Règlement sur la qualité de l'atmosphère (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.20)	Modification de la norme de particules émises par les crématoriums.	Mai 1996 Prépublication: 11 octobre 1995 (1995)
Règlement sur les matières dangereuses	Remplacer le Règlement sur les déchets dangereux (R.R.Q., c.Q-2, r.3.01) pour, notamment : • Supprimer les chevauchements des différentes réglementations en matière de transport; • Allègement des charges administratives; • Harmonisation avec la réglementation fédérale.	Octobre 1996 Prépublication: 29 mars 1995 (1991)

-144-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
TABLEAU DE BORD DES ACTIVITÉS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

LOIS / RÉGLEMENTS	OBJET	ADOPTION / ÉCHÉANCIER (début des travaux)
Règlement modifiant le Règlement sur la prévention de la pollution des eaux par les établissements de production animale (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.18)	Levée du moratoire dans le bassin de l'Assomption.	Juin 1996 Prépublication : 20 décembre 1995 (1995)
Règlement modifiant le Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers (R.R.Q., c.Q.2, r-12.1)	Faciliter et simplifier la transmission des données au MEF.	Septembre 1996 (1994)
Règlement modifiant le Règlement sur les carrières et sablières (R.R.Q., 1981, c.Q-2, r.2)	Permettre l'utilisation d'une lettre de garantie irrévocable au même titre que toute autre garantie prévue à l'article 3.	Juin 1996 Prépublication : 31 janvier 1996 (1995)
Règlement modifiant le Règlement sur les effluents liquides des raffineries de pétrole (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.6)	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution des quantités de contaminants pouvant faire l'objet d'un rejet à l'environnement; • Actualisation des normes essentielles. 	Octobre 1996 (1994)
Règlement sur le captage des eaux souterraines	Remplacer le Règlement sur les eaux souterraines (c.Q-2, r.5.1) pour, notamment, transférer aux municipalités la responsabilité d'application du règlement pour les ouvrages de captage ayant un débit inférieur à 75 m ³ /jour.	Novembre 1996 (1992)

- 145 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
TABEAU DE BORD DES ACTIVITÉS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

LOIS / RÉGLEMENTS	OBJET	ADOPTION / ÉCHÉANCIER (début des travaux)
Règlement modifiant divers règlements en matière de méthodes d'analyse	Moderniser plusieurs méthodes d'analyse désuètes ou incompatibles avec l'usage du fréon, en vue de leur application par les laboratoires accrédités	Novembre 1996 (1996)
Règlement sur les permis et les certificats pour la vente et l'application des pesticides	Abroger et remplacer le Règlement sur les pesticides, le Règlement sur les pesticides en milieu forestier et le Règlement sur les pesticides en milieu agricole : <ul style="list-style-type: none"> • Simplifie la production des états de transaction; • Étend la durée de validité des permis; • Exempte certains utilisateurs de l'obtention d'un permis. 	Septembre 1996 (1993)
Règlement modifiant le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.8)	Assouplissement des règles concernant l'usage de technologies nouvelles.	Novembre 1996 (1989)
Règlement modifiant le Règlement sur les déchets solides (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.14)	Modifications diverses (contenant - fluff - laboratoires accrédités - garanties).	Novembre 1996 (1995)
Code de gestion des pesticides	Code édictant des règles relatives à la distribution, à la vente, à l'entreposage, au transfert et à l'utilisation des pesticides.	Janvier 1997 (1990)

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
TABEAU DE BORD DES ACTIVITÉS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

LOIS / RÉGLEMENTS	OBJET	ADOPTION / ÉCHÉANCIER (début des travaux)
Règlement modifiant le Règlement sur les pataugeoires et les piscines publiques	Règlement abrogeant les dispositions qui ne concernent pas la qualité de l'eau	Octobre 1996 (1996)
Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole	Règlement remplaçant le Règlement sur la prévention de la pollution des eaux par les établissements de production agricole. (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.18) Prévoit l'adoption de plans globaux de fertilisation intégrée.	Juin 1996 Prépublication : 24 août 1994 (1990)
Règlement sur les nuisances résultant d'activités agricoles	Établir des seuils au delà desquels les odeurs, bruits, poussières reliés aux activités agricoles affectent le confort et le bien-être des êtres humains.	Décembre 1996 (1996)
Règlement sur l'eau potable	Refonte du règlement actuel (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.4.1). Actualisation des normes concernant la qualité de l'eau.	À préciser (1991)

- 147 -

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
TABLEAU DE BORD DES ACTIVITÉS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

LOIS / RÉGLEMENTS	OBJET	ADOPTION / ÉCHÉANCIER (début des travaux)
Règlement sur la qualité de l'atmosphère	<p>Refonte du règlement actuel (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.20).</p> <p>Harmonisation des normes avec le Règlement 90 de la CUM, les objectifs et critères du gouvernement fédéral et des autres provinces et actualisation de normes essentielles.</p>	<p>Mars 1997</p> <p>(1991)</p>
Règlement sur les neiges usées	Nouveau règlement interdisant le déversement des neiges usées dans les cours d'eau	<p>Décembre 1996</p> <p>(1996)</p>
Règlement relatif à l'application de la L.Q.E.	<p>Refonte du règlement actuel (décret 1529-93) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Simplification et réduction des autorisations. 	<p>Août 1997</p> <p>(1995)</p>
Règlement sur l'évaluation environnementale	<p>Refonte du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.9).</p> <p>Donne suite à l'adoption du chapitre 56 des lois de 1992.</p> <p>Prépublication effectuée le 28 juin 1993.</p>	<p>Août 1997</p> <p>(1990)</p>

-841-

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE
TABLEAU DE BORD DES ACTIVITÉS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

LOIS / RÉGLEMENTS	OBJET	ADOPTION / ÉCHÉANCIER (début des travaux)
Règlement sur les décharges et sur les installations d'incinération de déchets urbains	Refonte du règlement sur les déchets solides (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.14). Actualisation des normes d'étanchéité des lieux d'enfouissement.	Selon résultat de la consultation publique (1992)
Règlement sur les eaux usées municipales	Nouveau règlement visant l'établissement d'exigences d'auto-surveillance des rejets des eaux usées municipales. « Dossier en réorientation »	À préciser (1991)
Règlement sur les eaux usées industrielles	Nouveau règlement visant l'établissement d'exigences d'auto-surveillance et des normes sectorielles des rejets des eaux usées. « Dossier en réorientation »	À préciser (1991)
Règlement sur les fonds de suivi post-fermeture	Nouveau projet de règlement visant à donner suite à l'article 57 de la L.Q.E. édicté par le chapitre 41 des lois de 1994. Subordonne l'exploitation d'une installation d'élimination de déchets à la constitution d'une fiducie ayant pour objet d'accumuler des garanties financières nécessaires aux travaux de fermeture et de suivi de ce type d'installation.	Selon résultat de la consultation publique (1993)
Refonte du Règlement sur les carrières et sablières	Refonte du règlement favorisant une plus grande responsabilisation des municipalités	Octobre 1997 (1991)

-641-

SECTEUR FAUNE

Nom du projet de règlement secteur faune	Objet	Date du début du processus	État d'avancement des travaux
Règlement sur la disposition des biens saisis périssables et le paiement d'une indemnité à la personne qui y a droit	Élaborer les dispositions réglementaires sur la manière dont un agent doit disposer des biens saisis périssables (chair, fourrure, parties d'animaux) et dans les cas où la saisie s'est avérée inutile l'établissement pour certains animaux du montant du dédommagement ainsi que des biens confisqués	Décembre 1993	En attente aux Affaires juridiques
Règlement modifiant le Règlement sur les parcs	Introduire une tarification d'accès dans les parcs Permettre le port et le transport d'agrès de pêche dans le parc du Saguenay et le parc du Mont-Orford	Mai 1995	Analyse des mémoires suite à la prépublication
Règlement sur l'établissement du parc de conservation des Monts-Valin	Établissement du parc de conservation des Monts-Valin	Octobre 1995	Analyse des mémoires suite à la prépublication
Règlement sur la chasse Règlement sur la réserve de chasse d'Escourt Règlement sur la réserve du parc Paul-Sauvé et les sanctuaires de Drummondville, de la Grosse-Île, d'Ixworth, de Parke, de la Pointe-Taillon et de Provancher Règlement sur la réserve de chasse du Mont Sainte-Anne Règlement sur la tarification reliée à l'exploitation de la faune Règlement sur le piégeage et le commerce des fourrures Règlement sur la chasse dans les réserves fauniques	Diverses modifications à la réglementation sur la chasse Plan de gestion du cerf Interdire la chasse sur les territoires des anciens sanctuaires Demandes de Sépaq (chasse contingentée) dans les réserves fauniques	Septembre 1995	Transmis au Conseil exécutif pour autoriser la prépublication
Règlement modifiant le Règlement sur les animaux en captivité	Ajustements suite à la mise en place d'une nouvelle réglementation (1992)	Avril 1994	Consultation interne terminée sur les besoins de modifications
Règlement modifiant le Règlement sur les zones de chasse, pêche et piégeage	Correction au niveau de l'embouchure des rivières à saumon avec la zone 21 (fleuve)	Mars 1996	Consultation interne en cours
Règlement modifiant le Règlement sur l'aquaculture et la vente des poissons	Ajustements suite à la mise en place d'une nouvelle réglementation (1994)	Octobre 1995	Consultation interne en cours

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.11

Liste des avis demandés par le gouvernement au conseil

de la conservation et de l'environnement

en 1995-1996

Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle

Annexe 11

**Liste des avis demandés par le gouvernement au
Conseil de la conservation et de l'environnement
en 1995-1996**

5 juin 1995 :

Demande d'avis pour un projet de constitution (Réserve écologique de la Rivière-Rouge) et un projet d'agrandissement (Réserve écologique André-Michaux) de réserve écologique.

N.B.: Suspension des activités du Conseil

Le 15 août 1995, les activités du Conseil de la conservation et de l'environnement ont été suspendues par le ministre de l'Environnement et de la Faune.

Source : Robert Lauzon (528-2485)
Direction générale du développement durable

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.12

**LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES MEMBRES DE LA TABLE RONDE SUR L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCONOMIE**

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

Annexe 12

**Liste des membres du Conseil de la conservation et de l'environnement
et de la Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie**

Conseil de la conservation et de l'environnement:

Vice-président : M. Charles Malenfant, Laboratoire de béton limitée

Membres : M^{me} Daphna Castel, professeure, Collège Dawson

M^{me} Hélène Denis, professeure titulaire,
Département de génie industriel, École polytechnique

M. Gaston Déry, Président-directeur général
Association des manufacturiers du bois de sciage du Québec

M. Jacques Kurtness

M^{me} Jocelyne Matte-Sylvestre, gérontologue

M. Perry Niro, conseiller, Stratego

M. Marcel Risi, Président-directeur général
Centre québécois de valorisation de la biomasse

M. Jean-Marie Sala, directeur des affaires environnementales
Alcan

M. Fernand Turcotte, professeur titulaire
Département de médecine sociale et prévention, Université Laval

Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie:

(La dernière rencontre des membres de la Table ronde s'est tenue en octobre 1991)

La dernière liste des membres date de cette époque. Certaines corrections ont été apportées pour tenir compte entre autres des modifications apportées aux structures ministérielles :

Président : Ministre de l'Environnement et de la Faune du Québec

Membres : (représentés normalement par le ministre dans le cas de membres gouvernementaux, et le président d'organisme dans le cas des autres membres) :

Ministre des Ressources naturelles
Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Fondation québécoise en environnement
Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins
Association québécoise de lutte contre les pluies acides
Comité du Québec, Association des banquiers canadiens
Union des municipalités du Québec
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Hydro-Québec
Conseil du patronat du Québec
Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec
Union québécoise pour la conservation de la Nature
Société pour vaincre la pollution
Union internationale pour la conservation de la nature
Confédération des syndicats nationaux
Chambre de commerce du Québec
Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec
Centrale de l'enseignement du Québec
Association des consommateurs du Québec
Assemblée des premières Nations du Québec et du Labrador
Union des producteurs agricoles

Source : Robert Lauzon (528-2485)
Direction générale du développement durable

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.13

BILAN AU 31 MARS 1996 DES TRAVAUX DE LA TABLE RONDE SUR

L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCONOMIE

NOMBRE DE RÉUNIONS ET PROJETS EN COURS

**Bilan, au 31 mars 1996, des travaux de la Table ronde
québécoise sur l'environnement et l'économie,
nombre de réunions et projets en cours**

Bilan des activités au 31 mars 1996

La dernière réunion officielle des membres de la Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie s'est tenue en octobre 1991. Son secrétariat, assumé par le ministère de l'Environnement et de la Faune, a été démantelé en 1993.

Projet en cours

Le 27 septembre 1995, le Conseil des ministres a demandé au ministre de l'Environnement et de la Faune de lui soumettre des propositions pour assurer l'intégration des impératifs de développement durable dans les programmes, politiques et activités gouvernementales, incluant la création d'un Conseil national du développement durable.

Le ministre de l'Environnement et de la Faune devrait soumettre prochainement à la consultation un projet de création d'un Conseil national du développement durable qui prendrait la relève de la Table ronde québécoise sur l'environnement et de l'économie et du Conseil de la conservation et de l'environnement, dont les activités ont été suspendues en août 1995.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.14

LISTE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE PERMANENTE ENVIRONNEMENT ET FAUNE
ET RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT. NOMBRE DE RÉUNIONS TENUES DEPUIS
LE 18 JANVIER 1996, AVEC COPIE DES ORDRES DU JOUR
ET PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS

ASSEMBLÉE PERMANENTE - ENVIRONNEMENT ET FAUNE

LISTE DES MEMBRES

Organismes :

- Harvey Mead, président
Union québécoise pour la conservation de la nature inc. - UQCN
- Henri Jacob, président
Réseau québécois des groupes écologistes
- Louis Robert, président
ENJEU Environnement Jeunesse
- Henri Côté, président
Fédération québécoise des gestionnaires de ZEC (FQGZ)
- Pierre Morency, président
Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec
- François Tanguay, directeur
Greenpeace Québec
- Yves Corriveau, directeur général
Centre québécois du droit de l'environnement
- Claude Gauthier, président
Fédération québécoise de la faune
- Jean-Pierre Mailhot, président
Fédération québécoise pour le saumon atlantique - FQSA



Ministère de l'Environnement et de la Faune :

- David Cliche, ministre
- Jean Pronovost, sous-ministre
- Yvon Boudreau, directeur des Affaires institutionnelles

NOMBRE DE RÉUNIONS TENUES :

- 11 janvier 1996
- 9 février 1996
- 8 mars 1996

ASSEMBLÉE PERMANENTE - ENVIRONNEMENT ET FAUNE

BUT

Réunir de façon statutaire et régulière, les représentants du Ministère et ceux des organismes voués à la promotion et à la protection de l'environnement et de la faune et ainsi favoriser l'action concertée de ces partenaires autour de thèmes d'intérêt commun.

MANDATS

- susciter la mise en commun des préoccupations des organismes participants, à l'égard de la protection de l'environnement et de la faune, et aider à l'identification des priorités d'action du Ministère;
- véhiculer auprès des autorités du Ministère les points de vue et les besoins des organismes de protection de l'environnement et de la faune membres de l'Assemblée;
- conseiller les autorités du Ministère dans le choix des meilleures stratégies possible en matière de protection ou de conservation de l'environnement et de la faune;
- définir et mettre en place les mécanismes requis pour assurer la participation du plus grand nombre possible d'organisations non gouvernementales vouées à la protection de l'environnement et de la faune aux travaux de l'Assemblée.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

Les membres externes permanents de l'Assemblée permanente - Environnement et Faune seront les organismes qui, par le nombre et la répartition géographique de leurs membres, par l'étendue du champ de leurs préoccupations, leur leadership ou leur expertise constituent des éléments catalyseurs du mouvement environnemental et faunique sur le territoire québécois.

L'Assemblée permanente sera composée des organismes suivants :

Union québécoise pour la conservation de la nature
Greenpeace Québec
Réseau québécois des groupes écologistes
Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec
ENJEU Environnement Jeunesse
Fédération québécoise de la faune
Fédération québécoise des gestionnaires de zecs
Fédération québécoise pour le saumon atlantique
Centre québécois du droit de l'environnement

Chaque organisme désigne un ou une porte-parole et une personne à titre de substitut.

Dans le cours de ses travaux, l'Assemblée peut au besoin, en fonction de ses plans de travail et de ses priorités et de façon ad hoc, créer des tables régionales ou sectorielles constituées de groupes dont les préoccupations sont davantage ciblées et leur rayonnement plus limité. À titre d'exemple, ces tables sectorielles peuvent se réunir autour de certains dossiers spécifiques tels:

- gestion intégrée des matières résiduelles
- agriculture - forêts - gestion intégrée des ressources
- transport - énergie - aménagement du territoire
- pollution atmosphérique et industrielle
- aires protégées

Le mandat de ces tables sectorielles est le suivant:

« Dans les secteurs d'intervention spécifiques qui les préoccupent:

- approfondir, bonifier et valider des problématiques reliées à des thèmes spécifiques;
- proposer des avenues de solution, des stratégies et identifier des actions prioritaires;
- proposer des collaborations particulières;
- constituer un lieu d'échange d'information, de consultation et de concertation sur des sujets précis.»

Un aperçu des groupes qui constituent de telles tables est joint à l'annexe 1.

MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

- **Présidence de l'Assemblée**

Le ministre de l'Environnement et de la Faune assure la présidence. En son absence, c'est le sous-ministre qui assume cette fonction.

- **Représentants des organismes**

Les sous-ministres adjoints sont les représentants du Ministère selon les sujets abordés lors des réunions.

Les organismes désignent un seul représentant officiel pour participer à l'Assemblée. Ils peuvent, au besoin, désigner un ou des spécialistes pour participer aux travaux de l'Assemblée.

- **Secrétariat de l'Assemblée**

Le secrétariat est assuré par le directeur des Affaires institutionnelles. Un procès-verbal faisant état des décisions et des recommandations est préparé et approuvé lors de la réunion suivante.

Le secrétaire désigné s'occupe de la logistique des rencontres et coordonne la préparation des documents requis en temps opportun.

- **Avis de convocation et ordre du jour**

Afin de permettre aux membres de se préparer adéquatement aux réunions et de tenir, le cas échéant, des consultations au sein de leur organisation, le secrétaire expédie un avis de convocation, un projet d'ordre du jour et la documentation pertinente au moins deux semaines avant la date de la réunion. Cette date de même que le projet d'ordre du jour sont au préalable fixés à la fin de chaque rencontre.

Chaque membre de l'Assemblée peut soumettre des sujets pour discussion en les signifiant au secrétaire au plus tard trois semaines avant la réunion. Les documents afférents doivent également être soumis dans ce délai. Le projet d'ordre du jour est déterminé par le président.

Le secrétaire obtient confirmation de la présence des membres à la réunion dans la semaine précédant la rencontre permettant ainsi de déterminer s'il y a présence suffisante et éviter les déplacements inutiles.

- **Déroulement des réunions**

Le président assume l'animation des rencontres.

Seules les personnes désignées par les organismes et le Ministère participent aux délibérations lors des réunions et ont droit de prendre position lors des échanges visant l'établissement de consensus. Les observateurs, spécialistes ou autres peuvent y assister pour présenter des avis.

Les délibérations de l'Assemblée ne sont pas publiques. Les consultations faites par le ministre ou le Ministère auprès des membres de l'Assemblée obéissent aux règles de confidentialité qui entourent les discussions interministérielles et les délibérations du Conseil des ministres. La ligne de conduite recherchée est la concertation et le consensus. Tout participant en désaccord peut inscrire sa dissidence en indiquant ses motifs. Ces dissidences sont inscrites au procès-verbal.

Avant de prendre quelque position publique que ce soit au nom de l'Assemblée permanente, le Ministère (ou un autre membre de l'Assemblée) doit transmettre le projet à l'ensemble des membres et obtenir leur approbation.

- **Fréquence des réunions**

L'Assemblée se réunira au moins quatre fois par année.

Les réunions se tiendront de 10 h 30 à 17 h 00 afin de permettre aux participants d'effectuer l'aller-retour dans la même journée.

- **Frais de déplacement**

Les frais de déplacement (et d'hébergement s'il y a lieu) des membres non gouvernementaux de l'Assemblée seront à la charge du Ministère. Les frais d'un seul représentant par organisme seront remboursés, sauf exception approuvée par le président.

Les frais seront remboursés selon les règles applicables aux employés du gouvernement (directive 5-74) et doivent respecter les maxima autorisés. Dans le contexte budgétaire actuel, le Ministère encourage les membres à limiter le plus possible les coûts.

Des pièces justificatives sont requises et les membres doivent produire rapidement leurs comptes.

Le Ministère leur fournira les documents appropriés en temps opportun.

TABLES SECTORIELLES

L'Assemblée est appelée à définir les règles qui encadrent le fonctionnement des tables sectorielles au moment de leur création.

AUTRES FORUM

L'Assemblée aura accès aux travaux des autres tables et lieux statutaires de consultation où des représentants du ministère de l'Environnement et de la Faune travailleront en concertation avec des partenaires ou des interlocuteurs. Elle pourra, au besoin, et avec l'accord des parties qui forment ces tables, y déléguer des représentants ou des observateurs.

Le 15 janvier 1996

TABLES SECTORIELLES (À titre d'exemple)

MANDAT

Le mandat de certaines tables sectorielles pourraient être le suivant:

« Dans les secteurs d'intervention spécifiques qui les préoccupent :

- . approfondir, bonifier et valider des problématiques reliées à des thèmes spécifiques;
- . proposer des avenues de solution, de stratégies et identifier des actions prioritaires;
- . proposer des collaborations particulières;
- . constituer un lieu d'échange d'information, de consultation et de concertation sur des sujets précis . »

COMPOSITION

Gestion intégrée des matières résiduelles

- Front commun pour la gestion écologique des déchets
- Action RE-buts
- Une multitude de petits groupes/locaux ont un intérêt pour ce secteur

Agriculture - forêts - gestion intégrée des ressources

- Société linnéenne du Québec
- FAPEL
- Fédération des pourvoyeurs en chasse et pêche du Québec
- Fédération des trappeurs gestionnaires du Québec
- Centre du développement durable Saguenay / Lac Saint-Jean

Transport - énergie - aménagement du territoire

- Au courant
- Transport 2000
- Union pour le développement durable
- Amis de la vallée du Saint-Laurent
- Groupe de recherche appliquée en macrobiologie (GRAME)
- Groupe d'initiatives et de recherches appliquées au milieu (GIRAM)

Pollution industrielle et atmosphérique

- STOP
- SVP
- AQLPA

Aires protégées

- Groupes actuellement invités à participer aux travaux du « Comité de liaison ONG-MEF sur les aires protégées »
 - UQCN
 - Association des biologistes
 - Fonds mondial pour la nature
 - Regroupement des organismes propriétaires de milieux naturels protégés
 - Société canadienne pour la conservation de la nature

PROCÈS-VERBAL DE LA PREMIÈRE RÉUNION
ASSEMBLÉE PERMANENTE - ENVIRONNEMENT ET FAUNE
TENUE À QUÉBEC LE 11 JANVIER 1996

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Jacques Brassard
Ministre de l'Environnement
et de la Faune

Jean Pronovost
Sous-ministre de l'Environnement
et de la Faune

André Harvey
Sous-ministre adjoint
au Développement durable
Environnement et Faune

Yves Corriveau
Centre québécois du droit
de l'environnement

Johanne Fillion
Greenpeace

Jean-Pierre Mailhot
Fédération québécoise pour le
saumon atlantique

Louis Robert
ENJEU Environnement-Jeunesse

Josée Tremblay
Cabinet du ministre de
l'Environnement et de la Faune

Sylvie Bouchard
Cabinet du ministre de
l'Environnement et de la Faune

Yvon Boudreau
Directeur des affaires
institutionnelles
Environnement et Faune

Hélène Demers
Fédération québécoise des
gestionnaires de ZEC

Stéphane Gingras
Réseau québécois des groupes
écologistes

Pierre Morency
Regroupement national des conseils
régionaux de l'environnement du
Québec

Christian Simard
Union québécoise pour la conservation
de la nature inc.

ABSENT :

Monsieur Gérald Lavoie, de la Fédération québécoise de la faune, s'est excusé de n'avoir pu se libérer afin de participer à cette réunion.

ORDRE DU JOUR :

1. Mot de bienvenue du Ministre et présentation des objectifs et du mandat de l'Assemblée
2. Adoption de l'Ordre du jour
3. Présentation des modalités de fonctionnement préliminaires par le Sous-ministre
4. Présentation des sujets possibles de discussion ultérieure
5. Prochaine réunion
6. Autres

1. MOT DE BIENVENUE :

Le ministre, monsieur Jacques Brassard, souhaite la bienvenue aux membres et les remercie d'avoir répondu à son invitation.

Il souligne que certains constats l'ont amené à mettre sur pied l'Assemblée permanente - Environnement et Faune. En premier lieu, le Ministère n'a pas le monopole de la connaissance; plusieurs organismes comme ceux qui sont représentés ici ont développé une expertise et le Ministère a intérêt à y faire appel. En deuxième lieu, le Ministère, dans le secteur de l'environnement en particulier, n'a pas développé de liens de partenariat avec ses principaux alliés et il n'a pas cherché à obtenir leur adhésion sur ses politiques, projets ou priorités. Le Ministère a encore moins sollicité la contribution des groupes environnementaux à l'élaboration de ses politiques ou le choix de ses stratégies. Cette attitude de réserve ou de distance s'explique difficilement puisque le ministère de l'Environnement et de la Faune a mis en place par ailleurs diverses structures de partenariat, notamment avec les municipalités et certains grands secteurs industriels.

Monsieur Brassard exprime l'avis que la création de l'Assemblée permanente vient corriger cette lacune et combler un vide très apparent. Il y avait effectivement nécessité de mettre en place une instance permanente, un lieu d'échanges sur les enjeux dans le domaine de l'environnement et de la faune et sur les stratégies à mettre en place pour y faire face.

Le Ministre précise que l'Assemblée permanente contribuera à enrichir les orientations et les stratégies du Ministère. Elle permettra également de mettre à profit l'expertise des groupes environnementaux et fauniques sur des problèmes soumis au Ministère. Ce dernier se mettra aussi à l'écoute des préoccupations et des besoins des groupes en question. Le Ministre souhaite en outre que l'Assemblée permanente créera un climat de confiance mutuelle et de transparence entre le Ministère et les organisations.

Il ne sera pas possible, explique le Ministre, de consulter l'Assemblée permanente avant de prendre toute décision. Le Ministère continuera de fonctionner et d'assumer les responsabilités de ses choix. Chaque fois que ce sera possible, les membres de l'Assemblée permanente seront mis dans le coup, préférablement avant la prise de décision ou la mise en oeuvre. L'objectif poursuivi par les travaux de l'Assemblée sera de dégager des consensus sur les politiques, orientations et stratégies. Lorsque nous parviendrons à de tels consensus, ce sera la position que le Ministre défendra au sein du gouvernement.

Pour des fins d'efficacité et de respect mutuel, il faut au départ, convenir d'une règle de confidentialité. Cela est particulièrement important pour les questions qui doivent éventuellement être soumises à l'approbation du Conseil des ministres. À cet égard, le Ministre affirme que le passé le rassure: le Ministère a mené des consultations très poussées, notamment sur les évaluations environnementales et sur le projet de règlement sur la production agricole, et les règles de confidentialité ont été scrupuleusement respectées.

Monsieur Brassard rassure les membres à l'effet qu'en aucun temps il tentera d'arracher ici des cautions à l'égard des décisions du Ministère. Les membres conservent leur pleine liberté d'opinion et d'action. Lorsqu'il y aura consensus, il s'agira de véritables concordances de vue auxquelles les participants adhéreront sans contrainte. Le Ministre entend respecter la pleine marge de manoeuvre des organisations membres et leur mode de fonctionnement.

Les organismes présents à l'Assemblée permanente ont été choisis parce qu'ils interviennent à l'échelle de l'ensemble du Québec ou parce que leur action rayonne sur l'ensemble du Québec. Il se peut qu'un ou des organismes aient été oubliés, auquel cas le Ministre se dit disposé à élargir quelque peu la composition de l'instance. Il rappelle que l'Assemblée permanente - Environnement et Faune pourra constituer des tables sectorielles ou régionales afin de traiter des questions plus spécifiques et que les groupes plus spécialisés ou régionaux pourront être alors mis à contribution.

Monsieur Brassard souligne que l'Assemblée permanente ne traitera pas de la gestion quotidienne des affaires du Ministère, encore qu'il sera attentif aux observations des membres sur la qualité des services du Ministère. L'assemblée interviendra principalement sur les politiques, les orientations et les choix stratégiques du Ministère, de même que sur les grandes questions environnementales et fauniques. Il souhaite que l'esprit de partenariat, la transparence et la confiance mutuelle président aux travaux de cette Assemblée permanente, auquel cas elle aura longue vie et fera oeuvre utile.

Appelés à réagir aux propos du Ministre, les membres expriment leur satisfaction d'assister à la création de l'Assemblée permanente - Environnement et Faune. Ils partagent avec le Ministre le constat qu'il était temps de structurer les rapports entre le Ministère et les groupes environnementaux et fauniques. Ils saluent cette initiative qui, espèrent-ils, mettra fin à une certaine culture du secret développée dans certains secteurs du Ministère. On exprime également l'opinion que la mise en place de cette Assemblée contribuera à arrimer les préoccupations environnementales et fauniques qui sont actuellement véhiculées sur des voies parallèles. D'autres soulignent que l'Assemblée permanente aidera

le Ministère à accomplir son mandat tout en favorisant un rapprochement entre les groupes environnementaux et fauniques, ce qui facilitera, à l'occasion, l'élaboration de stratégies communes.

Les membres présents, sous réserve des résultats d'une consultation qu'ils doivent mener auprès de leurs membres ou de leur instance, entendent participer aux travaux de l'Assemblée dans l'esprit qu'a indiqué le Ministre. Sans donner un chèque en blanc, les membres ont confiance que l'appel à la collaboration lancé par le Ministre et le Ministère sera entendu et qu'il marquera un changement bénéfique de ses rapports avec les organisations nationales.

Ils posent, par la suite, certaines questions.

On veut savoir, en premier lieu, quelles sont les autres tables d'échange du Ministère avec des organismes externes. On répond que les principaux mécanismes structurés d'échanges ont été mis en place avec le secteur municipal, l'industrie des pâtes et papiers, l'Association des manufacturiers du Québec, les pétrolières, les industries chimiques, l'Association des banquiers, les producteurs d'aluminium et le Conseil patronal de l'environnement. Le secrétaire de l'Assemblée permanente fera parvenir aux membres un document décrivant le mandat de ces diverses tables d'échanges, la composition de ces instances et les éléments essentiels de leur plan de travail respectif.

On questionne en deuxième lieu le Ministre sur la création du Conseil québécois du développement durable. Il répond que le Ministère a reçu du Conseil des ministres le mandat de formuler au gouvernement des propositions visant à intégrer les principes du développement durable dans les politiques, programmes et activités du gouvernement du Québec ainsi qu'une proposition de création d'un Conseil national du développement durable. Monsieur Brassard indique qu'il procédera à brève échéance à des consultations à la fois sur l'intégration du développement durable dans les actions du gouvernement et sur la création d'un Conseil québécois du développement durable. Sans fixer d'échéance précise, le Ministre croit que cette consultation devrait être complétée avant la fin du printemps. Il acheminera alors ses recommandations au Conseil des ministres.

On se demande s'il y a lieu de rendre publique la mise sur pied de l'Assemblée permanente - Environnement et Faune. On s'entend généralement pour reconnaître la pertinence d'une annonce publique par voie de communiqué. On demande cependant un délai de quelques jours pour consulter les membres des organisations présentes. Le secrétaire fera parvenir incessamment aux participants un projet de communiqué. On souhaite obtenir l'avis des participants sur ce projet au plus tard dans un délai d'une semaine. Ce n'est qu'au terme de cette consultation que le communiqué sera éventuellement émis.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR :

Le projet d'ordre du jour est adopté.

3. PRÉSENTATION DES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT PRÉLIMINAIRES :

Monsieur Jean Pronovost, sous-ministre, précise que le mandat et les grandes modalités de fonctionnement de l'Assemblée permanente - Environnement et Faune ont déjà fait l'objet de consultations préliminaires. Le projet déposé, qui fut transmis aux membres avec l'avis de convocation à cette première réunion, peut être amendé; il constitue une proposition ouverte à des changements.

En réponse à une question, le Ministre précise qu'il présidera l'Assemblée permanente. Il déléguera cependant cette fonction au Sous-ministre, lorsque les sujets traités concerneront davantage des aspects techniques ou seront dans une phase préliminaire de réflexion.

Le Sous-ministre propose que l'Assemblée permanente soit, d'une certaine manière, en liaison avec les autres structures de partenariat déjà en place. Dans un premier temps, il souhaite que les membres soient informés des mandats et des plans de travail de ces tables d'échange. Subséquemment, il sera possible d'établir des liens plus étroits sur certaines questions.

Monsieur Pronovost indique par ailleurs que lorsque l'Assemblée permanente abordera des questions qui intéressent un secteur particulier du Ministère, le sous-ministre adjoint concerné et, au besoin, des experts techniques, prendront part à nos travaux.

De même, l'Assemblée pourra mettre sur pied des comités de travail techniques ou sectoriels afin d'approfondir une question qui sera subséquemment débattue à l'Assemblée permanente. Évidemment, dans la détermination du nombre de comités, on tiendra compte des coûts inhérents et de la disponibilité des membres.

Quant à la fréquence des réunions, établie à trois selon le document, monsieur Pronovost indique qu'elle peut être accrue en fonction des besoins de l'Assemblée permanente.

Le Sous-ministre propose que le Ministère assume les responsabilités du secrétariat et de la logistique

4. DISCUSSION SUR LES OBJECTIFS, LE MANDAT ET LE MODE DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE PERMANENTE :

Monsieur Pronovost invite les participants à faire part de leurs commentaires et suggestions.

On fait état de la difficulté, compte tenu de la nature des organisations présentes, d'assurer la présence du même porte-parole à chaque réunion. On suggère que chaque organisation désigne un représentant ou une représentante et une personne substitut. Cette suggestion est retenue et le document de présentation de l'Assemblée permanente sera amendé en conséquence.

Le Ministre a exprimé l'avis que l'Assemblée devrait agir, dans la mesure du possible, sur une base de consensus. On s'interroge sur le sens à donner au mot consensus. On se demande, par exemple, s'il y aurait lieu de faire voter les membres sur certaines questions. Le Ministre répond qu'il ne souhaite pas l'instauration de règles formelles, comme les votes. Il souhaite que les questions soient débattues très librement et que toute l'information pertinente circule. Comme il l'avait affirmé au départ, il ne cherchera pas à arracher des consensus. De même, on ne tentera pas d'établir des consensus qui ne reposeraient pas sur une connaissance adéquate des enjeux ou des solutions avancées. De toute évidence, on saura lorsqu'il y a convergence de vues et lorsqu'il n'y aura pas consensus. Au besoin, on vérifiera séance tenante.

On fait part également de l'importance de consulter les membres des organisations avant de discuter de façon plus engagée. Le Ministre entend respecter le mode de fonctionnement des organisations. Il tient pour acquis que des consultations internes doivent effectivement se tenir dans les organisations avant les réunions de l'Assemblée permanente. Le Ministère tiendra compte de cette réalité.

Il en va de même pour la confidentialité. On convient de la nécessité d'une attitude de réserve, en particulier pour les dossiers qui doivent recevoir subséquemment l'approbation du Conseil des ministres. On prévient cependant le Ministre que si, aux yeux d'une organisation, un projet du Ministère apparaît contraire à l'opinion publique, l'organisation doit conserver toute sa latitude pour le dénoncer publiquement. Le Ministre souscrit à cette interprétation. Il souhaite simplement que le ou la porte-parole de l'Assemblée indique à l'avance ses intentions, de manière à jouer franc jeu. Le Ministère fera de même : lorsque des contraintes lui imposent certaines dérogations aux règles de conduite convenues ici, il en fera part aux membres en toute transparence.

Certaines organisations ont des politiques par lesquelles elles ne prennent pas publiquement position sur une politique, une orientation ou une stratégie gouvernementale. On respectera cette façon de faire. D'ailleurs, à la question de savoir si l'Assemblée permanente doit se comporter de manière à prendre position comme organisme ou à rendre publics les avis et les décisions prises lors de nos réunions, le Ministre exprime l'opinion que ces avis sont consignés aux procès-verbaux de l'Assemblée permanente et que cette dernière ne devrait pas agir comme un conseil consultatif. Les travaux de l'Assemblée servent avant tout à influencer le Ministère dans l'élaboration de ses politiques, orientations, stratégies et choix prioritaires. On souscrit à cette conception de l'Assemblée permanente.

On se demande quel budget est alloué à l'Assemblée permanente et si les dépenses occasionnées seront prises à même les ressources consacrées au soutien des organismes environnementaux et fauniques. Le Sous-ministre souligne que les seules dépenses concernent les frais de déplacement et de repas des membres et qu'elles seront assumées par le budget de fonctionnement du Ministère. En aucun cas, les crédits réservés aux organismes partenaires ne seront affectés par les dépenses de l'Assemblée permanente, qui, au demeurant, sont minimes. Le Ministère fournira d'ailleurs à la prochaine réunion, à titre d'indication, le coût généré par la tenue de cette première réunion.

Quant à la fréquence des réunions, il apparaît prématuré d'en fixer le nombre à trois. On s'entend pour reconnaître la nécessité d'en tenir au moins quatre en 1996. On précisera ultérieurement le nombre de séances lorsque sera arrêté le plan de travail.

On demande d'inscrire dans les modalités de fonctionnement de l'Assemblée permanente, l'obligation d'obtenir l'accord des organisations avant de prendre position sur un sujet au nom de l'Assemblée permanente. Cette suggestion est retenue.

Le document sur les mandats et les modes de fonctionnement de l'Assemblée permanente - Environnement et Faune est modifié afin de tenir compte des suggestions retenues. Il fait partie intégrante du procès-verbal.

On suggère d'inclure un membre additionnel, soit le Front commun pour la gestion écologique des déchets. On répond que ce groupe était désigné pour participer aux travaux d'une éventuelle table sectorielle sur la gestion intégrée des matières résiduelles. Le Cabinet du ministre communiquera néanmoins avec l'organisme afin de vérifier son intérêt à participer à l'ensemble des travaux de l'Assemblée. On se demandera également s'il respecte les critères de sélection des organisations membres de l'Assemblée permanente - Environnement et Faune. On en avisera par la suite les membres présents.

5. PRÉSENTATION DES SUJETS POSSIBLES DE DISCUSSION ULTÉRIEURE :

Le Ministère dépose, à titre de suggestion, une liste de sujets pouvant être éventuellement portés à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de l'Assemblée permanente. Cette liste comporte les sujets suivants :

- présentation et discussions de la Vision stratégique du ministère de l'Environnement et de la Faune (« Les grands enjeux 1996-2001 » et « Les choix stratégiques 1996-1998 ») ;
- le choix des indicateurs environnements et fauniques ;
- les alternatives à la réglementation ;
- l'évaluation des politiques et programmes du Ministère ;
- la production des bilans environnementaux ;
- la révision des systèmes d'autorisation ;
- la révision du processus d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux des projets d'envergure ;
- protection des habitats fauniques et d'autres sites en terres privées ;
- stratégie de mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique et Plan d'action québécois sur la diversité biologique.

Tout en reconnaissant la pertinence de la plupart de ces sujets, on note qu'il s'agit d'objets de discussion axés sur les préoccupations du Ministère (c'est très ministériocentrique, ironise-t-on). De même, certains sujets pourraient avantageusement être regroupés. Par exemple : La production des bilans et les indicateurs environnementaux et fauniques, de même que la révision des systèmes d'autorisation et la révision du processus d'évaluation des impacts. On peut aussi lier les sujets relatifs à la biodiversité et à la protection des habitats. Au lieu de parler des alternatives à la réglementation, il serait plus indiqué de faire état aux instruments économiques et fiscaux. Les membres expriment aussi un intérêt plutôt mitigé pour les discussions relatives au choix des indicateurs environnementaux.

Par ailleurs, les membres suggèrent une série d'autres questions qui pourraient faire l'objet d'échanges d'information ou de discussions de fond au cours des prochains mois. Ces projets sont énumérés ici, sans indication de priorité ou d'ordre de traitement :

- le soutien financier, technique ou autre du Ministère aux organismes environnementaux ou fauniques ;
- les instruments économiques et fiscaux ;
- la position du ministère de l'Environnement et de la Faune à l'égard de l'accès à l'information et de la participation du public à la protection de l'environnement ;
- l'harmonisation des politiques et des interventions des deux ordres de gouvernement, en particulier sur les questions relatives à la biodiversité et la protection des habitats ;
- l'harmonisation de la réglementation dans la foulée des accords de libre-échange sur le commerce ;
- la prévention de la pollution et le concept de la production propre ou du développement industriel durable ;
- les chevauchements intersectoriels, en particulier la problématique des conflits d'intervention des divers ministères ;
- la qualité des eaux (par exemple, l'approche de gestion par rivière, par bassin hydrographique...) ;
- certains dossiers interministériels, comme l'énergie, l'agriculture, la gestion des forêts... ;
- la réduction des déchets industriels ;
- la révision du mandat du BAPE ;
- les interventions d'Urgence-Environnement ;
- les déchets produits par les centrales nucléaires et les autres organisations productives de résidus radioactifs ;
- la problématique de la santé environnementale ;

- la liste des polluants à éliminer ;
- l'écoforesterie (sujet lié à la biodiversité) ;
- la Loi sur les pesticides ;
- la position du Québec sur les grands enjeux internationaux ou des grandes conventions (ozone, réchauffement climatique...) .

Tous les membres réalisent qu'il y a sur la table davantage de sujets que l'Assemblée permanente ne pourra en traiter au cours de la prochaine année. Et encore, cette liste n'est pas fermée. Il faudra donc prioriser. Les membres sont invités à se livrer à l'exercice suivant :

- identifier les sujets qui leur apparaissent les plus prioritaires ;
- spécifier si, par rapport aux sujets retenus, le besoin en est un d'information ou de discussion de fond ;
- souligner si ce sujet doit être "débroussaillé" dans un premier temps par une groupe de travail spécifique ou s'il est immédiatement pris en charge par l'Assemblée permanente (après avoir reçu, bien entendu, la documentation pertinente) ;
- indiquer la période approximative de l'année où ce sujet pourrait être porté à l'ordre du jour d'une réunion de l'Assemblée permanente ou la période à laquelle un comité technique serait constitué.

Les membres conviennent qu'ils participeront à cet exercice et qu'ils communiqueront au secrétaire, avant le 15 février 1996, le résultat de leur réflexion.

Afin de planifier les prochaines réunions de l'Assemblée permanente et de les rendre les plus productives possibles, les membres conviennent des modalités suivantes:

Chaque réunion sera composé de trois blocs:

1. Points d'information
2. Actualités
3. Discussion de fond sur un ou deux sujets

Des efforts seront consentis pour délimiter un temps consacré à chacun des blocs et pour le faire respecter.

Les réunions se tiendront sur des journées pleines, alternativement à Québec et à Montréal.

Les membres de cette assemblée seront mis sur la liste de distribution des documents officiels du Ministère.

En préparation de la prochaine réunion, les membres recevront les documents suivants :

- la liste des comités de concertation du Ministère, leur composition, mandat et plan de travail ;
- l'état d'avancement des projets de législation et réglementation ;
- les deux documents regroupées sous la rubrique Vision Stratégique : Les grands enjeux 1996-2001 et les Choix stratégiques 1996-1998.

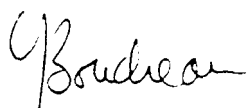
6. PROCHAINES RÉUNIONS :

Les membres conviennent d'arrêter les dates des quatre prochaines réunions, soit :

- le 1er mars 1996, à Montréal ;
- le 31 mai 1996, à Québec ;
- le 20 septembre 1996, à Montréal ;
- le 15 novembre 1996, à Québec .

À la réunion du 1er mars 1996, les points suivants seront portés à l'ordre du jour :

1. Adoption du procès-verbal
2. Point d'information (notamment présentation du ministère de l'Environnement et de la Faune)
3. Actualités
4. Plan de travail de l'Assemblée permanente pour la prochaine année (à partir du travail de priorisation que chacun et chacune aura effectué)
5. Vision stratégique du Ministère : Les grands enjeux 1996-2001 et les choix stratégiques 1996-1998



YVON BOUDREAU, secrétaire

Québec, 15 janvier 1996

COMPTE RENDU DE LA SESSION D'ÉCHANGE
ENTRE LE MINISTRE, MONSIEUR DAVID CLICHE, ET
LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE PERMANENTE - ENVIRONNEMENT ET FAUNE
TENUE À MONTRÉAL, LE 9 FÉVRIER 1996
DE 10 H 00 À 12 H00

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Membres externes :

- Mme Diane Paquet, Fédération québécoise de la Faune
- Mme Diane Pagé, Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN)
- Mme Christiane Vinette, Environnement Jeunesse (ENJEU)
- M. François Tanguay, Greenpeace
- M. Jean-Pierre Mayotte, Fédération québécoise pour le saumon Atlantique
- Henri Côté, Fédération des gestionnaires de ZEC
- Henri Jacob, Réseau québécois des groupes écologistes
- Yves Corriveau, Centre québécois du droit de l'environnement
- Claude Gauthier, Fédération québécoise de la faune
- Jean-Pierre Morency, Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement

Représentants du Ministère :

- M. David Cliche, ministre
- M. Gilles Tousignant, directeur de cabinet
- M. Jean Pronovost, sous-ministre
- M. Yvon Boudreau, directeur des Affaires institutionnelles

1. NOTES D'INTRODUCTION DU MINISTRE

Monsieur Cliche salue les membres de l'Assemblée permanente - Environnement et Faune et leur dit d'entrée de jeu qu'il entend maintenir ce forum d'échanges et y participer activement au cours des prochains mois.

Il présente ensuite ce qui lui apparaît être les grands défis auxquels le ministère de l'Environnement et de la Faune devrait impérativement s'attaquer. Tout en reconnaissant qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, le ministre relève les dossiers suivants :

1.1 Intégration des préoccupations environnementales et fauniques dans les politiques gouvernementales

M. Cliche soutient que le Ministère doit exercer une action horizontale au gouvernement de manière à concilier dans les grandes politiques de l'Etat les impératifs du développement et ceux de la protection des écosystèmes. À ses yeux, il n'y a aucune opposition entre l'économie et l'environnement et le Ministère doit inscrire son action dans la foulée du développement économique du Québec. Il informe les membres que le ministre de l'Environnement et de la Faune, de par la volonté expresse du Premier ministre, siègera au Comité ministériel permanent du développement économique et de l'emploi. L'intégration des préoccupations environnementales et fauniques dans les politiques du gouvernement nécessitera notamment un raffermissement du partenariat avec les autres ministères.

1.2 La régionalisation et l'ouverture du MEF

Le ministre accorde beaucoup d'importance à la responsabilisation des régions dans la mise en oeuvre des grandes politiques nationales, ce qui là-aussi requiert le développement ou la consolidation des partenariats. Il insistera pour que le Ministère soit davantage ouvert, qu'il déploie des efforts de rapprochement avec les organismes intéressés, les entreprises, les leaders régionaux, les élus locaux et régionaux... Il entend instaurer ou renforcer des modes de fonctionnement favorisant une gestion plus consensuelle des enjeux de développement régional. Le plus souvent possible, il favorisera cette approche dans le processus d'élaboration des grandes politiques.

Monsieur Cliche cite l'exemple de la réflexion en cours sur une éventuelle politique énergétique du Québec où il a préconisé d'asseoir à une même table les grands producteurs d'énergie, les groupes environnementaux, les consommateurs et les élus. Le rapport de ce groupe de travail, qui sera déposé dans quelques semaines, contiendra vraisemblablement des recommandations étonnantes et illustrera à quel point des organismes aux préoccupations initiales aussi divergentes que Shell Canada et Greenpeace peuvent, au terme d'un processus de concertation, développer de surprenantes convergences de vue sur une question cruciale comme celle de l'énergie.

1.3 L'action en milieu agricole

Le Ministre se dit convaincu que l'un des grands chantiers d'avenir pour le ministère de l'Environnement et de la Faune est celui de l'harmonisation des pratiques agricoles avec les principes de préservation de la qualité de l'environnement. Autant, la société québécoise a réalisé des progrès en matière de traitement des eaux usées et des rejets industriels, même s'il reste beaucoup à faire, autant les interventions en milieu agricole ont été timides ou peu intégrées au processus même de production. Pour monsieur Cliche, ce grand chantier, qui devra lui aussi être ouvert en partenariat, nécessitera vraisemblablement l'attention soutenue du ministère de l'Environnement et de la Faune pour plusieurs années. On ne doit pas s'attendre à des résultats spectaculaires à court terme, mais il faut s'attaquer dès maintenant aux changements de mentalité et à l'introduction des modes de pratiques plus respectueuses des habitats.

1.4 La gestion intégrée des forêts

Là encore, des changements importants ont été enregistrés dans les pratiques d'exploitation de la forêt québécoise. Avec le régime des CAAF, on s'oriente nettement vers l'application des principes de gestion intégrée. Selon le Ministre, on franchira un pas décisif vers ce mode de gestion en conduisant les expériences de forêt habitée. Le Ministère participe déjà, avec le ministère des Ressources naturelles, à la définition du concept de forêt habitée et à son application pratique dans certaines régions du Québec. Le Ministre entend favoriser l'accélération de ces expériences et y engager résolument le ministère de l'Environnement et de la Faune. Il souhaite que ce mode de gestion puisse éventuellement s'appliquer en forêt privée.

1.5 La gestion des matières résiduelles

Le ministère de l'Environnement et de la Faune suit de très près les audiences génériques sur cette question. Aux yeux du Ministre, il s'agit d'un dossier majeur sur lequel le Ministère va exercer un leadership marqué afin que les conclusions des audiences génériques se traduisent par des actions menant à une réduction réelle des matières résiduelles et une élimination des déchets selon des procédés et dans des lieux qui ne portent aucun préjudice aux écosystèmes.

1.6 La culture internationale

Le Ministre attache une grande importance au développement de cette culture. Il rappelle que Montréal est en train de devenir un centre international de l'environnement et de la biodiversité, que plusieurs entreprises québécoises ont développé une expertise en matière d'environnement qu'elles peuvent exporter et que les milieux naturels du Québec constituent un actif précieux pour lequel un nombre grandissant d'observateurs et de visiteurs étrangers manifestent un intérêt soutenu. Il souligne que ces avantages posent également aux Québécois et au ministère de l'Environnement et de la Faune des exigences en termes de protection de la biodiversité, de gestion intégrée des ressources et d'application concrète de ces grands concepts.

2. PRÉOCCUPATIONS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE PERMANENTE

Les membres sont invités à identifier succinctement les grandes questions auxquelles le Ministre devrait apporter une attention immédiate ou particulière. Les notes qui suivent veulent refléter les échanges. Le Ministre souscrivait généralement aux propos de ses interlocuteurs et reconnaissait l'importance d'apporter une attention soutenue à la question présentée. Il n'y a donc pas lieu de rapporter ici, pour chacun des thèmes abordés, la réaction du Ministre.

Les membres de l'Assemblée permanente font valoir les préoccupations suivantes:

- Avant que le Ministère ne s'engage résolument dans la mise en oeuvre de grandes politiques, il devrait en saisir l'Assemblée permanente - Environnement et Faune. C'est particulièrement important, dans l'immédiat, pour l'application des Choix stratégiques et la conclusion d'ententes avec les industries.

- Le Québec ne participe à peu près pas aux travaux du Conseil canadien des ministres de l'Environnement. Cette politique de la chaise vide est une mauvaise stratégie. Le gouvernement du Québec devrait participer, minimalement, aux discussions sur des sujets aux impacts transfrontaliers.
- Le ministère de l'Environnement et de la Faune semble peu présent, en région du moins, dans le dossier de la forêt habitée. Il doit manifester plus clairement sa présence et faire en sorte que les impératifs fauniques soient davantage pris en compte. De même, les Conseils régionaux de l'environnement devraient être davantage mis à contribution dans la promotion de ce type de gestion intégrée de la forêt.
- Le Ministre doit se préoccuper de l'élevage des animaux sauvages et de la chasse en enclos. Cette dernière activité constitue une dénaturation de la chasse et on ne devrait plus la tolérer.
- Il faut faire preuve d'une certaine prudence dans l'application des politiques de régionalisation et de décentralisation. Pour certaines secteurs d'activités, il est inexact de croire que les municipalités peuvent raisonnablement assumer les responsabilités qu'on envisage de leur confier. Dans d'autres cas, on ne voit pas très bien comment définir et appliquer, en région, des politiques comme celle de l'énergie. On incite à la prudence et soulignant qu'il faudra, dans plusieurs cas, prévoir à tout le moins des mécanismes de transition.
- Le Ministre doit rapidement prendre position sur le dossier du renflouement de l'Irving Oil, qui a fait naufrage au large des Iles-de-la-Madeleine. Compte tenu de l'énorme quantité de BPC contenue dans la cargaison de ce navire, il y aurait une catastrophe écologique majeure si les BPC étaient libérés dans le golfe pendant les manoeuvres de renflouement. Monsieur Cliche envisage de se rendre aux îles. Il entend aussi discuter de ce dossier avec son homologue fédéral. Les membres de l'Assemblée lui offrent leur support dans toute démarche qui aurait pour objectif de contraindre l'entreprise Irving Oil à prendre à sa charge les frais du déchargement sécuritaire du bateau ou de faire assumer par le gouvernement fédéral les responsabilités claires qui lui incombent dans cette affaire.
- Les groupes environnementaux de base, ceux qui alimentent en quelque sorte les Conseils régionaux de l'environnement, ont besoin d'un certain financement. Cette question du financement devrait faire l'objet, à court terme, de travaux de l'Assemblée permanente.
- On assiste parfois à des interventions de certains ministères qui vont à l'encontre de l'environnement. Il arrive, par exemple, que l'on subventionne une entreprise pour un procédé polluant ou inutilement énergivore. Une attention particulière devrait être portée à ce genre d'incohérence.
- Le cadre qui régit la consultation à l'occasion des audiences génériques sur les matières résiduelles semble trop contraignant. Il y a fort à parier que si les solutions avancées se limitent au cadre proposé, il sera très difficile, voire même impossible, d'atteindre les objectifs de

réduction du volume de matières résiduelles.

- Les associations fauniques ne sont pas très bien représentées dans les forums régionaux. Devrait-on élargir les Conseils régionaux de l'environnement pour y intégrer les représentants des groupes intéressés par la faune ou constituer des instances fauniques régionales distinctes?
- Le développement d'instruments économiques et d'outils fiscaux devrait accaparer davantage d'énergie au Ministère.
- L'éducation relative à l'environnement représente une condition indispensable aux changements de comportement et de mentalité.
- Attention à la réduction des postes d'agents de conservation.
- On attend avec impatience une éventuelle politique sur la sauvagine.

3. SUITES

Au terme de ces échanges, les membres conviennent de tenir la prochaine réunion de l'Assemblée permanente - Environnement et Faune le vendredi 8 mars 1996, à Montréal. Le principal sujet de discussion sera la Vision stratégique : « Les grands enjeux 1996-2001 » et « Les choix stratégiques 1996-1998 ». On arrêtera également le calendrier de travail pour les prochains mois.



YVON BOUDREAU
Secrétaire de l'Assemblée permanente
1996.02.14

- 181 -

PROCÈS-VERBAL
DE LA DEUXIÈME RÉUNION
DE L'ASSEMBLÉE PERMANENTE - ENVIRONNEMENT ET FAUNE
TENUE À MONTRÉAL, LE 8 MARS 1996

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Bernard Beaudin, FQSA
Denis Bergeron, UQCN
Yves Corriveau, CQDE
Henri Côté, FQGZ
Christian Dinelle, ENJEU

Claude Gauthier, FQF
Pierre Morency, RNCREQ
Diane Paquette, FQF
Gabrielle Pelletier, RQGE
François Tanguay, Greenpeace Québec

David Cliche, ministre de l'Environnement et de la Faune
Jean Pronovost, sous-ministre de l'Environnement et de la Faune
Gilles Tousignant, Cabinet du Ministre, MEF
Lyne Jacques, Cabinet du Ministre, MEF
Yvon Boudreau, Affaires institutionnelles, MEF

ORDRE DU JOUR :

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal de la réunion du 11 janvier 1996 et du compte-rendu de la session d'échanges du 9 février 1996
3. Point d'information : présentation sommaire du ministère de l'Environnement et de la Faune et période de questions
4. Actualités
5. Vision stratégique du Ministère : « Les grands enjeux 1996-2001 » et « Les choix stratégiques 1996-1998 »
6. Plan de travail de l'Assemblée permanente pour les prochains mois

1. Adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est adopté après y avoir reporté en après-midi la présentation du ministère de l'Environnement et de la Faune.

2. Adoption du procès-verbal de la réunion du 11 janvier 1996 et du compte-rendu de la session d'échanges du 9 février 1996

Ces deux documents sont adoptés. Les membres suggèrent que les prochains procès-verbaux identifient la personne qui a formulé le commentaire ou la proposition apparaissant au compte-rendu. Suggestion retenue.

3. Actualités

a) Participation des groupes environnementaux au Sommet socio-économique

Le représentant de l'UQCN interroge le Ministre sur cette question et dépose la correspondance échangée entre son organisme et le bureau du Premier ministre au sujet de la participation des groupes environnementaux à cet événement.

Le Ministre répond que plus de 250 personnes ont exprimé le souhait de prendre part aux délibérations du Sommet socio-économique et qu'il a fallu choisir en fonction des impératifs du Sommet, soit l'état des finances publiques et la relance de l'emploi. Monsieur Cliche précise qu'il s'agit, en outre, d'un premier exercice de concertation qui servira avant tout à partager certains diagnostics et à préparer les assises d'un Sommet nettement plus engageant qui se tiendra à l'automne. Il comprend l'intérêt des groupes environnementaux à ces travaux et tient pour acquis que les représentants de ces groupes seront invités au Sommet de l'automne. Il vérifiera auprès du bureau du Premier ministre si un représentant des groupes environnementaux pourrait assister à titre d'observateur au Sommet de la mi-mars.

Dans l'éventualité où un porte-parole des groupes environnementaux serait invité à assister au Sommet économique, les membres de l'Assemblée permanente reconnaissent que l'UQCN devrait être l'organisme participant. Monsieur Cliche signale que les porte-parole de l'Éco-Sommet ont également manifesté leur intérêt pour une participation au Sommet économique.

b) Irving Whale

Le représentant de Greenpeace demande des informations sur l'état d'avancement du dossier "Irving Whale". Il signale que des représentants de Greenpeace rencontrent aujourd'hui à ce sujet le ministre fédéral de l'Environnement et qu'il fera rapport à monsieur Cliche de cette réunion.

Le Ministre informe les membres qu'il se rendra aux îles-de-la-Madeleine, le 22 mars prochain. Il y rencontrera le Conseil de la MRC et le regroupement des citoyens préoccupés par une éventuelle catastrophe écologique résultant d'une fuite des BPC stockés dans la carcasse du navire immergé dans le golfe. Il rencontrera subséquemment le Ministre fédéral et la question de l'Irving Whale sera abordée de façon prioritaire. Monsieur Cliche a également demandé au Ministère d'étudier les possibilités d'actions judiciaires qui pourraient être prises à l'encontre de la compagnie Irving. Le Ministre fera état publiquement de sa prise de position dans les prochaines semaines.

Le représentant de Greenpeace suggère au Ministre de faire faire un relevé des achats effectués par le gouvernement du Québec auprès de la compagnie Irving ou de ses filiales.

c) Présence du ministre du MEF au Comité des priorités

Monsieur Corriveau, du Centre québécois du droit de l'environnement, exprime l'avis que le ministre de l'Environnement et de la Faune devrait être membre du Comité des priorités et expose les raisons qui militent en faveur d'un tel statut.

Le Ministre répond que l'organisation des comités ministériels est une décision qui relève du Premier ministre. Il rappelle qu'il siège déjà au Comité ministériel du développement économique et de l'emploi. Il souligne que, sans nier l'importance des Comités ministériels et du Comité des priorités, toutes les décisions sont prises au Conseil des ministres. Il est d'avis qu'il convient de faire un bon essai des structures actuelles avant de présumer ou de conclure que le ministre de l'Environnement et de la Faune ne pourra pas faire entendre correctement sa voix au sein du gouvernement.

d) Conseil du développement durable

Le représentant du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement interroge le Ministre sur le projet de création d'un Conseil québécois du développement durable et sur la mise en place éventuelle d'un Comité ministériel du développement durable.

Le Ministre répond qu'il poursuit sa réflexion sur les deux sujets et qu'il procédera à des consultations à brève échéance.

Le représentant de Greenpeace informe les membres que le projet de Politique énergétique qui devrait être rendu public le 2 avril prochain fera largement état des impératifs du développement durable.

e) Présence du Québec à l'Atlantic Flyway Council

Le porte-parole de la Fédération québécoise de la Faune informe le Ministre qu'à la dernière réunion de l'Atlantic Flyway Council, tenue au Connecticut, aucun représentant du Ministère n'était présent, même si le MEF y a un siège de participant de plein droit. Il déplore cette pratique de la « chaise vide ».

Monsieur Cliche est d'avis que si le Ministère est un membre d'office de cette organisation, il devrait désigner un représentant de haut rang aux réunions. La prochaine fois, le MEF sera présent.

f) Projet d'entente de partenariat avec l'industrie

L'UQCN a été invité à participer aux travaux du Comité aviseur chargé de préparer d'éventuels projets d'entente entre le Ministère et les industries. Il s'attend

à ce que les rapports du Comité aviseur soient déposés à l'Assemblée permanente et fassent éventuellement l'objet de discussions. Tous les participants en conviennent. Le Ministre se dit ouvert à l'idée que l'Assemblée permanente invite au besoin des représentants de l'industrie à discuter de ce sujet.

g) Projet de Règlement et de décrets sur les décharges

Monsieur Pierre Morency souhaite que l'Assemblée permanente prenne connaissance des projets de règlement avant leur pré-publication. On rappelle que le Ministère a déposé à une réunion antérieure la liste des projets de règlement actuellement à l'étude au Ministère, à diverses étapes du processus d'élaboration. Si un ou plusieurs projets de règlement apparaissant sur cette liste intéresse particulièrement l'Assemblée permanente, il s'agit d'en informer le secrétaire qui en fera parvenir des copies aux membres et inscrira le sujet à l'ordre du jour d'une réunion.

Monsieur Morency s'inquiète par ailleurs des nombreux projets de décret qui sont vraisemblablement soumis au Ministre pour l'implantation ou l'agrandissement des décharges (sites d'enfouissement). Le Ministre répond qu'il a l'obligation légale d'exercer sa discrétion à l'égard de chacun des projets soumis. Il entend cependant agir avec prudence de manière à ne poser aucun geste qui pourrait être contraire à la future Politique de gestion des matières résiduelles, politique qui sera élaborée à la suite des audiences génériques.

h) Conseils régionaux de l'environnement... et de la faune

Le représentant de la Fédération québécoise de la faune se demande si le Ministère a bien l'intention de convertir les actuels CRE en Conseils régionaux de l'environnement et de la faune. Il vaudrait mieux, selon lui, créer des instances distinctes pour l'environnement et la faune.

On rappelle que les CRE existent depuis moins d'un an. On souligne qu'il y a eu dans plusieurs régions des rapprochements très nets entre les groupes environnementaux et fauniques, tout en reconnaissant que dans certaines autres régions, le rapprochement ne s'est pas encore opéré. On souhaite continuer les approches de concertation entre les groupes avant de statuer sur l'avenir des CRE. Aucune décision sur la désignation des CRE ne sera prise avant l'automne.

Monsieur Cliche rappelle qu'il a fait publiquement part de son intention de réunir dès ce printemps les représentants du secteur faune, chasse et pêche, afin de discuter notamment des questions relatives aux habitats, aux territoires, à la mise en valeur de la faune et à l'organisation des partenariats.

Le porte-parole de la Fédération du saumon atlantique suggère que la notion de qualité (de l'environnement et de la Faune) coiffe en quelque sorte les deux domaines d'intervention du Ministère et qu'il rassemble les organismes vouées aux deux missions. Il souligne que son organisme fait une place fort convenable aux organismes fauniques et environnementaux et que la présence conjointe des deux

types d'organismes enrichit les débats et les actions de la Fédération du saumon atlantique.

i) Les audiences génériques

Monsieur Morency fait part au Ministre de son étonnement de constater que les compte-rendu des rencontres entre des organismes et le BAPE, tenues dans le cadre des audiences génériques, ne fassent pas état des questions soulevées qui vont soulever au-delà des propositions avancées par le Ministère dans le document de consultation. L'organisme ENJEU soulève les mêmes questions.

Le Ministre informe les membres qu'il a rencontré les représentants du BAPE et qu'il leur a notamment rappelé à cette occasion les attentes exprimées par certains membres de l'Assemblée permanente au sujet des audiences génériques. Ces attentes ne posent pas de difficulté particulière au BAPE qui a précisément le mandat d'entendre les points de vue des citoyens et des organismes. Cela signifie, bien entendu, que le BAPE doit entendre et rendre compte de l'ensemble des commentaires et recommandations entendus, même si ils débordent du cadre proposé par le Ministère.

Monsieur Cliche croit que les ajustements ont été apportés et il demande aux organismes de s'adresser directement au BAPE pour rapporter tout motif d'insatisfaction ou toute suggestion relative au déroulement des audiences génériques. Il est essentiel, souligne-t-il, que ces audiences aient la plus grande crédibilité.

Certains organismes, dont Environnement Jeunesse (ENJEU), entendent écrire au BAPE dans les prochains jours.

4. Vision stratégique du Ministère : « Les grands enjeux 1996-2001 » et « Les choix stratégiques 1996-1998 »

Les membres conviendront de tenir une rencontre spéciale de l'Assemblée permanente sur ce sujet. Elle se tiendra à Montréal le jeudi 11 avril prochain, de 09h30 à 12h30.

On propose de livrer néanmoins les réactions préliminaires des membres sur les documents de Vision stratégique, histoire de recueillir les points saillants qui ressortent d'une première lecture des deux documents mis en consultation.

Monsieur Corriveau fait valoir que les documents posent en quelque sorte la prémisse que la réglementation actuelle est trop étendue et trop lourde. Rien dans les documents (et dans les faits) ne permet d'étayer, à son avis, un tel postulat. Tout cela repose sur un dogme voulant que la réglementation soit inefficace, ce qui encore une fois n'est pas prouvé. Il souligne que des pans entiers de réglementation ne sont pas appliqués, que le Ministère a fait historiquement preuve de beaucoup de laxisme à ce chapitre, ce qui se manifeste de bien des façons. Il ironise la suggestion incluse dans les Choix stratégiques

d'étudier la pertinence d'éliminer des règlements inappliqués ou inapplicables; dans un autre document, le Ministère reconnaît que l'actuelle réglementation sur les sites d'enfouissement n'est pas appliquée. Monsieur Corriveau se demande s'il faudrait abroger, pour cette raison, l'ensemble de cette réglementation.

Le représentant du Centre québécois du droit de l'environnement suggère que le Ministère se fasse rembourser les frais qu'il encoure pour poursuivre et condamner un contrevenant. Il peut en coûter entre 20 000 \$ et 25 000 \$ pour s'engager dans le processus judiciaire. Si ces dépenses étaient remboursées, on pourrait financer le Service des enquêtes du Ministère et on créerait un effet dissuasif plus sérieux que les amendes.

Monsieur Pierre Morency ajoute que les autres mécanismes de protection de l'environnement et des habitats peuvent avoir leur utilité mais il est essentiel de préserver un filet de sécurité réglementaire. Il fait remarquer, après avoir pris connaissance des projets de règlement à l'étude au Ministère, qu'on ne semble pas se diriger vers une diminution du nombre de règlements, contrairement à ce que laissent entendre les documents de la Vision stratégique. Il soutient que comparativement aux règlements en vigueur dans la plupart des pays de l'OCDE, le Québec ne souffre aucunement d'un excès réglementaire, au contraire.

Monsieur Morency s'inquiète du rôle que le Ministère entend faire jouer au Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) parce qu'il comprend que cet organisme est à toutes fins utiles en voie d'être privatisé. Il ajoute que si le Ministère manque de fonds pour soutenir ses activités essentielles, il doit envisager d'appliquer ou de généraliser l'application du principe "utilisateur-payeur"; à cette fin, il comprend mal que le Ministère délivre gratuitement pour ainsi dire les milliers de certificats d'autorisation qu'il délivre chaque année. Bref, monsieur Morency conclut que Vision stratégique "fait peur".

La représentante d'Environnement Jeunesse a de la difficulté à adhérer aux passages des documents relatifs à la déréglementation. Elle soutient que les documents devraient positionner plus clairement le ministère de l'Environnement et de la Faune dans la mission de l'État. Elle conseille également de procéder avec prudence dans les initiatives de délégation de certaines responsabilités, de ne pas s'y engager de façon subite ou précipitée.

Le porte-parole de la Fédération québécoise du saumon atlantique dit souscrire a priori à l'appel à la responsabilisation. Il insiste pour que les règlements comportent véritablement des obligations de résultats. Il suggère que les organismes responsables de l'application de certains règlements puissent recueillir, en partie du moins, les bénéfices financiers résultant de la délivrance de permis ou des infractions.

Monsieur Beaudin informe par ailleurs le Ministre et les membres que son organisme prépare la tenue à l'automne d'un Colloque international sur les interventions humaines en milieu hydrique.

Le représentant de l'UQCN souhaite, pour sa part, que le Ministère applique de façon presque systématique le principe d'utilisateur-payeur. Il rappelle que le Ministère délivre 6 000 autorisations par année, sans que les promoteurs n'aient

à supporter, même partiellement, les coûts générés au Ministère pour l'analyse, l'émission et le suivi de ces autorisations. Il suggère qu'un montant représentant 1 % du coût des projets de développement soit affecté au financement des consultations publiques et de l'évaluation environnementale des projets. Il en va de même, à son avis, des montants payés par les entreprises en vertu du programme PRRI (Programme de réduction des rejets industriels); ces montants devraient être retournés au Ministère pour son financement propre. Enfin, le représentant de l'UQCN souscrit d'emblée à la nécessité de maintenir une importante réglementation de base.

Le porte-parole de Greenpeace souscrit aux propos tenus par ceux qui sont intervenus jusqu'ici, en particulier sur la nécessité d'un important support réglementaire et sur le principe d'utilisateur-payeur. Il faut, dit-il, qu'il y ait un équilibre entre la carotte et le bâton. L'agenda néo-libérale ne doit pas être celui de l'environnement.

Monsieur Tanguay souhaite que la réévaluation du rôle du BAPE fasse l'objet d'une attention particulière. Il recommande également la vigilance à l'égard du développement des normes ISO 14 000. Il se préoccupe de la diminution du budget du ministère de l'Environnement et de la Faune parce qu'une baisse de budget signifie une perte de moyens. Enfin, il rappelle la nécessité déjà évoquée de concevoir des modes de financement récurant des groupes environnementaux.

Le Ministre, compte tenu de l'heure avancée, ne réagit pas à l'ensemble de ces remarques et suggestions. Il entend reprendre la discussion le 11 avril. Il tient à préciser qu'il n'est aucunement dans ses intentions ni celle du Ministère de remettre en question les acquis environnementaux. Au contraire, dit-il, il faut relever la barre. Il souscrit également, sans difficulté, aux propos tenus au sujet de la nécessité d'une assise réglementaire claire et étendue.

5. Point d'information : présentation du ministère de l'Environnement et de la Faune

Le Sous-ministre présente les diverses directions du Ministère et répond aux questions des membres. Un document de présentation est déposé.

6. Plan de travail de l'Assemblée permanente pour les prochains mois

Les membres ne souhaitent pas arrêter aujourd'hui ce plan de travail. De toute évidence, la nature des travaux à mener sera influencée par les réactions des membres à la Vision stratégique du Ministère.

On s'entend cependant pour consacrer l'essentiel de la prochaine réunion à Vision stratégique. Quant à la réunion du 31 mai, la question des normes ISO 14 000 y sera traitée. On complètera subséquemment l'ordre du jour de cette réunion.

Les membres souhaitent par ailleurs que les questions d'actualité soient connues d'avance. On suggère donc de faire parvenir au secrétaire, cinq (5) jours avant la tenue de la réunion, les suggestions de sujets présentés dans la rubrique "Actualités". Le secrétaire communiquera aux membres deux jours avant la réunion la liste des suggestions qu'il a reçues.

Les prochaines réunions se tiendront donc :

- . le 11 avril 1996, à Montréal;
- . le 31 mai 1996, à Québec;
- . le 21 juin 1996, à Québec.

Plusieurs membres éprouvent des difficultés à participer à la réunion prévue le 20 septembre prochain. On déterminera plus tard une date alternative.

Il avait été question, lors d'une réunion antérieure, de constituer un groupe de travail sur le financement des organismes environnementaux et fauniques. Le représentant de l'UQCN propose de présider à la formation d'un groupe de travail sur cette question. Il déposera une première réflexion sur le sujet à la réunion du 31 mai prochain.

Enfin, les membres souhaitent recevoir les documents suivants :

- . l'organigramme du Ministère;
- . le document sur la zone tampon applicable à l'usine Stalex de Blainville;
- . les acétates qui ont servi à la présentation de Vision stratégique;
- . l'évolution du budget du Ministère au cours des dernières années;
- . le programme de gestion environnementale des activités du Ministère.


Yvon Boudreau
Secrétaire
14 mars 1996

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.15

BILAN AU 31 MARS 1996 DES SUBVENTIONS ALLOUÉES PAR RECYC-QUÉBEC
DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'AIDE À LA RÉUTILISATION
DES PNEUS HORS D'USAGE

15. Subventions allouées par la SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE dans le cadre du programme d'aide au réemploi, au recyclage et à la valorisation énergétique des pneus hors d'usage

BILAN CUMULATIF AU 31 MARS 1996

VOLET	BÉNÉFICIAIRE	DU 1er AVRIL 95 AU 31 MARS 96	AVANT LE 1er AVRIL 1995	CUMULATIF DEPUIS LE DÉBUT DU PROG.
Développement technologique	Greensbach Recyclage Inc.		26 774 \$	26 774 \$
	Projet ART		65 500 \$	65 500 \$
	Les Caoutchoucs Enviromax Inc.		<u>65 335 \$</u>	<u>65 335 \$</u>
	Sous-total	0 \$	157 609 \$	157 609 \$
Rechapage	Centre Techno-Pneu Inc.		920 \$	920 \$
	Co. de Pneus & Rechapage Sherbrooke Ltée	7 608 \$	17 204 \$	24 812 \$
	Pneus & Rechapage Métro Inc.	3 462 \$	6 288 \$	9 750 \$
	Rechapage Moderne Inc.	236 \$	3 328 \$	3 564 \$
	Rechapage Québec Métro Inc.	212 \$	2 318 \$	2 530 \$
	Rechapage S.P. (1989) Ltée		1 696 \$	1 696 \$
	Rechapestrie Inc.	320 \$	978 \$	1 298 \$
	Vulcanisation Sherbrooke Enr.	68 \$	3 914 \$	3 982 \$
	St-Jérôme bandag inc.	1 414 \$	0 \$	1 414 \$
	Les Services de Pneus C.T.R.	<u>4 210 \$</u>	<u>114 204 \$</u>	<u>118 414 \$</u>
	Sous-total	17 530 \$	150 850 \$	168 380 \$
Transformation Primaire (poudrette)	Caoutech Inc.	27 030 \$	118 490 \$	145 520 \$
	Scopcat	<u>92 480 \$</u>	<u>21 563 \$</u>	<u>114 043 \$</u>
	Sous-total	119 510 \$	140 053 \$	259 563 \$
Transformation Secondaire (pneus entiers)	Dynamat	94 520 \$	314 670 \$	409 190 \$
	Sous-total	94 520 \$	314 670 \$	409 190 \$
Transformation Secondaire (à partir de poudrette)	Ani-mat Inc.	35 650 \$	66 300 \$	101 950 \$
	Greensbach Recyclage Inc.		1 050 \$	1 050 \$
	Enviromax		<u>3 150 \$</u>	<u>3 150 \$</u>
	Sous-total	35 650 \$	70 500 \$	106 150 \$
Valorisation Énergétique	Lafarge Canada	80 \$	132 400 \$	132 480 \$
	Ciment St-Laurent	<u>339 840 \$</u>	<u>226 860 \$</u>	<u>566 700 \$</u>
	Sous-total	339 920 \$	359 260 \$	699 180 \$
	TOTAL	<u>607 130 \$</u>	<u>1 192 941 \$</u>	<u>1 800 071 \$</u>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.16

BILAN DES SUBVENTIONS ALLOUÉES PAR RECYC-QUÉBEC

EN 1995-1996

16. Bilan des subventions par Recyc-Québec en 1995-1996

A. Éducation et sensibilisation

1. Projets éducatifs

Parc historique Pointe du Moulin	200,00 \$	Sensibilisation du public
Fleuves et musique	2 000,00 \$	Sensibilisation du public
Ass. forestière de Saguenay Lac St-Jean	2 000,00 \$	Sensibilisation du public sur la récupération des produits dérivés de la forêt
Environnement Jeunesse	50 000,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
CFER	10 000,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
CFER L.J. Papineau	4 080,58 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
Réseau CFER	100 000,00 \$	Caravane de récupération
CEQ	135 000,00 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
Fonds d'éducation relative à l'environnement	40 691,01 \$	Sensibilisation des jeunes à la récupération
Groupe Jeunesse Concours	19 000,00 \$	Salon Pepsi Jeunesse- concours "concepteur graphique"

TOTAL 360 771,59 \$

2. Salons et expositions

Ordre des chimistes du Québec	300,00 \$	Colloque
Salon international Pepsi-Jeunesse	18 000,00 \$	Salon Pepsi Jeunesse-kiosque sur l'environnement
Écosommet	6 000,00 \$	Colloque Écosommet sur la gestion des matières résiduelles
Société du patrimoine urbain de Québec	15 000,00 \$	Exposition Moniang sur la réutilisation des matériaux
Fondation québ. en environnement	10 000,00 \$	Gala de la Fondation québécoise en environnement
Salon international du design intérieur	5 000,00 \$	Salon du design intérieur- section environnementale

TOTAL 54 300,00 \$

3. Projets de récupération et de recyclage

Projet ESSO	5 793,62 \$	Projet de récupération des bidons de lave-glace
Récupération des Basques	1 000,00 \$	Projet de récupération
Cégep recycle	12 000,00 \$	Projet de récupération
Mun. du Lac Kénogami	400,00 \$	Projet de récupération
Utilitout inc.	4 000,00 \$	Projet de récupération
Recycampus	10 000,00 \$	Projet de récupération
Association des producteurs d'arbres de Noël	1 500,00 \$	Projet de récupération d'arbre de Noël
Action Re-buts	6 500,00 \$	Projet de récupération: ressourcerie
Fondation canadienne du rein	5 500,00 \$	Projet de récupération des voitures usées
Collège Cité Villa Ste-Marcelline	2 500,00 \$	Projet de récupération du papier
Polyvalente C.Gravel	1 000,00 \$	Projet de récupération pour faire des cartes de Noël en papier recyclé
Centre de développement durable inc.	50 000,00 \$	Projet de récupération au Saguenay-Lac St-Jean (100 000\$ sur 2 ans)
RIGDIM de la Mauricie	5 000,00 \$	Projet de récupération des déchets dangereux
Corvée du Mont-Royal	1 720,00 \$	Projet de récupération
Weekends Jeunes	92,00 \$	Projet de récupération
Friperies (Coléoptère)	2 000,00 \$	Projet de récupération de vêtements
Promève	3 000,00 \$	Projet de récupération
Mun. du Lac Kénogami	400,00 \$	Projet de récupération
Service d'entraide régionale St-Damien	1 400,00 \$	Projet de récupération
École St-Pierre	500,00 \$	Projet de récupération
MRC du Fjord du Saguenay	3 800,00 \$	Projet de récupération
Conseil régional de l'environ. de Lanaudière	5 000,00 \$	Projet de compostage des résidus verts

TOTAL 123 105,62 \$

B. Développement et expérimentation

1. Tests et expérimentation

MRC des Îles de la Madeleine	85 062,52 \$	Projet d'implantation de centres de dépôts aux Îles de la Madeleine
La Ressourcerie	45 000,00 \$	Projet de récupération et de réutilisation des pièces de petits appareils

TOTAL 130 062,52 \$

2. Études de faisabilité

Morrison Technologies	16 800,00 \$	Étude de faisabilité pour récupérer les boues usées de la CUM
FCQGED	15 000,00 \$	Étude de faisabilité sur les déchets dans les différentes régions
Fondation Marie-Soleil et Jonathan	13 435,54 \$	Étude de faisabilité pour l'implantation de centres de dépôts en Abitibi

TOTAL 45 235,54 \$

SUBVENTIONS - AUDIENCES SUR LA GESTION RÉSIDUELLE DES DÉCHETS	
RNCREQ - REGROUPEMENT NATIONAL DES CONSEILS RÉGIONAUX	10 000,00 \$
ACTION DÉCHETS - RESSOURCES D'OUTREMONT	1 500,00 \$
ACTION ENVIRONNEMENT DRUMMOND	1 500,00 \$
ACTION-ÉCOLOGIE, SAINT-JEAN-DE-MATHA	1 500,00 \$
ACTIONS RE-BUTS	3 500,00 \$
AQLPA - ASS. QUÉBEC. DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	1 500,00 \$
ASS. QUÉBEC. POUR L'ÉVALUATION D'IMPACTS	5 000,00 \$
ASSOCIATION DES CONSOMMATEURS DU QUÉBEC INC.	1 750,00 \$
ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS DE BIOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL INC.	1 500,00 \$
ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES GÉOGRAPHES DU QUÉBEC	5 000,00 \$
ATELIERS LES RECYCLEURS	1 500,00 \$
ATTENTION-FRAGILES	1 100,00 \$
CEGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP (re: Mouvement écolo. étu.)	2 000,00 \$
CENTRE D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE DE LA POCATIÈRE	5 000,00 \$
CENTRE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCL. DE LINGE DU GRAND MONTRÉAL	1 500,00 \$
CENTRE LOCAL D'ÉCOLOGIE - C.L.E. DES BASSES LAURENTIDES	1 500,00 \$
CLUB LE MILLEZINC	1 500,00 \$
CLUB RE-VERT	1 500,00 \$
COALITION ENVIRONNEMENTALE MÉKINAC	1 500,00 \$
COALITION ESTRIENNE CONTRE L'IMPORTATION DES DÉCHETS	2 500,00 \$
COALITION VERTE	5 000,00 \$
COM. DE VIGILANCE DES CITOYENS	1 500,00 \$
COMITÉ DE CITOYEN(NES) DE JARRY	1 500,00 \$
COMITÉ DE CITOYENS DE SAINT-ANTOINE-ABBÉ ET FRANKLIN	1 500,00 \$
COMITÉ DE L'ENVIRONNEMENT DE CHICOUTIMI INC.	1 500,00 \$
COMITÉ DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION ENVIR. DU GRAND-PORTAGE	2 000,00 \$
COMITÉ DE VIGILANCE EN ENVIRON. RÉGIONAL CVER	2 000,00 \$
COMITÉ DES CITOYEN(NE)S POUR LA PROTEC. DE L'ENV. MASKOUTAINE	1 500,00 \$
COMITÉ PERMANENT D'AMOS POUR PROTECTION DE L'ENVIR. (CPAPE)	2 000,00 \$
COMITÉ RES. - R.	1 500,00 \$
COMMISSION EN ENVIRONNEMENT DE SAINTE-BLANDINE	2 000,00 \$
COMPTOIR DE LINGE USAGÉ D'AMQUI INC.	2 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. DE L'ENVIR. CRE - BOIS-FRANCS/DRUMMOND	2 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. DE L'ENVIR. (CRE) DE LA MONTÉRÉGIE	2 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. DE L'ENVIR. CHAUDIÈRE - APPALACHES	2 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. DE L'ENVIR. DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. DE L'ENVIR. DE L'ESTRIE	2 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. DE L'ENVIR. DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES	2 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. DE L'ENVIR. DE LA RÉGION DE QUÉBEC	5 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. DE L'ENVIR. DE LAVAL	2 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. DE L'ENVIR. DES LAURENTIDES (CRELA)	2 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. DE L'ENVIR. ET DU DÉV. DE L'OUTAOUAIS (CREDDO)	2 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. EN ENVIR. DU BAS SAINT-LAURENT	2 000,00 \$
CONSEIL RÉGION. ENVIR. DE LA CÔTE-NORD	2 000,00 \$
CONSEIL. RÉGION. DE L'ENVIR. SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN (CRE)	2 000,00 \$
CONSERVATION SAINT-HUBERT	1 500,00 \$
CORP. ENVIRON. CÔTE-DU-SUD	1 750,00 \$
CORP. RÉGION. DE DÉVEL. DE LA RÉCUP. ET DU RECYC. DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1 500,00 \$
CORPO. DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE SEPT-ÎLES INC.	1 500,00 \$
CORPOR. D'AMÉLIORATION & DE LA PROTEC. DE L'ENV. DE BAIE-COMEAU	1 750,00 \$
CPEM - CORPOR. POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT MIRABEL	1 500,00 \$
CPER	2 000,00 \$
CQDE - CENTRE QUÉBÉCOIS DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT	5 000,00 \$
CREL - CONSEIL RÉGION. DE L'ENVIRONNEMENT DE LANAUDIÈRE	2 000,00 \$
ÉCO DE LA POINTE	1 500,00 \$
ECO-QUARTIER SAINT-SULPICE	1 500,00 \$
ÉCO-VERT DE LA ROUSSELIÈRE	1 500,00 \$
ENJEU ET ENVIRON. JEUNESSE INC.	5 000,00 \$
ENJEU LE CARREFOUR	400,00 \$
ENVIRONNEMENT HAUTE-GATINEAU	1 500,00 \$
ENVIRONNEMENT VERT PLUS	1 500,00 \$
FOND. MARIE-SOLEIL ET JONATHAN	2 000,00 \$
FONDATION QUÉBÉCOISE EN ENVIR.	5 000,00 \$
FRONT COMMUN QUÉBÉCOIS POUR UNE GESTION ÉCOLOGIQUE DES DÉCHETS	5 000,00 \$
G.A.R.D.E. COMITÉ DE CITOYEN DE SAINT-ÉTIENNE DES GRÈS	1 500,00 \$
GRIP QUÉBEC UQAM	1 500,00 \$

SUBVENTIONS - AUDIENCES SUR LA GESTION RÉSIDUELLE DES DÉCHETS	
GROUPE D'ACTION SUR LA GESTION DES DÉCHETS DE L'OUTAOUAIS	1 500,00 \$
GROUPE DE RECHERCHE APPLIQUÉ EN MACRO-ÉCOLOGIE (GRAMÉ.)	1 500,00 \$
GROUPE DE RECHERCHE EN ÉCOLOGIE SOCIALE	1 500,00 \$
GROUPE ÉCOLOGIQUE DE LA VALLÉE DE LA MATAPÉDIA	1 500,00 \$
GROUPE ÉCOLOGIQUE LES BLEUETS VERTS DU CEGEP DE SAINT-FÉLICIEN	260,00 \$
GROUPE ENVIR. UNI-VERT RÉGION MATANE	2 000,00 \$
GROUPE ENVIRONNEMENTAL NATURE-ACTION BELOEIL/MONT SAINT-HILAIRE	1 500,00 \$
GROUPE ÉQUILIBRE DU COLLÈGE MONTMORENCY	1 500,00 \$
GROUPE QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE D'INTÉRÊT PUBLIC - MCGILL	1 500,00 \$
GROUPE RÉCUPÉRATION	1 425,00 \$
L'A.P.E.L. DU LAC SAINT-CHARLES	1 500,00 \$
LA BANDE À BONN'EAU DE LANORAIE	925,00 \$
LA MAISON DE QUARTIER DE JONQUIÈRE	1 500,00 \$
LA RESSOURCERIE	1 500,00 \$
LAMATURE L'ATELIER D'AMÉNAGEMENT D'URBANISME D'ENVIRONNEMENT	5 000,00 \$
LE BÉCOLOS	800,00 \$
LE BLOC VERT INC.	1 500,00 \$
LE CHAPITRE QUÉBÉC. DU CONSEIL CANADIEN DU COMPOSTAGE	1 500,00 \$
LE R.E.V.E. (REGROUPEMENT ÉCOLOGIQUE VAL D'OR & ENVIR.)	2 000,00 \$
LE S.I.T.E. DE LACHENAIE SOC. D'INFOR. SUR TRAVAUX	1 500,00 \$
LES AMI-E-S DE LA TERRE DE QUÉBEC	1 500,00 \$
LES AMIS DE L'ENVIRONNEMENT DE BRANDON	1 500,00 \$
LES AMIS ET AMIES DE LA TERRE DE MONTRÉAL	1 500,00 \$
LES ENTREPRISES DE RÉCUPÉRATION DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN INC.	1 500,00 \$
MAPE - MOUVEMENT D'ACTION POP. EN ENVIRONN. DE SAINT-EUSTACHE	1 100,00 \$
MOUVEMENT DES AMIS DE LA RIVIÈRE DU SUD	1 500,00 \$
MOUVEMENT VERT MAURICIE INC.	1 500,00 \$
NATURE - ACTION QUÉBEC	1 500,00 \$
NÉOCYCLE	1 440,00 \$
PROGR. ÉCO-CARTIER SAINT-JACQUES ASS. SPORT. & COMM. CENTRE-SUD INC.	1 500,00 \$
PROJET D'AMÉNAGEMENT RÉSIDENTIEL & INDUSTR. DE SAINT-MICHEL	1 500,00 \$
RÉCUPÉRATION 7-VIES INC.	2 000,00 \$
RÉCUPÉRATION DE LOTBINIÈRE INC.	1 000,00 \$
RÉCUPÉRATION DES BASQUES INC.	1 500,00 \$
RÉCUPÉRATION GRAND-PORTAGE INC.	1 840,00 \$
RECYCLAGE LAC MASSAWIPPI ET RÉGION INC.	800,00 \$
RECYCLE-NORD INC.	2 000,00 \$
RECYCLEREST INC.	1 980,00 \$
REGROUPEMENT VERT	1 500,00 \$
RESSOURCERIE DU LAC SAINT-CHARLES	1 500,00 \$
RLDD ALMA	1 500,00 \$
S.T.O.P.	5 000,00 \$
SAINT-LAURENT, GRAND LAC UNIS	5 000,00 \$
SOCIÉTÉ D'ÉCOLOGIE DE PAPINEAU	1 500,00 \$
SODECM - SOC. DE DÉVELOPPEMENT	1 500,00 \$
TROUPE LUNI-VERT	1 500,00 \$
UQCN / FRANC VERT	5 000,00 \$
UTILITOUT	1 500,00 \$
VIVRE EN VILLE - Le regroupement pour le développement urbain viable	5 000,00 \$
VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ	1 500,00 \$
ZIP	1 500,00 \$
ZIP LAC SAINT-PIERRE	1 500,00 \$
TOTAL:	246 820,00 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.17

LISTE DES AVIS ET DES ÉTUDES DEMANDÉS DEPUIS SEPTEMBRE 1994.
RELATIVEMENT À L'ÉLIMINATION DES BPC

LISTE DES AVIS ET DES ÉTUDES DEMANDÉS DEPUIS SEPTEMBRE 1994, RELATIVEMENT À L'ÉLIMINATION DES BPC.

Réponse :

- Consultation du Professeur Robert Legros, de l'École Polytechnique de l'Université de Montréal, relativement au fonctionnement de l'incinérateur à lit fluidisé de Cintec Environnement Inc.
- Étude géotechnique du site d'élimination des BPC de Saint-Basile-le-Grand réalisée par la société Quéformat Ltée.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.18

LISTE DES CONTRATS QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS POUR DÉTERMINER LE PROCESSUS
QUI DEVRAIT ÊTRE MIS EN PLACE POUR ÉLIMINER LES BPC.
DEPUIS LE 26 SEPTEMBRE 1994

Question numéro 18

LISTE DES CONTRATS ACCORDÉS POUR DÉTERMINER LE PROCESSUS QUI DEVRAIT ÊTRE MIS EN PLACE POUR ÉLIMINER LES BPC, DEPUIS LE 26 SEPTEMBRE 1994.

Réponse :

SOCIÉTÉ	MANDAT	MONTANT
Quéformat Ltée	Étude géotechnique du site d'élimination des BPC de Saint-Basile-le-Grand	15 100,00 \$
	Dépense réelle	14 389,99 \$
Naturam Environnement	Échantillonnage et analyse de sols à Manic Deux	1 400,00 \$
Rousseau et Babin Ltée	Arpentage du site de traitement de Manic Deux	445,00 \$
Forage Comeau	Forage et installation de cinq piézomètres à Manic Deux	5 930,00 \$
Tecsult Environnement	Surveillance et suivi environnemental des travaux de traitement et d'élimination des BPC dont le MEF a la garde	3 267 186,00 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.19

ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX VISANT L'ÉLIMINATION DES BPC À BAIE-COMEAU,

ST-BASILE-LE-GRAND ET SHAWINIGAN-SUD

Question numéro 19

ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX VISANT L'ÉLIMINATION DES BPC À BAIE-COMEAU, SAINT-BASILE-LE-GRAND ET SHAWINIGAN SUD.

Réponse :

● **ÉCHÉANCIER GLOBAL DU PROJET**

PRINCIPALES ÉTAPES

DATE

- | | |
|---|----------------|
| ● Début des travaux à Manic Deux | Janvier 1996 |
| ● Fin des travaux à Manic Deux | Novembre 1996 |
| ● Début des travaux à Saint-Basile-le-Grand | Septembre 1996 |
| ● Fin des travaux à Saint-Basile-le-Grand | Septembre 1997 |
| ● Début des travaux à Shawinigan-Sud | Août 1997 |
| ● Fin des travaux à Shawinigan-Sud | Décembre 1997 |

● **ÉCHÉANCIER DE L'ÉLIMINATION DES BPC DE MANIC DEUX**

PRINCIPALES ÉTAPES

DATE

- | | |
|--|--------------------------|
| ● Travaux d'évaluation de l'état initial du milieu du site | Juin à septembre 1995 |
| ● Entrée en fonction de la société de professionnels | Septembre 1995 |
| ● Émission du C.A. pour les travaux d'aménagement par Cintec | Décembre 1995 |
| ● Début de l'aménagement du site de Manic Deux | Janvier 1996 |
| ● Mobilisation des équipements | Février et mars 1996 |
| ● Essais de démonstration des unités Décontaksolv et Ultrapsorption | Avril 1996 |
| ● Essais de mise en service de l'unité Ogden | Avril à mai 1996 |
| ● Essais de démonstration de l'unité Ogden | Mai à juin 1996 |
| ● Traitement et élimination des BPC du MEF et d'Hydro-Québec | Avril à août 1996 |
| ● Traitement et l'élimination des BPC des propriétaires privés de la Côte-Nord | Septembre à octobre 1996 |
| ● Démobilisation et restauration du site | Octobre à novembre 1996 |

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.20

COÛTS DE LA GESTION ET DE LA DESTRUCTION DES BPC DEPUIS SEPTEMBRE 1994

COÛTS DE LA GESTION ET DE LA DESTRUCTION DES BPC (INCLUANT GARDIENNAGE, SUBVENTIONS AUX GROUPES DE CITOYENS, ÉTUDES, LOCATION D'ENTREPÔTS, INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS, CINTEC, ETC.) DEPUIS SEPTEMBRE 1994.

Réponse :

● Subventions aux Comités de vigilance	155 000 \$
● Gestion	415 913 \$
● Gardiennage et entreposage	544 573 \$
● Cintec Environnement Inc.	1 888 451 \$
● Tecsalt Environnement Inc.	218 060 \$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.21

COPIE DU CONTRAT INTERVENU ENTRE LA FIRME CINTEC ET LE GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC AINSI QUE DU DÉCRET D'AUTORISATION CONCERNANT
LA DESTRUCTION DES BPC

COPIE DU CONTRAT INTERVENU ENTRE LA FIRME CINTEC ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AINSI QUE DU DÉCRET D'AUTORISATION CONCERNANT LA DESTRUCTION DES BPC.

Réponse :

•

CONTRAT

entre

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

et

CINTEC ENVIRONNEMENT INC.

RELATIVEMENT

AU TRAITEMENT ET À L'ÉLIMINATION DES BPC DONT
LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT A LA GARDE

[Signature]

CONTRAT

ENTRE LE MINISTRE de l'Environnement, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par monsieur Jean Pronovost, sous-ministre,

ci-après appelé le "Ministre",

ET CINTEC ENVIRONNEMENT INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social situé au numéro 2401 de la rue Lapierre à Ville LaSalle (Québec), H8N 1B7, ici représenté par monsieur Matteo Pasquale, agissant en sa qualité de président de la corporation, dûment autorisé par une résolution du conseil d'administration du 26 janvier 1993 dont copie certifiée est annexée au présent contrat.

ci-après appelée le "Fournisseur"

1. INTERPRÉTATION

1.1 Documents contractuels

Les documents énumérés ci-dessous font partie intégrante du contrat:

- . Les documents d'appel d'offres
 - . Volume 1 - Instruction aux fournisseurs
 - Conditions générales
 - Projet de contrat
 - . Volume 2 - Formules de soumission
 - Formulaires
 - . Volume 3 - Devis technique
 - . Volume 4 - Conditions particulières
 - . Volume 5 - Santé, sécurité et prévention
 - . Volume 6 - Inventaires
 - partie I
 - partie II

.../2

- . Les addendas à ces documents
 - . Addenda no. 1 du 29 septembre 1992
 - . Addenda no. 2 du 9 octobre 1992
 - . Addenda no. 3 du 13 octobre 1992
 - . Addenda no. 4 du 23 octobre 1992
 - . Addenda no. 5 du 5 novembre 1992

Le "Fournisseur" déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes et chacune des clauses.

Le présent contrat constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite au présent contrat est réputée nulle et sans effet.

En cas de conflit entre les documents contractuels et le présent contrat, ce dernier prévaudra.

2. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Le "Ministre", aux fins de l'application du présent contrat, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne madame Linda Ghanimé, coordonnatrice du programme d'élimination des BPC, pour le représenter. Cette désignation est faite sous réserve des dispositions du Règlement sur la signature de certains documents du ministère de l'Environnement (R.R.Q., c. M-15.2, r. 2) et des dispositions du Plan de gestion financière approuvé en vertu du C.T. # 159291. Si un remplacement était rendu nécessaire, le "Ministre" en avisera le "Fournisseur" dans les quarante-huit (48) heures du remplaçant.

De même, le "Fournisseur" désigne monsieur Gérald Murray, directeur de projets, pour le représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, le "Fournisseur" en avisera le "Ministre" dans les meilleurs délais.

Dans les cas où il y a plusieurs représentants, chacun pourra agir séparément et l'autorisation de l'un d'eux constituera une autorisation valide.

3. OBJET DU CONTRAT

Le "Ministre" retient les services du "Fournisseur" qui accepte de fournir les services ayant pour objet de traiter et d'éliminer les matières contaminées par des biphényles polychlorés (BPC) conformément au présent contrat.

4. DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature pour se terminer lorsque les obligations des présentes auront été complétées.

5. OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 Obligations du MINISTRE

5.1.1 Rémunération

Le "Ministre" s'engage à verser au "Fournisseur" la somme maximale de vingt millions huit cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent six dollars et vingt-six cents (20 899 906,26 \$) pour l'exécution complète et entière des obligations prévues au présent contrat, sans autre frais, coûts ou dépens que ce soit et conformément aux modalités prévues à l'article 7.

5.2 Obligations du FOURNISSEUR

5.2.1 Prestations

Le "Fournisseur" s'engage envers le "Ministre" à rendre l'ensemble des services décrits dans les documents contractuels énumérés à l'article 1 du présent contrat et dans la soumission du "Fournisseur" préparée en date du 11 novembre 1992, dont copie est jointe à la présente, ce qui inclut les travaux qui, bien que non spécifiquement énumérés dans ces documents, sont requis suivant la nature du présent contrat.

5.2.2 Délai d'exécution

Le "Fournisseur" s'engage à exécuter les prestations prévues au présent contrat à compter de la date de la signature par toutes les parties du présent contrat et à respecter l'échéancier suivant:

- a) Informations techniques pour l'étude d'impact: dix (10) jours après la signature du contrat;
- b) Début des travaux sur la Côte Nord: trente (30) jours après la délivrance du certificat d'autorisation du gouvernement conformément à l'article 31.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement;
- c) Fin des travaux sur la Côte Nord: dix (10) mois après le début des travaux sur la Côte Nord;
- d) Début des travaux sur le site de Saint-Basile-le-Grand: dix (10) jours suivant l'approbation du Ministre;
- e) Fin des travaux sur le site de Saint-Basile-le-Grand: dix (10) mois après le début des travaux sur le site de Saint-Basile-le-Grand;
- f) Début des travaux à Shawinigan-Sud: dix (10) jours suivant l'approbation du Ministre;
- g) Fin des travaux sur le site de Shawinigan-Sud: cinq (5) mois après le début des travaux à Shawinigan-Sud.

5.2.3 Personnel

Le "Fournisseur" s'engage à désigner monsieur Robert Dubeau à titre de chargé de projet dès la signature du présent contrat et à s'assurer de ses services pour toute la durée du contrat.

Ce chargé de projet ne peut être remplacé à moins d'une autorisation expresse du "Ministre" accordé pour les motifs jugés valables. Le "Ministre" doit également entériner par écrit la désignation du nouveau chargé de projet avant que celui-ci entre en fonction.

Le "Fournisseur" s'engage à embaucher le personnel requis afin de respecter toutes les obligations découlant du présent contrat.

5.2.4 Matériel

Le "Fournisseur" devra se procurer, à ses frais, tous les matériaux, équipements, outils, approvisionnements, machineries et autres articles nécessaires à la bonne exécution du contrat.

5.2.5 Lois et règlements

Le "Fournisseur" s'engage à respecter, dans l'exécution du présent contrat, les lois et règlements en vigueur au Québec.

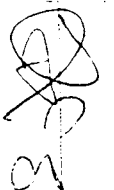
6. PRIX

Le "Fournisseur" sera rémunéré aux taux indiqués à la soumission du "Fournisseur" en date du 11 novembre 1992 pour les services rendus en vertu du présent contrat.

7. MODALITÉS DE PAIEMENT

La somme prévue à l'article 5.1.1 sera versée au "Fournisseur" selon les modalités prévues à l'article 4.3 "méthode de paiement" du volume no. 4 "Conditions particulières".

La facture doit être accompagnée de tous les documents de contrôle nécessaires, eu égard au type de rémunération.



Après vérification, le "Ministre" verse les sommes dues au "Fournisseur" dans les soixante (60) jours qui suivent la date de recevabilité de la facture accompagnée de tous les documents requis.

Le "Ministre" règle les demandes de paiement conformément aux dispositions prévues au Règlement sur le paiement d'intérêts aux fournisseurs du gouvernement (R.R.Q., c. A-6, r. 18 et ses modifications).

8. LIMITE DE RESPONSABILITÉ DU MINISTRE

La responsabilité financière du "Ministre" pour les honoraires encourus dans l'exécution du présent contrat ne pourra excéder la somme de vingt millions huit cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent six dollars et vingt-six cents (20 899 906,26 \$), et le "Ministre" ne sera pas tenu de verser au "Fournisseur" toute somme excédentaire à ce montant.

9. RESPONSABILITÉ DU MINISTRE

Sauf le cas de négligence grossière de la part du "Ministre", ce dernier n'assumera aucune responsabilité à l'égard de tous dommages matériels ou corporels, y compris le décès, subis par le "Fournisseur", ses employés, agents, représentants ou sous-traitants.

10. ASSURANCE

Le "Fournisseur" s'engage à maintenir en vigueur jusqu'à l'expiration du contrat la police d'assurance responsabilité civile et environnementale qu'il détient et dont il a fourni un certificat à la signature du contrat. Cette police doit avoir une limite d'indemnité unique d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000,00\$) couvrant les dommages corporels (y compris la mort en résultant) et matériels (y compris la perte d'usage) sur base d'événement et couvrant les risques suivants:

- a) l'assurance des lieux et activités;
- b) la responsabilité de produits et opérations terminées;
- c) l'assurance relative au préjudice personnel;
- d) l'assurance de responsabilité automobile indirecte;
- e) l'assurance de responsabilité civile contingente des patrons.
- f) l'assurance environnementale

Cette police devra contenir un avenant indiquant qu'en rapport avec les travaux dont il est question dans ce contrat, le nom de l'assuré sera le "Ministre" et le "Fournisseur".

Cette police devra contenir également un avenant d'extension du terme "assuré" aux employés de l'assuré désigné.

La police devra aussi contenir une clause indiquant qu'elle ne pourra être annulée ou la couverture réduite sans un préavis de trente (30) jours aux coassurés.

Si un montant de déduction ou de franchise apparaît à cette police, il doit être prévu que la franchise est à la charge du "Fournisseur".

11. GARANTIE D'EXÉCUTION

À la signature du présent contrat, le "Fournisseur" devra remettre au "Ministre" une garantie d'exécution du contrat. Cette garantie est fournie sous forme d'un chèque visé à l'ordre du ministre des Finances au montant de un million quarante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-quinze dollars et trente-et-un cents (1 044 995,31\$).

Le chèque sera remis au "Fournisseur" après l'acceptation finale des travaux conformément à l'article 12.

Toutefois, en cas d'inexécution totale ou partielle du contrat par le "Fournisseur", le "Ministre" deviendra propriétaire de la somme déposée par chèque visé à titre de garantie d'exécution du "Fournisseur". Cette disposition ne s'applique advenant la non réussite des essais de démonstration.

De plus, advenant une interruption dans l'exécution du contrat pour des motifs imputables au "Fournisseur", la garantie d'exécution servira à rembourser le "Ministre", proportionnellement à la durée de l'interruption, des coûts occasionnés par cette interruption.

Le fait pour le "Ministre" d'exercer la garantie prévue au présent article ne constitue pas une renonciation de sa part à réclamer les coûts dépassant le montant garanti et qui ont été occasionnés par le défaut du "Fournisseur".

12. ÉVALUATION ET ACCEPTATION DES TRAVAUX

Malgré toute autorisation ou approbation donnée pour fins de rémunération aux différentes étapes d'exécution de contrat, le "Ministre" se réserve le droit, lors de la remise finale des travaux, de refuser, en tout ou en partie, les travaux qui n'auraient pas été exécutés conformément aux exigences du présent contrat.

Le "Ministre" fait connaître par écrit son refus d'une partie ou de l'ensemble des travaux exécutés par le "Fournisseur" dans les 90 jours de la remise finale des travaux. L'absence d'avis dans le délai prescrit signifie que le "Ministre" accepte les travaux exécutés par le "Fournisseur".

Le "Ministre" ne pourra refuser les travaux exécutés par le "Fournisseur" que pour bonne et valable raison relative à la qualité du travail compte tenu du mandat donné au "Fournisseur" et des attentes qui peuvent raisonnablement en découler.

Le "Ministre" se réserve le droit de faire reprendre les travaux ainsi refusés par un tiers ou par le "Fournisseur" aux frais de ce dernier.



13. DÉLAIS ET RETARDS

13.1 Délai

Le "Fournisseur" devra conduire les travaux de manière à les terminer dans les délais prévus au présent contrat à défaut de quoi le "Ministre" pourra exiger que le "Fournisseur" se procure la main-d'oeuvre, l'outillage et les matériaux additionnels nécessaires pour terminer les travaux à la date fixée.

13.2 Cas fortuits, force majeure

En cas de délais ou retards dans l'exécution du contrat, occasionnés par un cas fortuit ou de force majeure, le "Ministre" pourra, à sa discrétion, appliquer l'une ou l'autre des solutions suivantes:

- prolonger les délais prévus à l'article 5.2.2;
- résilier de plein droit le présent contrat par avis écrit au "Fournisseur" qui est alors rémunéré pour l'ensemble des services rendus à la date de résiliation du contrat sans autre compensation ni indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tous profits anticipés.

13.3 Conflits de travail

Le "Fournisseur" ne sera pas tenu responsable des délais ou retards dans l'exécution du contrat occasionnés par une grève des employés du Gouvernement du Québec ou d'un "lock-out" décrété par ce dernier ou encore advenant que les terrains mis à la disposition du "Fournisseur" deviennent inutilisables par suite d'un sinistre quelconque.

Toutefois, dans de tels cas, le "Ministre" ne versera aucun montant au "Fournisseur" tant que durera ce délai ou retard, tout paiement étant conditionnel à l'accomplissement des obligations du "Fournisseur".



14. SUSPENSION DES TRAVAUX

Le "Ministre" pourra en tout temps suspendre, en totalité ou en partie, l'exécution du présent contrat. Pour ce faire, le "Ministre" devra aviser le "Fournisseur" par écrit cinq (5) jours avant la date prévue pour la suspension.

Le "Fournisseur" devra cesser les travaux faisant l'objet de la suspension à la date prévue dans l'avis et prendre toutes mesures nécessaires pour conserver en bon état les travaux déjà effectués, l'équipement et le matériel. Le "Fournisseur" s'engage à respecter toute directive du "Ministre" à cet effet.

Dans les cinq (5) jours suivant la réception d'un avis écrit du "Ministre" à cet effet, le "Fournisseur" devra reprendre et poursuivre les travaux, conformément aux dispositions du contrat à l'exception du délai d'exécution qui sera prolongé d'une période égale à la durée de la suspension des travaux.

Le "Ministre" paiera au "Fournisseur" tous les frais de conservation que la suspension des travaux lui aura occasionnés. Le "Fournisseur" n'aura toutefois droit à aucune autre indemnité pour dommages subis en raison de la suspension.

15. RÉSILIATION

a) À défaut par le "Fournisseur" de se conformer à l'une ou plusieurs des obligations ou des conditions prévues au présent contrat, le "Ministre" pourra, sur avis écrit au "Fournisseur":

- soit exiger l'exécution de l'obligation ou l'accomplissement de la condition dans le délai prescrit par l'avis, tout défaut du "Fournisseur" de ce faire entraînant la résiliation automatique du présent contrat à compter de la date de réception de l'avis;

11/

- soit déclarer la résiliation de plein droit du présent contrat à compter de la date de réception de l'avis lorsqu'il ne pourrait être remédié au défaut énoncé dans l'avis.
- b) À défaut par le "Fournisseur" d'obtenir le certificat d'autorisation du gouvernement conformément à l'article 31.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement, le "Ministre" pourra, sur avis écrit au "Fournisseur", déclarer la résiliation de plein droit du présent contrat à compter de la date de réception de l'avis.
- c) En cas de résiliation, le "Fournisseur" ne sera rémunéré que pour les services rendus à la date de la résiliation du contrat sans autre compensation ni indemnité que ce soit. Le "Ministre" établira, au prorata des travaux exécutés, le montant dû au "Fournisseur".
- d) Sans préjudice aux autres dommages et intérêts qu'il peut réclamer au "Fournisseur" du fait de la résiliation, le "Ministre" deviendra propriétaire de la somme déposée par chèque visé à titre de garantie d'exécution du contrat.

16. MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification au contenu du présent contrat devra faire l'objet d'une entente écrite entre les deux parties. Cette entente fera partie intégrante du présent contrat.

17. AJUSTEMENT DE PRIX

Aucune augmentation de taux ne sera considérée pour la durée du présent contrat.

.../12



18. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET ARBITRAGE

Tout différend ou litige qui viendrait à se produire dans le cadre de l'exécution du présent contrat sera tranché définitivement sous l'égide du Centre d'arbitrage commercial national et international du Québec, par voie d'arbitrage et à l'exclusion des tribunaux, conformément à son Règlement général d'arbitrage commercial en vigueur au moment de la signature de ce contrat et auquel les parties déclarent adhérer.

19. COMMUNICATIONS

Tout avis exigé en vertu du présent contrat, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télégramme, télécopieur, télex, messenger, huissier ou par poste ou poste recommandée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée ci-après:

- Le "Ministre":

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
B.P.C.- Québec
500, rue Sherbrooke ouest
Bureau 920
Montréal (Québec)
H3A 3G6
À l'attention de madame Linda Ghanimé

- Le "Fournisseur":

CINTEC ENVIRONNEMENT INC.
2401, rue Lapierre
Ville LaSalle (Québec)
H8N 1B7
À l'attention de monsieur Gérald Murray

Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

20. EXEMPTION RELATIVE À LA T.P.S. ET LA T.V.Q.

Ceci est pour certifier que les services retenus en vertu du présent contrat sont requis et payés par le ministère de l'Environnement avec les deniers de la Couronne et ne sont donc pas assujettis à la taxe fédérale sur les produits et services (T.P.S.) et à la taxe de vente du Québec (T.V.Q.).

21. CONFIDENTIALITÉ

Le "Fournisseur" s'engage à ne révéler ni ne faire connaître, sans y être dûment autorisé par le "Ministre", quoi que ce soit dont il aurait eu connaissance dans l'exécution du présent contrat.

Le "Fournisseur" s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que chacun de ses employés affectés à l'exécution du contrat certifie que tout renseignement obtenu par suite de son affectation à l'exécution du contrat ne sera pas divulgué ou porté à la connaissance de qui que ce soit et qu'il n'utilisera pas ces renseignements pour son avantage personnel.

22. INSPECTION

Le "Ministre" se réserve le droit de faire inspecter, par des personnes dûment autorisées, sans préavis nécessaire mais à des heures normales, le travail relié aux services rendus par le "Fournisseur". Celui-ci sera tenu de se conformer sans délai aux exigences et aux directives que lui donnera le "Ministre" à la suite de ces inspections dans la mesure où elles se situent dans le cadre du contrat.

Toute inspection ainsi effectuée, ne dégage pas pour autant le "Fournisseur" de sa responsabilité à l'égard de la réalisation finale de l'objet du contrat.



23. VÉRIFICATION

Les demandes de paiement découlant du présent contrat peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus à la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c. C-37), dont celui de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

24. CESSION DE CONTRAT

Les droits et obligations contenus au présent contrat ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite et préalable du "Ministre".

Toute dérogation au présent article pourra entraîner, au choix du "Ministre", la résiliation du contrat. Cette résiliation pourra prendre effet de plein droit à compter de la date de ladite cession, à moins que la cession ne soit autorisé par le "Ministre".

25. RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR

Le "Fournisseur" sera responsable de toute faute commise par lui, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution du présent contrat y compris la faute résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu du présent contrat.

Le "Fournisseur" s'engage à indemniser, protéger et prendre faits et causes pour le "Ministre" contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites pris par toute personne en raison de dommages ainsi causés.

26. ANNEXES

Les documents suivants, annexés aux présentes, font partie intégrante du contrat:

Annexe 1: autorisation de signature du "Fournisseur"

Annexe 2: les documents d'appel d'offres

Annexe 3: soumission du "Fournisseur"

Annexe 4: garantie d'exécution

Annexe 5: assurances

Le "Fournisseur" déclare bien connaître les documents produits en annexe et en accepte toutes les clauses et conditions.

Tout autre annexe ou addenda signé par les parties feront aussi éventuellement partie intégrante du présent contrat.

27. CLAUSE FINALE

Tout contrat qui prévoit le paiement de sommes d'argent par le gouvernement du Québec renferme la condition que le paiement prévu ne peut se faire sans qu'un crédit n'ait été prévu à l'égard de ce service particulier pour l'année financière au cours de laquelle un engagement en vertu du contrat exigerait un paiement.

28. CORRESPONDANCE

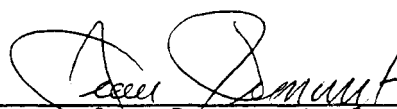
Toute correspondance entre les parties dans le cadre de l'exécution du présent contrat doit être transmise aux responsables identifiés à l'article 19.

.../16

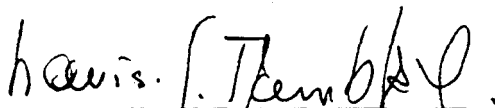
EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en
quatre (4) exemplaires

à Sainte-Foy, le 28 janvier 1993.

Pour le MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC



Jean Pronovost, Sous-ministre

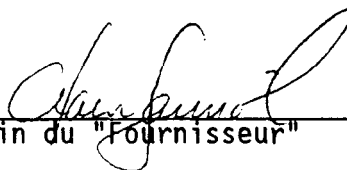


Témoin du "Ministre"

Pour CINTEC ENVIRONNEMENT INC.



Matteo Pasquale, Président



Témoin du "Fournisseur"





DÉCRET

2 de 2

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

1 FEV. 1995

NUMÉRO 128-95 Concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de Cintec Environnement inc. pour la réalisation d'un projet de traitement et d'élimination des BPC dont le ministère de l'Environnement et de la Faune a la garde dans la région de la Côte-Nord

ATTENDU QUE la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) prévoit une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour certains projets de construction, certaines activités, certaines exploitations, certains travaux exécutés suivant un plan ou un programme, dans les cas visés par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, chapitre Q-2, r. 9), modifié par les décrets 1002-85 du 29 mai 1985, 879-88 du 8 juin 1988, 586-92 du 15 avril 1992 et 1529-93 du 3 novembre 1993;

ATTENDU QUE les paragraphes t et v de l'article 2 du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement assujettissent à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement l'implantation ou l'agrandissement d'un lieu d'élimination de déchets dangereux et l'implantation ou l'agrandissement d'un lieu de traitement de déchets dangereux produits en dehors du lieu où ils sont traités;

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement et de la Faune a sous sa garde des matières contaminées aux BPC dans les régions de la Côte-Nord, de la Montérégie et de la Mauricie-Bois-Francis;

ATTENDU QUE Cintec Environnement inc. a été désigné, suite à l'entente contractuelle du 28 janvier 1993, par le ministre de l'Environnement et de la Faune pour effectuer le traitement et l'élimination des matières contaminées aux BPC dont le ministère a la garde;

ATTENDU QU'à cette fin, Cintec Environnement inc. a l'intention d'implanter et d'exploiter un lieu d'élimination et de traitement de déchets dangereux dans les régions de la Côte-Nord, de la Montérégie et de la Mauricie-Bois-Francis;

ATTENDU QUE Cintec Environnement inc. a préparé, en collaboration avec BPC-Québec, une étude d'impact sur l'environnement qui a été remise au ministre de l'Environnement et de la Faune le 26 janvier 1994;

ATTENDU QUE cette étude d'impact a été rendue publique par le ministre de l'Environnement et de la Faune le 25 avril 1994 et que ce projet a franchi l'étape d'information et de consultation publiques prévue par la Loi sur la qualité de l'environnement et le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement;

ATTENDU QUE le ministre de l'Environnement et de la Faune a confié le mandat de tenir une audience publique au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et que, suite à cette audience, le Bureau a soumis son rapport au ministre;

ATTENDU QU'il y a lieu de délivrer, dans un premier temps, un certificat pour autoriser Cintec Environnement inc. à implanter et exploiter, dans la région de la Côte-Nord, un lieu d'élimination de déchets dangereux et de traitement de déchets dangereux produits en dehors du lieu où ils sont traités;

ATTENDU QU'il y a lieu que Cintec Environnement inc. procède à des essais de démonstration avant le traitement et l'élimination proprement dits des matières contaminées aux BPC;

ATTENDU QU'il y a lieu qu'une société regroupant des professionnels qualifiés soit chargée de la surveillance et du suivi des travaux afférents à l'aménagement du site, à l'assemblage des installations et équipements, aux essais de mise en service et de démonstration, au traitement et à l'élimination proprement dits des matières contaminées aux BPC ainsi qu'au démontage des installations et équipements et à la restauration du site;

ATTENDU QU'il y a lieu qu'un comité d'information et de suivi soit formé pour assurer une information adéquate de la population pendant le déroulement des travaux et pour assister la société de professionnels mentionnée ci-dessus dans sa mission de surveillance et de suivi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QU'en vertu de l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement, un certificat soit délivré pour autoriser Cintec Environnement inc. à implanter et exploiter, dans la région de la Côte-Nord, un lieu d'élimination de déchets dangereux et de traitement de déchets dangereux produits en dehors du lieu où ils sont traités et ce, aux conditions suivantes:

A. CONDITIONS GÉNÉRALES

Condition 1: Réserve faite des conditions prescrites par le présent décret, que Cintec Environnement inc. exécute les travaux conformément aux mesures et modalités prévues dans les documents mentionnés ci-dessous :

- BPC-Québec, Cintec Environnement inc., Roche, *Plan d'élimination des BPC dont le ministère de l'Environnement a la garde. Étude d'impact sur l'environnement, rapport principal, volume 1, janvier 1994;*
- BPC-Québec, Cintec Environnement inc., Roche, *Plan d'élimination des BPC dont le ministère de l'Environnement a la garde. Étude d'impact sur l'environnement, annexes du rapport principal et cartes d'inventaire, volume 2, janvier 1994;*
- BPC-Québec, Cintec Environnement inc., Roche, *Plan d'élimination des BPC dont le ministère de l'Environnement a la garde. Étude d'impact sur l'environnement, rapport principal, études préalables, volume 3, janvier 1994;*
- BPC-Québec, Cintec Environnement inc., Roche, *Plan d'élimination des BPC dont le ministère de l'Environnement a la garde. Étude d'impact sur l'environnement, addenda, janvier 1994;*
- BPC-Québec, Cintec Environnement inc., Roche, *Plan d'élimination des BPC dont le ministère de l'Environnement a la garde. Étude d'impact sur l'environnement, analyse de recevabilité, réponses aux questions et commentaires, 5 avril 1994;*
- Lettre de Cintec Environnement inc. à la Direction des projets industriels du ministère de l'Environnement et de la Faune, *Réponse à l'analyse de recevabilité, 8 avril 1994;*
- Lettre de BPC-Québec à la Direction des projets industriels du ministère de l'Environnement et de la Faune, *Commentaires du 7 et 8 avril 1994, 24 mai 1994;*
- Lettre de BPC-Québec à la Direction des projets industriels du ministère de l'Environnement et de la Faune, *Réponses aux questions du MEF, 16 septembre 1994;*
- Lettre de Sanexen Services Environnementaux inc. à la Direction des projets industriels du ministère de l'Environnement et de la Faune, 8 novembre 1994.

Condition 2: QUE les travaux soient effectués sur le site de Manic-2 situé dans le territoire non organisé de Rivière-aux-Outardes.

Condition 3: QUE Cintec Environnement inc. élabore, en collaboration avec les instances gouvernementales concernées, notamment les municipalités, le plan des mesures d'urgence pour l'ensemble du projet. Ce plan devra être conforme à la norme CAN/CSA -Z731-M31.

Ce plan devra être joint à la demande d'autorisation qui sera présentée par Cintec Environnement inc. pour entreprendre les travaux liés à la réalisation de la phase I du projet. Il devra également être transmis sans délai au comité d'information et de suivi constitué en vertu de la condition 29.

Condition 4: QUE Cintec Environnement inc. effectue, tant lors des essais de démonstration que lors du traitement et de l'élimination des matières contaminées aux BPC, une mesure en continu du chlorure d'hydrogène à la cheminée de l'incinérateur. Le système de mesure en continu du chlorure d'hydrogène doit être relié au système d'alimentation du réactif par le système de contrôle du procédé.

Condition 5: QUE Cintec Environnement inc. effectue, tant lors des essais de démonstration que lors du traitement et de l'élimination des matières contaminées aux BPC, une surveillance en continu de l'opacité des gaz à la cheminée de l'incinérateur.

Condition 6: QUE Cintec Environnement inc. gère conformément à la Politique de réhabilitation des terrains contaminés et aux Lignes directrices d'intervention lors de l'enlèvement des réservoirs souterrains ayant contenu des produits pétroliers (Tableau 5) élaborées par le ministère de l'Environnement et de la Faune, les sols et autres solides qui, après traitement, sont soustraits à l'application du Règlement sur les déchets dangereux en vertu du paragraphe 4° de l'article 7 dudit règlement. En outre, les conditions suivantes sont également applicables à la gestion de ces sols et autres solides : pour ce qui concerne les dioxines et furannes, les concentrations maximales admissibles en équivalent toxique 2,3,7,8-TCDD sont, pour un usage résidentiel (critère B), de 15 ng/kg et, pour un usage industriel (critère C), de 750 ng/kg. Enfin, pour qu'ils puissent être utilisés comme matériau de remblayage sur un terrain, ces sols et autres solides devront avoir un pH se situant entre 5 et 9.

B. PHASE I DU PROJET

B.1 AMÉNAGEMENT DU SITE ET ASSEMBLAGE DES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS

Condition 7: QUE Cintec Environnement inc. élabore un protocole de réalisation des travaux afférents à l'aménagement du site et à l'assemblage des installations et équipements. Ce protocole devra contenir une description des étapes d'aménagement du site ainsi que de la procédure d'assemblage des installations et équipements, notamment en ce qui a trait à l'installation de dalles de béton, au captage et au confinement des eaux de ruissellement, à l'approvisionnement en eau ainsi qu'au captage et à l'évacuation des eaux usées.

Ce protocole devra être joint à la demande d'autorisation qui sera présentée par Cintec Environnement inc. pour entreprendre les travaux liés à la réalisation de la phase I du projet.

Condition 8: QUE la localisation des installations et équipements sur le site soit déterminée en fonction de la direction des vents dominants, de manière que toute émanation éventuelle de propane puisse s'éloigner de ces installations et équipements, se diriger vers des zones comportant peu ou pas de sources d'inflammabilité et être dispersée.

Condition 9: QUE le bâtiment où se trouvera l'incinérateur soit situé à une distance d'au moins 22 mètres de tout réservoir.

Condition 10: Que le bâtiment où se trouveront les autoclaves et les distillateurs soit situé à une distance d'au moins 20 mètres de tout réservoir et du bâtiment contenant l'incinérateur.

B.2 ESSAIS DE MISE EN SERVICE

Condition 11: QUE Cintec Environnement inc. effectue des essais de mise en service permettant de s'assurer du bon fonctionnement des installations et équipements, des instruments de mesure, des systèmes d'urgence et de prévention des incendies ainsi que des systèmes de protection de l'environnement. Ces essais doivent également permettre de calibrer les instruments de mesure.

Condition 12: QUE Cintec Environnement inc. élabore un protocole sur les essais de mise en service. Ce protocole devra contenir:

- une description de la procédure de mise en service des procédés;
- une description de la procédure de calibrage des instruments de mesure;
- une description de la procédure d'arrêt partiel ou total des opérations de traitement et d'élimination, ainsi que de la procédure de redémarrage suite à un tel arrêt.

Ce protocole devra être joint à la demande d'autorisation qui sera présentée par Cintec Environnement inc. pour entreprendre les travaux liés à la réalisation de la phase I du projet.

Condition 13: QU'avant le début des essais de démonstration, Cintec Environnement inc. transmette un rapport sur les essais de mise en service au ministère de l'Environnement et de la Faune ainsi qu'au comité d'information et de suivi constitué en vertu de la condition 29.

B.3 ESSAIS DE DÉMONSTRATION

Condition 14: QUE Cintec Environnement inc. effectue des essais de démonstration afin de:

- confirmer que les installations, les équipements et les procédés utilisés sont en mesure d'assurer le respect des normes réglementaires applicables et des exigences fixées au tableau 2 de l'annexe III du présent décret;
- permettre d'établir les conditions et les paramètres de fonctionnement des installations, des équipements et des procédés ainsi que les débits maximums de BPC et de chlore total destinés à alimenter l'incinérateur;
- déterminer quelles substances, parmi celles mentionnées aux annexes I et II du présent décret, sont réellement émises à l'atmosphère et quels sont les taux réels d'émissions atmosphériques de ces substances. Dans l'éventualité où ces taux excèdent les taux d'émissions atmosphériques utilisés dans l'étude d'impact, ou s'il est émis à l'atmosphère des substances mentionnées auxdites annexes qui n'avaient pas été sélectionnées pour les fins de l'analyse de risques toxicologiques présentée dans l'étude d'impact, Cintec Environnement inc. devra faire une analyse des risques toxicologiques liés à ces taux excédentaires ou à ces nouvelles substances afin de vérifier si les niveaux des risques toxicologiques demeurent analogues à ceux évalués dans l'étude d'impact;

- suite à cette analyse et si la concentration d'une ou plusieurs substances dans l'environnement excède les valeurs limites établies dans le tableau 5.14 de l'étude d'impact, refaire l'évaluation des impacts liés à ces concentrations excédentaires et, le cas échéant, proposer des mesures propres à supprimer ou atténuer ces impacts;
- vérifier, à la cheminée de l'incinérateur, si la concentration des substances émises à l'atmosphère est égale ou inférieure aux valeurs limites prévues à l'étude d'impact et reproduites au tableau 3 de l'annexe III du présent décret. Si tel est le cas, ces valeurs limites devront être respectées par Cintec Environnement inc. lors du traitement et de l'élimination proprement dits des matières contaminées aux BPC. Par contre, si la concentration d'une ou plusieurs substances émises à l'atmosphère excède ces valeurs limites tout en ne dépassant pas les normes du Règlement sur la qualité de l'atmosphère ni les exigences fixées au tableau 2 de l'annexe III du présent décret, Cintec Environnement inc. devra refaire l'évaluation des impacts liés à ces concentrations excédentaires et, le cas échéant, proposer des mesures propres à supprimer ou atténuer ces impacts.

Condition 15: QUE Cintec Environnement inc. traite et élimine séparément, lors des essais de démonstration, les déchets dangereux dont le contenu en composés inorganiques excède les concentrations maximales prévues à l'annexe III du Règlement sur les déchets dangereux. À cette fin, Cintec Environnement inc. devra préparer un plan d'échantillonnage préliminaire des matières contaminées aux BPC à traiter et à éliminer lors de ces essais, lequel devra respecter le nombre d'échantillons, les fréquences et les paramètres mentionnés au tableau 1 de l'annexe III du présent décret. Ce plan devra être joint à la demande d'autorisation qui sera présentée par Cintec Environnement inc. pour entreprendre les travaux liés à la réalisation de la phase I du projet.

En outre, les résidus provenant du traitement et de l'élimination des déchets dangereux mentionnés ci-dessus ne devront pas être mélangés avec d'autres déchets dangereux ni avec d'autres résidus.

Condition 16: QUE Cintec Environnement inc. élabore un protocole sur les essais de démonstration. Ce protocole devra contenir:

- un inventaire des quantités de matières contaminées aux BPC à être traitées et éliminées lors de ces essais;
- une description du déroulement des essais;
- un plan d'échantillonnage préliminaire de la chaux hydratée utilisée dans l'épurateur à sec, qui

respecte le nombre d'échantillons, les fréquences et les paramètres fixés au tableau 1 de l'annexe III du présent décret;

- un plan d'échantillonnage des divers intrants et extrants respectant le nombre d'échantillons, les fréquences et les paramètres fixés aux tableaux 4 et 5 de l'annexe III du présent décret;
- un plan d'échantillonnage des émissions atmosphériques, incluant les émissions fugitives;
- un plan d'échantillonnage des eaux usées;
- un plan de mesures des paramètres de fonctionnement pour les différentes composantes du projet;
- un plan d'étalonnage des instruments de mesure;
- une liste des points d'échantillonnage et de mesures ainsi que leur localisation;
- un programme d'assurance et de contrôle de la qualité de l'étalonnage, des échantillonnages, des analyses ainsi que des résultats;
- la fréquence des rapports d'étapes exigés en vertu de la condition 17.

Ce protocole devra être joint à la demande d'autorisation qui sera présentée par Cintec Environnement inc. pour entreprendre les travaux liés à la réalisation de la phase I du projet.

Condition 17: QUE pendant les essais de démonstration, Cintec Environnement inc. transmette au ministère de l'Environnement et de la Faune ainsi qu'au comité d'information et de suivi constitué en vertu de la condition 29 des rapports d'étapes sur ces essais.

Condition 18: QUE Cintec Environnement inc. prépare un rapport sur l'ensemble des essais de démonstration, contenant notamment toutes les informations qui sont exigées en vertu de la condition 14. Ce rapport devra être joint à la demande d'autorisation qui sera présentée par Cintec Environnement inc. pour entreprendre les travaux liés à la réalisation de la phase II du projet. Ce rapport devra également être transmis sans délai au comité d'information et de suivi constitué en vertu de la condition 29.

C. PHASE II DU PROJET

TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES MATIÈRES CONTAMINÉES AUX BPC

Condition 19: QU'en outre des normes fixées par règlement et des autres conditions prescrites en vertu du présent décret, Cintec Environnement inc. respecte, pour le traitement et l'élimination proprement dits des matières contaminées aux BPC :

- les conditions et les paramètres de fonctionnement établis suite aux essais de démonstration;
- les débits maximums de BPC et de chlore total qui, suite aux essais de démonstration, ont été établis pour alimenter l'incinérateur;
- les exigences fixées au tableau 2 de l'annexe III du présent décret concernant le procédé Décontaksolv, les sols et solides traités sortant du procédé d'incinération, le rejet des eaux usées, les bâtiments de décontamination et de préparation des intrants et la qualité de l'air au point d'impact pour l'ensemble du projet;
- les valeurs limites établies au tableau 3 de l'annexe III du présent décret ou, à condition qu'elles n'excèdent ni les normes du Règlement sur la qualité de l'atmosphère ni les exigences fixées au tableau 2 de l'annexe III du présent décret, les valeurs limites établies suite aux essais de démonstration;
- les mesures qui, au terme des évaluations exigées en vertu de la condition 14, ont été proposées pour supprimer ou atténuer les impacts sur le milieu biophysique.

Condition 20: QUE Cintec Environnement inc. établisse un inventaire des matières contaminées aux BPC à traiter et à éliminer. Une caractérisation de ces matières contaminées provenant d'Hydro-Québec et de tout autre producteur ou détenteur devra être annexée à cet inventaire; cette caractérisation devra respecter le nombre d'échantillons, les fréquences et les paramètres fixés au tableau 6 de l'annexe III du présent décret. Cet inventaire et son annexe devront être joints à la demande d'autorisation qui sera présentée par Cintec Environnement inc. pour entreprendre les travaux liés à la réalisation de la phase II du projet; ces documents devront également être transmis sans délai au comité d'information et de suivi constitué en vertu de la condition 29.

Condition 21: QUE Cintec Environnement inc. élabore un protocole de surveillance et de suivi des activités de traitement

et d'élimination des matières contaminées aux BPC. Ce protocole devra contenir:

- le cas échéant, un plan de ségrégation des matières contaminées aux BPC destiné à assurer, d'une part, que les déchets dangereux dont le contenu en composés inorganiques excède les concentrations maximales prévues à l'annexe III du Règlement sur les déchets dangereux seront traités et éliminés séparément, et d'autre part que les résidus provenant du traitement et de l'élimination de tels déchets ne seront pas mélangés avec d'autres déchets dangereux ni avec d'autres résidus;
- un plan d'échantillonnage des divers intrants et extrants respectant le nombre d'échantillons, les fréquences et les paramètres fixés aux tableaux 7 et 8 de l'annexe III du présent décret;
- un plan d'échantillonnage des émissions atmosphériques, incluant les émissions fugitives;
- un plan d'échantillonnage des eaux usées;
- un plan de mesures des paramètres de fonctionnement pour les différentes composantes du projet;
- un plan d'étalonnage des instruments de mesure;
- une liste des points d'échantillonnage et de mesures ainsi que leur localisation;
- un programme d'assurance et de contrôle de la qualité de l'étalonnage, des échantillonnages, des analyses ainsi que des résultats;
- la fréquence des rapports d'étapes exigés en vertu de la condition 22.

Ce protocole devra être joint à la demande d'autorisation qui sera présentée par Cintec Environnement inc. pour entreprendre les travaux liés à la réalisation de la phase II du projet.

Condition 22: QUE pendant la période de traitement et d'élimination des matières contaminées aux BPC, Cintec Environnement inc. transmette au ministère de l'Environnement et de la Faune ainsi qu'au comité d'information et de suivi constitué en vertu de la condition 29 des rapports d'étapes sur la surveillance et le suivi de ces activités de traitement et d'élimination.

Condition 23: QUE Cintec Environnement inc. transmette au ministère de l'Environnement et de la Faune ainsi qu'au comité d'information et de suivi constitué en vertu de la condition 29 les rapports journaliers et hebdomadaires prévus dans l'étude d'impact et ce, dans les délais suivants :

- un délai de 24 heures pour les rapports journaliers;
- un délai de 48 heures pour les rapports hebdomadaires.

En plus des informations indiquées à l'étude d'impact, chaque rapport journalier devra contenir un registre des matières contaminées aux BPC admises sur le site et un registre de gestion des matières traitées. Le registre des matières contaminées aux BPC admises sur le site devra indiquer les quantités reçues, leur date d'admission, les noms et adresses des producteurs ou détenteurs et l'origine de ces matières. Le registre de gestion des matières traitées devra quant à lui préciser les quantités entreposées par type de matière, les quantités expédiées, leur destination et le résultat des analyses des matières expédiées.

D. PHASE III DU PROJET

DÉMONTAGE DES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS, ET RESTAURATION DU SITE

Condition 24: QUE Cintec Environnement inc. élabore, au plus tard un mois avant le début des travaux de démontage des installations et équipements et de restauration du site, un protocole de réalisation de ces travaux. Ce protocole devra contenir:

- une description de la procédure de démontage des installations et équipements ainsi que des étapes de restauration du site;
- un plan d'échantillonnage des installations et équipements;
- un plan d'échantillonnage des eaux usées;
- une liste des points d'échantillonnage ainsi que leur localisation;
- un programme d'assurance et de contrôle de la qualité des échantillonnages, des analyses ainsi que des résultats.

Ce protocole devra être joint à la demande d'autorisation qui sera présentée par Cintec Environnement inc. pour entreprendre les travaux liés à la réalisation de la phase III du projet.

Condition 25: QUE Cintec Environnement inc. transmette au ministère de l'Environnement et de la Faune ainsi qu'au comité d'information et de suivi constitué en vertu de la condition 29 un rapport sur les activités de démontage des équipements et installations et de restauration du site. Cette transmission devra être faite sitôt ces activités complétées.

E. SOCIÉTÉ DE PROFESSIONNELS

Condition 26: QU'une société regroupant des professionnels qualifiés soit désignée pour effectuer la surveillance et le suivi des travaux liés à la réalisation des phases I, II et III du projet, afin de s'assurer qu'ils seront exécutés conformément aux règles de l'art et dans le respect des normes et conditions qui leur sont applicables, notamment celles prescrites en vertu du présent décret et de l'entente contractuelle qui lie Cintec Environnement inc. et le ministre de l'Environnement et de la Faune. À cette fin, la société de professionnels désignée pourra notamment exiger de Cintec Environnement inc. que des correctifs soient apportés, dans les délais et conditions qu'elle déterminera.

La désignation de cette société de professionnels s'effectuera en conformité avec les dispositions réglementaires applicables aux contrats de services du gouvernement, après consultation des trois comités de vigilance régionaux.

Condition 27: QUE Cintec Environnement inc. se conforme aux instructions qui lui sont données par la société de professionnels chargée de la surveillance et du suivi des travaux.

Condition 28: QUE Cintec Environnement inc. permette à la société de professionnels chargée de la surveillance et du suivi des travaux d'avoir accès, à tout moment :

- au site et à tout équipement ou installation soumis à la surveillance de cette société;
- à tout document ou renseignement propre à faciliter l'accomplissement de la mission de surveillance et de suivi de cette société.

F. COMITÉ D'INFORMATION ET DE SUIVI

Condition 29: QU'un comité soit formé pour :

- participer, avec Cintec Environnement inc. et la société de professionnels chargée de la surveillance et du suivi des travaux, à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un plan de communication permettant à la population d'obtenir une information adéquate pendant le déroulement des travaux;

- prendre connaissance des plans ou rapports mentionnés aux conditions 3, 13, 17, 18, 20, 22, 23, 25 et, le cas échéant, faire des recommandations à la société de professionnels chargée de la surveillance et du suivi des travaux ou au ministère de l'Environnement et de la Faune.

Ce comité d'information et de suivi devra être composé:

- d'au plus trois représentants désignés par le comité de vigilance de Manicouagan;
- d'un représentant du milieu régional de la santé et des services sociaux désigné par le ministre de la Santé et des Services sociaux;
- de deux représentants du ministère de l'Environnement et de la Faune désignés par le ministre titulaire.

Les comités de vigilance de Saint-Basile-le-Grand et de Shawinigan-Sud peuvent désigner chacun un représentant pour faire partie, à titre d'observateur, du comité d'information et de suivi.

le Greffier du Conseil exécutif

Louis Bernier

ANNEXE I	SUBSTANCES À ÉCHANTILLONNER LORS DES ESSAIS DE DÉMONSTRATION - ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES À LA CHEMINÉE DE L'INCINÉRATEUR
ANNEXE II	SUBSTANCES À ÉCHANTILLONNER LORS DES ESSAIS DE DÉMONSTRATION - ÉMISSIONS FUGITIVES
ANNEXE III	TABLEAU 1 - PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE PRÉLIMINAIRE DE CERTAINS INTRANTS AVANT LES ESSAIS DE DÉMONSTRATION DE L'INCINÉRATEUR
	TABLEAU 2 - EXIGENCES POUR LE PROJET
	TABLEAU 3 - REJETS ATMOSPHÉRIQUES PRÉVUS À LA CHEMINÉE DE L'INCINÉRATEUR POUR LA RÉGION DE LA CÔTE-NORD
	TABLEAU 4 - PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE POUR LES ESSAIS DE DÉMONSTRATION DE L'INCINÉRATEUR
	TABLEAU 5 - PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE POUR LES ESSAIS DE DÉMONSTRATION DE L'UNITÉ DE DÉCONTAMINATION
	TABLEAU 6 - PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE DES MATIÈRES PROVENANT D'HYDRO-QUÉBEC ET D'AUTRES PRODUCTEURS OU DÉTENTEURS
	TABLEAU 7 - PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE LORS DES OPÉRATIONS RÉGULIÈRES DE L'INCINÉRATEUR
	TABLEAU 8 - PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE LORS DES OPÉRATIONS RÉGULIÈRES DE L'UNITÉ DE DÉCONTAMINATION

**SUBSTANCES À ÉCHANTILLONNER LORS DES ESSAIS DE DÉMONSTRATION
ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES À LA CHEMINÉE DE L'INCINÉRATEUR**

BIPHENYLES POLYCHLORES

Monochlorobiphényles	Hexachlorobiphényles
Dichlorobiphényles	Heptachlorobiphényles
Trichlorobiphényles	Octachlorobiphényles
Tétrachlorobiphényles	Nonachlorobiphényles
Pentachlorobiphényles	Décachlorobiphényles
BPC totaux	

DIOXINES

Tétrachlorodibenzo-p-dioxines (TCDD) totales
 Pentachlorodibenzo-p-dioxines (PCDD) totales
 Hexachlorodibenzo-p-dioxines (HxCDD) totales
 Heptachlorodibenzo-p-dioxines (HpCDD) totales
 Octachlorodibenzo-p-dioxines (OCDD) totales
 2,3,7,8 tétrachloro-dibenzo-p-dioxine (2,3,7,8-TCDD éq.)
 1,2,3,7,8 pentachloro-dibenzo-p-dioxine (1,2,3,7,8-PCDD)
 1,2,3,4,7,8, hexachloro-dibenzo-p-dioxine (1,2,3,4,7,8-HxCDD)
 1,2,3,6,7,8, hexachloro-dibenzo-p-dioxine (1,2,3,6,7,8-HxCDD)
 1,2,3,7,8,9, hexachloro-dibenzo-p-dioxine (1,2,3,7,8,9-HxCDD)
 1,2,3,4,6,7,8, heptachloro-dibenzo-p-dioxine (1,2,3,4,6,7,8-HpCDD)
 Octachlorodibenzo-p-dioxine (OCDD)
 Dioxines totales

Équivalent toxique (2,3,7,8-TCDD éq.)

FURANNES

Tétrachlorodibenzofurannes (TCDF) totaux
 Pentachlorodibenzofurannes (PCDF) totaux
 Hexachlorodibenzofurannes (HxCDF) totaux
 Heptachlorodibenzofurannes (HpCDF) totaux
 Octachlorodibenzofurannes (OCDF) totaux
 2,3,7,8, tétrachloro-dibenzofurannes (2,3,7,8-TCDF)
 1,2,3,7,8 pentachloro-dibenzofurannes (1,2,3,7,8-PCDF)
 2,3,4,7,8, pentachloro-dibenzofurannes (2,3,4,7,8-PCDF)
 1,2,3,4,7,8, hexachloro-dibenzofurannes (1,2,3,4,7,8-HxCDF)
 1,2,3,6,7,8, hexachloro-dibenzofurannes (1,2,3,6,7,8, HxCDF)
 2,3,4,6,7,8, hexachloro-dibenzofurannes (2,3,4,6,7,8, HxCDF)
 1,2,3,7,8,9, hexachloro-dibenzofurannes (1,2,3,7,8,9-HxCDF)
 1,2,3,4,6,7,8 heptachloro-dibenzofurannes (1,2,3,4,6,7,8, HpCDF)
 1,2,3,4,7,8,9, heptachloro-dibenzofurannes (1,2,3,4,7,8,9, HpCDF)
 Octachlorodibenzofurannes (OCDF)
 Furannes totales

CHLOROBENZÈNES

Dichlorobenzènes	Tétrachlorobenzènes
Hexachlorobenzènes	Trichlorobenzènes
Pentachlorobenzènes	

CHLOROPHENOLS

Monochlorophénols
 Dichlorophénols (2,4-dichlorophénol)
 Trichlorophénols (2,4,5-trichlorophénol, 2,4,6-trichlorophénol)
 Tétrachlorophénols (2,3,4,6-tétrachlorophénol)
 Pentachlorophénols

HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES

Acénaphthène	Dibenzo (a,h) anthracène
Acénaphthylène	Fluoranthène
Anthracène	Fluorène
Benzo (a) anthracène	Indéno-1,2,3 (c,d) pyrène
Benzo (a) pyrène	Méthyl-3 cholanthrène
Benzo (b) fluoranthène	Naphtalène
Benzo (e) pyrène	Pérylène
Benzo (g,h,i) pérylène	Phénanthrène
Benzo (l) phénanthrène	Pyrène
Benzo (k) fluoranthène	Chrysène

COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS

Acétone	Dichloro-1, propane
Benzène	Ethylbenzène
Bromodichlorométhane	Dibromure d'éthylène
Bromoforme	Mésithylène
Bromométhane	Chlorure de méthylène
Butanone-2	Styrène
Tétrachlorure de carbone	Tétrachloro-1,1,2,2 éthane
Chloroéthane	Tétrachloroéthylène
Chloroforme	Toluène
Chlorométhane	Trichloro-1,1,1 éthane
Dibromochlorométhane	Trichloro-1,1,2 éthane
Dichlorodifluorométhane	Trichloroéthylène
Dichloro-1,1 éthane	Trichlorofluorométhane
Dichloro-1,2 éthane	m-Xylène
Dichloro-1,1 éthylène	o-Xylène
trans-Dichloro-1,2, éthylène	p-Xylène
Cis-Dichloro-1,3 propène	Chlorobenzène
trans-Dichloro-1,3 propène	Chlorure de vinyle

AUTRES COMPOSÉS

Phtalate de diéthyle	Zinc
Phtalate de diméthyle	Plomb
Chlorure d'hydrogène	Cobalt
Dioxyde de soufre	Cuivre
Oxydes d'azote	Argent
Monoxyde de carbone	Lithium
Dioxyde de carbone	Fer
Hydrocarbures totaux	Béryllium
Oxygène	Chrome
Fluorure d'hydrogène	Nickel
Pentaoxyde de phosphore	Silicium
Bromure d'hydrogène	Titane
Matières particulaires	Bore
Cadmium	Phosphore
Molybdène	Mercure
um	Arsenic
adium	Antimoine
minium	Bismuth
Magnésium	Sélénium
Baryum	Tellure
Potassium	Étain
Sodium	Strontium
Manganèse	

SUBSTANCES A ÉCHANTILLONNER LORS DES ESSAIS DE DÉMONSTRATION ÉMISSIONS FUGITIVES

BIPHENYLES POLYCHLORES

Monochlorobiphényles
Dichlorobiphényles
Trichlorobiphényles
Tétrachlorobiphényles
Pentachlorobiphényles
BPC totaux

Hexachlorobiphényles
Heptachlorobiphényles
Octachlorobiphényles
Nonachlorobiphényles
Décachlorobiphényles

CHLOROBENZÈNES

Dichlorobenzènes
Hexachlorobenzènes
Pentachlorobenzènes

Tétrachlorobenzènes
Trichlorobenzènes

CHLOROPHENOLS

Monochlorophénols
Dichlorophénols (2,4-dichlorophénol)
Trichlorophénols (2,4,5-trichlorophénol, 2,4,6-trichlorophénol)
Tétrachlorophénols (2,3,4,6-tétrachlorophénol)
Pentachlorophénols

COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS

Acétone
Benzène
Bromodichlorométhane
Bromoforme
Bromométhane
Butanone-2
Tétrachlorure de carbone
Chloroéthane
Chloroforme
Dichlorométhane
Bromochlorométhane
Dichlorodifluorométhane
Dichloro-1,1 éthane
Dichloro-1,2 éthane
Dichloro-1,1 éthylène
trans-Dichloro-1,2, éthylène
Cis-Dichloro-1,3 propène
trans-Dichloro-1,3 propène

Dichloro-1, propane
Éthylbenzène
Dibromure d'éthylène
Mésithylène
Chlorure de méthylène
Styrène
Tétrachloro-1,1,2,2 éthane
Tétrachloroéthylène
Toluène
Trichloro-1,1,1 éthane
Trichloro-1,1,2 éthane
Trichloroéthylène
Trichlorofluorométhane
m-Xylène
o-Xylène
p-Xylène
Chlorobenzène
Chlorure de vinyle

TABEAU 1

PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE PRÉLIMINAIRE DE CERTAINS INTRANTS
AVANT LES ESSAIS DE DÉMONSTRATION DE L'INCINÉRATEUR

MATRICE	NOMBRE/FRÉQUENCE	PARAMÈTRES
Sols contaminés qui sont des déchets dangereux	x composé/volume ¹	Métaux ² , Humidité
Liquides opaques	3 échantillons ³ /lot ²	Métaux ⁵ , Humidité, Halogènes totaux ⁶
Absorbants	1 composé/lot ⁴	Métaux ² , Humidité
Chaux hydratée	1 échantillon composite ⁷	pH, Métaux ⁸ , Cl ⁹ , COT ¹⁰

1.

Volume de sols contaminés

Nombre d'échantillons composés

Moins de 30 m ³	1
30 m ³ - 60 m ³	2
60 m ³ - 100 m ³	3
100 m ³ - 200 m ³	4
200 m ³ - 1 000 m ³	4 + 1/100 m ³ au-delà de 200
1 000 m ³ - 2 000 m ³	12 + 1/250 m ³ au-delà de 1 000
> 2 000 m ³	16 + 1/500 m ³ au-delà de 2 000

2. Métaux lixiviés : Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium et Zinc.
3. Cet échantillonnage se fera en prélevant trois échantillons à différents niveaux du réservoir (haut, milieu et bas).
4. Un lot est égal à la quantité totale de matières utilisées pour les essais de démonstration pour un site donné.
5. Métaux totaux : Arsenic, Cadmium, Chrome et Plomb.
6. Tel qu'il est spécifié dans le Guide d'entreposage de déchets dangereux et gestion des huiles usées, MENVIQ, 1985.
7. On procédera à l'analyse d'un échantillon composite d'une dizaine de sacs de chaux hydratée.
8. Métaux totaux : Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium et Zinc.
9. Chlore total (organique et inorganique).
10. Carbone organique total.

EXIGENCES POUR LE PROJET

Éléments du projet	Contaminants	Critères ou exigences
Procédé Décontaksolv: Pièces métalliques non enrobées et décontaminées: Matériaux poreux et pièces métalliques enrobées: Émissions atmosphériques:	BPC H/G BPC Halogènes totaux BPC	1 mg/m ² 3 g/m ² 50 mg/kg 0.2% 1 µg/m ³ R
Procédé d'incinération: Sols et autres solides traités: Émissions atmosphériques:	BPC PCDD et PCDF ² CO PCDD et PCDF ²	0,5 mg/kg 1 µg/kg 57 mg/m ³ R ¹ instantané 57 à 114 mg/m ³ R ¹ délai de 2 minutes 114 mg/m ³ R ¹ arrêt automatique 0,5 ng/m ³ R ¹
Procédé de traitement des eaux: Rejets des eaux usées:	BPC PCDD/PCDF ² HAP H/G Monochlorobenzène Pentachlorobenzène Hexachlorobenzène Dichlorobenzène 1,2 (ortho) Dichlorobenzène 1,3 Dichlorobenzène 1,4 (para) Trichlorobenzène 1,2,3 Trichlorobenzène 1,2,4 Trichlorobenzène 1,3,5 Tétrachlorobenzène 1,2,3,4 Tétrachlorobenzène 1,2,3,5 Trétrachlorobenzène 1,2,4,5	0,1 µg/l 0,06 ng/l 300 mg/l 0,01 mg/l 7,1 mg/l 3,0 µg/l 0,65 µg/l 0,7 mg/l 0,25 mg/l 0,4 mg/l 0,09 mg/l 0,05 mg/l 0,065 mg/l 0,01 mg/l 0,01 mg/l 0,015 mg/l
Bâtiments de décontamination et de préparation des intrants: air entre les deux cartouches du filtre à charbon	Perchloroéthylène BPC	25 ppmv 1 µg/m ³ R

1. Concentrations exprimées à 11% d'oxygène en excès
2. Exprimées en équivalent toxique au 2,3,7,8-TCDD

EXIGENCES POUR LE PROJET

Éléments du projet	Contaminants	Critères ou exigences
Ensemble du projet		
Critères de qualité de l'air au point d'impact:		
	HCl: 15 minutes	100 µg/m³
	1 heure	85 µg/m³
	24 heures	39 µg/m³
	annuel	7 µg/m³
	BPC: 15 minutes	20 ng/m³
	24 heures	8 ng/m³
	PCDD/PCDF:	
	15 minutes	50 pg/m³
	24 heures	5 pg/m³
	annuel	0.5 pg/m³
	Pb: 15 minutes	15 µg/m³
	1 heure	12 µg/m³
	24 heures	5.5 µg/m³
	annuel	2 µg/m³
	As: 15 minutes	0.15 µg/m³
	1 heure	0.13 µg/m³
	24 heures	0.06 µg/m³
	annuel	0.0003 g/m³
	Ni: 15 minutes	0.38 µg/m³
	1 heure	0.32 µg/m³
	24 heures	0.15 µg/m³
	annuel	0.003 µg/m³
	Cd: 15 minutes	0.075 µg/m³
	1 heure	0.063 µg/m³
	24 heures	0.03 µg/m³
	annuel	0.01 µg/m³
	Hg: 15 minutes	5 µg/m³
	1 heure	4 µg/m³
	24 heures	1.8 µg/m³
	Cr: 15 minutes	0.75 µg/m³
	1 heure	0.63 µg/m³
	24 heures	0.29 µg/m³
	annuel	0.03 µg/m³
	Perchloroéthylène:	
	15 minutes	5 000 µg/m³
	1 heure	4 150 µg/m³
	24 heures	1 900 µg/m³

1. Concentrations exprimées à 11% d'oxygène en excès
2. Exprimées en équivalent toxique au 2,3,7,8-TCDD

REJETS ATMOSPHERIQUES PREVUS A LA CHEMINÉE DE L'INCINÉRATEUR
POUR LA RÉGION DE LA CÔTE-NORD

CONTAMINANTS	CONCENTRATIONS ¹
CO (mg/m³R)	80
HCl (mg/m³R)	75
SO ₂ (mg/m³R)	153
NO _x (mg/m³R)	170
BPC (µg/m³R)	36
dioxines et furannes (2,3,7,8-TCDD) (ng/m³R)	0,1
particules (mg/m³R)	20
arsenic (µg/m³R)	2
cadmium (µg/m³R)	0,5
chrome (µg/m³R)	5
mercure (µg/m³R)	0,2
nickel (µg/m³R)	53
plomb (µg/m³R)	267

1. concentrations exprimées à 7% d'oxygène en excès et pour un débit
de gaz de 4 109 Nm³/h.

TABLEAU 4

PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE POUR LES ESSAIS DE
DÉMONSTRATION DE L'INCINÉRATEUR

MATRICE	NOMBRE/FRÉQUENCE	PARAMÈTRES
Intrants		
Sols contaminés	1 composé/0-6 h	BPC, CB, HAP, CP, Cl ¹ , H/G, PCDD, PCDF, pH, COT ² , Métaux ³ , Humidité
Liquides contaminés	1 composé/0-6 h	BPC, CB, Cl ¹ , CP, PCE ⁴ , PCDD, PCDF, Métaux ⁵ , Humidité
Solides contaminés ⁶	1 composé/0-6 h	BPC, CB, Cl ¹ , PCE ⁴ , PCDD, PCDF, COT ² , Métaux ³ , Humidité
Extrants		
Sols et autres solides traités	1 composé/0-2 h	BPC, CB, COT ²
	1 composé/2-4 h	BPC, CB, COT ²
	1 composé/4-6 h	BPC, CB, COT ²
	1 composé/0-6 h	BPC, CB, HAP, CP, Cl ¹ , PCDD, PCDF, H/G, Métaux ³ , Humidité, COT ²
Résidus de l'épurateur à sec	1 composé/0-6 h ⁷	pH, Humidité, Métaux ⁸
	1 composé/0-2 h	BPC, CB, Cl ¹ , COT ²
	1 composé/2-4 h	BPC, CB, Cl ¹ , COT ²
	1 composé/4-6 h	BPC, CB, Cl ¹ , COT ²
	1 composé/0-6 h	pH, BPC, CB, Cl ¹ , COT ² , HAP, PCDD, PCDF, Métaux ³ , Humidité
	1 composé/0-6 h ⁷	pH, Corrosivité ⁹ , Humidité, Métaux ⁸

1 Chlore total (organique et inorganique).
2 Carbone organique total.
3 Métaux totaux : Argent, Arsenic, Baryum, Cadmium, Cobalt, Chrome, Cuivre, Étain, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Sélénium et Zinc.
4 Perchloroéthylène
5 Métaux totaux : Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium et Zinc.
6 Les solides contaminés sont le mélange de bois, d'absorbants, de sols contaminés qui sont des déchets dangereux, de matériaux poreux et autres solides.
7 Caractérisation selon le Règlement sur les déchets dangereux.
8 Métaux lixiviés : Arsenic, Cadmium, Chrome et Plomb.
9 Test de corrosivité en utilisant une cellule d'aluminium

TABLEAU 5

PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE POUR LES ESSAIS DE
 DÉMONSTRATION DE L'UNITÉ DE DÉCONTAMINATION

MATRICE	NOMBRE/FRÉQUENCE	PARAMÈTRES
Intrants		
Transformateurs : - cuve - bois - carton - acier doux	---- 2 composés ¹ /lot ² 2 composés ¹ /lot ² ----	---- BPC, CB, Humidité BPC, CB, Humidité ----
Condensateurs : - métaux - matériaux poreux	---- 1 composé ³ /lot ²	---- BPC, CB, Humidité
Extrants		
Transformateurs : - cuve - carton - bois - cuivre enrobé de papiers - acier doux	3 frottis ⁴ /lot ² 3 composés ⁵ /lot ² 3 composés ⁵ /lot ² 3 composés ⁵ /lot ² 3 frottis/lot ²	BPC, H/G BPC, CB, PCE ⁶ BPC, CB, PCE ⁶ BPC, CB, PCE ⁶ BPC, H/G
Condensateurs : - métaux - matériaux poreux	3 composés ³ /lot ² 6 composés ³ /lot ²	BPC, H/G BPC, CB, PCE ⁶
Ballasts	6 composés ³ /lot ²	BPC, CB, PCE ⁶

1 Un échantillon composé du transformateur le plus contaminé du lot et un échantillon composé de l'ensemble des autres transformateurs devront être pris. Un échantillon composé sera préparé en prélevant un minimum de huit sous-échantillons du transformateur le plus contaminé ou de l'ensemble des autres transformateurs.

2 Un lot représentera la quantité totale de matières à traiter contenue dans un autoclave.

3 Cet échantillon composé sera préparé en prélevant un minimum de huit sous-échantillons répartis dans l'ensemble du lot.

4 Un frottis sera effectué sur la cuve du transformateur le plus contaminé du lot et deux frottis sur deux autres cuves du lot.

5 Un échantillon composé sera effectué sur les matières du transformateur le plus contaminé du lot et deux autres échantillons composés de l'ensemble des autres matières des autres transformateurs. Un échantillon composé sera réalisé en prélevant un minimum de huit sous-échantillons du transformateur le plus contaminé ou de l'ensemble des autres transformateurs.

6 Perchloroéthylène.

TABLEAU 6

128-95

PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE DES MATIÈRES PROVENANT D'HYDRO-QUÉBEC
ET D'AUTRES PRODUCTEURS OU DÉTENTEURS

MATRICE	NOMBRE/FRÉQUENCE	PARAMÈTRES
Intrants		
Sols contaminés	x composé/volume ¹	BPC, HAP, HAM, CP, CB, CN, Br, F, S, Cl ² , H/G, PCDD, PCDF, pH, COT ³ , Métaux ⁴ , Humidité, Granulométrie ⁷ et autres ⁵
Liquides contaminés	1 composé/baril	BPC, Cl ² , PCDD, PCDF, Métaux ⁴ , Humidité
Solides contaminés ⁶	x composé/volume ¹	BPC, Cl ² , PCDD, PCDF, COT ⁴ , Métaux ⁴ , Humidité

1.

Sols ou autres solides contaminés

Nombre d'échantillons composés

Moins de 30 m ³	1
30 m ³ - 60 m ³	2
60 m ³ - 100 m ³	3
100 m ³ - 200 m ³	4
200 m ³ - 1 000 m ³	4 + 1/100 m ³ au-delà de 200
1 000 m ³ - 2 000 m ³	12 + 1/250 m ³ au-delà de 1 000
> 2 000 m ³	16 + 1/500 m ³ au-delà de 2 000

2. Chlore total (organique et inorganique).
3. Carbone organique total.
Métaux totaux : Argent, Arsenic, Baryum, Cadmium, Chrome, Cobalt, Cuivre, Étain, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Sélénium et Zinc.
5. Toutes les substances organiques et inorganiques pour lesquelles des critères indicatifs de la contamination des sols sont précisés à l'annexe 2 de la Politique de réhabilitation des terrains contaminés.
6. Les solides contaminés sont le mélange de bois, d'absorbants, de sols contaminés qui sont des déchets dangereux, de matériaux poreux et autres solides.
7. Selon la classification unifiée ASTM D 2487.

TABLEAU 7

PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE LORS DES OPÉRATIONS RÉGULIÈRES DE L'INCINÉRATEUR

MATRICE	NOMBRE/FRÉQUENCE	PARAMÈTRES ¹
Intrants		
Sols contaminés	1 composé/jour ²	BPC, HAP ³ , CP ³ , Cl ⁴ , H/G ³ , PCDD, PCDF, pH, COT ^{5,6} , Métaux ⁷ , Humidité
Liquides contaminés	3 échantillons ⁷ /réservoir	BPC, Cl ⁴ , PCDD, PCDF, Métaux ⁹ , Humidité
Solides contaminés ⁹	1 composé/jour ²	BPC, Cl ⁴ , PCDD, PCDF, COT ^{5,6} , Métaux ⁹ , Humidité
Extrants		
Sols et autres solides traités	1 composé/jour	BPC, PCDD, PCDF, H/G ³ , COT ^{5,6,12} , Humidité, pH
	1 composé/semaine ¹¹	Métaux ¹³ , Humidité, H/G ³ , HAP ³ , CP ³ , CB ³
Résidus de l'épurateur à sec	3 échantillons/10 sacs ^{16,17}	pH, Corrosivité ¹⁴ , BPC, COT ^{5,6,12} , PCDD, PCDF, Métaux ¹⁵ , Humidité

1 Suite aux essais de démonstration ou à la caractérisation des intrants et des extrants réalisée lors des trois premiers jours de production, certains paramètres pourront être enlevés ou ajoutés, et le nombre d'échantillons pourra aussi être modifié.

2 L'échantillon composé s'effectuera en prélevant des sous-échantillons à raison de 1 litre par 4 heures pendant 24 heures.

3 Ce paramètre pourrait être enlevé si les résultats des essais de démonstration pour les matières visées démontrent l'absence de celui-ci dans la matrice. Pour les matières provenant d'Hydro-Québec et d'autres producteurs ou détenteurs, des analyses effectuées lors de la caractérisation et lors de l'analyse des échantillons prélevés au niveau du convoyeur (alimentation et sortie du four) pour les trois premiers jours de production.

4 Chlore total (organique et inorganique).

5 Carbone organique total.

6 Si ce paramètre s'avère inefficace lors des essais de démonstration, alors il sera remplacé par les paramètres organiques présents dans les intrants et les extrants caractérisés lors des essais.

7 Métaux totaux : Argent, Arsenic, Baryum, Cadmium, Cobalt, Chrome, Cuivre, Étain, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Sélénium et Zinc.

8 Les trois échantillons correspondent à l'échantillonnage du réservoir sur trois niveaux (bas, milieu et haut).

9 Métaux totaux : Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium et Zinc.

10 Les solides contaminés sont le mélange de bois, d'absorbants, de sols contaminés qui sont des déchets dangereux, de matériaux poreux et autres solides.

11 Cet échantillon composé s'effectuera en prélevant 250 ml à toutes les 4 heures pendant 7 jours.

12 Si la concentration en COT dépasse la concentration établie lors des essais de démonstration, cet extrant devra être traité de nouveau ou on devra procéder à une analyse détaillée des paramètres organiques (ex. : HAP, CB, H/G, etc.).

13 Métaux lixiviés et totaux: Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium et Zinc.
Métaux totaux : Argent, Baryum, Cobalt, Étain et Molybdène.

14 Test de corrosivité en utilisant une cellule d'aluminium.

15 Métaux lixiviés et totaux: Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium et Zinc.

16 Cette fréquence pourra être réévaluée, au besoin, pour une meilleure gestion du résidu.

17 On procédera au prélèvement d'un contenant de 250 ml à toutes les 4 heures pendant la production des 10 sacs. Ces prélèvements seront homogénéisés puis séparés en trois échantillons. Ces échantillons seront analysés pour les paramètres du présent tableau.

La gestion des 10 sacs se fera à la lumière des résultats d'analyse des trois échantillons. Pour que ce lot soit soustrait à l'application du Règlement sur les déchets dangereux, chaque paramètre de chacun des échantillons devra être conforme au Règlement sur les déchets dangereux et au test de corrosivité effectué en utilisant une cellule d'aluminium.

TABEAU 8

128-95

PROGRAMME D'ÉCHANTILLONNAGE LORS DES OPÉRATIONS RÉGULIÈRES
DE L'UNITÉ DE DÉCONTAMINATION

MATRICE	NOMBRE/FRÉQUENCE	PARAMÈTRES
Extrants		
Transformateurs (< 500 litres et < 10 000 ppm BPC) - cuve - bois - carton - cuivre enrobé de papiers - acier doux	x frottis ¹ /lot ² 2 composés ³ /lot ² 2 composés ³ /lot ² 2 composés ³ /lot ² x frottis ¹ /lot ²	BPC, H/G BPC, PCE ⁴ BPC, PCE ⁴ BPC, PCE ⁴ BPC, H/G
Transformateurs (> 500 litres et < 10 000 ppm BPC) - cuve - bois - carton - cuivre enrobé de papiers - acier doux	x frottis ¹ /lot ² 2 composés ³ /lot ² 2 composés ³ /lot ² 2 composés ³ /lot ² x frottis ¹ /lot ²	BPC, H/G BPC, PCE ⁴ BPC, PCE ⁴ BPC, PCE ⁴ BPC, H/G
Transformateurs à l'askarel - cuve - acier doux	2 frottis/lot ² 2 frottis/lot ²	BPC, H/G BPC, H/G
Condensateurs : - boîtier - aluminium du noyau	2 frottis/lot ² 2 composés ³ /lot ²	BPC, H/G BPC, PCE ⁴
Ballasts	3 composés ³ /lot ²	BPC, PCE ⁴

1 Le nombre de frottis sera déterminé comme suit:

- 1 à 10 transformateurs : 2 frottis;
- 10 à 20 transformateurs : 3 frottis;
- 20 à 30 transformateurs : 4 frottis;
- 30 à 40 transformateurs : 5 frottis.

De ce nombre, un des frottis sera effectué sur le transformateur le plus contaminé.

- 2 Un lot représentera la quantité totale de matières à traiter contenue dans un autoclave.
- 3 On devra prendre un échantillon composé du transformateur le plus contaminé du lot et un autre échantillon composé de l'ensemble des autres transformateurs. Un échantillon composé sera préparé en prélevant un minimum de huit sous-échantillons du transformateur le plus contaminé ou de l'ensemble des autres transformateurs.
- 4 Perchloroéthylène.
- 5 Ces échantillons composés seront préparés en prélevant un minimum de huit sous-échantillons répartis dans l'ensemble du lot.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.22

COPIE DU PLAN STRATÉGIQUE 1996-1997, PRÉSENTÉ AU CONSEIL DU TRÉSOR

ENVIRONNEMENT ET FAUNE

PROGRAMMES (000 \$)	1996-1997		1995-1996	
	Crédits	Variation	Crédits comparatifs	Dépenses probables
	(1)	(2) = (1)-(3)	(3)	(4)
1. Protection et mise en valeur de l'environnement et de la faune	57 776,8	(1 714,7)	59 491,5	58 924,8
2. Opérations régionales	128 782,2	(1 928,4)	130 710,6	126 982,3
3. Gestion interne et soutien	54 689,8	39,5	54 650,3	55 913,2
4. Organismes - Conseils	5 243,1	(534,2)	5 777,3	5 441,0
Total excluant prêts, placements et avances	246 491,9	(4 137,8)	250 629,7	247 261,3
Prêts, placements et avances	—	—	—	—
Total incluant prêts, placements et avances	246 491,9	(4 137,8)	250 629,7	---
Effectif autorisé (ETC)	3 184	(193)	3 377	---

LA MISSION

Le ministère de l'Environnement et de la Faune a pour mission d'assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement, la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat. Les interventions de régulation (lois et règlements), de mise en valeur et de gestion des ressources (plus particulièrement la faune, les parcs, les réserves écologiques, le domaine hydrique public et l'eau en tant que ressource naturelle) visent à assurer à la population québécoise un milieu de vie de qualité. Elles visent également le développement durable des écosystèmes et des ressources afin que la population actuelle et les générations futures puissent en retirer des bénéfices sociaux, culturels ou économiques.

LES GRANDS ENJEUX ET LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Le plan stratégique du Ministère comporte les enjeux et les orientations suivants:

- assurer la conservation de la diversité biologique par l'adoption et la réalisation de la « Stratégie de mise en oeuvre au Québec de la Convention sur la diversité biologique » qui prévoit notamment l'établissement et le maintien de réseaux d'aires protégées et la sauvegarde des espèces fauniques et floristiques menacées ou vulnérables;
- assurer la gestion de la faune, par la mise en oeuvre du « Projet de Politique sur la faune » qui vise notamment à assurer la protection des habitats fauniques, améliorer la gestion des espèces exploitées et favoriser l'utilisation durable de cette ressource pour, entre autres, contribuer au développement socio-économique des régions;
- assurer une gestion globale de l'eau tant en qualité qu'en quantité notamment par l'adoption d'une approche de gestion intégrée par bassin versant et de mesures favorisant la protection des eaux souterraines;
- faire en sorte que la quantité de matières résiduelles soit diminuée et que l'élimination des déchets soit sécuritaire pour la population et les écosystèmes; à cet égard, réviser, à la suite d'une consultation publique, la « Politique de gestion intégrée des déchets »;
- poursuivre les efforts de réduction de la pollution provenant des activités agricoles, industrielles et urbaines; développer une approche intégrée (eau, air, sol, déchets) de réduction de la pollution et améliorer les mécanismes d'évaluation environnementale et d'autorisation;
- assurer à la population québécoise un air de qualité et participer à la solution des problèmes atmosphériques transfrontières et planétaires; mener une réflexion stratégique globale sur la qualité de l'atmosphère;
- conseiller le gouvernement en matière d'utilisation durable du territoire et de gestion intégrée des ressources afin d'intégrer efficacement les préoccupations environnementales et les choix relatifs au développement économique;
- conserver et gérer les aires protégées; à cette fin, poursuivre le développement du réseau des réserves écologiques, le développement et la mise en valeur des parcs québécois;
- poursuivre et améliorer le dialogue avec les nations autochtones et convenir d'ententes particulières avec elles relativement à l'utilisation et à la gestion de la faune, de l'eau et des parcs en fonction de leur développement social, culturel et économique.

La détermination de ces grandes orientations ainsi que le contexte dans lequel il évolue ont amené le Ministère à examiner ses façons de faire et à revoir son organisation afin de mieux centrer son action sur les objets essentiels de sa mission. C'est ainsi qu'il a fait certains choix stratégiques lui permettant de relever ses défis environnementaux et fauniques tout en participant activement aux grands enjeux gouvernementaux comme la réduction du déficit, la déréglementation, la décentralisation et la régionalisation:

- orienter davantage les informations scientifiques et techniques sur la prise de décision, s'appuyer davantage sur des partenaires pour la prise en charge de la cueillette de telles informations; maintenir les efforts consacrés à la recherche et au développement;
- intervenir selon une approche basée sur une combinaison de moyens préventifs et incitatifs comme le partenariat, le recours à divers instruments économiques, l'éducation et la promotion; revoir la réglementation actuelle dans le but notamment de la simplifier et de l'axer sur les résultats plutôt que sur les moyens;
- s'associer plus étroitement à d'autres organismes et établir des relations de partenariat afin de susciter un plus grand partage des responsabilités sur les enjeux environnementaux et fauniques; déléguer davantage de responsabilités et de pouvoirs à d'autres intervenants, notamment aux instances municipales et régionales;
- concentrer les ressources du Ministère dans les unités qui offrent des services directs à la clientèle et confier à ces unités, particulièrement aux directions régionales, la marge de manoeuvre nécessaire pour fournir ces services de façon autonome;
- améliorer les services à la clientèle et optimiser les activités à caractère administratif.

LE SUIVI DU PLAN STRATÉGIQUE 1995-1996

Le Plan stratégique 1995-1996 a permis au ministère de l'Environnement et de la Faune d'amorcer la révision de ses façons de faire, notamment en ce qui concerne l'établissement de liens étroits avec les divers intervenants dans une perspective de partenariat. À titre d'exemple:

- la délégation, à la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ), de la gestion des activités et des services dans les réserves fauniques;
- la poursuite des discussions avec les intervenants régionaux concernés en vue de leur transférer la gestion du Jardin zoologique du Québec et de l'Aquarium du Québec;
- la mise sur pied de forums de discussion avec des partenaires (ex. : Assemblée permanente Environnement et Faune, Comités conjoints ministère de l'Environnement et de la Faune et associations industrielles, protocoles d'entente avec les conseils régionaux en environnement).

De plus, dans le but d'améliorer le service à la clientèle et de moderniser ses outils de protection, le Ministère a débuté plusieurs chantiers de révision réglementaire qui permettront notamment d'assouplir et d'alléger les aspects les plus administratifs de la réglementation et de la rendre plus simple d'application pour les citoyens et les entreprises. C'est ainsi qu'il a amorcé la révision des systèmes d'autorisation ainsi que de la procédure d'examen et d'évaluation des impacts sur l'environnement des projets d'envergure et qu'il a lancé une vaste consultation sur la gestion des matières résiduelles.

Sur le plan administratif, le Ministère a entrepris une remise en question de ses services de soutien administratif afin de mettre en place des modalités de fonctionnement plus souples et moins coûteuses, ce qui lui permettra de réduire de façon notable la part de son budget consacrée à de telles activités.

LE PLAN DE DÉPENSES PAR PROGRAMME

Le Ministère disposera de crédits de 246,5 M\$ en 1996-1997, soit 4,1 M\$ de moins qu'en 1995-1996. Les efforts de réduction budgétaire portent principalement sur les éléments suivants :

- la délégation de services à caractère commercial, plus spécifiquement l'Aquarium du Québec et le Jardin zoologique du Québec ;
- la réalisation d'économies rattachées à l'optimisation des activités à caractère administratif ;
- la réalisation d'économies découlant de l'allègement de la réglementation et des procédures d'interventions ainsi qu'au recours au partenariat notamment en matière d'acquisition de connaissances.

PROGRAMME 01 : Protection et mise en valeur de l'environnement et de la faune

Ce programme doté de crédits de 57,8 M\$ vise, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement ainsi que la conservation et la mise en valeur de la faune et des habitats par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et programmes visant le contrôle et la réduction de la pollution, la conservation et la mise en valeur des espèces et des milieux.

La réduction de crédits de 1,7 M\$ résulte principalement de la rationalisation des ressources découlant des orientations prises en matière d'acquisition de connaissance et de la révision de l'approche réglementaire.

PROGRAMME 02 : Opérations régionales

Ce programme doté de crédits de 128,8 M\$ vise à réaliser les activités régionales en matière de protection et d'utilisation durable des ressources eau, air, sol, faune et flore, de réduction de la pollution provenant des grands secteurs d'activités, de développement et de gestion des parcs, des réserves écologiques et des autres territoires.

La réduction nette de 1,9 M\$ est attribuable principalement à la délégation escomptée du Jardin zoologique du Québec et de l'Aquarium et à une diminution de la subvention d'équilibre versée à la Société des établissements de plein air du Québec, suite à leur prise en charge, l'an dernier, de la gestion des réserves fauniques. Elle tient également compte d'un ajout de crédits lié au développement des ressources humaines et au rajeunissement de la flotte de véhicules.

PROGRAMME 03 : Gestion interne et soutien

Ce programme doté de crédits de 54,7 M\$ vise à planifier et orienter la gestion des ressources du Ministère en fonction des objectifs relatifs à la protection de l'environnement, à la conservation et la mise en valeur de la faune et des habitats et à soutenir, sur les plans administratif et technique, les activités mises en oeuvre.

L'enveloppe budgétaire allouée à ce programme est sensiblement égale à celle de l'année précédente. La réduction des ressources affectées à des activités administratives est compensée par la fluctuation d'enveloppes corporatives dont la gestion est centralisée, notamment celles allouées au plan d'action des technologies de l'information et à la location d'espaces locatifs.

PROGRAMME 04 : Organismes-conseils

Ce programme concerne le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts de projets sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population. Aucun ajustement budgétaire n'est apporté à l'enveloppe du BAPE, laquelle totalise 5,2 M\$. Toutefois, en raison de la suspension des activités du Conseil de la conservation et de l'environnement on remarque une réduction des crédits de 0,5 M\$.

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS

Afin de rendre compte à la population québécoise des effets de ses choix stratégiques, le Ministère s'est doté d'indicateurs destinés à suivre les changements qu'il désire apporter à son organisation et à ses manières de faire. Ces indicateurs sont:

- allégement de la réglementation: cet indicateur mesurera les progrès enregistrés par le Ministère au chapitre de la modernisation de ses outils de protection;
- délégation et développement du partenariat: cet indicateur mesurera les progrès obtenus au chapitre de la délégation de responsabilités et des ententes de partenariat que le Ministère aura pu conclure;
- amélioration des services à la clientèle: cet indicateur portera essentiellement sur la réduction des délais de traitement des demandes d'autorisation que le Ministère doit traiter;
- aires protégées et espèces menacées: le Ministère s'est fixé des objectifs clairs quant à l'établissement de parcs et de réserves écologiques et quant à la préservation des espèces fauniques et floristiques menacées ou vulnérables; il mesurera ici le degré d'atteinte de ces objectifs;
- réduction des dépenses: cet indicateur présentera l'effort réalisé en matière de réduction des dépenses de nature administrative par rapport à l'ensemble des mesures de réduction du Ministère.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.23

**PRÉVISIONS DE RÉFÉRENCE AYANT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN
STRATÉGIQUE 1996-1997, PRÉSENTÉ AU CONSEIL DU TRÉSOR**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 1996-1997
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Question 23 :

Prévisions de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1996-1997, présenté au Conseil du trésor.

Réponse :

Vision Stratégique « Les Grands enjeux 1996-2001 » et « Les choix stratégiques 1996-1998 » élaborés par le Ministère et l'enveloppe budgétaire 1996-1997 transmise par les Organismes centraux dans le cadre de la Revue des programmes ont servi de documents de référence pour l'élaboration du Plan stratégique 1996-1997 présenté au Conseil du trésor.



VISION STRATÉGIQUE

1. LES GRANDS ENJEUX 1996-2001

Québec 

MOT DU MINISTRE

Le domaine de l'environnement et de la faune couvre un spectre très large de préoccupations. S'il fallait intervenir sur chacun des éléments de ce vaste éventail, il faudrait consentir au ministère de l'Environnement et de la Faune et à ses partenaires des ressources colossales. Il faut donc choisir.

Choisir, cela signifie d'abord déterminer les grands enjeux auxquels il faut s'attaquer, compte tenu de la mission que nous confie le gouvernement. Choisir, c'est également bien sélectionner nos interventions afin que l'action du Ministère ait un effet tangible sur la protection de l'environnement et la gestion de la faune, des parcs et des réserves écologiques. Il s'agit, en somme, de canaliser nos efforts vers des stratégies porteuses de changement et des actions de ralliement qui font avancer la société québécoise sur la voie du développement durable.

Avec *Vision stratégique : les grands enjeux 1996-2001*, le Ministère arrête ses choix. Il détermine les grands enjeux qui baliseront son action dans les prochaines années. Bien sûr, le Ministère, en choisissant ses cibles prioritaires, sait qu'il ne pourra pas intervenir partout, en tout temps. Il effectue des choix précisément parce qu'il veut agir sur les facteurs importants pour la faune et l'environnement. Il le fait en connaissance de cause, sachant qu'on ne mesure pas l'efficacité d'une organisation au nombre d'interventions ponctuelles qu'elle réalise, mais bien davantage à l'effet structurant de son action. En évaluant notre travail, il faudra se demander, au terme de notre intervention, si notre environnement est plus sain, si la faune est mieux gérée et si les parcs protègent adéquatement le patrimoine naturel qui leur est confié et accueillent plus de clients satisfait des services qui y sont offerts.

Le ministère de l'Environnement et de la Faune inscrit d'ailleurs son action dans le contexte de la responsabilisation accrue des citoyens et des entreprises. Un comportement conforme au développement durable ne s'exprime pas par le simple respect d'une multitude de dispositions législatives et réglementaires. C'est pourquoi, tout en conservant nos objectifs fondamentaux, il y a lieu de d'établir de nouveaux types de rapports avec les citoyens, alléger les procédures administratives, créer des alliances avec des partenaires et confier davantage de responsabilités aux instances régionales du Ministère tout en leur laissant davantage de marge de manoeuvre. Le ministère de l'Environnement et de la Faune ne peut pas se tenir à l'écart des grands débats qui sont engagés au gouvernement et dans la société québécoise. Il ne peut pas non plus rester insensible à la crise de l'emploi qui sévit chez nous.

Cet assouplissement de nos façons de faire doit s'opérer en exerçant un sens aigu des responsabilités à l'égard de l'environnement et de la faune. Il ne saurait être question de se livrer à des compromissions qui hypothéqueraient dangereusement le patrimoine naturel du Québec. Tout en maintenant, et en renforçant même parfois nos exigences, nous avons cependant le devoir de faire connaître clairement les règles du jeu aux citoyens et à nos partenaires. La plus grande responsabilité de chacun à l'égard de l'environnement et de la faune passe notamment par une juste compréhension des exigences gouvernementales.

Vision stratégique servira, pour le personnel du ministère de l'Environnement et de la Faune, de point d'ancrage des priorités d'intervention et des choix de gestion. Il y a, dans ce ministère, de nombreuses personnes animées d'une passion et d'un dévouement à la cause qu'ils servent; ces personnes trouveront dans cette vision stratégique des défis à la hauteur de leur passion. La présentation de cette vision permettra également à nos collègues des autres ministères, à nos partenaires externes et à la population du Québec de mieux connaître les grandes préoccupations de l'heure en matière d'environnement et de faune et d'apprécier à sa juste valeur les stratégies que déploie notre ministère pour y répondre de façon efficace et responsable.

Je souhaite, pour ma part, qu'un nombre grandissant de partenaires et de citoyens partagent cette vision et s'y rallient avec enthousiasme.

Souhaitons-nous bon succès.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jacques Brassard', with a stylized, flowing script.

JACQUES BRASSARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. LA MISSION ET LES DOMAINES D'INTERVENTION	3
1.1 La mission	3
1.2 Les domaines d'intervention.....	3
2. LES ENJEUX 1996-2001.....	5
2.1 La diversité biologique.....	5
2.2 La gestion de la faune.....	7
2.3 La gestion de l'eau	11
2.4 La gestion des matières résiduelles.....	14
2.5 La réduction de la pollution provenant des grands secteurs d'activité	18
2.6 La réduction de la pollution atmosphérique	21
2.7 L'utilisation durable du territoire et des ressources.....	23
2.8 La conservation et la gestion des aires protégée	24
2.8.1 Les réserves écologiques.....	25
2.8.2 Les parcs québécois.....	26
2.9 Les interventions en milieu autochtone.....	27
CONCLUSION.....	29

INTRODUCTION

Le contexte budgétaire oblige le ministère de l'Environnement et de la Faune à choisir, parmi les problèmes environnementaux et fauniques auxquels la société québécoise est confrontée et parmi les objectifs qu'il a pour mandat de poursuivre, ceux pour lesquels il est le plus crucial d'intervenir. En effet, non seulement doit-il revoir en profondeur ses manières de faire et s'assurer que chacune de ses ressources soit utilisée de façon optimale, mais il doit faire en sorte que ces mêmes ressources soient investies sur les enjeux les plus importants et les activités pour lesquelles l'intervention du ministère de l'Environnement et de la Faune est essentielle et déterminante.

La réflexion menée par le Ministère en vue de se doter d'assises stratégiques solides s'est appuyée, d'abord, sur une analyse de la situation environnementale et faunique. Elle s'est également faite en tenant compte des grandes questions qui animent la société québécoise, comme la révision du rôle de l'État, la réduction des dépenses publiques, la décentralisation, la régionalisation, la déréglementation. Enfin, elle a pris en compte la plus grande maturité des citoyens et des entreprises à l'égard de la protection de l'environnement, de la conservation et de la mise en valeur de la faune et des habitats. Pour ce faire, le Ministère s'est donné sur un certain nombre de grandes lignes directrices qui ont balisé la détermination des enjeux et des moyens qu'il a retenus pour s'y attaquer :

- Se recentrer sur le rôle fondamental de l'État en matière de protection de l'environnement et de conservation et de mise en valeur de la faune, soit préciser les secteurs dans lesquels le Ministère entend intervenir en limitant ses activités à celles qui sont véritablement sous la responsabilité de l'État.
- Responsabiliser les autres ministères afin que tous les intervenants gouvernementaux concernés par le développement durable intègrent dans leurs propres interventions des mesures destinées à assurer la protection de l'environnement, la conservation et la mise en valeur de la faune et des habitats.
- Travailler en délégation et en partenariat afin: de confier à d'autres intervenants les activités qu'ils sont plus à même de mener; de s'associer à d'autres pour mettre en commun nos ressources et nos expertises pour livrer de meilleurs produits à moindre coût; et afin de faire participer davantage les individus et les organismes intéressés à la protection de l'environnement et à la conservation et à la mise en valeur de la faune.
- Alléger la réglementation en l'orientant vers les problèmes les plus importants et pour lesquels il n'y a pas d'autres solutions disponibles. Dans ce cadre, ne pas imposer aux individus et aux entreprises de fardeaux administratifs et réglementaires compromettant indûment leur

compétitivité et leur efficacité.

- Privilégier une approche adaptée aux particularités régionales, soit prendre en compte les diverses réalités régionales tant dans la répartition des ressources que dans la définition de ses modes d'intervention.
- Tenir compte de la diminution des ressources disponibles. Les orientations et les objectifs que se fixe le Ministère doivent être réalistes par rapport aux ressources disponibles. Celles-ci doivent être affectées aux dossiers prioritaires et utilisées de la façon la plus efficace et la plus productive possible.
- Avoir une préoccupation marquée pour les produits et les services livrés directement aux clientèles externes et pour l'amélioration de leur qualité.

Cette réflexion stratégique a conduit à la production de deux documents : *Vision stratégique : les grands enjeux 1996-2001* et *Vision stratégique : les choix stratégiques 1996-1998*. Ce premier document présente les défis environnementaux et fauniques auxquels le Ministère est confronté ainsi que les grands enjeux sur lesquels il choisit de concentrer son action afin de les relever. Il constitue une version révisée de *Vision stratégique 1995-2000*, dont il reprend une bonne part des diagnostics. Les enjeux ont été précisés pour rendre les défis davantage explicites et sont complétés par certaines orientations explicitant l'enjeu ou exposant les principales interventions qui seront entreprises relativement à cet enjeu.

Le second document, intitulé *Vision stratégique : les choix stratégiques 1996-1998*, expose plus précisément comment le Ministère entend faire face à ces grands enjeux au cours des deux prochains exercices financiers. Il précise notamment les activités, les produits et les services sur lesquels le Ministère concentrera ses ressources, ceux qu'il a choisi de modifier, de réduire ou de ne plus livrer lui-même, ainsi que les principales conséquences de ces choix.

1. LA MISSION ET LES DOMAINES D'INTERVENTION

1.1 LA MISSION

À l'occasion de sa création et de l'adoption de sa loi constitutive, le nouveau ministère de l'Environnement et de la Faune a révisé la formulation de sa mission, qui se lit maintenant comme suit :

Assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement, la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.

Claire et concise, cette formulation exprime à la fois la responsabilité du Ministère, l'esprit dans lequel il doit l'exercer et, enfin, les deux objets fortement liés de cette responsabilité, soit l'environnement et la faune.

La responsabilité « d'assurer » suppose que le Ministère doit faire preuve de leadership sans nécessairement tout assumer lui-même. Sa fonction est d'abord et avant tout de proposer des objectifs à tous les intervenants et d'offrir les conditions de base nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

La perspective du développement durable indique à la fois l'horizon, l'objectif à long terme, mais aussi le caractère multidimensionnel (santé, écosystèmes, ressources, développement économique, etc.) de cette mission et des responsabilités qui en découlent. On le sait, cette perspective dicte une nette préoccupation pour les besoins futurs lors de toutes les décisions et dans toutes les actions. Elle fait aussi directement référence à l'approche la plus intégrée possible dans la gestion des ressources, c'est-à-dire celle qui tient compte des interrelations entre leurs modes respectifs d'exploitation ainsi que les divers choix pour leur utilisation optimale.

Au regard de l'environnement en général, et de la faune, en particulier, la mission du Ministère consiste d'abord à créer les conditions propices à leur protection et à leur conservation, avec ce que cela comporte de moyens préventifs, éducatifs et correctifs.

La mise en valeur de la faune, ressource convoitée mais renouvelable, signifie quant à elle que le Ministère assume une gestion plus directe de l'offre faunique et de son utilisation de façon à ce que les générations actuelles et futures puissent en retirer le maximum de bénéfices culturels, récréatifs et économiques.

1.2 LES DOMAINES D'INTERVENTION

La loi constitutive du ministère de l'Environnement et de la Faune établit son champ d'action par les domaines suivants :

- 1- la conservation de la biodiversité et des écosystèmes;

- 2- la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, de l'air et du sol;
- 3- le développement et la gestion des activités de pêche, de chasse et de piégeage;
- 4- l'établissement et la gestion de parcs, de réserves écologiques, de réserves fauniques, de refuges fauniques, de pourvoiries, de zones d'exploitation contrôlée et de terrains de piégeage;
- 5- la sauvegarde des espèces fauniques et floristiques menacées ou vulnérables;
- 6- le développement et la réalisation d'activités liées à l'observation et à la connaissance du milieu naturel;
- 7- la gestion du domaine hydrique public et de l'eau en tant que ressource naturelle.

En apparence très diversifiés, ces domaines recoupent bien les enjeux et sont axés vers un point unique de convergence, un élément unificateur que l'on peut formuler sous forme d'objectif général :

S'assurer que les ressources et les écosystèmes soient protégés, conservés et mis en valeur de façon durable.

En conclusion, la mission et les domaines d'intervention du Ministère représentent à la fois la continuité (protection et conservation de l'environnement, conservation et mise en valeur de la faune et de son habitat) et l'affirmation plus explicite de nouveaux horizons (développement durable).

2. LES ENJEUX 1996-2001

Les enjeux auxquels le ministère de l'Environnement et de la Faune est confronté dans l'accomplissement de sa mission ont été regroupés en huit champs d'intervention, qui représentent en quelque sorte les grands domaines d'activité du Ministère.

Ces champs d'intervention sont : la diversité biologique, la gestion de la faune, la gestion de l'eau, la gestion des matières résiduelles, la réduction de la pollution provenant des grands secteurs d'activité, la réduction de la pollution atmosphérique, l'utilisation durable du territoire et des ressources, ainsi que la gestion des parcs.

Pour chacun de ces champs d'intervention, une problématique est brièvement exposée et des éléments de diagnostic sont présentés. Des enjeux sont ensuite dégagés : ils représentent en quelque sorte les défis que le ministère de l'Environnement et de la Faune doit relever pour s'acquitter de sa mission et faire en sorte que la population québécoise puisse bénéficier d'un environnement de qualité et retirer de façon durable les avantages, socio-économiques notamment, de la faune et des autres ressources du territoire.

Pour chaque enjeu proposé, des orientations ou des objectifs plus spécifiques sont élaborés afin d'illustrer les grandes tendances que prendront les interventions ministérielles afin de relever ces défis.

2.1 LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

On entend par *diversité biologique* (ou *biodiversité*), la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques, et les complexes écologiques dont ils font partie. Cela comprend la diversité au sein des espèces et entre les espèces, ainsi que celle des écosystèmes. La conservation de la biodiversité constitue une préoccupation planétaire, exprimée concrètement par l'adoption, en 1992, de la Convention sur la diversité biologique. Le Québec a adhéré aux objectifs de cette convention.

De façon générale, on estime que le rythme actuel de disparition des espèces sur la planète est beaucoup plus important que le taux naturel, certains avançant que jusqu'à 25 % des espèces sont susceptibles de disparaître au cours des premières décennies du prochain siècle. C'est très souvent la disparition et la dégradation des habitats qui sont à l'origine de l'extinction des espèces. La situation de la biodiversité au Québec se présente comme suit :

- À ce jour, neuf plantes ont reçu le statut légal d'espèce menacée ou vulnérable au Québec. On dénombre actuellement 365 autres espèces floristiques, dont 12 sont uniques au Québec, et 76 espèces ou populations fauniques (vertébrés) qui sont susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables.

- On estime qu'environ 10 % de la diversité biologique est actuellement dans un état précaire. C'est dans le triangle Outaouais — Lac Saint-Pierre — Richelieu que la diversité biologique est la plus grande et où les pressions sur le milieu sont les plus aiguës en raison du développement urbain et des activités agricoles et industrielles.
- La nécessité de protéger et de conserver différents écosystèmes et les organismes qui les composent a conduit à la mise en place de réserves écologiques et de parcs pour la protection *in situ*. Les réserves écologiques permettent en effet de conserver un territoire à l'état naturel, ou encore de sauvegarder des espèces fauniques ou floristiques menacées ou vulnérables. Quant aux parcs, ils ont pour raison d'être la préservation d'échantillons représentatifs des régions naturelles et de sites exceptionnels et l'offre d'activités éducatives et de plein air. Pour le Québec, en 1995, les superficies des aires protégées et des aires gérées de conservation selon les 6 grandes catégories reconnues sur le plan international étaient les suivantes : 642 km² de réserves naturelles intégrales (réserves écologiques); 5547 km² de parcs (nationaux et québécois); 249 km² de monuments naturels; 35 833 km² de zones gérées pour les habitats et les espèces; 334 km² de paysage marin; et 140 721 km² d'aires protégées aux fins d'utilisation durable.

Dans le cadre d'une réflexion interministérielle faisant suite à l'adhésion du Québec à la Convention sur la diversité biologique, une stratégie de mise en oeuvre de cette convention a été préparée. L'enjeu par rapport à ce champ d'intervention consiste, pour le Ministère et pour l'ensemble du gouvernement, à **assurer la conservation¹ de la diversité biologique par l'adoption et la réalisation de la « Stratégie de mise en oeuvre au Québec de la Convention sur la diversité biologique »**. Cette stratégie couvre, à toutes fins utiles, l'ensemble des secteurs d'activités de la société québécoise ayant une relation avec la diversité biologique. Plusieurs éléments de cette stratégie portent sur des thèmes qui sont abordés ailleurs, sous d'autres champs d'intervention du présent document. Parmi les objectifs qui y sont proposées et qui concernent plus particulièrement le ministère de l'Environnement et de la Faune, citons :

- Améliorer la compréhension et la gestion de la diversité biologique par une approche axée sur les écosystèmes. Pour ce faire, il faut notamment poursuivre l'évaluation du portrait de la diversité biologique, viser l'utilisation d'un cadre territorial de référence à plusieurs niveaux de perception et poursuivre le développement de la gestion intégrée des ressources.
- Établir et maintenir un réseau intégré et représentatif d'aires protégées nécessaires à la préservation de la diversité biologique. À cet égard, poursuivre la consolidation et le développement du réseau des parcs québécois et du réseau des réserves écologiques.

¹ La conservation est définie comme étant la préservation et le maintien des ressources biologiques ou des écosystèmes par un ensemble de mesures d'intensité variable visant en priorité leur sauvegarde dans le temps.

- Consolider le rôle de conservation des territoires de gestion faunique tels que les réserves fauniques, les zecs et les pourvoiries à droits exclusifs.
- Assurer la conservation des habitats fauniques.
- Adopter et prendre les mesures appropriées pour conserver les espèces et les écosystèmes à l'extérieur des aires de conservation. Il faut notamment protéger les espèces menacées ou vulnérables et leurs habitats, et intégrer la diversité biologique dans les activités d'évaluation environnementales.
- Conserver *ex situ* des éléments vulnérables ou menacés de la diversité biologique naturelle.
- Cibler davantage les besoins actuels de gestion de la faune et poursuivre les efforts d'acquisition de connaissances en vue de maintenir la diversité des écosystèmes et des espèces.
- Mettre au point des mesures incitatives, techniques et financières afin d'encourager la conservation de sites naturels par le secteur privé;
- Sensibiliser l'ensemble de la population à la conservation et à l'utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique.

2.2 LA GESTION DE LA FAUNE

En matière de gestion de la faune, plusieurs des interventions réalisées depuis de nombreuses années, particulièrement en ce qui concerne l'utilisation des espèces, sont conformes aux principes et aux objectifs du développement durable. L'analyse de la situation permet de faire les constats suivants :

- La plupart des 653 espèces de vertébrés semblent avoir des niveaux de population suffisants pour se maintenir au Québec; toutefois, 76 espèces ou populations sont dans une situation préoccupante et sont susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables.
- L'utilisation de la faune est particulièrement intensive à proximité des zones habitées, qui sont habituellement celles où les habitats sont les plus perturbés, ce qui peut compromettre l'utilisation durable de certaines espèces. En 1992, on comptait quelque 1,2 million de pêcheurs, 459 500 chasseurs, 3,6 millions d'adeptes d'activités sans prélèvement. Ces utilisateurs de la faune ont dépensé quelque 2,4 milliards de dollars, ce qui a permis de maintenir des emplois équivalant à plus de 34 000 personnes-année.
- Les connaissances disponibles sur un grand nombre d'espèces sont fragmentaires; elles ne permettent pas, entre autres, d'évaluer la tendance

démographique de quelque 52 % des espèces de vertébrés.

- La dynamique entre la faune et l'habitat commence à peine à être cernée et les interventions en matière de protection et d'amélioration des habitats sont encore limitées.
- Les efforts de gestion touchant l'acquisition de connaissances, l'inventaire, le suivi, l'encadrement réglementaire, la protection et l'amélioration ont surtout porté sur les espèces prélevées, particulièrement sur celles les plus convoitées par les pêcheurs, les chasseurs et les trappeurs. Même si ces mesures de gestion se sont montrées efficaces pour la grande majorité des espèces en cause, qui ont ainsi pu être exploitées de façon durable, certaines espèces ou populations, particulièrement dans la partie sud du Québec, connaissent des difficultés et ne pourraient supporter à long terme de forts niveaux d'exploitation (ex. : touladi, lynx).
- Les habitats fauniques en terres privées ne bénéficient pour l'instant d'aucune mesure légale de protection. Or ces milieux sont particulièrement productifs, souvent perturbés, et l'exploitation de la faune y est importante (pour les poissons surtout).
- La dégradation des conditions générales de l'environnement (qualité de l'eau, étalement urbain, pesticides, « artificialisation » etc.) et des habitats fauniques en particulier représente une menace plus grande pour la faune que son exploitation. La majorité des espèces qui se trouvent dans une situation préoccupante le sont en raison de la raréfaction ou de la dégradation de leurs milieux de vie, ou parce qu'elles vivent ici à la limite de leur aire de répartition.
- Les problèmes, tant en ce qui concerne la dégradation du milieu, la perturbation des habitats fauniques que la très forte demande d'utilisation et l'exploitation conséquente de certaines espèces, sont surtout concentrés en périphérie des zones habitées soit, essentiellement, dans le sud du Québec, en périphérie du Saint-Laurent, du Saguenay, du lac Saint-Jean et de l'Outaouais.
- La création et l'utilisation des différents types de territoires fauniques constituent une caractéristique propre au Québec en matière de gestion de la faune. En plus de permettre d'ajuster la réglementation en fonction des objectifs poursuivis pour chacun des types de territoires, cette caractéristique assure la participation, à titre de bénévoles ou de délégués, des citoyens et des entreprises à la mise en valeur de la faune et au développement économique local et régional. Cette relation de partenariat permet, à des coûts raisonnables, d'assurer une gestion efficace de la faune et de son utilisation, tout en gardant un niveau élevé de participation aux grands enjeux du développement durable.

Par ailleurs, l'analyse de la situation quant à l'aspect contrôle de l'application réglementaire par le Service de la conservation de la faune révèle que :

- Une partie non négligeable des ressources vouées au contrôle de l'application réglementaire en faune n'est pas liée directement à la protection de la faune et

des habitats (ex .: déprédation causée par les petits animaux).

- La majorité des activités qui ne sont pas liées à la mission ministérielle, de même que certaines liées à la mission ministérielle, pourraient être déléguées ou transférées sans conséquence majeure pour le Ministère, ses clientèles et ses partenaires (ex .: enregistrement du gros gibier).
- La répartition des agents sur le territoire a évolué d'une façon telle qu'ils ne sont plus répartis de façon optimale en fonction des menaces actuelles et anticipées sur la faune et les habitats.
- Les résultats obtenus par nos partenaires en protection de la faune n'atteignent pas les niveaux attendus, principalement en raison du peu de pouvoirs légaux dont ils disposent.
- Les méthodes et les outils de travail utilisés en protection n'ont pas évolué aussi rapidement que les pratiques illégales.
- La complexité des systèmes judiciaire et administratif a alourdi considérablement les processus de traitement des dossiers d'infraction.

Devant ces constats, le ministère de l'Environnement et de la Faune a choisi de clarifier ses orientations et ses priorités afin de mieux s'acquitter de sa mission d'assurer, dans une perspective de développement durable, la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat. Cette vision de ce que devra être la gestion de la faune au cours des prochaines années est présentée dans le « Projet de Politique sur la faune », qui a fait l'objet de discussions avec les organismes concernés par cette question.

Quant au volet de l'application réglementaire, le Service de la conservation de la faune a mené une réflexion stratégique dont les recommandations visent essentiellement à recentrer ses efforts sur son mandat fondamental qui consiste à veiller à ce que les lois, les règlements et les ententes en matière de faune, d'habitats et d'environnement soient respectés.

Les enjeux de la gestion de la faune consistent par conséquent à **mettre en oeuvre la Politique sur la faune et les recommandations de la réflexion stratégique du Service de la conservation de la faune.**

À l'exception du volet « contrôle de l'application réglementaire », la Politique sur la faune traite de l'ensemble des grandes questions concernant la faune et les habitats et présente les orientations que le MEF entend prendre à l'égard de ces questions. Parmi les éléments mis de l'avant dans cette politique, les orientations suivantes illustrent comment la gestion de la faune devrait s'orienter au cours des prochaines années :

- Assurer la préservation des espèces menacées ou vulnérables, voir, dans la mesure du possible, à leur rétablissement et faire en sorte qu'aucune nouvelle espèce ne se retrouve dans cette situation à cause des activités humaines.

- Assurer la protection des habitats fauniques les plus importants : les habitats des espèces menacées ou vulnérables et ceux situés là où les activités potentiellement destructrices sont les plus élevées, soit les milieux agroforestiers et humides du sud du Québec, ainsi que les milieux urbain et périurbain. Améliorer la protection des habitats fauniques situés en terres privées.
- Améliorer la gestion des espèces prélevées, notamment par la préparation de plans de gestion, l'acquisition de connaissances, le suivi des récoltes, les aménagements et l'adoption de mesures réglementaires appropriées, et ce, particulièrement dans les territoires publics libres et les terres privées.
- Favoriser l'utilisation de la faune : à cet égard, assurer le maintien des activités de chasse et de pêche récréatives, d'abord là où la faune est la plus exploitée, soit dans la partie sud de la province, et faire en sorte que cette utilisation soit durable.
- Favoriser le partenariat et la prise en charge de certains enjeux fauniques par d'autres intervenants que le Ministère (groupes d'utilisateurs, municipalités, communautés autochtones, etc.), principalement ceux relatifs au développement et à l'organisation d'activités de chasse, de pêche, de piégeage et d'observation. À ce titre, accentuer la délégation dans les territoires fauniques et y favoriser une plus grande autonomie des partenaires.
- Miser à long terme sur l'éducation pour développer des attitudes et des comportements conformes au développement durable. À cette fin, adopter les principes et les objectifs de l'Éducation relative à l'environnement tels qu'ils sont définis par l'UNESCO.
- Maintenir, voire augmenter, les efforts consacrés à la recherche et à l'acquisition de connaissances et les concentrer sur les grands enjeux fauniques : améliorer les connaissances sur les espèces menacées ou vulnérables ainsi que sur les écosystèmes et les habitats; améliorer le suivi des espèces faisant actuellement peu – ou pas – l'objet de suivis.

Les principales orientations élaborées dans le cadre de la réflexion stratégique du Service de la conservation de la faune proposent de :

- Concentrer les efforts de protection dans les lieux, aux moments et sur les individus ou les groupes qui font subir à la faune, aux habitats et à l'environnement les menaces les plus fortes, notamment par le redéploiement des ressources du Service et la révision des méthodes, des outils opérationnels et des horaires de travail, ainsi que par l'ajout du statut de permanent à temps partiel.
- Créer un environnement propice à la multiplication des efforts de protection de la faune, des habitats et de l'environnement par la mise en oeuvre du nouveau cadre légal et administratif des associés à la protection de la faune en territoire structuré (anciennement les auxiliaires de la faune) et la révision de

l'encadrement des partenaires et des associés à la protection de la faune.

- Recentrer les activités d'éducation du Service de la conservation de la faune par la révision et l'uniformisation des programmes éducatifs et en concentrant les efforts sur les clientèles cibles, soit les utilisateurs potentiels des ressources fauniques et les intervenants en milieu faunique;

2.3 LA GESTION DE L'EAU

L'eau est une ressource essentielle à la vie en général, et à l'être humain, en particulier. Mais l'être humain, par ses diverses activités, utilise l'eau et y rejette directement (eaux de surface) ou indirectement (eaux souterraines) toutes sortes de matières qui en altèrent la qualité et qui peuvent détériorer les composantes écologiques avec lesquelles elles entrent en contact. De plus, certaines de ces matières représentent une menace pour la santé humaine si elles ne sont pas retirées de l'eau ou neutralisées avant sa consommation.

La mise en place et l'exploitation des ouvrages de régularisation des eaux, avec pour objectif une redistribution de l'eau dans l'espace et dans le temps, constituent une autre façon d'agir sur l'eau pour satisfaire l'adéquation besoins-ressource en termes de quantité.

L'eau est également la principale composante de l'habitat du poisson et une composante très importante de l'habitat de nombreuses espèces d'oiseaux, de mammifères et d'amphibiens qui fréquentent les terres humides, lieux de transition entre le milieu aquatique et le milieu terrestre. La gestion de l'eau, tant de sa qualité que de sa disponibilité en quantité, conditionne donc la qualité des ressources fauniques qui en dépendent.

Eaux de surface

Les eaux de surface sont non seulement les plus visibles, elles sont aussi les plus utilisées et constituent le réceptacle final des pollutions provenant des sources terrestre, atmosphérique et souterraine. Si, à l'échelle du Québec, les ressources en eau sont abondantes, elles sont relativement plus dégradées dans les régions où la population est concentrée. Dans plusieurs régions, l'intensification de l'urbanisation et de l'industrialisation, le développement de nouvelles techniques agricoles et la densification de l'occupation du territoire ont engendré une détérioration de la qualité des eaux de surface et seules les parties supérieures des bassins, peu touchées par l'activité humaine, demeurent encore dans un état quasi naturel.

- À la suite des travaux d'assainissement urbain, la pollution conventionnelle a substantiellement diminué, en prenant aussi en considération le fait qu'environ 75 % des industries rejettent leurs effluents dans un réseau.
- Des efforts d'assainissement par les industries qui rejettent leurs effluents hors-

réseau ont permis de diminuer les émissions et les rejets de polluants conventionnels et toxiques (Programme d'assainissement des eaux du Québec - volet industriel, Plan d'action Saint-Laurent).

- En ce qui concerne la pollution agricole, l'intensification des pratiques d'élevage, particulièrement l'élevage porcin sur fumier liquide, l'augmentation des superficies consacrées aux monocultures, principalement le maïs, et les pratiques de drainage des dernières décennies ont entraîné une dégradation significative de la qualité de l'eau. Les bassins hydrographiques supportant des élevages intensifs ou des monocultures importantes sont davantage touchés. Les pertes de contaminants associés à ces pratiques menacent les acquis de la dépollution obtenus par les ouvrages municipaux d'assainissement dans ces bassins à vocation agricole intensive. Certaines activités de culture intensive, notamment celle du maïs, sont également à l'origine de la présence de pesticides dans les eaux de surface en quantité excédant fréquemment les critères pour la vie aquatique, et parfois ceux pour l'eau potable.

Eaux souterraines

Les eaux souterraines constituent une ressource renouvelable qui approvisionne en eau potable 21 % de la population répartie sur 90 % du territoire habité du Québec. Elles sont particulièrement importantes pour les résidents des milieux ruraux. Les activités humaines peuvent interférer avec la qualité et la quantité de l'eau souterraine et, ainsi, compromettre son exploitation. Ces impacts mettent en évidence des conflits d'usage du territoire, car les exigences en qualité et en quantité liées à l'exploitation de cette ressource induisent des contraintes particulières pour l'implantation et le déroulement des activités humaines à risque.

- La pollution diffuse d'origine agricole, résultant d'un épandage excessif et récurrent de fertilisants et de pesticides, s'avère préoccupante. Ainsi, 36 % des ouvrages de captage alimentant des réseaux de distribution ont montré, par le passé, des signes de contamination par des nitrates.
- Un aménagement ou des pratiques qui ne prennent pas en considération la vulnérabilité, l'utilisation ou le potentiel d'utilisation de la ressource eau souterraine peuvent, dans le cas d'une activité humaine à risque, être à l'origine de pollutions ponctuelles coûteuses et difficiles à corriger. Par exemple, l'aménagement déficient de nombreux champs d'épuration domestique, ainsi que de plusieurs ouvrages de captage, a fait en sorte que 78 % des ouvrages de captage de l'île d'Orléans présentent des problèmes de contamination bactériologique.

Eaux destinées à la consommation

La proportion de l'eau potable qui est bue ou ingérée représente moins de 5 % de celle qui est produite par les usines de traitement. La surutilisation de l'eau traitée (arrosage de pelouses, remplissage de piscines, lavage d'autos...) et la déficience des

réseaux contribuent cependant à augmenter les coûts de traitement et de distribution et peuvent parfois provoquer des pénuries d'eau potable. Par exemple, à l'été 1995, 50 % de la demande en eau était causée par les utilisations extérieures. Quant aux fuites en réseau d'aqueduc, elles sont en moyenne de 20 %, mais peuvent atteindre 50 % du débit d'eau produit.

- L'eau du robinet consommée par la majorité des Québécois répond généralement aux normes imposées par le règlement en vigueur. Cependant, certaines situations demeurent préoccupantes pour la santé humaine. C'est dans les petites municipalités (85 % des 1 142 municipalités ont moins de 5 000 habitants) que surviennent le plus fréquemment les problèmes de contamination bactériologique de l'eau, principalement en été.
- Quant aux substances organiques, ce sont les sous-produits de la chloration qui sont le plus fréquemment retrouvés en raison de l'utilisation répandue (pour 70 % de la population) de cet agent désinfectant. On estime que de 30 à 35 municipalités ne respectent pas la recommandation canadienne en trihalométhanes (THM).
- Plusieurs pesticides ont aussi été détectés dans les prises d'eau municipales en rivières, surtout l'atrazine, dont la concentration avoisine ou dépasse parfois la plus récente recommandation canadienne pour l'eau potable.
- Le plomb constitue une autre source de contamination de l'eau potable. Puisqu'il est lié aux soudures des canalisations et parfois aux entrées de service, sa présence est très répandue, plus particulièrement dans les régions où l'eau est douce et acide. Quoique très peu de réseaux municipaux soient susceptibles de dépasser la norme canadienne actuelle, on estime que c'est le cas pour 4 % d'entre eux.

En tant que responsable de la gestion de l'eau, le ministère de l'Environnement et de la Faune poursuit des objectifs sectoriels à l'égard des diverses facettes de cette ressource. Cependant, seule une gestion globale de l'eau pourrait permettre d'intégrer l'ensemble des aspects de la conservation, de l'utilisation rationnelle et de la qualité de l'eau et des écosystèmes aquatiques. Aussi, afin d'atteindre une qualité acceptable de l'eau brute, de récupérer certains usages, d'assurer sa gestion quantitative par la régularisation des débits et de conserver les écosystèmes aquatiques et riverains, l'enjeu consiste, dans un premier temps, à **mener une réflexion stratégique globale sur la ressource eau, sa gestion, sa conservation et ses usages (consommation, transport, hydroélectricité, irrigation, exportation, loisirs, pollution, etc.)** en vue de dote éventuellement le Québec d'une politique globale de gestion de l'eau et d'en assurer la mise en oeuvre. Cette réflexion devrait notamment permettre de :

- Adopter une approche de gestion intégrée de l'eau par bassin versant.
- Assurer la gestion des niveaux d'eau des grands plans d'eau comme le fleuve Saint-Laurent et les grands réservoirs.

- Se doter de moyens pour gérer les eaux souterraines aux fins de protection et de conservation en proposant des mécanismes de gestion s'appuyant sur la conciliation des usages du territoire et sur la responsabilité des autorités locales et des usagers.
- Évaluer et mettre à jour les lois, règlements, politiques et programmes relatifs à la gestion de l'eau.
- Concilier l'occupation, l'utilisation et l'accès public aux milieux hydriques et riverains. À cet égard, réviser la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables.
- Réduire les pertes d'habitats du poisson et des autres espèces des milieux humides.
- Conserver les ouvrages hydrauliques de régularisation essentiels à la protection de l'environnement.
- Assurer la protection des eaux de consommation en prévoyant notamment des mesures de protection accrues des eaux souterraines, particulièrement dans les régions à vocation agricole.
- Améliorer les connaissances sur les répercussions des activités affectant la qualité des écosystèmes aquatiques, par exemple les impacts des effluents industriels, des activités agricoles et de la création de grands réservoirs.
- Élaborer et mettre en oeuvre une stratégie intégrée de dépollution des cours d'eau.

2.4 LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Les activités de production, de transformation et de consommation engendrent au Québec, comme dans l'ensemble des pays industrialisés, des quantités appréciables de matières résiduelles¹ de toutes sortes longtemps considérées sans valeur et ainsi assimilées à des déchets dont il fallait se débarrasser. Qu'elles aient été entreposées pêle-mêle, parfois enfouies, ou encore sans contrôle à différents endroits sur le territoire québécois, ces matières ont contaminé un certain nombre de terrains à des degrés divers. Encore aujourd'hui, certaines de ces matières, considérées dangereuses, sont entreposées temporairement, dans des conditions qui menacent parfois la santé humaine, la sécurité et l'environnement, faute de leur trouver un

¹ Une matière résiduelle est définie comme étant une matière qui reste après fabrication, transformation ou usage d'un produit, alors qu'un déchet est défini comme étant une substance ou un matériau rejeté après production, fabrication ou usage déterminé, ne possédant pas de valeur marchande ou technologique dans les conditions actuelles de l'économie ou de la technique. (Réf. : Conseil international de la langue française. *Dictionnaire de l'environnement*. Publié par l'Agence de coopération culturelle et technique. 1992.)

usage ou une destination adéquate à des coûts concurrentiels.

Ce sont plus de 7 millions de tonnes de déchets solides et un million de tonnes de déchets dangereux qui sont produits annuellement au Québec. La grande majorité de ces matières résiduelles sont encore destinées à l'élimination, même s'il est possible d'en récupérer une grande partie afin de les valoriser (ex. : réemploi dans d'autres procédés, recyclage, utilisation à des fins énergétiques). Les activités d'élimination, en plus de constituer un gaspillage de ces matières, ne sont pas sans risques pour l'environnement. L'analyse de la situation permet de dégager les constats suivants :

Les matières résiduelles solides

- Depuis 1989, le Québec n'a effectivement réduit que de 8,4 % (par rapport à un objectif de 50 %) la quantité de déchets à éliminer dans les lieux d'élimination autorisés.
- En matière de réduction et de valorisation des résidus solides, on a constaté certains progrès au cours des dernières années, ceux-ci étant cependant insuffisants, compte tenu de l'objectif fixé.
- La réalisation d'activités de sensibilisation et d'information et la mise sur pied, avec l'industrie, de Collecte sélective Québec ont permis d'induire des changements importants de comportement et de contribuer fortement au développement des programmes de collecte sélective municipale et de valorisation des matières récupérées. Ainsi, la collecte sélective municipale a progressé durant la période 1988-1995, le nombre de municipalités offrant ce service étant passé de 156 à 711 et la population desservie, de 1,2 à 4,8 millions de personnes (soit de 18 % à 66,7 % de la population québécoise). De plus, la récupération des résidus domestiques dangereux, sous forme de collecte, existait dans plus de 241 municipalités en 1994, ce qui a permis la récupération d'environ 1 871 tonnes par an.
- Du côté des industries, des commerces et des institutions, qui sont responsables des deux tiers des résidus solides rebutés et dont les activités relatives à la gestion des matières résiduelles risquent d'influer de manière décisive sur l'atteinte de l'objectif de réduction, on constate que des efforts importants devront être consacrés au cours des prochaines années pour les inciter à s'acquitter de leurs responsabilités dans ce domaine.
- Au-delà de la récupération des contenants, le recyclage a considérablement élargi son champ d'action au cours de la dernière décennie, particulièrement depuis la création de RECYC-QUÉBEC, en 1990. Dans la plupart des cas, les récupérateurs réussissent à écouler les matières traitées. Les prix demeurent cependant tributaires des conditions économiques et sont intimement liés à la qualité des matières récupérées et à la garantie d'un approvisionnement sûr.
- Un défi aux multiples facettes concerne la gestion des lieux d'élimination des résidus solides, particulièrement pour les communautés urbaines, les MRC et les municipalités : gestion adéquate en période d'utilisation (ex. : recouvrement

périodique, eaux de lixiviation, biogaz, bruit, odeurs), demande de rehaussement, fermeture de lieux d'enfouissement, zonage pour de nouveaux lieux, demande d'autorisation d'un nouveau lieu d'enfouissement avec les audiences publiques afférentes, choix à faire entre l'incinération et l'enfouissement pour les communautés à forte densité de population, etc.

- En 1992, la majorité des 78 lieux d'enfouissement sanitaire examinés ne respectaient pas l'un ou l'autre des aspects de la réglementation actuelle. De plus, 23 des 69 lieux actuellement en activité devraient fermer d'ici l'an 2000.
- Avec la fermeture prochaine de lieux d'enfouissement et la perspective d'une faible diminution de la quantité de déchets à éliminer, les inquiétudes à l'égard des impacts sur le territoire, des risques de contamination de l'air, du sol, des eaux souterraines et de surface persisteront pendant un certain temps. Ces inquiétudes alimenteront les pressions sociales contre l'agrandissement ou l'implantation de tels lieux.

Les matières dangereuses

- La mise en vigueur du Règlement sur les déchets dangereux a permis de mieux encadrer certaines pratiques liées à l'entreposage et au transport de ces matières, mais elle a créé de sérieux obstacles à leur circulation entre les producteurs aux fins de valorisation.
- La réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles dangereuses sont encore des activités marginales qui, pour réussir, ont besoin d'être soutenues et facilitées.
- Plusieurs lieux d'entreposage temporaires de matières pour lesquelles il n'existe pas de débouchés ou, s'ils existent, ne représentent pas d'avantages économiques, comportent des lacunes du point de vue environnemental.
- Peu de moyens ont été mis en place pour susciter, de la part des principales industries productrices de matières dangereuses, une prise en charge de leur responsabilité, qui consiste à mieux contrôler leur performance et à réduire ainsi les coûts généralement associés au traitement de ces matières.
- L'implantation et l'utilisation d'équipements aux fins de valorisation, de traitement et d'élimination des matières dangereuses suscitent de l'inquiétude chez les populations hôtes.

La restauration des lieux et des terrains contaminés

- Des 356 lieux d'élimination des déchets dangereux répertoriés au Québec en 1993 et qui présentaient un potentiel de risques pour la santé humaine et l'environnement, 67 ont été restaurés et 119 sont en cours de restauration depuis 1984. Ces lieux sont en majorité de type industriel.

- En 1993, quelque 1 028 terrains contaminés étaient répertoriés au Québec. Depuis 1988, on en compte 513 qui ont été restaurés et 637 qui sont en cours de restauration. Ces terrains contaminés sont surtout localisés en territoire urbain, principalement dans les régions administratives de Montréal et de la Montérégie.

La gestion des matières résiduelles pose un défi de taille à la société québécoise. Le rôle du ministère de l'Environnement et de la Faune consiste à faire en sorte que de telles matières ne détruisent pas les écosystèmes et n'affectent pas la santé et la sécurité de la population. Le premier objectif en matière de gestion des déchets demeure la réduction des quantités produites à la source. Dans la Politique de gestion intégrée des déchets solides, le Québec s'est fixé un objectif de réduction de 50 % des déchets solides à éliminer d'ici l'an 2000, objectif qui ne pourra être atteint sans un redressement important de la situation. L'enjeu pour le Ministère est double : **il consiste à faire en sorte que la quantité de matières résiduelles produites soit diminuée de 50 % et à s'assurer que l'élimination des déchets soit sécuritaire pour la population et les écosystèmes.** Pour ce faire, il entend :

- Réviser, à la suite d'une consultation publique, les moyens de mise en oeuvre de la Politique de gestion intégrée des déchets.
- Accentuer les efforts et les mesures auprès des industries, des commerces et des institutions en vue de les amener à réduire de façon substantielle les déchets qu'ils produisent.
- Réaliser le Plan d'action pour l'évaluation et la réhabilitation des lieux d'enfouissement sanitaire.
- Réviser la Politique de réhabilitation des terrains contaminés afin de protéger les sols non dégradés, de réduire l'exposition des êtres humains et de l'environnement aux substances toxiques présentes dans les terrains contaminés et mettre en oeuvre un programme intégré d'assainissement des sols.
- Modifier la Loi sur la qualité de l'environnement afin de permettre des actions plus efficaces dans le domaine des terrains contaminés.
- Mettre en vigueur le Règlement sur les matières dangereuses, qui remplacera le Règlement sur les déchets dangereux et favorisera la récupération, le recyclage et la valorisation.
- Élaborer une politique de gestion des matières dangereuses couvrant tout leur cycle de vie.
- Éliminer les BPC dont il a la garde.
- Poursuivre la restauration des parcs à résidus miniers.

2.5 LA RÉDUCTION DE LA POLLUTION PROVENANT DES GRANDS SECTEURS D'ACTIVITÉ

Ce champ d'intervention touche trois grands secteurs d'activité qui amènent des problèmes comparables et pour lesquels les interventions relatives à la réduction de la pollution doivent être nécessairement coordonnées. Il s'agit des secteurs agricole, urbain et industriel.

Secteur agricole

- La pollution d'origine agricole, par son intensité et sa complexité, est de loin la plus préoccupante. Elle se manifeste surtout dans les rivières sillonnant les basses-terres du Saint-Laurent. Les rivières Yamaska, L'Assomption, Maskinongé, Chaudière, Etchemin, Nicolet et Richelieu sont quelques exemples de cours d'eau les plus affectés du Québec.
- Les rejets dans les cours d'eau d'azote et de phosphore provenant des activités agricoles représentent une source de pollution importante des eaux de surface : on estime qu'ils équivalent aux rejets de 10 millions de personnes.
- Le volume de fumiers pour lequel les installations d'entreposage ne sont pas conformes à la réglementation est de plus de 9 millions de mètres cubes par an et il n'y a pas de superficies d'épandage disponibles à proximité des lieux de production pour plus de 3,6 millions de mètres cubes par an.
- Tant que les pratiques culturales n'auront pas été modifiées significativement, notamment en ce qui concerne l'épandage, le ruissellement et le lessivage, des terres agricoles continueront de contribuer à l'eutrophisation et à la contamination des cours d'eau adjacents. Par ailleurs, les pratiques de drainage agricole contribuent également à la dégradation des cours d'eau. Quant aux pratiques phytosanitaires et d'entreposage des fumiers, elles contribuent encore à la contamination (ex. : pesticides, herbicides) des cours d'eau des bassins agricoles.
- Près de 80 % du volume des pesticides vendus au Québec est destiné à l'agriculture. La contamination des eaux souterraines dans les régions où se concentre la culture de la pomme de terre ainsi que la contamination des cours d'eau drainant les territoires où se pratiquent des monocultures intensives (céréales, maïs, soya) sont les situations les plus préoccupantes.
- Les niveaux de concentration d'ozone troposphérique au sol (smog) en milieu extra-urbain sont souvent nettement plus élevés qu'en milieu urbain et atteignent assez souvent un niveau phytotoxique pour des cultures telles que le tabac, la fève, le soya, le haricot et la pomme de terre.

Secteur urbain

- Dans le secteur urbain, en 1994, les eaux usées de 75 % de la population du Québec desservie par un réseau d'égouts étaient traitées, alors que ce pourcentage n'était que de 6,2 % en 1985.
- Des gains environnementaux ont également été réalisés en matière de qualité des eaux de surface. Un relevé effectué dans plus de 120 municipalités a révélé que la quasi-totalité de celles-ci ont vu la qualité de leur environnement aquatique complètement ou partiellement restaurée, une fois l'assainissement de leurs eaux usées rendu conforme aux normes édictées.
- En 1993, sur 294 stations d'épuration évaluées (excluant la CUM), l'acheminement au traitement des eaux usées par temps sec est acceptable dans 93 % des cas. Le rendement d'enlèvement moyen (taux d'élimination de la charge polluante) atteignait 89 % pour la demande biologique en oxygène (DBO₅), 90 % pour les matières en suspension, 71 % pour le phosphore. Les rejets de 93 % des stations soumises à une exigence quant aux coliformes fécaux étaient conformes à celles-ci.
- Pour les polluants atmosphériques conventionnels, on observait en 1993 que les véhicules routiers produisaient 49 % des émissions de monoxyde de carbone (CO), 53 % des émissions de nitrates (NO_x) et 33 % des émissions de composés organiques volatils (COV). Ces sources locales de pollution atmosphérique contribuent également aux changements climatiques (CO₂).
- Les concentrations d'ozone (smog) observées à Québec et à Montréal depuis plus de dix ans sont stables; les autres contaminants particuliers et gazeux (SO₂, CO, NO_x) sont à la baisse. En milieu urbain, la principale préoccupation a trait aux personnes souffrant d'affections pulmonaires.
- Les cas bénins ou graves d'intoxication aux pesticides ont plus que triplé depuis 1985. Plus de 60 % des 3 000 cas recensés annuellement surviennent chez des enfants d'âge préscolaire. L'utilisation croissante de pesticides domestiques, associée à l'engouement de la population urbaine pour l'horticulture ornementale, explique ce phénomène.

Secteur industriel

- Des 1 400 établissements industriels hors-CUM répertoriés dans le cadre du volet industriel du Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ) qui nécessitaient une intervention d'assainissement, 75 % étaient raccordés à un réseau municipal d'assainissement.
- En 1992, on comptait 672 industries, représentant 43 % de la production industrielle totale du Québec, qui avaient terminé, ou étaient en voie de terminer, leurs travaux d'assainissement.

- Mentionnons que 579 industries visées par le Programme de réduction des rejets industriels (PRRI) sont susceptibles de déverser des toxiques dans le milieu.
- Dans le cadre du Plan d'action Saint-Laurent (PASL), on estime qu'il y a eu une réduction de 93 %, par rapport à 1988, des toxiques liquides provenant des 50 industries les plus polluantes situées le long du Saint-Laurent.
- Les indications relatives au fleuve Saint-Laurent suggèrent une amélioration de la qualité de ses eaux. La contamination toxique du Saint-Laurent continue de provenir pour plus de 40 % des Grands Lacs (surtout des pesticides), de 30 % des rivières (surtout Saint-Maurice, des Outaouais, Richelieu, Saint-François, Batiscan et Yamaska), de 20 % des sources diffuses et de 10 % des industries en bordure du fleuve.
- En ce qui a trait aux polluants atmosphériques conventionnels, on observait en 1993 que la contribution des industries était de 40 % pour les émissions de CO, de 19 % pour les émissions de NOx, et de 61 % pour les émissions de COV. Par contre, le secteur industriel était responsable à lui seul de 88 % des émissions de matières particulaires et de 92 % des émissions de SO₂.
- Parmi l'ensemble des contaminants toxiques rejetés dans l'atmosphère, mentionnons qu'en 1988, les émissions d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) toxiques provenaient à 85 % des alumineries; en 1992, cette contribution se situait aux environs de 50 % à 60 %. Cette amélioration est principalement due à la fermeture de parties d'usine utilisant une ancienne technologie.
- Dans le domaine des émissions atmosphériques, le rôle du transport transfrontière est déterminant et souvent dominant. À titre d'illustration, les émissions de mercure dans l'atmosphère ont doublé depuis 40 à 50 ans et près de 50 % de celles-ci sont dues à l'utilisation du charbon dans les centrales thermiques, dont aucune n'est située au Québec. Ce serait là l'essentiel de l'augmentation récente des charges de mercure observée dans les sédiments des lacs et les sols forestiers dans tout le Québec.

Afin d'assurer à la population québécoise la qualité de l'eau, de l'air et du sol, le ministère de l'Environnement et de la Faune doit notamment prendre des mesures pour réduire la pollution produite par les grands secteurs d'activité que sont l'agriculture, le secteur industriel et le secteur urbain. Pour ce faire, le Ministère a déterminé deux enjeux. D'une part, il doit **développer une approche intégrée (eau-air-sol-déchets) dans la poursuite de ses objectifs de réduction de la pollution**. En effet, bien que l'accent ait été mis sur les rejets liquides, une approche intégrée est désormais de mise, tant lors de l'analyse des rejets d'une entreprise que lors de l'évaluation de la capacité réceptrice de l'environnement. D'autre part, le Ministère doit **améliorer ses mécanismes de prévention (évaluation environnementale et système d'autorisation)**. Parmi les orientations qu'il entend prendre pour relever ces défis, citons :

- Adopter et mettre en application le Règlement sur la prévention de la pollution d'origine agricole (eau-air-sol).
- Réviser en profondeur le processus d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux des projets d'envergure afin d'en simplifier le processus et les exigences, de diminuer les délais, d'assurer une plus grande pertinence des projets assujettis et d'accroître la responsabilité des promoteurs.
- Assujettir les projets miniers et industriels majeurs à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux.
- Réviser le système actuel d'autorisation prévu dans la Loi sur la qualité de l'environnement afin de mieux circonscrire les activités nécessitant une autorisation préalable et de rendre le processus plus simple, plus souple et plus expéditif.
- Sensibiliser les intervenants, particulièrement les municipalités, au maintien des gains environnementaux associés à l'assainissement urbain; ils devront s'assurer d'une exploitation efficace des ouvrages existants et d'une gestion adéquate des débordements et des boues (stations d'épuration et fosses septiques).
- Élaborer, adopter et mettre en application le projet de Règlement sur les rejets d'eaux usées (industries et ouvrages municipaux d'assainissement).
- Adoption d'un règlement refondu sur les pesticides et d'un code de gestion des pesticides.
- Concentrer les efforts de réduction de la pollution industrielle sur les émissions atmosphériques.
- Adopter et mettre en application les modifications au Règlement sur la qualité de l'atmosphère.
- Faire la promotion de nouvelles pratiques culturales et phytosanitaires.

2.6 LA RÉDUCTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Les problèmes de pollution atmosphérique sont généralement associés aux activités de l'industrie et à l'utilisation des combustibles dans le transport et la production d'énergie. Leurs conséquences se font sentir à l'échelle locale (détérioration de la qualité de l'air), régionale (précipitations acides, smog et toxiques aéroportés) et planétaires (appauvrissement de la couche d'ozone et changements climatiques).

L'analyse de la situation met en évidence les constats suivants :

- Dans le cas des précipitations acides, la norme actuelle de 20 kg/ha par an pour

le dépôt humide de sulfates ne permet pas d'assurer une protection adéquate des lacs sensibles du sud du Québec. Rappelons que, dans certaines régions du Québec, plus de 75 % de l'acidité des précipitations provient des États-Unis et de l'Ontario.

- Un nouveau problème susceptible de prendre de l'ampleur concerne l'acidification des eaux de surface par relargage des nitrates atmosphériques contenus dans les sols saturés. Ce relargage survient lorsque la quantité de nitrates déposés excède la quantité qui peut être assimilée par le couvert végétal. Si cette situation devait se poursuivre, le taux de récupération des lacs sensibles escompté dans le cadre de l'actuelle Politique québécoise sur les précipitations acides pourrait être moindre que prévu.
- La pollution par l'ozone troposphérique (smog urbain) est particulièrement influencée par le transport à grande distance de ses composants ou de leurs précurseurs. Au Québec, les niveaux les plus élevés se retrouvent dans la vallée du Saint-Laurent et dans l'extrême sud de la province. En plus des effets en milieux urbain ou extra-urbain, l'ozone troposphérique contribue, comme le CO₂, à l'effet de serre.
- La configuration actuelle des réseaux de mesure de pollution atmosphérique vise le plus souvent la mesure des contributions d'origine locale. Hormis la surveillance des dépôts acides, les réseaux de mesure ne permettent pas une connaissance suffisante des apports en contaminants primaires et secondaires conventionnels ou toxiques associés au transport sur de grandes distances.

Ces constats incitent le Ministère à passer à l'action afin d'assurer à la population québécoise un air de qualité et pour participer à la solution des problèmes atmosphériques transfrontières et planétaires. À ce titre, l'enjeu consiste à **mener une réflexion stratégique globale sur la qualité de l'atmosphère** en vue de doter éventuellement le Québec d'une politique et d'une stratégie sur la qualité de l'atmosphère. Cette réflexion pourrait notamment conduire au choix des actions à mener à l'échelle nationale et internationale pour atténuer les problèmes causés par la pollution transfrontière et à la détermination des priorités d'intervention en matière de qualité de l'air.

Cette réflexion prendra en considération les facteurs écosystémiques, technologiques, sociaux et économiques et elle sera élaborée en consultation avec la population et les intervenants concernés. Elle proposera des mesures visant notamment à :

- Réduire les émissions de substances toxiques à des niveaux acceptables pour la santé humaine et les écosystèmes.
- Améliorer les connaissances relatives au milieu atmosphérique et aux sources d'émission, notamment en ce qui concerne les toxiques et les grandes problématiques.
- Élaborer et mettre en oeuvre un plan de réduction du smog urbain et de l'ozone troposphérique, notamment par la mise en place d'un programme d'inspection et

d'entretien des véhicules moteurs et la promotion de l'utilisation de véhicules moins énergivores.

- Mettre en oeuvre le plan québécois de gestion de la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques.

2.7 L'UTILISATION DURABLE DU TERRITOIRE ET DES RESSOURCES

Au cours des dernières décennies, l'utilisation du territoire et une exploitation inadéquate et non durable des ressources ont provoqué, à des degrés divers, la dégradation des milieux naturels, la raréfaction de certaines ressources, la sous-utilisation ou la surutilisation des potentiels d'un sol ou la création de conflits à l'égard de l'affectation des sols et des activités.

À titre d'exemples :

- L'étalement urbain, qui se fait souvent au détriment des meilleures terres agricoles et dans des écosystèmes très productifs sur le plan faunique.
- L'agriculture, dont l'intensification, la spécialisation et la concentration géographique provoquent souvent la dégradation des sols, la contamination des eaux souterraines et de surface et la réduction de la diversité des écosystèmes agricoles.
- La forêt, qui, bien que gérée selon le principe de rendement soutenu, n'assure pas pleinement le maintien de la variété et de la productivité des écosystèmes et de leurs composantes.
- Les activités minières, qui sont responsables notamment de l'acidité d'une bonne partie des effluents qui peuvent endommager le milieu récepteur et, en particulier, diminuer de façon importante la qualité de l'habitat du poisson.

La qualité de l'environnement, particulièrement l'eau, le sol et le paysage, et la disponibilité de la ressource faunique, principalement à l'égard de sa mise en valeur, subissent les contrechocs de l'exploitation inadéquate du milieu et des autres ressources. Toutefois, l'évolution récente des connaissances, des mentalités et des perceptions a entraîné certains changements de comportements et d'attitudes à l'égard du développement socio-économique et de l'exploitation des ressources vers un plus grand respect de l'environnement.

La gestion du territoire et des ressources par l'entremise des décisions relatives à l'occupation du sol et à la mise en valeur des ressources représente un défi qui requiert de concilier harmonieusement toutes les activités humaines (ex. : urbaines, agroforestières, récréotouristiques, industrielles) dans le respect du développement durable. Afin d'atteindre cet objectif, il y a lieu de rechercher une meilleure intégration des interventions sur le territoire afin que les efforts des intervenants privés, des ministères sectoriels et des divers paliers de gouvernement, y compris les MRC et les

municipalités, se conjuguent et poursuivent des objectifs conformes au développement durable.

Le développement durable doit être un enjeu pour toute la société québécoise. C'est aussi une préoccupation gouvernementale qui doit être intégrée à l'ensemble de ses politiques et de ses interventions relatives à la gestion du territoire, des ressources et, dans bien des cas, au développement économique. Le rôle du ministère de l'Environnement et de la Faune est de conseiller le gouvernement afin qu'il puisse réaliser cette intégration. Aussi, pour le Ministère, l'enjeu consiste-t-il à **se faire le promoteur du développement durable et de la gestion intégrée des ressources.**

Le Ministère entend d'abord gérer les ressources dont il est responsable, soit l'eau et la faune, selon les principes du développement durable. Il entend également :

- Proposer au gouvernement des mécanismes et des structures destinés à assurer une meilleure intégration des interventions sur les territoires et les ressources naturelles. À cette fin, le Ministère consultera les organismes et les individus intéressés par la question du développement durable afin de connaître leurs propositions.
- Mettre éventuellement en place un Conseil québécois du développement durable.
- Poursuivre les projets de gestion intégrée des ressources actuellement en cours et en évaluer les résultats.
- Proposer et expérimenter des modèles de gestion intégrée des ressources en collaboration avec d'autres ministères, des municipalités, des MRC, des exploitants, des organismes locaux et des communautés autochtones.
- Favoriser l'implantation de la gestion intégrée des ressources dans des territoires publics ou privés en créant ou en rendant disponibles des outils techniques permettant de supporter la prise de décision de gestion pour l'ensemble des ressources du territoire.
- Élaborer et mettre en oeuvre des initiatives en éducation relative à l'environnement en vue de susciter chez les décideurs et la population en général des comportements conformes au développement durable.

2.8 LA CONSERVATION ET LA GESTION DES AIRES PROTÉGÉES

Le ministère de l'Environnement et de la Faune est responsable de l'implantation et de la gestion de deux statuts territoriaux destinés à la conservation du milieu naturel : les réserves écologiques et les parcs québécois.

2.8.1 Les réserves écologiques

Le réseau québécois des réserves écologiques s'inscrit dans un mouvement mondial de conservation permanente et intégrale d'écosystèmes naturels qui a démarré en 1969 sous l'égide de l'UNESCO. En soustrayant des milieux naturels à toute activité perturbatrice, ce statut permet d'assurer une protection intégrale aux écosystèmes du Québec qui le nécessitent.

Les objectifs poursuivis par les réserves écologiques sont :

- La protection intégrale et permanente d'échantillons naturels de l'ensemble de la diversité biologique du Québec.
- La recherche scientifique pour connaître et comprendre les processus naturels qui régissent les écosystèmes et les espèces vivantes, et pour assurer dans l'avenir une gestion appropriée de milieux comparables.
- L'éducation, s'il y a lieu, à la conservation et à l'écologie des milieux protégés.
- La sauvegarde d'habitats d'espèces animales et végétales menacées ou vulnérables.

Le Québec compte actuellement 54 réserves écologiques assurant la protection de 683,3 km² de territoire. Le Ministère estime que le réseau pourrait comprendre entre 120 et 150 sites naturels constitués en réserves écologiques.

Aussi, pour les prochaines années, l'enjeu pour le Ministère consiste à **poursuivre le développement du réseau des réserves écologiques.**

Pour ce faire, il entend :

- Mettre en oeuvre une programmation quinquennale prévoyant la constitution de 16 nouvelles réserves écologiques et la détermination d'une vingtaine de sites potentiels.
- Utiliser un cadre écologique de référence capable d'exprimer la réalité écologique à l'échelle du Québec de manière à mieux sélectionner des sites aux fins de constitution de réserves écologiques représentatives et exceptionnelles.
- Favoriser le partenariat dans les réserves écologiques.
- Accentuer la contribution des réserves écologiques à la recherche et à l'établissement de réseaux surveillance de l'environnement.
- Assurer, par une surveillance adéquate, l'intégrité écologique des réserves écologiques.

2.8.2 Les parcs québécois

Les parcs québécois sont des aires protégées dont la mission fondamentale consiste à assurer la protection permanente de territoires représentatifs des régions du Québec ou de sites naturels à caractère exceptionnel. Ils ont aussi comme rôle d'offrir à leurs usagers des activités d'éducation au milieu naturel et de favoriser la pratique d'activités récréatives de plein air dans un environnement naturel de qualité. Le territoire des parcs, tout en demeurant accessible à l'ensemble de la population, est soustrait à l'exploitation des ressources naturelles et la chasse y est interdite. La protection dont les parcs font l'objet permet d'assurer la préservation de certains éléments de la diversité biologique et d'utiliser ces territoires comme étalon pour mesurer les effets de l'utilisation des ressources naturelles à leur périphérie. Enfin, les parcs sont des territoires porteurs de valeurs patrimoniales dont le statut est reconnu mondialement.

- Le réseau actuel des parcs québécois compte 17 unités. Ils couvrent 4 248 kilomètres carrés et accueillent quelque 4 millions de visiteurs par année. Tous ces parcs sont situés au sud du 50^e parallèle, où ils représentent 14 des 43 régions naturelles du Québec. Quatre nouveaux parcs y sont présentement en voie de création, y compris le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent. Au nord du 50^e parallèle, dix-huit territoires d'une superficie de 57 000 kilomètres carrés, représentant autant de régions naturelles, ont également été réservés afin d'y créer des parcs. Ces territoires réservés sont également soustraits à l'exploitation des ressources naturelles, sauf celle de la ressource faunique.
- Le ministère de l'Environnement et de la Faune fait appel depuis plusieurs années déjà à l'entreprise privée pour l'aider à assumer des responsabilités dans les parcs. En fait, à ce jour, près de 40 entreprises ont reçu le mandat d'offrir aux usagers des parcs des activités et des services à caractère commercial. En plus de la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ), ces entreprises comprennent 25 organismes sans but lucratif et 11 à but lucratif.

Dans l'accomplissement de sa mission à l'égard des parcs, le Ministère fait face à l'enjeu suivant : **poursuivre le développement du réseau des parcs québécois et favoriser une plus grande mise en valeur de ces territoires.** Afin de relever ce défi, le Ministère doit notamment voir à l'établissement de nouveaux parcs dans les régions naturelles du Québec qui n'en comprennent pas actuellement et poursuivre la mise en valeur des parcs existants selon les plans établis pour chacun d'eux. De plus, le Ministère doit s'assurer que les ressources naturelles qui s'y trouvent sont convenablement protégées, que tous les parcs demeurent accessibles à la population et que la qualité des activités et des services qui y sont offerts est améliorée.

Plus particulièrement, le Ministère entend poursuivre les orientations suivantes :

- Créer quatre nouveaux parcs d'ici 1998, incluant le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent et poursuivre les discussions avec les intervenants concernés, notamment les communautés autochtones, en vue de la création de parcs au

nord du 50^e parallèle.

- Continuer à centrer ses interventions sur ses responsabilités fondamentales, à savoir la protection des ressources naturelles, l'accueil des visiteurs et l'éducation au milieu naturel. Dans cette perspective, il poursuivra son association avec l'entreprise privée pour offrir aux usagers des parcs toute activité et tout service à caractère commercial.
- Se doter d'une politique de financement global des parcs appuyée sur le principe de l'utilisateur-payeur et orientée vers une optimisation des revenus provenant des activités et des services offerts à la clientèle.
- Mettre plus d'accent sur la production ou la mise à jour des outils de base de gestion des parcs que sont les plans directeurs d'aménagement, de gestion des ressources naturelles et d'éducation au milieu naturel.
- Associer étroitement les organismes régionaux aux diverses facettes du devenir des parcs afin que ces derniers soient bien intégrés dans la dynamique socio-économique de la région où ils se situent.

2.9 LES INTERVENTIONS EN MILIEU AUTOCHTONE

Les grands enjeux du Ministère s'appliquent également en milieu autochtone, bien que ses interventions comportent des particularités dues au contexte politico-juridique dans lequel évoluent les communautés autochtones.

Ainsi, pour les nations crie, naskapie et inuite, la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et la Convention du Nord-Est québécois établissent un régime de chasse, de pêche et de piégeage particulier assujéti toutefois au principe de la conservation de la faune. En matière de protection de l'environnement, des structures de consultation et de concertation différentes du reste du Québec sont mises en place en vue de maintenir et de respecter les particularités sociales et régionales.

Pour les autres nations autochtones, la Loi sur les Indiens et la tenure des terres sur lesquelles ils résident font en sorte que les lois québécoises s'appliquent soit partiellement, soit différemment. De plus, le processus des revendications globales présentement en cours avec certaines nations laisse entrevoir l'instauration de mécanismes particuliers, à l'instar des conventions nordiques déjà en vigueur.

Sans attendre la conclusion d'ententes globales entre le gouvernement et les nations autochtones, et sans préjudice à leur contenu, il importe pour le Ministère de s'associer avec les Autochtones dans la poursuite de sa mission.

À cet égard, les principaux enjeux du Ministère sont de :

- Poursuivre et améliorer le dialogue avec les nations autochtones pour mettre en commun des ressources et des expertises en vue de livrer des services et des produits adaptés au milieu.

- Faire en sorte que les communautés autochtones exercent leurs activités tout en assumant des responsabilités concernant la protection de l'environnement, l'utilisation durable du territoire et des ressources ainsi que la conservation et la mise en valeur de la faune et des habitats.
- Harmoniser le plus possible les activités des Autochtones et des non-Autochtones.

De façon plus particulière, le Ministère cherchera, entre autres, à :

- Convenir d'ententes particulières avec les communautés autochtones, notamment en ce qui concerne l'utilisation et la gestion de la faune, de l'eau et des parcs en fonction de leur développement social, culturel et économique.
- Mettre en place des mesures additionnelles visant à informer les Autochtones de l'existence d'espèces susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables et de la protection de leurs habitats, et à responsabiliser les communautés autochtones dans ce domaine.
- Favoriser la contribution des connaissances autochtones à la recherche sur les populations animales et végétales ainsi que sur les écosystèmes terrestres, aquatiques, humides et riverains.

La démarche du Ministère repose sur les quinze principes adoptés par le gouvernement du Québec et la résolution adoptée par l'Assemblée nationale en matière autochtone, tout en se situant à la marge des négociations portant sur le territoire et l'autonomie gouvernementale. L'objectif ultime du Ministère demeure, tant en milieu autochtone que non autochtone, de s'assurer que les ressources, les habitats et les écosystèmes soient protégés, conservés et mis en valeur de façon durable en vue de maintenir et d'améliorer la qualité de vie de la population québécoise.

CONCLUSION

La mission confiée au Ministère de l'Environnement et de la Faune dans sa loi constitutive et dans les nombreuses lois qu'il administre est très vaste et la conjoncture dans laquelle il évolue l'ont amené à en circonscrire la portée et à préciser les éléments sur lesquels il entend d'abord faire porter son action au cours des cinq prochaines années.

Les enjeux, les orientations et les actions proposés dans les pages précédentes traduisent cette réalité et illustrent les grandes priorités adoptées par le Ministère pour assurer la protection de l'environnement et la conservation et la mise en valeur de la faune et des habitats tout en contribuant à l'atteinte des objectifs gouvernementaux de réduction des dépenses, de déréglementation, de partenariat, de régionalisation et de décentralisation.

Le Ministère a également dû revoir ses manières de faire, ses modes d'intervention et ses processus de production afin, d'une part, de s'assurer que les ressources mises à sa disposition sont utilisées le plus judicieusement possible et, d'autre part, de partager avec d'autres acteurs la réalisation de certains enjeux et de certaines activités. Un second document intitulé *Vision stratégique : les choix stratégiques 1996-1998* expose ces nouvelles manières de faire, les principaux choix que le Ministère a arrêtés ainsi que les priorités qu'il s'est donné pour s'acquitter de sa mission au cours des deux prochaines années.



VISION STRATÉGIQUE

2. LES CHOIX STRATÉGIQUES 1996-1998

Québec ☐☐

MOT DU SOUS-MINISTRE

Ce document présente les choix stratégiques que retient le ministère de l'Environnement et de la Faune pour la période 1996-1998, afin de s'acquitter de sa mission tout en faisant face aux grands enjeux auxquels il est confronté.

Les choix stratégiques 1996-1998 constitue la deuxième partie de la réflexion stratégique du Ministère. Elle découle de *Vision stratégique : les grands enjeux 1996-2001*, dans laquelle le Ministère exprime sa compréhension des principaux enjeux en matière d'environnement et de faune auxquels il faut impérativement répondre. Les responsabilités qui nous incombent étant posées, il s'agit d'arrêter maintenant les orientations et les stratégies qui nous permettront de relever les défis qui nous sont confiés. Tel est l'objet du présent document.

Les cadres du Ministère ont alimenté de leurs suggestions la réflexion qui a conduit à ces choix stratégiques. Nous avons retenu toutes les propositions qui permettaient de concourir aux objectifs prioritaires que nous poursuivons. Nous avons également accueilli favorablement les recommandations des membres du Comité ministériel sur l'organisation du travail qui visaient, entre autres, à atténuer les impacts des choix budgétaires sur le niveau de l'effectif au Ministère. Ce dernier entend également donner suite à d'autres recommandations de ce comité.

Bien sûr, le ministère de l'Environnement et de la Faune inscrit son action dans le respect des grandes politiques du gouvernement, notamment les politiques en matière de régionalisation, de déréglementation, de décentralisation, de partenariat et de réduction des dépenses du gouvernement. Le Ministère ne fait pas que se plier à ces politiques : il y participe activement et s'y engage avec dynamisme et leadership.

C'est ainsi que le ministère de l'Environnement et de la Faune épouse sans réserve les orientations gouvernementales en faveur de la régionalisation des activités de l'État. L'effort de régionalisation ne se mesure pas seulement par la proportion de l'effectif localisé en région par rapport à celui des unités centrales. Il s'exprime avant tout par la capacité du personnel du Ministère en région de répondre de façon autonome et responsable aux questions et problèmes qui leur sont soumis, sans devoir solliciter un avis ou une autorisation à une instance centrale. Ce type de régionalisation, qui accorde aux gestionnaires régionaux les marges de manoeuvre appropriées et le choix des moyens, les rend, en corollaire, imputables des décisions rendues. *Les choix stratégiques 1996-1998* prend résolument position en faveur de la régionalisation.

Le Ministère prend également acte de la volonté du gouvernement d'alléger le cadre législatif et réglementaire qui régit les rapports de l'État avec les citoyens. Le ministère de l'Environnement et de la Faune a une profonde culture de réglementation. Historiquement, ce parti pris pour la réglementation s'explique aisément. Dans le domaine de l'environnement en particulier, il a fallu, dans un premier temps, interdire ou tolérer des pratiques qui portaient préjudice à l'intégrité des écosystèmes. Puis, les domaines de l'activité humaine s'élargissant, nous avons étendu la réglementation à un nombre sans cesse grandissant de milieux, de produits, de circonstances,

d'entreprises et de personnes. La réglementation initiale a contribué à infléchir des comportements, à conscientiser et à changer des pratiques et des habitudes. Si les justiciables changent, pourquoi notre approche réglementaire demeurerait-elle immuable ? Sans discréditer la réglementation en matière d'environnement et de faune, il y a lieu de s'inscrire sans nuance dans le courant actuel de déréglementation et d'y apporter une contribution réelle et importante. Par ses choix stratégiques, le Ministère en prend le ferme engagement.

Il en va de même pour la décentralisation, c'est-à-dire la dévolution de certaines responsabilités du Ministère à d'autres instances susceptibles de les assumer plus efficacement. Nous pensons tout naturellement aux municipalités, qui pourraient hériter de pouvoirs, notamment en ce qui concerne les nuisances et la qualité de l'eau de consommation. Dans certains domaines, il faudra aussi déléguer des pouvoirs réglementaires; nous allons engager à cette fin, et à brève échéance, de véritables pourparlers avec les représentants des unions municipales. D'autres activités du Ministère pourraient également faire l'objet d'ententes de décentralisation. Par ses choix stratégiques, le Ministère souscrit à l'orientation gouvernementale en cette matière.

Sur cette question comme sur bien d'autres, le Ministère devra revoir sa conception du partenariat. Nous ne sommes plus les seuls à posséder des connaissances en environnement et en gestion de la faune. D'autres intervenants partagent nos objectifs et y concourent de façon responsable. Bref, la table est mise pour intensifier le dialogue, accroître les échanges et négocier davantage d'ententes de collaboration avec des partenaires. Dans un contexte où il serait contre-productif (et impossible de toute façon) de vouloir assumer seul les défis gigantesques de la protection totale de l'environnement et de la gestion de la faune tous azimuts, nous devons faire appel de façon ouverte et généreuse à nos partenaires. Il en va de même pour la gestion des parcs et des réserves écologiques. Dans plusieurs domaines, certains partenaires sont d'ailleurs en attente d'un geste d'ouverture de la part du Ministère. Là encore, *Les choix stratégiques 1996-1998* imprime une tangente très nette à l'action du Ministère.

Bien entendu, les présents choix sont fortement imprégnés de l'objectif gouvernemental de réduction des dépenses. Il y a d'ailleurs fort à parier que c'est précisément cette coloration qui retiendra le plus l'attention, encore que les impératifs de déréglementation, de décentralisation et de partenariat s'imposeraient même si le contexte budgétaire n'était pas aussi austère.

Oui, il y a austérité budgétaire. Le Ministère doit donc prendre plus rapidement et de façon plus incisive les virages que commandent les politiques gouvernementales décrites précédemment. Mais si nous voulons préserver notre capacité d'agir avec efficacité sur les grands enjeux, nous devons avancer de façon stratégique dans l'exercice de compressions budgétaires auquel nous sommes conviés.

En clair, cela signifie qu'il ne saurait être question d'appliquer de façon uniforme un même taux de compression à l'ensemble des unités administratives du Ministère. Cette méthode, sous prétexte d'équité, contribuerait à affaiblir l'ensemble du Ministère, alors que nous poursuivrions des activités moins importantes ou mêmes

secondaires au regard des objectifs fondamentaux de protection de l'environnement et de gestion de la faune et des parcs. En élaborant *Les choix stratégiques 1996-1998*, nous avons décidé de choisir des activités qu'il fallait abandonner ou réduire de façon significative. Nous avons également indiqué des changements d'attitude qu'il fallait répandre dans le Ministère pour nous acquitter de nos mandats de manière différente certes, mais avec le même sens des responsabilités. Nous avons sans cesse été habités par l'absolue nécessité de remplir notre mission, dans son essence propre, et de continuer à le faire de mieux en mieux.

La mise en oeuvre des choix stratégiques ne peut malheureusement se faire sans une réduction importante de l'effectif du Ministère. Une part de cette réduction, la plus grande possible je le souhaite, proviendra de postes vacants et occasionnels, des postes libérés dans le cadre du Programme ministériel de départ assisté, des économies dégagées par le Programme ministériel d'aménagement du temps de travail et d'autres mesures élaborées dans le cadre des travaux du Comité ministériel sur l'organisation du travail.

Nous accorderons une attention toute particulière aux employés touchés par la mise en oeuvre de ces choix. Nous appliquerons, avec la plus grande souplesse, les dispositions des conventions collectives et nous procéderons avec diligence afin de réduire au strict minimum la période d'incertitude. Nous ferons en sorte que les procédures de réaffectation du personnel touché soient appliquées avec transparence et dans le plus grand respect de chaque personne.

D'aucuns peuvent s'interroger sur notre capacité de continuer à offrir à la population du Québec les services qu'elle attend de nous. Sans vouloir d'aucune façon banaliser les effets de la réduction de l'effectif, on doit se dire que le Ministère pourra encore compter sur près de 3000 personnes. Des personnes qui ont des connaissances, un savoir-faire, une expertise et une volonté de déployer encore plus d'effort et d'innovation pour préserver l'essentiel, c'est-à-dire assumer notre leadership, exercer notre capacité de rassembler et intervenir avec force là où ça compte. L'application de *Choix stratégiques 1996-1998* contribuera d'ailleurs à alléger les procédures administratives et à faire davantage appel à la créativité et à la responsabilité du personnel du Ministère à tous les niveaux de l'organisation.

Nous avons déterminé les stratégies et les priorités, tracé la voie, délimité des balises importantes de notre action. Il appartient maintenant aux gestionnaires et aux employés du Ministère de prendre le relais. Concrètement, cela signifie que dans les prochaines semaines, tout le monde sera à pied d'oeuvre pour élaborer les plans d'action qui permettront au ministère de l'Environnement et de la Faune de prendre les virages indiqués ici dans l'optique de la prise en charge des responsabilités qui nous incombent et du respect du cadre financier qui nous est fixé.

Les membres du Comité exécutif du Ministère suivront la mise en oeuvre de *Choix stratégiques 1996-1998* avec une attention presque quotidienne. Ils seront attentifs à la moindre suggestion qui pourra contribuer à faciliter l'implantation des mesures de réaligement que nous avons indiquées, en autant que ces suggestions s'inscrivent dans l'atteinte des objectifs poursuivis.

La direction du Ministère est parfaitement consciente de l'effort extraordinaire que la mise en oeuvre de ces choix stratégiques demandera à l'ensemble du personnel du Ministère. Elle prend le pari qu'en joignant nos efforts, nous y parviendrons pour le plus grand profit de la qualité de l'environnement et de la saine gestion de la faune et des parcs.

Je vous remercie à l'avance de votre collaboration.

Le sous-ministre,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Pronovost', written in a cursive style.

Jean Pronovost

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1. La connaissance.....	2
1.1 Les besoins en matière d'information scientifique et technique.....	3
1.2 Une nouvelle stratégie de cueillette de données.....	4
1.3 La recherche et le développement.....	6
1.4 Le rôle des laboratoires.....	7
2. Les politiques, les programmes et la réglementation.....	8
2.1 Les programmes d'intervention.....	9
2.2 La réglementation actuelle.....	12
2.3 L'application de la réglementation.....	13
3. Le partenariat.....	16
3.1 L'établissement de liens de partenariat.....	16
3.2 La délégation de responsabilités.....	17
4. La régionalisation.....	19
5. Les mesures administratives.....	21
5.1 L'amélioration des services à la clientèle.....	22
5.2 L'optimisation des activités à caractère administratif.....	23
5.3 La réduction des dépenses.....	24
5.4 L'augmentation de ses revenus.....	25
5.5 La consolidation des technologies de l'information.....	26
5.6 Le perfectionnement du personnel.....	26
5.7 La mise en place d'unités autonomes de service.....	27
5.8 La gestion environnementale des activités du Ministère.....	27
CONCLUSION.....	29

INTRODUCTION

Dans le document *Vision stratégique : les grands enjeux 1996-2001*, le ministère de l'Environnement et de la Faune a déterminé les grands enjeux sur lesquels il voulait intervenir en priorité et énoncé les principales orientations qu'il entendait prendre pour y parvenir

S'il veut négocier les virages indiqués et épouser les grandes politiques gouvernementales relatives à la régionalisation, la décentralisation, la déréglementation et la réduction de la taille de l'État, le Ministère doit apporter des changements importants à sa façon de travailler. C'est ainsi qu'il doit :

- axer son action sur des objets qui ont des impacts tangibles sur l'environnement et la faune, ce qui l'amène à abandonner complètement des activités associées moins directement à la mission du Ministère;
- cibler ses interventions de manière à en maximiser les effets sur la faune, l'environnement, la préservation du patrimoine naturel et la qualité des services à la clientèle;
- alléger la réglementation et les procédures d'intervention;
- accroître l'autonomie et la marge de manoeuvre du personnel du Ministère, et de façon plus marquée, des personnes agissant en région;
- faire appel aux partenaires, notamment dans le domaine de la connaissance, de la gestion de certaines espèces fauniques et des activités commerciales dans les parcs de même qu'à l'égard du contrôle de certaines activités en matière d'environnement;
- déléguer à d'autres administrations des responsabilités qui pourraient avantageusement relever de leurs compétences propres.

Ces changements dans nos façons de faire commandent une révision de nos pratiques en matière de :

- connaissance
- politique, programme, réglementation
- partenariat
- régionalisation
- mesures administratives

Le ministère de l'Environnement et de la Faune aborde ces changements en s'appuyant sur les principes suivants :

- le maintien de standards élevés en matière de protection de l'environnement et de gestion de la faune, de l'eau, des parcs et des réserves écologiques

conformément aux exigences des sociétés développées;

- l'exercice du leadership du Ministère sur les objets de sa mission, un leadership d'ouverture qui fait notamment appel au partage des responsabilités;
- l'intégration de l'action du Ministère aux stratégies de développement de la société québécoise, notamment dans le domaine économique;
- un rapport avec les citoyens et les entreprises marqué au coin de la confiance et du respect mutuel;
- la prise en charge, en exclusivité, des responsabilités qui incombent incontestablement à l'État et le partage des responsabilités auxiliaires avec divers partenaires;
- une gestion et des actions qui visent les résultats bien davantage que les processus;
- un mode de fonctionnement par lequel les interventions du Ministère se réalisent avant tout en région.

Telle est la toile de fond sur laquelle fut élaboré *Les Choix stratégiques 1996-1998*, qui définit les stratégies et arrête les principaux choix de gestion et d'action du ministère de l'Environnement et de la Faune.

À l'égard des virages que ces choix proposent au Ministère, nous mettrons en place des indicateurs significatifs qui permettront, d'une part, de vérifier si l'orientation souhaitée a bel et bien été suivie et, d'autre part, de mesurer les effets nets des orientations choisies sur l'environnement, la faune et les aires protégées. Les divers secteurs du Ministère seront mis à contribution pour sélectionner ces indicateurs. De même, la direction du Ministère consultera les principaux partenaires externes sur son choix d'indicateurs. Le Ministère a l'obligation de rendre compte à la population québécoise, à ses partenaires et à son personnel des résultats et des effets de ses politiques, stratégies et choix de gestion.

1. LA CONNAISSANCE

La complexité et l'ampleur des questions environnementales et fauniques font de la gestion des connaissances (acquisition, conservation, traitement et diffusion) un facteur-clé de la prise de décision, de l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en place et de la sensibilisation du public. La connaissance figure donc comme une condition préalable et nécessaire à la conservation et à la mise en valeur des ressources et des milieux. Cela en fait une des responsabilités fondamentales d'un organisme public comme le ministère de l'Environnement et de la Faune.

Il faut toutefois reconnaître que le Ministère recueille parfois certaines données scientifiques et techniques qui sont peu utilisées ou peu traitées, axées sur des

situations peu problématiques ou peu liées aux opérations ou à ses interventions spécifiques.

Aussi, le contexte budgétaire et la poursuite d'un usage plus judicieux des fonds publics, bien sûr, mais également la présence de nombreux autres acteurs dans le domaine de la connaissance et de la recherche, en environnement en particulier, amènent le Ministère à revoir en premier lieu l'étendue des domaines dans lesquels il doit disposer de connaissances et les moyens qu'il doit mettre en oeuvre pour les gérer. En deuxième lieu, le Ministère doit rechercher activement la participation d'autres intervenants qui peuvent contribuer à étendre et à diversifier les connaissances utiles à l'accomplissement de son mandat.

Le Ministère choisit de poursuivre activement ses efforts d'acquisition de connaissances et de production de bilans, de rapports sur l'état de l'environnement et de plans de gestion de la faune. Il prend cependant l'option de recentrer ces efforts afin qu'ils répondent à ses besoins essentiels d'information tout en misant sur de nouvelles façons de faire. Aussi, concentrera-t-il ses énergies sur les connaissances qui sont requises pour la prise de décision, orientées vers les grands enjeux stratégiques et qui ne sont pas disponibles ou ne peuvent être acquises à moindre coût par d'autres intervenants publics ou privés. Il mettra également sur des méthodes de travail plus souples afin d'optimiser l'utilisation des ressources humaines et financières qu'il consacre à la gestion des connaissances.

À cet égard, le Ministère précise ici ses nouvelles orientations dans le domaine des connaissances quant à :

- ses besoins en matière d'information scientifique et technique;
- sa stratégie de cueillette de données;
- ses activités de recherche et de développement;
- ses activités de laboratoire.

1.1 Les besoins en matière d'information scientifique et technique

Le Ministère reverra l'ensemble des informations scientifiques et techniques qu'il collige afin de s'assurer qu'elles correspondent aux orientations suivantes:

- des informations directement liées aux priorités et aux problèmes majeurs sur lesquels il entend intervenir et qui guideront la prise de décision à l'égard des interventions, programmes, règlements, ou autres; ces priorités seront révisées annuellement au regard des grands enjeux et de l'évolution de la situation des ressources dont le Ministère est gestionnaire;
- des informations sur l'état des ressources et des milieux et les pressions auxquelles ils sont soumis, informations qui seront notamment consignées dans des rapports sur l'état de l'environnement et des plans de gestion faunique et qui serviront de base aux programmes d'intervention et de sensibilisation;
- des informations axées sur la compréhension des écosystèmes et des impacts

des activités humaines sur ceux-ci;

- des informations qui lui permettront de suivre l'évolution des tendances en matière d'environnement et de faune afin de planifier adéquatement ses interventions et d'agir, dans la mesure du possible, de façon préventive.

Précision des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

Le Ministère déterminera les données qu'il considère essentielles en fonction des critères établis ci-haut à partir d'un inventaire de données.

La fonction d'acquisition de connaissance est nettement orientée vers l'obtention des informations nécessaires à l'élaboration des politiques, programmes et règlements. Cette fonction sera donc intégrée aux directions générales responsables de l'élaboration des politiques, programmes et règlements. L'essentiel du mandat de la Direction générale de la connaissance des écosystèmes étant pris en charge par d'autres unités, cette Direction générale sera abolie et son personnel sera redéployé.

Les données, ou les ensembles de données, qui ne sont pas essentielles ne seront plus cueillies et les systèmes qui les supportent, s'il y a lieu, seront abandonnés. À l'inverse, il est possible que l'inventaire des données montre qu'il existe des domaines prioritaires pour lesquels le Ministère ne dispose pas encore de données adéquates. Le cas échéant, des dispositions seront prises pour combler ces lacunes.

1.2 Une nouvelle stratégie de cueillette des données

Le Ministère dispose de ses propres réseaux de cueillette de données d'où il tire les nombreuses informations scientifiques et techniques dont il a besoin pour assumer sa mission. Or, nombreux sont les autres intervenants qui disposent de données et de connaissances sur l'environnement ou, dans une moindre mesure, sur la faune, et qui ont su développer une expertise en la matière. En effet, les autres ministères, le gouvernement fédéral, les municipalités, les organismes locaux ou régionaux, les associations, les promoteurs, les institutions d'enseignement et de recherche et certaines grandes entreprises sont autant d'intervenants qui disposent de données scientifiques et techniques pouvant intéresser le Ministère ou qui ont l'expertise nécessaire pour les recueillir.

Le Ministère estime donc qu'il est opportun de s'appuyer davantage sur cette expertise et de concentrer ses actions sur l'analyse et l'interprétation des données afin de dégager les constats nécessaires à la prise de décision. En conséquence, il s'assurera que l'information technique et scientifique qui lui est essentielle soit

disponible en misant sur une nouvelle stratégie d'acquisition de données qui consiste à :

- établir un partenariat avec divers intervenants pour la prise en charge, par ces derniers, de la cueillette de l'information scientifique et technique nécessaire au Ministère;
- miser sur les échanges d'information et de services; par exemple, le Ministère pourrait fournir certaines données dont il dispose ou partager son expertise scientifique et technique avec un organisme externe en échange de données recueillies par cet organisme;
- exiger, dans tous les cas où cela est possible, que les promoteurs fournissent les données environnementales requises pour le suivi des interventions.

Toutefois, à l'égard de certaines problématiques particulières ou dans les cas où il n'est pas possible ou économiquement rentable de recourir à l'expertise externe, le Ministère devra effectuer lui-même la cueillette d'information. Il procédera alors par échantillonnage plutôt que par recensement systématique.

Précision des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

La réévaluation des besoins en information scientifique et technique et l'adoption d'une nouvelle stratégie de cueillette de données se traduiront par la réduction, à compter de 1996-1997, de 10 % des ressources consacrées aux activités d'acquisition de connaissances et de cueillette de données.

Cette réduction ne sera pas faite de façon uniforme; elle sera plutôt appliquée en fonction des besoins, des priorités, et des particularités des clientèles externe et interne. À cet égard, le Ministère réévaluera particulièrement les besoins en matière de données sur la qualité de l'air et sur la climatologie. De plus, il instaurera le principe de l'utilisateur-payeur et facturera à ses clients externes le coût des données qui leur sont fournies.

Par ailleurs, le Ministère entreprendra des discussions avec le gouvernement fédéral pour qu'il offre au Québec les mêmes services que dans les autres provinces relativement à la qualité de l'air et à la climatologie.

1.3 La recherche et le développement

La protection de l'environnement de même que la conservation et la mise en valeur de la faune soulèvent des problèmes complexes qui, souvent, sont imbriqués. Les connaissances en ces domaines sont d'ailleurs encore limitées. Il est donc nécessaire, d'une part, d'acquérir de nouvelles connaissances sur les objets mêmes de l'intervention du Ministère comme les écosystèmes, les polluants de toutes sortes, la biologie de certaines espèces moins connues ou les habitats fauniques. Il faut, d'autre part, dégager les solutions technologiques appropriées afin de détecter et de mesurer précisément les sources de détérioration environnementale de même que pour prévenir ou corriger les dommages.

Dans ce contexte, la recherche et le développement apparaissent comme des éléments essentiels pour assurer les progrès scientifiques et techniques qui permettront d'améliorer nos interventions et de soutenir efficacement celles de nos partenaires. C'est pourquoi il est fondamental pour le Ministère non seulement d'être au fait des tendances, des nouvelles découvertes et des développements technologiques, mais également de jouer un rôle de catalyseur en investissant dans ce secteur en fonction de ses grandes priorités environnementales et fauniques.

Le Ministère possède une expérience reconnue en matière de recherche et de développement en ce qui concerne l'environnement, la diversité biologique, le milieu naturel et la faune. Il a également établi des partenariats très profitables dans ces domaines. C'est pourquoi il entend :

- maintenir les ressources internes actuellement consacrées aux activités de recherche et de développement;
- maintenir le niveau actuel des ressources consacrées jusqu'ici au soutien à la recherche et au développement;
- associer étroitement les institutions d'enseignement et de recherche ainsi que les organismes nationaux ou régionaux concernés à la définition des priorités de recherche et de développement dans les domaines de l'environnement et de la faune, en particulier dans les secteurs prioritaires; il privilégiera les projets qui comportent les meilleurs effets d'entraînement sur l'amélioration de la qualité de l'environnement ainsi que sur la conservation et la mise en valeur de la faune et des habitats.

Toutefois, il coordonnera les activités de support à la recherche à partir d'une structure administrative légère, soit un comité directeur sur la recherche appuyé d'une équipe réduite. Il s'agit, en somme, d'affecter à des activités de recherche proprement dites, les budgets alloués jusqu'ici à la coordination des activités de recherche effectuées par des partenaires externes.

Précision des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

Les ressources internes actuellement consacrées aux activités de recherche et de développement dans les différentes unités sectorielles du Ministère seront maintenues. Leurs priorités devront cependant bien correspondre aux orientations et aux choix stratégiques du Ministère. Leurs manières de faire seront également touchées puisqu'elles devront consentir un effort plus important pour s'associer à des partenaires externes et créer une plus grande synergie.

Le principal changement instauré ici concerne la manière dont le Ministère structurera la coordination et l'analyse des projets qui lui seront soumis aux fins de subvention à la recherche et au développement par des organismes externes. À compter du 1^{er} avril 1996, le mandat de la Direction de la coordination de la recherche sera assumé par une équipe de trois personnes relevant de l'actuelle Direction des affaires institutionnelles et par un comité directeur composé de représentants des unités administratives intéressées. Ce comité directeur, qui pourra s'associer des conseillers externes, agira également à titre de comité de sélection des projets de recherche soumis au Ministère aux fins de subvention.

1.4 Le rôle des laboratoires

Le Ministère compte quatre laboratoires qui ont développé une expertise de pointe dans l'analyse nécessaire aux activités de connaissance, de contrôle, d'inspection et d'enquête du Ministère, et dans l'accréditation des laboratoires privés, municipaux et institutionnels. En outre, la Direction des laboratoires possède maintenant une expertise en matière d'analyse des risques que font courir à la santé et à l'environnement les différentes substances toxiques.

Le contexte actuel amène le Ministère à revoir ses manières de travailler afin de réduire ses besoins en matière d'expertise analytique.

Par ailleurs, le secteur privé et le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) ont instauré au fil des ans des processus d'accréditation des laboratoires qui permettraient au Ministère de se retirer sans risque du domaine de l'accréditation. Ce n'était évidemment pas le cas il y a dix ou quinze ans. En cette matière comme en bien d'autres, la sanction d'un Ministère n'est plus la seule garantie de la compétence et de la responsabilité.

La révision du rôle des laboratoires s'appuiera sur les orientations suivantes :

- maintenir et développer une expertise analytique de premier plan pour supporter les activités d'enquête et les interventions lors d'urgences environnementales;

- recevoir, des directions régionales et centrales, moins de demandes d'analyses requises aux fins de connaissance, de contrôle, d'inspection et d'enquête; il faudra que les unités qui demandent des analyses concentrent leurs demandes sur les enjeux prioritaires et réduisent le nombre d'échantillons au minimum nécessaire pour assurer la fiabilité requise;
- confier au CRIQ l'accréditation des laboratoires;
- recourir davantage aux experts en santé publique et aux experts universitaires en analyse de risque (analyses de type épidémiologique de grande complexité), puisque de toute façon, ces derniers affichent, aux yeux de nos interlocuteurs, une neutralité profitable à l'avancement des débats. Il faut reconnaître par ailleurs que ce domaine d'expertise demeure largement expérimental.

Précision des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

La diminution des demandes d'analyse se traduira, en 1996-1997, par une réduction de 10 % des ressources affectées aux analyses de laboratoire dans les domaines de l'environnement et de la faune.

Puisque d'autres processus d'accréditation existent déjà, le Ministère abandonnera son programme d'accréditation des laboratoires. Il cherchera, d'ici au 30 septembre, à conclure des ententes par lesquelles les ressources qui sont présentement affectées à ce processus seront transférées au CRIQ dès que ces ententes auront été conclues.

Le Ministère désignera un responsable ministériel en analyse de risque dont le mandat sera de suivre l'évolution des connaissances dans le domaine, d'établir des liaisons continues avec les experts du milieu universitaire et d'encadrer les activités du Ministère dans ce champ de préoccupation. Par conséquent, le mandat de la Division « analyse de risque » de la Direction des laboratoires ne sera pas renouvelé à compter du 1^{er} mai 1996.

2. LES POLITIQUES, LES PROGRAMMES ET LA RÉGLEMENTATION

Dans son action, le ministère de l'Environnement et de la Faune a misé jusqu'ici sur la réglementation plus que sur tout autre moyen d'intervention. Or, l'expérience a fait ressortir les limites à l'efficacité et à l'application concrète de l'approche de type réglementaire parce qu'elle ne vise pas toujours les bonnes cibles, qu'elle est souvent lourde pour la population, les entreprises et le Ministère et parce qu'elle s'adapte très difficilement, et souvent au prix d'une complexité encore plus grande, aux particularités locales ou régionales.

Tout en reconnaissant qu'il faudra toujours une certaine assise réglementaire, le Ministère estime que la société québécoise est suffisamment mature pour amorcer un virage vers une plus grande responsabilisation des citoyens et des entreprises à l'égard de la protection de l'environnement et de la conservation et la mise en valeur de la faune et des habitats.

L'atteinte des objectifs environnementaux et fauniques devrait par conséquent reposer à la fois sur des mesures réglementaires appropriées, sur des mesures incitatives encourageant les comportements respectueux à l'égard des écosystèmes et des ressources naturelles et sur des actions faisant appel à la responsabilité des citoyens et des entreprises. La réglementation ne devrait plus être la réponse quasi unique à tout problème environnemental ou faunique soumis au Ministère.

Il est donc impératif de revoir en profondeur nos façons de faire pour perdre, en quelque sorte, le réflexe réglementaire, mettre au point de nouvelles approches dans nos programmes d'intervention et orienter notre action vers les résultats les plus significatifs. Le Ministère doit en outre alléger la réglementation en vigueur et améliorer la performance de ses processus d'élaboration et d'application des règlements.

Certains virages souhaités ici requerront vraisemblablement des changements dans l'assise juridique qui supporte les interventions en matière d'environnement et de faune. Le cas échéant, il faudra sensibiliser le législateur au besoin d'assouplir le cadre juridique qui régit l'exercice des pouvoirs et des responsabilités dans ces domaines.

2.1 Les programmes d'intervention

Dorénavant, le ministère de l'Environnement et de la Faune interviendra selon une nouvelle approche basée sur une combinaison de moyens préventifs et incitatifs, l'approche réglementaire n'étant considérée qu'en dernier recours et pour des objectifs bien précis.

Le partenariat, dont il sera question au chapitre suivant, l'usage d'instruments économiques et une plus grande responsabilité des entreprises et des individus, entres autres, nous permettront de diversifier nos approches et de diminuer le recours à la réglementation.

De même, la promotion du développement durable, la sensibilisation et l'éducation doivent faire partie des moyens d'intervention du Ministère pour que la population, d'une part, et les entreprises, les organismes, les individus dont les activités ont des impacts sur les écosystèmes ou les ressources, d'autre part, adoptent des comportements conformes au développement durable.

Il existe différentes catégories d'instruments économiques qui peuvent constituer des éléments d'une stratégie de protection de l'environnement. Par exemple : les redevances pour l'exploitation de milieux et des ressources; les permis négociables, qui reposent sur le principe que toute augmentation d'émission de polluants doit être

compensée par une diminution d'émission d'égale ou de plus grande importance; les mesures fiscales; la consignation de contenants ou de pneus; les subventions.

Il faut aussi valoriser la responsabilité des entreprises, des individus et des groupes à l'égard de la protection de l'environnement et de la gestion et la mise en valeur de la faune. C'est ainsi, par exemple, que des ententes peuvent être conclues avec des entreprises ou associations crédibles sur des modes d'autocontrôle ou sur des mécanismes efficaces de protection environnementale qui évitent le recours à un règlement ou à des inspections routinières.

Bien sûr, les solutions de rechange à la réglementation ne sont guère étendues et n'ont généralement pas été aussi éprouvées que les règlements. C'est précisément parce qu'ils comportent une bonne part d'innovation qu'il faudra redoubler d'effort pour concevoir et mettre en place ces modes d'intervention différents.

Le Ministère a donc l'intention de :

- préparer et mettre en place des stratégies d'action reposant sur une combinaison de modes d'intervention : taxes, mesures fiscales, soutien financier, mécanismes du marché, intendance privée, ententes de coopération avec des entreprises crédibles ou des associations, délégation de certaines responsabilités de contrôle ou de certains mandats, engagements formels des intervenants, règlement, etc.;
- privilégier le recours aux moyens préventifs et incitatifs lors du choix de la stratégie d'intervention à l'égard d'une problématique prioritaire en ayant recours à la réglementation lorsque les autres moyens ne peuvent pas permettre d'atteindre les objectifs et, dans la mesure du possible, adapter ses programmes d'intervention aux réalités régionales;
- mettre au point les instruments économiques appropriés, les intégrer aux stratégies d'intervention du Ministère et les faire connaître à la population en général comme moyens incitatifs efficaces;
- établir, en collaboration avec le ministère de l'Éducation et les autres ministères responsables de la gestion des ressources naturelles, un programme d'étude officiel et un programme de perfectionnement en éducation relative à l'environnement;
- proposer des modèles de gestion intégré des ressources en collaboration avec d'autres ministères, des municipalités, des MRC, des exploitants du milieu et des ressources et des organismes locaux et régionaux.

Par ailleurs, lorsque le recours à des outils réglementaires sera nécessaire, la réglementation devra être simple d'application, facile à comprendre pour le citoyen; elle devra établir des règles du jeu claires pour les personnes et les entreprises. Elle devra également :

- viser les problèmes les plus importants, déterminés en fonction du risque et des

gains environnementaux, fauniques et socio-économiques;

- quand les résultats attendus sont mesurables, être axée sur des objectifs de réduction de rejets ou d'autres unités d'évaluation; le client ayant le choix des moyens;
- faire participer le personnel du Ministère en région et ce, tant sur les objectifs que sur les contenus particuliers d'une éventuelle réglementation;
- être constituée de niveaux d'exigences ou de modalités d'application et de contrôle qui tiennent compte des coûts pour l'État et pour les clients de même que des bénéfices escomptés;
- être adaptée aux réalités régionales et modulée en fonction de la sensibilité des milieux à protéger, de l'état des ressources fauniques et des besoins d'autonomie des partenaires, particulièrement dans le cadre de la mise en valeur des milieux et de la faune.

De plus, lors de l'élaboration d'un projet de règlement, le Ministère tiendra compte du fait que l'application du règlement projeté requerra des ressources additionnelles. Il cherchera donc à trouver ailleurs des allègements, réglementaires ou autres, de manière à ne pas accroître les ressources en matière d'inspection, de contrôle et d'analyse.

Afin d'améliorer sa performance dans l'élaboration de ses programmes d'intervention, le Ministère ajustera ses processus d'élaboration des politiques, des programmes et des règlements. À cet égard, il entend :

- considérer, lors de l'élaboration des politiques, des programmes et des règlements, les divers aspects légaux, financiers et organisationnels dans les processus et faire en sorte que ces processus couvrent toutes les étapes, de l'analyse de la problématique jusqu'à la mise en oeuvre des solutions retenues. À cette fin, associer étroitement les praticiens travaillant en région aux diverses phases de la conception de ces politiques, programmes et règlements;
- confier l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques, des programmes et des règlements à des équipes multidisciplinaires placées sous la responsabilité d'un gestionnaire ou d'un chargé de dossier qui verra notamment à harmoniser les rapports entre les équipes en région et celles des unités centrales.

Précision des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

Les personnes affectées à l'élaboration des programmes d'intervention seront appelées à diversifier leur expertise et à considérer d'autres voies que la réglementation dans la recherche de solutions variées aux problèmes environnementaux et fauniques.

Afin de donner un signal clair du virage qu'il entend prendre, le Ministère réduira, le 1^{er} mai 1996, de 15 % les ressources consacrées dans les unités centrales à l'élaboration des normes, des directives et des règlements.

Il réduira de 40 % les ressources affectées à la coordination réglementaire et procédera à un redéploiement des ressources restantes.

Un nouveau modèle d'élaboration des lois, des règlements et des politiques sera proposé sous peu. Il s'inspirera de celui utilisé au secteur faune et s'articulera, d'une part, autour d'ateliers thématiques des unités centrales et des régions regroupant les spécialistes des unités centrales et des régions des champs d'activité en question et, d'autre part, de comités de gestionnaires de premier niveau acheminant des recommandations aux autorités. Il mariera également les préoccupations techniques aux préoccupations administratives et socio-politiques.

2.2 La réglementation actuelle

Même si le Ministère adopte une nouvelle approche dans l'élaboration de ses politiques, programmes, normes et directives et qu'il décide d'intervenir le moins possible par l'entremise de la réglementation, le changement ne se fera réellement sentir dans la population que s'il révisé en profondeur, avec le même esprit de simplification, de responsabilisation et de clarification, la panoplie de règlements qui sont actuellement en vigueur et qui régissent les interventions des citoyens et des entreprises dans les domaines de l'environnement et de la faune. Ce faisant, le Ministère contribuera de façon importante et concrète à l'effort gouvernemental d'allègement de la réglementation.

Pour ce faire, le Ministère a l'intention :

- d'évaluer et de mettre à jour ses lois et ses règlements selon les orientations énoncées dans le Plan triennal de déréglementation qui visent entre autres : à simplifier et à clarifier les exigences pour les citoyens en soustrayant certaines activités à l'application réglementaire et en réduisant au minimum les exigences administratives auxquelles ils doivent se conformer; à abolir les règlements désuets; à simplifier la réécriture des règlements pour les rendre plus compréhensibles;
- d'apporter les ajustements ponctuels nécessaires afin de régler rapidement les principaux problèmes d'application et les irritants majeurs pour la clientèle plutôt que de procéder à d'ambitieux projets de refonte qui entraînent des délais importants;
- avec le concours des intervenants en région, de répertorier les dispositions réglementaires inapplicables ou inappliquées au cours des dernières années et

d'étudier sérieusement la pertinence de les abroger.

À plus court terme, le Ministère concentrera ses efforts sur les dossiers suivants :

- compléter la révision du système actuel d'autorisation prévu dans la Loi sur la qualité de l'environnement afin de mieux circonscrire les activités nécessitant une autorisation préalable et rendre le processus plus simple, plus souple et plus expéditif, ce qui réduira les coûts et les délais pour les clients de même que les charges administratives du Ministère;
- dans le domaine industriel, en particulier, accélérer la révision des règlements actuels dont les normes portent sur la localisation, la conception et l'exploitation afin de les alléger et de maintenir uniquement les normes de rejets;
- poursuivre la révision en profondeur du processus d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux des projets d'envergure;
- adopter et mettre en application un programme d'intervention sur la prévention de la pollution d'origine agricole (eau-air-sol), réviser au préalable le projet de règlement en fonction des nouvelles orientations ministérielles;
- élargir aux terres privées la portée du Règlement sur les habitats fauniques, qui ne s'applique présentement qu'aux terres publiques;
- avec l'accord des organismes centraux, prendre les mesures nécessaires afin de régulariser les empiétements sur le domaine hydrique public.

Précision des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

À la suite de la révision de l'ensemble de la réglementation, notamment des systèmes d'autorisation, le Ministère prévoit une diminution significative et permanente des gestes à poser par le personnel du Ministère au regard des demandes d'actes statutaires, par exemple des certificats d'autorisation. À compter du 1^{er} octobre 1996, il réduira de 5 % les ressources affectées par les directions régionales à l'analyse des demandes d'autorisation.

2.3 L'application de la réglementation

Pour obtenir des résultats plus concrets, il ne suffit pas de revoir l'étendue de nos interventions et la manière dont sont élaborés les règlements, il faut aussi repenser leur mise en application. Cette dernière doit évidemment être centrée sur les grands problèmes environnementaux et fauniques, mais elle doit aussi faire davantage place à la responsabilité des entreprises et des individus, laisser plus d'autonomie aux

directions régionales et s'ouvrir à la sensibilisation et au conseil, notamment auprès des PME.

En misant davantage sur l'autocontrôle, le Ministère est conscient qu'il change une dynamique qui fait non seulement appel à des modifications de ses propres attitudes, mais également de celles d'intervenants externes sur lesquels il a peu de prise. Il y aura une période de transition pendant laquelle le personnel sera sollicité pour faire de la sensibilisation auprès des entreprises et pour convenir d'ententes avec ces dernières portant notamment sur la prise de données et le suivi environnemental.

À cet égard, le recours à des normes privées de gestion environnementale (ISO 14000), élaborées actuellement à l'échelle internationale, facilitera cette approche d'autocontrôle. Les entreprises et les institutions qui seront accréditées en vertu de ces normes auront fait la démonstration qu'elles ont mis en place un système fiable de gestion environnementale, ce qui justifiera le fait que le Ministère entretienne avec elles des rapports différents.

Par ailleurs, en se concentrant sur les problèmes majeurs, il faudra faire en sorte qu'en cas de manquement grave, les moyens coercitifs et les pénalités imposées aux contrevenants soient révisés et aient un rapport avec le dommage causé à l'environnement et à la faune.

C'est ainsi que le Ministère adopte les orientations suivantes :

- responsabiliser les individus, les entreprises et les municipalités au suivi des interventions en s'appuyant davantage sur l'autocontrôle, en exigeant, lorsque cela est possible, qu'elles transmettent au Ministère les données nécessaires au suivi des interventions;
- favoriser aussi la vérification environnementale par un tiers; sur la foi d'une évaluation indépendante (audit environnemental, par exemple), des autorisations pourraient être délivrées ou des inspections pourraient être faites de façon nettement plus sporadiques;
- participer activement à l'adaptation des normes ISO de la série 14000 au contexte québécois; alléger des contrôles à l'égard des entreprises accréditées en vertu de ces normes;
- mettre au point de nouvelles façons d'agir avec les clientèles afin de passer d'un mode strictement régulateur à une approche plus large en intégrant dans les interventions de contrôle, des actions d'aide-conseil (toutefois, le client demeurera entièrement responsable des choix qu'il aura effectués);
- adapter les stratégies de contrôle et les programmes d'inspection pour axer davantage les interventions sur les problèmes environnementaux régionaux les plus aigus;
- adopter des moyens coercitifs qui soient significatifs et exemplaires pour les contrevenants;

- recentrer les activités du Service de la conservation de la faune sur sa mission fondamentale de protection de la faune et des habitats fauniques; à cette fin, poursuivre la mise en application des recommandations consignées dans le document *La planification stratégique au Service de la conservation de la faune*, qui prévoit notamment un redéploiement des ressources, la révision du rôle et des pouvoirs des auxiliaires et le renouvellement des modes d'intervention.

Dans un autre ordre d'idées, le ministère de l'Environnement et de la Faune doit composer avec le fait qu'un nombre grandissant de décisions qu'il a à prendre ne reposent pas sur des certitudes scientifiques. Il a beau multiplier les avis qui, au demeurant, ne convergent pas tous, il devra éventuellement trancher, arbitrer, décider en acceptant de prendre un certain risque. Les experts ne peuvent pas, dans un tel contexte, faire déraisonnablement obstacle à la prise de décision en invoquant la moindre inexactitude scientifique. En contrepartie, les gestionnaires ne doivent pas exiger des experts qu'ils produisent des arguments scientifiques douteux à l'appui de décisions purement administratives. Chacun devrait se sentir concerné par la décision à prendre en ayant à l'esprit les impératifs environnementaux ou fauniques en même temps que les enjeux sociaux et économiques en cause et le service à la clientèle. L'indécision comporte elle aussi sa part de risques. À cet égard, le Ministère entend :

- favoriser le rapprochement des gestionnaires et des experts afin de raffermir la responsabilité institutionnelle des uns et des autres, de dénouer des impasses scientifiques, d'accélérer le processus décisionnel et d'améliorer le service à la clientèle.

Précision des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

Les nouvelles orientations relatives à la mise en application de la réglementation auront des effets à la fois sur le niveau des ressources que le Ministère attribuera à cette activité et sur la nature des tâches du personnel qui lui est affecté.

Le suivi des programmes d'intervention se traduira par une diminution des gestes à poser en réduisant notamment les inspections systématiques.

Les ressources consacrées à l'application réglementaire, soit aux divisions-contrôle et aux services de la conservation de la faune, seront réduites respectivement de 0,2 M\$ et de 0,58 M\$ à compter du 1^{er} octobre 1996.

Puisque les activités d'enquête environnementale seront essentiellement concentrées sur les cas les plus importants, le nombre d'enquêtes diminuera, réduisant ainsi les efforts à investir dans ces activités. Aussi, à compter du 1^{er} octobre 1996, les ressources consacrées aux activités d'enquête seront réduites de 133 000,00 \$; elles feront également l'objet d'un redéploiement en région en fonction des besoins. Le Ministère conservera, au sein de la Direction générale des opérations, une équipe réduite pour les enquêtes spéciales et les expertises particulières.

3. LE PARTENARIAT

La conservation et l'utilisation durable des milieux et des ressources sont de moins en moins considérées comme des freins au développement. Au contraire, des ressources abondantes et gérées de façon durable, des milieux de qualité, un environnement sain, des sites protégés sont autant d'éléments sur lesquels s'appuient les leaders locaux et régionaux pour orienter leur développement, assurer une meilleure mise en valeur de leur milieu et en retirer des bénéfices sociaux et économiques optimums.

Nombreux sont ceux qui sont déjà engagés dans la protection de l'environnement, la conservation et la mise en valeur de la faune, la gestion intégrée des ressources, ou encore, qui ont l'expertise nécessaire pour le faire. Les municipalités, les MRC, les conseils régionaux, d'autres ministères, des organismes non gouvernementaux, les institutions d'enseignement ou de recherche et certaines entreprises contribuent déjà à l'atteinte de nos objectifs et pourraient le faire davantage.

3.1 L'établissement de liens de partenariat

Le Ministère a l'intention de s'associer plus étroitement à d'autres organismes et d'établir des relations de partenariat afin de susciter un plus grand partage des responsabilités sur les enjeux environnementaux et fauniques.

À cet égard, il associera davantage d'autres intervenants dans la détermination de ses objectifs et des moyens qu'il entend prendre pour les atteindre. La consultation et la concertation feront davantage partie de l'approche ministérielle, que ce soit à l'échelle nationale, régionale ou locale. C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'il soutient financièrement les conseils régionaux de l'environnement et qu'il mettra bientôt en place le Conseil québécois du développement durable et l'Assemblée permanente Environnement et Faune, laquelle sera présidée par le ministre et regroupera des organismes dont le leadership ou l'expertise est reconnu en matière d'environnement ou de faune.

Le Ministère cherchera également à :

- susciter davantage le partenariat avec les intervenants de différents secteurs d'activité, par exemple les industries et les associations industrielles; à cet égard,

adapter la stratégie de contrôle en y intégrant des moyens autres que répressifs pour les entreprises ayant pris des engagements fermes (ententes formelles) assurant le respect des normes et la publication régulière de leur performance environnementale (audit); mettre de l'avant un programme de reconnaissance à l'intention des entreprises ayant consenti des efforts louables dans l'application rigoureuse de la réglementation;

- mettre au point des programmes d'intendance privée, à savoir la réalisation, par des propriétaires fonciers, d'interventions destinées à maintenir ou à améliorer la productivité faunique des habitats situés sur leur propriété;
- conclure des ententes particulières avec les communautés autochtones qui le désirent pour établir, de façon temporaire, des modalités particulières de gestion de la faune;

Le Ministère associera également des partenaires à la gestion des parcs et il fera en sorte que certaines stratégies de développement des parcs soient intégrées aux priorités de développement régional. Il fera appel à des organismes ou des entreprises pour diversifier et offrir les services à caractère commercial. Il s'associera à des organismes locaux à vocation éducative ou orientés vers la sensibilisation au milieu naturel afin d'étendre les services d'accueil et d'interprétation. En bon partenaire, le Ministère investira dans la consolidation et le développement des parcs : il consacrera des budgets aux immobilisations et à la création de nouveaux parcs, notamment dans le Nord du Québec. Enfin, il affectera à l'amélioration de l'infrastructure des parcs la totalité des revenus qui y seront perçus à partir de la tarification d'accès et des autres modes de financement.

En ce qui concerne plus particulièrement la question des barrages, le Ministère entend intéresser d'autres intervenants à leur gestion. Le rôle essentiel du Ministère est de gérer les débits des rivières et les niveaux d'eau des réservoirs pour répondre à certains besoins comme l'eau potable, la réduction des crues, la régularisation des débits, le maintien des habitats fauniques ou l'hydroélectricité. Toutefois, il a l'intention de :

- poursuivre les démarches entreprises en vue de céder les barrages publics aux tiers qui en sont les principaux utilisateurs ou bénéficiaires;
- continuer à assumer ses responsabilités actuelles relatives à la sécurité des barrages et, à cette fin, maintenir une expertise en cette matière.

3.2 La délégation de responsabilités

En plus de consulter les intervenants concernés, de favoriser la concertation de leurs actions et d'établir des partenariats, le Ministère limitera au minimum les chevauchements de responsabilité et cherchera à confier à d'autres une plus grande part de responsabilités et de pouvoirs. Pour ce faire, il entend :

- agir, dans toute la mesure du possible, en complémentarité avec les autres

organismes publics, dans les domaines de l'environnement et de la faune; dans l'optique de l'élimination des doublages;

- faire des représentations énergiques auprès du gouvernement fédéral afin qu'il se retire des activités qui relèvent de la compétence du Québec et qu'il offre les compensations financières en conséquence;
- renforcer le partenariat avec les autres ministères dans l'accomplissement de sa mission en vertu du principe de guichet unique et dans la perspective d'éviter les doublages (par exemple, introduire des préoccupations environnementales dans les programmes ou règlements sous la responsabilité d'autres ministères plutôt que d'en d'autres). À cet égard, autant le Ministère doit-il être attentif aux objectifs de développement économiques dans l'élaboration de ses politiques environnementales et fauniques, autant doit-il faire savoir que, dans un cadre de développement durable, il est de la responsabilité des ministères d'intégrer dans leurs politiques et leurs programmes, les préoccupations gouvernementales à l'égard de l'environnement et de la faune;
- reconnaître aux instances municipales ou régionales leur compétence sur l'eau de consommation et les eaux usées domestiques de même que sur les questions liées à l'aménagement du territoire, et entreprendre sans délais des discussions avec les unions municipales, avec l'objectif de leur confier certains pouvoirs (y compris les pouvoirs réglementaires, le cas échéant) ou la gestion de certaines activités telles que :
 - le contrôle du bon fonctionnement des réseaux d'aqueduc et d'eaux usées;
 - la gestion des matières résiduelles;
 - l'application totale ou partielle de certains règlements : traitement des eaux usées des résidences isolées, carrières et sablières, protection de certains habitats, etc.;
 - la gestion des conflits d'utilisation du territoire (nuisances);
 - la protection des rives et du littoral.
- revoir le cadre normatif selon une approche de normes minimales ou de balises permettant à des partenaires ou des délégataires de moduler les interventions ou leurs exigences en fonction de leurs objectifs propres et de situations régionales ou locales particulières;
- établir, avec des organismes non gouvernementaux et particulièrement avec les organismes régionaux, des ententes ayant pour effet de leur déléguer la responsabilité de poser certains gestes en matière de protection de l'environnement, de conservation et de mise en valeur de la faune;
- accentuer la délégation et les relations de partenariat avec les gestionnaires de zecs et de pourvoiries afin qu'ils prennent davantage part à la mise en valeur de

la faune et des habitats; de plus, alléger de façon substantielle l'encadrement administratif de ces délégataires.

Précision des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

Si le Ministère s'engage encore plus avant dans le partenariat, ce n'est pas parce qu'il poursuit l'objectif premier de réaliser des économies à court terme. Il ne s'agit pas de se retirer à tout prix de certains domaines d'intervention ni d'obliger qui que ce soit à prendre en charge des responsabilités qu'il ne veut pas assumer. Le partenariat permettra une meilleure clarification des responsabilités de chacun, le développement de synergies mutuellement profitables et un plus grand rayonnement des actions conjuguées en matière de conservation et de mise en valeur des milieux naturels et de leurs ressources.

Pour cette raison, les économies escomptées proviennent essentiellement de la suspension des activités du Conseil de la conservation et de l'environnement, de la révision de l'encadrement administratif des délégataires dans les territoires fauniques et de la révision de la Politique sur l'élimination des neiges usées.

4. LA RÉGIONALISATION

L'essentiel des produits et des services que le Ministère livre à la population transite par les directions régionales. Qu'il s'agisse de la mise en oeuvre des politiques, des plans de gestion, de la délivrance des certificats d'autorisation, de l'inspection ou de l'application réglementaire, les directions régionales sont au coeur des interventions du Ministère et de ses relations avec la clientèle.

Afin de répondre adéquatement aux attentes de la clientèle et de réduire les délais et les coûts de production, il faut s'assurer que les clients trouvent auprès des directions régionales les services et les produits dont ils ont besoin et qu'ils obtiennent tous les renseignements pertinents en réponse aux questions qu'ils se posent en matière d'exigences réglementaires. Ils doivent donc y retrouver l'expertise requise et le personnel apte à combler le plus rapidement possible ces besoins. Cela suppose que le personnel des directions régionales ne soit pas obligé d'en référer constamment aux unités centrales pour obtenir l'expertise ou l'autorisation requise et qu'il puisse bénéficier de l'autonomie nécessaire, tant sur le plan technique qu'administratif, pour offrir sur place des services complets et rapides.

Ce parti pris en faveur de la régionalisation est d'autant crucial que le Ministère, à l'instar de l'ensemble du gouvernement, cherche à confier davantage de responsabilités et de marge de manoeuvre aux instances régionales et à établir des alliances stratégiques avec des intervenants locaux et régionaux.

Par conséquent, le Ministère entreprend de réviser son mode d'organisation dans la perspective de concentrer la plus grande part de ses ressources dans les unités qui offrent des services directs à la clientèle. Il raffermira l'expertise technique des directions régionales de manière compatible au traitement complet et rapide des dossiers. Le Ministère choisit donc l'option d'accorder les ressources appropriées aux directions régionales afin qu'elles prennent elles-mêmes les décisions attendues, qu'elles établissent les partenariats et concluent des ententes profitables à l'atteinte de ses objectifs. Ces interventions devront évidemment être cohérentes par rapport aux politiques gouvernementales, aux orientations et aux priorités ministérielles. En corollaire, les gestionnaires régionaux seront imputables des décisions rendues et des choix effectués.

Le Ministère revoit également le rôle des unités centrales en fonction de l'augmentation de l'autonomie des directions régionales et de l'implantation de nouveaux mécanismes de concertation. Ainsi, les unités centrales assumeront des mandats liés à la coordination interministérielle, à l'établissement de liaisons et de partenariats avec les organisations nationales et internationales, et à l'évaluation et la mise à jour des programmes, des politiques et des règlements. Les unités centrales maintiendront également un niveau d'expertise lui permettant de suivre les tendances, de prévoir les problèmes à venir, de poser des diagnostics justes, de fournir certaines expertises particulières aux directions régionales, de planifier, d'élaborer des politiques et de conseiller judicieusement les autorités politiques.

Les directions régionales bénéficiant d'une plus grande autonomie sur les plans technique et administratif, le Ministère réexaminera ses façons de faire à l'égard de la concertation entre les directions régionales, d'une part, et entre ces directions régionales et les unités centrales, d'autre part. Il encouragera les directions régionales à mettre au point des mécanismes légers de concertation interrégionale et même d'effectuer des échanges de services. Il sera aussi possible d'améliorer leur performance en s'appuyant les unes sur les autres et de favoriser une certaine complémentarité dans les compétences de chacune des directions régionales.

Précisions des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

L'autonomie des directions régionales sur le plan technique suppose la réduction de l'encadrement normatif et du support technique actuellement fournis par les unités centrales en misant sur la consolidation de l'expertise technique dans les directions régionales. L'accroissement de l'autonomie des régions entraînera une diminution sensible de la production, par les unités centrales, d'avis techniques, de positions techniques, et autres documents du genre, sauf dans le cas de certaines expertises particulières.

Afin de donner suite à ces orientations, une partie, la plus grande possible, des ressources affectées à la prestation des services d'expertise technique des directions centrales seront graduellement redéployées dans les directions régionales sur une période de deux ans.

Par ailleurs, si on laisse davantage de marge de manoeuvre aux directions régionales, il n'y a pas lieu de produire au même rythme et avec le même niveau de détail des guides d'application réglementaire, par lesquels nous indiquons en quelque sorte les façons de faire à notre personnel de même qu'aux personnes et aux entreprises visées. Le besoin d'élaborer des guides d'application réglementaire demeurera. Il s'agit d'établir des règles d'équité et de transparence. Les nouveaux guides seront cependant davantage axés sur les résultats et ils feront appel à la responsabilité des individus et des entreprises en leur laissant le choix des moyens.

En conséquence, à compter du 1^{er} septembre 1996, le Ministère réduira de 10 % le niveau des ressources affectées à l'élaboration de ces guides dans les directions centrales et à la Direction générale des opérations.

Les ressources affectées à la production d'avis, de positions et d'autres supports techniques aux régions seront elles aussi réduites de 10 % le 30 avril 1996. Le Ministère réduira également de 40 % les ressources affectées à la coordination de l'expertise technique et procédera à un redéploiement des ressources restantes.

Le Ministère réaffirme aux directeurs régionaux qu'ils pourront agir avec toute la latitude requise pour assumer les responsabilités qui leur sont confiées et prendre les mesures et les décisions qu'ils jugent pertinentes pour répondre aux besoins de la clientèle. Le Ministère est conscient qu'il ouvre la porte à une modulation des interventions selon les régions et qu'il prend ainsi le risque, par exemple, que des clients reçoivent un traitement différent d'une région à l'autre pour un même besoin ou que des exigences différentes soient imposées pour des situations analogues. Les directions régionales devront établir des règles d'équité et de transparence, mais l'essence même de la régionalisation fait appel à une diversité de façons de faire. Dans la mesure où ces règles sont assurées, les autorités du Ministère soutiendront les initiatives et les décisions des gestionnaires en région.

5. LES MESURES ADMINISTRATIVES

Les orientations présentées dans les pages précédentes annoncent des virages majeurs pour le Ministère. Un tel réalignement ne peut se réaliser sans une révision en profondeur de nos pratiques administratives. Il faut d'abord s'assurer que les ressources et les outils dont nous disposons sont utilisés de la manière la plus efficace possible, que nous livrons nos produits et services au moindre coût et que nos ressources sont d'abord investies dans les produits et services requis par l'accomplissement de notre mission, les services liés à la gestion interne étant réduits au strict minimum. Pour ce faire, le Ministère travaillera plus particulièrement sur les aspects suivants :

- l'amélioration des services à la clientèle;
- l'optimisation des activités de soutien administratif;
- la réduction des dépenses;
- l'augmentation de ses revenus;
- la consolidation des technologies de l'information;
- le perfectionnement du personnel;
- la mise en place d'unités autonomes de service;
- la gestion environnementale des activités du Ministère.

5.1 L'amélioration des services à la clientèle

Dans les domaines qui relèvent de sa mission, le Ministère veut offrir à la population des services qui soient faciles d'accès et de qualité. Il entend également lui offrir un plus grand éventail de services qui ne soient pas uniquement axés sur l'application réglementaire.

Dans cette optique, le Ministère prévoit :

- assurer à ses clients des services de qualité dans toutes les régions du Québec par la mise en place de mécanismes souples et peu coûteux qui lui permettront de mettre en commun les connaissances et le savoir-faire des directions régionales et des unités centrales;
- se doter de standards de performance en termes de qualité des services à la clientèle, notamment en ce qui concerne les délais de traitement, suivis par les indicateurs appropriés, colligés dans le tableau de bord ministériel;
- simplifier et accélérer les processus de traitement des dossiers en éliminant des étapes dans leur cheminement et en misant sur le sens des responsabilités du personnel;
- conclure des ententes de service ou de partenariat avec les autres ministères concernés afin d'établir un « guichet unique » dans l'offre de services gouvernementaux partout où cela est possible.

Précisions des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

L'objectif d'amélioration des services à la clientèle concerne tout le personnel du Ministère. Nous sommes au service des personnes et des entreprises, celles qui s'adressent à nous, bien sûr, et celles pour qui nous avons des exigences ou pour qui nous posons des gestes afin de faire appliquer des mesures réglementaires. Elles doivent être traitées avec efficacité, compétence et respect.

Dans l'accomplissement de ses tâches, tout le personnel doit contribuer à la simplification et à l'accélération des processus et à l'amélioration de la performance dans le traitement des dossiers. Cet objectif doit nous habiter, de la conception des politiques et des programmes, jusqu'à la livraison du produit ou du service au client.

Dans le but d'améliorer le service à la clientèle, la Direction régionale du Nord-du-Québec assumera désormais le soutien administratif nécessaire au bon fonctionnement des comités conjoints prévus aux conventions nordiques.

5.2 L'optimisation des activités à caractère administratif

Toutes les unités administratives, tant dans les unités centrales qu'en région, consacrent des ressources à la gestion et aux services de soutien administratif. Le Ministère a l'intention d'améliorer sa performance en cette matière, toujours dans le but de consacrer la plus grande part de ses ressources aux services directs à la population. C'est pourquoi il révisera en profondeur ses façons de faire afin d'optimiser les activités à caractère administratif dans l'ensemble du Ministère.

Cette révision mettra à contribution l'ensemble des unités administratives du Ministère et se fera dans le même esprit et selon les mêmes grands principes qui guideront nos autres interventions, notamment la simplicité, l'efficacité, la régionalisation, l'auto-contrôle de même que l'imputabilité et l'autonomie du personnel et des gestionnaires.

Le Ministère a également l'intention de réduire son niveau d'encadrement et de revoir sa structure administrative, d'une part pour l'adapter à ses nouvelles orientations et, d'autre part, pour favoriser l'imputabilité du personnel. Cette opération devra être menée de manière à aplatir la structure administrative, c'est-à-dire à réduire le nombre de niveaux hiérarchiques afin d'assouplir les mécanismes de prise de décision.

Précisions des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

Les gestionnaires concernés sont conviés à une détermination fine des activités à caractère administratif qui doivent être révisées. Le Ministère se fixe des objectifs clairs quant aux objectifs à atteindre. Dès le 30 juin 1996, il devra réduire de 65 ETC les ressources consacrées aux activités à caractère administratif principalement à la Direction générale des services à la gestion et à la Direction générale des opérations. Au 30 septembre 1996, il réduira de 35 ETC les ressources consacrées aux autres activités de soutien.

Par ailleurs, le taux d'encadrement ministériel, qui est actuellement de 1 cadre pour 12 postes réguliers et occasionnels passera à 1 cadre pour 18 employés, ce qui aura pour effet de réduire de 71 le nombre de postes d'encadrement au Ministère.

De plus, l'adoption d'une structure administrative conforme aux nouvelles orientations et liée à la mise en place de mesures de rationalisation dans l'organisation administrative du Ministère entraînera une réduction additionnelle de ses ressources de 15 ETC au 31 mai 1996.

5.3 La réduction des dépenses

Le Ministère doit prendre toutes les mesures possibles afin de réduire ses propres dépenses de fonctionnement. À cet égard, il fait appel au sens des responsabilités des gestionnaires pour qu'ils fassent preuve de parcimonie dans ce type de dépenses et qu'ils répertorient toutes les sources d'économie possibles.

Le Ministère a déjà relevé une série de gestes à poser et veillera à leur application rigoureuse :

- optimiser l'utilisation des espaces de bureaux et rationaliser l'utilisation des lieux servant à d'autres fins (ex. : entreposage, ateliers);
- rationaliser l'utilisation des véhicules;
- réduire au minimum les frais de fonctionnement (ex. : télécommunication, frais de déplacements);
- restreindre le recours au temps supplémentaire aux situations urgentes.

Dans la foulée d'une recherche active de moyens pour réduire ses dépenses et augmenter ses revenus, le Ministère a aussi l'intention de :

- céder la gestion et les équipements du Jardin zoologique du Québec et de l'Aquarium du Québec;
- se départir, d'ici l'exercice 1997-1998, de trois piscicultures et de conserver une seule pisciculture polyvalente, dont le mandat serait axé sur l'expérimentation et le développement des connaissances sur les espèces menacées et sur l'étude des techniques de reproduction des espèces ayant une valeur commerciale non encore exploitée.

Précisions des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

Les mesures énoncées précédemment auront pour effet de réduire les ressources du Ministère de 4,0 M\$ à compter du 1^{er} avril 1996.

5.4 L'augmentation de ses revenus

Outre la révision en profondeur de ses façons de faire et la mise en oeuvre de mesures de rationalisation, l'augmentation des revenus apparaît comme une avenue à privilégier pour contribuer à l'équilibre budgétaire ministériel, d'autant plus que le Ministère s'oriente vers l'utilisation d'instruments économiques dans ses programmes d'intervention.

Certaines activités du Ministère présentent un bon potentiel de revenus additionnels. Le Ministère a l'intention d'exploiter toutes les possibilités afin d'accroître ses revenus sans toutefois compromettre sa mission fondamentale. Il passera en revue l'ensemble des produits et des services offerts à la population dans la perspective d'établir une tarification raisonnable de ses services partout où cela est possible. Il a l'intention de se doter d'une politique de tarification qui poursuivra notamment les objectifs suivants :

- augmenter les revenus du Ministère;
- partager le poids financier des services offerts avec les clientèles et les partenaires et, en ce sens, mettre en place la tarification des actes administratifs à partir de stratégies qui viendront appuyer les objectifs qu'il recherche;
- faire en sorte que le niveau des tarifs couvre au minimum les frais de gestion du permis, de l'autorisation, du certificat, et des autres actes du genre; idéalement, les tarifs dans ce domaine devraient chercher à récupérer les coûts de production des services et des produits livrés;
- ajuster la tarification des produits et services qui n'ont pas été révisés récemment et indexer annuellement l'ensemble des tarifs.

À court terme, le Ministère établira un droit d'accès dans les parcs du Québec, en tenant compte des tarifs déjà appliqués aux activités offertes aux visiteurs, sans toutefois porter préjudice à la viabilité des activités déléguées aux concessionnaires.

Par ailleurs, dans tous les cas où cela est possible, le Ministère entend prendre les dispositions pour vendre ses biens immeubles excédentaires.

5.5 La consolidation des technologies de l'information

Les technologies de l'information constituent un des éléments de base qui viendront supporter le personnel dans l'implantation des nouvelles façons de faire. Dans ce contexte, la consolidation et le développement des infrastructures technologiques du Ministère, dont on a déjà souligné le caractère désuet, devient une préoccupation majeure. Le Ministère a donc l'intention de donner suite à son Plan d'action des technologies de l'information et de l'ajuster en fonction des priorités retenues dans les choix stratégiques.

Aussi, il concentrera d'une part son action sur :

- l'implantation des réseaux locaux dans l'ensemble du Ministère, incluant les directions régionales, et leur intégration dans un réseau ministériel;
- le remplacement des postes informatiques désuets;
- la normalisation et la mise à jour des logiciels d'intérêt commun, en reportant à plus tard l'acquisition des logiciels trop spécialisés, sauf s'ils contribuent à réaliser des gains de productivité importants.

D'autre part, en collaboration avec les autres intervenants gouvernementaux concernés, il entend développer sa propre vitrine sur Internet. En effet, le gouvernement, dans le but de se doter de véhicules d'information plus performants, a annoncé sa volonté d'avoir une vitrine sur Internet et d'utiliser ce nouveau moyen de communication qui est en pleine expansion. Dans ce cadre, le Ministère a l'intention d'utiliser Internet comme un des moyens privilégiés pour la diffusion, entres autres, des bilans et des informations qu'il publie régulièrement sur l'état de l'environnement.

Précisions des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

Afin de compléter le financement de son Plan d'action des technologies de l'information, le Ministère injectera 1 M\$ additionnel et aura recours à un emprunt d'un fonds spécial du Conseil du trésor.

5.6 Le perfectionnement du personnel

L'atteinte des grands objectifs du Ministère en matière environnementale et faunique, l'amélioration du service à la clientèle et le plus grand degré d'autonomie que le Ministère entend accorder à son personnel supposent que chacun soit à la fine pointe des connaissances dans les domaines qui le concernent.

Toutefois, comme le Ministère ne peut vraisemblablement pas développer de l'expertise lui-même dans tous les domaines relatifs à l'environnement ou à la faune, il

entend, entre autres moyens, favoriser la participation du personnel à des colloques, stages ou échanges, dans la mesure où les investissements seront jugés rentables.

Le Ministère entend donc soutenir la mise à jour constante des connaissances de pointe du personnel en consolidant le plan de développement des ressources humaines.

Précisions des effets des choix stratégiques 1996-1998 sur les ressources

Le Ministère ajoutera 0,5 M\$ à la formation et au développement de son personnel afin de porter à 1 % de sa masse salariale les sommes investies à ce chapitre.

5.7 La mise en place d'unités autonomes de service

La mise en place d'unités autonomes de service consiste à élaborer un cadre de gestion, centré sur l'atteinte des résultats, qui responsabilise davantage les gestionnaires et les employés. Une unité autonome de service peut bénéficier d'une plus grande souplesse et d'une certaine marge de manoeuvre dans la prestation des services à la population. C'est ainsi que l'unité peut davantage utiliser les revenus qu'elle génère à des fins d'autofinancement. Son objectif ultime est d'assurer la qualité des services publics tout en contrôlant les coûts. Leur création repose sur la conviction que la fonction publique est capable de relever le défi de l'efficacité si on lui en donne les moyens. Tout le personnel visé par cette unité demeure dans la fonction publique.

Le Ministère a l'intention de mettre en place des unités autonomes de service dans trois secteurs d'activité : les parcs, le domaine hydrique public et les laboratoires.

5.8 La gestion environnementale des activités du Ministère

Afin de rendre ses pratiques conformes aux principes du développement durable et de fournir à ce titre un exemple à ses partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, le Ministère a adopté un programme de gestion environnementale de ses activités. À court terme, ce programme comprend notamment les mesures suivantes :

- l'achat des produits approuvés dans le cadre de la politique d'achat du Québec;
- l'application de principes directeurs environnementaux pour l'édition;
- l'application du programme uniformisé de récupération de papier de bureau.

CONCLUSION

Les choix stratégiques présentés dans les pages précédentes nous semblent bien ancrés dans les réalités du Québec moderne. Ils reposent sur la meilleure lecture que la direction du Ministère a pu faire du contexte actuel. Certains de ces choix peuvent certes être discutables et des nuances peuvent, de toute évidence, être apportées aux diagnostics posés ici et aux solutions fines qui y sont préconisées. Les gestionnaires du Ministère pourront d'ailleurs parfaire ces choix, dans la mesure où ils proposent, dans les délais prescrits, des solutions de rechange qui permettent d'atteindre nos objectifs prioritaires, en particulier sur le plan financier.

À court terme, le ministère de l'Environnement et de la Faune devra procéder à une importante réduction de son effectif. Il s'agit d'une opération difficile, délicate et humainement éprouvante pour chacun de nous, même pour ceux et celles qui ne sont pas directement touchés. En désignant des types d'activités qui n'auront plus cours au Ministère, du moins pas à la même intensité, et par voie de conséquence, des groupes de personnes dont les services ne seront plus requis, le Ministère ne porte aucun jugement de valeur sur la qualité du travail de ces personnes, sur la ferveur de leur engagement ou sur leur professionnalisme. Bien au contraire, et c'est ce qui rend l'opération d'autant plus difficile, les personnes en cause ont servi, généralement avec dévouement et compétence, la mission qui leur a été confiée. C'est donc avec une attitude de profond respect qu'il faudra aider ces personnes à mettre à profit leurs talents dans d'autres fonctions ou dans d'autres organisations.

À moyen et long terme, nous prenons le pari que le ministère de l'Environnement et de la Faune aura un rayonnement encore plus grand, principalement parce qu'il aura multiplié les alliances avec des partenaires, centré son action sur les grands enjeux et allégé ses procédures et ses façons de faire. Pour y parvenir cependant, il faut immédiatement prendre les virages indiqués, accroître notre cohésion interne et travailler avec confiance.

La mission qui nous est confiée et le contexte dans lequel nous devons l'assumer posent au ministère de l'Environnement et de la Faune des défis à la fois exaltants et très exigeants. Il appartient à chacun des employés du Ministère de mettre l'épaule à la roue et de pousser dans la même direction, celle des priorités établies. C'est au prix de cet effort à la fois individuel et collectif, et à ce prix seulement, que nous relèverons avec succès ces grands défis.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

ANNEXE 2.24

LISTE DES MEMBRES DU BAPE, INCLUANT LEUR SALAIRE, LEUR CURRICULUM VITAE

AINSI QUE LES DOSSIERS QUI LEUR ONT ÉTÉ ASSIGNÉS

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Membres du BAPE en 1995-1996 et mandats qui leur ont été assignés

Membre	Rémunération	Mandats confiés
Journault, Claudette Vice-présidente et présidente par intérim	88 540 \$	<i>Médiations</i> Projet d'agrandissement de port aux fins de la construction d'une cour d'entreposage d'acier par MIL Davie inc. Projet d'agrandissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire (carrière Demix) à l'usage exclusif de la station d'épuration des eaux usées de la Communauté urbaine de Montréal <hr/> <i>Audiences publiques</i> Projet de décontamination du canal Lachine La gestion des matières résiduelles au Québec
Delisle, André Membre régulier Départ le 10 décembre 1995	55 925 \$	
Gélinas, Johanne Membre régulière	73 165 \$	<i>Médiations</i> Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Champlain Projet de réaménagement de la route 337 de l'autoroute 640 au chemin Martin-Newton à Mascouche et Terrebonne Projet d'établissement d'une station ferroviaire «autoroute 640» à Deux-Montagnes <hr/> <i>Audiences publiques</i> Projet de construction d'une bretelle d'accès à l'autoroute 15, kilomètre 41 et d'une voie de desserte sud sur le territoire de la ville de Saint-Jérôme

1
C
L
C
1

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Membres du BAPE en 1995-1996 et mandats qui leur ont été assignés

Membre	Rémunération	Mandats confiés
Genest, Camille Membre régulier Arrivée le 25 septembre 1995	41 415 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet de construction d'une bretelle d'accès à l'autoroute 15, kilomètre 41 et d'une voie de desserte sud sur le territoire de la ville de Saint-Jérôme La gestion des matières résiduelles au Québec
Chapdelaine, Robert Membre additionnel à plein temps	90 961 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'agrandissement d'un dépôt de matériaux secs à Sainte-Rosalie par la compagnie Marobi inc. Projet d'agrandissement du dépôt de matériaux secs de la compagnie Enfouissement J.M. Langlois à La Prairie
Cloutier, Alain Membre additionnel à plein temps	87 657 \$	<i>Médiations</i> Projet d'amélioration de la route 132 à Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père <i>Audiences publiques</i> Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire «Essalar» à Larouche par Cintec inc. Projet de construction du boulevard de La Vérendrye, tronçon entre l'autoroute 50 et le pont Alonzo-Wright à Gatineau
Dubuc, Conrad Membre additionnel à plein temps	99 675 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'agrandissement d'un dépôt de matériaux secs à Sainte-Rosalie par la compagnie Marobi inc. Projet de construction du boulevard de La Vérendrye, tronçon entre l'autoroute 50 et le pont Alonzo-Wright à Gatineau

- 324 -

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Membres du BAPE en 1995-1996 et mandats qui leur ont été assignés

Membre	Rémunération	Mandats confiés
Germain, Michel Membre additionnel à plein temps Départ le 21 juin 1995	38 223 \$	<i>Audiences publiques</i> Agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Usine de triage Lachenaie inc. à Lachenaie
Pagé, Gisèle Membre additionnelle à plein temps	60 034 \$	<i>Médiations</i> Projet d'agrandissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire sur le territoire de la municipalité de Cowansville <i>Audiences publiques</i> Agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Usine de triage Lachenaie inc. à Lachenaie
Renaud, Pierre Membre additionnel à plein temps	72 394 \$	<i>Médiations</i> Projet de construction d'une bretelle d'accès à l'autoroute 15, kilomètre 41 et d'une voie de desserte sud sur le territoire de la ville de Saint-Jérôme <i>Audiences publiques</i> Projet d'établissement d'un dépôt de matériaux secs à Saint-Pic
Bélanger, Michel Membre additionnel à temps partiel	8 580 \$	<i>Audiences publiques</i> La gestion des matières résiduelles au Québec
Desrochers, Louise Membre additionnelle à temps partiel	21 255 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'agrandissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire (carrière Demix) à l'usage exclusif de la station d'épuration des eaux usées de la Communauté urbaine de Montréal

1
w
e
s
1

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Membres du BAPE en 1995-1996 et mandats qui leur ont été assignés

Membre	Rémunération	Mandats confiés
Haemmerli, John Membre additionnel à temps partiel	9 848 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire «Essalar» à Larouche par Cintec inc.
Kantardjieff, Alexandra Membre additionnelle à temps partiel	9 360 \$	<i>Audiences publiques</i> Agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Usine de triage Lachenaie inc. à Lachenaie
Légère, Michel Membre additionnel à temps partiel	8 970 \$	<i>Audiences publiques</i> La gestion des matières résiduelles au Québec
L'Heureux, Réal P. Membre additionnel à temps partiel	13 350 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet de construction du boulevard de La Vérendrye, tronçon entre l'autoroute 50 et le pont Alonzo-Wright à Gatineau
Mondoux, Jean-Maurice Membre additionnel à temps partiel	26 130 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'agrandissement du dépôt de matériaux secs de la compagnie Enfouissement J.M. Langlois à La Prairie
Paré, Jean Membre additionnel à temps partiel	19 695 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'établissement d'un dépôt de matériaux secs à Saint-Pie
Pelletier, Jacques Membre additionnel à temps partiel	24 960 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet d'agrandissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire (carrière Demix) à l'usage exclusif de la station d'épuration des eaux usées de la Communauté urbaine de Montréal

1326-1

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Membres du BAPE en 1995-1996 et mandats qui leur ont été assignés

Membre	Rémunération	Mandats confiés
Samak, Qussai Membre additionnel à temps partiel	31 590 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet de construction d'une bretelle d'accès à l'autoroute 15, kilomètre 41 et d'une voie de desserte sud sur le territoire de la ville de Saint-Jérôme La gestion des matières résiduelles au Québec
Sérodes, Jean-Baptiste Membre additionnel à temps partiel	1 170 \$	<i>Audiences publiques</i> Projet de décontamination du canal Lachine

1
3
2
7
-

JOURNAULT, Claudette

AGE 46 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1973 Université du Québec à Trois-Rivières
Baccalauréat en biologie

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1995	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Depuis 1989	Présidente par intérim
	Membre
1984-1989	Ministère de l'Environnement Chef du Service de la caractérisation des lieux d'élimination des déchets dangereux
1983-1984	Responsable du groupe inventaire et caractérisation au sein du Groupe d'étude et de restauration des lieux d'élimination des déchets dangereux (GERLED)
1980-1983	Chargée de projet au sein du Service d'analyse des études d'impact
1973-1980	Service de protection de l'environnement Biologiste

DELISLE, André

AGE 47 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1972	Institut national de la recherche scientifique Maîtrise ès sciences appliquées - Sciences de l'eau
1970	Université Laval Baccalauréat ès sciences appliquées - Génie physique

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1991	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement - BAPE Membre et vice-président
1985-1991	Groupe Media Science Associé et président
1976-1984	AGIR ltée Président et vice-président
1976-1982	Journaliste indépendant
1970-1974	Ministère des Richesses naturelles Ingénieur de projets à la Direction de l'aménagement
1966-1970	Ursulines de Québec et CEGEP Garneau Professeur de sciences

GÉLINAS, Johanne

ÂGE 35 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1987	Université du Québec à Montréal
1984	Maîtrise en sciences de l'environnement
	Baccalauréat spécialisé en géographie humaine

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1991	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement - BAPE Membre
1990-1991	Comité de santé environnementale des départements de santé communautaire du Québec Présidente
1990-1991	Université de Montréal Chargée de cours au certificat en environnement
1989-1990	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement - BAPE Commissaire à la Commission d'enquête sur les déchets dangereux
1986-1989	Département de santé communautaire du Lakeshore Chargée de projet en santé environnementale
1984-1985	Ministère de l'Environnement du Québec Agente de recherche et de planification socio-économique
1984	Géographe - cartographe

GENEST, Camille

AGE 51 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1980	Formacadres Diplôme
1969	Université Laval Licence en théologie

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1987-1995	Société de l'assurance automobile du Québec Directeur de la programmation et des opérations centrales
1985-1987	Directeur de l'indemnisation
1983-1984	Régie de l'assurance-maladie du Québec Chef des services aux professionnels de la santé
1980-1983	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Secrétaire du ministère et directeur des communications
1978-1980 1977-1978	Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche Directeur régional de l'Estrie Adjoint aux opérations régionales
1975-1977	Ministère des Affaires sociales Adjoint au sous-ministre
1972-1975	Association des scouts du Canada Secrétaire général
1970-1972	Confédération des loisirs du Québec Animateur socioculturel

GERMAIN, Michel

AGE 33 ans

FORMATION ACADEMIQUE

1985	INRS - Eau Maîtrise ès Sciences
1982	Université Laval Baccalauréat - Géographie
1979	Cégep Sainte-Foy Diplôme d'études collégiales

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1990	Sauger Groupe-conseil inc. Directeur de l'environnement
1987-1990	Ministère de l'environnement Attaché politique
1986-1987	ENTRE Centre d'informatique Représentant
1985	Ministère des Transports Géomorphologue
1983	Ministère de l'Environnement Stagiaire

CHAPDELAINE, Robert

AGE 48 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1980	École nationale d'administration publique Maîtrise en administration publique
1972	Université du Québec à Trois-Rivières et Université Laval Baccalauréat en pédagogie
1966	Université de Montréal Baccalauréat ès arts
1958-1966	Collège Monseigneur Decelles et Externat classique de Longueuil Études classiques

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1989-1993 et 1986-1988	Cabinet du premier ministre du Québec Directeur à la députation
1988-1989	Ministère du Travail Sous-ministre adjoint
1981-1986 1979-1980	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Chef du Service d'analyse et programmation Analyste à la Direction des opérations régionales
1977-1978	Responsable de l'administration des parcs de la Rive-sud de Montréal
1971-1976	Cabinet du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche Secrétaire particulier
1967-1971	Commission scolaire régionale Carignan Professeur

CLOUTIER, Alain

AGE 38 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1992	Admission au Barreau du Québec
	Université Laval
1987	Licence en droit
	Université du Québec à Trois-Rivières
1981	Maîtrise en environnement
1978	Baccalauréat en biologie

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Cabinet du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Depuis 1992	Directeur
1989-1992	Directeur
1988-1989	Attaché politique
	Jolin, Fournier, Morisset, avocats
1992	Avocat stagiaire
	Ministère de l'Environnement
1989	Conseiller politique
	Pêche et Océans Canada
1985-1987	Assistant de recherche
	Les productions CEFEM inc.
1983-1984	Directeur de projet
	Woods Hole Oceanographic Institution
1983	Assistant de recherche
	Commission de la capitale nationale (Ottawa)
1982-1983	Biologiste - Agent de conservation
	Dessau et Hydro-Québec
1981-1982	Écologiste
	Université du Québec à Trois-Rivières
1980-1982	Chargé de cours
1979-1981	Biologiste et assistant-directeur
	Parcs Canada
1978	Biologiste

DUBUC, Conrad

AGE 61 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

Depuis 1958	Ordre professionnel des ingénieurs du Québec Membre
1958	Université Laval Baccalauréat en génie civil

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1989	Ministère de la Santé et des Services sociaux Sous-ministre adjoint et président de la Corporation d'hébergement du Québec
1988-1989	Directeur de la construction
1983-1988	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Directeur des services techniques
1973-1983	Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement Chef de service des chargés de projets du Québec-Métro

PAGÉ, Gisèle

AGE 37 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1980	Université Laval Baccalauréat en sciences économiques
1976	Collège Marguerite-Bourgeois Diplôme d'études collégiales

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1993	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement - BAPE Adjointe au président
1986-1993	Secrétariat du Conseil du trésor Conseillère principale en condition de travail et négociation collective
1985-1986	Ministère de l'Environnement du Québec Adjointe exécutive - Direction régionale de l'Abitibi, du Témiscamingue et du Nouveau-Québec
1984-1985	Analyste et conseillère principale de la sous-ministre aux opérations régionales en matière de suivi opérationnel - Sous-ministériat aux opérations régionales; Direction de la coordination et du contrôle
1983-1984	Analyste au Service des systèmes de gestion
1981-1983	Ministère de la Justice Analyste
1980	Gouvernement de la Colombie-Britannique Agente de recherche - Recreation and Fitness Branch, Research and Data Division

RENAUD, Pierre

AGE 30 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1992	University of Nairobi (Kenya) Droit international en environnement
1991	Université de Concordia Baccalauréat en relations internationales et économie
1987	Admission au Barreau du Québec
1986	Université du Québec à Montréal Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1992	Pratique privée en droit de l'environnement
1992	United Nations Environmental Program (Kenya) Avocat
Depuis 1992	Université du Québec à Rimouski Professeur - Université de Rio de Janeiro
Depuis 1990	Conseil de la conservation Membre du conseil d'administration
Depuis 1989	Université du Québec à Montréal Chargé de cours en droit de l'environnement
1989-1992	Hydro-Québec (région Maisonneuve) Avocat
1987-1989	Ministère de l'Environnement du Québec Avocat

BÉLANGER, Michel

ÂGE 34 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1993	Université Robert Schuman (Strasbourg) Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit de l'environnement et de l'aménagement du territoire
1993	Diplôme universitaire en pollution et nuisance
1990	Université de Montréal Maîtrise en droit public
Depuis 1988	Barreau du Québec Membre
1984	Université d'Ottawa Diplôme en droit notarial
1983	Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1994	Avocat en pratique privée
1991-1994	Université McGill Chaire en environnement - Hydro-Québec/McGill Associé de recherche en droit de l'environnement
1989-1992	Centre Québécois du Droit de l'Environnement Directeur
1988-1990	Notaire en pratique privée
1987 et 1985-1986	Ministère de la Justice Régistrateur adjoint au Bureau d'enregistrement de Montréal
1986-1987 et 1984-1985	Notaire en pratique privée

DESROCHERS, Louise

ÂGE 34 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1987	Barreau du Québec Membre
1985	Université de Montréal Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1993	Elfassy, Rose et associés Avocate
1993	Université du Québec à Montréal Professeure
1988-1993	Howard, Bissonnette & Desrochers, avocats Avocate
1987	Deveau, Lavoie et associés Avocate-stagiaire
1981-1985	Corbeil & Howard, avocats Technicienne juridique

HAEMMERLI, John

ÂGE 42 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1980-1982	Université du Québec (INRS-Eau) Études de maîtrise en sciences de l'eau
1979	École polytechnique fédérale de Lausanne Certificat d'études de troisième cycle en hydrologie
1977	Diplôme d'ingénieur en génie rural

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1991	Les Productions Héritage - Biodiversité Président et consultant
1990-1991	Environnement Canada Chef, acquisition et suivi
1982-1990	Ingénieur, chargé de projets
1982	Chargé de projets
1981-1982	Société d'électrolyse et de chimie Alcan ltée Stagiaire et consultant
1977-1979	École polytechnique fédérale de Lausanne Assistant de recherche et assistant-étudiant

KANTARDJIEFF, Alexandra

AGE 48 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

	Ordre des ingénieurs du Québec Membre
1979	Université du Minnesota (Minneapolis) Maîtrise ès sciences appliquées (génie de l'environnement)
1970	Université de Sofia (Bulgarie) Baccalauréat ès sciences appliquées (génie sanitaire)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1993	Entreprises AKAM inc. Vice-présidente à la Recherche et au Dévelop- pement
Depuis 1993	Eko-Kan ltée Présidente
Depuis 1990	Comité technique du secteur des pâtes et papiers du programme de réduction des rejets industriels Membre
1993-1994	Stone Consolidated Chargée de projet
1993-1994	Abitibi Price Chargée de projet
1991-1993	E.B. Eddy Chargée de projet
1972-1993	Le Groupe Teknika Vice-présidente

LÉGÈRE, Michel

AGE 52 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

Depuis 1970	Barreau du Québec Membre
1969	Université d'Ottawa Licence en droit
1968	Baccalauréat en commerce
1965	Baccalauréat ès arts (sciences économiques)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1995	Ministère du Conseil exécutif Coordonnateur du programme Route verte au Secrétariat à la jeunesse
1993-1994	Conseiller en orientation communautaire
1992-1993	Université d'Ottawa Professeur
1981-1991	Ville de Hull Maire
1978-1981	Avocat en pratique privée
1970-1978	Gouvernement fédéral Avocat, chef de cabinet au sous-ministre et adjoint ministériel à Environnement Canada Agent du Conseil privé Responsable de projets spéciaux à Transports Canada

L'HEUREUX, P. Réal

AGE 66 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1964	Manhattan College Maîtrise en génie sanitaire
1952	École polytechnique Baccalauréat ès sciences appliquées (génie civil)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1992	Consultant à son compte
1990-1991	Ministère de l'Environnement Directeur général de la protection des milieux hydrique et atmosphérique
1987-1990	Directeur général de la conservation
1983-1987	Cadre-conseil auprès du sous-ministre
1982-1983	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Président
1978-1982	Conseil consultatif de l'environnement Président
1972-1978	Services de protection de l'environnement du Québec Directeur adjoint
1965-1972	Ministère des Affaires municipales Directeur général et ingénieur en chef

MONDOUX, Jean-Maurice

ÂGE 46 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1973	Université Paul Sabatier Maîtrise en sciences naturelles
1972	Université du Québec à Montréal Baccalauréat ès sciences (biologie-écologie)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1992	Consultant à son compte
1989-1992	Voile internationale Québec Directeur général
Depuis 1984	Écologiste-conseil et consultant pour différents organismes et ministères québécois
1982-1984	Ministère des Affaires indiennes et du Nord Coordonnateur technique
1980-1982	Environnement Canada Écologiste
1979-1980	Ministère des Richesses naturelles Analyste
1978-1979	Environnement Illimité inc. Associé - écologiste
1974-1977	Environnement Canada Responsable du secteur faune

PARÉ, Jean

ÂGE 50 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

	Corporation professionnelle des urbanistes du Québec Membre
1971	Université de Montréal
1964	Maîtrise en urbanisme Licence en droit
1961	Collège Sainte-Marie Baccalauréat ès arts

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1990-1991 1992 et 1994	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Membre additionnel
Depuis 1988	Jean Paré & associés Président
1992-1993	Groupe de travail sur Montréal et sa région Secrétaire général adjoint
1991-1992	Conseil et gestion d'organisations CGO inc. Directeur des services-conseils
1986-1988	Raymond, Chabot, Martin, Paré Directeur des Services de consultation en planification stratégique
1980-1985	Coopers & Lybrand Conseiller en administration
1974-1980	Société d'aménagement de l'Outaouais Directeur de la Planification et directeur du Développement

PELLETIER, Jacques

ÂGE 49 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1974	Université Laval Maîtrise ès sciences (mathématiques)
1971	Université du Québec à Rimouski Baccalauréat ès sciences (mathématiques et administration)
1969	Université Laval Baccalauréat en pédagogie

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1992	Pelletier ltée Président
1986-1992	SOM inc. Président fondateur
1980-1986	Institut québécois d'opinion publique inc. (IQOP) Vice-président exécutif
1975-1980	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Agent de recherche et de planification socio-économique
1968-1972	Collège d'enseignement général et professionnel de Rivière-du-Loup Professeur en mathématiques et conseiller en programme

SAMAK, Qussaï

AGE 45 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

1984	Université McGill Doctorat ès sciences appliquées (génie chimique)
1976	Université McMaster Maîtrise ès sciences appliquées (génie chimique)
1973	Université du Caire (Égypte) Baccalauréat ès sciences appliquées (génie chimique)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1984	Confédération des syndicats nationaux Conseiller au Service du génie industriel
Depuis 1993	Université McGill Professeur d'évaluation d'impacts à la Faculté de génie
1991-1992 1993 et 1994	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Membre additionnel
1989-1993	Université de Montréal Chargé de cours à la Faculté des études supérieures
1988	Union Carbide Corporation Canada Consultant
1988-1990	Commission d'enquête sur les déchets dangereux au Québec Conseiller technique

.../2

SÉRODES, Jean-Baptiste

ÂGE 51 ans

FORMATION ACADÉMIQUE

	Université du Québec à Trois-Rivières Maîtrise en gestion de projets
1974	Université Laval Ph.D. en génie civil
1966 1966	École supérieure de chimie de Marseille Diplôme d'études supérieures Diplôme d'ingénieur-chimiste
1965	Faculté de sciences de Marseille Diplôme de chimiste

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1993	Université Laval Directeur du Département de génie civil
1991-1993	Adjoint au vice-recteur à la recherche
1990	Professeur titulaire au Département de génie civil
1989-1991	Vice-doyen à la recherche à la Faculté des sciences et de génie
1984-1987	Directeur du Département de génie civil
1983-1990	Professeur agrégé à ce Département
1979-1983	Professeur adjoint à ce Département
1977-1979	Environnement Canada Chef de la division ingénierie à la Direction des eaux intérieures
1975-1977	Ingénieur senior de projets au Service de protection de l'environnement
1974-1975	Université Laval Professeur adjoint au Département de génie civil
1971-1974	Chercheur au Centre de recherches sur l'eau (Centreau)